

BIBLIOTHECA VALLESIANA

7

EMILE BIOLLAY

Docteur ès lettres

Le Valais en 1813-1814  
et sa politique d'indépendance

La libération et l'occupation d'un département réuni

1970

Imprimerie Pillet Martigny





4

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010018252

N 696/7







BIBLIOTHECA VALLESIANA

7



BIBLIOTHECA VALLESIANA

7

EMILE BIOLLAY

Docteur ès lettres

# Le Valais en 1813-1814 et sa politique d'indépendance

La libération et l'occupation d'un département réuni

1970

Imprimerie Pillet Martigny

N 696 / 7

Meiner verstorbenen Grossmutter  
Anna-Maria Studer, geb. Ritter,  
von Eptingen (Baselland),  
die mich gelehrt hat, die Wahrheit  
über alles zu setzen.



70/1549

Ouvrage publié avec l'appui de la Fondation du Jubilé  
de l'Union de Banques Suisses, du département de l'Instruction publique  
du Valais et des amis de la « Bibliotheca Vallesiana ».



## AVANT-PROPOS

*Depuis mars 1938, date de l'annexion de l'Autriche par le Troisième Reich, il est peu de pays d'Europe, du Cap Nord à la Crète, de l'île d'Ouessant à la Volga, qui n'aient connu les affres de l'occupation étrangère et les joies exaltantes de la libération. La Suisse est du petit nombre des Etats dont la population n'a pas vécu de tels cauchemars ni de semblables enthousiasmes. Il faut remonter à l'époque de la Révolution et de l'Empire pour trouver dans l'histoire des Cantons suisses des événements comparables à ceux qui ont marqué de leur empreinte le destin européen depuis le déclenchement de la violence hitlérienne au-delà des frontières de l'Allemagne. Mais, de tous les cantons de l'actuelle Confédération helvétique, le Valais est assurément celui qui, à cette époque, a connu les mues les plus spectaculaires. Son histoire, des plus mouvementées, est aussi particulièrement topique. Il nous a paru intéressant d'examiner comment cette petite république alpestre annexée en 1810 à l'empire napoléonien a été libérée en 1813 de la présence française, comment elle a supporté en 1814 l'occupation autrichienne et quelle politique elle a alors suivie à l'égard de ses nouveaux maîtres et de ses anciens alliés, les Cantons suisses. Tel est l'objet de cette étude. Nous souhaitons qu'elle contribue à jeter quelque lumière sur le problème infiniment plus vaste de l'effondrement de l'Empire, en particulier sur les libérations dont nombre d'anciens « départements réunis » furent le théâtre, et sur les occupations militaires qui les ont suivies. Peut-être ce regard*

jeté vers le passé pourra-t-il aider à comprendre mieux des situations récentes ou actuelles, rencontrées un peu partout sur le continent européen.

Les Archives d'Etat du Valais contiennent sous le titre de « Transition » une série de documents qui ressortissent de l'histoire de cette ancienne république depuis le 26 décembre 1813, date du départ des Français du département du Simplon, jusqu'au 4 août 1815, date de l'entrée du Valais dans la Confédération suisse. Prié par M. André Donnet, alors directeur de la Bibliothèque et des Archives cantonales du Valais, de collaborer à la publication, dans le volume XX de *Vallesia*, de documents concernant l'incorporation du Valais à la Suisse, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de cet événement, nous avons accepté de présenter, dans une introduction à ce volume, les documents que nous avons choisis dans la masse de ceux qui existent. Bien vite, il nous est apparu que l'histoire du Valais pendant cette période de transition était loin de présenter un caractère homogène. Il fallait absolument, nous a-t-il semblé, distinguer diverses périodes dans ces vingt mois. A la réflexion, cela nous parut naturel : les événements importants sont ceux qui provoquent des mutations parfois brusques. Un examen plus attentif des faits nous amena à une conclusion inattendue : jusqu'au 30 mai 1814, le Valais n'avait pas encore esquissé un geste pour se rapprocher de la Confédération suisse.

Ce fait nous parut digne d'attention. Etait-il fortuit ? Etait-il délibéré ? Et si oui, pourquoi ? Il ne nous paraissait pas, à priori, que la réponse à cette question pût être trouvée dans un attachement du Valais à la France, dont il ne fut séparé de jure que par le traité de Paris du 30 mai 1814. La République de Genève, pour ne parler que d'elle, fut logée, sur ce point, à la même enseigne que le Valais, et pourtant son attitude à l'égard de la Suisse, pendant la même période, fut tout autre. Tel fut le problème qui nous retint. La réponse que nous lui avons donnée constitue un point crucial de notre thèse : Gaspard-Eugène Stockalper, qui présida aux destinées du Valais après le départ des Français, ne songeait nullement à refaire de ce pays un canton suisse sous une forme quelconque, même pas sous celle d'un allié du Corps helvé-

tique : il voulait ressusciter une république isolée, semblable à celle dont il avait été, avant l'annexion française, le dernier grand bailli.

Quelques réflexions préliminaires ne seront peut-être pas inutiles pour éclairer une politique qui paraîtra singulière à plus d'un. Au début de 1814, le Valais est un pays libéré par une grande puissance et il est en même temps occupé par ses libérateurs. Sa situation est donc nettement différente de celle des cantons suisses. Apparemment elle est la même que celle de Genève ou de l'évêché de Bâle, rattachés eux aussi à la France et, eux aussi, occupés par l'armée autrichienne. Mais cette vue est superficielle. Elle ne tient pas compte des réalités géographiques et historiques dans lesquelles se sont inscrites l'annexion par la France, d'une part, et l'occupation par l'Autriche, d'autre part. Elle passe sous silence ce fait capital que, de tous les territoires incorporés à la Suisse en 1815, seul le Valais avait été in se et per se un département français. La ville de Genève et les petites enclaves qu'elle possédait en territoire sarde avaient été réunies à une vaste portion de la Savoie pour former le département du Léman, mais la République de Genève n'était pas devenue un département réuni comme la République du Valais était devenue, en 1810, le département du Simplon. La même remarque s'applique, mutatis mutandis, au Jura bernois.

Pour Genève, du triple fait de l'exiguïté de son territoire, de la division de celui-ci en plusieurs enclaves, de l'absence de toute liaison terrestre directe avec la Suisse, l'idée d'un retour pur et simple au statut politique et territorial de l'ancien régime était pratiquement inconcevable, car cette situation avait fait précisément de Genève, avant son annexion, une sorte de protectorat français. Il en allait tout autrement pour le Valais. En devenant le département du Simplon, le Valais avait gardé sa forte unité géographique, puissamment défendue par d'admirables frontières naturelles. Les Genevois vont se tourner tout de suite vers les Suisses, car ils souhaitent ardemment recevoir de la Confédération la garantie d'une souveraineté que Genève se sent incapable de défendre seule. Que vont faire les Valaisans ?

Vont-ils, se sentant faibles eux aussi, se tourner vers la Suisse, et, sinon chercher à être admis dans la Confédération à titre de canton, du moins envisager de redevenir, comme sous l'ancien

*régime, une république alliée des Suisses ? La réponse à cette question est non. Telle est la conclusion qui se dégage des faits.*

*L'Etat valaisan avait vécu huit siècles d'indépendance réelle, de 999 à 1798. Et il avait aussi connu douze années qui l'avaient isolé profondément de la Confédération, de 1802 à 1813. En vérité, la rupture des liens politiques qui rattachaient Genève à la Suisse a été de plus longue durée. Une différence importante apparaît cependant entre Genève et le Valais. Genève ayant perdu sa qualité de république a été immédiatement annexée par la France. Le Valais, au contraire, a joui de 1802 à 1810 du statut de « république isolée » que lui avait octroyé Napoléon. Or, cette république du Valais n'est pas morte de sa belle mort : elle a été assassinée par celui qui lui avait donné le jour. En 1814, les chefs du gouvernement provisoire ne songent qu'à la faire revivre après le départ des Français, dans l'hypothèse que Napoléon sera vaincu par la Coalition. Vaincue, la France devenait lointaine : le Valais se trouvait à nouveau séparé d'elle par le royaume de Sardaigne et par les Cantons suisses. Entre la Confédération, la Sardaigne et la Lombardie, le Valais voulait vivre à nouveau indépendant.*

*Nous nous proposons dans les pages qui suivent d'étudier d'abord les causes et les modalités du départ des Français du département du Simplon, c'est-à-dire de la libération du Valais : c'est l'objet de notre premier chapitre. Il couvre la période qui va de la mi-novembre au 26 décembre 1813. Les troisième, quatrième et cinquième chapitres correspondent eux aussi à des périodes bien définies, qui sont celles des gouvernements successifs : autorités intérimaires, du 26 décembre 1813 au 4 janvier 1814 (chapitre III) ; « Direction centrale », du 4 au 24 janvier 1814 (chapitre IV) ; gouvernement Stockalper, du 24 janvier au 30 mai 1814 (chapitre V).*

*Quatre autres chapitres exposent chacun des faits que leur nature même ne permettait pas de réserver à l'un ou à l'autre des gouvernements qui se sont succédé si rapidement en Valais. Deux d'entre eux étudient les liens qui existent encore, sous l'occupation autrichienne, entre le département du Simplon et la France : lien réel des Valaisans aux armées (chapitre II), lien officiel du député au Corps législatif (chapitre VII). L'économie interne de*

notre thèse nous a conduit à renoncer à une symétrie formelle et à éloigner l'un de l'autre ces deux chapitres. Le chapitre VI étudie le poids matériel de l'occupation militaire ; le chapitre VIII enfin examine la question de la réunion du Valais à la Suisse, telle qu'elle se posa, d'une part, en dehors du Valais, chez les Suisses et chez les Alliés, et, d'autre part, telle que les Valaisans eux-mêmes l'ont envisagée.

Après avoir sommairement indiqué quelques séquelles administratives du département du Simplon en 1814, une conclusion rappelle la triple politique d'indépendance que le Valais a menée, pendant les cinq premiers mois de cette année, à l'égard de la France, à l'égard de l'Autriche et à l'égard de la Suisse. Cette vue rétrospective, qui résume l'essentiel de notre thèse, est suivie de considérations orientées vers l'avenir. Les unes sont négatives et montrent ce qui a manqué au gouvernement Stockalper, à savoir une conception de l'économie tournée vers le progrès ; les autres sont positives, en ce sens qu'elles montrent dans quelle mesure la politique inaugurée par Stockalper a été continuée par la suite. Un jugement moral termine notre étude.

\* \* \*

Dans la bibliographie qui suit ne sont pas mentionnés les ouvrages et articles qui n'ont été utilisés qu'une ou deux fois. On en trouvera la référence dans les notes de bas de page, référence remplacée par l'abréviation op. cit. dans le cas d'une seconde citation.

A la fin du volume, un index des termes géographiques apporte les éclaircissements désirables. Il a été établi aussi bien pour les noms qui figurent dans les notes que pour ceux qui se trouvent dans le texte, mais il ne contient pas les termes qui se répètent presque à chaque page : Valais, ou département du Simplon, France, ou Empire français, Autriche, Alliés.

A la suite, on trouvera de même un index historique, où apparaissent tous les individus, petits et grands, que nous avons évoqués dans le texte des chapitres ou dans les notes qui l'accompagnent. Dans toute la mesure du possible, l'index donne leur identification.

*Enfin, une table analytique des matières contient le sommaire détaillé de chaque chapitre.*

\* \* \*

*C'est pour nous un très agréable devoir que d'exprimer ici notre reconnaissance à toutes les personnes qui ont prêté leur bienveillant concours à l'exécution de notre travail.*

*Nos remerciements vont d'abord à MM. les professeurs Jean-Charles Biaudet et André Donnet, de la Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne, qui ont assumé le patronage de notre thèse et nous ont prodigué leur appui dévoué. Ils ont suivi nos recherches, nous guidant de leurs conseils judicieux, M. André Donnet allant jusqu'à revoir page à page, sur nos manuscrits, les plus petits détails de l'apparat critique. Sans eux, ce travail n'aurait jamais pris la forme qu'il a revêtue.*

*Nous avons rencontré aussi la plus efficace compréhension auprès des chefs du département de l'Instruction publique du canton du Valais, MM. Marcel Gross et Antoine Zufferey, et auprès des chefs de service au même département.*

*Les Archives cantonales de l'Etat du Valais, en la personne de leur directeur, M. Grégoire Ghika, et en celle de M. Jean-Marc Biner, archiviste, se sont toujours mis à notre disposition avec la plus grande amabilité, ainsi que tout le personnel de leurs services. Nous les en remercions vivement. Notre reconnaissance va également à M. Antoine Gattlen, directeur de la Bibliothèque cantonale du Valais, et à ses collaborateurs et collaboratrices, qui nous ont toujours réservé le même accueil aimable, ainsi qu'à M<sup>me</sup> Marthe Ghika et à ma chère épouse qui se sont chargées bénévolement d'un pénible travail de dactylographie.*

*Notre hommage de reconnaissance s'adresse aussi à toutes les nombreuses personnes qui, à des titres divers, nous ont apporté leur appui et nous ont encouragé de leur sympathie.*

E. B.

## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### ABRÉVIATIONS

|             |   |
|-------------|---|
| AC          | Sion, Archives du Chapitre  |
| AE          | Sion, Archives de l'Evêché  |
| AV          | Sion, Archives cantonales   |
| BAF         | Berne, Archives fédérales   |
| BG          | Brigue, Archiv des Geschichtsforschenden Vereins von Oberwallis       |
| BS          | Brigue, Stockalperarchiv  |
| C. E.       | Conseil d'Etat (AV)   |
| Cn          | Fonds de Courten (AV)   |
| DI          | Département de l'Intérieur (AV)                                       |
| DV          | Diète valaisanne (AV)   |
| GAE         | Genève, Archives d'Etat, copies                                       |
| NBP         | Neuchâtel, Bibliothèque publique de la Ville, copies Rott             |
| PAE         | Paris, Archives du Ministère des Affaires Etrangères (copies aux BAF) |
| Ri          | Fonds de Riedmatten (AV)  |
| Rz          | Fonds de Rivaz (AV)   |
| S           | Fonds du Simplon (AV)   |
| SE          | Service militaire étranger (AV)                                       |
| T           | Fonds de la Transition (AV)   |
| VSA         | Vienne, Haus-, Hof- und Staatsarchiv (copies aux BAF et aux GAE)      |
| a. s.       | autographe signé  |
| s. a.       | signature autographe  |
| a. n s.     | autographe non signé  |
| s. d.       | sans date   |
| s. l. n. d. | sans lieu ni date   |
| n. ch.      | non chiffré   |

*Ann. Val.* *Annales valaisannes*, bulletin de la Société d'Histoire du Valais romand

*BWG* *Blätter aus der Walliser Geschichte*, bulletin de la Société d'Histoire du Haut-Valais

# I. SOURCES MANUSCRITES

(avec abréviations)

## Sion, Archives cantonales (= AV)

### 1. *Fonds du Simplon* (= S)

S 10 Carton contenant 16 fascicules :

- fasc. 1 : Statistiques personnelles — Propositions aux emplois, 19 pièces.
- fasc. 2 : Notes du chanoine Polycarpe de Riedmatten sur les membres du clergé, sur les maires (juillet 1813), 4 pièces.
- fasc. 3 : Rapports du sous-préfet de Saint-Maurice, 28 pièces.
- fasc. 4 : Rapports du sous-préfet de Brigue, 34 pièces.
- fasc. 5 : Lettres du préfet aux sous-préfets. Rapports périodiques du préfet sur l'esprit public, 36 pièces.
- fasc. 6 : Rapports de police trimestriels du préfet, 16 pièces.
- fasc. 11 : Gardes d'honneur (avril-mai 1813), 13 pièces.
- fasc. 13 : Adresse du département du Simplon à l'impératrice Marie-Louise (1813), 9 pièces.
- fasc. 15 : Ponts et Chaussées, Avalanches, 12 pièces.
- fasc. 16 : Derniers jours. Départ de Rambuteau, 12 pièces.

### 2. *Fonds de la Transition* (= T)

T 1 « Protocole de la Direction centrale, 31 décembre 1813 au 5 mars 1814 », registre relié (26 × 39,3 cm) de 98 pages utilisées, avec une Annexe. Contient en réalité :

- pp. 1-26 : Procès-verbal des séances de la Direction centrale du 5 au 24 janvier 1814.
- pp. 26-98 : Procès-verbal des séances du gouvernement provisoire, du 25 janvier au 5 mars 1814.
- Annexe : fasc. (21,5 × 32 cm) de 38 pages, contenant les minutes des séances de la Direction centrale du 5 au 24 janvier 1814.

T 2 « Protocole des séances de la commission dite conseil du gouvernement provisoire », registre relié (25 × 39,5 cm) de 498 pages, avec une Annexe. Contient en réalité :

- pp. 1-14, 101-498 : Minutes des séances du Conseil du gouvernement provisoire, du 25 janvier 1814 au 12 décembre 1814 (lacunes).



- pp. 15-76, 85-100 : Minutes des séances de la Commission centrale militaire du 24 mars au 29 avril 1815.
- pp. 77-80 : Minutes de lettres du 23 avril 1815.
- pp. 81-84 : Extrait du protocole d'une séance du Conseil d'Etat du 24 avril 1807. (*Remarque* : Dans ce volume factice, on a inséré les procès-verbaux des séances du Conseil du gouvernement provisoire, sans tenir aucun compte de l'ordre chronologique des séances, ce qui explique les bizarreries de la pagination, telles qu'elles apparaissent dans nos notes de bas de page, notamment au chapitre V, notes 6 à 15.)
- Annexe : fasc. (22 × 35 cm) de 88 p. contenant, pp. 13-88 et 1-12, le procès-verbal des séances du gouvernement provisoire du 12 décembre 1814 au 28 avril 1815.

T 3 Carton contenant 11 fascicules :

- fasc. 1 : Gouvernement provisoire. Correspondance 1814, 7 pièces.
- fasc. 2 : Correspondances, Mémoires, Projets de constitution... 1814, 19 pièces.
- fasc. 3 : Projets de constitution, 7 pièces.
- fasc. 4 : Nomination des députés à la Diète fédérale 1814, 2 pièces.
- fasc. 5 : Correspondances, Rapports, Constitution de 1815, 12 pièces.
- fasc. 6 : Réunion du Valais à la Confédération, 3 pièces.
- fasc. 7 : Correspondance 1814-1815, copies, 8 pièces.
- fasc. 8 : Comptes divers 1814-1815, 12 pièces.
- fasc. 9 : Arrêté portant levée d'un subside de guerre pour l'entretien du contingent fédéral, 12 avril 1815, 1 pièce.
- fasc. 10 : Diète, convocation, règlements, référendum, 6 pièces.
- fasc. 11 : Rapport de la Commission pour une députation auprès de S. M. Sarde, 13 décembre 1815, 1 pièce.

T 4 Simbschen, Correspondance, etc... :

- fasc. 1-5 : 319 pièces.

T 5 Administration sous Simbschen :

- fasc. 1-5 : 190 pièces.

T 6 « Hauptrechnung über die K. K. Österreichische Militair-Liquidation abgeschlossen im Jahr 1819 », registre relié (30 × 45,5 cm), 35 fol.

T 11 Liquidation helvétique : fasc. 1-7, 319 pièces.

T 14 Frais causés par le passage des troupes autrichiennes en Valais, 56 pièces.

T 15 Divers, 3 pièces.

### 3. Conseil d'Etat (= C. E.)

#### C. E. *Prot. Procès-verbaux des séances* (AV II/1)

- vol. 1 : du 20 mai au 5 octobre 1815, 1 vol. relié, 490 p. in-fol.
- vol. 2 : du 5 octobre au 30 décembre 1815, 1 vol. relié, 353 p. in-fol.
- vol. 3 : du 2 janvier au 31 décembre 1816, 8 cahiers reliés en un vol. in-fol.

#### C. E. *Arrêtés. Arrêtés et publications* (AV II/3)

- vol. 1 : 1814-1820, 648 p. in-fol.

#### C. E. *Corresp. Lettres expédiées* (minutes) (AV II/4)

- vol. 1 : aux Puissances, 1814-1832, 478 p. in-fol.
- vol. 5 : à la Diète fédérale et au canton directeur, du 20 mars 1815 au 23 mars 1836, 407 p. in-fol.
- vol. 6 : aux Cantons confédérés, du 5 août 1814 au 9 février 1829, 577 p. in-fol.
- vol. 8 : aux députés du Valais à la Diète fédérale, 1815-1836, 423 p. in-fol.
- vol. 9 : aux présidents et aux grands châtelains des dizains, du 1<sup>er</sup> janvier 1815 au 12 mai 1817, 279 fol.
- vol. 17 : aux particuliers à l'extérieur du canton, du 27 mai 1815 au 6 avril 1829, 671 p. in-fol.
- vol. 19 : aux particuliers et aux communes du Valais, 1814-1816, 266 p. in-fol.

#### C. E. *Messages. Circulaires et messages* (AV II/5)

- vol. 32 : Messages à la Diète valaisanne relatifs à la correspondance avec l'étranger, 1815-1819, 25 cahiers reliés en un vol. in-fol. (Cf. Rz 90).

#### C. E. *Rapports. Rapports reçus des députés du Valais à la Diète fédérale* (AV II/9).

- thèque 1 : rapports 1814-1823, pièces non numérotées, partiellement publiés dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 39-45 et pp. 238-267.

#### C. E. *Archives. Archives et Bibliothèque* (AV II/12)

- fasc. 2 : Archives 1802-1843, un dossier n. ch.

### 4. Diète valaisanne (= DV)

DV. *Recès* 1 : Diète de mai-juin 1814, dans vol. 39, 10 p. n. ch. en tête du volume.

2 : Diètes de novembre-décembre 1815 à novembre-décembre 1819, vol. 1, 355 p.

- DV. *Prot.* Protocole mai 1816-mai 1818, vol. 2 bis, 19 fasc. dont :  
 — diète de mai 1816, 123 p.  
 — diète de décembre 1816, 20 p.

#### 5. *Département de l'Intérieur* (= DI)

DI, thèque 199 : Commerce. Droits de péage, pontonages et transit.  
 Ordonnances, Messages, Rapports. 1804-1825, un vol. in-fol., 537 p.

#### 6. *Service militaire étranger* (= SE)

SE, th. 21, France : 17 fascicules.  
 SE, vol. 37, officiers, 1803-1827 : un vol. relié.

#### 7. *Fonds de Rivaz* (= Rz)

- Rz 82 : Recueil de copies de documents relatifs à la députation valaisanne à Turin, 1816, recueillis par Ch.-E. de Rivaz, 2 vol. (20,5 × 25 cm), 71 et 140 p.  
 Rz 90 : Rapports du Conseil d'Etat à la Diète sur la correspondance étrangère (mai 1815-mai 1822). Copies, un vol. in-fol., 649 p.  
 Rz 153 : Pièces diverses relatives à l'administration de M. le chancelier [Isaac] de Rivaz. Vol. I, 510 fol.  
 Rz 154 : Pièces relatives à l'administration de M. le chancelier [Isaac] de Rivaz. Vol. II, 426 fol.  
 Rz 198, fasc. 4 : Lettres écrites à Isaac de Rivaz par Charles-Emmanuel de Rivaz, 1779-1822, une liasse, 26 lettres.  
 — fasc. 5 : Instructions pour les députés du Valais à la Diète fédérale 1816, un cahier, 71 p.  
 — fasc. 9 : Minutes de lettres écrites par Ch.-E. de Rivaz à des personnes de Savoie et Sardaigne, 1792-1825, une liasse, 39 pièces.  
 Rz 203 : « Notes historiques diverses », 36 pièces.  
 Rz, cart. 19 : Correspondance adressée au chanoine Anne-Joseph de Rivaz.  
 — fasc. 13 : Lettres d'Emmanuel de Rivaz, 1808-1829, 12 pièces.  
 — fasc. 14 : Lettres de Charles-Emmanuel de Rivaz, 1792-1830, 45 pièces.  
 Rz, cart. 44 : Minutes de lettres écrites par Ch.-E. de Rivaz.  
 — fasc. 1 : à diverses personnes du Valais, 1785-1825, 112 pièces.  
 — fasc. 2 : à des personnes de la famille de Courten, 1798-1822, 23 pièces.  
 — fasc. 3 : au grand bailli, 1791-1823, 23 pièces.

- Rz, cart. 45 : Lettres écrites à Marie-Catherine-Julie de Nucé par son mari Ch.-E. de Rivaz, fasc. 21 et 23-30 (1813-1816), 194 lettres originales. (Le fasc. 25 est publié dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 86-92.)
- Rz, cart. 46 : Lettres écrites par Marie-Catherine-Julie de Nucé à son mari Ch.-E. de Rivaz, fasc. 15-18 (1812-1816), 144 lettres originales.
- Rz, cart. 47 : Correspondance adressée à Ch.-E. de Rivaz.  
 — fasc. 8 : par le comte Auguste de Talleyrand et par le chevalier Rouyer, secrétaire de légation, 1814-1815, 5 pièces.  
 — fasc. 23 : par le colonel de La Harpe, 2 pièces.  
 — fasc. 39 : par le pasteur Philippe Bridel, 1812-1822, 24 pièces.
- Rz, cart. 48 : Lettres adressées à Ch.-E. de Rivaz.  
 — fasc. 3 : par son cousin Emmanuel de Rivaz, 1810-1822, 1 cahier.  
 — fasc. 9 à 14 : par son cousin l'abbé Anne-Joseph de Rivaz, 1772-1824, 6 cahiers.
- Rz, cart. 49 : Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz.  
 — fasc. 1 : par son cousin Jean-Hyacinthe de Lovina, 1783-1826, 170 pièces.  
 — fasc. 16 : par les cousins et cousines de Quartéry, de Courten, 1807-1823, 24 pièces.  
 — fasc. 17 : par son cousin Louis de Courten, 1775-1814, 7 pièces.  
 — fasc. 22 : par son beau-frère Anne-Louis-François Tousard d'Olbec, 1812-1814, 38 pièces.
- Rz, cart. 50 : Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz.  
 — fasc. 6 : par des membres des familles Tousard d'Olbec, de Nucé, Odet, de Werra, Kalbermatten, etc., 1767-1830, 206 pièces.
- Rz, cart. 52 : Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz.  
 — fasc. 3 : par Derville-Malécharde, 1810-1820, 16 pièces.  
 — fasc. 9 : par le président du Corps législatif, 1814, 2 pièces.  
 — fasc. 11 : par Collin de Sussy, directeur général des Douanes, 1811, 2 pièces.  
 — fasc. 15 : par le secrétaire du Corps législatif, 1814, 3 pièces.  
 — fasc. 16 : par le comte de Rambuteau, 1813-1814, 3 pièces.  
 — fasc. 17 : par le marquis de Saint-Marsan, ministre de la Guerre, 1816-1820, 8 pièces.  
 — fasc. 29 : par le comte de Vallaise, 1816-1817, 5 pièces.  
 — fasc. 32 : par le comte de Montalivet, 1813, une pièce.  
 — fasc. 50 : Billets d'invitations faites à Ch.-E. de Rivaz pendant son séjour à Paris, 1810-1814, 43 pièces.

- fasc. 51 : par des personnes de Savoie, 1781-1826, 51 pièces.
- fasc. 53 : par diverses personnes, 1779-1828, 76 pièces.
- Rz, cart. 53 : Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz.
- fasc. 8 à 15 : par son fils Benjamin et sa belle-fille Louise, et ses petites-filles, enfants de Benjamin, 320 pièces.
- Rz, cart. 54 : Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz.
- fasc. 1 : par Eugène, Maurice, Ferdinand Stockalper et leur père, 1812-1826, 41 pièces.
- fasc. 4 : par Léopold de Sépibus, Augustini, Dufour et le Conseil d'Etat, 1815-1830, 40 pièces.
- Rz, cart. 55 : Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz.
- fasc. 16 : par divers du Valais, 1809-1814, 9 pièces.
- Rz, cart. 58 : Lettres écrites à Ch.-E. de Rivaz.
- fasc. 3 : par Schraut, ministre d'Autriche, 1814, 2 pièces.
- Rz, cart. 65 : Correspondance diverse adressée à Ch.-E. de Rivaz.
- fasc. 12 : 7 pièces.
- Rz, cart. 66, fasc. 3 : Comptes et correspondance diverse avec M. de Rivaz, 1797-1848, 184 pièces.
- Rz, cart. 67 : Saint-Gingolph.
- fasc. 97 : Lettres du conseil de Saint-Gingolph au grand bailli de Rivaz au sujet des fournitures faites aux troupes françaises et aux frais et dommages causés par l'armée autrichienne, 3 pièces.
- Rz, cart. 78 : 1810-1814, Valais.
- fasc. 19 : *Journal de ce qui s'est passé au conseil depuis la retraite du préfet*, par Isaac de Rivaz, minute a. n. s., 2 fol.
- Rz, cart. 80 : 1802 - 1810 - 1815, Valais.
- fasc. 2 : Etat sommaire des lois rendues par la Diète de 1802 à 1810, et rétablies par décret du 12 mai 1815, un cahier, 18 p.
- Rz, cart. 81 : 1814 - 1815, Valais.
- fasc. 5 : Projet de constitution pour le Valais, arrêté le 2 août 1814, avec protestations..., un cahier in-fol., 15 p.
- fasc. 8 : 1815, 18 février, Lois organiques rendues par la Diète [...] sur les formes à observer pour la nomination des autorités [...], un cahier in-fol., 7 p.
- fasc. 9 : Extrait sommaire des délibérations de la Diète de décembre 1815, un cahier, 9 p.
- fasc. 11 : Mémoire pour exposer la convenance qu'il y aurait à agrandir le Valais de la portion du Chablais entre Saint-Gingolph et la Dranse, 12 mai 1814, un cahier, 7 p.

- fasc. 12 : Mémoires divers présentés aux ministres d'Autriche, de Russie, d'Angleterre et de Prusse par les députés du Bas-Valais à Zurich en octobre 1814, un cahier in-fol., 39 p., minutes de la main de Ch.-E. de Rivaz.
  - fasc. 13 : Registre des lettres reçues de l'extérieur, 1815, 25 juillet-7 septembre, un cahier, 9 p.
  - fasc. 14 : Registre des lettres reçues de l'intérieur, 1815, 25 juillet-7 septembre, un cahier, 12 p.
  - fasc. 15 : Pièces diverses relatives au Valais, 1814, un dossier, 38 p.
  - fasc. 16 : Pièces diverses relatives au Valais, 1815, un dossier, 29 p.
  - fasc. 17 : Pièces du comité siégeant à Saint-Maurice pour le Bas-Valais avant sa réunion avec le Haut, 1815, février-juin, un dossier, 46 pièces.
- Rz, cart. 84 : 1608 - 1830, Valais.
- fasc. 13 : Lettres diverses, 1779-1830, un dossier, 25 pièces.
- Rz, cart. 85 : 1505 - 1844, Valais.
- fasc. 22 : Arrêtés et circulaires du Conseil d'Etat de 1805 à 1823, 13 pièces.
  - fasc. 23 : Lettres de Ch.-E. de Rivaz à ses enfants et à son épouse, 1803-1829, 52 pièces.
  - fasc. 24 : Correspondance diverse adressée à MM. de Rivaz, 1804-1830, 26 pièces.

#### 8. *Fonds de Riedmatten* (= Ri)

Ri : Documents politiques (1814-1857).

- fasc. 1 : Constitution de 1815, 6 pièces.
- fasc. 3 : Notes diverses, XIX<sup>e</sup> siècle, n. ch.

#### 9. *Fonds Briguet*

Années 1813-1814, pièces 454 - 505.

#### 10. *Copie des Archives départementales de l'Isère, à Grenoble*

Hénin : Lettre de 3 p., datée du 8 janvier 1814, et rapport de 33 p. sur l'évacuation du département du Simplon (25 décembre 1813 - 3 janvier 1814), adressée par Hénin de Cuvillers au comte de Saint-Vallier. Copie sur microfilm (Mf 6) du document 51 M2 conservé aux Archives départementales de l'Isère.

**Sion, Archives de l'Evêché (= AE)**

- AE, tir. 217 : *Politica*, pièces 246 à 266.  
— tir. 218 : *Recessus et leges Vallesii*, pièces 82 à 93.  
— tir. 223 : *Relatio cum regimine Vallesii*, pièces 14 à 20.

**Sion, Archives du Chapitre (= AC)**

AC, tir. 94, n° 16 bis : Recueil de documents historiques pour le Valais (1797-1834), un vol. in-fol.

**Brigue, Archiv des Geschichtsforschenden Vereins von Oberwallis  
(= BG)**

- BG, litt. A : Allgemeine Wallisergeschichte, pièces 231 à 262 bis.  
— litt. F : Militärwesen, pièces 18 à 42 bis.

**Brigue, Stockalperarchiv (= BS)**

BS, pièces 12 074 à 12 555.

**Berne, Archives fédérales (= BAF)**

*A. Archives propres*

a) Période de la Diète fédérale 1814-1848

BAF, III/1/695 : Correspondance du Valais avec les autorités fédérales 1814-1816, un vol. relié, 199 fol., originaux et copies.

b) Verhandlungen auswärtiger Staaten mit den Bundesbehörden

BAF, KE 2174 : Russland, Korrespondenz 1814-1824, un vol., 326 p.  
— KE 2186 : Sardinien, Korrespondenz 1814-1820, un vol., 154 p.

*B. Copies*

a) Paris, Archives du ministère des Affaires étrangères (= PAE)  
Suisse, Correspondance politique

PAE, vol. 495 : « Capitulations militaires : correspondance et documents divers », mars-décembre 1814, 170 pièces.  
— vol. 496 : « Talleyrand, ministre plénipotentiaire, Rouyer, chargé d'affaires », janvier-septembre 1814, 207 pièces.

- vol. 497 : « Talleyrand, ministre plénipotentiaire, Rouyer, chargé d'affaires », octobre 1814 - mars 1815, 225 pièces.

b) Vienne, Haus-, Hof- und Staatsarchiv (= VSA)  
Staatenabteilungen : B. Ausserdeutsche Staaten. Schweiz.

#### I. Gruppe.

- VSA, vol. 31, fasc. 248 : « Berichte », janvier-décembre 1814, 131 pièces.
- vol. 31, fasc. 249 : « Berichte », janvier-avril 1815, 62 pièces.
- vol. 31, fasc. 250 : « Berichte », mars-décembre 1815, 79 pièces.
- vol. 41, fasc. 311 : « Varia », novembre 1813-juin 1814, 75 pièces.
- vol. 41, fasc. 312 : « Berichte an die Staats(Hof)kanzlei und Varia II », décembre 1813-mars 1816, 75 pièces.
- vol. 41, fasc. 313 : « Varia III », avril-septembre 1815, 96 pièces.
- vol. 41, fasc. 314 : « Varia IV », novembre 1815-mai 1823, 39 pièces.

#### II. Gruppe.

- fasc. 5 : « Berichte », janvier 1814 - décembre 1816, 79 pièces.
- fasc. 11 : « Weisungen », janvier 1807 - décembre 1815, 86 pièces.

#### Genève, Archives d'Etat (= GAE)

##### a) Copies des Archives impériales de Saint-Pétersbourg

GAE 45, Ms hist. 45 (ancien n° 232) : « Notes prises et copies faites aux Archives impériales de Saint-Pétersbourg par M. Edouard Odier (1844-1919), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse en Russie (1906-1919), 47 folios utiles », comprend :

- fol. 1 : Liste des titres des dix cahiers du dossier « Comte Capo d'Istria ».
- fol. 2-3 : Relevé chronologique de la correspondance du comte Capo d'Istria : a) Pièces 1031 à 1071, du 5/17 novembre 1813 au 31 décembre / 12 janvier 1814. — b) Pièces 1 à 88, du 22 janvier / 5 février 1814 au 28 décembre / 9 janvier 1815.
- fol. 4 : Tableau des pages, lignes et lettres par ligne des pièces 1031 à 1056.
- fol. 5-15 : Copies de pièces extraites du dossier marqué sur la tranche « Campagnes 1813, n° 21. Réd. et Exp., depuis 1031 à 1071 », et sur la couverture « Campagnes - Suisse XII 1813, n° 1031 à 1071 ».



- fol. 16-32 : Copies de pièces extraites du dossier « Suisse 1814 », n° 1 à 88. Le n° 85 comprend un ensemble de pièces reproduites fol. 28 à 32 des copies GAE, soit fol 28-31 : « Suisse Expédition, le Baron de Krüdener, litt. A jusqu'à H » ; fol. 31-32 : « Suisse, Lettres a, b, c, d, 1814 ».
- fol. 33-42 : Copies de pièces extraites du dossier « Vienne, Congrès 1814 ».
- fol. 43-47 : Copies de pièces extraites du dossier « Reconstitution de la Suisse 1814-1815 ».

#### b) Copies des Archives d'Etat de Vienne

GAE 46, Ms hist. 46 : « Copie des documents des Archives d'Etat de Vienne relatifs aux affaires de la Suisse et aux affaires de Genève pour les années 1813-1816, communiqués aux Archives de Genève en 1926 et 1927 », dossier (29,5 × 37 cm) comprenant :

1. Inventaire des fascicules n° 9, 23, 247, 248, 249, 250, 311, 312, dressé par M. Charles-A. Roch, sous-archiviste d'Etat, 32 fol. in-4°.
2. Copies de documents tirés des fascicules 9, 23, 247, 248, 250, 311 des Archives de Vienne, 439 fol.
3. Trois liasses : copies, extraits et notes de divers dossiers, pris par MM. William Martin, Hugo de Haan et W. Oechsli.

#### Neuchâtel, Bibliothèque publique de la ville (= NBP)

Copies Rott de Paris, Archives du ministère des Affaires étrangères, Valais, t. 9, sous le titre : *Missions en Valais*, t. XII, Correspondance politique 1808-1810.

## II. SOURCES IMPRIMÉES

### Publications officielles (Valais)

*Annuaire : Annuaire de la préfecture du département du Simplon*, Sion, 1813, 1 vol., 96 p.

*Bulletin : Bulletin officiel et Feuille d'Avis du Valais*, Sion, 7 janvier 1810 - 28 avril 1811, 1 vol., 127 p.

*Const. Lois : Constitution et Loix de la République du Valais*, vol. I (1802-1807), Sion, 1808, 303 p.

*Lois Rép. : Lois de la République du Valais*, vol. II (1808-1810), Sion, s. d., 126 p.

*Lois cant. : Recueil des lois, décrets et arrêtés de la République et canton du Valais depuis 1815*, 1<sup>er</sup> vol., Sion, 1829, 300 p.

*Mémorial : Mémorial administratif de la préfecture du département du Simplon — Memorial der Verwaltung der Präfektur des Departements des Simpelbergs, Sion, 1<sup>er</sup> mai 1811 - 22 décembre 1813, 2 vol.*

#### Publications officielles (Confédération)

*Abschied 1813-1814 : Abschied über die Verhandlungen der eidgenössischen Versammlungen zu Zürich vom 27. Christmonat 1813 bis den 11. Hornung 1814, s. l. n. d., 83 p., avec trois Abschiedsbeilagen, Litt. A, B, C.*

*Abschied 1814-1815 : Abschied der am 6. April 1814 zu Zürich versammelten und am 31. August 1815 daselbst geschlossenen ausserordentlichen eidgenössischen Tagsatzungen, s. l. n. d., 3 vol.*

*Abschied 1816 : Abschied der am 1. Heumonat 1816 in Zürich zusammengetretenen und am 4. Herbstmonat gleichen Jahres geschlossenen ordentlichen eidgenössischen Tagsatzung, 2. Ausgabe, Berne, 1847, 204 p.*

#### Répertoires

*Fetscherin : Repertorium der Abschiede der eidgenössischen Tagsatzungen aus den Jahren 1814 bis 1848, bearbeitet von Wilhelm Fetscherin, Berne, 1874, 2 vol.*

*Register : Register über die Verhandlungen der ausserordentlichen eidgenössischen Tagsatzungen vom 6. April 1814 zum 31. August 1815, Zurich, 1816, 46 p.*

#### Recueils de documents

*Députés 1814 : Berichte der Walliser Abgeordneten L. de Sepibus, E. de Courten und P. M. de Lavallaz, die als Gesandte bei der Tagsatzung in Zürich die Bitte des Wallis um Beitritt zur Eidgenossenschaft vortragen sollen (Juni 1814), publ. par Josef Guntern, dans Vallesia, t. XX, 1965, pp. 39-46. [= AV II, 9/1, n° 4 ; traduction française : T 5, fasc. 1, n° 15.]*

*Députés 1815 : Rapports des députés valaisans (Stockalper et Dufour) à la Diète fédérale, adressés au Conseil d'Etat... (9 VI - 1 IX 1815), publ. par Grégoire Ghika, Leopold Borter et Pierre Devanthey, dans Vallesia, t. XX, 1965, pp. 238-267. [= AV, II, 9/1, n° 23.]*

*Derville-Malécharde : Pièces relatives à la mission en Valais comme chargé des affaires de France, et préfet du Simplon, du chevalier Derville-Malécharde, s. l. n. d., VIII - 51 p.*

*Discussions 1814 : Pièces diverses relatives aux discussions qui ont existé entre le Haut et le Bas-Valais lors de la rédaction de l'acte constitutionnel (8 juillet - 27 décembre 1814)*, publ. par Michel Salamin, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 138-162. [= Rz, cart. 81, fasc. 4.]

*Discussions 1815 : Pièces relatives aux discussions qui ont eu lieu entre les dizains pour la rédaction d'un projet de constitution (16 février - 23 avril 1815)*, publ. par André Donnet, Michel Salamin et Emile Biollay, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 163-196. [= Rz, cart. 81, fasc. 7.]

Finsler : *Bericht des eidgenössischen Oberstquartiermeisters [Finsler] an die Hohe Tagsatzung über eine für die Schweiz wünschenswerthe Militärgrenze*, publ. par Carl Hilty, dans *Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, 2. Jahrg., 1887, pp. 529-543.

*Gouvernement provisoire : Pièces diverses sur le gouvernement provisoire du Valais en 1814, après qu'il a été évacué par les Français... (28 XII 1813 - 29 XI 1814)*, recueil constitué par Ch.-E. de Rivaz, publ. par Anton Gattlen et Jean-Marc Biner, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 108-137. [= Rz 89.]

*Mémoires B.V. : Mémoires des députés du Bas-Valais présentés aux ministres des puissances lors des conférences de Zurich, et « pronunciatum » des ministres (13-23 octobre 1814)*, publ. par Grégoire Ghika, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 93-107. [= T 3/2/12.]

*Opérations de Bubna : « Journal des opérations de l'armée autrichienne en Savoie sous le commandement de Son Excellence Monsieur le général feldmaréchal-lieutenant comte Bubna. Contient la période du 1<sup>er</sup> janvier à fin avril 1814 », Vienne, Heeresarchiv, fonds Bianchi, fasc. 2, publ. par Hugo de Haan sous le titre : L'armée du général Bubna entre Genève et Lyon (janvier-avril 1814), dans Bulletin de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, t. XII, 3<sup>e</sup> livraison, 1962, pp. 171-188.*

*Perdonnet : Rapport de Vincent Perdonnet, commissaire helvétique en Valais, daté de Vevey le 25 mai 1798*, publ. par Michel Salamin, dans *Vallesia*, t. XIV, 1959, pp. 39-63.

*Recensements : Les recensements de la population du canton du Valais de 1798 à 1900*, publ. par Leo Meyer, dans *Travaux statistiques du canton du Valais 1907*, Berne, 1908, pp. 1-96.

*Ribordy : Louis Ribordy, Documents pour servir à l'histoire contemporaine du Valais*, Sion, 1885, 410 p.

Stockalper : Kaspar Stockalper von Thurm, *Aktenmässige Darstellung der Ereignisse im Kanton Wallis seit den fünfzig letzten Jahren*, Sion, 1847, VI - 278 p.

### Mémoires et Chroniques

Clemenso : *Souvenirs d'un officier valaisan au service de France, le capitaine Hyacinthe Clemenso, 1781-1862*, publ. par Léon Dupont Lachenal et Léon Imhoff, dans *Ann. Val.*, 1957, pp. 1-110.

Courten, *Journaux* : Louis-François-Régis de Courten, « Journal de ma campagne... » et « Journal historique... » publ. sous le titre : *La double relation de Louis-François-Régis de Courten sur l'insurrection de 1799*, par Michel Salamin, dans *Pages militaires sierroises*, [Sierre, 1962], pp. 53-80.

Gattlen, *Expedition : Die Expedition nach Berisal und Besetzung des Simplons durch die Oberwalliser im März 1814 (Aufzeichnungen des Hauptmann G<sup>o</sup>)*, publ. par Raphaël v. Roten, dans *BWG*, t. 2, 1901, pp. 427-433.

Gattlen, *Souvenirs : Souvenirs de guerre du capitaine Gattlen*, publ. par F. B., dans *Soldats suisses au service étranger*, t. IV, Genève, 1912, pp. 1-76.

Guerraty : *Agenda du notaire Guillaume Guerraty, de Monthey*, publ. dans le journal *Le Confédéré*, 1913, n° du 23 décembre, p. 1.

Kämpfen, *Souvenirs : Deux cahiers des « Souvenirs » du D<sup>r</sup> Antoine Kämpfen (1784-1856), de Brigue, chirurgien-major au service de France*, publ. par Georges Foëx, dans *Vallesia*, t. XVII, 1962, pp. 1-120.

Macognin : *Notes du D<sup>r</sup> Charles Macognin de la Pierre, vice-bourgmestre, sur l'activité de la municipalité de Saint-Maurice, du 23 décembre 1813 au 2 octobre 1814*, publ. par André Donnet, dans *Ann. Val.*, 1965, pp. 93-112.

Massy : *La Chronique de Christian Massy, de Grimentz (Anniviers), pour les années 1790-1840*, publ. par Grégoire Ghika et Michel Salamin, dans *Vallesia*, t. XV, 1960, pp. 297-345.

Pittier : *Journal de Louis Pittier, président du tribunal de première instance et conseiller de préfecture du département du Simplon (22 décembre 1813 - 1<sup>er</sup> janvier 1814)*, publ. par Emile Biollay, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 23-25.

- Rambuteau : *Mémoires du comte de Rambuteau*, publ. par son petit-fils, Paris, 1905, XXXII - 402 p.
- A.-J. de Rivaz, *Mémoires* : Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publ. par André Donnet, Lausanne, 1961, 3 vol. (*Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse Romande*, 3<sup>e</sup> série, t. V - VII.)
- Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs* : Charles-Emmanuel de Rivaz, *Mes souvenirs de Paris (1810-1814)*, publ. par Michel Salamin, Martigny, 1967, 342 p. (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 5.)
- Robatel : *Mémoires de Louis Robatel (1788-1877)*, officier valaisan au service d'Espagne, puis de France, publ. par André Donnet, Martigny, 1966, 294 p. (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 3.)

### Correspondances

- Courten 1 : *Lettres d'Eugène de Courten à sa famille lors des conférences de Fribourg-en-Brisgau (30 décembre 1813 - 11 janvier 1814)*, publ. par Emile Biollay, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 26-34. [= Cn, B 22.]
- Courten 2 : *Lettres d'Eugène de Courten et du général de Watteville écrites au moment où les Autrichiens ont quitté le Valais (mai 1814)*, publ. par Emile Biollay, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 35-38. [= Cn, B 22.]
- Courten 3 : *Lettres d'Eugène de Courten à son frère Pancrace sur les conférences de Zurich (19 septembre - 22 octobre 1814)*, publ. par Emile Biollay, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 46-85. [= Cn, B 22.]
- Pictet-Ivernois : *Correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont et de François d'Ivernois*. Paris, Vienne, Turin, 1814-1816, publ. par Lucien Cramer, Genève et Paris, 1914, 2 vol.
- Ch.-E. de Rivaz 1 : *Lettres écrites à Marie-Catherine-Julie de Nuce par son époux Charles-Emmanuel de Rivaz, pendant son séjour à Zurich (12-24 octobre 1814)*, publ. par Marie-Laure Héritier, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 86-92. [= Rz, cart. 45, fasc. 25.]
- Ch.-E. de Rivaz 2 : *Lettres écrites à Charles-Emmanuel de Rivaz par MM. Isaac de Rivaz, Du Fay, Dufour, Morand et autres, relativement aux discussions qui ont eu lieu pour convenir d'un projet de constitution (17 septembre 1814 - 24 avril 1815)*, publ. par André Donnet, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 197 - 234. [= Rz, cart. 81, fasc. 6.]

## Journaux

*Journal de l'Empire*, édité à Paris, années 1813-1814.

*Gazette de Lausanne - Journal suisse : Nouvelles d'il y a cent cinquante ans. Les événements du Valais, du 25 décembre 1813 au 10 septembre 1815, d'après la « Gazette de Lausanne » et le « Journal suisse », extraits recueillis par Jean-Marc Biner, présentés par Emile Biollay, dans Ann. Val., 1965, pp. 53-92.*

## III. BIBLIOGRAPHIE

### Dictionnaires et Armoriaux

AGS : *Almanach généalogique suisse*, Bâle et Zurich, 1904-1965, 12 vol.  
Armorial : *Armorial valaisan - Walliser Wappenbuch*, Zurich, 1946, 304 p., 40 pl.

DHBS : *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1921-1934, 7 vol. et un supplément.

Famille de Courten : Joseph et Eugène de Courten, *Famille de Courten. Généalogie et services militaires*, Metz, 1885, 259 p., 15 pl.

Six : Georges Six, *Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, 1934, 2 vol.

### Histoire générale

Dard : Emile Dard, *Un confident de l'Empereur, le comte de Narbonne, 1775-1813*, Paris, 1946, 316 p.

Favre : Edmond Favre, *L'Autriche et ses institutions militaires*, Paris et Leipzig, 1866, 272 p.

Gebhardt (Bruno), *Handbuch der deutschen Geschichte*, Bd 3 : *Von der Französischen Revolution bis zum ersten Weltkrieg*, 8. Aufl., Stuttgart, 1960, IX - 439 p.

Lefebvre : Georges Lefebvre, *Napoléon*, Paris, 1941, 606 p.

Savant : Jean Savant, *Les préfets de Napoléon*, Paris, 1958, 331 p.

Villat (Louis), *Napoléon (1799-1815)*, Paris, 1942, CVIII - 357 p. (Coll. « Clio », 8/2.)

Weil : M. H. Weil, *Le prince Eugène et Murat, 1813-1814. Opérations militaires. Négociations diplomatiques*, Paris, 1902, 5 vol.

## Histoire suisse

- Chapuisat (Edouard), *Vers la neutralité et l'indépendance. La Suisse en 1814 et 1815*, dans *Histoire militaire de la Suisse*, 9<sup>e</sup> cahier, Berne, 1921, pp. 55-88.
- Dierauer (Johannes), *Histoire de la Confédération suisse*, trad. par Auguste Reymond, t. V (1798-1848), Lausanne, 1918, 2 vol.
- Gagliardi : Ernest Gagliardi, *Histoire de la Suisse*, trad. par Auguste Reymond, Lausanne, 1925, 2 vol.
- Hilty (Carl), *Die lange Tagsatzung*, dans *Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, 2. Jahrg., Berne, 1887, pp. 42-404.
- Hilty (Carl), *Über die schweizerischen Gränzverhältnisse*, dans *Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, 17. Jahrg., Berne, 1903, pp. 89-208.
- Histoire de Genève de 1798 à 1931*, publ. par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, Genève, 1956, 668 p.
- Kasser : Paul Kasser, *Le passage des Alliés en Suisse pendant l'hiver 1813-1814*, dans *Histoire militaire de la Suisse*, 9<sup>e</sup> cahier, Berne, 1921, pp. 1-54.
- Martin : William Martin, *La Suisse et l'Europe 1813-1814*, Lausanne, etc., 1931, 428 p.
- Schaller : Henri de Schaller, *Histoire des troupes suisses au service de France sous le règne de Napoléon I<sup>er</sup>*, Lausanne, 1883, 236 p.
- Vallière : Paul de Vallière, *Honneur et Fidélité. Histoire des Suisses au service étranger*, Lausanne, 1940, 774 p.

## Histoire du Valais

- Arnold, *Östlich-Raron* : Peter Arnold, *Licht und Schatten in den 10 Gemeinden von Östlich-Raron im Wallis*, Brigue, 1961, 400 p.
- Arnold, *Simplon* : Peter Arnold, *Der Simplon. Zur Geschichte des Passes und des Dorfes*, Brigue, s. d. [1948], 276 p.
- Bertrand, *Saint-Maurice* : Jules-Bernard Bertrand, *Le château de Saint-Maurice*, dans *Ann. Val.*, 1938, pp. 427-456.
- Bertrand, *Valais* : Jules-Bernard Bertrand, *Le Valais. Etude sur son développement intellectuel à travers les âges*, Sion, 1909, 236 p.
- Biollay, *Conthey* : Emile Biollay, *La création du dizain de Conthey en 1814-1815*, dans *Almanach du Valais*, 1966, pp. 109-114.

- Biollay, *Introduction* : Emile Biollay, *Introduction historique aux Documents relatifs à la réunion du Valais à la Suisse (1813-1815)*, dans *Vallesia*, t. XX, 1965, pp. 9-21.
- Biollay, *Des treize cantons...* : Emile Biollay, *Des treize cantons du département (1813) aux treize dizains du canton (1815)*, dans *Ann. Val.*, 1965, pp. 11-52.
- Boccard : François Boccard, *Histoire du Vallais avant et sous l'ère chrétienne jusqu'à nos jours*, Genève, 1844, 424 p.
- Bridel : Philippe Bridel, *Essai statistique sur le canton du Valais*, Zurich, 1820, 370 p.
- Brindlen : Joseph Brindlen, *Die Opfer des Simplons während der letzten drei Jahrhunderte*, dans *BWG*, t. 2, 1901, pp. 418-427.
- Cordon : Viktor v. Cordon, *Die Tätigkeit des Detachements unter Kommando des Obersten Baron Simbschen im Walliserland 1814*, dans *Schweizerische Vierteljahrsschrift für Kriegswissenschaft*, 1922, pp. 233-249.
- de Courten, *Mobilisations* : Eugène de Courten, *Mobilisations valaisanne et suisse en 1815*, dans *Ann. Val.*, 1945, pp. 325-374.
- Deléglise : Maurice Deléglise, *Un trophée national*, dans *Bulletin de la section valaisanne des officiers*, 11<sup>e</sup> année, 1960, n° 35, pp. 8-24.
- Furrer : Sigismund Furrer, *Geschichte von Wallis*, Sion, 1850, 431 p. (*Geschichte, Statistik und Urkunden-Sammlung über Wallis*, t. I.)
- Gauye : Oscar Gauye, *L'élaboration de la constitution valaisanne du 12 mai 1815*, Sion, 1961, 113 p. (Thèse Droit, Fribourg.)
- Gay : Hilaire Gay, *Histoire du Vallais depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours*, 2<sup>e</sup> éd., Genève, 1903, 327 p.
- Gern : Philippe Gern, *Le recrutement d'un bataillon valaisan au service de Napoléon*, dans *Vallesia*, t. XVIII, 1963, pp. 165-175.
- Grenat : Pierre-Antoine Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, XII - 645 p.
- Hallenbarter : Leo Hallenbarter, *Ignaz Venetz, 1788-1859*, dans *Walliser Jahrbuch. Kalender*, 4<sup>e</sup> année, 1935, pp. 73-77.
- Imesch : Dionys Imesch, *Die Kämpfe der Walliser gegen die Franzosen in den Jahren 1798 und 1799*, Sion, 1899, 152 p.
- Michelet : Henri Michelet, *L'inventeur Isaac de Rivaz (1752-1828), ses recherches techniques et ses tentatives industrielles*, Martigny, 1965, 395 p. (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 2.)



- Oggier (Gustav), *Wallis in den Jahren 1814 und 1815*, dans *BWG*, t. 1, 1901, pp. 193-226.
- Quaglia : Lucien Quaglia, *La Maison du Grand Saint-Bernard des origines aux temps actuels*, Aoste, 1955, XXXIX - 695 p.
- Reymondeulaz : Joseph Reymondeulaz, *La glorieuse carrière militaire du capitaine chamosard Alexandre Dumaye, retraité du service de Napoléon I<sup>er</sup>*, dans *Almanach du Valais*, 1949, pp. 133-139.
- Rossi : Heinrich Rossi : Kaspar Eugen Stockalper von Thurm 1750-1826, Fribourg, 1942, 147 p. (Thèse Phil., Fribourg.)
- Rufer : Alfred Rufer, *Les deux projets de constitution de 1798 pour la République du Valais*, dans *Vallesia*, t. VIII, 1953, pp. 193-210.
- Salamin : Michel Salamin, *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, dans *Vallesia*, t. XII, 1957, pp. 1-281.
- Schiner : Hildebrand Schiner, *Description du département du Simplon ou de la ci-devant République du Vallais*, Sion, 1812, 756 p.
- Schmid-Lauber : Ferdinand Schmid et Joseph Lauber, *Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis*, dans *BWG*, t. 1, pp. 270-299, 354-395, 437-478 ; t. 2, pp. 67-96, 185-192, 253-277, 379-418 ; t. 3, pp. 9-27, 112-130, 197-227, 311-333, 404-419 ; t. 4, pp. 69-85, 213-224 ; t. 5, pp. 146-178 ; t. 6, pp. 248-316, 337-371, 473-503 ; t. 7, pp. 305-364, 377-467.
- Scorretti : Fernando Scorretti, *Le passage du prince de Metternich en Valais en 1815. Une histoire de canons*, dans *Ann. Val.*, 1943, pp. 25-28.
- Seiler : Andreas Seiler, *Histoire politique du Valais 1815-1844*, trad. franç. par Grégoire Ghika, dans *Ann. Val.*, 1951, pp. 453-579.
- Tamini-Délèze : Jean-Emile Tamini et Pierre Délèze, *Nowvel essai de Vallesia christiana*, Saint-Maurice, 1940, 528 p.
- Zenkhusen : Ernst Zenklusen, *Aus Simplons alten Tagen*, Saint-Maurice, 1965, 167 p.

#### Histoire des pays limitrophes du Valais

- Baud : John Baud, *Histoire chronologique de la Province du Chablais des origines à 1860*, dans *Mémoires et Documents publ. par l'Académie Chablaisienne*, t. XXXV, Thonon, 1926, pp. 1-92.
- Bordeaux : Paul-Emile Bordeaux, *Les Savoyards dans l'armée française après 1815*, dans *Mémoires et Documents publ. par l'Académie Chablaisienne*, t. XXXV, Thonon, 1926, pp. 93-150.

- Dessaix-Folliet : Joseph Dessaix et André Folliet, *Vie politique et militaire du général Dessaix*, dans *Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie*, III<sup>e</sup> série, vol. V, Annecy, 1879, 544 p.
- Guichonnet : Paul Guichonnet, *Histoire de Savoie*, Annecy, s. d., 100 p.
- Ménabréa : Henri Ménabréa, *Histoire de la Savoie*, Chambéry, éd. du Centenaire, 1958, 392 p.
- Roux : Xavier Roux, *L'invasion de la Savoie et du Dauphiné par les Autrichiens en 1813 et 1814 d'après des documents inédits*. Grenoble, 1892, 2 vol. — Remarque : le rapport d'Hénin de Cuvillers sur son évacuation du Valais est incomplet.
- Silva : Francesco Scaciga della Silva, *Storia di Val d'Ossola*, Vigevano, 1842, 360 p.

## CHAPITRE PREMIER

# La libération du Valais en 1813

### 1. *La nomination de Rambuteau en Valais*

Le 14 novembre 1810, la république du Valais, dont Napoléon est l'« Auguste Restaurateur », cesse d'être un Etat vassal de la France, pour en devenir, sous le nom de département du Simplon, partie intégrante<sup>1</sup>. Le 17, le résident de France en Valais, Derville-Maléchar, qui sera le premier préfet de ce département réuni, écrit de Sion au duc de Cadore, ministre des Affaires étrangères : « Je n'ai que le temps de dire à Votre Excellence que nul des départements français n'offre plus de calme et de tranquillité que le département du Simplon »<sup>2</sup>.

Cette tranquillité, ni les revers d'Espagne, ni la retraite de Russie ne semblent encore l'avoir entamée au début de 1813. Le 5 mars de cette année, Pierre-Louis Du Fay, membre du Conseil général du département et président du canton de Monthey<sup>3</sup>, écrit

<sup>1</sup> *Bulletin*, 18 novembre 1810 : Proclamations de César Berthier, général de division, aux habitants du Valais, et du Conseil d'Etat, aux fonctionnaires civils et judiciaires et au peuple valaisan.

<sup>2</sup> NBP, fol. 229-230 : copie de Paris, Aff. étr., Valais, t. 9, p. 216.

<sup>3</sup> *Annuaire*, p. 46.

à Charles-Emmanuel de Rivaz, député du Simplon au Corps législatif, récemment parti pour Paris :

« Nous n'avons rien de nouveau dans ce département qui puisse mériter votre attention. Le don gratuit des neuf soldats pour le train d'artillerie et des vingt-quatre chevaux n'a pas été très onéreux : il ne coûtera pas 24 000 francs. Le tirage de la conscription de 1813 s'est fait de la manière la plus tranquille »<sup>4</sup>.

Tout semble donc aller pour le mieux dans le plus tranquille des départements français. Mais la situation des Français en Allemagne ne cesse de se détériorer depuis le début de l'année 1813. Le 2 février, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume a appelé sous les drapeaux tous les sujets âgés de dix-huit à quarante-cinq ans. Le 10, il lance un appel à son peuple. Le 24, Hambourg se révolte contre ses occupants et Davout évacue Dresde. Enfin, le 28, le roi de Prusse et le tsar Alexandre, qui est en guerre avec Napoléon, signent l'alliance de Kalisch.

Inquiété en Allemagne, Napoléon voudrait au moins être sûr de sa liaison avec l'Italie. Le 7 mars, il a avec Charles-Emmanuel de Rivaz un entretien révélateur, que le député valaisan rapporte en ces termes dans une lettre à sa femme :

« J'ai été dimanche à l'heure de la messe aux Tuileries. En revenant de la chapelle, l'empereur s'est arrêté dans le salon où était le groupe des courtisans. Les membres du Corps législatif y faisaient nombre au moins pour soixante. Il a parlé à plusieurs d'entre nous, et s'est arrêté avec moi un peu plus longtemps qu'avec d'autres. Une de ses premières questions a été :

» — Est-on content ?

» — Oui, Sire.

<sup>4</sup> Rz, cart. 54, fasc. 10, n° 2 ; voir aussi *Mémorial* du 24 mars 1813 (pp. 75-76), donnant un extrait du *Journal du département du Doubs* : « Besançon, le 13 mars 1813. Le 13 mars est arrivé en cette ville un détachement de neuf hommes et de vingt-quatre chevaux offerts à Sa Majesté par le département du Simplon. Les citoyens de ce département réunis depuis peu de temps à l'Empire, rivalisent déjà avec les anciens Français, de zèle et de dévouement pour notre auguste Souverain. » Le *Mémorial* du 24 février 1813 précise (p. 50) que les 24 000 francs réunis sont des « dons patriotiques non des communes, mais des citoyens du Simplon. »

» — *Mais le Haut-Valais ? Parlez-moi franchement*<sup>5</sup>.

» Qu'aurais-tu répondu ? J'avais champ libre pour leur payer leurs vilénies et j'ai mis le bien...

» Garde pour nous en famille ce que je te dis ci-dessus de la question qu'il m'a faite sur le Haut-Valais. Cela ne ferait qu'y agiter les esprits, et vraisemblablement augmenter le nombre de mes jaloux »<sup>6</sup>!

Il sera question plus loin<sup>7</sup> de ces jaloux et de leurs vilénies. Notons seulement ici que si Ch.-E. de Rivaz a « mis le bien », c'est qu'il existait un mal. Ce mal est bien connu : c'est l'état des esprits dans le Haut-Valais, agité par les revers de la France<sup>8</sup>.

Cinq jours après l'entretien de Napoléon avec Charles-Emmanuel de Rivaz a lieu l'entrée triomphale des Russes à Berlin. Le lendemain, 12 mars, Napoléon nomme un de ses chambellans, Claude-Philibert Barthelot de Rambuteau, en qualité de préfet du Simplon<sup>9</sup>. La déclaration de guerre de la Prusse à la France est expédiée le 16 mars. C'est donc au moment même où commence en Allemagne la guerre de libération nationale qu'un nouveau préfet est nommé en Valais. Est-ce un hasard ?

Naturellement, avant de se rendre en Valais, Rambuteau ne manque pas de prendre contact avec le ministre de l'Intérieur Montalivet et avec le député du Simplon au Corps législatif. Il est, le 19 mars, « à l'assemblée chez le ministre de l'Intérieur » où il parle avec Charles-Emmanuel de Rivaz<sup>10</sup>. Celui-ci rend visite au préfet nommé, qui l'accueille « on ne peut mieux »<sup>11</sup>. De son côté, Rambuteau rend coup sur coup deux visites à de Rivaz, dont il ne tarde pas à capter la confiance, en le flattant quelque peu. Et le bon Valaisan écrit joyeusement à sa femme, le 1<sup>er</sup> avril :

<sup>5</sup> Souligné dans le texte.

<sup>6</sup> Rz, cart. 45, fasc. 21, n° 12 : lettre à sa femme, de Paris, 9 mars 1813.

<sup>7</sup> Voir ci-dessous, pp. 374-378.

<sup>8</sup> Rambuteau, pp. 101-106.

<sup>9</sup> Savant, pp. 242 et 310.

<sup>10</sup> Rz, cart. 45, fasc. 21, n° 15 : Ch.-E. de Rivaz à sa femme, de Paris, 20 mars 1813.

<sup>11</sup> *Ibidem*, n° 16 : Ch.-E. de Rivaz à sa femme, de Paris, 25 mars 1813.

« J'ai eu hier une seconde visite de M. notre nouveau préfet, où il m'a parlé d'affaires. Il m'a dit qu'on lui disait force bien de moi dans les bureaux du ministère de l'Intérieur, et il me témoigne beaucoup de confiance. Tout ce qu'il me dit de ses projets, ou plutôt de son plan de conduite, est parfaitement sage, et je ne puis que me persuader que mes compatriotes seront très contents »<sup>12</sup>. Ils se rencontrent encore peu d'heures avant le départ de Rambuteau de Paris<sup>13</sup>. Celui-ci ne néglige donc rien pour se renseigner sur le pays où il va exercer ses nouvelles fonctions. C'est pourquoi il rencontre aussi le sénateur Rœderer, qui jouit de la faveur de Napoléon. Rœderer avait présidé la commission chargée de recevoir en 1810 les députés du Valais, à qui il devait signifier la volonté de Napoléon de créer le département du Simplon et il avait été ému par le patriotisme d'un Léopold de Sépibus<sup>14</sup>, figure de vieux Romain que Rambuteau n'oubliera pas. Il sympathisera avec lui et ses semblables, car il saura les comprendre<sup>15</sup>.

Enfin, avant de prendre possession de son poste, le préfet du Simplon a un entretien avec Napoléon lui-même, entretien qui montre toute l'importance que l'empereur attache à Sion : « L'empereur m'avait en effet recommandé, raconte Rambuteau, de lui faire savoir tout ce que je pourrais découvrir des projets hostiles fomentés en Suisse, dans la Basse-Allemagne et dans la Haute-Italie. » Et en effet, le préfet du Simplon, passant par-dessus la tête des ministres, communiquera directement au cabinet de l'empereur, avec l'autorisation de celui-ci, des informations secrètes concernant un projet d'insurrection au Tyrol<sup>16</sup>.

<sup>12</sup> *Ibidem*, n° 17.

<sup>13</sup> *Ibidem*, n° 20 : Ch.-E. de Rivaz à sa femme, de Genève, 13 avril 1813.

<sup>14</sup> Voir ci-dessous, p. 502.

<sup>15</sup> Rambuteau, p. 103.

<sup>16</sup> *Ibidem*, pp. 100-101.

## 2. Le département du Simplon après Leipzig (19 octobre - 19 novembre 1813)

Le 15 avril 1813, Napoléon quitte Paris pour la campagne de Saxe. Peu de jours auparavant, Rambuteau a pris le chemin de Sion ; il arrive le samedi 17 avril, veille de Pâques, à Saint-Maurice<sup>17</sup>.

Rambuteau a alors trente-deux ans. Napoléon a eu la main heureuse avec lui. Le jeune préfet, qui se révélera l'un des plus grands administrateurs que la France ait eus au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>18</sup>, va maintenir le Valais, jusqu'à la dernière minute de la présence française, dans une paix totale et dans une exemplaire soumission à l'empereur. Etant donné, d'une part, le dur écrasement par la France des deux rébellions valaisannes de 1798 et de 1799, et, d'autre part, la situation des armées françaises en Allemagne à partir d'octobre 1813, la fidélité valaisanne à la France a de quoi surprendre. Mais il y a plus. Le département du Simplon se trouvait alors, du point de vue militaire, dans un état de dénuement quasi total. Aussi ne peut-on manquer de se poser cette question : pourquoi le Valais, et tout particulièrement le Haut-Valais, n'a-t-il pas esquissé le moindre geste pour tenter de se libérer de sa sujétion ? C'est l'époque où les rats abandonnent le navire.

Le 8 octobre 1813, la Bavière se sépare de la France. Le 19, Napoléon est vaincu à Leipzig par la sixième coalition. Le 23 octobre, Murat, roi de Naples, le quitte à Erfurt pour ne jamais le revoir. Il passe à Sion à la fin du mois, s'y arrête une nuit et refuse, sous prétexte de fatigue, de recevoir le préfet du département. Etonné de ce refus hautain, Rambuteau juge suspecte l'attitude de Murat et prévoit « tristement sa prochaine défection »<sup>19</sup>. Murat franchit le Simplon, y laisse sa voiture dans les neiges et

<sup>17</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 189. C'est encore Derville-Malécharde qui, le samedi 17 avril, fait convoquer à Sion des jeunes gens de bonne famille en vue de recruter des gardes d'honneur : voir S 10, fasc. 11, n° 4 et 6. Les articles du *Mémorial* sont signés « Le comte de Rambuteau » à partir du numéro 15, du mercredi 21 avril 1813.

<sup>18</sup> Il sera préfet de la Seine de 1833 à 1848.

<sup>19</sup> Rambuteau, p. 120 ; A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 285.

arrive le 31 octobre à Milan, d'où il écrit le jour même à Napoléon une lettre « d'un ton hautain et presque menaçant »<sup>20</sup>. Il arrivera à Naples le 5 novembre<sup>21</sup>, y lèvera de nouvelles troupes et trahira bientôt en effet.

Le 25 octobre, Rambuteau écrit à Savary, ministre de la Police :

« Je crois devoir faire part que la nouvelle de l'inconcevable défection de la Bavière et de l'occupation de tout le Tyrol par l'armée autrichienne, grossie de beaucoup de révoltés, cause beaucoup d'impression dans ce département, réveille les espérances des mécontents et donne de vives inquiétudes à tous les cœurs français.

» La Suisse vient d'armer quarante pièces de campagne et de mobiliser toutes ses compagnies d'élite. On y parle beaucoup d'une levée en masse, et que le landammann [Reinhard] aurait reçu de la cour d'Autriche une notification pour se déclarer, ne voulant point reconnaître de neutre. Je doute que la Suisse se déclare contre nous : l'antique antipathie contre le nom autrichien y combat les intrigues des agents de l'Angleterre, qui répandent beaucoup d'argent, de proclamations et de fausses nouvelles pour égarer le peuple. Mais les petits cantons me donnent quelques inquiétudes ; ils sont plus susceptibles d'être séduits par l'argent, les promesses et l'influence du clergé, dirigé par le nonce [Fabrizio Sceberras-Testaferrata] ennemi de la France, qui porte les prêtres à prêcher la croisade contre notre bon maître »<sup>22</sup>.

Limité au nord par une Suisse en proie aux intrigues des ennemis de la France, le département du Simplon se trouve à l'est à portée d'une offensive autrichienne. On en est conscient à Paris. Le jour même où Rambuteau écrit à Savary, le 25 octobre, c'est-à-dire une semaine après Leipzig, arrive à Sion une batterie d'artillerie composée de deux obusiers et de huit canons. Deux mois plus tard, les Français eux-mêmes devront la rendre inutilisable. Le baron Hénin de Cuvillers, commandant les troupes françaises

<sup>20</sup> Weil, t. II, pp. 414-416.

<sup>21</sup> *Journal de l'Empire*, mardi 16 novembre 1813, p. 2.

<sup>22</sup> S 10, fasc. 5, n° 24 : de Sion, minute.



en Valais, justifiera alors cette action par les considérations suivantes :

« [...] La division d'artillerie qui est arrivée à Sion ne m'a point été annoncée ; [...] elle a été déposée à la porte de la ville le 25 octobre dernier sans être accompagnée d'un seul canonnier ; [...] il ne m'a jamais été donné aucun ordre, aucune instruction, aucune promesse même de troupes relativement à cette artillerie ; et [...] mes rapports et mes demandes à ce sujet sont restés sans réponse »<sup>23</sup>.

Des canons sans canonniers sont une maigre défense. Rambuteau s'en inquiète autant qu'Hénin de Cuvillers. Dès le 27 octobre, il adresse un rapport au ministre de la Guerre Clarke, à qui il dépeint en ces termes la situation du département du Simplon :

« La défection de la Bavière et l'occupation du Tyrol par les armées autrichiennes placent le Simplon presque sur la ligne frontière puisque deux journées de marche à peine nous séparent du Tyrol ; que le cordon de troupes suisses sur les Grisons est très faible ; et toute la population des petits cantons, favorable à nos ennemis et fort opposés à la France [...]. Les passages du Saint-Gothard, praticables encore pour la cavalerie légère, peuvent faciliter l'occupation des hautes vallées, comme elles l'ont été en 1798 et 1799 »<sup>24</sup>.

Or, poursuit Rambuteau dans le même rapport, « il n'existe aucune force militaire dans ce département ». Et les informations qu'il fait parvenir au ministre de la Guerre jettent une vive lumière sur le néant de l'armée française en Valais.

Tout fait défaut. Et même le commandement. « Si les événements deviennent tout à fait militaires, mon rôle sera fini, constate le préfet ; et, dans ce cas, je dois dire la vérité tout entière à Votre Excellence, que le baron d'Hénin ne me paraît point susceptible de remplir le poste difficile où il se trouverait placé. [...] Pourtant la meilleure intelligence règne entre nous »<sup>25</sup>.

<sup>23</sup> Hénin, Rapport sur l'évacuation du Simplon, pp. 21-22.

<sup>24</sup> S 10, fasc. 5, n° 25 : de Sion, minute.

<sup>25</sup> *Ibidem*.

Si Rambuteau ne tient pas pour un foudre de guerre le baron d'Hénin de Cuvillers, alors âgé de cinquante-huit ans, il considère, lui aussi, qu'Hénin dispose de forces insignifiantes. Certes, dit-il, le ministre de la Guerre « a donné des ordres pour faire arriver à Sion huit pièces de canon et deux obusiers. Mais ils n'ont été accompagnés d'aucune force et d'aucun canonnier [...]. Les officiers de génie qui sont également venus, n'ayant aucun ordre, ni aucun fonds à leur disposition, n'ont pu prescrire les travaux nécessaires pour l'assiette des batteries et les réparations indispensables au petit château de Valère où elles sont placées. »<sup>26</sup>. D'ailleurs, « le château de Valère, sur la montagne, ne mérite point ce nom. Il ne consiste que dans une église, quelques masures habitées anciennement par les chanoines, qui depuis plus d'un siècle ont fixé leur domicile dans la ville. A peine reste-t-il quelques logements occupés par douze ou quinze misérables qu'il a fallu en partie déloger pour y établir la petite garnison de vingt hommes qui veillent à la sûreté des dix pièces de canon qui y sont en dépôt. Ce lieu est sans eau et ne pourrait résister à une attaque quelconque plus d'un jour »<sup>27</sup>.

Donc, pour l'artillerie, le commandant militaire dispose de dix pièces de canon qui sont « en dépôt » sur une colline indéfendable. L'infanterie n'est pas logée à meilleure enseigne. La garnison de Sion ne se compose, dit Rambuteau, « que de cinquante hommes, jeunes conscrits sans expérience »<sup>28</sup>. Et Hénin de Cuvillers lui fera écho, en apportant les précisions du militaire professionnel, qui distingue, dans son effectif, les hommes valides des malades, et rend compte du degré d'instruction de la troupe :

« [...] J'ai fait part de ma position à M. le général de division baron de La Roche, commandant de la 7<sup>e</sup> division à Grenoble<sup>29</sup> et [...] je lui ai exposé fréquemment mes besoins, mais [...] il n'a

<sup>26</sup> *Ibidem*.

<sup>27</sup> S 10, fasc. 5, n° 26 : Rambuteau à Montalivet, de Sion, 6 novembre 1813, minute.

<sup>28</sup> *Ibidem*, n° 25 : Rapport au ministre de la Guerre, de Sion, 27 octobre 1813, minute.

<sup>29</sup> Le département du Simplon était rattaché du point de vue militaire à la 7<sup>e</sup> division. Voir *Annuaire*, p. 29.

jamais pu m'accorder aucun secours en hommes et pas même m'envoyer douze à quinze soldats que je lui ai demandés pour soulager la faible garnison de Sion, qui n'était composée que de très jeunes conscrits, dont le tempérament n'était pas robuste ; qui étaient sans instruction et n'avaient jamais fait l'exercice à feu.

» [...] La ville de Sion, y compris le vallon qui lui est contigu et qui communique à la campagne, offre une superficie de plus d'une demi-lieue et peut-être d'une lieue carrée et [...] il y faudrait une très forte garnison pour s'y garder militairement, tandis que je n'avais que quarante à quarante-cinq hommes à peine, et valides, y compris les treize hommes détachés à Valère »<sup>30</sup>.

¶ Bref, pas plus que le « château » de Valère, la ville de Sion elle-même ne peut être défendue par la faible garnison qui l'occupe. Rambuteau estime qu'elle ne saurait « être défendue, même vingt-quatre heures, avec moins de mille deux cents hommes » en raison du développement trop considérable de ses murailles, qui sont « de mauvaises murailles », accessibles en quatre ou cinq points à des montagnards, percées de quatorze portes, et dominées en trois endroits par des hauteurs, qui mettent les défenseurs éventuels « à portée de fusil »<sup>31</sup>.

¶ Pas plus qu'il n'est en mesure de défendre son chef-lieu, le département du Simplon n'est en mesure de défendre sa frontière septentrionale qui est la frontière franco-suisse. Rambuteau craint une invasion venant de ce côté. Dès le 27 octobre, il rend compte au ministre de la Guerre des mesures qu'il a prises pour arrêter une invasion survenant par les cols de la Furka ou du Grimsel et pénétrant en Valais par la vallée de Conches. Celle-ci, heureusement, n'est parcourue dans sa longueur que « par deux sentiers coupés fréquemment par des torrents profonds ». A Mörel, à deux lieues de Brigue, la vallée se rétrécit tellement que si l'on détruisait le pont, deux cents hommes avec deux pièces de canon pourraient y arrêter une division entière. Aussi Rambuteau remet-il aux douaniers « des ordres cachetés, pour être ouverts en cas de

<sup>30</sup> Hénin, Rapport sur l'évacuation du Simplon, p. 21.

<sup>31</sup> S 10, fasc. 5, n° 27 : Rambuteau au ministre de la Guerre, de Sion, 8 novembre 1813, minute.

révolte ou d'invasion. Ils portent en substance de se replier sur le pont de Mörel, de couper tous les ponts et même les deux chemins » en certains endroits. « Il faudrait deux jours de travaux pour rendre le passage même d'un mulet possible. » Comme les douaniers ne sont en cette région qu'au nombre de quatre-vingts, « ils ne pourront garder longtemps le poste de Mörel, mais ils pourraient facilement y tenir quelques heures », assez pour recevoir les renforts qui empêcheraient les envahisseurs de déboucher de la vallée de Conches sur la route du Simplon<sup>32</sup>.

D'autres points de la frontière retiennent également l'attention du préfet. Le 8 novembre, il vient « de donner des ordres pour faire miner le passage de la Gemmi et pour le faire sauter en cas de danger, et prévenir sur ce point une invasion de l'ennemi ». Mais il constate amèrement que, « par le passage du Sanetsch, on peut pénétrer en six heures de Suisse sur Sion, et fermer toute retraite aux Français ». Quant au Bas-Valais, sa situation n'est guère plus heureuse : « Le poste important de Saint-Maurice, que Votre Excellence vient d'ordonner de fortifier, ne peut être défendu que par une garnison de cent hommes. Je vais y faire réunir une portion des brigades des douanes du Bas-Valais », conclut Rambuteau<sup>33</sup>. En effet, le château de Saint-Maurice, qui défend le pont-frontière franchissant le Rhône, n'est occupé que par un détachement de soixante hommes<sup>34</sup>. Pour l'ensemble de son département l'inquiétude de Rambuteau est telle qu'il songe à abandonner Sion et à installer les services de la préfecture à Saint-Maurice, où la population lui paraît sûre. On nommerait un sous-préfet pour l'arrondissement de Sion en la personne du maire du chef-lieu ou d'un conseiller de préfecture. Rambuteau va jusqu'à en faire la proposition, le 6 novembre, au ministre de l'Intérieur<sup>35</sup>, proposition à laquelle il ne sera donné aucune suite.

La réaction de Paris aux cris d'alarme du préfet Rambuteau est proprement dérisoire dans son inefficacité. En dehors de la

<sup>32</sup> S 10, fasc. 5, n° 25.

<sup>33</sup> *Ibidem*, n° 27.

<sup>34</sup> Hénin, publ. dans Roux, t. I, p. 44.

<sup>35</sup> S 10, fasc. 5, n° 26 : de Sion, minute.

batterie d'artillerie dépourvue de canonnières, Hénin de Cuvillers ne reçoit « du général commandant la 7<sup>e</sup> division militaire » que « l'ordre de lui adresser des renseignements sur l'esprit des habitants, et dans les cantons qui les environnent ». Hénin doit « faire un pareil rapport tous les cinq jours »<sup>36</sup>. Cette paperasserie militaire, pour laquelle l'adjudant-commandant supplie le préfet de bien vouloir l'éclairer de ses lumières, finira par provoquer l'arrivée à Sion non pas de renforts, mais d'un général estimable qui se contentera d'en promettre<sup>37</sup>.

### 3. Les causes du loyalisme valaisan à la fin de 1813

En 1802, Bonaparte, ayant détaché le Valais de la République helvétique, reçut de la nouvelle république séparée, le titre d'« Auguste Restaurateur de l'Indépendance ». La naissance de ce nouvel Etat fut célébrée à Sion le 5 septembre 1802 par une fête qui, suivant la coutume de l'époque, comporta des illuminations de toutes sortes. On décora les maisons de transparents lumineux. A la rue du Grand-Pont, l'illumination de la maison dite *la Résidence* parce qu'elle avait été, sous l'ancien régime, la demeure des résidents de France en Valais, fut particulièrement remarquée. Elle était alors habitée par Louis Tousard d'Olbec, Français d'origine, devenu citoyen valaisan, ce qui lui avait valu de devenir en 1801 receveur général du canton du Valais et ce qui allait lui valoir les fonctions de secrétaire d'Etat dans la nouvelle république indépendante. C'était, dit un mémorialiste, un « homme de beaucoup d'esprit et qui était merveilleusement bien et pour le style et pour

<sup>36</sup> *Ibidem*, n° 28 : Hénin de Cuvillers à Rambuteau, de Sion, 11 novembre 1813, original.

<sup>37</sup> Hénin, Rapport sur l'évacuation du Simplon, p. 20 : « ... M. le général de division, baron de Léry, inspecteur général du génie, a visité l'enceinte de Valère, dans le mois de décembre dernier, et [...] il a pu vérifier tout ce que je viens d'avancer ; et tout ce qu'il a promis et ordonné, relativement à cette enceinte, n'a eu aucun effet. »

le caractère »<sup>38</sup>. Spirituel, Tousard d'Olbec l'était en effet. Le transparent qui illuminait sa maison le 5 septembre 1802 reproduisait un vers de Virgile :

*Libertas quae sera tamen respexit inertem...*<sup>39</sup>

Quel est donc cet *iners*, cet être indolent, qui ne fait pas un mouvement, sur lequel la Liberté daigne jeter un regard favorable, quoique tardif ? Il ne s'agit certainement pas de Tousard d'Olbec lui-même, dont les mémoires contemporains retracent au contraire la grande activité d'alors au service de la cause valaisanne. Il a « donné l'exemple à tous les autres de tenir tête au général Turreau » que Bonaparte avait envoyé en vain à Sion pour obtenir des Valaisans eux-mêmes la demande du rattachement de leur pays à la France<sup>40</sup>. L'être auquel Tousard d'Olbec reproche son inertie, c'est le Valais, ce Valais qui n'a rien fait en 1802 pour recouvrer son indépendance et qui la reçoit comme un présent des mains de Bonaparte. Tousard d'Olbec a des lettres et, on le voit, un esprit caustique.

Mais a-t-il raison ? Dans quelle mesure la remarque de Tityre s'applique-t-elle objectivement aux Valaisans ? On peut en douter. En 1798 et 1799, les Haut-Valaisans ont combattu en Chouans une République helvétique d'autant plus abhorrée qu'elle était soutenue par l'étranger. Ils ont été vaincus, mais ils ont prouvé qu'ils n'étaient pas mûrs alors pour le joug. Quant aux Bas-Valaisans et aux habitants des communes rurales de l'ancien dizain de Sion, ils ont profité de la présence des Français en Suisse pour faire la révolution qui les libérait de leur ancienne sujétion. Ce n'est pas non plus de la passivité. Seul, semble-t-il, le dizain de Sierre mériterait un tel reproche : les communes romandes, en 1798, n'y font rien de révolutionnaire, et, de même, en 1814, les communes alémaniques n'y font rien pour reconquérir leurs anciens droits abolis

<sup>38</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 71, 125, 143-144.

<sup>39</sup> Virgile, *Bucoliques*, Eglogue 1, vers 28, vers que L. Rilliet de Constant a repris pour le mettre en épigraphe à son ouvrage, *Une année de l'Histoire du Valais*, Genève, 1841.

<sup>40</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 125-128, 143-144.

par la révolution<sup>41</sup>. Mais le dizain de Sierre n'est pas le Valais, et le Valais tout entier a su prouver en maintes circonstances qu'il avait plus de ressort que ne le laisserait supposer le transparent virgilien dont Tousard d'Olbec a orné sa maison en 1802 pour s'attribuer à lui-même tout le mérite d'avoir réveillé les endormis.

[Or, à la fin de 1813, les Haut-Valaisans, complètement apprivoisés par Rambuteau, bien loin de s'insurger, offrirent au préfet du Simplon l'asile de leurs montagnes. Eux-mêmes voulaient se charger de sa sauvegarde<sup>42</sup>. Quant aux Bas-Valaisans, ils vont collaborer activement à la réussite de l'Anabase des Français<sup>43</sup>. Pas un coup de feu ne fut tiré contre un occupant qui, pendant seize ans, avait disposé à sa guise du destin du Valais.

Comment expliquer ce loyalisme surprenant, alors que les circonstances étaient si favorables à une rébellion ? En vérité, à la fin de 1813, règne en Valais la même lassitude qui régnait alors dans la France entière. On est las de la guerre et des aventures, aussi bien dans le Haut-Valais que dans le Bas-Valais. Le 15 mai 1813, le sous-préfet de Brigue, Léopold de Sépibus, écrit à Rambuteau :

« La conduite que les Autrichiens, entrés comme troupes auxiliaires dans ce pays, ont tenue dans la guerre de 1799, où ils nous ont traités beaucoup plus durement que les Français qui étaient alors nos ennemis<sup>44</sup>, cette conduite, qui est encore de fraîche mémoire, ne laisse pas ignorer à l'habitant du Valais ce qu'il aurait à attendre de l'entrée des Russes et me donne la certitude qu'il n'entreprendra jamais aucune chose qui soit contraire aux devoirs envers son prince »<sup>45</sup>.

Après la révolution, les Valaisans ont participé, comme tous les Français, à maintes campagnes de Napoléon. Ceux qui restaient

<sup>41</sup> Lors des discussions entre les députés du Valais et les ministres plénipotentiaires des puissances alliées à Zurich en octobre 1814, le Sierrois Eugène de Courten s'abstient de défendre la cause de ces communes (voir ci-dessous, p. 120), alors que douze députés valaisans y plaident âprement la cause de leur région respective.

<sup>42</sup> Rambuteau, p. 124.

<sup>43</sup> Voir ci-dessous, pp. 82-84.

<sup>44</sup> Sur cette conduite des Autrichiens, voir ci-dessous, p. 80.

<sup>45</sup> S 10, fasc. 4, n° 16 : de Brigue, a. s.

au pays se sentaient liés à ceux qui combattaient sous les aigles. Ce lien fut si important que nous lui consacrons tout le chapitre suivant. Notons seulement ici que les Valaisans ont vu les leurs partir pour l'Espagne, la Russie, les Allemagnes. Et comme tous les Français, ils ne désirent plus que la paix. Le 8 décembre 1813, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz écrit de Saint-Maurice à son mari qui est à Paris :

« Tâche, mon bon ami, de t'arranger de manière à ce que nous puissions vivre dans un trou où je n'entende plus parler ni de mort, ni de blessé, ni de conscrit, ni de guerre, ni de coalisé, ni de rien enfin qui trouble ma faible cervelle, car il n'est plus en mon pouvoir d'être calme au milieu de tout ce que je vois et entends »<sup>46</sup>.

Rambuteau a longuement exposé dans ses *Mémoires* comment il a su neutraliser l'influence des « Messieurs » du Haut-Valais qui, aux alentours de Pâques 1813, songeaient à nouveau à soulever le peuple. Il leur avait donné rendez-vous à Brigue et s'était rendu lui-même dans le chef-lieu de l'arrondissement germanophone sans autre garde que celle d'un seul gendarme. Jamais main de fer ne sut mieux utiliser gant de velours.

Je connais vos projets, leur dit en substance Rambuteau, je les connais et je vous comprends parfaitement ! Mais je suis de l'autre côté de la barricade et ma mission est de maintenir l'ordre ici. Je m'engage à faire disparaître toute tracasserie administrative, notamment douanière ; je prends sur moi la responsabilité de ne pas arrêter ceux que j'ai reçu l'ordre d'envoyer en prison. Mais en contrepartie, j'exige de vous l'engagement d'honneur que vous maintiendrez le peuple dans le calme, quoi qu'il arrive. Si nous sommes vaincus par la coalition, vous retrouverez votre indépendance de toute façon, avec ou sans rébellion. Si nous sommes vainqueurs, une fois de plus, vous aurez joué la bonne carte. Et prenez garde : la rébellion, ce sera de nouveau l'armée française en Valais. Souvenez-vous de 1799 ! Aujourd'hui nous sommes toujours maîtres de l'Italie, nos troupes sont à vos portes. Si vous me donnez votre parole, vous trouverez en moi un protecteur. Mais

<sup>46</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 30.



si vous y manquez, ce ne sera pas une prison qui vous accueillera, ce sera le conseil de guerre et la mort<sup>47</sup>.

C'était exactement le langage qu'il fallait tenir : mélange de fermeté, de réalisme et de noblesse, non pas de cette rhétorique qui fait appel aux grands sentiments idéalistes, mais de cette noblesse qui consiste à respecter l'ennemi et à le regarder bien dans les yeux, en gentleman. Finalement, Rambuteau avait obtenu la parole des leaders du Haut-Valais qu'ils maintiendraient le pays dans l'obéissance à l'empereur. Et cette parole, ils l'ont tenue<sup>48</sup>.

Mais quelque habile qu'ait pu être la politique de ce préfet dans les circonstances délicates où il eut à exercer ses fonctions en Valais, elle ne saurait à elle seule expliquer l'attitude fraternelle du peuple valaisan à l'égard des Français qui évacuent le pays. Incontestablement, une des causes de celle-ci est la sympathie que les Français ont su se gagner dans la population. En 1799, les armées du Directoire étaient apparues comme des troupes déchaînées de sans-culottes pour qui n'existaient « ni Dieu, ni diable, ni immortalité de nos âmes, ni vie future », qui insultaient les ecclésiastiques et profanaient les églises<sup>49</sup>. Mais dès 1800, Bonaparte faisait tenir aux troupes du Consulat stationnées en Valais une conduite digne de soldats des Etats pontificaux : participant officiellement aux processions de la Fête-Dieu ; assistant à la messe tous les dimanches et jours de fête, sous la conduite de leur chef ; célébrant des services religieux pour le repos des âmes des soldats français tombés au champ d'honneur ; obligeant les compagnies vaudoises en garnison à Sion, composées de protestants, à présenter les armes au passage du Saint-Sacrement<sup>50</sup>. [Sous l'Empire, Rambuteau et son épouse donnent l'exemple d'une pratique religieuse des plus conformes aux principes de l'Eglise. Ayant tenu à parcourir toutes les vallées, à s'arrêter dans tous les villages, Rambuteau entend la messe tous les matins avant de partir et ne dédaigne pas, à l'occasion, de servir de parrain à quelque montagnard

<sup>47</sup> Rambuteau, pp. 101-106.

<sup>48</sup> *Ibidem*, p. 106.

<sup>49</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 111-112.

<sup>50</sup> *Ibidem*, pp. 112-113.

du Haut-Valais<sup>51</sup>. Ces démonstrations extérieures n'empêchent d'ailleurs nullement le préfet de se méfier du clergé et de le faire étroitement surveiller par un certain Polycarpe de Riedmatten, chanoine du chapitre de Sion et aristocrate du Haut-Valais. Ce prêtre qui n'hésite pas à communiquer des faits qui lui ont été révélés « sous le sceau de la confession »<sup>52</sup>, ce chanoine que dévore une ambition insatisfaite<sup>53</sup>, renseigne le préfet sur les sentiments intimes de ses confrères à l'égard de la France napoléonienne<sup>54</sup>. Au moindre manquement à la discipline, le préfet, toujours informé, rappelle à l'évêque Xavier de Preux les lois de l'Empire en matière religieuse. Et le clergé, malgré qu'il en ait, est contraint de faire figure de fidèle serviteur de l'Etat concordataire. En Valais comme en maints pays, Bonaparte avait tenu à montrer que la France du Consulat n'était plus celle du Directoire, et il avait inauguré immédiatement une politique qui, en France même, ne devait apparaître au grand jour que plus tard. Le clergé qui désapprouvait fort « les immodestes modes des femmes françaises » et les « innovations irréligieuses du code Napoléon »<sup>55</sup>, devait cependant convenir finalement que les mœurs des Français établis en Valais étaient dans l'ensemble parfaitement dignes, et que, « si on excepte deux ou trois femmes, toutes les autres se firent remarquer par la décence de leur parure et de leur maintien »<sup>56</sup>. Madame de Rambuteau, née de Narbonne-Lara, adoptait même le costume valaisan quand elle accompagnait son mari dans ses tournées dans les villages.

Cette attitude, raconte Rambuteau, attitude qu'il est permis de qualifier de « campagne de charme », devait porter ses fruits

<sup>51</sup> Rambuteau, pp. 115-117.

<sup>52</sup> S 10, fasc. 5, n° 24 : Rambuteau à Savary, ministre de la Police, de Sion, 25 octobre 1813, minute.

<sup>53</sup> Rambuteau, p. 100 ; A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. III, pp. 93-97, 137-138.

<sup>54</sup> S 10, fasc. 2, n° 2 et 3 : Polycarpe de Riedmatten à Rambuteau, de Sion, 1<sup>er</sup> juillet 1813, a. s., et *Note caractéristique du clergé du département du Simplon, de l'évêque et de son chapitre*, s. d., 8 p. in-fol. a.

<sup>55</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 273.

<sup>56</sup> *Ibidem*, p. 335. Sur les mœurs et les pratiques religieuses des Français en Valais, voir *ibidem*, pp. 334-337.

sur l'esprit populaire, à qui échappait naturellement la connaissance des menées souterraines. Les « Messieurs » sont fidèles à l'empereur, et ils le sont d'autant plus qu'ils ont dans les armées françaises nombre de leurs fils. Le clergé, autre maître à penser du peuple, se montre fidèle par prudence<sup>57</sup>. Aussi le peuple se laisse-t-il aller naturellement à la sympathie que lui inspirent un préfet généreux<sup>58</sup>, une administration « paternelle et indulgente »<sup>59</sup> et un corps de fonctionnaires respectés, autant que leurs familles. Et l'on comprend aisément le cri des paysans du Haut-Valais à Rambuteau : « Que n'êtes-vous notre grand bailli ? »<sup>60</sup>, ou les lignes suivantes qu'une dame du Bas-Valais, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz, née Catherine de Nuccé, adresse à son mari au moment où l'administration française abandonne le département du Simplon : « Je t'assure que ce départ a été bien triste, et qu'en mon particulier, j'ai regretté plusieurs d'eux, bien bonnes gens. Le préfet m'a fait un adieu très aimable, et rempli d'intérêt pour toi. [...] Adieu, mon bon ami, je t'aime, je souffre et ne suis rien moins que contente »<sup>61</sup>.

Ce n'est donc pas seulement de lassitude de la guerre qu'il convient de parler à propos des Valaisans à la fin de l'année 1813, mais bien de sympathie à l'égard des Français. Si les deux années révolutionnaires de 1798 et de 1799 avaient laissé d'affreux souvenirs, tout en apportant au peuple du Bas-Valais l'égalité civique tant désirée, en revanche les quatorze années napoléoniennes avaient valu au pays une situation politique toujours plus paisible que couronnait, en 1813, l'action d'un préfet remarquablement intelligent. Cette action explique que le Valais, le Haut-Valais surtout, n'ait pas témoigné la moindre hostilité aux Français à la

<sup>57</sup> S 10, fasc. 2, n° 3, Note de Polycarpe de Riedmatten à Rambuteau sur le clergé : « En général, le Haut-Valais manifestera plus franchement et ouvertement son opinion politique que le Bas-Valais, qui a toujours été plus faux et plus rusé. »

<sup>58</sup> Rambuteau, pp. 106-117 ; A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 336, selon qui Rambuteau « fut on ne peut davantage affable et généreux. »

<sup>59</sup> A.-J. de Rivaz, *ibidem*.

<sup>60</sup> Rambuteau, p. 117.

<sup>61</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 50 : de Saint-Maurice, 25 décembre 1813.

fin de 1813, car ni la présence des Valaisans dans les armées impériales, ni la sympathie qui lie les Valaisans aux Français dans le département du Simplon, ni l'habileté de Rambuteau n'auraient peut-être suffi à maintenir le Valais en paix au moment où la Savoie entraînait dans la voie de la rébellion<sup>62</sup>, et où, en France même, l'esprit public était des plus mauvais à l'égard de Napoléon. Si les Valaisans ont fait preuve d'un loyalisme supérieur à celui des Français eux-mêmes dans la plupart des départements, s'ils n'ont pas suivi l'exemple de leurs voisins, les montagnards de Savoie, c'est que des faits précis, des événements topiques les ont détournés, à la fin de 1813, de s'opposer à leur préfet. Ce sont ces événements qui ont provoqué en Valais, du 20 novembre à la mi-décembre, la meilleure entente entre l'administrateur et ses administrés. Mais, avant de les exposer, il convient d'examiner d'abord ce que le Valais fut, à cette époque, sur l'échiquier diplomatique des grandes puissances.

#### 4. *Le Valais sur l'échiquier diplomatique*

Dès la mi-novembre, le Valais entre officiellement dans les calculs diplomatiques et militaires des puissances. L'ancien ministre de France en Saxe, le comte de Saint-Aignan, avait été fait prisonnier à Weimar et se trouvait à Francfort, au quartier général des Alliés, le 1<sup>er</sup> novembre 1813. Metternich décide de se servir

<sup>62</sup> Sur l'attitude des Savoyards, voir Roux, t. II, chapitre 5, pp. 145-155 ; Rambuteau, p. 129 ; J. Baud, p. 79. — Les événements de Savoie sont naturellement connus en Valais, comme en témoigne une lettre de M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz à son mari (Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 32, de Saint-Maurice, 20 décembre 1813). Informée par un domestique savoyard nommé André Favre, elle informe à son tour son mari : « Il est arrivé le 16 de ce mois une chose bien fâcheuse à Thonon. Les conscrits des montagnes avoisinantes, qui avaient bu à ce qu'on dit, sont entrés dans la salle du recrutement, y ont cassé des vitres, déparé le plancher et les rues, ont fait un train tel que le préfet s'en est allé, ainsi que ceux qui l'accompagnaient, et les conscrits s'en sont retournés chez eux. Mais la chose n'en restera pas là sans doute. Dieu sait ce qui leur en arrivera. André en est au désespoir. Il craint que son frère ne soit du nombre des tapageux. Quant à lui, il est encore ici, s'attendant chaque jour à être demandé... » — Le préfet du Léman est alors Capelle.

de lui pour une « offensive de paix » auprès de Napoléon. Le 9 novembre, les Russes et les Prussiens y consentent de mauvaise grâce. Napoléon reçoit Saint-Aignan le 15 novembre. Le diplomate développe à l'empereur le point de vue des Alliés : la France sera maintenue dans ses frontières naturelles « qui sont le Rhin, les Alpes et les Pyrénées »<sup>63</sup>. La formule employée par Metternich est volontairement ambiguë et incomplète. Elle ne dit rien de Genève et ne règle le sort ni de l'ex-évêché de Bâle, ni de Bienne, ni de la principauté de Neuchâtel. Surtout, si la Savoie semble devoir rester française, comment cette frontière va-t-elle suivre « le Rhin et les Alpes » en ce qui concerne le Valais, qui est un profond sillon orienté d'ouest en est entre les Alpes bernoises et les Alpes pennines ?

Le 16 novembre, Napoléon fait répondre par son ministre Maret qu'il est prêt à envoyer Caulaincourt comme plénipotentiaire à Mannheim ; il charge celui-ci de négocier, mais garde le silence sur les conditions fixées par les Alliés. Le 25, Metternich déclare qu'il est nécessaire d'abord que l'empereur se prononce « sur les bases générales et sommaires ». Bien loin de tenir secrètes ces tractations, Metternich leur donne le maximum de publicité, ce qui lui permettra de rejeter sur Napoléon la responsabilité de leur échec.

En même temps que Metternich poursuit ses négociations avec Napoléon, il en conduit d'autres avec les Suisses. Dès le 10 novembre, il donne au chevalier de Lebzeltern les instructions suivantes, que celui-ci devra faire valoir auprès de la Confédération : « Si la Suisse voulait rester neutre, on ne lui demanderait qu'un droit de passage sur son territoire », et on lui garantirait en retour, à la paix générale, « son étendue actuelle ». Si, au contraire, elle se joignait à la coalition, on lui garantirait la restitution du Valais<sup>64</sup>.

Metternich propose donc, soit de faire entrer la Suisse dans la coalition en la payant avec le Valais, soit de faire passer les armes coalisées par le territoire helvétique : deux singulières manières de respecter la neutralité suisse. Les Suisses cherchent à l'en dis-

<sup>63</sup> Villat, pp. 208-209.

<sup>64</sup> Martin, p. 37.

suader. Mais le Valais n'en sera pas épargné pour autant. Au contraire, Aloys de Reding, landammann du canton de Schwyz, souhaite que les Alliés épargnent la Suisse pour se jeter sur le département du Simplon. De Zurich, le 28 novembre 1813, Lebzeltern communique à Metternich : « *Quant au passage d'une armée alliée, [...] Reinhard, de Watteville et de Reding, que je cite comme les mieux connus de Votre Altesse, ont prévenu mes insinuations et nous ont opposé tous les inconvénients qui en pourraient résulter.* [...] »

» MM. les généraux de Watteville et de Reding nous ont détaillé dans des rapports militaires combien d'ailleurs ce passage serait peu avantageux aux Alliés, tandis qu'il leur conviendrait bien mieux de passer le Rhin sous Huningue, *dans les endroits que M. de Reding s'offrirait d'indiquer*<sup>65</sup>, comme Neubourg et d'autres, où trente pontons suffiraient, et où les troupes alliées traverseraient des localités favorables à leur développement sur le bord opposé.

» Alors, d'après lui, elles gagneraient facilement la chaussée du Jura ; et, arrivant à Genève par une ligne plus droite, et traversant une belle contrée [la Franche-Comté], elles seraient à même soit de prêter la main à l'armée d'Italie par la belle route du Valais et du Simplon, soit d'avancer dans les provinces méridionales de la France »<sup>66</sup>.

Ce document est fort instructif. Il montre à quel point un Reding ne considère pas le Valais comme un territoire à épargner. Pour les Suisses, l'essentiel est d'empêcher le flot des armées alliées de rouler sur les cantons de la Confédération. Peu leur importe, en définitive, qu'il déferle sur le département du Simplon. Et si ceci peut empêcher cela, ils jugent utile de le suggérer à Metternich.

Le 1<sup>er</sup> décembre, la reprise de la guerre contre Napoléon est décidée officiellement par les souverains alliés<sup>67</sup>. Le 4, cette décision est rendue publique par la fameuse déclaration de Francfort : paix à la France, guerre à Napoléon. Or, la veille, arrivaient à

<sup>65</sup> Souligné dans l'original.

<sup>66</sup> GAE 46, fol. 115-122, copie du doc. de Vienne 274, 4 B, fol. 62.

<sup>67</sup> Martin, p. 56.

Francfort deux envoyés extraordinaires de la Diète suisse : de Reding et Escher. Ils eurent plusieurs entretiens avec Metternich, qui tous soulevaient, d'une manière ou d'une autre, la question du Valais. Le 5 décembre, Metternich « leur parla du Valais, arraché par Napoléon à la Confédération, et les assura qu'après la guerre, les Alliés garantiraient l'indépendance et la neutralité de la Suisse [...] ».

» Le 7 décembre, Metternich se fit plus pressant : la Suisse, pour pouvoir sauvegarder son indépendance, doit retrouver ses frontières naturelles, qui peuvent seules lui donner la force de défendre sa neutralité »<sup>68</sup>. En d'autres termes, le département du Simplon doit redevenir suisse.

De son côté, le canton de Berne poursuit une action diplomatique parallèle à celle de l'Autriche, en ce qui concerne le Valais. Lors de la nomination des députés de la Diète fédérale auprès du quartier général des Alliés à Francfort, le Bernois de Mülinen avait été écarté au profit du Zuricois Escher. Berne, inquiète de ne pas être présente aux discussions de Francfort sur le sort qui va être fait à la Suisse, décide le 29 novembre d'envoyer elle-même un député, M. de Zeerleder, auprès des Alliés. Zeerleder reçoit pour instructions d'inviter Reding à réclamer, en vue de la conclusion de la paix, les parties détachées de la Suisse « pour autant que cela pourrait se faire sans préjudice de tout »<sup>69</sup>. Il arrive à Francfort le 8 décembre et s'acquitte aussitôt de sa mission<sup>70</sup>.

Mais l'Etat de Berne n'est pas la Confédération suisse, qui compte alors dix-neuf cantons. Au moment où Zeerleder arrive à Francfort, on vient d'y apprendre que Maret, ministre des Affaires étrangères de France, partisan de la guerre, a été remplacé par Caulaincourt, partisan de la paix. Le 8 décembre, Metternich prie Reding de venir le voir « seul », c'est-à-dire sans Escher. Reding, en effet, est revêtu officiellement de la qualité de « premier député » de la Diète auprès des Alliés. Le jour même, il rend compte de son entretien avec Metternich à Reinhard, landammann de la

<sup>68</sup> *Ibidem*, p. 61.

<sup>69</sup> *Ibidem*, p. 76.

<sup>70</sup> *Ibidem*, p. 76-78.

Confédération. Le chancelier d'Autriche lui dit, en exagérant fortement et intentionnellement, « qu'on s'était entendu, quant à la base de la paix, avec l'empereur Napoléon ». Les frontières prévues du Rhin et des Pyrénées ne posaient aucun problème, « celle des Alpes, au contraire, serait plus compliquée à établir, et en particulier relativement à la partie détachée de notre patrie. La Suisse [...] devrait se placer dans une attitude propre à réclamer cette région d'une manière décidée. En d'autres termes, il faudrait que la Suisse prenne une part active à la guerre »<sup>71</sup>.

Trois jours plus tard, le 11 décembre, Metternich appelle à nouveau Reding auprès de lui. Celui-ci communique aussitôt au landammann Reinhard les avantages promis par Metternich si les Suisses consentent à entrer dans la coalition : « En vue d'une semblable alliance, les hautes puissances garantiraient solennellement à la Suisse, dès maintenant, la réunion de tous les territoires qui en faisaient jadis partie intégrante. [...] Aucun Suisse n'aurait à franchir les anciennes frontières du pays »<sup>72</sup>. Mais les Suisses devront envahir le département du Simplon. Cela ressort clairement du résumé de l'entretien du chancelier d'Autriche avec Reding, que Metternich adresse le 12 décembre à Lebzeltern : « Je lui ai dit que, si la Suisse continuait à se conduire comme elle l'a fait jusqu'à présent, elle serait abandonnée lors de la paix, plus prochaine que Reding ne le croyait ; que nous nous servirions des provinces arrachées à l'Helvétie pour en faire des indemnités pour nos alliés. [...] Le voyant fléchir, surtout après ma remarque que l'interprétation de la ligne des Alpes dépendait de nous, je lui fis entrevoir que, si la Suisse voulait renoncer à son apparente neutralité et entrer dans l'alliance des puissances, celles-ci lui garantissaient son existence ancienne sans prétendre s'immiscer dans la forme de son gouvernement. On n'exigerait pas de la Suisse d'autre effort que de placer ses troupes du côté de la frontière française, de s'emparer du Valais pour fermer le passage de l'Italie. [...] »

<sup>71</sup> *Ibidem*, p. 78.

<sup>72</sup> *Ibidem*, pp. 79-80.



» Il me parut goûter très fort ces idées, et il alla jusqu'à me prier de me hâter de mettre le landammann actuel à même de décider de la question »<sup>78</sup>.

Le 16 décembre, Lebzeltern communiquait à Reinhard les propositions de Metternich. Reinhard lui demanda des précisions sur ce qu'il fallait entendre par les « parties détachées de la Suisse » qui lui étaient promises. « Je ne pouvais pas, écrit Lebzeltern à Metternich le même jour, préjuger des intentions des Alliés et me bornai à prononcer l'occupation de la Valteline, du Valais, peut-être de Bienne. Le landammann croit que l'occupation de la Valteline ne trouverait pas d'opposition à Paris, que celle du Valais [...] n'en rencontrerait qu'autant que la France conserverait l'espoir de se maintenir en Italie. Le landammann désire que la demande des Alliés soit bien précise à cet égard. [...] Son instance, adressée aux souverains, est qu'ils n'exigent pas l'occupation immédiate de pays dont la séparation de la Suisse avait été sanctionnée par des traités ».

Lebzeltern fait connaître à Metternich les paroles mêmes du landammann au sujet des pays que la Suisse devrait occuper et « que les Alliés désigneraient avec précision, déclare Reinhard, afin de ne point exposer la Suisse à l'affreuse complication d'un état de guerre avec la France, surtout pour des pays qui ne lui seraient pas assurés à la paix ».

Lebzeltern ne se fait aucune illusion sur les chances d'amener la Suisse à intervenir militairement en Valais. Il fait observer à Metternich que Reding « savait cependant que la plus parfaite inertie forme la base avouée de la politique de la Suisse et de celle du landammann. [...] M. de Reding connaissait le principe de ce gouvernement que la Suisse a plus d'intérêt à rester faible que de changer de système et s'exposer à des complications à l'avenir par l'appât de regagner des provinces perdues. Il est vrai que cet envoyé avait la persuasion, ainsi que ce gouvernement, qu'il est trop intéressant aux puissances et à l'Autriche particulièrement de rendre la Suisse forte [...] pour ne pas espérer qu'elles travailleraient d'elles-mêmes à l'arracher à la prépondérance française [...]

<sup>78</sup> *Ibidem*, pp. 80-81.

et à enlever à l'empereur Napoléon plusieurs passages en Italie. Le gouvernement s'est montré dès nos premières entrevues disposé à recueillir ces bienfaits, mais sans coopération de sa part et sans se compromettre avec Napoléon, regardé toujours comme un voisin qui pourra demeurer encore formidable pour la Suisse »<sup>74</sup>.

Quoi qu'on puisse dire de son inertie calculée, Reinhard agissait sagement en exigeant des Alliés une demande claire et précise et des engagements en bonne et due forme. De la part du chef d'un Etat faible, c'était prudence élémentaire. Lebzeltern, à tout prendre, ne parlait qu'au nom de l'Autriche. Il n'était pas le seul diplomate accrédité auprès de la Confédération. Le 11 novembre 1813, à Francfort-sur-le-Main, Nesselrode, diplomate en poste au ministère des Affaires étrangères de Russie, nommait « notre ami et féal, le sieur Jean, comte de Capo d'Istria », comme ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement fédéral, et il lui remettait ses instructions rédigées la veille<sup>75</sup>. Or, ces instructions, bien loin d'être plus explicites que celles de Metternich à Lebzeltern, sont plus vagues encore. Les souverains alliés, dit Nesselrode, « aiment à attendre de la nation helvétique » qu'elle se joigne d'elle-même à la coalition, et ils s'engagent, dans ce cas, à « faire restituer à la République tous les districts qui lui ont été arrachés ». Mais Nesselrode ne nomme aucun de ces « districts ». Capo d'Istria se joignit cependant à son collègue autrichien pour intervenir auprès de Reinhard. Et comme Lebzeltern était autorisé à préciser « le Valais et le Tessin »<sup>76</sup>, on peut admettre que le diplomate russe s'est abstenu de le contredire. Dans le récit qu'il fait à Metternich, le 16 décembre, de leur entretien avec le landammann, Lebzeltern avoue qu'il a osé dépasser ses instructions : « Ce matin, le comte Capo d'Istria et moi, nous nous rendîmes chez lui. [...] Je ne dissimule pas, et je m'accuse d'y avoir mis plus de chaleur que ne me prescrivaient mes instructions. » Et voici, souligné d'un gros trait noir par Lebzeltern dans son rapport, le seul résultat obtenu par les deux diplomates alliés :

<sup>74</sup> *Ibidem*, pp. 238-239.

<sup>75</sup> GAE 45, n° 1061.

<sup>76</sup> On sait que la neutralité suisse fut violée par Napoléon, par l'utilisation du pont de Bâle en 1809 et par l'occupation du Tessin dès 1810.

*« M. le landammann est prêt à souscrire toutes les conditions qui ne placeraient point la Suisse, par le fait, en état de guerre avec la France »<sup>77</sup>.*

C'est clair et net : la Confédération n'envahira pas le département du Simplon. Telle fut la seule réponse de Reinhard aux suggestions de Metternich qui attendait impatiemment une réponse « d'heure en heure »<sup>78</sup>. Pour Reinhard, l'affaire est réglée. Il s'abstient même d'informer le général de Watteville de son entretien avec les ministres<sup>79</sup>. Ainsi échoue totalement la négociation des Alliés visant à faire entrer la Suisse activement dans la coalition et lui demandant d'attaquer le département du Simplon.

Il est facile aujourd'hui de porter un jugement rétrospectif sur l'attitude prétendument trop prudente de Reinhard. Mais un tel jugement n'eût pas été approuvé par la plupart des Suisses qui vécurent ces événements. Le conseiller d'Etat Karl Fetzer, Argovien originaire du Fricktal, et qui avait précédemment servi dans les armées autrichiennes, écrivait à l'époque : « Ce fut un grand bonheur pour la Confédération que les demandes des grandes puissances ne nous aient pas été présentées par écrit et dans une forme diplomatique, ce qui nous aurait mis dans une situation difficile et dangereuse à l'égard de l'empereur des Français, atteint, mais non encore abattu »<sup>80</sup>. Faut-il reprocher à Reinhard d'avoir su ce que valent, en diplomatie, les mots ? Et, tout compte fait, n'avait-il pas entièrement raison quand il estimait que les puissances, et particulièrement l'Autriche, avaient trop d'intérêt à rendre la Suisse forte pour ne pas travailler d'elles-mêmes à l'arracher à l'influence française et à enlever à Napoléon « plusieurs passages en Italie », c'est-à-dire, en premier chef, le Valais ? Pourquoi Reinhard aurait-il demandé aux Suisses de combattre pour obtenir ce qu'ils obtiendraient sans combat ? Son heureux raisonnement relève de l'« égoïsme sacré ».

<sup>77</sup> Martin, p. 84.

<sup>78</sup> *Ibidem*, p. 86.

<sup>79</sup> *Ibidem*, p. 239.

<sup>80</sup> *Ibidem*, p. 52.

Mais sa réponse du 16 décembre 1813, si elle évite à la Suisse la dangereuse perspective d'occuper le département du Simplon, condamne pratiquement celui-ci à être occupé par les Autrichiens, ce qui se produira douze jours plus tard.

5. *L'entente des Valaisans avec les autorités françaises  
du 20 novembre au 21 décembre 1813*

Avant le 20 novembre 1813, la confiance de Rambuteau et de ses administrés dans le destin de l'armée française était au plus bas. Le 19, le député du Simplon au Corps législatif, Charles-Emmanuel de Rivaz, se rend à Sion. Il s'y entretient avec Maurice de Courten, de Sierre, qui lui glisse à l'oreille : « Avant le premier janvier, les Autrichiens seront ici. » Le même jour, de Rivaz va voir Rambuteau, qui se montre calme et rempli d'assurance, sans arriver cependant à persuader tout à fait son interlocuteur que les choses vont bien pour la France : « Le préfet faisait bonne contenance, raconte de Rivaz, mais il mettait déjà dès lors des espions en campagne ; on payait des voyages à Berne et ailleurs pour savoir où étaient les armées étrangères »<sup>81</sup>.

Le 20 novembre, Rambuteau fait part à Savary, ministre de la Police, des inquiétudes que lui inspirent les agents des Alliés en Suisse : « Les efforts des agents de l'Angleterre continuent à maintenir une grande effervescence en Suisse, surtout dans les petits cantons. Ils ont même étendu leurs relations dans une partie de l'Italie. Le nonce, ennemi déclaré de la France, est un de leurs principaux agents [...] »<sup>82</sup>.

C'est de Suisse cependant que Rambuteau va recevoir une bonne nouvelle, la dernière bonne nouvelle qu'il recevra. Les Alliés ne sont pas seuls à travailler l'opinion suisse. La diplomatie française s'y emploie tout aussi activement. Et Napoléon obtient, le 20 novembre, la déclaration de neutralité de la Diète helvétique. Dès le moment où cette neutralité est proclamée, la Diète décide

<sup>81</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 198.

<sup>82</sup> S 10, fasc. 5, n° 30 : de Sion, minute.

d'annoncer cette résolution aux cantons par une proclamation solennelle du landammann, qui contient le passage suivant : « Nous voulons assurer la liberté et l'indépendance de la Suisse, maintenir sa constitution actuelle et préserver notre territoire de toute atteinte »<sup>83</sup>.

D'autre part, des bruits circulent en Suisse sur une arrivée prochaine de Napoléon à Genève. De Zurich, le 28 novembre, Lebzeltern écrit à Metternich : « L'on avait répandu ici la nouvelle de la prochaine arrivée de l'empereur Napoléon à Genève, pour se rendre en Italie, et le passage de dix mille hommes par le Valais, transportés sur des chariots. Jusqu'ici rien ne confirme cet avis. M. le général de Watteville m'a encore assuré hier matin que des lettres très fraîches du Valais n'y annonçaient aucune disposition relative à un passage de troupes, qu'il n'y avait que deux cent trente hommes à Sion, et que les cinq mille hommes attendus à Genève n'y étaient pas arrivés. La plupart des nouvelles reçues y font monter à vingt-cinq mille hommes les renforts français qui ont filé vers l'Italie, principalement par Turin »<sup>84</sup>.

Les nouvelles vraies et les faux bruits qui arrivent en Valais, et surtout la déclaration de neutralité de la Suisse, semblent prouver que la partie n'est pas encore jouée. Aussi, entre le 20 novembre et l'invasion de la Suisse par les Autrichiens, la situation politique est-elle très peu tendue dans le département du Simplon. Le 25, Charles-Emmanuel de Rivaz part pour Paris remplir ses fonctions au Corps législatif, et, philosophe, il écrit à sa femme le surlendemain : « Je suis très impatient d'apprendre [...] si tu es un peu tranquille au moral. C'est ce qu'il faut faire, ma chère amie, sans se laisser contrarier par les événements sur lesquels nous ne pouvons rien »<sup>85</sup>.

Le 29 novembre, Rambuteau écrit aux ministres de l'Intérieur et de la Police : « La déclaration de la neutralité de la Suisse a produit dans ce département l'impression la plus favorable. Elle

<sup>83</sup> Martin, p. 74.

<sup>84</sup> GAE 46, fol. 130, verso, copie du doc. de Vienne, fasc. 247, D 4, fol. 78.

<sup>85</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 1 : de Poligny, original, a. n. s. ; Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 198.

a rendu sans aucun inconvénient l'exécution des ordres de Son Excellence le ministre du Commerce, comte de Sussy, qui prescrivait aux employés des douanes de cesser tout service militaire et de reprendre leurs anciens cantonnements »<sup>86</sup>.

L'organisation militaire des douaniers est, en effet, une mesure prise par Rambuteau lui-même. Le ministre de la Guerre l'a approuvée le 21 octobre<sup>87</sup>. Celui du Commerce y met fin maintenant. Et si Rambuteau, le 29 novembre, ne voit aucun inconvénient à cette suppression, c'est parce qu'à cette date, la situation stratégique du département s'est améliorée grâce à la déclaration de neutralité de la Suisse. Rambuteau réserve d'ailleurs l'avenir. Et il ajoute, dans son rapport aux ministres : « Je dois réclamer, si les circonstances l'exigeaient, l'autorisation de renouveler cette mesure, dont la surveillance sur la frontière pour la contrebande n'a point souffert »<sup>88</sup>.

Cette sorte de trêve que les circonstances accordent à Rambuteau apparaît dans les instructions de l'évêque de Sion au clergé de son diocèse, à propos des prières publiques en l'honneur de Napoléon. Il n'est pas besoin que le préfet tire l'oreille du prélat. Le 5 décembre, on doit célébrer l'anniversaire du couronnement de Napoléon : « Je vous invite de mon mieux, non seulement de suivre par vous-mêmes les vues du gouvernement manifestées dans la lettre de Son Excellence [le ministre des Cultes], mais encore de les communiquer au clergé de votre surveillance, afin que chacun puisse s'y conformer », écrit l'évêque, le 1<sup>er</sup> décembre, au curé-doyen de Monthey, Pierre Gard, et au curé de Troistorrents, Jean-Claude Hiroz<sup>89</sup>.

Pourtant, les revers militaires de la France durant la campagne d'automne en Allemagne sont bien connus en Valais comme partout. Mais, paradoxalement, ils vont resserrer les habitants du département du Simplon autour de leur préfet. Des événements

<sup>86</sup> S 10, fasc. 5, n° 31 : Rambuteau aux ministres de l'Intérieur et de la Police générale, de Sion, 29 novembre 1813, minute.

<sup>87</sup> S 10, fasc. 5, n° 25.

<sup>88</sup> S 10, fasc. 5, n° 31.

<sup>89</sup> AE, tir. 217, pièce 247. La lettre de Bigot de Préameneu, ministre des Cultes, est du 20 novembre 1813.

fortuits vont cristalliser la solidarité d'un peuple pauvre, pour qui l'ennemi principal n'est pas le pays voisin, mais la montagne. Rambuteau lui-même ne l'a peut-être pas compris tout à fait. S'il a réellement eu, comme il l'affirme<sup>90</sup>, l'intuition de la prochaine trahison de Murat lors du passage de celui-ci à Sion, il ne va pas tarder à en connaître l'une des causes essentielles.

Les débris de la Grande Armée ont repassé le Rhin à Mayence du 2 au 4 novembre. Le typhus l'achève. Cent vingt mille hommes restent inutilement bloqués dans les forteresses allemandes.

Un royaliste français qui aide autant qu'il le peut « nos bons amis les ennemis » informe les Autrichiens, le 30 novembre 1813, que « les troupes italiennes faisant partie de la Grande Armée, bien délabrées et bien diminuées, ont passé il y a quelques jours à Besançon, retournant dans leur pays », et il ajoute : « Je sais de très bonne part que quatre-vingt-dix-sept hommes formaient un restant de trois régiments »<sup>91</sup>. Ces malheureux, décimés par le typhus qu'ils traînent avec eux, se dirigent sur Genève où ils prennent la route du Simplon. Rambuteau en est informé : « C'étaient, raconte-t-il, environ dix-huit mille hommes qui avaient à faire sept étapes sur mon territoire. Dans quel état, grands dieux ! je revis ces beaux régiments qui, au départ, rivalisaient même avec la Garde impériale ! Pas un détachement qui ne fût composé de soldats de toute arme et de différents corps, plus de discipline, partout la démoralisation, jusque chez les officiers »<sup>92</sup>.

La défaite de Napoléon, les Valaisans l'ont maintenant sous les yeux, dans tout ce qu'elle a de plus lamentable. Or, bien loin de les porter à la révolte, ce spectacle affreux va soulever chez eux un mouvement de générosité humaine et contribuer indirectement à les maintenir dans l'ordre et dans l'obéissance au préfet. Trois problèmes essentiels étaient à résoudre : le ravitaillement des hommes, l'ouverture de la route du Simplon et les soins aux malades.

<sup>90</sup> Voir ci-dessus, p. 37.

<sup>91</sup> GAE 46, fol. 162-164, Mesmay à Lebzeltern, de Pontarlier.

<sup>92</sup> Rambuteau, p. 120.

Rambuteau est parvenu « à grand-peine » à assurer le service des subsistances pour le passage, de sorte que les caisses sont vides, et les magasins aussi<sup>93</sup>. Alors surgit un événement imprévu qui va lui causer beaucoup de soucis, mais aussi le servir.

[Le col du Simplon était considéré en 1813 comme « ouvert toute l'année », de même que celui du Grand Saint-Bernard<sup>94</sup>. La route était pourvue, à partir de Brigue, d'une chaîne de neuf « maisons de refuge. [...] Chacune de ces maisons est habitée par un cantonnier, chargé de donner des secours de toute espèce aux voyageurs »<sup>95</sup>. Enfin, en août 1813, Rambuteau pose la première pierre de l'hospice du Simplon, dont la construction atteint le premier étage à la fin de l'année<sup>96</sup>. En attendant que le grand bâtiment soit achevé, les religieux exercent l'hospitalité dans un édifice important construit par Gaspard Stockalper vers 1650<sup>97</sup>.

[Or, du 4 au 13 décembre 1813, la neige ne cesse de tomber à gros flocons sur le Simplon<sup>98</sup>. Les Italiens arrivés à Brigue prennent cependant la route du col le 7 décembre. Ils sont quelque trois mille quatre cents entre Brigue et le col, quand la tempête se déchaîne. Aussitôt c'est une cohue, un sauve-qui-peut général. On se réfugie partout où l'on trouve un abri, dans les cabanes, les étables de montagne, sous les arbres, dans les anfractuosités des rochers. Les maisons de refuge, qui, en cas de besoin, peuvent contenir de douze à quinze personnes, sont entourées de centaines de malheureux à demi gelés.] Le chef de la colonne, un jeune colonel des gardes napolitaines, est arrivé à Schallbett<sup>99</sup>. Malgré la bourrasque, il décide de poursuivre sa route jusqu'à l'hospice. Il est accompagné de cinq officiers et de quatorze soldats<sup>100</sup>. A trois cents mètres à peine de Schallbett, une avalanche s'abat sur eux. Tous

<sup>93</sup> *Ibidem*, p. 121.

<sup>94</sup> *Annuaire*, p. 30.

<sup>95</sup> *Ibidem*, p. 38.

<sup>96</sup> Quaglia, p. 559.

<sup>97</sup> *Ibidem*, p. 557, note.

<sup>98</sup> S 10, fasc. 15, n° 11 : Rambuteau au ministre de l'Intérieur, de Sion, 13 décembre 1813, original, a. s.

<sup>99</sup> Altitude 1933 m, refuge n° V.

<sup>100</sup> S 10, fasc. 15, n° 11 : Rambuteau au ministre de l'Intérieur, en P.-S.



sont tués, et ils ne sont pas les seuls rescapés des neiges de Russie qui trouvent ainsi la mort dans les neiges du Valais, aux portes même de leur pays. La route du col est coupée et quinze mille hommes se trouvent immobilisés en aval de Brigue<sup>101</sup>. Mais ce n'est pas encore la fin de la tragédie.

Dans la nuit du 7 au 8, à dix heures du soir, une autre avalanche meurtrière s'abat sur le village de Simplon. Elle détruit totalement trois granges avec leurs écuries, et endommage gravement six maisons, dont celle de la poste, construite en 1810, et la gendarmerie. Toutes les autres maisons sont remplies de neige. Deux gendarmes français, leur brigadier et la femme de celui-ci sont tués. Trois postillons, dont l'un est Savoyard et les deux autres Suisses, trouvent aussi la mort, avec onze de leurs chevaux<sup>102</sup>. Cependant, il n'y a pas une seule mort à déplorer parmi la population valaisanne. Le 13 décembre, en post-scriptum à sa lettre au ministre de l'Intérieur, Rambuteau fait le bilan de cette journée. Le nombre des morts « est jusqu'à présent porté à vingt-neuf »<sup>103</sup>. C'est le nombre officiel des victimes à cette date. Cependant madame Charles-Emmanuel de Rivaz, qui le communique à son mari dans une lettre du 20 décembre, remarque : « mais il en a péri certainement bien davantage qui sont encore sous la neige »<sup>104</sup>. Et Rambuteau lui-même déclare, dans ses *Mémoires*, qu'« un grand nombre de soldats disparurent dans le tourbillon »<sup>105</sup>. Ils ont hélas ! raison. Six victimes de la bourrasque, découvertes en d'autres endroits ou décédées à l'hôpital, sont inhumées à Glis entre le 16 et le 22 décembre<sup>106</sup>. Le 25 décembre, on découvre encore dans la neige le corps d'un officier du 6<sup>e</sup> régiment de ligne italien, nommé Cinotti, tué par l'avalanche du 7 décembre, « ceint d'une ceinture en cuir contenant vingt et un louis d'or », ayant en outre

<sup>101</sup> Arnold, *Simplon*, pp. 143-145.

<sup>102</sup> S 10, fasc. 15, n° 11 : Rambuteau au ministre de l'Intérieur ; Zenklusen, p. 13 ; Brindlen, p. 423. Victimes : Deschamps, Coras, Vaschein, Blanc, Genon, Samuel.

<sup>103</sup> S 10, fasc. 15, n° 11 : Rambuteau au ministre de l'Intérieur.

<sup>104</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 32 : de Saint-Maurice.

<sup>105</sup> Rambuteau, p. 121.

<sup>106</sup> Brindlen, p. 423.

« dans la poche de sa veste deux écus neufs et cinquante centimes, et, en effets de prix sur lui, un sabre garni en argent et des épau-  
 lettes de la même matière... » Le tout a été remis au chanoine  
 Gabriel Dallèves, prieur de l'hospice du Simplon<sup>107</sup>, et est réclamé  
 en mars 1815 au gouvernement valaisan par le général de Belle-  
 garde, gouverneur de Milan, « pour être employé à assurer aux  
 créanciers de cet officier, mort avec beaucoup de dettes, l'intérêt  
 des sommes qui lui ont été prêtées »<sup>108</sup>. Sans cette réclamation,  
 le cas de Cinotti ne serait très probablement pas venu à notre  
 connaissance. Les pauvres soldats disparus ne provoquaient pas  
 de telles démarches.

La catastrophe du 7 décembre 1813 frappa à tel point les ima-  
 ginations que son souvenir est encore vivace aujourd'hui au village  
 de Simplon où, le 6 décembre, la Saint-Nicolas est une fête reli-  
 gieuse de stricte observance, très rigoureusement respectée par les  
 habitants, qui commémorent en ce jour la tragédie alpestre, et  
 prient le Ciel de leur accorder la protection dont ont joui leurs  
 pères<sup>109</sup>.

C'est sans doute le 8 décembre qu'un douanier français sta-  
 tionné au village « a eu le courage et le bonheur de pouvoir arri-  
 ver du Simplon à Brigue », malgré la route coupée par les avalan-  
 ches, pour y apporter la triste nouvelle<sup>110</sup>. Mais on devait savoir  
 déjà que les dix-huit mille Italiens étaient arrêtés dans leur mar-  
 che, car, pressés par la faim et le froid, les soldats commençaient  
 à voler, parfois même à maltraiter les habitants. Les chefs de corps  
 font leur possible pour réprimer le pillage, ils punissent même les  
 coupables<sup>111</sup>. Ce sont les cantonniers des maisons de refuge, où  
 s'entassaient les soldats souvent malades, qui ont le plus à souffrir,  
 car pendant deux jours les communications sont interceptées<sup>112</sup>.

<sup>107</sup> T 2, annexe, p. 1.

<sup>108</sup> T 2, annexe, p. 77, séance du 11 mars 1815.

<sup>109</sup> Zenklusen, p. 15.

<sup>110</sup> S 10, fasc. 15, n° 11 : Rambuteau au ministre de l'Intérieur, de Sion, 13  
 décembre 1813.

<sup>111</sup> *Ibidem*.

<sup>112</sup> S 10, fasc. 15, n° 12 ; Rambuteau au directeur général des Ponts et  
 Chaussées [Molé], de Sion, 13 décembre 1813, minute.

Aussitôt connue, la catastrophe du Simplon provoque en Valais un vaste élan de solidarité humaine. En face de la montagne hostile, chacun oublie « la politique », et se met au service de Rambuteau. Et c'est aussi l'intérêt de tous que les 18 000 hommes passent en Italie le plus rapidement possible.

Il fallait rouvrir la route, il fallait nourrir l'armée italienne, il fallait soigner ses malades. Aussitôt instruit, Rambuteau a voulu se rendre au Simplon ; mais il n'a pu y parvenir, la route étant coupée<sup>113</sup>. Pendant huit jours, il se dépensera sans compter. Il ne dort qu'en voiture ou sur un canapé, ne cessant de parcourir la route de Brigue à Saint-Maurice, prêt à répondre à chaque instant, et à se porter sur tous les points<sup>114</sup>. Il écrit aux maires pour organiser le ravitaillement<sup>115</sup>.

Pour déblayer la route, il a mis à la disposition des ingénieurs des Ponts et Chaussées, trois cents paysans réquisitionnés dans les environs<sup>116</sup>. « Personne ne s'est refusé aux travaux de la montagne, qui n'étaient point sans danger »<sup>117</sup>. Les montagnards réquisitionnés, s'aidant de soixante à quatre-vingts mulets<sup>118</sup>, parviennent en deux jours à déblayer la neige.

Comme les magasins sont vides, Rambuteau fait appel à la population pour les subsistances de l'armée. Partout il réclame grains, vin, viande et fourrage. Du 12 au 16 décembre, Loèche fournit au 4<sup>e</sup> régiment des chasseurs italiens à cheval, du seigle, du pain, du son, du foin, de l'avoine et de la paille<sup>119</sup>. La cavalerie italienne compte au total plus de neuf cents chevaux<sup>120</sup>. « Comme

<sup>113</sup> S 10, fasc. 15, n° 11 : Rambuteau au ministre de l'Intérieur, de Sion, 13 décembre 1813.

<sup>114</sup> Rambuteau, pp. 122-123.

<sup>115</sup> BG, A 232 : Rambuteau au maire de Loèche [Werra], de Sion, 13 décembre 1813, original, a. s.

<sup>116</sup> S 10, fasc. 15, n° 12 : Rambuteau au directeur général des Ponts et Chaussées.

<sup>117</sup> S. 10, fasc. 5, n° 32 : Rambuteau au ministre de la Guerre, de Sion, 18 décembre 1813, minute.

<sup>118</sup> Rambuteau, p. 122.

<sup>119</sup> BG, F 18 : *Note sur la fourniture faite...*, original.

<sup>120</sup> S 10, fasc. 5, n° 32 : Rambuteau au ministre de la Guerre, de Sion, 18 décembre 1813.

dans ce pays chacun fait ses provisions pour six ou huit mois, voire un an », note Rambuteau, non seulement les habitants de la vallée du Rhône, mais encore ceux des vallées latérales apportent le nécessaire pour les hommes et les bêtes<sup>121</sup>.

Restent les malades. « Douze cents hommes, en effet, furent atteints de typhus ». Et rien n'était prêt pour les recevoir. Rambuteau en fait soigner un certain nombre à l'Abbaye de Saint-Maurice, d'autres à Sion, mais il évacue la grande majorité à Brigue, où il concentre tous les secours. Le collège, déjà transformé en caserne, y devint un hôpital. « On coucha d'abord les malades sur de la paille, puis sur des lits de plume et des matelas que mes bons Valaisans me prêtèrent de toutes parts, dit Rambuteau. Mes douaniers firent le service d'infirmiers avec un dévouement qui coûta la vie à plusieurs d'entre eux, ainsi qu'à quatre médecins militaires »<sup>122</sup>. Bref, Valaisans et Français rivalisent d'abnégation pour sauver les Italiens.

Dès que la route fut déblayée, après deux jours de travail, l'infanterie a pu reprendre sa marche. La cavalerie n'a suivi qu'à partir du 13 décembre<sup>123</sup>. Enfin, le 18 décembre, Rambuteau peut écrire au ministre de la Guerre : « Toutes les troupes italiennes qui avaient été retardées dans leur marche par les avalanches du Simplon ont continué leur route et n'ont éprouvé aucun accident dans la traversée de la montagne ; elle était très dangereuse pour les chevaux étrangers au pays, ayant à franchir un trajet de douze lieues sur une route couverte de plus de douze pieds d'une neige fine et glacée ne pouvant faire corps. [...] »

« Je ne saurais rendre un témoignage trop favorable du zèle que MM. les maires et mes administrés ont apporté à seconder mes intentions »<sup>124</sup>. Huit jours après avoir écrit cette formule tout administrative, mais dont il connaît la valeur réelle, Rambuteau devra abandonner le département du Simplon.

<sup>121</sup> Rambuteau, p. 122.

<sup>122</sup> *Ibidem*, pp. 122-123.

<sup>123</sup> S 10, fasc. 15, n° 12 : Rambuteau au directeur général des Ponts et Chaussées.

<sup>124</sup> S 10, fasc. 5, n° 32 : de Sion, minute.

Le colonel autrichien Simbschen qui arrivera à Sion le 29 décembre trouvera encore dans l'hôpital de cette ville soixante-dix militaires italiens malades de la peste<sup>125</sup>. A la fin de décembre, des traînards de l'armée italienne arrivent encore au Simplon dans un tel état de dénuement qu'on dépouille de ses vêtements l'officier Cinotti, disparu dans la tourmente du 7 décembre et retrouvé le 25, pour les leur donner<sup>126</sup>. On continua longtemps à soigner dans les hôpitaux des victimes pitoyables. A la date du 8 février 1814, « quatre militaires italiens, dont un atteint de mutisme, malades dans l'hôpital de Sion, sont susceptibles d'être évacués »<sup>127</sup>.

Ainsi donc, jusqu'au départ de Rambuteau, les Valaisans ont été occupés à secourir dix-huit mille soldats en guenilles et ravagés par la maladie. Depuis 1798, ils avaient vu passer bien des armées sur leur territoire, mais c'étaient des armées combattantes ou qui se rendaient au combat. Maintenant, ils savent ce que c'est que des vaincus, et que l'Empire s'écroule. Pourtant, pas un instant, ils ne vont essayer de profiter des circonstances pour se soulever. Paradoxalement, ils seront plus calmes après Leipzig qu'avant. Rien ne fait mieux ressortir le résultat de l'action du préfet d'une part, de la déclaration de neutralité suisse et des événements d'autre part, que la comparaison des deux textes suivants, dus à Rambuteau, sur l'esprit public des Valaisans. Le 28 août, il écrivait à Savary, ministre de la Police : « Le Bas-Valais sera toujours prêt à seconder les mesures du gouvernement et on peut compter sur sa soumission et sa fidélité. » Mais il ajoutait plus loin : « Tous les habitants du Haut-Valais sont armés, et possèdent des carabines excellentes, et dans un mouvement populaire, ils pourraient facilement se réunir au nombre de cinq à six mille. [...] Si deux cents hommes, Suisses, Allemands ou Tyroliens, paraissaient dans la partie supérieure et annonçaient d'être suivis par des forces consi-

<sup>125</sup> Voir ci-dessous, p. 90.

<sup>126</sup> T 2, annexe, p. 1 : « ... les habillements, de très peu de valeur, ayant été donnés à des militaires italiens qui en avaient un vrai besoin. »

<sup>127</sup> T 1, p. 54.

dérables, les malheurs de 98 pourraient de nouveau affliger ce pays »<sup>128</sup>. Telle était la situation avant Leipzig.

Or, après le passage de l'armée italienne, les Haut-Valaisans, qui ont apporté leur literie au collège de Brigue, paraissent à Rambuteau plus dignes que jamais de recevoir le titre qu'il se plaît à leur donner : « mes bons Valaisans ». Sa sympathie pour eux est cependant sans illusion ; la clairvoyance qu'il va montrer dans ses actes au moment de l'invasion autrichienne, il sera en droit plus tard de la résumer en ces lignes :

« Quant au Valais, j'étais à peu près satisfait de l'état des esprits. Sans doute, je ne me dissimulais ni les desseins, ni les espérances, mais la population avait confiance en moi et me témoignait même de la reconnaissance. Elle avait suivi mon conseil d'attendre et non de prévenir les événements ; et, aux dernières heures de mon administration, elle me donna une preuve précieuse de sa sympathie.

» En effet, l'invasion de la Suisse était imminente, je devais penser à la retraite. Il me vint des députés des vallées de Conches et de Viège, les deux régions les plus exaltées du Haut-Valais, pour m'inviter à me retirer parmi eux :

» — Vous avez été un père pour nous, me dirent-ils ; nous ne souffrirons pas qu'on touche un cheveu à votre tête »<sup>129</sup>.

L'entente entre Rambuteau et les Haut-Valaisans n'a pas été une entente politique. Celle-ci était impossible. Ce fut une entente personnelle, fondée sur une estime réciproque. Elle a suffi à maintenir le Valais dans la paix. Elle sera grosse de conséquences politiques. Les Français, arrivés dans le Haut-Valais en 1798, avec la torche de l'incendie à la main, ce sont les Haut-Valaisans eux-mêmes qui aspirent maintenant à les protéger : ce n'est pas le résultat de seize ans de domination, mais celui de huit mois d'administration paternelle et clairvoyante.

<sup>128</sup> S 10, fasc. 5, pièce 15 : de Sion, minute.

<sup>129</sup> Rambuteau, p. 124.

Mais Rambuteau et les Valaisans avec lui n'en sont pas moins informés des événements. Pendant la période de paix intérieure qui caractérise le Valais de la mi-novembre à la mi-décembre, la situation de la France ne cesse de se détériorer. Or le préfet Rambuteau n'a rien d'un va-t-en-guerre. En homme de bon sens, il se rend compte que la France n'est plus en mesure de maintenir dans la sujétion de vastes régions de l'Europe. Ses idées, d'ailleurs, sont celles de son beau-père, le comte de Narbonne, avec lequel Rambuteau est lié par les liens de la plus chaude affection<sup>130</sup>, et à qui il doit sa carrière administrative et la faveur de l'empereur<sup>131</sup>. Et Narbonne est une des têtes les plus marquantes de ce que l'on appelle le « parti » de la paix. Cela va lui coûter la vie.

Le 30 juin 1813, Napoléon a accepté la « médiation armée » de l'Autriche. A la mi-juillet, s'ouvrent à Prague de vaines négociations de paix. Les plénipotentiaires français qui y sont envoyés sont Caulaincourt et Narbonne, alors ambassadeur à Vienne. Ce fut, selon Nesselrode, un « congrès dérisoire ». Le 11 août, l'Autriche sort de sa neutralité et déclare la guerre à Napoléon. Celui-ci se trouvant à Dresde, Narbonne l'y rejoint et met tout en œuvre pour le décider à accepter les conditions des Alliés. Il ose lui dire : « Vous n'avez pas d'autre moyen en ce moment de faire le bonheur, même le salut de la France. Il faut la paix »<sup>132</sup>.

Ce fut la disgrâce de Narbonne. A cinquante-huit ans, l'ambassadeur redevient général. Napoléon l'envoie commander la place de Torgau. Narbonne s'y rend avec le sentiment qu'il n'en reviendra pas vivant. A Torgau, vingt-deux mille Français, sans compter de nombreux blessés et malades, se trouvent sous les ordres du nouveau commandant. Narbonne réorganise ces troupes. Mais le typhus se déclare dans la place et prend rapidement des propor-

<sup>130</sup> Dard, pp. 158 et 292.

<sup>131</sup> Dard, p. 160 ; Rz, cart. 45, fasc. 21, n° 16, Ch.-E. de Rivaz à sa femme, de Paris, 25 mars 1813 : « M. de Rambuteau m'a dit que c'était au comte de Narbonne, son beau-père, qu'il devait le choix de l'empereur », qui le nomme préfet du Simplon.

<sup>132</sup> Rambuteau, pp. 117-119.

tions effrayantes. Dix-sept mille hommes périrent. Narbonne, légèrement atteint, fait une chute de cheval. Son état empire et il meurt le 17 novembre 1813<sup>133</sup>.

Le 6 novembre, Rambuteau adressait encore à Montalivet, ministre de l'Intérieur, une lettre qui témoignait sans doute d'une réelle crainte de voir les Alliés attaquer le département du Simplon, mais aussi d'une ferme volonté de le défendre. Il comptait sur le patriotisme des habitants de l'arrondissement de Saint-Maurice, c'est-à-dire de la quasi-totalité du Bas-Valais<sup>134</sup>. « La population de cet arrondissement, écrivait-il, française par le cœur comme par le langage, se prêtera à tous les sacrifices pour la défense de son territoire ». Et il demandait en conséquence au ministre l'autorisation de transférer à Saint-Maurice les services et les archives de la préfecture. Si l'on essaie de percer les intentions de Rambuteau, il semble bien qu'il soit prêt à abandonner le Haut-Valais, parce que celui-ci lui paraît peu sûr. A Saint-Maurice, au contraire, estime Rambuteau, il aurait « la possibilité, en cas de besoin, d'organiser promptement mille à mille deux cents hommes de garde nationale pour la défense du pays »<sup>135</sup>. C'est avouer implicitement que, de toute évidence, une telle possibilité ne se présente pas dans l'ancien Valais des Sept-Dizains.

Rambuteau ne reçut de Paris aucune réponse à ces propositions : un militaire peut bien opérer une retraite ; on n'attend pas tant de stratégie d'un administrateur. Il fut, a-t-il dit lui-même, « abandonné comme une sentinelle perdue » et il l'admettait<sup>136</sup>. Ne pouvant, faute d'y être autorisé, exécuter son plan, il ne l'abandonne cependant pas tout à fait et il le réalisera partiellement, en le modifiant, quand il aura pris la décision d'abandonner le département du Simplon.

Présentement, Rambuteau suit avec la plus grande attention le mouvement des armées et recueille avec soin les informations

<sup>133</sup> Dard, pp. 285-289.

<sup>134</sup> Seules les trois communes bas-valaisannes d'Hérémence, de Nendaz et de Conthey en avaient été détachées. Dans les luttes politiques des années 1814-1815, elles se sont toujours solidarisées avec le Bas-Valais.

<sup>135</sup> S 10, fasc. 5, n° 26 : Rambuteau au ministre de l'Intérieur, minute.

<sup>136</sup> Rambuteau, p. 131.



✓  
émanant des milieux diplomatiques des pays voisins. Dans un rapport daté du 29 novembre et adressé aux ministres de la Police et de l'Intérieur, il informe ceux-ci de l'arrivée en Suisse « d'un courrier de l'empereur d'Autriche qui demande impérieusement le passage de soixante mille hommes » à travers le territoire de la Confédération. Cette nouvelle n'est guère compensée par la suivante, contenue dans le même rapport : « Des lettres particulières annoncent que S. M. le roi de Naples est arrivé à Rome avec trente mille hommes marchant au secours du vice-roi ». Aussi Rambuteau ose-t-il conclure : « Mais une nouvelle qui comblerait tous les vœux, et qui circule en Suisse, affirmerait l'ouverture d'un congrès pour la paix ouvert à Mannheim »<sup>137</sup>. Nous ignorons si Rambuteau était déjà informé le 29 novembre de la mort de son beau-père<sup>138</sup>, mais il est clair qu'à cette date il est un chaud partisan de la politique raisonnable du comte de Narbonne et de Caulaincourt<sup>139</sup> et que, comme eux, il appelle la paix de tous ses vœux. Cet état d'esprit va commander son comportement en Valais.

La terrible nouvelle de la mort de Narbonne vient bientôt frapper les Rambuteau à Sion. Peut-être est-ce pour cette raison qu'avant même que les Autrichiens aient franchi la frontière suisse, M<sup>me</sup> de Rambuteau rentre à Paris<sup>140</sup>. En tout cas, le 19 décembre 1813, Rambuteau n'a encore pris aucune mesure de caractère public qui puisse être interprétée comme l'annonce de l'évacuation du département.

L'évacuation, Rambuteau ne l'envisage encore que comme une éventualité, ou plutôt comme une probabilité, puisqu'en cas d'invasion étrangère, le département du Simplon ne dispose, pour se défendre, que de forces dérisoires : l'effectif d'une compagnie, renforcée de gendarmes et de douaniers. Cependant les événements vont leur cours. De Francfort-sur-le-Main, les quartiers généraux de l'armée russe et de l'armée autrichienne et ceux de l'empereur

<sup>137</sup> S 10, fasc. 5, n° 31 : de Sion, minute.

<sup>138</sup> Il le sera avant le 8 décembre. Voir ci-dessous, p. 373.

<sup>139</sup> Le « congrès pour la paix ouvert à Mannheim » fait allusion aux inutilités des négociations de Caulaincourt avec les Alliés.

<sup>140</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 32, M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz à son mari, de Saint-Maurice, 20 décembre 1813 : « Madame de Rambuteau est à Paris. »

de Russie, de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse, ont été transportés à Fribourg-en-Brisgau. Le prince de Schwarzenberg a devancé les trois souverains de quelques jours. Il y est arrivé le 2 décembre et a établi son quartier général à Lörrach, à la frontière bâloise<sup>141</sup>.

En Valais, on vit à la fois dans l'ignorance et dans la crainte. Le 19 décembre, le Bas-Valaisan Louis Pittier, conseiller de préfecture, se rend à Saint-Maurice pour puiser des renseignements à la source vaudoise, toute proche, et il y restera jusqu'à ce que la grande nouvelle de l'invasion lui soit officiellement annoncée<sup>142</sup>. Le 20 décembre, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz écrit à son mari : « Nous ne savons point de nouvelles des armées, les journaux sont très silencieux à cet égard. Tout le monde désire la paix. On nous dit qu'on en parle à Paris. Dis-nous s'il y a quelques espérances de l'avoir bientôt. [...] Adieu, mon ami, je ne vis que d'inquiétude, je suis dans un découragement complet »<sup>143</sup>.

C'est le 21 décembre 1813, à deux heures du matin, que l'armée autrichienne s'ébranle en trois colonnes qui pénètrent sur le sol suisse par Bâle, Rheinfelden et Schaffhouse<sup>144</sup>. Tandis que Schwarzenberg pousse ses troupes vers Besançon, Bubna progresse de Bâle vers Berne.

Le 22 décembre, paraît à Sion, comme chaque mercredi, le *Mémorial administratif du département du Simplon*, journal officiel bilingue. Il contient, à l'intention des paysans valaisans, un article « sur l'épizootie des bêtes à laine », suivi de la mention : « La suite à un prochain numéro ». Tout semble aller son train ordinaire. Mais voici qu'éclate le jour même, comme un coup de foudre, la nouvelle tant attendue des uns, tant redoutée des autres : les Alliés sont en Suisse. Elle a été apportée à Sion, à sept heures du matin, par un courrier extraordinaire de M. Tassoni, chargé d'affaires du royaume d'Italie à Berne<sup>145</sup>. Le conseiller de préfec-

<sup>141</sup> Martin, p. 90.

<sup>142</sup> Pittier, p. 23.

<sup>143</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 32 : de Saint-Maurice.

<sup>144</sup> Martin, p. 114.

<sup>145</sup> Roux, t. I, p. 48.

ture Pittier, qui l'apprend à Saint-Maurice à dix heures du matin, rentre l'après-midi à Sion et constate que « la nouvelle de l'entrée des troupes en Suisse était répandue sur toute la route, et la ville en était pleine »<sup>146</sup>. L'adjudant-commandant baron d'Hénin de Cuvillers, commandant la troupe française stationnée en Valais<sup>147</sup>, déplore que, « depuis le 22 décembre », les montagnes du Valais sont « remplies de signaux » au moyen desquels les paysans se communiquent les nouvelles. Ce sont, tout comme au Moyen Age, des feux allumés pendant la nuit et des fumées pendant le jour<sup>148</sup>. Il n'est donc pas un seul hameau, aussi reculé qu'il puisse être, qui demeure dans l'ignorance de l'événement. Sans doute ces feux dans les montagnes exercèrent-ils aussi une influence sur le moral des Français établis à Sion, et certains civils que leurs fonctions n'y retenaient pas, probablement beaucoup de femmes et d'enfants, commencèrent à quitter le Valais<sup>149</sup>.

Le jour même, Rambuteau prend la grave décision d'abandonner le département du Simplon. Il en fait part dans une lettre qu'il adresse le 23 aux ministres de la Guerre, de l'Intérieur et de la Police, mais dont la minute est datée de Sion, le 22 décembre 1813 et dont voici le texte, d'une importance capitale :

« Je crois devoir faire part à Votre Excellence de la nouvelle qui se répand aujourd'hui dans ce département de l'entrée des troupes autrichiennes en Suisse. On dit que dimanche dernier, 19 décembre, à quatre heures du soir, trente mille hommes sont entrés à Bâle et marchent sur le Simplon et Genève à marche forcée. Cette nouvelle a été répandue par un courrier du ministre d'Italie en Suisse, chargé de dépêches pour le vice-roi et ayant ordre de faire la plus grande diligence.

» J'ajouterai à Votre Excellence que, depuis le rapport que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 20 décembre, j'ai été informé que le canton de Berne et les petits cantons ont dépêché à Francfort en secret une députation pour engager les Alliés à refuser de recon-

<sup>146</sup> Pittier, p. 23.

<sup>147</sup> Le grade d'adjudant-commandant équivaut au grade actuel de colonel. Il ne faut pas confondre Hénin de Cuvillers avec le général François Hénin.

<sup>148</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, t. I, p. 54.

<sup>149</sup> *Ibidem*, p. 48.

naître la neutralité, promettant qu'une partie de la Suisse se réunirait à eux et fournirait trente mille hommes à la coalition.

» J'apprends également que plusieurs compagnies qui se trouvaient sur les frontières ont eu ordre de retourner dans leurs foyers, et on remarque avec peine que cette mesure a porté principalement sur ceux dont l'attachement pour la France est le plus connu ; ces mesures sont la suite des intrigues et de l'or répandu par les agents de l'Angleterre, que j'ai plusieurs fois signalés à Votre Excellence.

» Je prends toutes les mesures convenables pour que la nouvelle de l'approche des Autrichiens n'ait aucune influence sur la tranquillité de ce département, et j'espère maintenir fidèles à leurs devoirs, jusqu'au dernier moment, les habitants du Simplon, que Sa Majesté a daigné me confier.

» Je reçois à l'instant une dépêche de M. le comte de Talleyrand qui m'annonce que cent soixante mille hommes doivent entrer en Suisse, et une partie la traverser.

» Jusqu'au dernier moment, Monseigneur, je serai fidèle à mon devoir et je resterai à mon poste ; mais, dépourvu de tout moyen militaire, une partie des passages interceptés, je mettrai au moins tous mes soins à sauver les archives, les caisses, les administrations, et je ne m'éloignerai qu'au moment de l'arrivée des ennemis »<sup>150</sup>.

Cette lettre de Rambuteau contient des inexactitudes. Rambuteau lui-même considérait comme exagéré le nombre de cent soixante mille hommes que lui avait indiqué le ministre de France en Suisse, Auguste de Talleyrand<sup>151</sup>. Mais il se fait l'écho des nouvelles qui agitent son département, que répercutent les lettres des particuliers et que les courriers répandent comme une traînée de poudre<sup>152</sup>. Telles qu'elles sont, ces nouvelles suffisent amplement à justifier la décision d'évacuation prise par Rambuteau.

<sup>150</sup> S 10, fasc. 5, n° 34, minute.

<sup>151</sup> Pittier, p. 23.

<sup>152</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 31, M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz écrit à son mari, de Saint-Maurice, le 22 décembre 1813 : « Ce matin, un courrier venant de Berne, adressé au vice-roi, a annoncé qu'il y avait trente mille Autrichiens à Bâle. Ce soir, le courrier de Lausanne assure qu'ils sont à Aarau, et vont à Genève. Tu peux juger de nos alarmes et de nos inquiétudes. »

Il la communique le lendemain, 23 décembre, au commandant militaire du département, Hénin de Cuvillers<sup>153</sup>. Celui-ci dispose en tout et pour tout de cent onze fantassins, y compris deux officiers<sup>154</sup>, de trois ou quatre sous-officiers de recrutement<sup>155</sup> et d'un capitaine d'artillerie qui règne sur une batterie de dix pièces sans canonniers<sup>156</sup>. L'infanterie se trouvait divisée en deux détachements : soixante hommes et un officier au château de Saint-Maurice, quarante-neuf hommes valides et un officier à Sion<sup>157</sup>.

Rambuteau, Hénin et Debrosse, commandant de la gendarmerie, ont une conférence où ils établissent de concert le plan de l'évacuation, qui doit avoir lieu le dimanche 26 décembre<sup>158</sup>.

L'Empire n'est point encore à genoux et Rambuteau ignore si la fortune des armes ne va pas ramener les Français en Valais. Aussi n'abandonne-t-il pas à lui-même le département qu'il quitte. Il y organise les autorités qui vont l'administrer durant son absence « provisoire ». Tout d'abord, il nomme un des trois conseillers de préfecture, le Haut-Valaisan Casimir Lang, en qualité de « sous-préfet provisoire de l'arrondissement de Sion », avec mission de le « remplacer dans le cas d'une absence du département »<sup>159</sup>. Les deux autres conseillers de préfecture, Isaac de Rivaz et Louis Pittier, prêteront aide à Lang, leur doyen d'âge, ainsi revêtu des pouvoirs du préfet<sup>160</sup>.

De plus, Rambuteau rédige une circulaire qu'il adresse aux maires et qu'il a résumée ainsi : « Je les engageai à maintenir

<sup>153</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, t. I, p. 39.

<sup>154</sup> *Ibidem*, p. 56.

<sup>155</sup> *Ibidem*, p. 44, et *Annuaire*, pp. 60-61. Le dépôt de recrutement était composé d'officiers et de sous-officiers du 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère. Un bureau se trouvait au chef-lieu de chaque arrondissement : à Sion, ce bureau est dirigé par le capitaine Meinrad de Werra assisté du sous-lieutenant Gianelli ; à Saint-Maurice, par le lieutenant Pierre-Marie Dufour (jusqu'en 1812) ; à Brigue, par le sous-lieutenant Tabin.

<sup>156</sup> *Ibidem*, pp. 41 et 46.

<sup>157</sup> *Ibidem*, pp. 44 et 56.

<sup>158</sup> *Ibidem*, p. 45.

<sup>159</sup> Rambuteau, publ. dans Roux, t. I, p. 33.

<sup>160</sup> Pittier, p. 24. La qualité de doyen d'âge de Lang ressort du fait que les trois conseillers de préfecture ont été nommés en même temps (A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 279, 331-332).

l'ordre et la tranquillité, à représenter au peuple ses véritables intérêts et à attendre avec calme et soumission les événements qui pouvaient momentanément les livrer à des étrangers et surtout à ne jamais s'écarter des sentiments de sujets dévoués et fidèles, qui leur avaient mérité mon estime et mon attachement »<sup>161</sup>.

Enfin, le 24 décembre, alors que le gros de l'armée de Bubna était déjà à Berne, le préfet réunit le conseil municipal de Sion et les membres du conseil général du département du Simplon, pour leur tenir un langage identique. « J'insistai surtout, dit-il, sur les malheurs où tomberaient ceux qui croiraient pouvoir manquer au serment qui les lie à Sa Majesté, et je finis en leur recommandant l'union, et de prévenir toute discussion qui aurait pour but un attachement connu pour la France »<sup>162</sup>. Sur ce point, Rambuteau a été écouté. Les trois conseillers de préfecture firent tout ce qui était en leur pouvoir pour maintenir le pays dans la soumission à la France et ils ont continué, comme on le verra, à jouir de la confiance de leurs concitoyens après l'arrivée des Autrichiens.

La décision d'évacuer le département, que Rambuteau avait prise, fut bientôt connue de tout le Valais. Dès le 23 décembre, elle commença à être mise à exécution. Les 23, 24 et 25 décembre, les douaniers qui se repliaient sur Martigny, venant du Haut-Valais, traversaient Sion sans s'y arrêter<sup>163</sup>. Les feux dans les montagnes se multiplièrent « principalement le 24 et le 25 décembre », de sorte que, « dans la journée du 24 décembre, on a remarqué une affluence très considérable de paysans qui inondaient la ville de Sion<sup>164</sup> ». C'est donc dans cette étrange atmosphère de Noël, à

<sup>161</sup> S 10, fasc. 5, n° 36 : Rambuteau aux ministres de l'Intérieur, de la Police et de la Guerre, de Fort l'Ecluse, 31 décembre 1813, minute.

<sup>162</sup> *Ibidem*.

<sup>163</sup> Hénin, Rapport sur l'évacuation ... (pp. 22-23) : « ... les préposés des douanes [...] pour évacuer le Haut-Valais, ont tous passé par la ville de Sion sans y séjourner et y stationner, ce que j'ai réclamé inutilement pour les 23, 24 et 25 décembre, dans un moment où j'en aurais eu grand besoin ; [...] dans des circonstances aussi critiques, le département du Simplon abandonné à lui-même depuis le 23 décembre, les autorités administratives ayant quitté leur poste [...] »

<sup>164</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, p. 54.

demi rassurante<sup>165</sup>, que le 24 décembre après midi, la colonne des employés civils quitte Sion pour Martigny, sous le regard des nombreux curieux accourus des villages voisins<sup>166</sup>.

Arrivé à Martigny, Rambuteau écrit aux maires et aux curés de Vallorcine, du Tour, d'Argentières et de Chamonix, pour les prier d'envoyer du monde à la rencontre des Français qui vont quitter le département du Simplon le surlendemain et se diriger sur la Savoie, par le col de Balme<sup>167</sup>. Enfin, désirant s'assurer la protection militaire de la petite troupe aux ordres d'Hénin de Cuvillers, il facilite à celui-ci l'exécution de la retraite en faisant préparer à Martigny l'approvisionnement nécessaire à trois journées de marche<sup>168</sup>. Le même jour, à dix heures du soir, les préposés aux douanes partent de Monthey<sup>169</sup>. Rambuteau se rend à Saint-Maurice, où il passe la nuit chez M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz, en compagnie du beau-frère de celle-ci, Louis Tousard d'Olbec<sup>170</sup>.

Cependant les militaires français demeurent à Sion la nuit de Noël ; de même, les soixante hommes de la garnison de Saint-Maurice ne quitteront cette ville que le lendemain. Or, la colonne de Bubna a déjà atteint Berne dans la matinée du 23 décembre. Toute la journée, ainsi que celle du lendemain, les troupes autrichiennes ont traversé la ville<sup>171</sup>. A Berne, Bubna reçut l'ordre de

<sup>165</sup> *Ibidem*, Hénin de Cuvillers écrit : « ces signaux [...] ne tendaient qu'à instruire l'ennemi ou les habitants de nos démarches et à produire des réunions populaires d'un moment à l'autre, qui nous auraient été funestes. »

<sup>166</sup> Pittier, p. 23.

<sup>167</sup> Rambuteau, p. 27.

<sup>168</sup> Hénin, Rapport sur l'évacuation (pp. 16-17) : « ... le préfet, dans sa dernière lettre du 25 [décembre au matin] renouvelait son invitation à me réunir à lui à Martigny, pour joindre ma colonne d'évacuation à la sienne, en m'assurant qu'il n'y avait plus un moment à perdre pour me rendre à Martigny, où il avait donné tous les ordres nécessaires pour assurer à la troupe les vivres pour trois jours. »

<sup>169</sup> Guerraty, *Agenda*.

<sup>170</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 9 : Benjamin de Rivaz à son père Charles-Emmanuel, de Saint-Maurice, 27 décembre 1813.

<sup>171</sup> Martin, pp. 110 et 155.

gagner Genève en passant par Lausanne et de détacher un corps de troupes en Valais<sup>172</sup>. Le 25 décembre, il est à Lausanne<sup>173</sup>.

En Valais, bien entendu, l'avance des troupes alliées est suivie avec une passion grandissante. « On les dit à Bulle », écrit, dès le 25 décembre, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz à son mari<sup>174</sup>. Et Louis Pittier lui fait écho : « Le bruit courait très fort, pendant les fêtes de Noël, que les troupes étaient déjà à Lausanne, à Vevey, à Aigle, et que, d'un jour à l'autre, elles arriveraient à Sion<sup>175</sup>. Rambuteau s'est rendu précisément à Saint-Maurice pour être renseigné avec la plus grande célérité sur l'avance des Autrichiens : « Mes derniers courriers m'ayant annoncé son arrivée à Bulle, à Châtel-Saint-Denis et à Vevey, je me décidai de me retirer à Trient »<sup>176</sup>.

Le 25 décembre à dix heures du matin, Rambuteau, Tousard d'Olbec et la fille de celui-ci, Anne-Louise, quittent Saint-Maurice pour Martigny<sup>177</sup>. Une heure plus tard, la petite garnison du château prend la même route qu'eux, ne laissant sur place d'autre force publique que la garde nationale<sup>178</sup>. Le plan d'évacuation fixé de concert par Rambuteau, Hénin de Cuvillers et le capitaine Debrosse, commandant la gendarmerie, est de laisser s'approcher les troupes autrichiennes autant que possible du département du Simplon, pour n'en partir qu'au dernier moment, par les cols de la Forclaz et de Balme. De la sorte, ils auront fait leur devoir aussi longtemps que cela était en leur pouvoir et, en fonctionnaires qui ont toujours à craindre les foudres de l'empereur, ils disposeront du meilleur argument pour se défendre : c'est l'approche de l'ennemi et l'insignifiance de leurs forces qui les auront obli-

<sup>172</sup> Kasser, p. 39.

<sup>173</sup> Cordon, pp. 235-236.

<sup>174</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 60.

<sup>175</sup> Pittier, p. 23.

<sup>176</sup> Rambuteau, Rapport au ministre de l'Intérieur, publ. dans Roux, t. I, p. 34. L'erreur « Bâle », au lieu de Bulle, est corrigée d'après S 10, fasc. 5, n° 36 : Rapport ..., de Fort l'Ecluse, 31 décembre 1813, minute.

<sup>177</sup> *Ibidem*.

<sup>178</sup> Macognin, p. 96.



gés à se retirer, et non pas un départ prématuré qui, en créant un vide, aura attiré l'ennemi en Valais.

Le 25 décembre, à huit heures et demie du matin, Hénin de Cuvillers reçoit à Sion une estafette qui lui remet une lettre de Rambuteau datée du 24. Celui-ci lui annonce son départ de Martigny pour le 26. Hénin se met aussitôt en devoir de dicter, à l'adresse du préfet, une longue lettre dont nous possédons la minute<sup>179</sup>. D'une écriture fine et régulière, cette minute remplit plus de sept pages. Le commandant du département du Simplon justifie par des considérants nombreux, qui sont autant d'aveux de son impuissance, la décision qu'il prend d'évacuer Sion le jour même sans en avoir reçu l'ordre de ses chefs. Il rappelle d'abord à Rambuteau la décision que celui-ci, le premier, a prise et dont il a fait part à Hénin par sa lettre du 24. « Vous m'annoncez encore par la même lettre, dit-il, que les rapports qui vous sont parvenus en dernier lieu et qui tous se rapportent aux deux courriers extraordinaires que vous avez reçus les 22 et 23 du courant de la part de M. de Talleyrand à Berne et de M. le préfet du Léman [Capelle] à Genève, l'armée ennemie, après avoir violé le territoire suisse, s'avance sur quatre colonnes dirigées sur Besançon, sur Genève, sur le Simplon et sur le mont Saint-Gothard, et de plus, on vous a assuré que l'ennemi sera aujourd'hui à Vevey et même plus en avant vers le pont de Saint-Maurice. » Hénin ajoute qu'il a lui-même confirmation de ces nouvelles alarmantes, mais il en ajoute d'autres qui peignent la situation à Sion.

Elle n'y est pas plus brillante que les jours précédents. Au contraire, elle ne fait qu'empirer : les paysans des environs continuent à affluer et les faux bruits les plus extravagants circulent. Le peuple craint que l'artillerie française ne serve à incendier la ville, ce que le commandant juge stupide, mais c'est sans doute ce qui se serait produit si l'on avait bombardé à cette date les maisons et

<sup>179</sup> S 10, fasc. 5, n° 35, minute, n. s. ; cette minute n'est pas de la main d'Hénin de Cuvillers, dont les AV possèdent une lettre a. s. (Rz, cart. 81, fasc. 3, n° 11).

leurs nombreux foyers allumés<sup>180</sup>. Hénin de Cuvillers a beau tenter de rassurer ceux qu'il appelle « les imbéciles », il ne peut y parvenir. Et il confesse, dans sa lettre à Rambuteau : « [...] les mouvements anarchiques populaires se font ressentir d'une manière vive, et [...] la population de Sion alarmée ne peut se dissuader que l'on va mettre le feu à Valère et dans la ville au moyen de notre artillerie, et [...] enfin un nombre assez considérable d'individus de la basse classe se sont déjà présentés dans mon bureau, les uns me suppliant de ne pas mettre le feu à la ville, et les autres en me menaçant en quelque sorte »<sup>181</sup>. En somme, les petites gens de Sion craignent pour leur ville en 1813 le sort qu'avait connu en 1799 le beau village de Grengiols, que les Autrichiens ont détruit par le feu, avant de l'évacuer, de peur qu'il ne tombe intact entre les mains des Français victorieux<sup>182</sup>. Mais Hénin ne semble pas comprendre ce sentiment. Pour lui, ce qui importe avant tout, c'est de justifier son départ. Il poursuit : « Considérant que des alarmes aussi dépourvues de fondement sont les précurseurs de l'insurrection et du désordre, que je n'aurais aucun moyen d'arrêter et qui pourraient compromettre la sûreté et la conservation du petit nombre de soldats que j'ai sous mes ordres, j'ai arrêté que [...] la garnison, formant une colonne, partirait tout de suite sous ma conduite pour se rendre à Martigny ». Ainsi donc, ce que d'autres auraient pu qualifier d'abandon de poste, devient un repli stratégique destiné à sauver l'existence même de la troupe.

Hénin prend une seconde décision, celle de mettre hors d'usage les canons français placés à Valère. Il y a là deux canons « de

<sup>180</sup> Hénin, Rapport sur l'évacuation (p. 27) : « ... dans la matinée du 25 décembre, on a remarqué la même quantité de paysans dans la ville de Sion, qui promettaient hautement de s'opposer à ce que la garnison française ne mît le feu à la ville avec l'artillerie qui était à Valère, ce qui prouvait jusqu'à quel point les malveillants et les imbéciles étaient parvenus à répandre des imputations aussi absurdes. »

<sup>181</sup> S 10, fasc. 5, n° 35.

<sup>182</sup> Imesch, p. 144. En 1807, la population de Sion comprenait encore 75 % d'habitants de langue allemande. Voir Ch.-E. de Rivaz, *Notice sur les divers langages usités en Valais*, publ. dans *Gazette du Valais*, n° 81, du 8 octobre 1890, pp. 1-2.

huit livres » et six canons pour boulets de quatre livres<sup>183</sup>. Ils n'ont point encore de servants. Mais cependant un capitaine d'artillerie est déjà « de résidence à Sion ». On va enfin lui donner du travail. Le 25 décembre, « sur les neuf heures et demie du matin », Hénin de Cuvillers lui ordonne d'enclouer tous les canons de sa batterie<sup>184</sup>. Cette tâche exécutée, on brisa en outre les roues de quelques-uns d'entre eux<sup>185</sup>. Les munitions furent détruites<sup>186</sup>. Soit que ce matériel ait échappé à leur attention, soit qu'ils l'aient jugé sans importance, les Français laissèrent cependant au « château » de Valère un stock de balles, de grenades et de carabines<sup>187</sup>.

Pendant que le capitaine d'artillerie procédait à ces destructions, la colonne d'évacuation se préparait au départ. Outre les militaires, elle comprenait « dix à douze charrettes à un collier pour porter les femmes, les enfants, les équipages et quelques caisses de cartouches ». Hénin de Cuvillers ne disposait pas de moyens de transport plus importants « attendu que les communes s'étaient refusées aux réquisitions »<sup>188</sup>. Enfin, « sur les onze heures et demie », il donne l'ordre de départ à la petite garnison de Sion, et la conduit à Martigny, où elle arrive « sur les huit heures et demie du soir »<sup>189</sup>.

De son côté, Rambuteau, venant de Saint-Maurice, arrive à Martigny dans la même journée. Il y a « pris un repas chez le sieur Métral, aubergiste à la Grand-Maison », repas auquel il

<sup>183</sup> Cordon, p. 237, qui emploie les mots allemands *Haubitze* (obusier), *Achtpfünder* et *Vierpfünder*. L'*Achtpfünder* autrichien est un canon de 107 mm de calibre, lançant des boulets de 103 mm de diamètre. Le *Vierpfünder* a 84 mm de calibre et lance des boulets de 82 mm. Les deux *Haubitzen* que les Autrichiens donnèrent au Valais pour remplacer les obusiers français de Sion, qu'ils avaient emportés, étaient respectivement de 10 et de 7 livres. Le boulet du canon autrichien de 12 livres pesait cinq kilos. Voir Deléglise, pp. 8-24.

<sup>184</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, p. 55.

<sup>185</sup> Cordon, p. 237.

<sup>186</sup> Rz 154, p. 202.

<sup>187</sup> Cordon, p. 237.

<sup>188</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, p. 43.

<sup>189</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, p. 55, corrigé d'après le manuscrit : « sur » au lieu de « vers ».

convia dix-sept personnes qui se rendirent à son invitation<sup>190</sup>. Puis laissant à Martigny les soixante hommes d'infanterie de la garnison de Saint-Maurice et un détachement de la gendarmerie, il emmène avec lui la colonne des employés civils et des douaniers<sup>191</sup>. Ce n'est que vers minuit que cette colonne devait atteindre le village de Trient, après avoir franchi le col de la Forclaz. La marche fut rendue extrêmement difficile par l'abondance de la neige, par les longues heures de nuit, par l'inexpérience des hommes en face de la montagne, par l'encombrement de lourds bagages, par l'âge de certains fonctionnaires<sup>192</sup> et par la présence d'une femme et d'une jeune fille. Celle-ci, Anne-Louise Tousard d'Olbec, qui accompagnait son père, était « vêtue en homme, elle nous suivit allégrement, raconte Rambuteau, grâce à ses vingt ans, à sa vigueur, à son énergie, et elle arriva saine et sauve au terme de nos six jours de marche ». Mais « les forces trahirent le courage » de sa compagne et il fallut la « laisser chez le curé de Vallorcine »<sup>193</sup>.

La marche des Français ne manque pas de pittoresque dans sa dureté : « Nous arrivâmes au Trient à minuit, dit Rambuteau, derrière nos guides munis de torches que nous suivions à la file indienne, car nul ne pouvait rester à cheval. J'avais même dû descendre de mon mulet. Les gendarmes fermaient la marche. [...] Notre nuit dans les quinze ou vingt chalets du Trient fut assez pénible ; la neige nous enveloppait à la hauteur des toits, que nous craignions de voir à chaque instant défoncer par les chevaux parqués au-dessus. Au-dehors il y avait douze degrés au-dessous de zéro »<sup>194</sup>. La neige atteignait parfois une épaisseur de plus de trois mètres. Mais cela était exceptionnel. Entre Vallorcine et Argentière, où l'épaisseur de la neige atteignit « dix-huit pieds »,

<sup>190</sup> Guerraty, *Agenda*.

<sup>191</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, p. 55.

<sup>192</sup> Rambuteau note dans ses *Mémoires* (p. 128) que Tousard d'Olbec était « fort âgé ». Il avait en réalité 56 ans.

<sup>193</sup> *Ibidem*, p. 128.

<sup>194</sup> *Ibidem*, pp. 127-128.

les Français enfonçaient « jusqu'à mi-corps », marchant « entre des murs éblouissants de six pieds de haut », soit d'environ 1 m 80<sup>195</sup>.

A Martigny, Hénin de Cuvillers ordonne à sa troupe « de prendre le soir même des vivres pour trois jours »<sup>196</sup>, puis il lui accorde quelques heures de repos nocturne. Le dimanche 26 décembre, à trois heures du matin<sup>197</sup>, « l'arrière-garde de toute l'évacuation réunie du département du Simplon » prend le départ de Martigny. Elle comprend des militaires, le reste de la gendarmerie et une partie des douaniers<sup>198</sup>. Ceux-ci n'étaient pas encore partis à Trient, sans doute pour ne pas grossir démesurément le nombre de ceux qui devaient y passer la nuit. Il faut y ajouter les femmes et les enfants qui avaient quitté Sion dans les charrettes de l'armée et dont la vue devait provoquer la stupéfaction des montagnards de Savoie<sup>199</sup>.

Le dimanche 26 décembre, Hénin de Cuvillers rejoint donc à Trient le préfet Rambuteau. Le rapport que celui-ci adressera bientôt aux trois ministres Clarke, Montalivet et Savary révèle un fait significatif. Rambuteau y déclare :

« Je reçus à Trient la proclamation du prince de Schwarzenberg<sup>200</sup>. Je me serais cru coupable de balancer plus longtemps, puisqu'en engageant les administrations à rester à leur place, il cherchait à en faire les agents de ses volontés »<sup>201</sup>. C'est sans doute

<sup>195</sup> *Ibidem*, p. 128. Rambuteau précise : « La neige était si épaisse que nous en trouvâmes quinze pieds au Trient et au col de Balme. » Mais il s'agit ici de souvenirs anciens. Dans son rapport au ministre de l'Intérieur, publié dans Roux (p. 36), Rambuteau n'indique que « onze pieds de neige » au col de Balme. De son côté, Hénin de Cuvillers, dans son rapport publié dans Roux (p. 40), parle « des sentiers étroits, creusés au milieu de la neige, dont l'épaisseur était quelquefois de dix pieds et plus. » Ces indications sur l'épaisseur de la neige sont confirmées du côté valaisan ; voir ci-dessous, p. 180.

<sup>196</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, p. 55.

<sup>197</sup> Pittier, p. 23.

<sup>198</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, p. 44.

<sup>199</sup> *Ibidem*, p. 40 : « J'ai été témoin que les habitants de ces hautes régions couvertes de glaces éternelles, les plus élevées de l'Europe, ont témoigné une surprise extrême de voir en hiver passer chez eux une colonne de plus de cinq cents personnes, composée de femmes, d'enfants, de bourgeois et de militaires, qui tous, sans aucun accident marqué, ont pu gravir et descendre [...] », etc.

<sup>200</sup> Proclamation aux Français, datée de Lörrach. Voir Pittier, p. 25.

<sup>201</sup> S 10, fasc. 5, n° 36, minute ; Rambuteau, Rapport publ. dans Roux, p. 35.

Hénin de Cuvillers qui a remis à Rambuteau cette proclamation, par laquelle celui-ci justifie sa décision d'abandonner le département du Simplon<sup>202</sup>.

Quoi qu'il en soit, c'est le contenu même de cette proclamation de Schwarzenberg, adressée aux Français des départements occupés par son armée, qui est important. Nous verrons bientôt que, selon les prévisions de Rambuteau, le colonel autrichien qui va prendre possession du Valais se réglera sur elle, et demandera en effet aux administrations du département du Simplon de continuer à fonctionner, mais en rompant tout lien avec la France. En tombant à Trient, le 26 décembre 1813, entre les mains de Rambuteau, elle lui apportait la meilleure justification officielle qu'il pût faire valoir en faveur de son abandon du département.

Restait à accomplir le pas décisif, c'est-à-dire à franchir le col de Balme. Rambuteau le « fit ouvrir à grands frais, en y employant un nombre considérable de paysans qu'il a soldés avec générosité »<sup>203</sup>. Il n'eut qu'à se louer du travail des habitants de Trient, qu'il évoquera bientôt dans sa lettre aux trois ministres relatant sa retraite : « Le zèle des habitants [...] de Trient [...] a suppléé à tout, excités par le haut prix que j'étais forcé de mettre à leur secours. Moi-même, j'ai conduit les travaux avec les ingénieurs du département, et tous les Français, au nombre de près de six cents, ont franchi ce pas dangereux sans perdre un seul homme et même les trente-six chevaux de la gendarmerie ont suivi sans danger »<sup>204</sup>.

<sup>202</sup> Hénin de Cuvillers ne parle pas de cette proclamation, qui, pour sa propre justification, n'était d'aucune valeur, puisqu'elle s'adressait aux administrations civiles des pays occupés. En Suisse, l'armée autrichienne se faisait également précéder d'une proclamation solennelle de Schwarzenberg ; voir Martin, pp. 114-115.

<sup>203</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, p. 40.

<sup>204</sup> S 10, fasc. 5, n° 36, minute. Il ressort du contexte que Rambuteau ne cherche nullement à minimiser l'effectif de sa caravane, mais qu'au contraire il se fait gloire d'un nombre élevé. Dans ce nombre sont compris, selon Cordon (p. 236), « environ cent vingt hommes des garnisons de Brigue, Saint-Maurice et Sion ». La minute des AV permet de corriger le texte de Roux qui porte (p. 36) « plus de six cents » au lieu de « près de six cents ». Hénin de Cuvillers écrivant, de son côté, « plus de cinq cents », la vérité se situe entre cinq et six cents.

La double narration de Rambuteau et de Hénin sur leur Anabase appelle divers commentaires. Tout d'abord, elle parle en faveur de la véracité de Rambuteau qui n'aurait guère pu se permettre de faire un rapport inexact, même s'il en avait eu envie. En effet, il a franchi le col de Balme en compagnie d'Hénin de Cuvillers, militaire pointilleux et paperassier, très peu satisfait de s'être trouvé dans l'obligation de suivre une initiative fort grave d'un civil. Et les relations entre les deux hommes — Rambuteau, trente-deux ans, et Hénin de Cuvillers, cinquante-huit ans — n'ont rien eu de cordial durant leur commune Anabase. Le même rapport du préfet aux trois ministres nous l'apprend : « Le commandant du département ayant refusé de pourvoir aux besoins de la troupe, j'ai pris sur moi de leur fournir tout ce qui était nécessaire pour préserver du désordre et du pillage tous les villages que nous avons traversés ». Avec un homme aussi peu disposé à le seconder, dans son entreprise, Rambuteau a dû veiller à ce que son propre rapport ne pût être taxé d'inexactitude, car il ne pouvait douter que, de son côté, Hénin de Cuvillers renseignerait ses chefs.

Ensuite, il ressort du double récit de Rambuteau et de Hénin que le préfet a eu grandement besoin d'argent. Non seulement il a dû payer fort cher les services des paysans des villages de « Trient, Vallorcine, Argentière et Chamonix », dit son rapport aux trois ministres, mais il a encore dû subvenir aux besoins de la troupe. Pour le Valais, il faut ajouter aux habitants de Trient, les guides qu'il avait engagés à Martigny. Les Valaisans n'ont pas refusé leur concours, mais ils ne l'ont pas accordé gratuitement.

#### *7. La perspective du retour en Valais de l'armée et de l'administration françaises. Les Français demeurant en Valais.*

Le jour de Noël, Rambuteau a pris à Martigny un repas « où se sont trouvées dix-sept personnes invitées par le préfet. Le dîner fini, il a pris congé de l'aubergiste sans le payer, en lui disant que le repas serait aux frais des Valaisans »<sup>205</sup>. Rambuteau aurait-il

<sup>205</sup> Guerraty, *Agenda*. — Il s'agit de l'aubergiste Métral.

eu, avant de quitter le Valais, l'envie de se montrer insolent ? Cela paraît fort improbable, puisqu'il avait encore besoin des Valaisans pour réussir son Anabase alpestre. En fait, il n'a pas donné de repas d'adieux : il n'était nullement sûr de ne pas revenir bientôt dans son département, avec quelque troupe française qui l'aurait reconquis. Tout prouve en effet qu'au moment où il franchit le col de Balme, Rambuteau juge encore possible un retour offensif des Français dans la vallée du Rhône.

L'itinéraire qu'il a choisi pour son Anabase a paru étrange aux Valaisans ses contemporains. Faute d'en connaître le vrai motif, ils ont porté des jugements hâtifs, plus ou moins bienveillants. Mais le choix de ce difficile itinéraire ne reposait pas seulement sur des craintes au demeurant compréhensibles. Il s'agissait avant tout pour Rambuteau de rester le plus longtemps possible en mesure de rentrer immédiatement à Sion, au cas où une troupe française eût opéré un mouvement en direction du Valais. Et, pour cela, il devait en même temps éviter de se trouver pris dans la zone des opérations, ce qui eût compromis son retour.

Du côté de l'Italie, il a pris toutes les précautions pour que la route restât ouverte. Au col du Simplon, il a posté « trente gendarmes et cinquante douaniers pour protéger la route contre les entreprises des habitants qui auraient pu chercher à la couper dans le cas d'une approche de quelques détachements de l'armée d'Italie »<sup>206</sup>.

Tous les fonctionnaires français n'ont pas accompagné Rambuteau dans son Anabase. Outre ceux qu'il avait postés au Simplon, d'autres ont été dirigés par lui sur Turin, par le Grand Saint-Bernard. C'est en effet à Turin que se trouvait la direction générale de la régie des sels et tabacs dont dépendait le département du Simplon<sup>207</sup>. Rambuteau y a fait transporter les caisses de cette branche de son administration. Une somme évaluée à « quarante-cinq mille francs de France en billon au coin du Valais » est ainsi partie par le Grand Saint-Bernard<sup>208</sup>. Mais quand les Autrichiens, à peine arrivés en Valais, se lanceront à la poursuite

<sup>206</sup> S 10, fasc. 5, n° 36 : Rambuteau, rapport aux ministres de la Guerre, de l'Intérieur et de la Police, de Fort l'Ecluse, 31 décembre 1813, minute.

<sup>207</sup> *Аппнаире*, p. 50.

<sup>208</sup> T 1, p. 28 ; T 2, p. 148.



de cet argent, ils apprendront que le Grand Saint-Bernard est occupé par vingt-cinq gendarmes français et qu'on y attend des renforts de Turin<sup>209</sup>.

Les mesures prises par Rambuteau pour assurer aussi longtemps que possible la liaison de son département avec les territoires français au sud des Alpes, montrent qu'il jugeait possible une action militaire des Français à partir de l'Italie. Mais, plus que toutes les mesures qu'il prend avant de partir, l'itinéraire de sa retraite prouve qu'il voulait absolument être prêt à rentrer à tout moment en Valais, si la fortune des armes le décidait.

Il est clair tout d'abord que Trient était un excellent poste d'observation jusqu'à l'instant du départ et qu'il eût été aussi un point de rentrée très commode dans la vallée du Rhône. En prenant le chemin de Saint-Gingolph pour Genève, Rambuteau eût risqué à tout instant de se trouver, du fait de l'avance des Autrichiens, dans l'incapacité de rentrer en Valais, même si celui-ci n'était par conquis par eux.

Rambuteau, au cours de sa retraite, n'a pas cessé de guetter l'armée française. Et il n'est probablement pas trop hardi d'affirmer qu'au moindre mouvement de celle-ci vers la haute vallée du Rhône, il était en Valais avant elle.

De Trient, il a gagné Vallorcine par le col de Balme<sup>210</sup>, puis

<sup>209</sup> Cordon, p. 236.

<sup>210</sup> La *Carte topographique de la Suisse*, publ. par G.-H. Dufour de 1833 à 1863, feuille XXII, montre clairement qu'il n'existait pas, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, de chemin permettant de descendre directement par la rive gauche de l'Arve, du col de Balme dans la vallée de Chamonix. Le chemin empruntait d'abord la rive droite jusqu'au lieu-dit Balme, avant de descendre par des lacets au fond de la vallée. Entre le col et Balme, le chemin muletier atteignait, à la crête du mont, un point d'où l'on descendait à Vallorcine par un sentier moins raide. De Vallorcine, un chemin conduisait à Argentière par le col des Montets. D'autre part, de Trient pour gagner Vallorcine en passant par la Tête Noire et éviter ainsi le col de Balme, on devait emprunter un sentier dangereux qui excluait le passage des chevaux parce qu'il comportait des escaliers pratiqués dans le roc ; la route traversant des galeries n'existait pas ; voir le *Manuel du Voyageur en Suisse* de J.-G. Ebel, Zürich, 1805, t. II, p. 270, et t. IV, pp. 333-334. Selon le même ouvrage, t. IV, p. 306, il y avait sept à huit lieues à parcourir de Trient à Chamonix, par l'un ou par l'autre itinéraire. Plus proche de Trient qu'Argentière, Vallorcine était aussi plus important et donc plus propre à recevoir cinq à six cents personnes, dont bon nombre étaient parties le matin de Martigny, et non de Trient.

Chamonix et Sallanches. De là, il comptait gagner Genève, mais le sous-préfet de Bonneville, Rogniat, l'informa que Genève était occupée par les Autrichiens. Il prend donc la route d'Ugine et, par Saint-Pierre-d'Albigny et Montmélian, il atteint Chambéry. Là, raconte-t-il, « mon collègue [Finot] prit les mesures nécessaires pour assurer le sort de toute ma caravane. De quelle responsabilité j'étais enfin soulagé ! Par lui, j'appris les nouvelles, et que M. Capelle, préfet de Genève, était à Fort l'Ecluse ». Mais ce n'est pas vers Fort l'Ecluse qu'il se dirige d'abord. « Après avoir déposé mon administration à Chambéry, poursuit-il, je suis retourné sur la frontière de mon département m'établir dans un village, pour tâcher de servir encore Sa Majesté dans le département qu'il m'avait confié »<sup>211</sup>. Ce village situé à la frontière valaisanne, quel est-il ? Saint-Gingolph ? Abondance ? Nous l'ignorons. Rambuteau, d'ailleurs, n'y voit rien venir et constate que sa présence est inutile. Il décide donc de retourner vers l'ouest et de gagner la zone des armées. « Forcé par la nécessité de m'éloigner, je suis venu rejoindre au Fort l'Ecluse mon collègue du Léman pour suivre la marche des colonnes qui pouvaient être dirigées sur le Simplon »<sup>212</sup>.

C'était peine perdue. Il constate à Fort l'Ecluse que le passage vers la France est « intercepté par un avant-poste autrichien ». Il se procure donc une charrette et, par Bourg, il rentre chez lui, à Mâcon, où il arrive le 1<sup>er</sup> janvier 1814 et d'où il expédie, le jour même, le rapport circonstancié de sa retraite<sup>213</sup> destiné aux trois ministres de la Guerre, de l'Intérieur et de la Police. La semaine ne s'est pas écoulée que Napoléon, « content » de Rambuteau, le nomme préfet du département de la Loire, dont le chef-lieu était alors Montbrison. Rambuteau reçoit sa nomination le 7 janvier 1814<sup>214</sup>.

Non seulement les Valaisans n'ont pas tiré un seul coup de fusil contre les troupes françaises qui évacuaient le Valais, mais

<sup>211</sup> S 10, fasc. 5, n° 36 : Rambuteau, rapport aux ministres de la Guerre, de l'Intérieur et de la Police, de Fort l'Ecluse, 31 décembre 1813, minute.

<sup>212</sup> *Ibidem*.

<sup>213</sup> Rambuteau, pp. 130-131.

<sup>214</sup> *Ibidem*, pp. 131-133.

ils ont laissé vivre, sans s'inquiéter d'eux, et sans les inquiéter, les Français demeurés dans le département du Simplon. Après la remise en vigueur du système judiciaire de la République indépendante, « les avocats et avoués, français ou savoyards » reçoivent même officiellement, le 27 janvier 1814, l'autorisation d'exercer et, à la date du 16 mai 1814, ils sont encore si nombreux en Valais que le chef du gouvernement provisoire, Gaspard-Eugène Stockalper, doit prendre à leur égard une mesure générale d'expulsion<sup>215</sup>.

D'ailleurs, à peine partis, certains Français, qui ont laissé leur famille dans le département du Simplon, n'aspirent qu'à y revenir le plus tôt possible, tel le douanier Claude-François Messenger accourant en Valais dès le 28 janvier, pour retrouver sa femme qu'il a laissée à Savièse<sup>216</sup>. Le cas le plus significatif de ces Français à qui l'air du Valais semble parfaitement convenir, est celui d'un douanier en fonctions à Binn, nommé Lucot, que son « grand âge », selon ses dires, a empêché de se joindre à la troupe de Rambuteau le 26 décembre. Il est vrai qu'il est assez heureux pour posséder « deux lits, dont un garni de rideaux d'indienne tout neufs, neuf draps de lit », ce qui laisse supposer qu'il a une servante. Ses « habits d'uniforme complets », ont été « déposés chez le maire ». C'est l'unique mesure qu'ont prise à son égard les « habitants de la commune de Binn, avec lesquels » Lucot a « fraternisé l'espace de trois années »<sup>217</sup>.

Lors de l'avalanche qui s'abattit sur le village du Simplon dans la nuit du 7 au 8 décembre 1813, le brigadier de gendarmerie Deschamps et sa femme furent tués<sup>218</sup>. Ils laissaient à Simplon

<sup>215</sup> Voir ci-dessous, p. 246.

<sup>216</sup> T 1, pp. 34-35, séance du 28 janvier 1814 du gouvernement provisoire. Un pli adressé au gouvernement par le colonel autrichien Simbschen « renferme de plus un passeport délivré au sieur Claude-François Messenger, ex-contrôleur des brigades des douanes impériales, qui désirait habiter Chandolin, hameau de la commune de Savièse, où se trouve sa femme ».

<sup>217</sup> T 12, fasc. 4, n° 12 : « Lucot, ex-receveur des douanes impériales, jusqu'au deux mars à Binn, en 1814. A Monsieur Pibusse [Léopold de Sépibus], ex-sous-préfet et chevalier de la Légion d'honneur du département du Simplon, résidant à Brigue », lettre d'Arbois, 29 mai 1815.

<sup>218</sup> T 2, p. 372, séance du 27 juillet 1814.

deux petites Françaises. L'aînée, Clémentine, fut recueillie par le curé François-Joseph Zentriegen ; la cadette, Sophie, par une brave femme qui, en juillet 1814, recevra de l'Etat un premier secours de deux louis<sup>219</sup>. Les deux orphelines devaient finir paisiblement leurs jours à Simplon, la petite Sophie devenant « Zoffi » pour les bons villageois. De même l'aubergiste du lieu, un certain Pierre Guillet, de Lyon, continua jusqu'à sa mort, en 1829, à y servir sa pratique et il a fait souche à Simplon<sup>220</sup>.

Ainsi donc le moins que l'on puisse dire est que, même dans les vallées les plus reculées du Haut-Valais, l'évacuation du département du Simplon par Rambuteau ne fut pas l'occasion d'actes de xénophobie à l'égard des Français.

Il semble même qu'une demi-douzaine de soldats, demeurés à Sion et à Martigny à cause de leur état de santé<sup>221</sup>, ont été cachés aux Autrichiens arrivés en Valais, pour que ceux-ci ne puissent pas les faire prisonniers. En effet, le colonel autrichien, rendant compte à son chef de la prise de possession du Valais, signale seulement qu'il a trouvé à l'hôpital de Sion soixante-dix malades des troupes italiennes, tous destinés, selon lui, à mourir et à répandre la peste<sup>222</sup>. Il aurait été heureux de signaler aussi qu'il avait mis la main sur six Français, si tel avait été le cas. Et c'était son devoir de le faire. On est d'autant plus fondé à admettre que les Valaisans ont protégé la personne de ces six soldats français que, comme on le verra, ces mêmes Valaisans iront jusqu'à défendre les avoirs des particuliers français en Valais.

<sup>219</sup> T 2, p. 353 : le gouvernement décide, le 2 juillet 1814, « de donner à la femme qui prend soin du plus jeune de ces malheureux enfants deux louis à compte, à condition qu'elle ne se relâchera pas de ses soins » ; C. E. *Corresp.*, vol. 19, pp. 1-2 ; Arnold, *Simplon*, pp. 265-266.

<sup>220</sup> Zenklusen, pp. 13-14 ; Arnold, *Simplon*, p. 265.

<sup>221</sup> Hénin de Cuvillers, Rapport publ. dans Roux, p. 56 : « deux hommes restés à l'hôpital de Sion et quatre hommes restés malades à Martigny ».

<sup>222</sup> Simbschen à Bubna, de Sion, 30 décembre 1814 : *welche aber alle sterben und die Pest verbreiten werden*, cité par Cordon, p. 237. Grâce aux soins des Valaisans, tous les Italiens ne sont pas morts du typhus : voir ci-dessus, p. 67. Mais la prédiction de Simbschen s'est malheureusement réalisée en ce qui concerne l'extension de l'épidémie en Valais ; voir *Gazette de Lausanne* du 11 janvier 1814, publ. dans *Ann Val.*, 1965, p. 56.

## CHAPITRE II

# Le lien réel avec la France: les Valaisans aux armées

### 1. *Le no man's land valaisan*

Le 27 décembre 1813, Benjamin de Rivaz, fils de Charles-Emmanuel, écrit à son père : « Le calme le plus grand règne d'ailleurs dans ce moment à Saint-Maurice et, à ce qu'il paraît, dans tout le Valais. La partie allemande ne bouge point »<sup>1</sup>.

Et, en effet, entre le départ des Français de Sion, le 25 décembre, et l'arrivée des Autrichiens dans cette ville, le 29, aucun mouvement politique ne se fait jour. On observe bien sagement les consignes données par Rambuteau avant son départ. Un seul mot pour qualifier l'attitude des Valaisans en ces journées qui auraient dû être effervescentes : l'obéissance. Le Valais n'ose pas être valaisan. Aucun gouvernement provisoire ne se constitue avant l'arrivée des Autrichiens ; nulle part, et par personne, l'indépendance n'est proclamée ; aucun acte de mainmise n'a lieu sur les avoirs de l'Etat français de la part d'un Etat valaisan ressuscité.

<sup>1</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 9 : de Saint-Maurice.

On ne regarde pas vers la Suisse, dont nul n'attend rien. Le Valais n'a plus qu'un lien fictif avec elle depuis 1802<sup>2</sup>. Et, n'osant pas être lui-même, il n'est à personne. Le colonel autrichien qui va en prendre possession ne pourra le traiter ni comme un territoire français conquis, ni comme un canton suisse, ni comme un pays indépendant libéré par ses habitants. Le Valais n'est plus qu'une entité géographique : il est devenu un *no man's land*.

## 2. Du « bataillon valaisan » de 1805 au 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère

Certes, le département du Simplon existait encore, puisqu'il était toujours représenté à Paris au Corps législatif, et que les autorités administratives qui le régissaient émanaient de la France, le conseil de préfecture ayant été nommé par Rambuteau. Mais le député à Paris n'avait plus aucun contact avec son département, et le conseil de préfecture, uniquement composé de Valaisans, n'avait plus aucun lien avec l'administration française.

Le Valais n'était plus français que *de jure*, et avait cessé de l'être *de facto*. Pourquoi donc, dans ces conditions, l'étonnante immobilité politique que nous avons signalée ?

C'était que la situation n'était pas aussi claire que les notions juridiques pourraient le faire croire. La situation réellement vécue n'est pas si simple. Nombre de familles valaisannes avaient alors des fils qui servaient sous le drapeau tricolore, non pas en tant que Suisses d'un régiment capitulé, mais en qualité de citoyens français incorporés à une unité française, le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère. En vertu de la capitulation du 8 octobre 1805, la république du Valais avait dû fournir à l'Empire français un bataillon d'infanterie de six cent soixante hommes<sup>3</sup>. Après avoir

<sup>2</sup> L'article 2 de la constitution valaisanne du 30 août 1802, dictée par Bonaparte, dit : « Le Valais forme un Etat libre et indépendant, isolé des Républiques française, helvétique et italienne, sous l'appui de ces trois républiques, qui se portent garantes à cet effet. »

<sup>3</sup> Gern, p. 165. Selon Schaller, p. 101, l'uniforme des soldats de ce bataillon de la « république du Valais » portait des boutons jaunes avec ces mots : « Empire français - Bataillon valaisan ».

servi en Espagne en 1808-1809, le bataillon valaisan fut rappelé en France et stationna soit à Prats-de-Mollo, soit à Perpignan, jusque vers le mois d'octobre 1811<sup>4</sup>.

Malgré la faiblesse de son effectif théorique, ce bataillon était loin d'être au complet<sup>5</sup>. C'est pourquoi, le 12 mars 1811, le capitaine Dumaye quitte Perpignan pour le Valais, chargé d'une mission de recrutement<sup>6</sup>. Le bataillon valaisan se trouve donc complété par de nouvelles recrues valaisannes, le 16 septembre<sup>7</sup>. L'engagement y est d'une durée de quatre ans<sup>8</sup>. Le 23 novembre, le bataillon est à Montauban, où sa conduite donne toute satisfaction aux habitants<sup>9</sup>. Son effectif réel est alors de quelque six cents hommes pour une population valaisanne de 63 500 habitants<sup>10</sup>. Le Valais étant devenu un département français, le bataillon valaisan a reçu l'ordre de se rendre à Wesel, dans le département réuni de la Roër, pour y être versé dans le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, alors en formation<sup>11</sup>, dont l'effectif total est de 3600 hommes, répartis en quatre bataillons d'infanterie et une compagnie d'artillerie<sup>12</sup>. C'est un amalgame de Méridionaux, de Valaisans, de Piémontais et de Corses<sup>13</sup>. Les Valaisans appartiennent au troisième bataillon ; mais, n'étant pas assez nombreux pour le constituer à eux seuls, ils s'y trouvent renforcés de Piémontais et de Corses<sup>14</sup>.

<sup>4</sup> Clemenso, pp. 33 et 40.

<sup>5</sup> Gern, pp. 173-174.

<sup>6</sup> Reymondeulaz, pp. 135-136.

<sup>7</sup> Schaller, p. 106.

<sup>8</sup> *Mémorial* du 8 avril 1812, p. 302.

<sup>9</sup> Reymondeulaz, p. 136.

<sup>10</sup> *Annuaire*, pp. 34-35. Les chiffres exacts donnés sont de 63 533 pour la population et de 632 pour les « militaires en activité de service », mais ceux-ci ne servent pas tous au bataillon valaisan.

<sup>11</sup> Clemenso, p. 41.

<sup>12</sup> Kämpfen, *Souvenirs*, p. 91.

<sup>13</sup> Clemenso, p. 41 ; selon Kämpfen, p. 96, le 11<sup>e</sup> léger reçut encore en Russie, le 16 octobre 1812, trois cents recrues originaires des départements formés des Etats romains, mais ces soldats se firent presque tous tuer en héros deux jours plus tard « pour se venger des plaisanteries que leur adressaient les autres soldats ».

<sup>14</sup> Robatel, pp. 118, 121, 131.

Ce troisième bataillon n'est valaisan que par la majorité de ses hommes et par son chef, le major Pierre-Joseph Blanc, d'Ayent.

Quand le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère est au complet, il quitte Wesel le 28 février 1812, pour s'acheminer par étapes jusqu'au Niémen<sup>15</sup>. Il a pour commandant un Corse alors âgé de vingt-sept ans, le colonel Pierre-François Casabianca. C'est un chef énergique, juste et brave, qui tient ses hommes bien en main et qui parvient au Niémen avec un effectif de 3400 hommes, en ne laissant derrière lui que deux cents malades pour un parcours de quelque mille kilomètres<sup>16</sup>.

Le régiment pénètre en Russie le 24 juin<sup>17</sup>. Une chance l'attendait dans l'empire des tsars : il ne fut pas envoyé à Moscou, mais en direction de Saint-Petersbourg. Les six mois qu'il a fait campagne en Russie se répartissent en trois périodes de caractère très différent. Durant la première, qui va du 24 juin au 18 août, il participe, contre l'armée de Wittgenstein, à une guerre de mouvement, au cours de laquelle est tué le lieutenant valaisan Benjamin Bertrand, de Saint-Maurice. Cette période s'achève par la première et sanglante bataille de Polotzk, qui valut à Gouvion Saint-Cyr son bâton de maréchal<sup>18</sup>. Les Valaisans n'iront pas plus loin que cette ville de Biélorussie, située sur la Dvina, à peu de distance de la frontière lituanienne. Restés maîtres du terrain, les Français installent, sur le champ de bataille de Polotzk, de « bonnes baraques »<sup>19</sup> et vivent pendant deux mois en « paisibles possesseurs de Polotzk »<sup>20</sup>. La troisième période va du 18 octobre à la mi-décembre environ. Elle s'ouvre avec la seconde bataille de Polotzk, où le lieutenant Frédéric Dufour, fils du sous-préfet de Saint-Maurice, trouve la mort. Dès le lendemain, le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère abandonne Polotzk et prend le chemin du sud. Le 31 octobre, il est à Smoliansk, où il trouve le corps d'armée du

<sup>15</sup> Kämpfen, *Souvenirs*, p. 91.

<sup>16</sup> *Ibidem*, pp. 91-93, 106 ; Clemenso, p. 41.

<sup>17</sup> Clemenso, p. 42.

<sup>18</sup> Clemenso, pp. 44-47 ; Kämpfen, *Souvenirs*, pp. 93-95.

<sup>19</sup> *Ibidem*, p. 95.

<sup>20</sup> Clemenso, p. 47.



maréchal Victor, venant de Smolensk. Le 21 novembre, il est à Bobr, où son chirurgien-major, Antoine Kämpfen, de Brigue, est décoré de la croix de la Légion d'honneur. Le 25, le régiment arrive à Borisow, sur la Bérésina, avec un moral parfait. Dans la nuit du 25 au 26, il traverse en chantant les forêts qui séparent Borisow du village de Studianka, situé un peu plus au nord, où devait avoir lieu le passage de la Bérésina. Le 26, laissant les Suisses à leur tâche héroïque, les Valaisans et leurs camarades français franchissent la rivière fameuse ; ils sont le second régiment à passer. Le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère reste groupé jusqu'à Smorgony, en Lituanie, où il arrive le 5 décembre. Ici commence, par un froid intense, la débandade des Valaisans, qui se dirigent sur Vilna dans la commune détresse de la retraite. Le 9, le chirurgien-major Kämpfen quitte Vilna pour arriver, le 12 décembre 1812, à Kovno, où finissent ses misères. Pour lui, la véritable « retraite de Russie » a duré une semaine. En revanche, il faudra huit jours pour réunir quelque cinq cents hommes du 11<sup>e</sup> régiment dans un village situé près de Königsberg<sup>21</sup>. Certains officiers valaisans eurent encore plus de chance que Kämpfen : le capitaine Dumaye, qui fut évacué pour raison de santé du camp de Disna, dès le 25 juillet 1812<sup>22</sup> ; le capitaine Clemenso, renvoyé de Polotzk avec un fourgon de comptabilité, le 18 octobre<sup>23</sup> ; le major Blanc, commandant du bataillon, envoyé de Polotzk à Vilna pour escorter des prisonniers russes et qui demeure à Vilna en qualité de major de place jusqu'au 9 décembre<sup>24</sup>.

Il est évidemment impossible de dire dans quelle mesure les hommes et les autres officiers valaisans ont pu suivre le chirurgien-major Kämpfen dans son heureuse retraite. Ce qui est sûr, c'est que le bataillon n'eut pas à déplorer la mort d'autres officiers valaisans que Bertrand et Dufour.

Dans l'ensemble, le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère a mené, durant l'automne 1812, une campagne très dure ; mais, tout

<sup>21</sup> Kämpfen, *Souvenirs*, pp. 97-106.

<sup>22</sup> Reymondeulaz, p. 136.

<sup>23</sup> Clemenso, p. 47.

<sup>24</sup> Kämpfen, *Souvenirs*, p. 105.

compte fait, il a été favorisé<sup>25</sup>. Ce fait est important, car la clémence relative du destin à l'égard des Valaisans va avoir son revers : le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère sera bientôt reconstitué. En 1812, ont lieu en Valais deux levées de troupes opérées sur la base des conscriptions. La première, qui groupe des conscrits nés en 1791, est achevée avant le 1<sup>er</sup> juin<sup>26</sup>. La seconde, qui réunit des conscrits nés en 1792, est achevée en novembre. Le contingent annuel est de cent hommes pour le Valais. Le contingent de 1812 est parti pour Wesel le 10 novembre 1812<sup>27</sup>. Enfin, en mars 1813, cent vingt-six jeunes Valaisans prennent à leur tour le chemin des armées<sup>28</sup>. Ainsi les trois levées de 1811, 1812 et 1813 ont eu lieu, dans le département du Simplon, en l'espace d'une année. Dès avril 1813, le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère est de nouveau au complet à Wesel<sup>29</sup>.

Il fera les campagnes d'Allemagne en 1813. Mais une centaine de Valaisans à peine franchiront le Rhin pour rentrer en France et gagner Metz, où ils seront assiégés par les Alliés en 1814<sup>30</sup>. La plus grande partie du « bataillon valaisan » reste en Allemagne pendant la campagne de 1814 et demeure jusqu'à la chute de l'Empire soit à Prester, soit dans Magdebourg investie. Il ne rentre

<sup>25</sup> Selon Kämpfen, *Souvenirs*, pp. 105-106, un bataillon entier resta encore groupé de Smorgony à Vilna. De là, il conserva une centaine d'hommes réunis.

<sup>26</sup> *Mémorial* du 31 décembre 1811, p. 230 ; du 7 janvier 1812, p. 231 ; du 3 juin 1812, pp. 349-350.

<sup>27</sup> *Mémorial* du 11 novembre 1812, p. 527 ; du 23 décembre 1812, p. 574.

<sup>28</sup> Ce sont les neuf volontaires du « don gratuit » fait par le département du Simplon à Napoléon (voir ci-dessus, p. 34) et les 117 conscrits du contingent fixé pour 1813 (voir *Mémorial* du 24 février 1813, pp. 51-56). Selon ce document, les séances du conseil de recrutement ont eu lieu du 11 au 17 mars. L'arrondissement de Brigue a fourni 30 hommes, ainsi répartis par canton : Conches 8 ; Brigue 6 ; Mörel 3 ; Rarogne 5 ; Viège 8. L'arrondissement de Sion en a fourni 38 : Loèche 7 ; Sierre 10 ; Hérémence 7 ; Sion 14. L'arrondissement de Saint-Maurice 49 : Entremont 14 ; Martigny 12 ; Saint-Maurice 10 et Monthey 13. Nous ne pouvons fixer avec précision la date de leur départ, la collection du *Mémorial* aux AV présentant des lacunes. Mais le départ a eu lieu : voir ci-dessous p. 180.

<sup>29</sup> Clemenso, p. 49. Dès le 3 avril 1813, le général Vial reçoit le commandement de la 6<sup>e</sup> division d'infanterie, formée à Wesel le 6 avril du 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère et des 2<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> de ligne (Six, t. II, article Vial, p. 546).

<sup>30</sup> Schaller, pp. 181, 192.

en France que sous Louis XVIII et c'est à Rennes, où le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère a établi ses quartiers, que les Valaisans sont enfin libérés, ayant cessé d'être Français<sup>31</sup>.

Dans le département du Simplon, assurément, les Valaisans se sentaient liés, par la participation des leurs, à l'aventure napoléonienne, aventure dont l'issue était difficilement prévisible aussi longtemps que Napoléon était là. Or, en 1812, 1813 et 1814, il n'est guère de famille notable qui n'ait un fils sous les drapeaux français. Ce sont des bourgeois des villes, des notables campagnards et des nobles. Parmi les officiers du 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, on trouve dans l'artillerie : Louis de Quartéry, de Saint-Maurice, et Antoine Andenmatten, de Viège ; dans l'infanterie : Pierre-Joseph Blanc, d'Ayent, Antoine Kämpfen, de Brigue, Alexandre Dumaye, de Chamoson, Joseph-Louis Gay, de Martigny, François-Benjamin Bertrand, de Saint-Maurice, André Wœffray, de Saint-Maurice, Hyacinthe Clemenso, d'Ardon, Antoine Dayer, d'Héremence, les trois frères Louis, Pierre-Marie et Frédéric Dufour<sup>32</sup> ; Louis Robatel, de Saint-Maurice, Jacques Lovina, de Zermatt<sup>33</sup> ; Louis Macognin de la Pierre, de Saint-Maurice, Joseph de Sépibus, de Mörel<sup>34</sup> ; Louis-Adrien Pignat, de Vouvry, Jean-Pierre Coquoz<sup>35</sup> ; François Taffiner, de Reckingen<sup>36</sup> ; Adrien de Riedmatten, de Münster, aumônier du « bataillon valaisan » de 1807 à 1815, et qui fera avec lui les campagnes d'Allemagne de 1813 et de 1814<sup>37</sup>, enfin l'adjudant-major Jean-Baptiste de Preux, qui a servi au bataillon valaisan en Espagne dès sa formation et qui est fait prisonnier à Leipzig<sup>38</sup>.

Outre les nobles, on doit considérer comme des « Messieurs » les trois frères Dufour qui ont pour mère une Du Fay, de Mon-

<sup>31</sup> Robatel, pp. 120-130.

<sup>32</sup> Kämpfen, *Souvenirs*, p. 91 ; Clemenso, p. 40, note 6.

<sup>33</sup> Robatel, p. 121.

<sup>34</sup> Schaller, p. 102.

<sup>35</sup> SE, vol. 37, pp. 312-313 ; J.-B. Bertrand, *Valaisans en Russie*, dans *Ann. Val.*, 1942, p. 363, note 1.

<sup>36</sup> SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffre 27.

<sup>37</sup> SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffre 63 ; Schmid-Lauber, t. 6, pp. 275-276.

<sup>38</sup> Schaller, pp. 102, 180 ; Vallière, p. 665.

they, et pour père le sous-préfet de Saint-Maurice, ainsi que François Taffiner, dont le père sera bientôt le chef du gouvernement valaisan.

### 3. *Les Valaisans servant dans d'autres unités que le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère*

Mais tous les Valaisans qui se battent sous les drapeaux de la France ne se trouvent pas au 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère. Certains servent au 4<sup>e</sup> régiment des hussards des gardes d'honneur : Maurice de Cocatrix, de Saint-Maurice ; Grégoire de Riedmatten, de Sion ; Maurice de Riedmatten, de Münster ; Joseph-Marie de Werra, de Loèche. Ils sont partis le 2 mai 1813 pour Lyon, en compagnie de Jean-Martin Besse et de Nicolas Bruchez, tous deux de Bagnes ; de Maurice Dallèves, de Sembrancher ; de Jean-Pierre Germanier, de Conthey, de Pierre Torrent, de Monthey, et de François-Joseph Willa, de Loèche. Tous appartiennent à des familles aisées et influentes<sup>39</sup>. La plupart ne doivent pas tarder de recevoir leur brevet d'officier<sup>40</sup>. Grégoire de Riedmatten est déjà lieutenant et il a combattu en Espagne avec le bataillon valaisan. Il est « issu d'une des plus anciennes familles du Valais qui a donné à la France plusieurs officiers généraux et qui a eu six évêques de Sion, dans un temps où ils avaient le titre de princes d'Empire et de grands baillis »<sup>41</sup>. Lui-même ainsi que Maurice

<sup>39</sup> S 10, fasc. 11, n<sup>os</sup> 10 et 13.

<sup>40</sup> *Mémorial* du 17 novembre 1813, pp. 263-264, circulaire du 17 novembre 1813 : « Les enrôlés volontaires pour des gardes d'honneur, ayant la perspective d'obtenir promptement rang d'officier, devront d'ailleurs avoir de l'éducation et appartenir à une famille honnête. Il faut en outre qu'ils aient la taille propre à la cavalerie. » Pour ceux qui furent promus officiers, voir SE, vol. 31, pp. 296-297, et *Armorial*, article de *Riedmatten*, pp. 211-212. De ce nombre sont Nicolas Bruchez, qui épousera en 1822 une Française de grande famille, la comtesse Eve de Brady (voir Pierre Bioley, *Grandeur et décadence d'un officier valaisan*, pp. 67-70, dans *Ann. Val.*, 1917, pp. 65-75), et Pierre Torrent (voir J.-B. Bertrand, *La régénération valaisanne*, annexe V, dans *Ann. Val.*, 1941, p. 219).

<sup>41</sup> S 10, fasc. 11, n<sup>o</sup> 3. En effet, de 1529 à 1701, six de Riedmatten détiennent presque constamment les pouvoirs spirituel et temporel en Valais, en qualité d'évêques de Sion ; voir Schmid-Lauber, t. 6, pp. 266-278. Grégoire de Riedmatten épousera, en 1824, une Française, Nathalie de la Jonquière ; voir AGS, t. VI, 1936, p. 580.

de Riedmatten<sup>42</sup> et tous ses camarades, après avoir participé à la campagne de Saxe, à Dresde et à Leipzig, combattent à Hanau, puis font toute la campagne de France en 1814 ; ils sont à Montmirail, à Brienne, à Eprenay, à Meaux et à Montmartre<sup>43</sup>. Maurice Dallèves est tué en Allemagne<sup>44</sup>.

Il est difficile de signaler les officiers qui servent isolément dans diverses unités. Un bon nombre se trouvent dans la péninsule ibérique. Joseph Jost, de Saint-Maurice, après avoir longtemps servi en Espagne sous les ordres du général Hugo, avec le grade de capitaine, puis de chef de bataillon adjoint, est nommé commandant supérieur à Dax en 1813 et se distingue par sa retraite sur Bordeaux, jusqu'à sa jonction avec l'armée du Midi, où il est attaché à l'état-major général le 1<sup>er</sup> janvier 1814<sup>45</sup>. Jost est un ancien officier du régiment valaisan au service d'Espagne qui se rangea aux côtés des Français en 1808. Le commandant de ce régiment, Charles de Preux, de Sion, nommé général de brigade, a été fait prisonnier à Baylen, ainsi que le lieutenant-colonel Joseph Gard, de Bagnes, et que le capitaine Joseph Lager, de Conches. Tous trois ont été conduits à Séville, jetés dans une prison d'Etat, remis au tribunal de la junte de Séville, libérés de leur prison par l'armée française le 1<sup>er</sup> février 1810. En 1810, 1811 et 1812, ils sont employés au service des places de Séville, de Tolède et de Guadalajara. Le 16 août 1812, ils sont faits prisonniers par Wellington, qui les envoie en Angleterre. Gard et Lager rentrent en France le 30 mai 1814, mais le général de Preux meurt en captivité, à Bridgnorth, en 1813<sup>46</sup>. On trouve encore en Espagne Guillaume de Kalbermatten, de Viège, lieutenant dans un régiment suisse au service de France, qui fait à l'armée du centre les campagnes de 1812 et de 1813 sous les ordres de Drouet d'Erlon<sup>47</sup>,

<sup>42</sup> *Armorial*, art. de Riedmatten, pp. 211-212.

<sup>43</sup> SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffres 25, 32, 35, 36, 37.

<sup>44</sup> Robatel, p. 114, qui écrit par erreur « Russie ».

<sup>45</sup> SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffre 66. Blessé à Baylen en 1808, et à Saint-Jean-de-Luz, le 10 novembre 1813.

<sup>46</sup> *Ibidem*, chiffres 3 et 20 ; P. Bioley, *Au service de l'Espagne*, dans *Ann. Val.*, 1921, pp. 130-138.

<sup>47</sup> SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffre 12.

ainsi que son père, Joseph de Kalbermatten<sup>48</sup>. David Délez, de Salvan, en Espagne de 1808 à 1813, passe sous-lieutenant au 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère le 26 janvier 1814 et fait la campagne de 1814 dans les Pyrénées, à l'armée du Midi<sup>49</sup>. Pierre-Antoine de Preux, de Sierre, ancien officier du régiment de Preux, passé au service de France, combat en Espagne sous les ordres de Dupont, puis de Sébastiani de 1808 à 1812, puis passe au 4<sup>e</sup> régiment des gardes d'honneur le 10 juin 1813<sup>50</sup>. On trouve encore en Espagne un autre Sierrois, le capitaine Ignace de Preux, qui se bat en 1810 sous les ordres de Soult, fait la campagne de 1812 et participe à la retraite de l'armée du Midi de Séville à Valence<sup>51</sup>.

Il convient de citer, à côté de ces Valaisans « d'Espagne », un certain nombre d'isolés que l'on rencontre à tous les points cardinaux. Melchior de Montheys, de Sion, fait aux îles Ioniennes les campagnes de 1813 et de 1814, en qualité de lieutenant au 2<sup>e</sup> régiment étranger au service de France<sup>52</sup>. Guillaume Du Fay, de Monthey, beau-frère de Michel Dufour, est en 1813 capitaine quartier-maître au 1<sup>er</sup> régiment suisse en garnison à Metz et sert au corps d'armée de la Moselle du 4 janvier au 30 avril 1814<sup>53</sup>. Benjamin de Nuccé, de Vouvry, quitte le Valais pour entrer au 127<sup>e</sup> régiment de ligne en qualité de capitaine par décret du 16 août 1811<sup>54</sup>. Gaspard de Sépibus, fils du sous-préfet de Brigue, est lieutenant au 32<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère en Espagne, où il fait campagne de février 1812 à octobre 1813 ; il passe alors comme capitaine au 13<sup>e</sup> léger à l'armée du Nord et y fait la campagne de 1814, commandant plusieurs mois un bataillon à Ostende<sup>55</sup>.

<sup>48</sup> SE, vol. 37, pp. 252-253.

<sup>49</sup> *Ibidem*, pp. 310-311.

<sup>50</sup> SE, th. 21, fasc. 14, n° 2, chiffre 24 ; S 10, fasc. 11, n° 13 ; SE, vol. 37, pp. 304-305.

<sup>51</sup> SE, vol. 37, pp. 284-285 ; SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffre 10 ; Schaller, p. 102.

<sup>52</sup> SE, vol. 37, pp. 302-303 ; SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffre 29.

<sup>53</sup> Robatel, p. 116 ; SE, vol. 37, pp. 274-275.

<sup>54</sup> SE, vol. 37, pp. 260-261.

<sup>55</sup> SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffre 17.

Benjamin de Rivaz, de Saint-Maurice, après avoir été nommé en 1810 lieutenant de l'ouvrier par Alexandre Berthier, prince de Neuchâtel et grand veneur impérial, sera officier d'ordonnance de ce dernier pendant la campagne de Russie<sup>56</sup>. Pierre-Joseph Fumeaux, de Conthey, après avoir servi au bataillon valaisan, est passé au 131<sup>e</sup> régiment de ligne (ex-régiment de Walcheren) où il a reçu son brevet de capitaine le 29 janvier 1814. Il s'est battu en Catalogne de 1807 à 1811, en Russie en 1812, en Prusse et en Saxe en 1813 sous les ordres du Vaudois Reynier, enfin à l'armée de Rhin et Moselle sous les ordres de Durutte en 1814<sup>57</sup>. Mais le plus illustre de tous les officiers valaisans de la Révolution et de l'Empire est le général François-Joseph Schiner, de Sion. Jacobin convaincu, il a combattu les insurgés haut-valaisans en 1799<sup>58</sup>; blessé par la suite en maintes batailles, il est fait baron d'Empire en 1808; il est employé au camp d'Utrecht le 23 avril 1813, et ne sera mis en non-activité que le 1<sup>er</sup> septembre 1814<sup>59</sup>.

À côté des officiers, il faut faire mention des jeunes gens qui se préparent à la carrière militaire dans les écoles de France. Tous sont d'excellente famille. Maurice de Lavallaz, de Collombey, est entré en 1812 à l'Ecole impériale de Saint-Cyr, où il a rang de sous-lieutenant. Il fait en 1814 la campagne de France, sous les ordres du général Meunier<sup>60</sup>. Au Prytanée militaire de La Flèche se trouvent, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1812, Edouard de Quartéry, Augustin de Riedmatten, Gaspard-Ignace Stockalper, Joseph Theiler<sup>61</sup>. Ils y sont bientôt rejoints par Charles de Nuce, qui y entre par décret du 8 novembre 1812<sup>62</sup> et par le frère de celui-ci, Hyacinthe<sup>63</sup>.

Enfin un petit nombre de jeunes gens de bonne famille poursuivent leurs études secondaires en France. Rien n'est fait, à l'épo-

<sup>56</sup> *Armorial*, art. de Rivaz, p. 214; Vallière, p. 689.

<sup>57</sup> SE, vol. 31, pp. 289-290.

<sup>58</sup> Courten, *Journaux*, pp. 63-64.

<sup>59</sup> Six, t. II, p. 434-435.

<sup>60</sup> SE, vol. 31, pp. 314-315; SE, th. 21, fasc. 14, n° 2, chiffre 38.

<sup>61</sup> SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffres 38-42.

<sup>62</sup> *Ibidem*, chiffre 43.

<sup>63</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 16.

que impériale, qui modifie en quoi que ce soit les établissements d'enseignement en Valais, lesquels se trouvent d'ailleurs dans un état déplorable. Une série d'arrêtés pris par Fontanes, grand maître de l'Université, le 29 avril 1812, n'a pas eu d'autre effet que de nommer officiellement les régents qui enseignaient déjà dans les collèges de Sion, de Saint-Maurice et de Brigue. La francisation de ces trois établissements n'est prévue qu'à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1815<sup>64</sup>. Au collège de Brigue, il n'existe que trois années d'études secondaires, car la « classe de lecture » relève encore de l'enseignement primaire. Trois piaristes assistés d'un maître d'école y constituent tout le corps enseignant<sup>65</sup>. Plutôt que de redonner vie à ce collège squelettique, l'administration impériale transforma le bâtiment en caserne, et, en attendant la réorganisation prévue, accorda quelques bourses au lycée de Lyon, destinées à des enfants de familles valaisannes<sup>66</sup>. Il est clair qu'une telle faveur ne pouvait que contribuer à faire de jeunes Français de ces lycéens.

#### 4. Le milieu social et la mentalité des officiers

La liste que l'on vient de lire des étudiants valaisans au Prytanée de La Flèche n'est probablement pas complète<sup>67</sup>, pas plus que ne prétend être exhaustive l'énumération des officiers ou des gardes d'honneur du département réuni, alors sous les drapeaux

<sup>64</sup> *Mémorial* du 3 juin 1812, p. 352.

<sup>65</sup> *Mémorial* du 3 juin 1812, p. 352 ; du 4 novembre 1812, pp. 522-523 ; *Annuaire*, p. 68 : les collèges de Sion et de Saint-Maurice n'ont pas de « classe de lecture ». A Brigue, celle-ci est tenue par le Valaisan Calasance Venetz, et les trois maîtres secondaires sont des étrangers : Ignace Dillmann, principal, Egbert Mayerle, régent de grammaire, et Guillaume Lumpp, régent de la « classe élémentaire ». Les études de grammaire durent deux ans. Voir aussi D. Imesch *Zur Geschichte des Kollegiums von Brig, Festschrift zu dessen zweihundertund-fünfzigjährigen Bestehen 1662-1912*, Brigue, 1912, pp. 50-56.

<sup>66</sup> Rossi, pp. 87-88.

<sup>67</sup> Un décret du 21 février 1812, publ. dans le *Mémorial* du 18 mars, désigne encore comme élèves à La Flèche Casimir Dufour, Ignace Perrig et Louis de Courten ; mais nous n'avons pu découvrir la preuve qu'ils y sont réellement allés.



de l'Empire. Mais sur la cinquantaine d'individus signalés, il n'en est que deux ou trois qui soient rentrés en Valais avant 1814<sup>68</sup>. Plus encore que leur nombre, auquel s'ajoutent les sous-officiers et les soldats, c'est leur milieu social qui importe. Par eux, toute la classe dirigeante se trouve liée au destin des aigles napoléoniennes. Les deux sous-préfets valaisans, Dufour et de Sépibus, ont donné à Napoléon ce qu'ils avaient de plus cher, leurs fils, et Dufour a perdu l'un des siens en Russie. Deux hommes vont prendre les rênes du gouvernement valaisan après Rambuteau. L'un, Jean-François Taffiner, a son fils François au 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère : il fait en 1812 la campagne de Russie ; en 1813, celle de Saxe, durant laquelle il est blessé à Leipzig ; en 1814, celle de France, sous les ordres de Victor. L'autre, Gaspard-Eugène Stockalper, a son petit-fils Gaspard-Ignace à l'Ecole militaire de La Flèche, et c'est un petit-fils qu'il chérit tout particulièrement, au point qu'il avait voulu l'avoir auprès de lui, à Lyon, où ses fonctions de conseiller à la cour ont appelé Stockalper ; c'est pourquoi le jeune garçon avait commencé ses études au lycée de Lyon<sup>69</sup>. Ce n'est pas seulement à Paris, au Corps législatif, c'est surtout aux armées que la présence valaisanne témoigne, jusqu'au 30 mai 1814, de l'existence du département du Simplon.

C'est un fait capital que tant de Valaisans appartenant à l'élite sociale se trouvent liés à des êtres chers qui vivent alors en France ou combattent sous les drapeaux français. Ce fait a eu une conséquence secondaire dont il est difficile d'apprécier l'importance : si le pays a manqué, en un moment crucial, de véritables hommes d'action, c'est peut-être parce que les tempéraments les plus dynamiques, ceux à qui les dangers réels ne font pas peur, se trouvaient alors tout naturellement aux armées. Il ne reste en Valais que des politiciens prudents dont aucun ne veut s'écarter, fût-ce d'un pouce, de la légitimité la plus parfaite.

Quelle était alors, à l'égard de la France, la mentalité des officiers valaisans ? Si, dans les départements de l'ancienne France, les gardes d'honneur créés par Napoléon en 1813 et recrutés dans

<sup>68</sup> C'est le cas de Benjamin de Rivaz et d'Alexandre Dumaye.

<sup>69</sup> Rossi, p. 86.

la bourgeoisie, représentèrent « autant d'otages demandés à la fidélité de plus en plus chancelante des hautes classes de la nation », il n'en fut pas ainsi dans le département réuni du Simplon, où le préfet parvint sans difficulté « à former le contingent à l'aide d'engagements volontaires parmi les bonnes familles du pays »<sup>70</sup>. On n'oserait cependant affirmer qu'aucun officier valaisan n'ait eu le sentiment d'être un otage entre les mains de l'empereur des Français. Que devait penser de sa propre situation Gaspard de Sépibus, fils de ce Léopold en qui s'incarnait l'âme de l'indépendance valaisanne ? « Les parents de cet officier ne le destinaient pas à l'état militaire. Un brevet de sous-lieutenant expédié par Bonaparte le força de l'embrasser. Toutes les objections pour y entrer eurent pour réponse : « Les grâces de l'empereur ne se refusent pas »<sup>71</sup>. Mais si un Gaspard de Sépibus a été un officier malgré lui, d'autres tenaient à honneur de servir la France. Près de quatre mois après l'abdication de Napoléon, David Délez arbore encore à Salvan son uniforme d'officier, et tient des propos qui eussent déplu à la police de Louis XVIII !<sup>72</sup>

D'autres sont demeurés sous les aigles impériales ce qu'ils avaient toujours été auparavant : des mercenaires servant successivement dans toutes les armées qui leur étaient ouvertes, tel Louis Robatel que l'on trouve d'abord au régiment de Courten au service d'Espagne, régiment qui passe au service de la France et est détruit à Baylen. Fait prisonnier par les Espagnols, Robatel se met au service de la junte de Séville et se bat pour elle, ce qui lui vaut d'être fait prisonnier par les Français et emmené en captivité à Mâcon, où il apprend que le Valais devenant un département réuni, il devient, lui Robatel, un citoyen français. Libéré, il rentre en Valais ; il repart bientôt pour Lyon avec l'espoir d'être incorporé dans les gardes d'honneur ; mais il n'est pas admis dans

<sup>70</sup> Rambuteau, p. 112.

<sup>71</sup> SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffre 17, « observations » datées de 1816.

<sup>72</sup> Rentrant en Valais en août 1814, Délez inquiète la police de Berne par les propos qu'il tient à son passage dans cette ville. Une enquête est ouverte. Berguerand, commissaire des guerres à Martigny, rend compte, le 26 août 1814, « qu'il a vu ce militaire vêtu d'un uniforme d'officier français, portant des épaulettes et décoré d'une croix ». — T 2, pp. 386, 395-396, 413.

ce corps. On le verse au 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, avec son grade ancien de sous-lieutenant. Robatel a l'innocence de s'étonner de ce que le ministre de la Guerre à Paris n'a pas reconnu comme valable le brevet de lieutenant que la junta de Séville lui a accordé et il s'écrie avec une belle indignation de militaire de carrière : « C'était encore une injustice de Napoléon... » Cela ne l'empêchera pas de se battre en Allemagne en 1813 et en 1814, jusqu'à la fin de l'Empire<sup>73</sup>. Sans doute ce type d'officier mercenaire devait-il se rencontrer assez fréquemment parmi les officiers du département du Simplon.

Mais les mêmes hommes croyaient peut-être aussi, comme tant d'officiers français, à l'étoile de l'empereur. Tel est certes le cas de ceux qui se sont mis volontairement au service de Napoléon sous les Cent-Jours, soit dans le bataillon suisse constitué par les frères Stoffel, tel Hyacinthe Clemenso<sup>74</sup>, soit dans quelque régiment français, tel Joseph Jost, qui s'estima « obligé par honneur de suivre le général Hugo, dont il était aide de camp »<sup>75</sup>.

Hyacinthe Clemenso sera naturalisé français dès le 25 décembre 1816<sup>76</sup>. Le chirurgien-major Antoine Kämpfen ne changera de nationalité qu'en 1849<sup>77</sup>, mais comment douter, à la lecture de ses souvenirs, qu'il ait eu un cœur tout français ?

Le 17 août 1812, lors de la campagne de Russie, le colonel Casabianca, qui commande le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, est tué « dans un combat sanglant ». On charge le chirurgien-major de composer l'épithaphe à la mémoire du colonel corse. Paraphrasant Horace, le Haut-Valaisan écrit : « *Dulce et decorum est pro Gallia mori* »<sup>78</sup>, il est doux et glorieux de mourir pour la France.

<sup>73</sup> Robatel, pp. 40, 65, 82-83, 102-103, 121-140.

<sup>74</sup> Clemenso, pp. 55-56.

<sup>75</sup> SE, th. 21, fasc. 14, n° 1, chiffre 66.

<sup>76</sup> Clemenso, p. 61.

<sup>77</sup> Clemenso, p. 46, note 32. Son fils Albert, né à Versailles en 1826, naturalisé français dès 1848, sera directeur des Musées nationaux et de l'Ecole du Louvre de 1887 à 1906 ; voir Kämpfen, *Souvenirs*, p. 108 et p. 6, note 3.

<sup>78</sup> Kämpfen, *Souvenirs*, p. 94. Le vers d'Horace *Dulce et decorum est pro patria mori* se trouve dans les *Odes*, livre III, ode II, vers 13.

On comprend qu'Antoine Kämpfen ait rédigé ses souvenirs en français.

Que les officiers valaisans aient gardé des âmes de mercenaires ou qu'ils se soient déjà fait une mentalité toute française, n'est pas l'essentiel. Il est infiniment probable que la psychologie de maints d'entre eux n'était pas aussi caractérisée que celle d'un Robatel ou d'un Jost. La plupart devaient ressentir en eux-mêmes des sentiments complexes, voire contradictoires, comme il en existe dans beaucoup d'âmes humaines. A l'instar du général Charles de Preux, plus d'un officier valaisan sera tour à tour, ou en même temps, un mercenaire, un Français, un enthousiaste de Napoléon, un « grognard ».

Traditionnellement, le service mercenaire avait conduit nombre d'officiers valaisans à épouser de jeunes Françaises qu'ils avaient connues dans les diverses villes de leurs garnisons. Il n'en va pas autrement à l'époque napoléonienne. Mais le fait prend un autre caractère lorsque ces officiers valaisans sont en même temps des citoyens français. Dans ces conditions, le caractère français du jeune ménage devient prépondérant. Et l'exemple venait des officiers les plus élevés en grade : le major Pierre-Joseph Blanc épouse en 1811, à Prats-de-Mollo, Anne-Marie Parès, fille d'un propriétaire du lieu<sup>79</sup>. C'est là qu'il se retirera quand il sera mis en non-activité, là qu'il mourra<sup>80</sup>.

Ce qui importe, c'est que tous les officiers valaisans sont autant de liens entre la France et le Valais. Ils l'étaient déjà lorsqu'au moment de l'évacuation du département du Simplon, le peuple valaisan, du Haut-Valais comme du Bas-Valais, se montrait d'une « sagesse » exemplaire. Ils le sont encore en ces journées où le département réuni est devenu un *no man's land*. Ils le seront encore et toujours pendant les mois qui vont suivre, jusqu'à la fin de l'Empire. C'est un fait qu'il ne faut jamais perdre de vue lorsqu'on considère ce qui se passe en Valais durant cette période. Les Valaisans servant sous les drapeaux français constituent le lien réel qui rattache encore le département réuni à la Grande Nation.

<sup>79</sup> Clemenso, p. 40, note 6.

<sup>80</sup> *Ibidem*, p. 35, note 4.

### CHAPITRE III

## Les autorités intérimaires

(26 décembre 1813 - 4 janvier 1814)

#### 1. *Les Autrichiens en Suisse*

Un des motifs de l'immobilité valaisanne après l'évacuation par les Français du département réuni est la confiance que l'on a gardée jusqu'au bout en la neutralité de la Suisse, ainsi que l'extrême surprise qu'a produite sa violation par les Alliés. Benjamin de Rivaz écrit à son père le 27 décembre : « Nos voisins de Vaud sont, dit-on, indignés, et nous au moins bien surpris<sup>1</sup> de la conduite de l'armée fédérale après les résolutions prises par la Diète de Zurich. Nous vivons dans un siècle qui vérifie bien la maxime qu'il ne faut pas juger sur les apparences, qui annonçaient de la part de la Suisse une résolution bien prononcée de ne pas laisser violer sa neutralité »<sup>2</sup>.

Ni Rambuteau, ni Hénin de Cuvillers n'avaient reçu aucune instruction de Paris prévoyant le cas où le département du Simplon serait envahi par les Alliés. C'est que la neutralité suisse semblait couvrir efficacement le Valais. En accordant aux Alliés

<sup>1</sup> Lecture incertaine.

<sup>2</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 9 : de Saint-Maurice.

le passage sur le territoire suisse, la Confédération a complètement surpris Napoléon et les Valaisans eux-mêmes, qui ne s'étaient préparés à aucun changement. L'événement soudain les a paralysés par sa soudaineté même. Il a manqué au Valais, entre le 25 et le 29 décembre 1813, un homme de réflexion capable d'embrasser d'un seul coup d'œil toute la situation européenne, et en même temps capable d'agir avec la promptitude de l'éclair.

Bien plus, s'il nous paraît aujourd'hui évident, eu égard à la retraite de Rambuteau, que le Valais allait être envahi par les Autrichiens, cela n'était pas une certitude pour les Valaisans qui vivaient avant cet événement. La lettre que Benjamin de Rivaz écrit à son père le 27 décembre 1813 est encore pleine de doute : « Je pense qu'elle [M<sup>me</sup> Ch.-Em. de Rivaz] vous a informé de l'entrée en Suisse d'une armée ennemie, et des craintes que l'on avait qu'elle ne s'acheminât en partie de nos côtés. Jusqu'à présent, nous n'avons vu aucun ennemi. Je ne vous rapporterai pas tous les faux bruits qui ont été répandus sur leur marche. Hier, il passait pour constant qu'ils arrivaient aujourd'hui à Bex ; aujourd'hui soir, nous ne savons où ils sont en deçà de Berne, mais ils ne sont ni à Vevey, et à ce qu'il paraît, ni à Bulle. Les nouvelles se succèdent et se contredisent les unes et les autres. [...] Genève n'est point occupée par l'ennemi, mais il n'y reste plus que des Genevois et les Autrichiens peuvent y arriver d'un jour à l'autre »<sup>3</sup>. Cette lettre est d'autant plus révélatrice qu'elle se fait l'écho de la rumeur publique<sup>4</sup>, et qu'elle émane d'un homme de qualité. Après avoir écrit sa lettre au soir du 27 décembre, et l'avoir probablement expédiée par le courrier de ce jour<sup>5</sup>, Benjamin de Rivaz dut être bien étonné de voir les Autrichiens arriver à Saint-Maurice le lendemain vers midi. Bref, l'incertitude où l'on était en Valais même, en ce qui concernait les intentions des Autrichiens, poussa les Valaisans à attendre l'événement et les détourna d'agir :

<sup>3</sup> *Ibidem*.

<sup>4</sup> Sur la position réelle des armées autrichiennes, voir ci-dessus pp. 77-78 et ci-dessous, p. 113.

<sup>5</sup> Le 27 décembre 1813 était un lundi. Ce jour-là, le courrier partait de Sion à dix heures du soir pour Saint-Maurice et Genève. Voir *Annuaire*, p. 96.

on ne veut pas se compromettre dans une aventure, on veut d'abord savoir dans quelle situation la fortune des armes placera le Valais : *Wait and see*.

## 2. Le conseil de préfecture et l'arrivée des Autrichiens en Valais

En attendant, le Valais est administré par le conseil de préfecture qui, comme tous les gouvernements qui se sont succédé pendant la République indépendante<sup>6</sup>, est présidé par un Haut-Valaisan. Casimir Lang, à qui le préfet Rambuteau a remis ses pouvoirs avant de partir, est d'ailleurs le doyen de ses deux collègues, Isaac de Rivaz et Louis Pittier<sup>7</sup>.

Mais pourquoi les Valaisans ne songent-ils pas à se donner un autre gouvernement que ce « conseil de préfecture » nommé par l'administration française ? Pourquoi ne rappellent-ils pas les hommes qui se trouvaient au pouvoir au moment où Napoléon avait mis fin à la République indépendante ? Deux des actuels conseillers de préfecture, Lang et de Rivaz, étaient alors conseillers d'Etat. Ils avaient dû, avec le grand bailli Gaspard-Eugène Stockalper, signer au nom du Valais, le 14 novembre 1810, la proclamation du général César Berthier créant le département du Simplon. Pourquoi ces trois hommes ne cherchent-ils pas à ressaisir, au nom d'un Valais indépendant, les rênes du pouvoir ? Il leur eût été aisé d'éliminer Louis Pittier, en lui donnant quelque compensation dans l'ordre judiciaire ou dans l'administration. Mais la remise sur pied du gouvernement de 1810 aurait impliqué la remise en vigueur de la constitution de 1802, puisque ce gouvernement avait été élu sur la base de celle-ci. Or, cette constitution consacrait l'égalité civique des Bas-Valaisans.

<sup>6</sup> Antoine Augustini, Léopold de Sépibus, Gaspard-Eugène Stockalper.

<sup>7</sup> Pittier, p. 24. C'est par erreur que l'*Armorial valaisan* et *Vallesia*, t. XX, 1965 (index), indiquent 1767 comme année de naissance de Casimir Lang. Louis Pittier est né en 1754, Isaac de Rivaz en 1752. Casimir Lang était désigné sous le qualificatif de « l'aîné » (A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 279) ; il avait un frère, Ignace, né en 1764.

Stockalper ne pouvait pas résoudre par sa propre volonté le problème constitutionnel ainsi posé. L'eût-il voulu, qu'il eût soulevé un tollé général dans tout le Haut-Valais. Aussi ne fit-il pas plus appel à ses anciens collègues que ceux-ci ne firent appel à lui.

Au contraire, selon le témoignage même d'Isaac de Rivaz, dès le 24 décembre, les trois conseillers de préfecture prennent au sérieux leurs responsabilités de Français dans le département que le préfet vient de quitter : « D'abord après que M. le préfet fut parti, MM. Lang, Pittier et moi avons siégé à la Préfecture en qualité de remplaçant le préfet. Nous avons écrit des lettres pour faire demeurer en place les fonctionnaires, et pour l'approvisionnement de sel — ce qui a duré peu de jours. Il n'aurait tenu qu'à nous d'appeler M. Stockalper et de nous constituer en Conseil d'Etat. Mais nous avons cru devoir maintenir le pays de tout notre pouvoir sous la domination française »<sup>8</sup>.

Ce loyalisme durera jusqu'au 29 décembre 1813, quand bien même les Autrichiens parviendront à Martigny la veille. Le conseil de préfecture ne se présentera à eux qu'une fois qu'ils auront pris possession de l'hôtel de ville de Sion.

Il est donc raisonnable d'admettre qu'à Saint-Maurice, Joseph de Nuce, directeur des postes, a fait exécuter jusqu'au 28 décembre l'ordre que lui avait adressé le comte de La Valette, directeur général des postes de l'Empire. Ce haut fonctionnaire lui demandait de saisir tous les numéros de la *Gazette de Lausanne* qui parviendraient au bureau de Saint-Maurice, ladite gazette étant « composée en grande partie d'extraits de journaux allemands, pleins d'exagérations susceptibles de produire des impressions défavorables sur l'opinion publique »<sup>9</sup>. Saint-Maurice, en effet, s'est montré en toutes choses extrêmement docile aux directives de l'administration française.

Au surplus, le conseil de préfecture n'est pas totalement dépourvu d'une force publique, du moins dans le Bas-Valais.

<sup>8</sup> Rz, cart. 78, fasc. 19 : Isaac de Rivaz, *Journal de ce qui s'est passé au Conseil depuis la retraite du préfet et des autorités françaises*.

<sup>9</sup> Lettre de Paris, 23 décembre 1813, publ. dans la *Gazette de Lausanne* du 6 décembre 1963 par E. Biollay; l'original est conservé dans Rz, cart. 52, fasc. 53, n° 17.



Avant de quitter le département du Simplon, Rambuteau y a créé, dans les trois chefs-lieux d'arrondissement, Brigue, Sion et Saint-Maurice, « une garde nationale sédentaire »<sup>10</sup>. Certes il ne songe plus alors à une garde nationale capable de défendre le pays contre les Autrichiens. Elle a seulement pour tâche « de maintenir l'ordre et la police dans l'absence de la gendarmerie. Elle fut composée des principaux propriétaires et d'anciens officiers dévoués à la France »<sup>11</sup>. Le préfet ne s'est pas contenté de donner un ordre général, sans en contrôler l'exécution. Il a procédé aux nominations des officiers y compris les officiers subalternes. A Saint-Maurice, par exemple, le notaire Louis Biollay, établissant son *curriculum vitae*, ne manque pas de noter qu'il a été « nommé lieutenant dans la garde nationale par le préfet comte de Rambuteau »<sup>12</sup>. Et, de la même ville, Benjamin de Rivaz écrit à son père le 27 décembre : « La garde nationale fait le service ici. On m'a nommé capitaine de la compagnie des mariés. Ce n'était certainement pas le moment de remercier ; mais il me paraît que mon acceptation est loin de plaire à tout le monde. Quoi qu'il en soit, je ferai tout le service qui me sera ordonné, où il n'y a ni honneur à acquérir, ni danger à courir, puisqu'on laissera, par instruction, entrer bien paisiblement toute force étrangère qui se présentera »<sup>13</sup>. La garde nationale créée par Rambuteau entrera en activité aussitôt après le départ des Français. A Saint-Maurice « la retraite s'étant effectuée le 25 [décembre], à onze heures du matin, [...] la garde bourgeoise entra aussitôt en activité de service et occupa les corps de garde de l'hôtel de ville et du château »<sup>14</sup>.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Maurice, Michel Dufour, est demeuré en place. C'est lui qui, avec le maire de la ville, Jacques de Quartéry, assume la direction de cette garde nationale, dont la fonction la plus spectaculaire est de maintenir

<sup>10</sup> S 10, fasc. 5, n° 36 : Rambuteau aux ministres de l'Intérieur, de la Guerre et de la Police, de Fort l'Ecluse, 31 décembre 1813, minute.

<sup>11</sup> *Ibidem*.

<sup>12</sup> AV, Fonds P. Bioley, pièce 119.

<sup>13</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 9.

<sup>14</sup> Macognin, p. 96.

fermée la frontière suisse, c'est-à-dire le pont de Saint-Maurice, qui a été barricadé<sup>15</sup>.

On connaît moins bien l'activité de la garde nationale dans les autres localités importantes du Valais ; comme il n'y eut nulle part de troubles d'aucune sorte, on doit estimer qu'elle a suppléé convenablement à la gendarmerie et qu'elle n'a donc pas été inutile.

Mais à peine le préfet Rambuteau a-t-il quitté Saint-Maurice, emmenant avec lui la petite garnison du château, que les habitants, les femmes particulièrement, prennent peur. Que faut-il attendre des Autrichiens qui vont venir ? Dès le 25 décembre, en prévision de l'événement inéluctable, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz écrit à son mari : « Nous sommes tous effrayés de cette visite et des suites qu'elle va entraîner [...] avec la perspective de loger des troupes tout l'hiver, et peut-être quelque chose de pire »<sup>16</sup>. Et puisque l'on s'attend au pire, on prend les précautions qui s'imposent : « Toutes les jeunes dames et demoiselles de Saint-Maurice se sont retirées dans les montagnes pour éviter l'arrivée des troupes. Les quatre filles de Benjamin sont en Mex »<sup>17</sup>. Et M<sup>me</sup> de Rivaz songe même à fermer sa maison, après l'avoir vidée de ses meubles<sup>18</sup>. Quant à sa sœur, née valaisanne comme elle, mais mariée au Parisien Tousard d'Olbec, elle envoie deux de ses enfants en Savoie<sup>19</sup>.

Les hommes, moins émotifs, essaient de se rassurer, sans y parvenir tout à fait, tel Benjamin de Rivaz qui écrit à son père :

<sup>15</sup> Hénin, Rapport sur l'évacuation (p. 14) : « ... Rambuteau, avant de partir de Saint-Maurice dans la journée du 25, fit fermer et barricader le pont et en confia la garde aux habitants qui nous étaient le plus dévoués, sous la direction du sous-préfet et du maire de Saint-Maurice, sur la loyauté desquels on pouvait compter. »

<sup>16</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 50 : de Saint-Maurice.

<sup>17</sup> *Ibidem*. Il s'agit des filles de Benjamin de Rivaz, fils de Charles-Emmanuel.

<sup>18</sup> *Ibidem* : « Je pense (si cela ne te contrarie pas trop et que tu l'approuves) à fermer la maison, renvoyer les domestiques, et la loge (sauf la fromagère), où mon intention serait d'enfermer tous nos gros meubles, et mettre hors de la ville, dans un lieu sûr, ce qui peut être transporté. »

<sup>19</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 9, Benjamin de Rivaz à son père, de Saint-Maurice, 27 décembre 1813 : « Ses deux fils cadets [de M<sup>me</sup> Tousard d'Olbec] ont été envoyés à Annecy. »

« Quels que soient les événements, il paraît que nous ne devons pas redouter de la part de ceux qui peuvent venir chez nous des traitements trop durs. En Suisse, ils observent, dit-on, une discipline passablement exacte »<sup>20</sup>. Quoi qu'il en soit, toutes les précautions sont prises et les filles sont déjà à la montagne...

Le 28 décembre 1813, Bubna était encore à Lausanne. Il ne devait entrer à Genève avec ses troupes que le 30<sup>21</sup>. Saint-Maurice allait donc être occupé par les Autrichiens avant Genève. Le conseiller de préfecture Louis Pittier quitte Saint-Maurice à dix heures du matin pour Bex. Il y apprend dans une auberge que les Autrichiens sont arrivés à Vevey la veille, à huit heures du soir, et qu'ils sont attendus à Bex dans la journée. Il repart aussitôt pour le Valais, à onze heures, y apporter la grande nouvelle. A peine est-il arrivé au pont de Saint-Maurice qu'une patrouille à cheval, composée d'un officier et de huit maréchaux des logis de hussards, y parvient « sur ses talons » à midi, et ordonne à la municipalité de préparer un repas pour cinq cents hommes<sup>22</sup>.

Ce détachement comprend le 6<sup>e</sup> bataillon de chasseurs, deux compagnies de *Creuzer* de Warasdin, cent hommes du bataillon de Gradisca et un escadron de hussards Aloys Liechtenstein<sup>23</sup>. Les Valaisans qui, depuis quatorze ans, n'ont pu admirer que les uniformes des armées napoléoniennes auront enfin l'occasion de voir défiler d'autres militaires « dans leurs uniformes dont se faisaient remarquer la fantaisie et l'étrangeté, [...] image de l'empire bigarré qu'était la monarchie autrichienne<sup>24</sup> ». Les cinq cents hommes annoncés arrivent à Saint-Maurice à deux heures de l'après-midi, et y prennent le repas que la municipalité leur a fait préparer. Quarante heureux Croates sont laissés au château de Saint-Maurice sous le commandement d'un lieutenant. Les autres successeurs des

<sup>20</sup> *Ibidem*.

<sup>21</sup> Martin, pp. 254 et 256.

<sup>22</sup> Pittier, pp. 23-24, corrigé selon Boccard, p. 338, et Macognin, p. 96.

<sup>23</sup> Cordon, pp. 235-236.

<sup>24</sup> Kasser, p. 39. Les *Creuzer* de Warasdin, de même que le bataillon de Gradisca, sont des « régiments-frontières », dont la mission ordinaire est de surveiller les territoires autrichiens proches de l'empire turc. Voir Favre, pp. 135-141. Le terme de « *Creuzer* » (croisés) semble dû à un détail de l'uniforme.

Français prennent, à quatre heures, le chemin de Martigny, où ils arriveront très fatigués<sup>25</sup>.

Le lendemain arrivait à Saint-Maurice un nouveau détachement de cent hommes, ce qui portait à six cents le total des militaires autrichiens en Valais<sup>26</sup>. Toute cette troupe est placée sous les ordres du baron Joseph-Franz von Simbschen, « colonel du régiment front-  
tier de Gradisca n° 8, au service de S. M. Impériale et Royale Apostolique Autrichienne, commandant les troupes stationnées en Valais »<sup>27</sup>.

Le 29 décembre entre six heures et sept heures du matin, un piquet d'infanterie arrive à Sion, transporté en voiture de Martigny<sup>28</sup>. Simbschen laisse à Martigny un petit détachement. Le reste de la troupe « au nombre de quatre à cinq cents hommes, savoir trois ou quatre compagnies d'infanterie et une soixantaine de hus-sards, la plupart croates », gagne Sion, où l'on attend les Autrichiens « comme de nouveaux Moïses qui venaient tirer le peuple valaisan de la servitude d'Égypte »<sup>29</sup>. Bref, les Autrichiens sont accueillis ici comme des libérateurs. L'enthousiasme populaire doit leur plaire, car ils n'ont sans doute pas eu la même joie à Saint-Maurice. Mais le colonel Simbschen ne va pas tarder à se rendre compte que le Valais est un département réuni, et non pas, comme Berne, un canton suisse enchanté de l'arrivée d'alliés très chers. Alors qu'à Berne, le gouvernement d'ancien régime qui venait de reprendre le pouvoir, a fait illuminer la ville<sup>30</sup>, à Sion, rien de tel ne se produit. Simbschen y arrive vers les cinq heures du soir. Quelques membres du conseil municipal étaient allés à sa rencontre, avec le maire Joseph de Lavallaz. Simbschen se rend à l'hôtel

<sup>25</sup> Cordon, p. 236 ; Macognin, p. 97, pour les indications horaires.

<sup>26</sup> Boccard, p. 338. Voir *Procès verbal de la prise de possession du Valais par les Autrichiens*, publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 108 : « un corps de six cents hommes, tant infanterie que cavalerie ». La veille, à Bex, on avait présenté à Louis Pittier la troupe de Simbschen comme une avant-garde suivie de 1300 fantassins. Voir Pittier, pp. 23-24.

<sup>27</sup> AV, Fonds Gaspard Stockalper, th. 3, vol. 12, copie manuscrite n° 7.

<sup>28</sup> Pittier, p. 24.

<sup>29</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 8.

<sup>30</sup> Kasser, p. 39.

de ville, où les trois conseillers de préfecture se présentent aussitôt à lui, pour faire leur soumission en des termes d'ailleurs dénués d'enthousiasme : le Valais cédait à la force, comme il n'avait cessé de le faire depuis 1798<sup>31</sup>.

Le nombre des Autrichiens arrivés en Valais était sensiblement le même que celui des Français qui venaient de partir avec Rambuteau. Mais Simbschen n'avait avec lui que des militaires. Force lui était donc de faire appel aux fonctionnaires demeurés dans le département pour en assurer l'administration civile. C'est ce qu'il fit, en vertu de la proclamation du prince de Schwarzenberg aux Français<sup>32</sup>, tant pour les fonctionnaires de l'administration que pour les magistrats de l'ordre judiciaire<sup>33</sup>. Les trois membres du conseil de préfecture restaient en fonctions.

En fait, un grand changement est intervenu : les pouvoirs du « conseil de préfecture » n'émanent plus maintenant de Rambuteau, mais de Simbschen ; Casimir Lang, Isaac de Rivaz et Louis Pittier doivent, en vertu même de la proclamation de Schwarzenberg, s'« abstenir de toutes relations avec les autorités françaises » et cesser « d'exécuter leurs ordres »<sup>34</sup>. Ces ordres nouveaux sont transmis aux sous-préfets de Brigue et de Saint-Maurice avec la mission d'en instruire les maires, par le conseil de préfecture, qui y joint des exemplaires de la proclamation de Schwarzenberg<sup>35</sup>. De son côté, Simbschen « fit publier au son du tambour la proclamation aux Français »<sup>36</sup>, acte qui donnait à la prise de possession du Valais par les Autrichiens un caractère public et officiel.

Les Français auxquels s'adresse cette proclamation, c'est-à-dire les Valaisans, ne tardent pas à se manifester, particulièrement les habitants de la partie alémanique du département. L'un d'eux,

<sup>31</sup> Rz, 78, n° 19 : Isaac de Rivaz, *Journal...* : « Nous fîmes un discours portant que le petit pays du Valais était en coutume jusqu'ici d'obéir aux puissances que la Providence dirigeait en force ; que, de même, en cette circonstance, notre pays céderait à la force, et que nous remettons nos pouvoirs. »

<sup>32</sup> *Ibidem* ; A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 8.

<sup>33</sup> Pittier, p. 24.

<sup>34</sup> *Ibidem*.

<sup>35</sup> *Ibidem*, p. 25.

<sup>36</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 8.

Gaspard-Eugène Stockalper, n'attendait pour agir que l'arrivée des Autrichiens en Valais. Il avait prévu l'événement et s'y était préparé.

Conseiller à la cour impériale de Lyon, qui faisait fonction de cour d'appel pour le département du Simplon, il menait dans la grande cité rhodanienne une existence exempte de tout tracas, coupée agréablement de vacances d'été qu'il passait en Valais et de nombreux congés pour convenances personnelles, qu'on lui accordait sans difficulté. Il en obtint un d'une durée d'un mois, qui lui fut accordé le 7 décembre 1813<sup>37</sup>. Il rentre en Valais durant la semaine qui précède Noël. Son arrivée est naturellement remarquée et, comme il fallait s'y attendre, accompagnée de faux bruits<sup>38</sup>. Etant donné les circonstances, comment ne songerait-il pas à reprendre dans sa patrie les rênes du pouvoir, arrachées de ses mains par la réunion du Valais à la France ?

Il a maintenant soixante-trois ans, mais il est encore étonnamment jeune physiquement et moralement<sup>39</sup>. C'est un homme de belle taille et de belle apparence. Il mesure un mètre soixante-treize. « Front ouvert, yeux gris, [...] bouche moyenne, menton rond », il est demeuré châtain de cheveux et de poil<sup>40</sup>. Au point de vue moral, comme le remarque excellemment son biographe, Stockalper n'était pas né pour l'héroïsme<sup>41</sup>. En 1799, alors qu'il était jeune encore, il avait fallu lui forcer la main pour qu'il entrât dans le conseil de guerre des Haut-Valaisans, et il ne l'avait fait que sous menace de mort. Après la défaite du Bois de Finges, il s'était réfugié à Domodossola, où il possédait le droit de bour-

<sup>37</sup> Rossi, pp. 85-86.

<sup>38</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 50, lettre de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz à son mari, de Saint-Maurice, 25 décembre 1813 : « M. Stockalper est arrivé la semaine passée en grande diligence. Il ne s'est arrêté nulle part. On dit qu'il a donné la démission de sa place. »

<sup>39</sup> Rossi, p. 86.

<sup>40</sup> BS, pièce 12374, passeport établi le 22 mai 1814 et visé par le major Vukassovich : « âge 64, taille 5 pieds 4 pouces, visage ordinaire... nez ordinaire... cheveux châains, sourcil idem, barbe idem, signes particuliers : néant ». Le reste du signalement est dans notre citation.

<sup>41</sup> Rossi, p. 41 : *Zum Heroismus war nun allerding's Stockalper nicht geboren*. Voir ci-dessous, p. 246.

geoisie, laissant ses compatriotes poursuivre la guerre sans lui<sup>42</sup>. C'est de Domodossola que, le 5 novembre 1799, il écrit au « citoyen préfet » du Valais, Charles-Emmanuel de Rivaz, une lettre où il se défend d'avoir été « auteur ou promoteur de la malheureuse et fanatique guerre », ce qui est la stricte vérité, et où il lui demande d'intervenir en faveur de son retour au pays<sup>43</sup>. De Rivaz s'exécuta de bonne grâce, ce qui n'était que justice, et Stockalper put lui écrire de Brigue, le 10 décembre :

« Agréez mes sincères et respectueux remerciements pour la protection et bonté que vous voulez bien me continuer, ainsi qu'à ma famille, dont vous me donnâtes un nouveau témoignage pour la bonne relation que vous avez eu la grâce de faire de ma conduite au commissaire de la République [Vincent Perdonnet] »<sup>44</sup>.

Stockalper a des défauts. Les années passant, il oubliera le service rendu et s'efforcera de glisser des peaux de banane sous les pas de son rival Charles-Emmanuel de Rivaz<sup>45</sup>. C'est que la reconnaissance n'est pas un sentiment éternel entre politiciens... Outre l'ingratitude, on peut inscrire au passif de Stockalper une propension marquée pour les soupers fins, pour le jeu, pour les bals qu'il fréquente encore souvent à Lyon, alors qu'il est plus que sexagénaire<sup>46</sup>. Sans doute a-t-il conscience de son état de pécheur lorsque, de cette ville, il écrit à son fils Gaspard-Emmanuel, le 21 février 1812 : « Paresser le matin, aller se promener, faire des visites, déjeuner, aller aux réunions de société ou à la comédie, je ne sais si tel est bien le chemin qui conduit au ciel »<sup>47</sup>. Qui le sait ?... Mais c'est un chemin que Stockalper affectionne. Au demeurant, le meilleur fils du monde...

Nous n'inscrirons pas au compte des défauts de Stockalper ce que l'on pourrait appeler ses préjugés nobiliaires<sup>48</sup>, et nous ne taxe-

<sup>42</sup> *Ibidem*, pp. 47-50.

<sup>43</sup> Rz, cart. 55, fasc. 65, n° 1.

<sup>44</sup> Rz, cart. 55, fasc. 65, n° 2.

<sup>45</sup> Voir ci-dessous, p. 377.

<sup>46</sup> Rossi, pp. 42, 86.

<sup>47</sup> Lettre citée par Rossi, p. 86.

<sup>48</sup> Rossi, p. 41 : *Stockalper selbst war ganz vom Stolz und Unentbehrlichkeit seines Standes überzeugt.*

rons pas de vanité la tentative qu'il fit pour rendre héréditaire son titre de baron d'Empire. Ce n'était que du réalisme. Comme baron, il recevait de Napoléon une rente annuelle de trois mille livres. Celle-ci eût été portée à cinq mille s'il avait acquis le majorat. Aussi le voyons-nous faire sa cour aux puissants du jour, et notamment au préfet Derville-Malécharde, en qui, d'ailleurs, il ne voit qu'un flatteur<sup>49</sup>. Ce sera en vain, mais il fallait le faire !...

Quand Derville-Malécharde doit quitter le Valais, à peine Stockalper a-t-il appris la nouvelle qu'il écrit aussitôt à son fils Gaspard-Emmanuel, juge de paix du canton de Brigue, pour lui dire tout ce qu'il sait du remplaçant nommé : Rambuteau est « chambellan de Sa Majesté, neveu ou gendre de M. de Narbonne, ambassadeur de France à Vienne. [...] Comme c'est un jeune homme et un commencement, je ne sais si nous gagnerons ou perdrons »<sup>50</sup>. Bref, Stockalper n'est pas un rêveur. On retrouve en lui le même esprit positif que chez un Charles-Emmanuel de Rivaz. Ce réalisme est si poussé qu'à un moment donné de leur existence, et quoique déjà âgés, ils ont envisagé tous deux de poursuivre leur carrière en France, parce que ce pays semblait leur offrir davantage de possibilités que l'étroit et pauvre Valais<sup>51</sup>.

Mais ce trait de caractère est loin d'être le seul que les deux hommes aient en commun. Ils attendent encore le Plutarque qui écrirait leurs *Vies Parallèles* : il le ferait assez aisément, bien que leurs intérêts les aient parfois opposés. Ils ont l'un et l'autre horreur du fanatisme et les contemporains se sont plu à rendre hommage à « des hommes si précieux par la sagesse et la modération de leurs principes »<sup>52</sup>. Cette vertu cardinale chez un homme politique permet aussi bien à un Charles-Emmanuel de Rivaz de venir en aide à un Haut-Valaisan exilé qu'à un Stockalper de comprendre les Bas-Valaisans et de ménager leurs justes intérêts. Aussi, malgré les incompréhensions dont ils ont été fatalement l'objet en

<sup>49</sup> *Ibidem*, pp. 86-87.

<sup>50</sup> BS, pièce 12252 : de Lyon, 25 mars 1813.

<sup>51</sup> Pour Stockalper, voir Rossi, pp. 86-87. Pour de Rivaz, voir ci-dessous, pp. 397 et 412.

<sup>52</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 214.



cette période troublée, verra-t-on, dès le mois de mai 1819, la nomination de Stockalper en qualité de grand bailli « également agréable aux deux grandes sections du pays, qui toutes deux l'estiment et le chérissent à l'envi ». Quant à M. de Rivaz, il est alors « prié instamment et unanimement de continuer ses services à la république en qualité de vice-bailli »<sup>53</sup>.

Autour de Stockalper s'est formée une équipe politique composée d'une demi-douzaine de personnalités de l'ancien Valais des Sept-Dizains, qui toutes se réjouissent du départ des Français. Ce sont le comte Eugène de Courten, de Sierre, ennemi irréconciliable de la Révolution et de l'Empire, en raison de sa fidélité aux Bourbons ; Ferdinand de Werra, baron du Saint-Empire, et François Zen Ruffinen, tous deux de Loèche et tous deux gendres de Stockalper ; Nicolas Roten fils, de Rarogne, et Casimir de Sépibus, notaire à Naters<sup>54</sup>.

Deux d'entre eux joueront un rôle important dans les mois qui vont suivre : le comte Eugène de Courten et le baron de Werra. On aimerait pouvoir tracer leur portrait psychologique, mais ils n'ont pas eu de biographe. Cependant Eugène de Courten nous apparaît assez bien dans sa correspondance. Il est certes un homme d'ancien régime. Il souhaite de toute son âme la chute de l'Usurpateur, qu'il appelle ironiquement, « notre bon ami Napoléon »<sup>55</sup> et qu'en bon royaliste il finira par appeler Nicolas<sup>56</sup>. Mais c'est le langage d'un homme dont les intérêts et les sentiments se trouvent très heureusement situés du même côté. Le rétablissement des Bourbons signifiait pour lui le rétablissement du régiment de Courten au service de France, source très considérable de revenus. C'est du réalisme élémentaire.. Qu'Eugène de Courten ne soit pas un fanatique, cela apparaît nettement chaque fois que ses intérêts ne sont pas en jeu. Il juge alors des choses avec objectivité, sans se laisser emporter par les passions de ses contemporains. Il prend la défense de la vaccination, cette bienfaisante invention anglaise

<sup>53</sup> *Ibidem*, t. II, pp. 237-238.

<sup>54</sup> Pittier, p. 24.

<sup>55</sup> Lettre à sa femme, du 9 janvier 1814, publ. dans Courten 1, p. 28.

<sup>56</sup> Lettre à son frère Pancrace, du 13 mai 1814, publ. dans Courten 1, p. 35.

que la France impériale a introduite dans les départements d'au-delà des Alpes<sup>57</sup>, comme elle l'a introduite dans celui du Simplon<sup>58</sup>. Discutant de la future constitution valaisanne avec les ministres plénipotentiaires alliés en Suisse, en octobre 1814, il juge sans intérêt de défendre « les droits de la Contrée de Sierre », parce qu'on ne le lui a pas demandé et bien qu'il puisse aisément le faire : n'importe quel partisan fanatique de l'ancien régime l'aurait fait<sup>59</sup>. Au lieu de cela, il parle ironiquement de « la trop noble Contrée »<sup>60</sup>. D'ailleurs la constitution réactionnaire dont il a reçu « la mission fatale » de défendre le projet auprès des ministres est, à ses propres yeux, pleine d'articles qui le « révoltent » ou qui lui font hausser les épaules : « Je soutiendrai, avec un courage héroïque, le ridicule référendum, mais je crierai moi-même le premier contre l'article 50. Il y aurait bien d'autres articles de cette constitution à rejeter »<sup>61</sup>. Devenu le premier colonel valaisan de l'armée fédérale, il jugera tout aussi sainement la peu reluisante campagne des Suisses qui ont attaqué la France près de trois semaines après Waterloo<sup>62</sup>. « Il était peu honorable à l'armée suisse de donner le coup de pied de l'âne [...], écrira-t-il. Les Suisses se

<sup>57</sup> Lettre à son frère Pancrace, du 19 octobre 1814, publ. dans Courten 3, p. 81.

<sup>58</sup> *Mémorial* du 3 juin 1812, pp. 350-351.

<sup>59</sup> Lettre à son frère Pancrace, du 15 octobre 1814, publ. dans Courten 3, p. 79. Le tiers du dizain de Sierre dit « Noble Contrée » partageait avec la ville de Sierre la primauté politique qui faisait d'elles, à l'intérieur du dizain, les bénéficiaires quasi exclusifs de tous les emplois lucratifs. Cette contrée et la ville étaient alémaniques et jouaient le même rôle dans le dizain de Sierre que la ville de Sion dans le sien.

<sup>60</sup> Lettre à son frère Pancrace, du 19 octobre 1814, publ. dans Courten 3, p. 81.

<sup>61</sup> Lettre à son frère Pancrace, des 7-8 octobre 1814, publ. dans Courten 3, p. 70. L'article 50 de ce projet donne le droit d'en appeler à la Diète d'un jugement prononcé par un tribunal de dizain dans les causes civiles, mais non dans les affaires pénales, de sorte que « trois cent et un francs en contestation donnent la faculté d'appeler à la Diète. Mais quand il s'agit de la vie d'un homme, ce droit n'existe plus. »

<sup>62</sup> Voir Gattlen, *Souvenirs*, pp. 1-76, et Charles Robert, *Souvenirs d'un officier neuchâtelois*, publ. dans *Musée neuchâtelois*, 1905, qui qualifie cette campagne d'« entreprise de pillage », et cité par F. B. dans sa préface aux *Souvenirs* de Gattlen.

sont très mal conduits dans cette invasion »<sup>63</sup>. De Courten est un aristocrate et un homme intéressé. Ce n'est pas un homme de parti. Et il faut ajouter qu'en ce moment, ce n'est pas un Suisse : il n'est que valaisan. Pour lui, les Suisses ne sont encore que des « voisins intrigants »<sup>64</sup>. Nous verrons au chapitre VII que Stockalper partage son aversion à l'égard de la Confédération. Quant à de Werra, son activité politique secondera toujours celle de Stockalper dans les mois qui vont suivre, jusqu'à leur commune démission, en juin 1814.

Tels sont les cinq hommes les plus marquants qui entourent Stockalper. Ces « Messieurs » se délèguent eux-mêmes ou se font déléguer pour aller « féliciter » le commandant autrichien à son arrivée à Sion, le 29 décembre<sup>65</sup>.

C'est en leur compagnie que Stockalper se fait annoncer au colonel Simbschen pendant que celui-ci reçoit à l'hôtel de ville la soumission des trois conseillers de préfecture. Employant la langue allemande, il prononce une allocution où il évoque la réunion du Valais à l'Empire français comme un malheur personnel qui l'a obligé à abandonner le gouvernement du pays, et il salue les Autrichiens du titre de « libérateurs »<sup>66</sup>.

Le terme de libérateurs était trop beau pour que Simbschen n'en tirât pas aussitôt la conséquence logique : puisque les Valaisans n'étaient pas des Français, ils se devaient de se joindre à la sixième coalition, « de mettre de suite un corps de troupes sous

<sup>63</sup> Lettre à son frère Pancrace, du 27 juillet 1815, citée dans Courten, *Mobilisations*, pp. 359-360. Le bataillon valaisan de l'armée fédérale pénètre en Franche-Comté le 7 juillet 1815, au lendemain de l'entrée des Alliés dans Paris et, participant joyeusement à la curée à laquelle se ruent alors les troupes alliées en France, il « maltraite et pille les malheureux habitants ». (*Ibidem*, p. 355.)

<sup>64</sup> Lettre à son frère Pancrace, du 10 janvier 1814, publ. dans Courten 1, p. 31.

<sup>65</sup> BG, L 134, orig. s. ; François-Ignace de Werra, bourgmestre de la bourgeoisie de Loèche, charge le baron Ferdinand de Werra et François-Joseph Zen Ruffinen *den Kommandanten der alliirten Truppen zu beglückwünschen*. Tous trois sont les gendres de Gaspard-Eugène Stockalper.

<sup>66</sup> Pittier, pp. 24-25 : ... *Allein meine Wunden sind nun geheilet, da ich unsere Befreier sehe*.

les armes, et d'envoyer une députation au quartier général » allié<sup>67</sup>.

Ce discours eut pour résultat de refroidir passablement l'enthousiasme de ceux à qui il s'adressait : conseillers de préfecture et députation du Haut-Valais. Isaac de Rivaz prit la parole pour répondre à la demande de Simbschen de lever des troupes : « Je m'y opposai, raconte-t-il, et je demandai s'il était question de déclarer la guerre à la France. Il me fut répondu que non, mais que l'on voulait défendre l'indépendance du Valais ; que les autorités françaises, en se retirant avec tout leur militaire et abandonnant le pays à lui-même, lui avaient rendu son indépendance, que l'on voulait défendre ; qu'au surplus, on était forcé de fournir un contingent, faute de quoi on serait traité comme pays conquis »<sup>68</sup>.

Or, le 29 décembre 1813, Bubna n'était encore qu'à Nyon<sup>69</sup> et les Français n'ont quitté Genève que le 30 décembre à huit heures du matin<sup>70</sup>. C'est le 29 décembre seulement que la Suisse dénonçait l'Acte de Médiation. Le discours du colonel dut paraître un peu bouillant à un sexagénaire comme Stockalper. Simbschen, comme le préfet Rambuteau, avait trente-deux ans. Stockalper était un homme politique ; Simbschen, un soldat.

Les trois conseillers de préfecture quittèrent le colonel bientôt après que les Haut-Valaisans eurent pris congé. Il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'ils ont pu se dire : ils ne voulaient pas s'associer à la mobilisation contre la France. Dès le lendemain, 30 décembre, ils se présentaient au commandant autrichien : « Nous lui avons témoigné, raconte Pittier, notre inquiétude sur les opérations de l'administration dans ces circonstances épineuses, et la responsabilité qui pesait sur nous »<sup>71</sup>. Cette soudaine inquiétude fut aussitôt comprise par Simbschen, qui répondit aux conseillers de préfecture qu'il leur « écrirait en conséquence ». En vérité, Simb-

<sup>67</sup> *Procès-verbal de la prise de possession du Valais par les Autrichiens*, publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 108-109.

<sup>68</sup> Rz, cart. 78, n° 19 : Isaac de Rivaz, *Journal*...

<sup>69</sup> Martin, p. 255.

<sup>70</sup> Louis Binz, *Genève et les Suisses du Moyen âge à la Restauration*, Genève, 1964, p. 36.

<sup>71</sup> Pittier, p. 25.

schen a déjà pu formuler le jugement que M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz portera bientôt sur Casimir Lang : « M. Lang n'est plus rien. Il est trop F », c'est-à-dire trop Français<sup>72</sup>. Les sentiments du Bas-Valaisan Louis Pittier, jacobin convaincu, valaient ceux du Haut-Valaisan Lang. Quant à Isaac de Rivaz, c'était, nous le verrons bientôt, un neutraliste pour qui le Valais ne devait participer à aucune guerre.

Simbschen n'eut pas plus de succès auprès de la députation haut-valaisanne conduite par Stockalper. Le lendemain, 30 décembre, il résumait ainsi ses impressions : « Je croyais entrer [...] dans un pays où je trouverais des cœurs suisses. J'y trouve d'une part le jacobinisme, de l'autre des gens pleins de civilité, mais d'un faible marquant. Tout craint ici le sort de Hambourg », c'est-à-dire le retour en force de l'armée française<sup>73</sup>.

Le jeune colonel autrichien allait cependant trouver deux « cœurs suisses » capables de le comprendre : le comte Eugène de Courten et l'évêque Joseph-Xavier de Preux.

Le comte Eugène de Courten a quarante-deux ans en 1813. Pendant seize ans ses convictions royalistes l'ont tenu à l'écart de toute vie politique. L'arrivée des Autrichiens sonne pour lui l'heure d'un réveil enthousiaste. Il va voir Simbschen le 30 décembre, et est accueilli par un homme déçu et furieux : J'ai été envoyé, lui déclare le colonel, « dans ce pays pour sonder les esprits : je vois qu'il n'y a que de la frayeur d'une part, et de l'autre un zèle incroyable pour tout ce qui appartient au système français. Je vous préviens donc que je vais me retirer avec mes troupes et rejoindre le corps de l'avant-garde »<sup>74</sup>.

Même feinte, cette menace porte ses fruits. Que va devenir le Valais si maintenant déjà les Autrichiens s'en vont ? Ce sera inévitablement le retour des Français, toujours présents en Italie. Eugène de Courten se rend auprès de ses collègues du Haut-Valais

<sup>72</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 43 : lettre à son mari, de Saint-Maurice, 8 avril 1814. — A.-J. de Rivaz (*Mémoires*, t. I, p. 145) considérait Lang en 1802 comme « à moitié vendu au général Turreau ».

<sup>73</sup> Cité par Eugène de Courten dans une lettre à son frère Pancrace, publ. dans Courten 1, p. 27.

<sup>74</sup> *Ibidem*.

et « allume le feu de toutes parts ». Sa conviction ardente finit par provoquer « l'enthousiasme » qui manquait la veille encore. Et les vieux politiciens comprennent qu'ils doivent passer par les conditions du jeune colonel. Toutes les exigences de Simbschen sont acceptées : le Valais fournira des troupes, entrera dans la coalition et enverra une députation au quartier général de Schwarzenberg<sup>75</sup>.

Simbschen avait enfin sous la main des hommes selon son cœur et qui pouvaient constituer, du moins provisoirement, une équipe gouvernementale. Restait à liquider le conseil de préfecture. Cela fut fait aussitôt. Dès le 30 décembre, Simbschen rédige une proclamation, où il dit : « Considérant [...] que la plupart des autorités françaises ont abandonné le pays, même avant notre arrivée, il est nécessaire, pour ne pas compromettre la responsabilité de celles qui y sont demeurées, de faire cesser dès ce moment leurs fonctions et de faire remettre leurs pouvoirs à celles qui vont être constituées ; d'après cela le pays délèguera pour la marche des affaires douze députés [...] qui devront se trouver à Sion le 4 janvier. Dans chaque chef-lieu [de canton]<sup>76</sup> il y aura un bourgmestre et dans les autres [communes] un syndic, lesquels devront être proposés à la direction centrale pour être par elle agréés ou rejetés. Cette direction est composée de sept membres du Haut-[Valais] et de cinq du Bas-Valais. La présidence en est conférée jusqu'à nouvel ordre à M. le baron Stockalper »<sup>77</sup>.

Cette proclamation qui met fin à l'existence du conseil de préfecture est datée de Sion, le 31 décembre 1813. Au matin de ce jour, Casimir Lang la reçoit de Simbschen avec une lettre d'accompagnement invitant le conseil de préfecture à se rendre à l'hôtel de ville de Sion, à dix heures. Les trois conseillers de préfecture se sont « rendus à l'invitation, et M. Stockalper s'y est aussi rencontré. Pour tout compliment, le commandant a fait lire sa proclamation »<sup>78</sup>. Le conseil de préfecture avait vécu.

<sup>75</sup> *Ibidem*.

<sup>76</sup> Macognin, p. 97.

<sup>77</sup> Stockalper, p. 143.

<sup>78</sup> Pittier, p. 25.

### 3. *Le Valais sous la Direction provisoire* (31 décembre 1813 - 4 janvier 1814)

La proclamation de Simbschen du 31 décembre 1813 est aussitôt affichée et portée à la connaissance du peuple valaisan<sup>79</sup>. En attendant que soit constituée la direction centrale qu'elle prévoit, elle confie au baron Stockalper « le soin de l'organisation de tout ce qui est nécessaire pour la prompte et ponctuelle exécution des présentes dispositions [...] afin que la direction centrale puisse agir », c'est-à-dire entrer en activité<sup>80</sup>.

Stockalper constitua donc une direction provisoire, dont nous ne connaissons peut-être pas la composition intégrale. Nous savons cependant que ce gouvernement intérimaire « n'était encore composé que de Haut-Valaisans »<sup>81</sup>. Stockalper et les députés qui l'avaient accompagné lors de sa visite à Simbschen du 29 décembre, ont pris sur eux de désigner la députation valaisanne chargée de se rendre au quartier général de Schwarzenberg<sup>82</sup>. Or, outre Stockalper lui-même, sont choisis pour cette députation deux des députés les plus marquants du Haut-Valais : le baron de Werra et le comte de Courten. La députation quitte le Valais dès le 1<sup>er</sup> janvier 1814. C'est pourquoi, avant de partir, Stockalper nomme vice-président du gouvernement provisoire Jean-François Taffiner<sup>83</sup>. Celui-ci écrit le lundi 3 janvier 1814 à Casimir Lang :

« M. le baron de Stockalper [...] m'ayant nommé vice-président de cette commission pendant son absence, je vous invite, Monsieur, à me remettre dans la journée tous les papiers d'administration française dont vous étiez devenu le dernier dépositaire ». Selon toute vraisemblance, Maurice de Courten fut aussi nommé membre de cette direction provisoire et y assumait les fonctions

<sup>79</sup> Macognin, p. 97.

<sup>80</sup> Stockalper, p. 143.

<sup>81</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 12 : lettre de Benjamin de Rivaz à son père, de Saint-Maurice, 23 avril 1814.

<sup>82</sup> Macognin, p. 98.

<sup>83</sup> *Ibidem*, pp. 97, 100.

de secrétaire<sup>84</sup>. Il est presque certain aussi que François Zen Ruffinen, Nicolas Roten fils et Casimir de Sépibus étaient membres de ce gouvernement. En effet, tous trois ont fait partie de la députation du Haut-Valais qui se présenta à Simbschen le 29 décembre et tous trois feront encore partie de la Direction centrale qui commencera à fonctionner le 5 janvier à la suite de la direction provisoire.

Si brève qu'ait pu être l'existence du premier gouvernement valaisan de 1814, elle n'en a pas moins été marquée par des faits importants, comme il fallait s'y attendre dans un moment que les contemporains ont qualifié de « contre-révolution »<sup>85</sup>.

Arrivé à Genève le 30 décembre 1813, Bubna se dirigea sur Morez, dans le Jura, où il parvint le 3 janvier 1814. Le même jour, le Fort de l'Ecluse se rendait. Le 4, Bubna est à Champagnole et le 5 à Poligny. Le 6, il reçoit de Champagnole l'ordre de se diriger sur Lyon<sup>86</sup>. Il était donc indispensable qu'il se protégeât sur son flanc gauche et s'assurât contre toute attaque venant de ce côté. C'est à cet effet que, le 25 décembre, il avait détaché de Lausanne la troupe placée sous le commandement de Simbschen. Celui-ci avait pour mission de couper la liaison de l'armée franco-italienne par le Simplon et le Grand Saint-Bernard, de recueillir tous renseignements utiles sur la situation au-delà des Alpes et d'activer la levée d'une troupe valaisanne contre les Français. Martigny fut désigné au colonel Simbschen comme le point de départ de son action militaire sur les frontières<sup>87</sup>.

Bien que la date n'en soit pas précisée, il est permis de penser que c'est le 29 décembre déjà que Simbschen dépêcha de Marti-

<sup>84</sup> C'est par erreur que dans *Vallesia*, 1965, p. 109, les éditeurs ont intitulé le document n° 2 : « Lettre de Maurice de Courten, vice-président du gouvernement provisoire du Valais, à Casimir Lang, conseiller de préfecture ». L'original Rz 89, p. 2, porte seulement, de la main de Ch.-E. de Rivaz, l'annotation « copié sur une minute écrite de la main de M. Maurice de Courten » et, au crayon, la mention « de Courten ». C'est cette minute qui nous fait penser que de Courten était le secrétaire de la Direction provisoire. De plus, il sera membre de la Direction centrale, qui fera suite à celle-ci.

<sup>85</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 337-338.

<sup>86</sup> *Opérations de Bubna*, pp. 174-175.

<sup>87</sup> Cordon, pp. 235-236.



gny vers Bourg-Saint-Pierre un petit détachement sous le commandement d'un lieutenant, le comte Zichy. On espérait atteindre les Français que Rambuteau avait envoyés à Turin avec l'argent de l'administration des tabacs. C'était trop tard. Zichy revint bredouille, mais il rapporta de Bourg-Saint-Pierre un renseignement : vingt-cinq gendarmes français étaient installés au Grand Saint-Bernard, et y attendaient du renfort<sup>88</sup>.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1814, quarante Autrichiens tentent sans succès de déloger les gendarmes français de l'hospice du Grand Saint-Bernard<sup>89</sup>. Le 2 janvier, les renforts annoncés viennent au secours des assiégés. Une compagnie de soldats français arrive de Saint-Rhémy pour repousser les Autrichiens<sup>90</sup>. Or, ceux-ci ont reçu l'appui de deux compagnies, renforcées par quelques centaines de paysans de l'Entremont et placées sous le commandement du lieutenant Wallentich, des *Crenzer* de Warasdin<sup>91</sup>. Bref, « durant deux jours, il y a combat sur le col. Les Autrichiens restent vainqueurs et demeurent à l'hospice jusqu'à l'abdication de Napoléon, le 6 avril 1814 »<sup>92</sup>.

Ainsi donc, parmi les Valaisans, « les premiers qui eurent à faire le coup de feu contre les Français, pour la garde des frontières contre l'Italie, furent les hommes de l'Entremont »<sup>93</sup>. Si, incontestablement, le combat du Grand Saint-Bernard doit être inscrit à l'actif de l'armée autrichienne, il n'en sera pas moins invoqué, dans une note confidentielle adressée au *Vorort* par le canton du Valais, le 16 octobre 1815, pour démontrer, en raison de la participation des paysans de l'Entremont, que le Valais ne

<sup>88</sup> Voir ci-dessus, p. 86-87.

<sup>89</sup> Selon A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 10, les gendarmes français n'étaient, « dit-on », que sept ou huit.

<sup>90</sup> Quaglia, p. 549. Selon Cordon, p. 239, vingt hommes étaient arrivés le 1<sup>er</sup> janvier et soixante-dix, le lendemain. Tous appartenaient aux troupes de Camille Borghèse.

<sup>91</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 10, et Cordon, p. 239.

<sup>92</sup> Quaglia, p. 549. Selon A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 10, les Français ne perdirent qu'« un tué du côté des gendarmes et deux ou trois blessés qui furent faits prisonniers ». Les pertes autrichiennes ne sont pas connues.

<sup>93</sup> Grenat, p. 600.

peut pas être considéré comme un pays conquis par les Autrichiens<sup>94</sup>.

Le combat du Grand Saint-Bernard apportait à Simbschen et à l'opinion publique valaisanne la preuve qu'une force armée véritable était nécessaire en Valais. Mais fallait-il qu'elle fût valaisanne ? Les Autrichiens n'y pouvaient-ils suffire ? Dès son arrivée à Sion, le 29 décembre, Simbschen fait savoir au Valais qu'il doit « mettre de suite un corps de troupes sous les armes, dont il laisse déterminer le nombre à ses chefs »<sup>95</sup>. Le lendemain, le comte Eugène de Courten persuade à ses collègues de la députation haut-valaisanne qu'il est nécessaire de créer cette force armée pour qu'elle combatte aux côtés de l'Autriche.

La députation du Haut-Valais était sans doute assez facile à convaincre. Mais il fallait agir sur l'opinion publique, surtout sur celle du Bas-Valais. Ici Simbschen fut puissamment secondé par le clergé, particulièrement par l'évêque Joseph-Xavier de Preux. En 1810, ce prélat avait dû, comme tous les évêques de France, prêter serment de fidélité à Napoléon, ce qu'il avait fait à Paris, suivant le cérémonial médiéval de l'hommage, entre les propres mains de l'empereur, dans la chapelle des Tuileries. Cela lui avait valu « un billet de la Banque impériale de 1000 écus en forme de gratification »<sup>96</sup>. L'évêque n'en avait pas moins prêté serment sous la contrainte. Ce que la force avait fait, la force, trois ans plus tard, allait le défaire. L'arrivée des Autrichiens en Valais suffit à Mgr de Preux pour qu'il se sente délié de son serment de fidélité. Le 29 décembre 1813 déjà, il se rend auprès de Simbschen qui vient d'arriver à Sion et lui présente ses devoirs<sup>97</sup>. L'évêque Joseph-Xavier de Preux est un homme d'ancien régime et un homme âgé. Il aura soixante-quatorze ans en 1814. Dès le 1<sup>er</sup> janvier, il adresse

<sup>94</sup> BAF, III/1/695, pp. 70-71 : *Sitten, den 16. Weinmonath 1815. Konfidentielle Note zugeignet dem L. Kanton und Vorort um darzuthun, dass das Wallis von dem Hause Österreich nicht als ein von seinen Truppen erobertes Land angesehen werden könne*, original.

<sup>95</sup> *Procès-verbal...*, publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 108.

<sup>96</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 277-278.

<sup>97</sup> Cordon, p. 237.

aux doyens, aux curés et aux fidèles de son diocèse, le mandement suivant :

« Un rapport officiel qui m'a été fait ce jour d'hui porte que la Suisse faisait cause commune avec les puissances coalisées, et qu'en conséquence elle fournissait dix-huit mille combattants contre la France ; que, si le Valais ne déployait pas d'énergie à son tour et ne mettait pas sur pied un certain nombre de soldats et ne réunissait pas ce moyen avec les hautes puissances qui sont en guerre, il serait pour quelque temps au moins abandonné d'elles et se verrait exposé au danger imminent d'être repris par les Français. D'où il résulterait que nous aurions à nous attendre à des maux incalculables qui viendraient fondre sur nous. »

C'est pourquoi l'évêque de Sion adresse « la présente circulaire à tous Messieurs nos surveillants<sup>98</sup> et curés, pour être communiquée par eux à leur troupeau respectif, en exhortant tous et un chacun paternellement dans le Seigneur, en recommandant, le plus vivement qu'il est possible, que dans les assemblées et conseils qui se tiendront pour délibérer sur l'objet susmentionné, on veuille en peser mûrement l'importance et ne jamais perdre de vue les intérêts sacrés de la religion et de la patrie [...] et se résoudre héroïquement de faire plutôt quelque sacrifice pour la conservation de ce double bien [...] que de courir risque de perdre tous les deux. »

Enfin, l'évêque rétablit un grand nombre de fêtes religieuses supprimées à l'époque du département du Simplon : « La dispense accordée en dernier lieu, pour des raisons majeures, d'observer certaines fêtes de l'année est, dès à présent, par nous levée, révoquée et entièrement annulée. Conséquemment qu'on doit les célébrer désormais comme ci-devant, que l'obligation stricte de les chômer renaît, c'est-à-dire d'entendre la sainte messe et de s'abstenir de toute œuvre servile en ces jours »<sup>99</sup>. Cette résurrection des fêtes religieuses sonnait de façon solennelle, devant la conscience du petit peuple, le glas du « régime français ». Aucun appui ne

<sup>98</sup> Il s'agit des doyens des divers décanats.

<sup>99</sup> AE, 218/82.

pouvait être plus précieux à l'occupant autrichien du Valais que celui du clergé.

De la part du clergé haut-valaisan, cet appui fut enthousiaste et même fanatique <sup>100</sup>. Comme la répression de la rébellion haut-valaisanne de 1799 a été fort dure, on conçoit aisément que le clergé du Haut-Valais n'en ait point encore perdu le souvenir en 1814.

Sans doute le zèle du clergé bas-valaisan à répondre à l'appel de l'évêque de Sion du 1<sup>er</sup> janvier 1814, fut-il plus modéré, les Français ayant apporté au Bas-Valais l'égalité politique. On admettra cependant sans grand risque d'erreur que ce clergé a obéi comme à l'ordinaire à son chef, en haine de Napoléon. On verra même quelques mois plus tard un jésuite français, le P. Nicolas Godinot, établi comme professeur en Valais, évoquer du haut de la chaire de la cathédrale de Sion, avec la même exagération que le curé ou le vicaire de la ville, les maux que les Français avaient faits au Valais... et ceux qu'ils voulaient lui faire <sup>101</sup>. Ce sera le 8 mai 1814, date à laquelle Napoléon vaincu se trouve confiné à l'île d'Elbe. Mais, en Valais comme ailleurs, l'ultramontanisme ne date pas de la Restauration.

\* \* \*

Dès le 31 décembre 1813, Simbschen adresse à Stockalper une lettre motivant la levée de troupes qu'il exige : « La fuite des gendarmes » français a privé le Valais « de tout pouvoir exécutif ». En conséquence, il est indispensable de lever une troupe

<sup>100</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 337-338 : « Telle était la disposition des esprits lorsque les Français nous quittèrent. A peine eurent-ils tourné les talons que, se tenant assurés de la protection des Autrichiens, nos zélés déclamèrent en chaire sous les yeux mêmes de l'évêque contre le gouvernement français comme contre un ennemi acharné à la perte de la religion, y employant non seulement tout ce que le faux zèle a de plus amer, mais encore tout ce que le fanatisme a de plus emporté. Le curé de la ville [de Sion, Amherd,] représenta dans la chaire de la cathédrale cette contre-révolution comme le salut de la religion sur le point de périr, et le vicaire [Beeger] enchérit encore sur lui dans la chaire française en l'église de Saint-Théodule. Ils prêchèrent l'un et l'autre la croisade avec tout l'enthousiasme, l'un d'un martyr, l'autre d'un prophète. Et tout cela pour procurer aux Autrichiens une recrue de quatre cents hommes. »

<sup>101</sup> *Ibidem*, t. II, p. 15.

« pour faire le service de l'intérieur et appuyer le militaire autrichien dans la défense du pays ». Cette lettre fixe le contingent que « chaque canton, soit dizain, doit fournir d'après sa population, avec l'indication du lieu où il doit se réunir. [...] Cette lettre règle en outre ce dont chaque homme doit se munir »<sup>102</sup>.

Le 1<sup>er</sup> janvier, le vice-président Taffiner adresse une copie de cette lettre au bourgmestre de Saint-Maurice : « Il espère qu'il se présentera des volontaires, et si, contre son attente, personne ne répond à son appel, on laisse aux communes la faculté de faire tirer au sort entre eux les jeunes gens de l'âge de vingt à vingt-cinq ans inclusivement »<sup>103</sup>. En conséquence, les maires des communes du canton de Saint-Maurice se réunirent au chef-lieu le dimanche 2 janvier, à six heures du soir. Dans cette assemblée, « on arrêta de fournir les vingt-quatre hommes demandés pour le canton de Saint-Maurice, vu qu'on était hors d'état de s'y refuser » et que les cantons du Haut-Valais avaient déjà procédé à ces mesures. « On décréta de même que ce contingent serait réparti entre les communes à raison de leur population, savoir : Saint-Maurice, ayant une population de 2086 âmes, donnait onze hommes ; Salvan, ayant 1238, en fournissait 7 ; Collonges, ayant 483, deux ; Finhaut, 414, deux ; et Massongex, 319, deux ; à prendre parmi les célibataires et, à leur défaut, parmi les derniers mariés.

« Le lundi 3 janvier à dix heures du matin », la commune de Saint-Maurice procéda donc au tirage au sort de ce qu'elle appelait à la française « la garde nationale active ».

« Les onze individus formant le contingent de la commune ont tous été armés de fusils, de munition, qu'on a eu beaucoup de peine de trouver chez les particuliers. Ils étaient en outre pourvus d'une giberne et d'un havresac »<sup>104</sup>.

Les chiffres de la population des cinq communes du canton de Saint-Maurice indiqués par Macognin de la Pierre sont ceux du recensement départemental de 1811<sup>105</sup>. Si donc, pour un total

<sup>102</sup> Macognin, p. 98.

<sup>103</sup> *Ibidem*, pp. 97-98.

<sup>104</sup> *Ibidem*, pp. 99-101.

<sup>105</sup> *Recensements*, p. 31, colonne de droite : population totale.

de 4540 habitants, le canton de Saint-Maurice doit fournir 24 hommes, son contingent représente cinq hommes et demi pour mille habitants, taux qui correspond bien au nombre des hommes dans les cinq communes du canton. Pour l'ensemble de l'arrondissement de Saint-Maurice, qui compte 26 291 habitants d'après le même recensement, ce taux de 5,5 pour mille donne 144 soldats.

Il en va un peu différemment dans le Valais central, c'est-à-dire dans l'arrondissement de Sion, qui compte 21 980 habitants et comprend les cantons de Loèche, Sierre, Sion et Hérémence (Hérens). Ici, le taux appliqué est de 6,5 pour mille, ce qui donne, pour l'ensemble de cet arrondissement, 142 soldats. C'est ainsi que la commune de Lens, dans le canton de Sierre, doit fournir huit hommes pour les 233 habitants du recensement de 1811<sup>106</sup>. Dans un document daté du 8 février 1814, le capitaine autrichien Luxem, commandant des chasseurs valaisans, réclame du bourgmestre de Loèche, Alexis Allet, des manteaux pour les vingt-quatre hommes fournis par ce dizain<sup>107</sup>. Or, selon le recensement de 1811, le dizain de Loèche a 3588 habitants, ce qui, au taux de 6,5 pour mille, donne un nombre situé entre 23 et 24.

Faute de documents, nous sommes conduit à conjecturer que dans l'arrondissement de Brigue, qui comptait 15 262 habitants et comprenait les cantons de Conches, Mörel, Brigue, Rarogne et Viège, le taux du recrutement a été de 7,5 chasseurs pour mille habitants. Cela donne un chiffre global de 114 soldats pour cet arrondissement.

Ce qui justifie cette conjecture, c'est d'abord la parfaite concordance des chiffres. Pour les trois arrondissements réunis, on obtient un contingent total de 400 chasseurs, ce qui est précisément le chiffre du contingent levé par Simbschen<sup>108</sup>.

Sous l'ancien régime déjà, le Haut-Valais fournissait aux milices valaisannes un contingent proportionnellement supérieur à

<sup>106</sup> AV, Fonds Briguet, pièce 505 : *Mémoire de fournitures faites par la requête de Monsieur le Colonel Commandant les troupes autrichiennes stationnées en Valais, l'an 1814* : le 4 janvier Lens [-village] fournit 4 hommes ; Chermignon, 2 hommes ; Icoigne, 1 homme ; Montana, 1 homme. »

<sup>107</sup> BG, F 23, orig. a. s.

<sup>108</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 338 ; voir ci-dessous, pp. 174 et 178.

celui du Bas-Valais<sup>109</sup>. De même, l'administration française, en 1813, envoyait aux armées une proportion plus élevée de Haut-Valaisans que de Bas-Valaisans, le préfet justifiant cette inégalité par le *distinguo* suivant :

« Le contingent à fournir pour la classe de 1813 est de 117 hommes ; des instructions positives m'ont été données pour que la répartition en soit faite sur les arrondissements et sur les cantons non pas d'après la population numérique, mais en ayant égard à la population effective, c'est-à-dire au nombre d'hommes valides ; c'est d'après ces considérations et sur des bases vérifiées par l'expérience que la répartition de ce contingent a été faite »<sup>110</sup>.

On avait donc toujours rendu hommage aux vertus militaires des Haut-Valaisans. En continuant à le faire, on ne risque pas que le Bas-Valais s'en plaigne ! Et les Haut-Valaisans en sont présentement heureux et fiers. On connaît le peu d'enthousiasme avec lequel les gens du canton de Saint-Maurice ont répondu à l'appel du colonel. Pas de volontaires : il a fallu procéder au tirage au sort des recrues. Il en fut de même dans tout le Bas-Valais ; mais, par contre, les recrues furent « presque tous volontaires » dans le Haut-Valais<sup>111</sup>.

Ces volontaires du Haut-Valais n'avaient d'ailleurs pas attendu l'appel de Simbschen pour se mettre sous les armes. Macognin de la Pierre précise que la majorité des cantons, « ceux du Haut-Valais au nombre de sept, avaient les premiers prévenu ces démarches et ces mesures » de mobilisation antérieurement au 2 janvier<sup>112</sup>, par conséquent avant même d'avoir reçu les ordres de Simbschen que le vice-président Taffiner expédia le 1<sup>er</sup> janvier.

<sup>109</sup> DHBS, t. VII, Neuchâtel, 1933, article *Valais*, p. 27 : *Militaire*.

<sup>110</sup> *Mémorial* du 24 février 1813, p. 52, circulaire de Derville-Maléchar d aux sous-préfets et aux maires du département. Les chiffres exacts de cette répartition par canton donnent pour le Valais alémanique (arrondissement de Brigue et canton de Loèche) un total de 37 recrues : voir ci-dessus, p. 96, note 28. Ce chiffre aurait dû être de 34 si l'on avait tenu compte uniquement de la population numérique, qui était de 18 850 habitants pour cette région sur un total de 63 527 pour l'ensemble du canton : voir Biollay, *Treize cantons*, Annexe VII, pp. 50-51.

<sup>111</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 338.

<sup>112</sup> Macognin, p. 99.

Pourquoi donc cette mobilisation spontanée ? Principalement parce que le Haut-Valais dans son ensemble est demeuré beaucoup plus hostile aux Français que le Bas-Valais. En partie aussi parce que, maintenant que les Autrichiens remplacent les Français dans le pays, certains Haut-Valaisans croient pouvoir user de la force pour ramener le Bas-Valais dans la sujétion : « On a vu, dans les premiers jours de janvier de la présente année, se former au son du tocsin un attroupement de plusieurs montagnards du nord du Valais, armés de fusils, réunis dans l'intention de tomber sur le Bas-Valais afin d'y reprendre possession de leurs prétendus droits de souveraineté ! Heureusement que le baron de Simbschen, commandant des forces autrichiennes à Sion, arrêta le désordre et s'opposa à toute espèce d'agression »<sup>113</sup>.

Ainsi donc, pendant la première semaine de l'occupation autrichienne, le Valais a vu s'affronter les deux régions du pays dans un duel qui a révélé leur antagonisme : à un Isaac de Rivaz, qui veut maintenir le pays, dans toute la mesure du possible, « sous la domination française »<sup>114</sup>, s'oppose un Eugène de Courten qui se met immédiatement au service de l'Autriche pour « demander des ordres » à Simbschen, appelant ce dernier « mon chef » alors que le conseil de préfecture existe encore<sup>115</sup> ; voilà pour l'élite. Et, pour le petit peuple, Haut-Valaisans prompts à s'armer contre Bas-Valaisans qui n'entrent que contraints et forcés dans la « garde nationale » de Simbschen. Même dans le clergé, cet antagonisme apparaît. L'évêque appuie de tout son pouvoir les Autrichiens et il est imité avec enthousiasme par certains ecclésiastiques, tandis que le chanoine Anne-Joseph de Rivaz qualifie sans ambages cette action de « faux zèle » et de « fanatisme »<sup>116</sup>.

<sup>113</sup> Rz 81, n° 11 : Note diplomatique à Talleyrand, ministre des Affaires étrangères, minute autographe de Ch.-E. de Rivaz, un cahier de 9 pages écrites, pp. 4-5, avec une lettre d'accompagnement d'Hénin de Cuvillers, de Paris, 12 mai 1814, a. s.

<sup>114</sup> Voir ci-dessus, p. 110.

<sup>115</sup> Lettre à son frère Pancrace, de Sion, 30 décembre 1813, publ. dans Courten 1, p. 26.

<sup>116</sup> Voir ci-dessus, p. 130, note 100.



Il ne faudrait pas cependant s'exagérer l'importance de cet antagonisme entre le Haut-Valais et le Bas-Valais à l'époque de la direction provisoire. « Tout est tranquille » en Valais alors, écrit à son mari M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz, qui adopte pourtant volontiers le style pleurnichard des préromantiques<sup>117</sup>.

Pour stimuler le zèle des chasseurs, « plusieurs communes leur ont promis jusqu'à dix batz par jour, jusqu'à ce que le gouvernement ait fixé leur solde, la quantité, le genre et le poids des rations ». Aussi le gouvernement provisoire décide-t-il, dans sa séance du 29 janvier, d'accorder aux chasseurs valaisans la solde des soldats autrichiens, « et un demi-batz de gratification, ce qui ferait deux batz par jour, [...] eu égard au dévouement qu'ils ont montré à la patrie en volant les premiers sous ses drapeaux pour sa défense », et « même ration en tout genre » que les Autrichiens. Mais il précise : « Cette solde ainsi que les rations ne leur seront fournies qu'autant qu'ils serviront leur patrie et dans le pays »<sup>118</sup>. Par la suite, cette solde, correspondant à vingt centimes suisses par jour, parut au gouvernement une charge trop lourde et, par une circulaire datée du 20 mars 1814, il demanda aux grands châtelains des dizains d'exposer ses vues aux communes. Le gouvernement voulait réduire la solde à un batz, c'est-à-dire à dix centimes suisses, justifiant ainsi son opinion :

« Cette solde paraît raisonnable et proportionnée à la pauvreté de notre pays qui, depuis une longue série d'années, a éprouvé tant de calamités. D'ailleurs, les puissants souverains ne donnent à leurs soldats que cinq kreuzers par jour et ne leur fournissent pas une étape si abondante que celle qu'obtenaient jusqu'à présent nos défenseurs de la patrie. Cependant nous laissons aux vues bienfaisantes des communes et à leur générosité à juger si, nonobstant nos très faibles ressources, elles croient devoir augmenter cette

<sup>117</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 33, de Saint-Maurice, 4 janvier 1814 : « Je te l'ai déjà dit : tout est tranquille ici pour le moment, il n'y a que moi de malheureuse. »

<sup>118</sup> T 1, p. 38. En fait, la solde des soldats autrichiens n'était que de 5 kreuzers par jour, soit Fr. s. 0,125. Voir *Circulaire du gouvernement provisoire aux grands châtelains*, de Sion, 20 mars 1814, publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 117.

rétribution ». Selon la même circulaire, les sous-officiers et les soldats recevront dorénavant chaque jour « la simple étape ou ration », composée de « vingt-quatre onces de pain et une livre de viande ». Mais les officiers recevront « double étape et le logement »<sup>119</sup>. Cette circulaire du 20 mars n'entraîna aucune conséquence pratique. En effet, Simbschen ayant exigé que les chasseurs valaisans servent ailleurs que « dans le pays », les chasseurs désertèrent en masse et leur corps fut dissous le 4 avril 1814<sup>120</sup>. L'intérêt de ce texte gouvernemental est ailleurs : il montre que les chasseurs valaisans étaient des militaires bien payés et bien traités par leur gouvernement. Ces avantages matériels n'ont cependant pas suffi à les persuader de servir Simbschen inconditionnellement. Le bataillon des chasseurs valaisans n'aura qu'une existence de trois mois, alors que l'occupation militaire autrichienne en Valais en durera cinq.

#### 4. L'élection des membres de la Direction centrale

De même que l'envoi de députations à Schwarzenberg ou aux souverains faisait partie de la diplomatie pratiquée par l'avant-garde des armées alliées commandées par Bubna, de même, pour administrer les territoires occupés, la création de « directions centrales » correspondait à un plan établi d'avance. Dès le 29 décembre 1813, Bubna instituait à Nyon une « commission centrale » de huit membres chargée d'administrer le département du Léman et placée sous la direction du général Zechmeister<sup>121</sup>.

En instituant par sa proclamation du 31 décembre 1813 une Direction centrale composée de douze membres élus dont cinq pour le Bas-Valais et sept pour le Haut-Valais, le colonel Simbschen ignorait résolument l'existence de la division territoriale en treize cantons du département du Simplon : le Bas-Valais, en effet, n'y avait que quatre cantons et le territoire des Sept-Dizains

<sup>119</sup> *Circulaire ...*, publ. *ibidem*, pp. 116-118.

<sup>120</sup> Voir ci-dessous, pp. 303-310.

<sup>121</sup> Martin, pp. 255-256.

en formait neuf. Les constitutions de 1798 et de 1802 n'avaient pareillement accordé que quatre cantons ou dizains au Bas-Valais, et huit au Haut-Valais. De même que pour le département du Léman, il suffisait à Bubna de disposer de huit personnes « considérées »<sup>122</sup>, de même Simbschen ne se souciait nullement que les membres de la Direction centrale représentassent des cantons.

C'est bien ainsi d'ailleurs que les Bas-Valaisans interprétèrent sa proclamation. Dès le 2 janvier le conseil municipal de Saint-Maurice prenait contact avec les maires de Martigny et de Monthey, Morand et Darbellay, pour fixer la manière dont seraient désignés les cinq membres bas-valaisans de la Direction centrale. Il fut décidé de procéder à une élection à deux degrés : les maires des communes éliraient dans chaque canton des électeurs, qui se réuniraient pour nommer les cinq membres de la Direction centrale<sup>123</sup>. Le même jour, à six heures du soir, les maires du canton de Saint-Maurice se réunissent à l'hôtel de ville du chef-lieu et désignent leurs trois électeurs en la personne de trois membres du corps électoral du département du Simplon<sup>124</sup>. Les électeurs désignés avaient le « pouvoir de se faire remplacer par un choix fait par eux au cas que l'un d'eux ne pût accepter la délégation »<sup>125</sup>. Les seize électeurs du Bas-Valais se réunissent le lendemain, lundi 3 janvier, à Martigny, et nomment les cinq membres de l'arrondissement occidental à la Direction centrale<sup>126</sup>. Ces cinq membres, comme cela était inévitable du fait qu'il n'y avait que quatre cantons, furent élus pour représenter collectivement le Bas-Valais. Aussi sont-ils « nommés sans acception de dizains »<sup>127</sup>. Ce

<sup>122</sup> *Ibidem*, p. 256.

<sup>123</sup> Répartition par canton : 5 électeurs pour l'Entremont ; 4 pour Monthey ; 4 pour Martigny ; 3 pour Saint-Maurice.

<sup>124</sup> Ce furent trois « Messieurs » du chef-lieu : Charles Macognin de la Pierre, adjoint au maire de Saint-Maurice ; Louis Biollay, secrétaire du conseil municipal, et Charles de Bons, lieutenant-colonel, membre du conseil municipal.

<sup>125</sup> A Saint-Maurice, Charles de Bons subdéléguait Frédéric Lugin, conseiller municipal. Voir aussi ci-dessous, p. 138, note 131.

<sup>126</sup> Macognin, pp. 98-99, donne tout le détail des opérations électorales pour le canton de Saint-Maurice.

<sup>127</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 12 : lettre de Benjamin de Rivaz à son père, de Saint-Maurice, 23 avril 1814.

sont les deux anciens conseillers de préfecture Isaac de Rivaz et Louis Pittier, ainsi que les deux députés bas-valaisans à Fribourg-en-Brigau, Jacques de Quartéry et Gaspard-Etienne Delasoie ; le cinquième est Philippe Morand, bourgmestre de Martigny. Jacques de Quartéry a comme suppléant Pierre-Louis Du Fay ; de même, Delasoie a François-Joseph Luder, maire de Sembrancher<sup>128</sup>.

Les élections se déroulent de la même manière dans le Haut-Valais, du fait qu'on y dispose du même laps de temps et que l'on doit élire sept membres seulement. Ici aussi on a réuni « les maires des dizains »<sup>129</sup>. Ces assemblées ont-elles groupé les maires de chaque canton du département du Simplon, ou ceux de chaque dizain de 1802 ? On ne le sait pas exactement<sup>130</sup>. Quoi qu'il en soit, les électeurs issus de ces conseils répartissent les mandats de telle façon que, grâce à la vice-présidence de J.-Fr. Taffiner, qui est du dizain de Conches, chacun des huit dizains de 1802 se trouve représenté à la Direction centrale. On ne pouvait faire plus. Outre Taffiner, les sept membres du Haut-Valais envoyés au gouvernement comptent parmi eux deux notables importants : l'ex-conseiller de préfecture Casimir Lang, de Viège, et le bourgmestre de Sion, Joseph de Lavallaz. Les autres sont : pour Brigue, Casimir de Sépibus ; pour Rarogne, Nicolas Roten fils ; pour Sierre, Maurice de Courten ; pour Loèche, Ferdinand de Werra, qui a pour suppléant François Zen Ruffinen, et pour Hérens, Antoine Rion, ex-substitut du procureur impérial<sup>131</sup>.

Ainsi donc le Bas-Valais comptait à la Direction centrale un membre de plus qu'il n'avait de cantons et le Haut-Valais, un membre de moins. Les Bas-Valaisans virent dans ce fait un nouvel

<sup>128</sup> *Ibidem* ; A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 9.

<sup>129</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 109.

<sup>130</sup> Dans le département du Simplon, l'ancien Haut-Valais des Sept-Dizains formait neuf cantons. Sous la république isolée 1802-1810, il comptait seulement huit dizains, le dizain de Rarogne groupant deux territoires géographiquement séparés (Rarogne oriental, avec Mörel ; Rarogne occidental avec Rarogne pour chef-lieu) comme sous l'ancien régime, et comme cela sera de nouveau le cas depuis 1815. Voir Biollay, *Des treize cantons...*, pp. 14-16.

<sup>131</sup> T I, p. 1 ; A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 9 ; Rz, cart. 78, n° 19 : Isaac de Rivaz, *Journal...* — Désigné comme électeur, le sous-préfet de Brigue, Léopold de Sépibus, avait subdélégué son frère Casimir.

acte d'affranchissement qui venait s'ajouter aux précédents. Ils en tireront argument pour justifier la création d'un cinquième dizain bas-valaisan en 1814<sup>132</sup>. Cependant le Haut-Valais est favorisé du fait de la désignation par Simbschen d'un président haut-valaisan, qui vient s'ajouter aux douze membres élus. Ceci compense la généreuse représentation accordée au Bas-Valais.

La liste des douze membres élus et de leurs suppléants fait ressortir un fait incontestable : les élections ont été libres partout, aussi bien dans le Haut-Valais que dans le Bas-Valais. Simbschen donne ainsi un témoignage, spontané ou calculé, de son libéralisme, qui se révélera d'ailleurs de courte durée. Mais, pour le moment, les Valaisans peuvent envoyer à la Direction centrale, sans qu'aucun interdit ne s'y oppose, aussi bien les trois anciens conseillers de préfecture que les leaders politiques les plus notoirement amis des Français et opposés à l'ancien régime, tel Antoine Rion<sup>133</sup>. Alors qu'à Genève, « la Commission centrale, créée par le général [Bubna] pour exécuter ses ordres, était à sa dévotion »<sup>134</sup>, en Valais, c'est un peuple libre qui désigne ses représentants. Simbschen, d'ailleurs, ne va pas tarder à s'en apercevoir. Bien vite, les Valaisans vont prouver qu'ils ne sont nullement ses valets, et pas même des serviteurs dociles.

<sup>132</sup> Lettre d'Isaac de Rivaz à Charles-Emmanuel de Rivaz, de Sion, 2 novembre 1814, publ. dans Ch.-E. de Rivaz 2, p. 210.

<sup>133</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 129.

<sup>134</sup> Martin, p. 256.

#### CHAPITRE IV

## La Direction centrale (4-24 janvier 1814) et la députation à Fribourg-en-Brisgau

### 1. *La députation valaisanne auprès de Metternich*

La direction provisoire désigna le 31 janvier 1813 la députation qui devait se rendre au quartier général de Schwarzenberg. L'idée ne venait pas des Valaisans, mais des Autrichiens eux-mêmes, qui avaient exprimé leur volonté par la bouche de Simbschen. Partout où ils arrivaient, les commandants autrichiens procédaient de la même manière, évidemment conforme aux directives qu'ils avaient reçues : pour tous les problèmes d'administration intérieure, ils créaient un organisme généralement baptisé « direction centrale » ; pour tous les problèmes de politique internationale, ils demandaient l'envoi d'une députation au prince de Schwarzenberg, ou à des diplomates des puissances alliées. Ainsi, les Autrichiens entrent à Bâle le 21 décembre. Le 23, Schwarzenberg reçoit à Lörrach deux envoyés du gouvernement argovien<sup>1</sup>. Les Autrichiens entrent à Neuchâtel le 23 décembre et une députation neu-

<sup>1</sup> Martin, p. 173. Il s'agit des conseillers d'Etat Fetzer et Fischinger.

châteloise se présente à Schwarzenberg, à Lörrach, le 29<sup>2</sup>. Les Autrichiens arrivent à Bienne le 23 décembre et une députation biennoise est reçue par Schwarzenberg à Lörrach le 31<sup>3</sup>. Les Autrichiens arrivent à Genève le 30 décembre et Bubna « pressa » les Genevois d'envoyer à Bâle une députation, qui y fut reçue le 8 janvier par le baron de Stein, diplomate russe<sup>4</sup>.

Mais souvent aussi les commandants autrichiens n'ont même pas besoin d'envoyer à Schwarzenberg les représentants plus ou moins officiels des territoires qu'ils occupent. Des initiatives locales les ont déjà devancés. « Dès le 3 décembre, le comte de Scey, au nom des royalistes de Franche-Comté, était à Fribourg[en-Brisgau] et offrait sa province à l'Autriche »<sup>5</sup>. En face de traîtres de ce genre, les députés de l'ex-département du Simplon font figure de personnages scrupuleux. Ils agissent sur ordre et leur conscience ne peut rien leur reprocher.

Pourquoi Simbschen les adresse-t-il à Schwarzenberg, qui est un commandant d'armée, plutôt qu'à un diplomate comme Metternich, auprès duquel, finalement, ils devront se rendre ? Il est naturel qu'un militaire envoie ces civils étrangers à son propre chef. Seule l'autorité militaire avait qualité pour donner à Simbschen des ordres intéressant la population du territoire occupé, par exemple pour diminuer le poids des réquisitions. « Partout, avant de s'occuper de leurs intérêts durables, les populations se précipitèrent au-devant des vainqueurs pour les supplier de les dispenser des charges de l'occupation. Au premier moment, tous ces anciens alliés de la Confédération se réclamèrent de leur qualité de Suisses, moins peut-être pour la retrouver que pour économiser de l'argent, du fourrage et des bons de logement »<sup>6</sup>. Cette opinion de William Martin ne s'applique qu'imparfaitement aux Valaisans, qui ne se réclameront d'abord que de leur qualité de Valaisans. Mais cela revenait au même du point de vue des réqui-

<sup>2</sup> *Ibidem*, pp. 248-249.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 246.

<sup>4</sup> *Ibidem*, pp. 258-259.

<sup>5</sup> Lefebvre, p. 545.

<sup>6</sup> Martin, p. 248.

sitions et l'on comprend que Simbschen les ait envoyés, comme on envoyait tous les anciens alliés des Suisses, à Schwarzenberg.

La députation nommée le 31 décembre comprend le baron Stockalper, qui en est le chef, le baron de Werra, le comte de Courten, le bourgmestre de Saint-Maurice Jacques de Quartéry et un seul roturier, Gaspard Delasoie, vice-bailli du Valais de 1806 à 1808, devenu simple « juge de paix du canton d'Entremont »<sup>7</sup>. Delasoie « désirerait plutôt le gouvernement démocratique » ; de Quartéry, lui, est un « grand politique », ce qui ne veut pas dire un grand homme d'Etat, mais un homme souple<sup>8</sup>.

Toutes les parties du Valais sont donc représentées par ces hommes « auxquels les intérêts les plus chers de la patrie ont été confiés »<sup>9</sup> : le Haut-Valais par Stockalper et par de Werra, le centre par de Courten, le Bas-Valais par Delasoie et par de Quartéry.

La « note des frais de voyage de Messieurs les députés du Valais, de Sion à Fribourg-en-Brisgau et retour, du 1<sup>er</sup> au 19 janvier 1814 »<sup>10</sup> permet de les suivre avec précision au cours de leur voyage. Ils ont dîné à Saint-Maurice le soir du 1<sup>er</sup> janvier et sont allés jusqu'à Bex. Le 2, par Vevey, Lausanne et Moudon, ils gagnent Payerne, où ils dînent. De fausses rumeurs leur avaient fait croire qu'ils trouveraient Schwarzenberg à Berne<sup>11</sup>. Aussi, le 3 janvier, après avoir pris leur petit déjeuner à Gümmenen, village de la commune de Mühleberg, se rendent-ils à Berne, où ils sont détrompés. Les mêmes rumeurs avaient valu, le 25 décembre, une pareille mésaventure à M. de Rougemont, un homme d'Etat neuchâtelois, qui avait alors pris contact avec le ministre d'Autriche M. de Schraut<sup>12</sup>. Peut-être est-ce par le canal de ce

<sup>7</sup> Pittier, p. 25.

<sup>8</sup> S 10, fasc. 2, n° 4 : « Note caractéristique des maires et autres fonctionnaires publics », rapport secret du chanoine Polycarpe de Riedmatten au préfet Rambuteau, juillet 1813, 4 p. in-fol.

<sup>9</sup> « Procès-verbal de la prise de possession du Valais par les Autrichiens », publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 109.

<sup>10</sup> T 12, fasc. 6, n° 7 : Sion, 24 janvier 1814, original signé « le baron Stockalper ».

<sup>11</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 10.

<sup>12</sup> Martin, pp. 248-249.



ministre que les Valaisans apprirent que le quartier général de Schwarzenberg se trouvait en Alsace, à Altkirch<sup>13</sup>. A Berne comme à Lausanne, le passage de la députation valaisanne fut remarquée et la presse du temps s'en fit l'écho<sup>14</sup>. Nos voyageurs quittent Berne le 4, et par Fraubrunnen et Soleure, ils atteignent Waldenburg, où ils dînent. Le 5 janvier, après avoir traversé Bâle, ils arrivent enfin à Altkirch, où ils passeront la nuit.

A Altkirch, la députation valaisanne a un entretien avec Schwarzenberg, entretien qui porte sur deux points principaux. Elle lui demande de faire don au Valais du sel que les Français y ont laissé, et elle désire aussi connaître le statut politique qui sera réservé, une fois la paix revenue, au département du Simplon. Mais Schwarzenberg ne veut pas s'engager, surtout sur le second point, qui n'est pas de sa compétence. Aussi conseille-t-il aux députés du Valais de se rendre à Fribourg-en-Brisgau, au quartier général des empereurs d'Autriche et de Russie, où ils rencontreront Metternich<sup>15</sup>.

Le 6 janvier, les députés font route d'Altkirch à Bâle et de Bâle à Mülheim, dans le duché de Bade<sup>16</sup>. Ils sont encore à peu de kilomètres de la frontière suisse. L'étape du lendemain, de Mülheim à Fribourg-en-Brisgau, les fait passer par le bourg de Krozingen où ils prennent leur petit déjeuner. Cette étape est la plus courte ; cependant, raconte Eugène de Courten, « nous nous trouvâmes un peu embarrassés sur la route. Pendant trois heures

<sup>13</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 10.

<sup>14</sup> *Gazette de Lausanne* des 4 et 11 janvier 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 56.

<sup>15</sup> A la fin de janvier, le gouvernement valaisan adressera à Schwarzenberg un député porteur d'une lettre (Rz, cart. 81, fasc. 15, n° 32) qui dit : « La petite partie de la Suisse connue sous le nom de république du Valais, maintenant heureuse sous votre égide, a reçu par ses députés, les détails les plus satisfaisants sur les actes de bonté qui émanent des conseils de Votre Altesse Sérénissime ; et nous tenons pour un gage de votre précieuse bienveillance notre approvisionnement actuel en sel. » Habilement, les Valaisans remercient Schwarzenberg en se faisant « partie de la Suisse », car ils demandent alors que la république du Valais soit traitée comme « toute la Suisse ». Voir ci-dessous, pp. 349-350.

<sup>16</sup> BS, n° 12 293 : passeport de Jacques de Quartéry et Etienne Delasoie, établi à Sion le 31 décembre 1813 par Simbschen, visé à Bâle le 5 janvier 1814 *um nach Altkirch zu gehen*, et le 6 janvier 1814 *um nach Freyburg zu gehen*.

de suite, nous ne rencontrâmes que des chars de munitions, des chars de vivres, des troupes de cosaques, des détachements de cavalerie »<sup>17</sup>. Les députés valaisans, qui s'étaient fait cahoter pendant une semaine, ont dû apprécier de pouvoir déjeuner à Fribourg le 7 janvier. Ils ne devaient repartir de cette ville que cinq jours plus tard.

A Fribourg, ils ont vu de leurs yeux les immenses armées qui déferlaient vers la France. Ils ont assisté à de gigantesques défilés de troupes que les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse passaient en revue<sup>18</sup>. Et tout de suite cela les a rassurés : « Penses-tu, écrit Eugène de Courten à sa femme, que nos trembleurs commencent à se rassurer ? »<sup>19</sup>. C'est qu'en entreprenant leur voyage, les députés valaisans n'étaient nullement sûrs de ne pas commettre une faute immense. Ils étaient encore, dans l'âme, de tremblants sujets de Napoléon.

Ils eurent leur entrevue avec Metternich le 8 janvier au soir. Ce fut d'abord, pour l'ardeur martiale d'Eugène de Courten, une douche froide. Il n'était pas question, disait Metternich, d'un Valais en armes luttant aux côtés de la coalition. Le Valais pouvait garder sa neutralité, en guerre comme en paix. Il pouvait, selon ses désirs, demander à être incorporé à la Suisse en qualité de canton, ou redevenir une république alliée des Suisses, ou encore une « république séparée », comme il l'avait été de 1802 à 1810. Napoléon lui-même venait déjà de renoncer à toutes ses conquêtes<sup>20</sup>.

Les députés valaisans répondirent aussitôt à Metternich que le vœu de leur pays était de redevenir une république séparée et de faire leur « petit ménage à part ». Aussi Metternich leur demanda-t-il de lui fournir un résumé fidèle de la constitution valaisanne de 1802, œuvre de Bonaparte, et leur annonça l'arrivée prochaine en Valais d'un commissaire autrichien qui présiderait à

<sup>17</sup> Lettre à sa femme, du 9 janvier 1814, publ. dans Courten 1, p. 29.

<sup>18</sup> Lettres d'Eugène de Courten à sa femme et à son frère Pancrace, publ. dans Courten 1, pp. 28-34.

<sup>19</sup> *Ibidem*, p. 29.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 28.

l'organisation du gouvernement provisoire, en attendant la promulgation d'une nouvelle constitution<sup>21</sup>. Après quoi, il les présenta à l'empereur d'Autriche, qui se montra aussi aimable que son ministre, « et leur donna les mêmes espérances »<sup>22</sup>.

La députation valaisanne se mit immédiatement en devoir de satisfaire Metternich, et rédigea un important mémoire, qu'elle lui remit ensuite. Ce texte signé, daté du 9 janvier 1814, et demeuré inédit, mérite d'être cité intégralement :

« Le vœu général des Valaisans est de former une République libre et indépendante.

» La Diète composée de tous les députés des douze dizains exerce l'autorité souveraine.

» Le premier magistrat de la République, sous le titre de grand bailli (*Landes-Hauptmann*), préside les diètes, qui se réunissent deux fois par an au chef-lieu. Il était nommé par la Diète pour deux ans, au bout desquels il pouvait être réélu ; dans l'intermédiaire des diètes, le grand bailli convoquait selon le besoin des diètes extraordinaires. On consultait les députés par circulaires. L'exécution des délibérations de la Diète était confiée au grand bailli seul.

» L'évêque portait le titre de prince du Saint-Empire et de préfet du Valais ; depuis plus de quatre cents ans, il siégeait dans les diètes, et il avait part à toutes les délibérations du gouvernement.

» Il y avait un juge dans chaque dizain sous le nom de grand châtelain, qui avait compétence de juger tant au civil qu'au criminel. Le premier degré d'appel avait lieu devant un tribunal composé du même grand châtelain, assisté de douze membres choisis parmi les notables du même dizain. Les grands châtelains réunis formaient la cour suprême. Le juge qui avait eu part au premier jugement ne pouvait pas siéger à la cour suprême pour la même cause.

» Les députés du Valais prennent la liberté de prier Votre Altesse de vouloir bien mettre à la disposition du gouvernement

<sup>21</sup> *Ibidem*.

<sup>22</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 11.

provisoire du Valais un dépôt de sel et de tabac peu considérable (que M. le baron de Simbschen a provisoirement séquestrés) pour subvenir aux premiers besoins de la République.

» Puisse Sa Majesté se convaincre de la pureté des sentiments des Valaisans par l'intermédiaire d'un plénipotentiaire digne de Sa confiance, dont nous la prions de vouloir bien honorer notre pauvre patrie, et agréer les vœux que nous portons à Ses pieds au nom de nos peuples, en nous recommandant à Sa haute et puissante protection »<sup>23</sup>.

Toute la première partie de la note des députés valaisans n'est qu'un très bref résumé, mais un résumé fidèle, de la constitution de 1802. La division territoriale, notamment, est celle de la République des douze dizains, et non celle des Sept-Dizains dominant un territoire sujet. Il faut y voir, sinon une preuve de l'abandon par les Haut-Valaisans de toute prétention à des privilèges, du moins une preuve de leur modération raisonnée en ce moment. De Quartéry et Delasoie étaient là, et il était absolument indispensable que le Valais se présentât devant Metternich comme un pays uni malgré ses différences. Sinon, comment eussent-ils pu prétendre à reconstituer un Etat ? Libérés des Français, les Valaisans n'aspiraient nullement à devenir Suisses. Outre que leur désir était parfaitement légitime, il était fondé aussi sur le fait que la Suisse, alors profondément divisée, n'offrait nullement l'image d'un Etat auquel on aurait aimé appartenir. Dans la correspondance qu'il adresse aux siens de Fribourg-en-Brisgau, Eugène de Courten revient à deux reprises sur le triste spectacle des divisions intestines des Suisses, divisions qui enlèvent au Valais toute tentation de s'unir à la Confédération<sup>24</sup>. On sait du reste qu'au début de 1814, les cantons suisses n'exprimaient eux-mêmes aucun désir de s'adjoindre le Valais.

Comme il ne pouvait être question d'un retour du Valais à la République helvétique, définitivement disparue en 1803, seule la république « séparée », telle qu'elle avait existé de 1802 à 1810, pouvait donner satisfaction, semblait-il, non seulement au Haut-

<sup>23</sup> BAF, VSA, fasc. 311, pièce 38, original.

<sup>24</sup> Courten 1, pp. 28 et 31.

Valais, mais encore à toutes les communes rurales des dizains de Sion et de Sierre. La nullité politique de ces dernières sous l'ancien régime avait provoqué en 1798 la création du dizain d'Hérémence et le statut politique de 1802 leur avait parfaitement convenu : « Les gens étaient bien sous ce régime et comme des coqs en pâte ! » s'écriera en 1815 un député d'Hérémence<sup>25</sup>. Quant au Haut-Valais, il savait par expérience que l'union de l'évêque et des huit dizains issus de l'ancien territoire souverain n'avait jamais permis à un Bas-Valaisan d'accéder à la dignité de grand bailli ou même à celle de président de la Diète, de 1802 à 1810<sup>26</sup>.

Faut-il conclure de là que les Bas-Valaisans devaient, en conséquence, se tourner automatiquement vers la Suisse ? Michel Dufour, sous-préfet de Saint-Maurice avant le départ de Rambuteau, partageait avec Léopold de Sépibus, sous-préfet de Brigue, le second rang dans le département. L'arrivée des Autrichiens le rend brusquement disponible, en même temps qu'elle le prive de son traitement. Cet homme qui aura quarante-six ans en 1814, qui n'a cessé de jouer en Valais, depuis 1798, un rôle toujours plus en vue et qui deviendra grand bailli en 1829<sup>27</sup>, cet homme dynamique et combatif, disparaît comme dans des oubliettes au moment de l'arrivée des Autrichiens. Contrairement à de Sépibus, il n'est pas désigné comme électeur des membres de la Direction centrale et il n'en fera pas partie, pas même en qualité de suppléant. Cela est d'autant plus surprenant que parmi les cinq membres élus pour y représenter le Bas-Valais, le Montheysan Pierre-Louis Du Fay (qui y entre en qualité de suppléant de Jacques de Quartéry, parti pour Fribourg-en-Brisgau) n'y remplit ses fonctions que « contre son gré »<sup>28</sup>. Cela constitue une présomption

<sup>25</sup> Lettre d'Isaac de Rivaz à Ch.-E. de Rivaz, de Sion, 4 avril 1815, publ. dans Ch.-E. de Rivaz 2, p. 232. Le député du dizain d'Hérémence qui a tenu ce langage est Vincent Favre.

<sup>26</sup> *Ibidem* et ci-dessous, p. 404. François-Xavier Perrig, député du dizain de Brigue, propose en 1815 de remettre en vigueur la constitution de 1802.

<sup>27</sup> Pour son *curriculum vitae*, voir A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. III, p. 288 (index).

<sup>28</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 12 : lettre de Benjamin de Rivaz à son père, de Saint-Maurice, 23 avril 1814.

extrêmement forte en faveur de l'absence de Michel Dufour du Valais à ce moment ; en effet les députés du Bas-Valais, ne représentant aucun canton particulier, furent élus collectivement par l'ensemble du territoire bas-valaisan, et Pierre-Louis Du Fay était le beau-frère de Michel Dufour qui, s'il avait été en Valais, aurait pu aisément assumer la suppléance de Jacques de Quartéry.

Or, la *Gazette de Lausanne* du 7 janvier 1814, après avoir parlé de la députation Stockalper qui a quitté le Valais le 1<sup>er</sup> janvier, ajoute : « Une autre est partie pour Zurich, chargée, dit-on, de rétablir les anciens rapports qui liaient le Valais au Corps helvétique »<sup>29</sup>. Une diète extraordinaire, présidée par Hans von Reinhard, venait de s'ouvrir à Zurich le 27 décembre 1813. Est-il permis de conjecturer que Michel Dufour a fait partie de la « députation » qui s'est rendue à Zurich ? Quoi qu'il en soit, cette députation n'a pu que s'entendre dire par Reinhard ou par l'un ou l'autre de ses porte-parole<sup>30</sup> que la Suisse des XIX Cantons ne pouvait pas officiellement prendre position sur la question du rattachement du Valais à la Confédération.

La députation valaisanne à Zurich s'était mandatée elle-même et nous ne savons à peu près rien sur elle, sinon qu'elle a existé. Mais nous savons que la députation Stockalper comptait deux Bas-Valaisans, Delasoie et de Quartéry. Delasoie ne plaisait pas du tout à un Michel Dufour<sup>31</sup>. En revanche, il était « très agréable aux Haut-Valaisans »<sup>32</sup>, et nous le trouverons toujours aux côtés de Stockalper jusqu'à la démission de celui-ci. Qu'il ait secondé ses vues à Fribourg-en-Brisgau n'a rien qui puisse sur-

<sup>29</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 2, p. 3, sous rubrique France, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 56.

<sup>30</sup> Tels que Hans-Konrad von Escher ou David von Wyss, tous deux membres de la députation de Zurich à cette diète.

<sup>31</sup> Rz, cart. 54, fasc. 11, n° 3, lettre de Dufour à Ch.-E. de Rivaz, de Saint-Maurice, 4 mai 1811 : « Vous observerez que M. Delasoie préférerait la place de juge de paix de son canton, mais que, s'il ne pouvait l'obtenir, il se déciderait à accepter la présidence du tribunal. Ce que le canton d'Entremont redoute le plus, c'est de voir occuper la justice de paix par un homme qui s'est mis sur les rangs et qui ne leur paraît ni *juste* ni *paisible*. » Les deux mots soulignés l'ont été par Dufour.

<sup>32</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 38, qui qualifie en outre Delasoie de « personnage très recommandable par lui-même ».

prendre. Faut-il s'étonner que Jacques de Quartéry en ait fait autant ? En vérité, rien n'indiquait, en janvier 1814, que Stockalper, de Werra ou de Courten eussent l'intention de remettre en question l'égalité civique accordée au Bas-Valais en 1798. Au contraire, le désir exprimé en commun par les deux régions du pays était le retour à la constitution de 1802, comme le prouve le mémoire remis à Metternich. Ce n'était pas cette constitution qui, par un défaut intrinsèque, avait écarté les Bas-Valaisans des charges suprêmes sous la République indépendante ; c'était la façon dont les hommes s'en étaient servis, autrement dit le jeu de la politique. On comprend dès lors que Jacques de Quartéry ait accordé à Stockalper, au début de 1814, une confiance qu'il ne cachait pas<sup>33</sup>.

Au surplus, il serait faux de croire que les Bas-Valaisans ont toujours lutté contre le Haut-Valais afin d'être incorporés à la Suisse. Quand ils ont obtenu, en 1798, la reconnaissance de leur « indépendance », c'est-à-dire la fin de leur sujétion, ils n'ont nullement souhaité, ni demandé l'incorporation du Valais à la République helvétique. Au contraire, une commission nommée par le comité révolutionnaire du Bas-Valais<sup>34</sup> rédigea à l'intention du résident de France en Valais, Mangourit, un mémoire qui disait :

« Nous devons rester un peuple isolé et peu nombreux, parce que c'est le moyen de conserver la plus grande étendue de liberté dont l'homme puisse jouir en société ; un peuple pauvre d'argent, mais riche de ses productions, comme nous le sommes, parce que cette pauvreté est la sauvegarde de la liberté, parce que la vraie richesse, celle qui ne corrompt pas les mœurs, est l'abondance des denrées nécessaires à la vie, et parce que l'égalité de fortune est le garant de l'aisance générale »<sup>35</sup>. En conséquence de l'attitude commune aux Haut-Valaisans et aux Bas-Valaisans, « Mangourit plaide éloquemment, mais en vain, auprès de son gouvernement, la cause de l'indépendance du Valais, désirée et voulue par la

<sup>33</sup> Voir ci-dessous, p. 466.

<sup>34</sup> Elle était composée de Ch.-E. de Rivaz, d'Isaac de Rivaz et de Louis Pittier ; ce dernier était un révolutionnaire extrémiste.

<sup>35</sup> Cité par Rufer, p. 195.



majorité de son peuple »<sup>36</sup>. Et l'union du Valais à la République helvétique fut un mariage forcé, dicté de Paris.

On demeure frappé de la persistance de l'argument de la pauvreté du Valais pour justifier son isolement et son indépendance à l'égard de la Suisse. En 1814, c'est Eugène de Courten qui le répète<sup>37</sup>. Après lui, Gaspard Stockalper, petit-fils de Gaspard-Eugène, écrira : « Le Valais, soit par sa position topographique, soit par sa fortune et son peu de ressources, n'a été heureux et prospère que dans son isolement ; les chiffres le prouvent »<sup>38</sup>.

Non seulement la république « séparée » apparaissait en 1814, à Stockalper et à ses quatre collègues, comme seule capable d'assurer la stabilité politique du pays, mais elle était encore, dans l'immédiat, la solution la plus prudente que l'on pût adopter à l'égard de Napoléon. Si celui-ci devait vaincre la coalition, ou trouver avec elle un arrangement diplomatique qui laissât le département du Simplon à la France, l'empereur n'aurait pu faire grief aux députés valaisans d'avoir « demandé » à Metternich une indépendance isolée, déjà réalisée en fait par le départ des Français du Valais. Certes, au lieu de la France, c'est l'Autriche qui serait devenue la garante de l'indépendance valaisanne. Mais Stockalper et ses collègues se mettaient dans la position la plus commode pour répondre éventuellement à l'empereur reprenant possession du Valais : « Nous n'avons pas détruit votre œuvre. Au contraire : nous n'avons admis que les changements minima que les circonstances nous imposaient. Et nous sommes restés, dans toute la mesure du possible, dans la ligne même de la politique qui avait été la vôtre à l'égard du Valais ». Bref, plutôt que de s'engager dans une politique de rapprochement avec les cantons

<sup>36</sup> *Ibidem*, p. 209.

<sup>37</sup> Voir ci-dessous, p. 156.

<sup>38</sup> AV, Fonds Gaspard Stockalper, III, 13, p. 5 : « Situation financière du Valais de 1335 à 1852 ». Ce document est complété par une pièce annexe rédigée après 1858, qui dit : « Le Valais est un pays très pauvre, quoique chacun est possesseur de biens-fonds ; par la position topographique, il ne peut y avoir de commerce, et il est malheureux en ce qu'il est obligé de faire partie d'une Confédération aussi chèrement gouvernée, parce qu'elle cherche à flatter les grands et opprimer les petits cantons. » Sur les sentiments de l'auteur à l'égard de la Suisse, voir ci-dessous, pp. 450-451.



suisses, politique pleine d'inconnues et d'aléas, le Valais avait intérêt, par pur opportunisme, à réclamer le retour à l'indépendance isolée, puisqu'en 1802 Napoléon lui-même avait arraché le Valais de la République helvétique, et restauré son indépendance. Enfin, il convient de ne pas oublier tous les Valaisans qui se trouvaient dans les armées ou les écoles militaires de France, dont le propre petit-fils de Stockalper, et qui constituaient autant d'otages entre les mains de Napoléon.

Mais cette politique « attentiste », si elle représentait une prudence maxima jusqu'à la fin des hostilités entre la France et la coalition, n'en répondait pas moins, apparemment du moins, à l'intérêt matériel du peuple et de l'élite valaisanne. A l'élite, les cantons suisses n'offraient aucune université, car celle de Bâle était protestante, ni surtout aucune place d'officier dans quelque régiment capitulé, les Suisses eux-mêmes recherchant à l'étranger les avantages matériels du service mercenaire. Pour le peuple, la politique d'indépendance « séparée » trouvait sa justification dans l'autarcie d'une économie alpestre caractérisée par la prédominance de l'élevage. Le Valais n'avait pas d'agriculture de plaine, les eaux transformant le fond de la vallée du Rhône en marais malsains parsemés d'îles et en immenses plages de cailloux. Une statistique publiée en 1813 par l'administration française fait connaître que, pour une population de 63 533 habitants<sup>39</sup>, le Valais nourrissait un cheptel bovin de quelque 47 200 têtes<sup>40</sup>. Quant au bétail ovin, dont la laine filée et tissée sur place servait à confectionner les vêtements, il totalisait environ 55 000 têtes<sup>41</sup>.

« En certains endroits, chaque ménage a son métier à tisser, et chaque famille fabrique elle-même ses étoffes de laine et ses

<sup>39</sup> *Annuaire*, recensement de 1811, pp. 34-35.

<sup>40</sup> *Ibidem*, pp. 32-33, dénombrements faits en 1811 et 1812 : « 565 taureaux, approximativement ; 25 000 vaches, approximativement ; 600 bœufs, approximativement ; 5230 veaux et 15 800 génisses, approximativement. »

<sup>41</sup> *Ibidem*, p. 33 : « 22 béliers mérinos et 59 métis ; 23 brebis mérinos et 385 métisses ; 7913 béliers de race indigène ; 18 578 brebis de race indigène ; 11 777 antenois et 8177 agneaux de toutes races ; 8015 moutons de toutes races. »

toiles »<sup>42</sup>. Le chanvre qui sert à confectionner les toiles est produit par de « belles chenevières »<sup>43</sup>.

On élève partout le porc dont les salaisons apparaissent sur les marchés<sup>44</sup>, et « une prodigieuse quantité de chèvres, dont le lait nourrit beaucoup de familles pauvres »<sup>45</sup>.

Cette économie autarcique est naturellement de type primitif. Le Valais est en mesure d'exporter quelques produits laitiers (fromages et beurre), des matières premières d'origine animale (suif, laine, peaux), ou végétale (térébenthine, poix)<sup>46</sup>. Il produit des cuirs de médiocre qualité dans quarante-six tanneries, mais il n'exporte que des cuirs crus et doit même acheter, en retour, des cuirs qui ont été tannés à l'extérieur<sup>47</sup>. C'est aussi vers les tanneries étrangères que partent les peaux des animaux sauvages : ours, loups, chamois, chevreuils et renards<sup>48</sup>.

Pourtant ce commerce extérieur reste d'un volume très faible. Dans l'ensemble, le commerce valaisan demeure local. La meilleure preuve en est fournie par la persistance d'unités de mesure différentes entre les localités. La commune de Lens, par exemple, possède ses propres mesures, différentes de celles de Sion et de Sierre, les petites villes entre lesquelles elle est située, et qui usent elles-mêmes de mesures différentes<sup>49</sup>. C'est avant tout pour la consommation familiale que le Valaisan cultive les céréales (froment, maïs, seigle, orge, avoine), la fève et la pomme de terre. Ses vignes lui donnent du vin au-delà de ses besoins ; ses vergers, du cidre et du poiré. Des noyers nombreux et superbes fournissent une huile excellente. Sur les tables bourgeoises, les fruits méditerranéens proviennent des environs de Sion et de Sierre, « riches en figues, en lauriers, en amandiers, en grenadiers, en

<sup>42</sup> *Ibidem*, p. 32.

<sup>43</sup> Bridel, p. 325.

<sup>44</sup> *Ibidem*, p. 326.

<sup>45</sup> *Ibidem*, p. 320.

<sup>46</sup> Voir ci-dessous, p. 198.

<sup>47</sup> *Annuaire*, p. 32, et Bridel, p. 328.

<sup>48</sup> Schiner, p. 51.

<sup>49</sup> Voir ci-dessous, p. 333.

mûriers »<sup>50</sup>. Les cerisiers donnent un kirsch recherché, en partie exporté, comme l'est aussi le « gibier à plume et à poil, dont une partie passe à Lausanne, à Genève et jusqu'à Milan », et que l'on trouve sur les marchés locaux, à côté du miel, de la cire, des volailles, etc.<sup>51</sup>

D'une façon générale, les Valaisans sont mal logés, mais ils se contentent de leurs maisons, « où l'on semble craindre la lumière du jour, et où l'on manque des commodités les plus ordinaires »<sup>52</sup>. Le pays, en effet, est dépourvu de routes, à l'exception de la route du Simplon et du chemin du Grand Saint-Bernard. Toutes les vallées latérales et la vallée de Conches ne connaissent que le chemin muletier, qui interdit tout charroi et ne permet que les transports au moyen des animaux bâtés. Aussi, malgré l'abondance de la pierre, la plupart des maisons sont-elles en bois, matériau plus facile à transporter et à travailler que la pierre. On les couvre d'ardoises, car « il y a plusieurs carrières de belles ardoises »<sup>53</sup>.

Pour leurs transports, les Valaisans ne manquent pas d'animaux. Il y avait, en 1812, 2240 chevaux, 210 ânes et ânesses et 1486 mulets<sup>54</sup>. Au point de vue industriel, le Valais exploite le plomb du Lötschental. A Ardon et aux Valettes, près de Bovernier, « des fonderies de fer font concevoir des espérances de prospérité »<sup>55</sup>. Une fabrique de clous et de fil de fer et deux papeteries, l'une à Naters, l'autre à Vouvry, suffisent aux besoins du pays<sup>56</sup>. En somme, le seul produit essentiel qui fasse absolument défaut à son économie alpestre est le sel, qui est par ailleurs une source importante des revenus de l'Etat. Or, la Suisse ne produit pas alors une quantité de sel suffisant à ses propres besoins. Economiquement, le Valais peut aisément se passer d'elle.

<sup>50</sup> Bridel, pp. 315-318.

<sup>51</sup> *Ibidem*, p. 326.

<sup>52</sup> J. Picot, *Statistique de la Suisse*, Genève, 1831, p. 542. La première édition de cet ouvrage est de 1819.

<sup>53</sup> Bridel, p. 329.

<sup>54</sup> *Annuaire*, p. 33 : « 47 chevaux entiers, dont quelques-uns seulement sont employés à la saillie ; 1055 juments ; il y a quelques poulinières et mulassières ; mais toutes sont employées au service ; 603 hongres ; 248 poulains et 287 pouliches, ayant moins de cinq ans. »

<sup>55</sup> *Ibidem*, p. 32.

<sup>56</sup> Bridel, p. 328.

La seconde partie de la note des députés valaisans à Metternich fait ressortir l'importance primordiale de l'approvisionnement en sel à cette époque. Simbschen, considérant qu'à son arrivée en Valais, il n'existait pas d'Etat valaisan qui pût se dire successeur de l'Etat français, avait lui-même mis la main, en vertu du droit de conquête, sur tous les avoirs de ce dernier. Sans oser s'opposer au point de vue de Simbschen, les Valaisans demandent à Metternich une faveur. C'est pour résoudre ce problème que Simbschen les avait d'abord dirigés sur Schwarzenberg.

Les députés valaisans se rendirent le 10 janvier, à sept heures et demie du soir, au bureau de Metternich. Mais ils ne purent être reçus ce jour-là et remirent leur note à un secrétaire. Le 11, à cinq heures du soir, Metternich leur donna enfin une audience de congé<sup>57</sup>. Ils prirent le chemin du retour le lendemain matin, emportant avec eux l'espoir de recevoir de Metternich une réponse écrite à leur note<sup>58</sup>. En attendant, les députés valaisans ont acquis à Fribourg une certitude qui leur manquait jusque-là et que les déclarations d'un simple colonel de trente-deux ans ne leur avaient pas donnée : la conduite qu'ils avaient tenue en Valais et qui impliquait la séparation de la France du département du Simplon, cette conduite était « bien dans le sens de la volonté des puissances » et les Valaisans se devaient de rompre tous les liens, bons ou mauvais, qui les rattachaient encore à la France<sup>59</sup>.

Un entretien avec Metternich et la remise d'une note diplomatique paraîtront peut-être à d'aucuns un maigre travail pour un séjour de quatre jours et demi. Cependant, outre que la durée de leur séjour ne dépendait pas d'eux, les députés valaisans ont bien employé leur temps. Ils ne se sont pas contentés d'assister à des défilés de troupes et de contempler des Mongols Bachkirs armés de fusils<sup>60</sup>. Ils ont pris contact avec autant de gens qu'ils

<sup>57</sup> Lettre d'Eugène de Courten à son frère Pancrace, du 11 janvier 1814, publ. dans Courten 1, p. 33.

<sup>58</sup> Lettre à son frère Pancrace, du 10 janvier 1814, publ. dans Courten 1, p. 31.

<sup>59</sup> Lettre à sa femme, du 9 janvier 1814, publ. dans Courten 1, p. 30.

<sup>60</sup> *Ibidem*, p. 29.

ont pu et ils les ont fait parler, ce qui est un des aspects, et non des moindres, du travail diplomatique. Ancien officier au service de l'Angleterre, Eugène de Courten n'a pas manqué d'aller, en compagnie du baron Stockalper, présenter ses hommages à Lord Aberdeen, ambassadeur de Sa Majesté auprès de l'empereur d'Autriche. On demeure plutôt surpris de l'excellence des renseignements qu'ils ont su recueillir de côté et d'autre, si l'on tient compte des mille fausses rumeurs qui circulaient alors. Les intrigues de la Prusse pour détacher de la France l'Alsace et la Lorraine sont notées comme un bruit qui court<sup>61</sup>, mais ce n'était pas un faux bruit. Eugène de Courten sait déjà, par Metternich, « que dans aucun cas la France ne possédera plus un seul pouce de terrain dans toute l'Italie »<sup>62</sup>. Il donne aussi « pour certain » que Victor-Emmanuel « sera rétabli sur son trône, et qu'il y sera mieux assis que jamais, car il est très fort question d'ajouter à ses Etats ceux de la République et ville de Gênes »<sup>63</sup>. L'événement confirmera cette prédiction, qui ne pouvait pas laisser les Valaisans indifférents, puisque la restitution des Etats de Sardaigne à Victor-Emmanuel impliquait la suppression de toute frontière commune entre la France et le Valais.

La députation officielle qui s'est rendue auprès de Metternich ne réunissait pas tous les Valaisans qui ont pris contact avec lui à Fribourg-en-Brisgau. Eugène de Courten écrit le 11 janvier 1814 à son frère Pancrace : « Un zélé compatriote que nous avons trouvé ici a appuyé notre demande, en sorte que nous sommes fondés à croire que notre demande sera accueillie »<sup>64</sup>. Bien que l'on comprenne l'extrême discrétion d'Eugène de Courten, qui estime avec raison que certaines « conversations ne se confient pas au papier »<sup>65</sup>, on regrette fort son silence en ce qui concerne l'identité de ce « zélé compatriote ». Il ne s'agit pas de Léopold de

<sup>61</sup> Lettre à son frère Pancrace, du 10 janvier 1814, publ. dans Courten 1, p. 32.

<sup>62</sup> *Ibidem*, p. 31.

<sup>63</sup> Lettre à sa femme, du 9 janvier 1814, publ. dans Courten 1, pp. 29-30.

<sup>64</sup> Lettre à son frère Pancrace, publ. dans Courten 1, p. 33.

<sup>65</sup> Lettre à son frère Pancrace, du 15 octobre 1814, publ. dans Courten 1, p. 77. — Le « zélé compatriote » serait-il Michel Dufour ?

Sépibus. Ce personnage fort intrigant, avide du pouvoir et rival de Stockalper<sup>66</sup>, n'a pas de chance en un moment où tous les politiciens s'agitent. Il est alors « assez malade »<sup>67</sup>.

Dès janvier 1814, à Fribourg-en-Brisgau, Eugène de Courten flaire des démarches occultes concernant le sort futur du Valais. Mais il ne suppose pas un instant que ces démarches puissent être l'œuvre d'un Valaisan. Au contraire, ce sont les Suisses qu'il accuse implicitement :

« Nous avons des données certaines que l'on avait déjà travaillé ici pour nous réunir à la Suisse et faire de nous un canton. Cela ne peut nous convenir, vu la désunion manifeste et opiniâtre qui existe dans ce pays. Nous ne sommes pas assez riches pour frayer avec les cantons, ni pour marcher sur le même pied. Le Simplon est ce qui nous fait désirer. Nous en aurions, dans le cas de réunion, toute la charge ; et nos voisins intrigants en auraient tout le profit ». Il n'est pas difficile de percer le mystère de ces lignes, écrites le 10 janvier<sup>68</sup>, et que corroborent celles-ci, tombées le lendemain de la même plume : « Je ne sais [...] qui a travaillé, avant notre arrivée ici, auprès du ministre pour qu'il fasse de nous un canton de la Suisse. Il paraît que l'on avait pressé cette affaire, que nous croyons ne pas pouvoir nous convenir. C'est sans doute le Simplon qui nous vaut cet honneur »<sup>69</sup>.

On ne connaît absolument aucun fait qui permette d'inférer que les Cantons ont intrigué à cette époque pour que le col du Simplon devienne suisse. Cependant il est assez clair que, si l'on voulait que cette importante route militaire fût efficacement défendue à l'avenir contre une éventuelle agression française visant la plaine du Pô, alors un Valais indépendant n'était pas en mesure d'assumer un tel rôle. Sa population ne dépassant guère 60 000 habitants, son armée ne pouvait être que bien modeste et, de plus, l'existence d'un Haut-Valais et d'un Bas-Valais pouvait faire craindre que des agissements étrangers ne vinsent diviser

<sup>66</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 72-75.

<sup>67</sup> *Ibidem*, p. 9.

<sup>68</sup> Lettre à son frère Pancrace, publ. dans Courten 1, p. 31.

<sup>69</sup> *Ibidem*, p. 33.

et ainsi paralyser cette petite armée. Seule une armée plus nombreuse et plus forte par sa structure interne sera en mesure d'assurer efficacement la garde du Simplon : l'armée suisse. Dans ce cas, il faut que le Valais entre dans la Confédération. Et, réciproquement, l'incorporation du Valais à la Confédération renforcera l'armée suisse.

Mais un tel raisonnement, en ce qui concernait la défense du Simplon, ne pouvait pas être le fait des Suisses, qui ne possédaient pas encore le Valais. La défense du Simplon intéressait particulièrement l'Autriche : en plaçant au col la sentinelle helvétique, on interposerait entre la France et le Milanais, non pas seulement l'indéfendable Savoie sarde, mais encore une force militaire avec laquelle n'importe quelle armée serait obligée de compter. Comme l'observe judicieusement William Martin, les Autrichiens « ne se souciaient pas de laisser la garde du Simplon entre les mains d'un petit peuple faible, divisé, turbulent »<sup>70</sup>. Or, nous savons que, dès novembre 1813, Metternich a envisagé le rattachement du Valais à la Confédération suisse et qu'il a développé devant les députés de la Diète fédérale l'argument que la Suisse ne pourrait pas défendre sa neutralité sans recouvrer ses « frontières naturelles », c'est-à-dire le Valais. Jusqu'à la fin de non-recevoir que lui oppose Reinhard le 16 décembre 1813, toute la diplomatie de Metternich a tendu à faire occuper le département du Simplon par la Confédération<sup>71</sup>. Metternich, imaginant une nouvelle carte territoriale de la Suisse, n'avait nul besoin d'être persuadé par personne d'y inclure le Valais.

Le comte de Courten, qui n'a rien d'un diplomate, se plaît à souligner, à propos de Metternich : « Rien d'équivoque dans tout ce qu'il nous a dit »<sup>72</sup>. Ce bon Valaisan honore le chancelier d'Autriche d'une confiance rare, et qui émeut. En revanche, il est plein de méfiance à l'égard des Suisses, ces « voisins intriguants ». Entendant parler du Simplon dans un contexte politique qui met en

<sup>70</sup> Martin, p. 313.

<sup>71</sup> Ci-dessus, pp. 51-57.

<sup>72</sup> Lettre à son frère Pancrace, de Fribourg-en-Brisgau, 10 janvier 1814, publ. dans Courten 1, p. 31.

jeu l'indépendance du Valais, il ne pense pas à l'Autriche, car il ignore aussi bien les entretiens de Reding et d'Escher avec Metternich que la résistance des Suisses à la pression du chancelier tendant à leur faire occuper le Valais. Il est piquant d'observer qu'en dernière analyse, c'est Napoléon lui-même qui, en créant la route du Simplon, a créé le Valais suisse.

La députation valaisanne quitta Fribourg-en-Brigau le 12 janvier 1814, peu après les empereurs d'Autriche et de Russie, qui se rendaient aussi à Bâle. Les routes étaient couvertes « de canons, de chars de munitions, etc. »<sup>73</sup>, de sorte que son voyage ne fut pas plus rapide qu'à l'aller. La même note de frais qui a permis de la suivre de Sion à Fribourg-en-Brigau<sup>74</sup>, permet de préciser à nouveau ses étapes. Le 12, ils ont dîné à Krozingen et voyagé de nuit. Ils ont passé à Bâle la nuit du 13 au 14. Le 14, ils y prennent contact avec le bureau de Metternich qui leur fait remettre une déclaration écrite sur le sort futur du Valais<sup>75</sup>. Ils font viser leurs passeports le même jour par le commandant suisse de la place<sup>76</sup>. Les étapes suivantes les font coucher successivement à Liestal, Soleure, Berne et Fribourg. Le 18, ils déjeunent à Bulle et dînent à Vevey, où leur passage est remarqué et signalé par la presse vaudoise<sup>77</sup>. Ils quittent Vevey le 19 et arrivent le même jour, vers les quatre heures du soir, à Sion<sup>78</sup>, où ils trouvent la Direction centrale constituée et fonctionnant depuis le 5 janvier 1814. Leur voyage avait duré dix-neuf jours et coûté à la République 14 184 batz<sup>79</sup>. Les cinq députés avaient bien mérité de la patrie. Même à Fribourg-en-Brigau, ils n'avaient connu aucun

<sup>73</sup> Lettre d'Eugène de Courten à son frère Pancrace, du 11 janvier 1814, publ. dans Courten 1, p. 33.

<sup>74</sup> T 12, fasc. 6, n° 7.

<sup>75</sup> Voir T 3, fasc. 7, n° IV, *Note remise au prince de Metternich par le Conseil d'Etat le 4 décembre 1815, à son passage à Sion*, copie.

<sup>76</sup> BS, pièce 12 293.

<sup>77</sup> *Gazette de Lausanne*, 21 janvier 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 57.

<sup>78</sup> T 1, p. 20.

<sup>79</sup> T 12, fasc. 6, n° 7, *Note des frais...*, Sion, 24 janvier 1814, original, s. a. du baron Stockalper. Cette somme représente Fr. s. 1418.40 de l'époque. Voir ci-dessous, p. 184.



confort. Pendant quatre jours leur chambre n'avait pas été balayée. Stockalper, âgé de soixante-quatre ans, y avait un lit. Mais de Quartéry, qui avait le même âge que lui, ne jouissait que d'une pailleasse par terre, ainsi que le comte de Courten, qui préférait sans doute cette pailleasse au petit lit où devaient dormir ensemble le baron de Werra et M. Delasoie. Pour comble de malheur, certains manquaient de vêtements, car ils avaient égaré en route une partie de leurs bagages. Aussi pouvons-nous comprendre la réflexion un peu désabusée d'Eugène de Courten sur laquelle s'achève sa dernière lettre de Fribourg-en-Brisgau à son frère Pancrace : « Je te dis franchement que l'échantillon d'honneur que l'on a voulu me faire dans cette circonstance me fatigue et m'ennuie. [...] Plus de voyage qui me tente. Je préfère prendre racine chez moi »<sup>80</sup>.

## 2. La ratification populaire des élections

La journée du 4 janvier 1814 fut celle de la passation des pouvoirs de la Direction provisoire à la Direction centrale régulièrement élue en vertu de la proclamation de Simbschen, qui convoquait les députés à Sion pour ce jour-là. Une diète qui se tiendra à Sion du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 1814 et qui décidera d'envoyer une députation à la Diète fédérale pour y porter le vœu du Valais « de faire comme canton souverain partie intégrante de la Confédération suisse », chargera ses députés à Zurich de « solliciter l'intervention de la Diète pour obtenir le paiement des fournitures faites aux troupes autrichiennes cantonnées en Valais dès le 28 du mois de décembre de l'année dernière, et de motiver les espérances du Valais sur ce que ce pays n'a point été considéré pour pays ennemi, ni conquis, mais qu'au contraire il a dû être mis dans la condition où il est entré dès le 4 janvier dernier et qu'il a maintenu des troupes, appuyées des *Landsturms*, jusqu'à la trêve », c'est-à-dire jusqu'à l'armistice avec la France<sup>81</sup>.

<sup>80</sup> Lettre du 11 janvier, publ. dans Courten 1, p. 34. Pour les détails qui précèdent, *ibidem*, p. 32 et p. 30.

<sup>81</sup> DV, recès 1, fol. 3, n. ch.

« La condition » où le Valais est entré dès le 4 janvier 1814, c'est le régime politique établi par les autorités militaires d'occupation. Ce n'était pas l'occupation d'un territoire conquis, et encore moins celle d'un pays ennemi : c'était celle d'un pays libéré. Et le Valais, qui veut obtenir le remboursement de ses frais, tire argument de sa souveraineté, qu'incarnait sa propre armée.

Et, en effet, c'est avec la conscience de représenter un peuple souverain que les douze élus à la Direction centrale se réunissent à Sion le 4 janvier 1814, en une séance préliminaire dont malheureusement nous ne possédons pas le procès-verbal. Mais nous savons ce qu'ils y ont fait : « On y a provisoirement rétabli les dizains qui faisaient partie de sa constitution précédente »<sup>82</sup>. Que faut-il entendre par ce rétablissement des dizains ? Il ne s'agit nullement d'une nouvelle division territoriale du Valais venant se substituer aux treize cantons du département du Simplon<sup>83</sup>. A peine des Autrichiens sont-ils en Valais que les actes officiels emploient indifféremment, et comme synonymes, les termes de cantons ou de dizains<sup>84</sup>, sans modifier en rien la division territoriale existante. Mais le rétablissement des dizains implique une mesure plus importante qu'un simple changement de vocabulaire. Par cet acte, la Direction centrale a rétabli les conseils de dizain, tels qu'ils existaient de 1802 à 1810.

En effet, les maires qui s'étaient réunis le 3 janvier pour nommer les électeurs chargés de constituer la Direction centrale, ne représentaient pas, du moins théoriquement, le peuple valaisan. Ceux de Sion, Saint-Maurice et Brigue avaient été nommés directement par Napoléon « par une faveur particulière » ; les autres, par le préfet du département<sup>85</sup>. Or, Simbschen voulait que les

<sup>82</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 2, 7 janvier 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 56. Le précédent numéro de la *Gazette de Lausanne*, n° 1, du 4 janvier 1814, ne pouvait pas relater la séance préliminaire de la Direction centrale du même jour. La séance ordinaire du 5 janvier, protocolée en T 1, pp. 1-4, ne fait aucune mention du rétablissement des dizains. Il n'y eut pas de séance le 6 janvier.

<sup>83</sup> Sur le maintien de la division territoriale du département du Simplon jusqu'au 23 octobre 1814, voir Biollay, *Des treize cantons...*, pp. 29-36, et pièces annexes III à VI, pp. 48-50.

<sup>84</sup> *Ibidem* et ci-dessus, p. 131.

<sup>85</sup> *Annuaire*, p. 70.

douze députés à la Direction centrale fussent « investis de la confiance du loyal peuple valaisan », après quoi les bourgmestres et syndics devaient être « proposés à la Direction centrale pour être par elle agréés ou rejetés »<sup>86</sup>. En d'autres termes, la Direction centrale devait émaner du peuple et investir les maires ; et non les maires, tous nommés par les autorités françaises, créer la Direction centrale. Pour constituer celle-ci, on s'était contenté, le 3 janvier, de faire désigner les « électeurs » par les maires, « vu qu'il aurait été trop long de faire délibérer en commun les municipalités des cantons »<sup>87</sup>.

Pour remédier à cette absence de démocratie, et donner à la nomination des membres de la Direction centrale la sanction populaire, on a donc rétabli les conseils des dizains, tels qu'ils existaient sous la République indépendante. Ces conseils étaient une sorte de parlement des communes<sup>88</sup>. On a donc réuni cette fois « les conseils des communes »<sup>89</sup>, car on disposait d'assez de temps pour le faire. Et les conseils des communes ont envoyé leurs députés aux conseils de dizain.

Dans le Bas-Valais, il fallait qu'une assemblée réunissant les représentants des quatre dizains, ratifiât la nomination des cinq membres de la Direction, de sorte qu'il faut dire encore, avec Benjamin de Rivaz, que « les députés du Bas-Valais » ont été « nommés sans acception de dizain »<sup>90</sup>.

Les conseils de dizain du Bas-Valais nommèrent quinze députés qui s'assemblèrent à Martigny, le 14 janvier 1814, pour désigner à nouveau les cinq membres bas-valaisans de la Direction

<sup>86</sup> Proclamation du 31 décembre 1813, publ. par Stockalper, p. 143.

<sup>87</sup> Macognin, p. 99.

<sup>88</sup> Paul Biderbost, *Die Republik Wallis 1802-1810*, Visp, 1959, p. 158 : *Der Zehnenrat war [...] eine Art Parlament der Gemeinden*. L'auteur expose en détail, pp. 158-165, l'élection, la composition, l'organisation et les tâches de cette institution.

<sup>89</sup> *Procès-verbal de la prise de possession du Valais par les Autrichiens*, publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 109.

<sup>90</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 12 : lettre à son père, de Saint-Maurice, 23 avril 1814. C'est à tort, et d'ailleurs en vain, qu'A.-J. de Rivaz (*Mémoires*, t. II, p. 9) tente de faire des cinq élus du Bas-Valais des représentants de dizains particuliers.

centrale<sup>91</sup>. Dans cette assemblée « lesdits députés, munis des pouvoirs des conseils respectifs des dizains [...] ont appelé à l'unanimité des suffrages pour représenter les susdits dizains à la Direction centrale de Sion, savoir MM. Louis Pittier, Isaac de Rivaz, Philippe Morand, Gaspard-Etienne Delasoie et Jacques de Quartéry, et pour suppléants en l'absence de MM. de Quartéry et Delasoie, ils ont nommé à la même unanimité MM. Pierre-Louis Du Fay et François-Joseph Luder, qui les représenteront pendant tout le temps que durera cette absence »<sup>92</sup>.

Que cette élection du 14 janvier à Martigny n'ait pas d'autre but que de donner à la désignation des membres bas-valaisans de la Direction centrale le caractère démocratique qui lui manquait, cela ressort du fait que les membres ou les suppléants sont ceux-là mêmes que nous voyons fonctionner à la Direction centrale déjà à la date du 5 janvier.

Dans le Haut-Valais, chacun des huit dizains de 1802 désigne son représentant à la Direction centrale. C'est ainsi que Jean-François Taffiner n'apparaît plus seulement comme le vice-président désigné par Stockalper, mais encore comme le représentant du dizain de Conches, et, par conséquent, comme l'élu du conseil de ce dizain<sup>93</sup>. On retrouve aussi à la Direction centrale les mêmes magistrats qui y siègent depuis l'ouverture de ses travaux, et notamment, Joseph de Lavallaz, représentant du dizain de Sion<sup>94</sup> et beau-frère de Stockalper.

Cependant un fait important et révélateur s'est produit dans le dizain de Sion, où précisément l'élection de Joseph de Lavallaz

<sup>91</sup> T3, fasc. 1, n° 1, copie, donne la liste des quinze députés pour les quatre dizains ; pour Monthey : Pierre-Louis Du Fay, [François] Delacoste, Hubert Franc fils et Pierre-Maurice Vuilloud ; pour Saint-Maurice : Charles Macognin de la Pierre, Louis Biollay, Frédéric Lugin ; pour Martigny : Philippe Morand, Bruno Gay, Etienne Claivaz et Jean-Joseph Produit ; pour l'Entremont : François-Joseph Luder, Valentin Darbellay, Emmanuel Collombin et Pierre-François Francière. On remarque que les délégués du dizain de Saint-Maurice sont les mêmes que pour l'élection du 3 janvier.

<sup>92</sup> *Ibidem*. Il ressort bien de ce document que les cinq élus bas-valaisans sont nommés « sans acception de dizain ».

<sup>93</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 9.

<sup>94</sup> *Ibidem*, pp. 9 et 11.

fut contestée par les communes rurales. Avant 1798, le dizain de Sion était un des Sept-Dizains souverains du Haut-Valais, mais les privilèges dont y jouissait la Ville et Bourgeoisie de Sion (*Stadt und Burgschaft Sitten*) y réduisaient à une pure nullité politique les communes villageoises, et d'ailleurs francophones, du dizain. L'antipathie de ces communes à l'égard de Sion y était aussi grande que celle de la campagne bâloise à l'égard de la ville de Bâle<sup>95</sup>. Aussi, dès 1798, les communes du dizain de Sion situées dans le val d'Hérens s'étaient-elles unies aux deux communes bas-valaisannes d'Hérémente et de Nendaz pour constituer le district d'Hérémente. Par compensation, la commune de Conthey, commune bas-valaisanne qui comprenait les villages de Conthey et de Vétroz, avait été attribuée au dizain de Sion, auquel on adjoignit encore Nendaz, détaché d'Hérens (Hérémente) en 1802, au moment de la création de la République indépendante. En 1803, la commune de Bramois, qui formait sous l'ancien régime, avec Nax, Vernamiège et Mase, l'ensemble des « quatre villes », où les intérêts économiques étaient étroitement imbriqués, demande à être séparée de Sion et rattachée au dizain d'Hérens<sup>96</sup>. Mais elle n'obtient pas gain de cause. Le canton de Sion du département du Simplon garde les limites de 1802. Mais l'opposition entre la ville et la campagne réapparaît violemment en 1814, au moment où le Valais doit élaborer une nouvelle division territoriale, qui sera celle de sa constitution de 1815. Nendaz et Conthey se détacheront de Sion pour former, avec Ardon et Chamoson, l'actuel district de Conthey. Savièse, Arbaz et Ayent s'en détacheront

<sup>95</sup> Oscar Perrollaz, *Die grosse Feuerbrunst zu Sitten am 24. Mai 1788*, dans *BWG*, 1891, pp. 452-467, cite (p. 457) divers documents concernant le grand incendie de Sion de 1788. Un rapport de N. de Diesbach, gouverneur d'Aigle, à LL. EE. de Berne assure que « pas un homme des dizains avoisinant la ville n'est venu au secours, ni lors de l'incendie, ni depuis pour de petites choses... » Dans ce rapport rédigé en allemand, le mot « dixains », en français dans le texte, est une erreur. Il faut lire « communes ». Un autre document, en langue française, déclare : « Le paysan humilié plusieurs fois par ses seigneurs n'a pas voulu mettre la main pour défendre la ville ; il y amenait par malice des chariots de bois pour vendre, dans le temps que tout brûlait. »

<sup>96</sup> AV, DI, Contentieux, thèque 123, pièce 1, a. s.

également pour s'incorporer au dizain d'Hérens. Tel sera le résultat de la lutte ardente qui oppose la campagne à la ville<sup>97</sup>.

Au début de 1814, la majorité de la population du dizain de Sion était composée des habitants des villages entourant la capitale. C'est pourquoi le conseil du dizain, ne voulant pas connaître d'autre règle que celle de la majorité, avait élu un notaire de Savièse, Jean-Baptiste Jacquier, à la Direction centrale. Lors de la séance que celle-ci tient le 22 janvier, Stockalper, son président, « donne connaissance à l'assemblée d'une lettre adressée à la Direction centrale de la part des syndics des communes de Conthey, Savièse, Grimsuat, Ayent, Bramois, Nendaz, dont le contenu tend à faire connaître comme membre de la Direction centrale M. Jean-Baptiste Jacquier, juge de paix du canton de Sion »<sup>98</sup>. Mais la Direction centrale, à laquelle appartient Joseph de Lavallaz, ne l'entend pas de cette oreille. Les six communes rurales ont délibéré sans la ville de Sion, qui tient à ses privilèges. C'est pourquoi « la Direction centrale, ayant remarqué dans la démarche de ces communes des formes contraires à tout ce qui s'est pratiqué jusqu'ici en pareil cas, et sur l'observation faite par un membre, que la proclamation de monsieur le colonel baron Simbschen, du 31 décembre dernier, porte que les nouveaux bourgmestres et syndics devaient être agréés ou rejetés par la Direction, ce qui n'avait pas encore été fait ; qu'il s'ensuivait de là qu'il n'appartenait pas aux syndics de changer les membres de la Direction suivant le caprice des dizains ou communes n'ayant point encore obtenu l'assentiment de la Direction dans l'exercice de leurs fonctions ; il devait être fait une invitation à tous les bourgmestres des dizains de transmettre à la Direction la liste des bourgmestres et syndics qui étaient en fonctions au moment de l'exécution de la proclamation du 31 décembre et de ceux qui auraient été changés depuis cette époque, afin que la Direction soit à portée de juger auxquels de ces fonctionnaires elle sera appelée à donner la préférence.

» Cette proposition ayant été adoptée unanimement, l'assemblée a passé à l'ordre du jour sur la réclamation desdites commu-

<sup>97</sup> Voir Biollay, *Introduction*, pp. 13-16.

<sup>98</sup> T 1, p. 24.

nes, en priant Son Excellence monsieur le président de faire connaître aux syndics de ces communes la pureté des principes qui la guide dans sa résolution »<sup>99</sup>.

Ce n'était pas la première fois ni la dernière que l'on évoquait en politique « la pureté des principes » pour couvrir une iniquité. En fait, l'argument de la Direction centrale était parfaitement captieux. C'était mettre la charrue avant les bœufs. Avant de procéder à la vérification des pouvoirs des bourgmestres et syndics, la Direction centrale devait émaner du peuple. Et c'est précisément pour cela que l'on avait rétabli, conformément à l'esprit de la proclamation de Simbschen, les conseils de dizain. Ainsi donc la Direction centrale adoptait une mesure qui privait de ses droits la majorité d'un dizain<sup>100</sup>. Cela créait une situation absolument fautive, qui devait faire regretter à la Ville et Bourgeoisie de Sion le rétablissement des dizains, et qui ne pouvait que provoquer des désordres.

Il fallait trancher le nœud gordien. Seul Simbschen pouvait le faire. Il le fit à sa manière, et peut-être sans le vouloir. Le 21 janvier, en effet, par une lettre datée de Sion et adressée à Stockalper, il supprime la Direction centrale et la remplace par un gouvernement de cinq membres, qu'il déclare suffisant, « d'autant plus, écrit-il, que le commissaire impérial et royal chargé de l'organisation politique du pays arrivera ici sous peu »<sup>101</sup>. Cette décision radicale a été connue de la Direction centrale dès le lendemain. Cela explique qu'elle ait ce jour-là adopté « unanimement » une proposition qui refusait de faire droit aux communes rurales du dizain de Sion demandant à y être représentées, car les cinq membres bas-valaisans et plus encore Antoine Rion, le représentant du dizain d'Hérémence, n'auraient pas manqué de soutenir la cause de ces communes. Seule la connaissance de la suppression de la Direction centrale peut expliquer la solidarité de ces six

<sup>99</sup> *Ibidem*, pp. 24-25.

<sup>100</sup> D'après le recensement de 1811, les sept communes du canton de Sion totalisent 9135 habitants, dont 2803 pour Sion et 6332 pour les six communes rurales. Le départ des Français avait encore diminué la population de Sion.

<sup>101</sup> T 5, fasc. 5, n° 7, original, a. s. en allemand : *umsomehr da in kurzer Zeit der angekündigte K. K. Einrichtungs-Commissair hier eintreffen wird.*

membres avec le bourgmestre de Sion, Joseph de Lavallaz. La proposition adoptée n'avait plus d'autre signification que de demander aux bourgmestres et syndics de faire valider leur élection par le gouvernement provisoire, conformément à la proclamation de Simbschen du 31 décembre. De la sorte, la réclamation des communes rurales du dizain de Sion devenait sans objet.

La composition de la Direction centrale n'a donc pas changé, et d'ailleurs les protocoles de ses séances n'indiquent aucune modification de sa composition initiale<sup>102</sup>. Cependant, dès le retour de la députation de Fribourg-en-Brigau, le 20 janvier 1814<sup>103</sup>, Stockalper y reprit ses fonctions de président<sup>104</sup>. Mais le vice-président Taffiner l'assista durant quelques jours, vraisemblablement jusqu'au 24 janvier, date de la dernière séance de la Direction centrale<sup>105</sup>.

### 3. *L'abrogation du code Napoléon et le rétablissement des grands châtelains*

Le 31 décembre 1813, Louis Pittier, conseiller de préfecture, apprend à dix heures du matin que le conseil de préfecture est supprimé. Il se rend ensuite à une audience du tribunal de première instance de Sion, dont il est le président. Après cette audience, il rend visite, avec les autres juges et le substitut du procureur impérial Antoine Rion, au colonel Simbschen, pour lui demander s'ils doivent continuer à exercer leurs fonctions. Simbschen les reçoit « très poliment » et leur répond par l'affirmative<sup>106</sup>.

Le président du tribunal, les juges et le substitut du procureur ne se le font pas dire deux fois et continuent imperturbablement à rendre la justice au nom de « Napoléon, par la grâce de Dieu et les constitutions de l'Empire, Empereur des Français, Roi

<sup>102</sup> T 1, pp. 1-26. De même A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 9.

<sup>103</sup> T 1, p. 20.

<sup>104</sup> T 1, p. 24, séance du 22 janvier.

<sup>105</sup> C'est lui qui adresse le 23 janvier 1814, au nom du gouvernement valaisan, une lettre à Metternich ; voir ci-dessous, p. 208.

<sup>106</sup> Pittier, p. 25.



d'Italie, etc., etc. » comme en témoigne un jugement « fait et prononcé à Sion en audience publique les an, mois, jour que dessus [14 janvier 1814], où étaient présents Messieurs [Louis] Pittier, président ; [Antoine] d'Augustini, [Janvier] de Riedmatten, [Joseph-Antoine] Barman, juges ; [Antoine] Rion, substitut du procureur impérial, et Pelier, c[ommis] greffier »<sup>107</sup>.

Ces noms méritent attention : Pittier et Rion sont des francs-maçons<sup>108</sup> qui ont souhaité l'union du Valais à la France en 1802<sup>109</sup>. Antoine Augustini a été grand bailli du Valais de 1802 à 1807, époque où « il faisait la cour la plus basse » aux résidents de France à Sion, prodiguant « en toute occasion *ad nauseam usque* » le nom français pour intimider les Valaisans<sup>110</sup>. En 1804, il a rédigé le code civil et criminel de la République du Valais. Janvier de Riedmatten appartient à une famille patricienne en vue ; il est le frère du chanoine Polycarpe de Riedmatten, agent de renseignements de Rambuteau, et de Grégoire de Riedmatten, officier aux gardes d'honneur. Pittier et Rion sont tous deux membres de la Direction centrale, ainsi que Casimir Lang, juge d'instruction auprès du même tribunal de Sion<sup>111</sup>.

Que des personnages de ce rang rendent la justice, en audience publique, au nom de Napoléon, voilà de quoi déplaire au colonel Simbschen. Aussi, le jour même où il supprime, par une simple lettre, la Direction centrale, Simbschen supprime-t-il, par une lettre à Stockalper, le tribunal de première instance de Sion et met fin à toute l'organisation judiciaire du département du Simplon, où, du même coup, le code Napoléon est abrogé. Ce faisant,

<sup>107</sup> T 5, fasc. 5, n° 26 : « Extrait des minutes du greffe du tribunal de première instance, séant à Sion, département du Simplon. Audience du quatorze janvier dix-huit cent quatorze. Napoléon, par la grâce de Dieu et les constitutions de l'Empire, Empereur des Français, Roi d'Italie, etc., etc. Le tribunal de première instance séant à Sion, département du Simplon, a rendu le jugement suivant entre le sieur Jean-Théodule Schnider [...] contre Barthélemy Balet. » Cet extrait est une « expédition conforme » munie du sceau à l'aigle impériale.

<sup>108</sup> AV, 70, Martigny 4/45, Tenue de la Loge du Mont-Joux du 14 avril 1803.

<sup>109</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 129.

<sup>110</sup> *Ibidem*, p. 215.

<sup>111</sup> *Annuaire*, p. 62.

il est persuadé qu'il agit conformément au vœu profond des Valaisans ; quand plus tard ceux-ci lui paraissent des ingrats, il le leur rappelle dans une lettre adressée au gouvernement provisoire :

« Soyez assurés que si les Russes, les Prussiens et les Autrichiens étaient animés du même esprit que vous, le Valais serait obligé de remâcher longtemps encore du code Napoléon et des Droits réunis »<sup>112</sup>. En fait, le département du Simplon n'a jamais été soumis à l'impôt des Droits réunis. Il en fut exempté par un décret spécial de Napoléon<sup>113</sup>. Mais celui-ci n'a jamais fait au département réuni la faveur de posséder un code distinct de celui de l'Empire. On sait combien le clergé catholique était hostile au code Napoléon.

Associée à la création d'un gouvernement de cinq membres, la seconde lettre de Simbschen du 21 janvier prend toute sa signification par les nominations qu'elle impose. Les tribunaux du département du Simplon sont supprimés, et les juges, destitués. Simbschen nomme lui-même dans chacun des treize dizains (ex-cantons du département) un grand châtelain et un vice-grand châtelain<sup>114</sup>, conformément au titre XI de la constitution du 30 août 1802<sup>115</sup>. De son côté, la Direction centrale décide de remettre en vigueur le système judiciaire de la république isolée<sup>116</sup>.

<sup>112</sup> Lettre de Brigue, le 12 mars 1814, en allemand, publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 111-112.

<sup>113</sup> Voir à ce sujet Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, pp. 70-71 et 77 ; Robatel, pp. 102-103.

<sup>114</sup> T 5, fasc. 5, n° 6, original, a. s., en allemand. Pour la liste des grands châtelains, voir Biollay, *Des treize cantons...*, p. 49.

<sup>115</sup> Les articles 63 et 64 de ce texte constitutionnel donnent au vice-grand châtelain le titre de « lieutenant du grand châtelain ».

<sup>116</sup> T 2, p. 336, séance du gouvernement provisoire du 23 juin 1814. Il est fait lecture d'une « lettre de M. le vice-châtelain du dizain de Sion [Emmanuel de Riedmatten], par laquelle il demande si d'usage de la question peut être remis en vigueur, le cas échéant ». — « Le conseil rappelle que, pendant la tenue de l'Assemblée des Douze représentants en janvier dernier, il a été décidé que provisoirement les lois de 1802 et années suivantes jusque 1810, pour ce qui concerne le judiciaire seulement, seraient la règle des tribunaux en matière de justice criminelle et correctionnelle. Il renvoie en conséquence M. le vice-grand châtelain à cette décision, qu'il doit trouver dans les papiers de la Grande Châtellenie ».

Parmi les grands châtelains nommés par Simbschen, on ne retrouve aucun des magistrats du tribunal de première instance de Sion, ni son président Louis Pittier, ni les juges de Riedmatten, Augustini ou Barman, ni le juge instructeur Casimir Lang, ni le substitut du procureur impérial Rion. Cette éviction générale de gens qui n'étaient pas les premiers venus ne saurait être un effet du hasard. On ne peut que généraliser à leur propos la remarque de M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz concernant Casimir Lang : ils sont « trop F. »<sup>117</sup>. De plus, en même temps qu'ils sont privés de leurs fonctions judiciaires, Pittier, Rion et Lang cessent d'appartenir à la Direction centrale, qui est supprimée. Ils ne sont plus rien, et l'on peut en dire autant de tous leurs collègues du tribunal de Sion<sup>118</sup>.

C'est le 22 janvier que la Direction centrale informe le dizain de Loèche de la suppression des lois et tribunaux français et de la nomination des nouvelles autorités judiciaires du dizain<sup>119</sup>. On a naturellement fait de même pour chaque dizain.

#### 4. *Affaires militaires* *L'invasion de la Savoie par Simbschen*

Les troupes valaisannes des cantons de Monthey, Saint-Maurice, Martigny et Entremont, accordées à Simbschen par la Direction provisoire, devaient se réunir à Martigny « pour être sous les ordres de M. de Fink, lieutenant de chasseurs »<sup>120</sup>. Après le tirage au sort qui eut lieu à Saint-Maurice le 3 janvier, les soldats de cette commune se trouvaient sous les armes au lieu de rassemblement dès les premiers jours de la Direction centrale, comme en témoigne une décision de réforme « datée de Martigny le 6

<sup>117</sup> Voir ci-dessus, p. 123.

<sup>118</sup> Pour la période qui nous occupe, seul Janvier de Riedmatten sera nommé par le gouvernement provisoire juge auditeur auprès d'un tribunal spécial chargé de réprimer les menées politiques de certains Haut-Valaisans. Il devra cette nomination à sa qualité de polyglotte ; voir ci-dessous p. 221 et note 30.

<sup>119</sup> BG, Litt. A, pièce 233.

<sup>120</sup> Macognin, p. 98.

janvier, signée « Fink, premier-lieutenant »<sup>121</sup>. Nous savons aussi que le 4 janvier, la commune de Lens a fourni huit hommes à Simbschen. Le 10, elle payait déjà les capotes dont elle avait équipé six recrues<sup>122</sup>. Dans l'ensemble Simbschen n'avait qu'à se louer de la rapidité avec laquelle les Valaisans avaient mis sur pied le contingent demandé. Il envoie aussitôt les recrues des dizains de Monthey, de Saint-Maurice et de l'Entremont occuper le Grand Saint-Bernard<sup>123</sup> et ordonne au major Vukassovich de faire préparer la destruction de la route d'Aoste à ce col<sup>124</sup>. Quant aux troupes du Haut-Valais, il les envoie à Brigue, avec deux compagnies autrichiennes<sup>125</sup>, et en détache un groupe pour garder le Simplon<sup>126</sup>. Il arrive à ces militaires d'arrêter quelques déserteurs<sup>127</sup>.

Simbschen devrait être satisfait de la célérité avec laquelle ses ordres ont été exécutés. Mais il veut faire davantage, en officier plein d'initiative et d'enthousiasme. Peut-être ne veut-il pas que le cul-de-sac de la vallée du Rhône devienne aussi un cul-de-sac pour son avancement. Un colonel de trente-deux ans peut avoir de l'ambition. La situation créée en Savoie par les royalistes semble devoir lui fournir un terrain d'action où il va pouvoir déployer ses mérites. Le général Dessaix y avait été chargé, dès le 4 janvier, d'organiser les gardes nationales du département du

<sup>121</sup> *Ibidem*, p. 101.

<sup>122</sup> Fonds Briguet, pièce 505 : « Le 10 janvier, payé lesdites capotes, livrées par François Gendroz : pour Lens [-village], louis 2 ; pour Chermignon, louis 2 ; pour Icogne, louis 1 ; pour Montana, louis 1. » Une capote militaire coûtait donc un louis.

<sup>123</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 10.

<sup>124</sup> Cordon, p. 239.

<sup>125</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 10.

<sup>126</sup> Cordon, p. 241.

<sup>127</sup> T 1, p. 31, séance du 26 janvier 1814. Le gouvernement provisoire décide d'élargir un certain nombre de détenus : « Les trois ci-après désignés sont des militaires déserteurs. La Direction pense qu'il serait à propos, avant de les élargir, d'en prévenir Monsieur le baron colonel commandant Simbschen : Jean Guersy, de Rome ; Jean-Daniel Müller, de Vienne en Autriche ; François-Gaspard Guy, de Fribourg. » Ce n'est que le 4 février que Simbschen décide d'organiser une gendarmerie ; voir ci-dessous, p. 257.

Mont-Blanc<sup>128</sup>. Mais les royalistes voulaient, au contraire, y prendre les armes contre les Français<sup>129</sup>. Le vieux général Janus de Gerbais de Sonnaz s'était adressé à Schraut, ministre d'Autriche à Berne, pour lui demander l'aide de son pays aux royalistes de Savoie. Schraut avait envoyé, dès le 5 janvier, les deux fils de Sonnaz, Joseph et Hippolyte, au maréchal de Schwarzenberg, qui se trouvait à Montbéliard. Ils obtinrent de lui, après l'avoir informé de ce qui se passait en Savoie, une lettre de recommandation pour le colonel Simbschen. On ne sait pas exactement quand ils se rendirent auprès de lui. Mais, dès le 11 janvier, Simbschen écrit à Schraut pour qu'il procure 2000 fusils aux Savoyards<sup>130</sup>. L'entretien Simbschen-de Sonnaz est donc antérieur à cette lettre, et cet entretien va jouer un rôle déterminant dans la suite des événements. En effet, pour procurer au plus vite des armes aux Savoyards, Simbschen forme le projet d'une descente sur l'Italie, où il pense pouvoir s'emparer des armes des gardes-frontières<sup>131</sup>. Le 11 janvier en même temps qu'à Schraut, il écrit à Schwarzenberg pour justifier par avance le projet qu'il a formé d'envahir l'Italie en laissant aux seuls Valaisans le soin de défendre leur propre territoire : quatre compagnies de chasseurs valaisans sont déjà formées, et deux autres ainsi qu'une compagnie de réserve doivent être levées prochainement<sup>132</sup>.

Simbschen ne ment pas, mais il se fait des illusions : jamais, nous le verrons, il n'obtiendra du Valais le supplément de trou-

<sup>128</sup> Six, t. I, pp. 344-345.

<sup>129</sup> Martin, p. 267.

<sup>130</sup> *Ibidem*, et GAE 46, 2, fol. 307-308, copie, Berne, 15 janvier 1814, Schraut à Metternich, en allemand : « Le colonel baron de Simbschen me demande dans une lettre datée de Sion le 11 courant, de lui procurer au moins et aussitôt que possible 2000 fusils contre paiement à effectuer [...]. Selon mes modestes lumières (mais je ne connais pas le plan que le colonel Simbschen a établi avec les comtes de Sonnaz), il ne faudrait pas armer seulement la Savoie, mais encore le Piémont ». Autre copie : BAF/VSA, fasc. 248, pièce 20. L'original est aux VSA, fasc. 248, A II 3, fol. 41. A ce document sont empruntées toutes les dates que nous donnons.

<sup>131</sup> Cordon, p. 241. Le terme employé est *Grenzdouaniers*.

<sup>132</sup> *Ibidem*. Simbschen indique un total de 524 hommes pour les quatre compagnies valaisannes ; mais celles-ci étaient encadrées et renforcées d'éléments autrichiens ; voir ci-dessous pp. 174 et 176, note 142.

pes qu'il annonce et sur lequel il compte fermement. Le 12 janvier, il adresse à la Direction centrale une longue lettre, où il demande au Valais une levée supplémentaire de 466 hommes. Nous reviendrons plus loin sur la réaction de la Direction centrale à cette lettre de Simbschen, essentielle pour la suite de ses rapports avec les Valaisans. Il nous faut le suivre maintenant hors du Valais.

Le jour même où il écrit à la Direction centrale, le 12 janvier, il reçoit de Schwarzenberg et de Zechmeister l'ordre de s'abstenir de toute action de quelque envergure du côté de l'Italie. Zechmeister se dit menacé à Genève et demande à Simbschen de déplacer vers l'ouest le gros de son détachement tout en continuant à garder le Simplon et le Grand Saint-Bernard. Dans le pire des cas, Simbschen doit même abandonner le Simplon, couper la route du Grand Saint-Bernard, concentrer toutes ses troupes dans la région de Martigny - Saint-Maurice et tenir coûte que coûte le défilé de Saint-Maurice<sup>133</sup>.

Pour Simbschen, cette lettre arrive à point : il forme aussitôt un nouveau projet, plus audacieux que le précédent. Dès le 11 janvier déjà, à la suite de son entretien avec les de Sonnaz, il avait commencé à concentrer ses troupes autour de Saint-Maurice<sup>134</sup>. Il fait maintenant couper la route du Grand Saint-Bernard sur son versant valdôtain et préparer la destruction d'une galerie sur la route du Simplon. Il laisse au Simplon une compagnie de Valaisans, pendant que d'autres continuent à occuper le col du Grand Saint-Bernard. Il évacue Brigue et, ayant réuni toutes ses troupes à l'exception des Valaisans, il envahit la Savoie par la vallée d'Abondance<sup>135</sup>. Il occupe Thonon le 14 janvier et y lance une proclamation vibrante<sup>136</sup> qui donne une consécration publique à l'action entreprise par le général de Sonnaz :

« Savoyards ! Aux armes ! Aux armes ! [...]

<sup>133</sup> *Ibidem*, p. 240.

<sup>134</sup> *Ibidem*, p. 241.

<sup>135</sup> Baud, p. 79.

<sup>136</sup> Roux, t. II, p. 153, et Cordon, p. 242.

» Vieux guerriers de la Savoie ! rangez-vous de nouveau sous les drapeaux de votre monarque chéri. [...] ».

Le 16, Simbschen part de Thonon avec sa troupe en direction de Genève, mais il reçoit de ses chefs l'ordre de rebrousser chemin et repasse le même jour à Thonon et à Evian sans s'y arrêter<sup>137</sup>. Il est alors accompagné d'officiers supérieurs qui viennent avec lui à Saint-Maurice pour y reconnaître les positions militaires. Ses troupes doivent demeurer en Valais et défendre ce pays contre l'Italie. On lui donne un officier du génie, posté à Saint-Maurice, « chargé de faire couvrir cette position importante par des palissades et des travaux »<sup>138</sup>. Son action en Savoie a été réduite aux proportions d'une simple promenade militaire. Telle est la volonté de Metternich lui-même, qui, de Bâle, écrit à Schwarzenberg, le 13 janvier 1814 : « Ordonnez au colonel Simbschen de rester à la tête du Valais en attendant qu'on le remplace, ce qui va se faire. Il me paraît d'avoir beaucoup d'intelligence et d'esprit... »<sup>139</sup>. En fait, Simbschen ne sera pas remplacé et devra ronger son frein en Valais.

### 5. Affaires politiques

#### *La résistance valaisanne aux prétentions de Simbschen*

L'équipée de Simbschen en Savoie n'intéresse l'histoire du Valais que dans la mesure où, pendant quelques jours, la troupe valaisanne se trouve seule à occuper les frontières du pays. Plus importante est déjà la décision du haut commandement autrichien ordonnant à Simbschen de concentrer le gros de ses forces à Saint-Maurice. Mais ce qui, en ces journées du 11 au 16 janvier 1814, revêt une importance capitale, c'est assurément la lettre adressée le 12 janvier par Simbschen à la Direction centrale. Cette lettre, en effet, va provoquer des réactions en chaîne. Les passages qui

<sup>137</sup> *Journal suisse*, n° 6, 21 janvier 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 56.

<sup>138</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 5, 18 janvier 1814, et n° 6, 21 janvier 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, pp. 56-57.

<sup>139</sup> Cordon, pp. 241-242.

vont soulever le plus la résistance valaisanne doivent être connus, si l'on veut comprendre la suite des événements. Les voici :

« D'après les dépêches que nous avons reçues hier par courrier, de la part de Son Altesse le prince de Schwarzenberg [...], nous avons l'avantage de vous annoncer que la louable députation du Valais [partie le 1<sup>er</sup> janvier], ainsi que ses offres amicales, ont été très bien accueillies. En conséquence, Son Altesse a daigné me transmettre un ordre de prendre des mesures nécessaires et les moyens convenables, afin de mettre ce pays en état de défense complète et m'a bien voulu donner les assurances les plus positives de mettre à ma disposition tous les secours possibles [...] ». Aussi Simbschen a-t-il décidé de créer « un bataillon valaisan de chasseurs pour servir à la défense du pays hors de ses frontières, et lequel devra agir conjointement avec la grande armée des Alliés. Ce bataillon sera organisé d'après l'état ci-joint et, pour le mettre au complet, il faudra ajouter aux 400 hommes déjà existants encore 466<sup>140</sup> recrues [...], mais comme le pays de Valais ne se trouve pas à même de payer et d'habiller ces gens, j'ai l'honneur de vous dire que j'ai reçu les instructions en conséquence pour obtenir les résultats de cet armement, ainsi que l'équipement, aux frais des hautes puissances alliées<sup>141</sup> [...] ». Les hommes fournis par chaque dizain, d'après les « proportions reconnues », devront être « rassemblés au plus tard le 20 de ce mois », le contingent « du Haut-Valais à Sion, et celui du Valais inférieur à Martigny ». Tous seront placés sous les ordres du « chef de bataillon, M. le major Luxem [...] ». Les chasseurs autrichiens répartis à ce corps pour lui apprendre l'exercice militaire ne pourront séjourner auprès de lui que jusqu'à ce que le bataillon sera entièrement formé et instruit [...] ». Ensuite « ils seront rappelés chacun à leur

<sup>140</sup> La copie citée porte « 433 » ; mais il ne peut s'agir que d'une erreur du copiste, comme le prouvent la discussion provoquée à la Direction centrale par la lettre de Simbschen (T 1, p. 14 : « quatre cent soixante-six ») et la lettre qu'elle lui adresse à propos du contingent valaisan qui doit être porté à « 866 » (T 1, p. 16). Voir ci-dessous p. 178.

<sup>141</sup> Par cette phrase maladroite, Simbschen veut-il dire que l'armement et l'équipement ne seront pas fournis directement par les Alliés, mais du moins payés par eux ?



corps respectif. [...] On aura soin de remplacer, autant que possible sera, les officiers de ce bataillon par des Valaisans réputés capables, et on leur assure ainsi qu'aux simples soldats, après la guerre finie, leur congé pour retourner chacun dans sa patrie. »

Le bataillon des chasseurs valaisans devra servir hors des frontières du Valais. Aussi Simbschen prévoit-il un autre moyen pour mettre immédiatement le Valais en état de défense :

« Pour ce qui concerne la défense intérieure », c'est-à-dire celle des frontières, « il est nécessaire d'organiser la levée en masse [...]. On inscrira [...] dans tous les dizains tous les hommes capables de porter les armes », de 18 à 45 ans, que l'on formera en compagnies de 150 à 200 hommes, avec chacune un capitaine, un lieutenant et un sergent ; de plus, un commandant de dizain, si ce dizain compte plus d'une compagnie. « On élèvera, dans chaque endroit ou vallée, un signal d'armes fait avec de la paille entrelacée de branches enduites de matières combustibles, auquel on mettra le feu en sonnant partout le tocsin lorsque le temps sera arrivé [...]. En ce moment, chacun, muni de sa meilleure arme et de pain suffisant pour deux à trois jours, se transportera sur le lieu désigné [...]. Les commandants, ainsi que les officiers de chaque dizain, doivent être désignés au gouvernement, chacun par son nom, de même que le nombre de défenseurs de sa patrie, et la liste m'en sera remise avec la désignation du nombre de fusils et de sabres existants. On fournira ensuite au peuple de la munition nécessaire. Mais comme il est vraisemblable qu'on ne pourra trouver des armes qu'en très petite quantité, on aura soin de faire préparer provisoirement 2000 pièces de lances, sur-le-champ, d'après le modèle que l'on fournira et qui doit mesurer sept à huit pieds de longueur. Cette arme est sans contredit la meilleure pour un homme [...] décidé [...], ainsi que l'ont prouvé avec succès les campagnards de la Russie en 1812, armés seulement avec cette copie de lance.

» On ne pourra mieux répondre aux intentions de Son Altesse qu'en mettant aussitôt en activité cette mesure indiquée, étant constant et reconnu que le bon et loyal peuple est disposé à tout faire de bon cœur et qu'on n'a qu'à l'instruire comment et quand il doit agir [...].

» J'espère que tout sera prêt et réglé jusqu'au 24 de ce mois, afin que je puisse faire à Son Altesse des rapports tels, qui puissent tranquilliser ce prince sur la sûreté et bien-être de ce pays »<sup>142</sup>.

Dans sa septième séance, le 13 janvier 1814, la Direction centrale prend connaissance de cette lettre, qui soulève aussitôt un vif émoi : « Dans la première partie de sa lettre, Monsieur le colonel alléguait que les offres amicales que la députation du Valais a faites à Son Altesse le prince de Schwarzenberg avaient été très bien accueillies ; mais la Direction centrale, qui n'avait pas de nouvelles de la haute députation, ne pouvait mesurer l'étendue de ces offres et craignait de précipiter en obtempérant prématurément à la demande de Monsieur le colonel baron Simbschen et enfin de se trouver en opposition avec ce que la haute députation aurait pu concerter avec le prince ou avec les souverains eux-mêmes.

» Une considération non moins pressante retenait la Direction centrale : la probabilité que le séjour des troupes se prolongerait dans ce pays, soit en raison de la saison, soit à cause de la lenteur des opérations en Italie, ce qui épuiserait plus rapidement nos denrées par une nouvelle levée, si l'on ajoute la probabilité des passages de troupes par le Simplon et le Saint-Bernard, dès que ces communications seraient libres »<sup>143</sup>.

Bref, tout s'oppose à ce que le Valais mette sur pied 466 chasseurs et les envoie, avec les 400 hommes déjà sous les drapeaux, se battre hors des frontières du pays contre la France. Il n'est pas jusqu'aux intentions des Alliés à l'égard de la Suisse qui ne paraissent devoir faire hésiter nos Valaisans. Ne risqueraient-ils pas

<sup>142</sup> T 5, fasc. 5, n° 12 : Sion, 12 janvier 1814, 7 p. in-fol., copie. Ce document est suivi d'un « Etat du Bataillon de chasseurs valaisans en six compagnies » indiquant la composition de l'état-major, savoir : major-commandant, lieutenant-adjutant, chirurgien-major ou médecin en chef, fraters ou officiers de santé sous ordre, courriers, guides, fourbisseurs, valets, domestiques, laquais » et l'effectif « d'une compagnie : 1 capitaine ou 1 capitaine-lieutenant, 1 lieutenant en premier, 2 sous-lieutenants ou lieutenants en second, 2 chasseurs en chef, 8 chasseurs en sous ordre, 10 francs ou guide-patrouilles, 110 simples soldats ou fantassins, 2 tambours ou cornets, trompettes ; 2 sapeurs, 4 valets ». On voit que l'effectif d'une compagnie au complet est de 138 hommes, non compris les valets d'armée.

<sup>143</sup> T 1, p. 14.

d'agir en sens contraire de ces intentions en obéissant à Simbschen ? Et si les Alliés voulaient une Suisse neutre ? On ne le savait pas. Il fallait attendre. « D'un autre côté, la Direction centrale avait remarqué dans la déclaration du prince de Schwarzenberg aux Suisses, du 21 janvier 1813<sup>144</sup>, au sujet de l'entrée des troupes alliées, que les hautes puissances voulaient que la Suisse soit rétablie dans ses anciennes limites de tous côtés, et l'assurance formelle qu'ils [les Alliés] ne concluraient aucune paix dans laquelle on n'aurait pas réglé le sort de ce pays d'après les principes énoncés dans cette proclamation »<sup>145</sup>. En d'autres termes, d'après la volonté même des vainqueurs, le sort futur du Valais ne pouvait pas être dissocié de celui de la Suisse, et le Valais se devait de ne rien entreprendre isolément qui préjugât de l'attitude des Alliés à l'égard du Corps helvétique tout entier.

Un des membres de la Direction centrale, Isaac de Rivaz, alla même jusqu'à suggérer l'incorporation du Valais dans la Confédération, pour qu'il bénéficiât ainsi de la neutralité suisse. Mais cette proposition insolite ne fut pas retenue par ses collègues<sup>146</sup>, comme il fallait s'y attendre. On s'en tint aux arguments énoncés dans le protocole de la séance et l'on chargea une commission composée de Taffiner, de Rivaz, de Lavallaz, Pittier, Lang et Morand de rédiger la réponse du gouvernement au colonel<sup>147</sup>.

Le lendemain, 14 janvier, cette réponse fut lue et adoptée à l'unanimité. La Direction centrale s'efforcerait de répondre à l'appel du colonel aussitôt que la députation partie le 1<sup>er</sup> janvier aurait fait connaître au gouvernement valaisan le résultat de ses

<sup>144</sup> Voir Martin, p. 115.

<sup>145</sup> T 1, p. 14.

<sup>146</sup> Rz, cart. 78, fasc. 19, « Journal de ce qui s'est passé... » : « Dès lors [après le 29 décembre 1813] je cherchai toujours à faire réunir le Valais à la Suisse, pour le faire comprendre dans sa neutralité et n'avoir point de soldats à fournir, ce qui fut en vain. Aucun des membres du Conseil des Douze ne désavouera cette même assertion, et que deux projets de lettres que j'avais faits dans cet esprit furent rejetés. » Isaac de Rivaz ne joua aucun rôle dans la Direction provisoire et cette question ne fut discutée que deux fois à la Direction centrale. Le lendemain, 14 janvier 1814, on lut à la Direction centrale « différentes observations intéressantes qui avaient été rédigées par des membres de la commission ». (T 1, pp. 15-16.)

<sup>147</sup> T 1, p. 15.

démarches. Malheureusement le silence de cette députation empêchait le gouvernement d'agir. S'il agissait tout de suite, il risquait de se trouver en opposition avec les mesures concertées. Bien que la lettre adressée à Simbschen fût très longue<sup>148</sup>, elle ne contenait aucune allusion à l'épuisement éventuel des denrées alimentaires dû au séjour prolongé des Autrichiens en Valais. Par contre, elle s'étendait longuement sur les liens historiques qui « depuis des temps inimaginables » liaient à la Confédération suisse « le pauvre peuple de bergers des montagnes valaisannes »<sup>149</sup>. Mais c'était seulement pour conclure que les Valaisans, en fidèles alliés des Suisses, ne devaient pas agir avant que les Alliés n'aient statué sur le sort de la Confédération. Tous ces arguments dilatoires aboutissaient à la prière finale : « Nous vous demandons en conséquence, Monsieur le Commandant, de ne pas attribuer à une quelconque coupable indifférence la prière que nous nous permettons de vous adresser, que l'exécution de vos ordres à ce sujet soit remise à plus tard, jusqu'à ce que notre députation arrive ou qu'elle nous fasse parvenir des rapports précis sur les résultats de sa mission »<sup>150</sup>.

Simbschen ne peut que faire droit à une demande aussi raisonnable. D'ailleurs la députation valaisanne ne devait plus tarder à rentrer. Elle arrive, en effet, à Sion le 19 janvier. Le lendemain, la Direction centrale tient sa douzième séance à neuf heures du matin. Les députés sont solennellement introduits dans l'assemblée, à laquelle on a invité Simbschen. Stockalper « donna les détails les plus satisfaisants sur leur mission ». Après quoi « Simbschen insista sur les fins de sa lettre du 12<sup>e</sup> de ce mois pour la nouvelle levée de 466 hommes pour former, avec les 400 hommes déjà sur pied, un bataillon de 866 hommes destinés à seconder les opérations de la troupe sous son commandement, au-dedans et au-dehors. Il insistait de même pour l'organisation de la *Landsturm* ». Puis Simbschen se retira<sup>151</sup>.

<sup>148</sup> T 1, pp. 16-18, deux pages et demie, in-fol., sans marge, en allemand.

<sup>149</sup> T 1, p. 17 : *Seit unerdenklichen Zeiten [...] das arme Hirtenvolck der Wallesianischen Gebürgen.*

<sup>150</sup> T 1, p. 18.

<sup>151</sup> T 1, pp. 20-21.

Pour éclairer les membres de la députation, on leur fit connaître « l'énonciation de M. le colonel contenue dans le premier paragraphe de sa lettre du 12 », c'est-à-dire son allusion aux offres amicales que la députation était censée avoir faites à Schwarzenberg, et que celui-ci aurait bien accueillies. Aussitôt « quelques membres » de la députation sont fort inquiets. « On inférait de là que le soupçon pourrait se répandre dans le public, que la députation avait fait au prince offre d'une nouvelle levée, ce dont il n'avait été nullement question au quartier général, où l'on s'était clairement expliqué que les quatre cents hommes sur pied étaient pour la police et la défense de l'intérieur du pays, et non point pour agir offensivement hors les frontières ; et persistant à s'appesantir sur les effets fâcheux que l'impression de ces prétendues offres aurait pu produire, l'on proposait que Monsieur le colonel fût prié de s'expliquer plus clairement sur l'extension de ces offres ».

Les membres de la députation se défendent d'une accusation qui leur paraît grave et fâcheuse. Quant à la Direction centrale, qui n'avait eu jusque-là connaissance que de la lettre de Simbschen, elle n'avait « éprouvé aucune sensation de ce stimulant jeté par Monsieur le colonel, et qu'elle y avait au contraire puisé un motif de dilation, pour que cette levée ne s'entreprît qu'après le retour de la haute députation »<sup>152</sup>.

D'ailleurs, les membres de la Direction centrale connaissent leur sérail. Aussi tiennent-ils à assurer la députation qu'ils ne l'ont pas soupçonnée un instant d'avoir fait à Schwarzenberg des offres dangereuses. La chose est soigneusement inscrite au protocole de la séance<sup>153</sup>.

Mais l'affaire reste pendante. Que faire ? Il fait beau voir maintenant tous ces Valaisans, romands ou alémaniques, jacobins ou nobles titrés, s'entendre parfaitement entre eux pour ne pas

<sup>152</sup> T 1, p. 21.

<sup>153</sup> T 1, pp. 21-22 : « La Direction centrale était trop hautement pénétrée de la confiance que commandent les lumières et la sagesse des très respectables membres de la haute députation, pour être atteinte un seul instant de l'idée qu'il lui aurait échappé le plus petit objet, en ce qui pouvait intéresser le sort des Valaisans, dans la position délicate et difficile où ils se trouvent ».

collaborer avec leur « libérateur » : « La Haute Assemblée se résume donc à nommer une commission pour scruter les moyens de paralyser victorieusement et avec prudence la mesure proposée, sur laquelle persistait fortement Monsieur le colonel. C'est pour y réussir que cette commission fut composée » de deux Haut-Valaisans, Taffiner et Casimir Lang ; de trois nobles du Centre, Eugène de Courten, Maurice de Courten et Joseph de Lavallaz ; et du Bas-Valaisan Delasoie<sup>154</sup>. Il convient de remarquer, parmi ces six gymnotes diplomatiques, le comte Eugène de Courten qui avait été, le 30 décembre 1813, si ardent à seconder les vues de Simbschen. Il est le seul qui ne soit pas membre de la Direction centrale.

Cette commission fit son rapport le lendemain, 21 janvier, à la treizième séance de la Direction centrale. Elle présenta les arguments qui lui paraissaient les plus propres à paralyser le colonel et qu'elle proposait de « lui donner verbalement par la voie d'une députation ». Ces arguments sont au nombre de trois.

Tout d'abord, Metternich « n'a point manifesté la volonté que le Valais dût lever une force armée pour agir offensivement et de concert avec les troupes des hautes puissances alliées ». Il a seulement approuvé une petite troupe « pour la tranquillité intérieure et garder les défilés, pour prévenir toute surprise de la part de l'ennemi ».

Second point : « Pour ce double but, les 400 hommes déjà en activité étaient d'autant plus suffisants que les passages sont défendus par la saison et la masse extraordinaire de neige dont nos Alpes sont chargées, comme Monsieur le Colonel peut s'en convaincre par lui-même ».

Enfin, si la paix promise n'arrive pas encore à la fin de l'hiver, le Valais aura le temps d'augmenter ses forces, et il ne négligera rien pour « la défense de ses frontières, encore que sa plus belle jeunesse ait été emportée par la levée d'un bataillon au service de France et postérieurement par trois conscriptions dans une année »<sup>155</sup>.

<sup>154</sup> T 1, p. 22.

<sup>155</sup> T 1, pp. 22-23. Sur ces trois conscriptions, voir plus haut, p. 96.

Après avoir approuvé le préavis de la commission des six, la Direction centrale chargea une nouvelle commission d'aller présenter à Simbschen le point de vue valaisan. Celle-ci ne comptait que trois membres : Taffiner, Eugène de Courten et Isaac de Rivaz<sup>156</sup>. Ils incarnaient donc en leurs personnes les trois régions du pays, ce qui montre l'importance que l'on accordait à leur mission. Il était fort habile d'y nommer Eugène de Courten, non seulement parce qu'il avait fait partie de la députation de Fribourg-en-Brisgau, mais encore parce qu'il jouissait de la confiance du colonel autrichien.

C'est donc Eugène de Courten qui asséna sur la tête de Simbschen l'argument numéro un, l'argument massue : Metternich avait déclaré que les Alliés n'avaient nul besoin d'une aide militaire valaisanne. Taffiner et de Rivaz, sans doute, firent valoir les autres arguments<sup>157</sup>. Le colonel « pesant dans sa sagesse les puissantes raisons qui retenaient [...] la Direction centrale, s'est borné à demander qu'elles soient consignées par écrit, ce qui a été fait »<sup>157 bis</sup>.

Cette lettre officielle, rédigée en allemand, est un bel exemple de diplomatie, tant la flatterie s'y allie à la fermeté. On ne saurait dire *Nein !* avec plus d'énergie et plus de grâce. Dès le début, les Valaisans y nomment tous les hauts personnages avec lesquels leur députation a pris contact et dont l'autorité a mis Simbschen dans l'obligation de s'incliner :

« Comme, maintenant, la députation qui avait été envoyée d'ici a fait en votre présence son rapport sur la manière dont elle s'est acquittée de sa mission et sur l'accueil des plus bienveillants qu'elle a reçu, tant de la part de Sa Majesté Apostolique Impériale et Royale que de la part de Leurs Altesses les princes de

<sup>156</sup> T 1, p. 23.

<sup>157</sup> Rz, cart. 78, n° 19, « Journal de ce qui s'est passé... » d'Isaac de Rivaz : « Lorsque le colonel autrichien demanda une nouvelle levée d'hommes, j'y mis la même opposition et j'eus le bonheur de réussir. Je fus à ce sujet de suite auprès de M. le colonel, et nous eûmes la satisfaction de le faire désister de son projet [...] ; je pus obtenir de n'avoir plus d'hommes sur pied que les 400 de la première levée... »

<sup>157 bis</sup> T 1, p. 23.



Schwarzenberg et de Metternich, nous nous empressons de répondre de façon un peu plus précise à Votre Excellence sur vos demandes écrites du 12 de ce mois, d'autant plus que Votre Excellence a bien voulu avoir récemment avec nous un entretien oral sur le contenu de ces demandes.

» Conformément à la première lettre de Votre Excellence [du 31 décembre 1813], nous avons déjà mis sur pied 400 hommes, qui se sont rendus au moment fixé aux lieux qui leur avaient été indiqués, et Son Altesse le prince de Schwarzenberg a daigné assurer notre députation de sa satisfaction pour cet effort destiné au maintien de l'ordre intérieur. Mais, dans la situation actuelle, il nous paraît superflu de doubler maintenant l'effectif de cette troupe et d'en faire un bataillon régulier. D'une part, en effet, la mauvaise saison et la neige qui est tombée avec une abondance extraordinaire, ont rendu tous les accès à notre pays à tel point impraticables qu'il n'y a pas lieu de craindre, avant une époque passablement éloignée, aucun essai d'une quelconque attaque ennemie ; nous prions Votre Excellence de bien vouloir s'informer et s'assurer elle-même de ce fait. Et, d'autre part, la présence de Votre Excellence à la tête des troupes qui vous sont confiées est suffisante pour réduire à néant toute tentation éventuelle d'attaque. Dans le cas où cependant notre pays devrait être privé de l'efficace activité de Votre Excellence, nous espérons que la poursuite de votre marche en avant nous protégera de tout danger ultérieur, nous espérons qu'il sera alors encore assez tôt pour doubler le nombre de nos soldats déjà actuellement sous les armes. Mais, particulièrement dans ce cas, notre faiblesse et notre situation requièrent que le petit corps de troupes constitué demeure sous les ordres du gouvernement en place ici, et que celui-ci soit en mesure de lui désigner les lieux qui pourraient être menacés de quelque surprise de l'ennemi.

» Eu égard à cette considération, le gouvernement de ce pays ne pourrait jamais non plus consentir que sa troupe réponde à l'appel glorieux l'invitant à conquérir sur un sol étranger des couronnes de victoire, car un tel appel nous dégarnirait du peu de moyens appropriés qui nous sont absolument indispensables pour nous, car nous sommes assurément, du fait des conscriptions



excessives, presque aussi appauvris en citoyens aptes à porter les armes que nous pouvons l'être à tout autre point de vue économique »<sup>158</sup>.

Aussi longtemps que les Autrichiens demeureront en Valais, le gouvernement provisoire restera fidèle avec une constance remarquable aux principes énoncés dans cette lettre de la Direction centrale à Simbschen. Si le Valais est un pays « libéré » d'une puissance étrangère par une autre puissance étrangère, on voit cependant que les Valaisans ne se mettent nullement au service de leurs « libérateurs » ; mais ils servent courageusement et sagement l'intérêt supérieur du pays.

La lettre du 21 janvier de la Direction centrale ne fait pas allusion aux propos tenus par Metternich à la députation valaisanne, mais seulement aux paroles de Schwarzenberg, car Simbschen, dans sa lettre du 12 janvier, s'était seulement référé aux prétendues offres valaisannes à Schwarzenberg. Cependant, Eugène de Courten n'a pas manqué d'informer le malheureux colonel du point de vue de Metternich. A la suite de l'échec de son entreprise en Savoie et de l'échec de ses efforts pour obtenir un bataillon valaisan, Simbschen écrit le 23 janvier au comte Radetzky, quartier-maître général, une lettre extrêmement amère, dans laquelle il se plaint que ses chefs le condamnent à l'inaction, et il ajoute : « Le prince Metternich a dit aux Valaisans qu'on n'a pas besoin de leurs troupes et, à Genève, on [Zechmeister] dit aux Savoyards que l'on ne doit pas tenir compte de moi »<sup>159</sup>. Simbschen a été si bien paralysé par les Valaisans et si peu soutenu par ses chefs qu'il en est complètement déprimé<sup>160</sup>. C'est dans cet état d'esprit que, le 21 janvier, il met fin à l'existence de la Direction centrale et à celle des tribunaux français.

<sup>158</sup> T 1, pp. 23-24, copie en allemand de l'original.

<sup>159</sup> Cordon, p. 242.

<sup>160</sup> *Ibidem* : « Presque désespéré, il se croit méprisé et abandonné. »

## 6. La vente des sels et tabacs français

En quittant le département du Simplon, Rambuteau avait fait transporter à Turin les caisses relevant de la régie des sels et tabacs. Mais il avait laissé en Valais, sans les détruire, des quantités considérables de ces deux denrées, dont l'une au moins, le sel, était d'une importance capitale pour l'économie du pays. Comme les Valaisans n'avaient pas su se constituer en Etat indépendant avant l'arrivée de Simbschen, celui-ci s'était saisi de ces précieuses denrées. Dès le 5 janvier 1814, la Direction centrale, qui tenait sa première assemblée régulière au lieu ordinaire de ses séances, c'est-à-dire à l'hôtel de ville de Sion<sup>161</sup>, discute de cette question. Simbschen, « entre les mains de qui le droit de la guerre avait placé tous les magasins appartenant au gouvernement français, [...] mettait à la disposition du Valais la quantité de 1084 quintaux de sel déposés dans le magasin de Sion, à raison de 60 batz, soit 6 francs suisses, le quintal, mais à condition que le pays se chargeât aussi des tabacs qui se trouveraient tant dans les magasins de Sion que [dans] ceux de Brigue. [...] M. le colonel avait fait vendables 383 quintaux qui [étaient] déposés aux magasins de Brigue, et des particuliers en avaient fait l'acquisition. Mais M. le vice-président de la Direction centrale [Taffiner] l'a revendiqué au même prix » de 10 francs suisses le quintal, au nom de l'Etat du Valais<sup>162</sup>. De la sorte, Simbschen n'y perdrait rien. Mais l'Etat du Valais, par le bénéfice qu'il ferait sur la vente, s'assurait une importante ressource financière.

En même temps, Taffiner lutte contre l'accaparement et la spéculation. Le prix de six francs le quintal consenti par Simbschen est particulièrement bas. En revanche, celui de dix francs le quintal que des particuliers sont prêts à payer, est très élevé. En décembre 1814, Isaac de Rivaz signale, pour le sel rendu au Bouveret par divers fournisseurs, un prix par quintal de 63 batz

<sup>161</sup> T 1, pp. 1 et 20.

<sup>162</sup> T 1, pp. 2-3, d'où il ressort qu'il ne s'agit pas du quintal métrique, mais du quintal de cent livres, comme le prouve le fait qu'au magasin de Brigue les tabacs entreposés « au prix de cinq batz [Fr. s. 0,50] la livre ; en tout quinze quintaux quarante une livres » représentant la somme de « F. 770,5 ».

(mais c'est déjà révolu), de 67 batz et demi, de 68 ou 69 batz<sup>163</sup>. Les particuliers qui avaient acheté le sel à dix francs n'avaient pas nécessairement l'intention de l'employer eux-mêmes ; ils pouvaient le revendre en contrebande, soit en Valais, soit à l'étranger. Les Valaisans qui pratiquaient la contrebande du sel et le revendaient hors des frontières étaient assez nombreux pour épuiser les magasins de l'Etat<sup>164</sup>.

Le total des sommes dues à Simbschen pour les tabacs (Fr. s. 3158,80), pour les sels de Brigue (Fr. s. 3830) et pour les sels de Sion (Fr. s. 6504), atteignait le montant considérable à l'époque, de 13 492,80 francs suisses. Or « cette somme étant exigée comptant, et les tentatives faites par M. le vice-président de la Direction centrale ayant été à peu près infructueuses, il restait, dans cet état de choses, un seul parti à prendre par la Direction centrale, celui de faire intervenir les communes pour faire face à des besoins pressants<sup>165</sup>.

» La Direction centrale décide que les quantités de 1467 quintaux de sel seront répartis entre les cantons ou dizains d'après leur population »<sup>166</sup>. Ce sel devra être livré « en payant comptant à raison de soixante centimes le kilogramme »<sup>167</sup>.

« Quant au tabac, la Direction [centrale] a décidé qu'il serait mis en vente par voie d'enchères qui auraient lieu à la grande salle de l'hôtel du Lion d'or, à Sion, le mercredi 12 de ce mois, à une heure de midi sous la présidence d'un commissaire nommé à

<sup>163</sup> Lettre à Ch.-E. de Rivaz, Sion, 15 décembre 1814, publ. dans Ch.-E. de Rivaz 2, p. 217.

<sup>164</sup> *Ibidem* : « J'ai établi qu'il fallait procurer du sel encore pour six mois, puisque celui qui arrive ne peut alimenter que pour cinq mois au plus, dans le cas où la contrebande ne nous épuise pas plus tôt. »

<sup>165</sup> Sur le remboursement de ces emprunts, voir ci-dessous, p. 187 et note 175.

<sup>166</sup> T 1, p. 3, qui ajoute : « excepté qu'il en serait retranché dix quintaux au canton de Monthey et six quintaux à celui de Saint-Maurice, eu égard à la facilité qu'avaient eue ces deux cantons d'en faire une certaine provision, en raison de leur proximité des magasins du Bouveret, qui avaient été entièrement épuisés. En conséquence, il a été fait la répartition suivante » dans chacun des treize cantons. Voir à ce sujet Biollay, *Des treize cantons...*, Annexe III, p. 48.

<sup>167</sup> T 1, p. 4.

cet effet<sup>168</sup> ; et pour donner de la publicité à cette vente, M. le vice-président a été chargé de la faire annoncer par le canal des bourgmestres dans tous les chefs-lieux des cantons ou dizains »<sup>169</sup>.

Même dans cette affaire si simple de la vente des sels, Simbschen va avoir des surprises. Quand on voulut distribuer les sels du magasin de Sion, on n'y trouva que 1000 quintaux et 84 livres, au lieu des 1084 quintaux que portait le premier inventaire. Estimant que Simbschen peut bien faire cadeau au Valais de 84 livres de sel français, la Direction centrale décide de lui payer 1000 quintaux pour le sel du magasin de Sion, ce qui diminue de 504 francs la créance qu'il a sur l'Etat du Valais<sup>170</sup>. Avec les 383 quintaux de Brigue, la quantité totale de sel en possession de l'Etat ne s'élève plus qu'à 1383 quintaux et 84 livres<sup>171</sup>. Le poids total du sel disponible étant de 69 192 kg, cela donnait un prix de vente de Fr. s. 41 515,20. Les sels devant être payés à Simbschen 9830 francs au total, l'opération devait laisser un bénéfice de Fr. s. 31 685,20. Mais, grâce à la députation envoyée à Fribourg-en-Brisgau, les 9830 francs dus à Simbschen pour le sel ne lui seront payés que partiellement, comme nous allons le voir.

Quant aux tabacs, la somme due correspond à un poids total, de tabac à priser et de tabac à fumer, de 6903 livres<sup>172</sup>, et elle

<sup>168</sup> T 1, p. 12, quatrième séance de la Direction centrale, 10 janvier 1814 : « M. de Lavallaz Antoine a été nommé commissaire pour présider aux enchères de la vente des tabacs fixée au 12 courant, et M. François-Paul Bonvin, secrétaire ».

<sup>169</sup> T 1, p. 4.

<sup>170</sup> T 1, p. 14.

<sup>171</sup> T 1, p. 13, cinquième séance de la Direction centrale, 11 janvier 1814, qui ajoute : « Ainsi la Direction centrale, revenant sur sa première répartition, la détermine finalement comme suit : les cantons de Brigue, Conches, Mörel, Viège et Rarogne [ainsi que Loèche partiellement] prendront au magasin de Brigue [les 383 quintaux ainsi répartis :] Brigue, 66 ; Conches, 85 ; Mörel, 32 ; Rarogne, 66 ; Viège, 99 ; Loèche [...] 35. Les cantons de Loèche, Entremont, Martigny, Saint-Maurice, Monthey, Hérémence, Sierre et Sion prendront au magasin de Sion [996 quintaux ainsi répartis :] Loèche, 40 ; Entremont, 176 ; Martigny, 152 ; Saint-Maurice, 97 ; Monthey, 130 ; Hérémence, 75 ; Sierre, 121 ; Sion, 205. Total, 1379 quintaux. » Il restait donc à l'Etat 4 quintaux et 84 livres de sel en magasin, soit 484 livres.

<sup>172</sup> T 1, pp. 2-3. Au magasin de Sion, on trouve du tabac à priser de 1<sup>re</sup> qualité : 354 livres ; de 2<sup>e</sup> qualité : 244 livres ; de 3<sup>e</sup> qualité : 3 582 livres ;

s'élève à Fr. s. 3 158,80. Cette seconde somme ne sera jamais versée par l'Etat du Valais.

En effet, les députés valaisans ont demandé à Metternich, dans leur note du 9 janvier 1814, de vouloir bien mettre à la disposition du gouvernement provisoire du Valais le dépôt de sel et de tabac que Simbschen a séquestré<sup>173</sup>. « Et à leur visite de congé, le ministre leur fit don, de la part de son maître, du sel et du tabac que les Français nous avaient laissés. Mais le sel se trouvait déjà en grande partie payé. Cependant le pays gagna à cette libéralité quatre à cinq cents louis », c'est-à-dire huit à dix mille francs, note Anne-Joseph de Rivaz<sup>174</sup>. Les comptes de l'Etat corroborent ses dires. Pour la période du 28 décembre 1813 au 12 décembre 1814, ils font apparaître aux recettes, pour la vente des sels, 84 087 francs et 47 centimes, et, aux dépenses, pour « achat, transport et autres dépenses relatives aux sels », 45 343 francs et 77 centimes. Or, pour la même période, la vente des tabacs fait apparaître aux recettes 3 959 francs et 60 centimes, sans qu'ici aucune mention soit faite d'une dépense quelconque représentant l'achat de ces tabacs<sup>175</sup>. On est donc fondé à admettre que cette recette de Fr. s. 3 959,60 représente le prix du tabac français vendu aux enchères qui se sont déroulées à Sion le 12 jan-

et du tabac à fumer de 1<sup>re</sup> qualité : 144 livres ; de 2<sup>e</sup> qualité : 232 livres ; de 3<sup>e</sup> qualité : 806 livres. Quant au magasin de Brigue, il contient « dans les proportions » semblables un total de 1 541 livres au prix moyen de 5 batz la livre, soit Fr. s. 0,50. Au magasin de Sion, les tabacs à priser, qualifiés de « tabacs d'étréne » sont estimés aux mêmes prix que les tabacs à fumer, soit au prix moyen de 6 batz et demi pour la première et la deuxième qualités, et au prix de 4 batz pour la troisième.

<sup>173</sup> Voir ci-dessus, p. 184.

<sup>174</sup> *Mémoires*, t. II, p. 11 ; l'auteur tenait probablement ses renseignements de son frère Isaac, membre de la Direction centrale. Il faut noter qu'il ne parle nullement de tabac payé à Simbschen.

<sup>175</sup> DV, *Recès* 2, pp. 153-155. Ce document est précédé de la note suivante : « Les autorités françaises ayant, en se retirant, enlevé toutes les caisses, le gouvernement provisoire fut obligé de recourir à des emprunts pour racheter du commandant des troupes autrichiennes les sels et tabacs trouvés dans les magasins français : ces emprunts ne paraissent cependant pas ici, ni en recettes ni en dépenses, à raison de ce qu'ils furent remboursés peu de temps après, dès que les fonds en rentrèrent par la vente de ces sels et tabacs, dont une partie seulement a été cédée au Valais par S. M. l'empereur d'Autriche. »

vier. Ce prix de vente était tout bénéfice et les enchères l'ont fait monter, les consommateurs ayant tendance à faire des provisions dans les périodes troublées, ce qui augmente la demande.

Ainsi le gouvernement de la Direction centrale se montre excellent administrateur. Le bénéfice énorme qu'il réalise sur la vente du sel le prouve. On est même surpris du prix de vente au détail, de Fr. s. 0,60 la livre. En 1804, un ouvrier travaillant la vigne recevait ce montant en espèces pour son travail quotidien ; le salaire journalier moyen était d'environ 10 batz, soit un franc<sup>176</sup>. Mais il ne faut pas oublier que le sel était un produit importé de l'étranger. La Suisse n'étant pas en mesure d'en fournir au Valais, il était grevé de lourds frais de transport. Et surtout, l'Etat du Valais ne disposait d'aucun impôt direct. Aussi les bénéfices qu'il réalisait sur les sels étaient-ils une de ses ressources les plus importantes. Dans une période difficile, la Direction centrale a su manœuvrer avec habileté, aidée encore par la députation à Fribourg-en-Brisgau, pour assurer cette ressource à l'Etat, tout en veillant à l'approvisionnement du pays.

### 7. *Le régime douanier et sa signification politique*

Un des premiers soucis de la Direction centrale fut naturellement de se procurer des ressources. On imagine aussitôt d'établir un système douanier qui fasse du Valais redevenu indépendant le bénéficiaire du courant commercial dont la France avait profité de 1810 à 1813 et dont le département du Simplon n'avait été que le témoin.

« Le Simplon, d'accès malaisé et que les douaniers contrôlaient difficilement, fut emprunté surtout par les soldats et les voyageurs jusqu'en 1810. [...] Comme le Piémont et le royaume d'Italie étaient devenus en quelque sorte des colonies qui achetaient à la France des produits manufacturés et lui envoyaient des denrées

<sup>176</sup> Pierre Reichenbach, *Les comptes personnels de P.-J. de Riedmatten, ancien bourgmestre de Sion, pour les années 1800-1804*, dans *Vallesia*, t. XIII, 1958, p. 255. Il n'existe pas d'analyse scientifique des salaires pratiqués en Valais en 1814.

agricoles et des textiles, l'industrie lyonnaise en bénéficia : le Cenis devint la route de la soie. L'Illyrie accrut encore son importance, car, en 1810, l'empereur y organisa les arrivages par caravanes du coton du Levant. Lyon devint aussi la porte du coton, Strasbourg ayant été fermé aux expéditions de Vienne. Le transport du coton rendit le Cenis insuffisant et, comme le Valais fut annexé, le Simplon prit à son tour une grande importance commerciale ». Quant à l'Italie, Napoléon « l'obligea à laisser passer librement le coton de Naples et du Levant, et à respecter le transit entre la France et l'Illyrie »<sup>177</sup>. C'est le courant commercial ainsi créé qui va maintenant entrer dans les calculs de la Direction centrale.

Dès le 7 janvier, elle nomme une commission chargée de présenter un projet de budget. Celle-ci se met au travail aussitôt. Isaac de Rivaz, qui en est membre, rédige de sa main trois projets qui en exposent les vues<sup>178</sup>. Le lendemain 8 janvier, dans sa troisième séance, la Direction centrale examine « le rapport de sa commission nommée la veille pour former l'aperçu des dépenses et des ressources de l'administration du pays ». Ce rapport a établi « que la dépense pour deux mois peut atteindre la somme de trente-trois mille francs de Suisse ». Les ressources de l'Etat seront obtenues par « le rétablissement des droits d'entrée et de sortie », c'est-à-dire par des taxes douanières sur les produits importés ou exportés ; par « les péages, pontonages et transits » et par « le maintien de la barrière du Simplon ». La Direction centrale adopte « à une grande majorité » cette triple proposition et se borne pour l'instant à noter que les ressources de l'Etat seront complétées par les bénéfices réalisés par la régie des sels. Mais elle prend d'ores et déjà une décision capitale : celle de remettre en activité la loi du 26 novembre 1808 sur les « péages, pontonages et transits »<sup>179</sup>. Un arrêté d'exécution en onze articles est pris dans ce sens lors de la neuvième séance, le 15 janvier 1814<sup>180</sup>.

<sup>177</sup> Lefebvre, pp. 465-467, qui ajoute que le royaume d'Italie « acheta en France pour 43 millions en 1810, et 82 en 1812 ; il lui envoyait des grains, du lin, du chanvre et de la soie : 73 millions en 1810, 92 en 1812 ».

<sup>178</sup> Rz 153, fol. 439-441, 442-446 et 447-453.

<sup>179</sup> T 1, p. 10.

<sup>180</sup> T 1, pp. 18-19.

Par cette mesure, le Valais se distingue radicalement des cantons suisses de l'époque. On sait que jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle régna dans la Confédération un « gâchis douanier digne du moyen âge ». La république du Valais, au contraire, grâce à Napoléon, adopta, dès 1808 « le système moderne des douanes à la frontière, dans l'intérêt de l'économie nationale et du fisc »<sup>181</sup>. L'article 4 de la loi valaisanne du 26 novembre 1808 déclare, en effet, que la perception des droits établis « sera faite aux frontières seulement, et la circulation des marchandises, denrées et animaux, tant des gens du pays que de l'étranger, dans l'intérieur de la république, sera affranchie de tout droit de pontonage et péage de l'Etat, des communes et des particuliers, autres que ceux ci-après réservés ».

Le système douanier établi par la république napoléonienne du Valais en 1808 et rétabli par la Direction centrale en janvier 1814 est d'une simplicité remarquable. Il est nécessaire d'en exposer le fonctionnement pour en dégager les conséquences économiques et politiques. Les droits essentiels à acquitter se ramènent à « un droit de transit sur toutes les marchandises [...] transitant » à travers le Valais<sup>182</sup> et à une taxe d'importation ou d'exportation pour toutes les marchandises qui entrent dans le pays ou en sortent autrement qu'en transit<sup>183</sup>. Cependant la loi du 26 novembre 1808 précise que sont exemptes de taxe d'exportation « les productions du sol du pays et les objets de sa fabrication propre, moyennant que leur origine soit suffisamment prouvée. [...] Dans cette exemption ne sont néanmoins pas compris les fromages, le beurre, le suif, la laine, les peaux crues et tannées, la térébenthine et la poix ».

Quant aux droits de douane sur les produits importés, seuls les commerçants sont astreints à en acquitter : « Sont exempts de ce péage à l'entrée les marchandises [...] que les francs-patriotes

<sup>181</sup> Gagliardi, t. II, pp. 130-131.

<sup>182</sup> Loi du 26 novembre 1808, art. 3, lettre a. Ce droit inclut des droits de pontonage pour tous les ponts qui passent à l'intérieur du pays : art. 18 et 20.

<sup>183</sup> Cette taxe comprend globalement le « droit de péage » des marchandises : art. 3, lettre b ; art. 19 et 21 de la loi du 26 nov. 1808.



et ceux qui sont domiciliés dans le pays introduisent pour leur propre usage et celui de leur famille, ou de leurs domestiques » (article 16).

En ce qui concerne les animaux et les bestiaux, si importants pour l'économie valaisanne, sont soumis aux droits de transit non seulement tous ceux qui transitent directement à travers le pays<sup>184</sup>, mais encore les brebis achetées à l'étranger et que leurs propriétaires ne gardent que huit à dix jours pour les revendre ensuite hors du pays<sup>185</sup> et les brebis achetées à l'étranger au printemps, si leurs propriétaires « les tiennent pendant l'été dans le pays et ensuite les en font ressortir »<sup>186</sup>. Les animaux et bestiaux importés ou exportés définitivement sont soumis à une taxe d'importation ou d'exportation, à l'instar des marchandises<sup>187</sup>. Sont exempts de cette taxe les bestiaux destinés à l'usage familial<sup>188</sup>.

À côté de ces deux droits essentiels, droit de transit et taxe à l'importation ou à l'exportation, subsistent quelques péages locaux et un droit spécial de pontonage pour l'usage du pont de Saint-Maurice. Ce dernier droit est perçu « sur les personnes à pied et à cheval, sur les chars à bancs et les chars vides »<sup>189</sup>. Encore les Valaisans et les étrangers domiciliés en Valais en sont-ils exemptés<sup>190</sup>. De la sorte, ce pontonage particulier, qui n'entrave en rien le transit des marchandises, et qui est situé à la frontière du Valais, n'est pas autre chose qu'une taxe touristique imposée aux étrangers, Suisses compris, pénétrant en Valais ou en sortant par le pont de Saint-Maurice<sup>191</sup>.

Parmi les péages locaux maintenus, nous ne signalerons ici que celui que les contemporains ont appelé le « droit de barrière »,

<sup>184</sup> Loi du 26 nov. 1808, art. 3, lettre a.

<sup>185</sup> *Ibidem*, art. 11.

<sup>186</sup> *Ibidem*, art. 12.

<sup>187</sup> *Ibidem*, art. 14, 19 et 21.

<sup>188</sup> *Ibidem*, art. 16.

<sup>189</sup> *Ibidem*, art. 3, lettre d.

<sup>190</sup> *Ibidem*, art. 23.

<sup>191</sup> *Ibidem*, annexe 5, « Tarif du droit de pontonage à Saint-Maurice » : un piéton qui utilise ce pont doit payer un kreuzer ; un cavalier, deux kreuzer ; un carrosse à un cheval, un batz ; à deux chevaux, deux batz ; à quatre chevaux, quatre batz, etc.

perçu au Simplon<sup>192</sup>. Il s'agit d'une taxe spéciale destinée à couvrir les frais de déblaiement des neiges du col et de l'entretien de la route. De cette taxe se trouve exempté tout « cheval portant de la paille, des denrées, de Brigue au [village de] Simplon, ou *vice-versa* »<sup>193</sup>. C'est là une dispense qui n'intéresse que les habitants du village, pour leurs relations avec l'intérieur du Valais. On conçoit aisément qu'ils soient exemptés de cette taxe, car elle est élevée. Et les étrangers s'en plaignent :

« Tout l'hiver, l'étranger croit qu'en payant quarante batz par cheval, il devrait passer pendant cette saison difficile sur ses roues et dans des chemins de toute largeur et la plupart sont courroucés lorsque le déblaiement n'a pas lieu pendant la tombée de la neige », écrit en 1816 le chef du gouvernement valaisan, Léopold de Sépibus, qui estime au contraire « que le droit de barrière qui s'exige sur le Simplon n'est pas suffisant pour le déblaiement d'été et d'hiver, et à plus forte raison pour les reconstructions »<sup>194</sup>. Il sera question plus loin des autres péages locaux demeurant en vigueur, car la raison de leur maintien est tout autre. Il nous reste à signaler ici un trait important du système douanier valaisan : l'interdiction de la sortie des grains. A la séance du gouvernement du 22 février 1814, « il est fait lecture d'une lettre du maire et conseil municipal du Vallorcine en Savoie, en date du 13 février 1814, par laquelle ils demandent de pouvoir faire des approvisionnements en grains sur le marché de Martigny, dont elle est voisine et, où, dit la lettre, les habitants de Vallorcine ont des propriétés.

» Le conseil délibère qu'il faut répondre à cette commune que l'on ne peut pas accorder leur demande, vu que, de tout temps, la sortie des grains hors du pays a été défendue et que, si on accordait cette demande, cela pourrait tirer en conséquence pour les autres communes limitrophes, qui pourraient demander la même exception.

<sup>192</sup> *Ibidem*, art. 5. Le texte français de la loi qualifie maladroitement ce péage « de Schneeweg sur le Simplon ». Le texte allemand, plus intelligible, le nomme « des Schneewege auf dem Simpelberg ».

<sup>193</sup> T 1, p. 10.

<sup>194</sup> C. E. *Corresp.*, vol. 8, fol. 39-41, pièce 18 : lettre du 24 juillet 1816 aux députés valaisans à la Diète de Zurich, Stockalper et Dufour.

» D'ailleurs l'entretien des troupes dans le pays exige impérieusement que l'on tienne la main à la défense de la sortie des grains »<sup>195</sup>.

Cette mesure qui avait existé « de tout temps » a été aggravée, en raison de la présence des troupes autrichiennes, par un arrêté de la Direction centrale, daté du 13 janvier 1814, qui sera maintenu en vigueur jusqu'au 14 mai, et qui interdit l'exportation des grains et des farines, celle des fèves et des pommes de terre, celle du foin et de la paille<sup>196</sup>. Dans ces conditions, on est contraint de se demander quelle ressources l'Etat valaisan a bien pu tirer du rétablissement des taxes à l'importation et à l'exportation. On sait que les Etats ont intérêt à taxer les vices plutôt que les vertus, sensiblement plus rares. La troupe arrivée d'Europe centrale en Valais avait, heureusement pour les caisses de la république, un penchant marqué pour la consommation des boissons alcooliques. Il fallut donc autoriser ce qui était jusqu'alors interdit, à savoir l'importation de ces boissons. C'est ce que fit, le 15 janvier 1814, la Direction centrale, au moyen d'un arrêté d'exécution porté en vertu du décret du 8 janvier. L'article 5 de cet arrêté autorise l'entrée en Valais des vins et eaux-de-vie étrangers « eu égard à la grande consommation qu'il s'en fait actuellement »<sup>197</sup>. Cette autorisation générale d'importer des boissons alcooliques durera aussi longtemps que la présence de Simbschen et de ses troupes en Valais. Elle sera rapportée aussitôt qu'il aura quitté le pays. C'est le 13 mai 1814 que le colonel autrichien passera le Simplon avec sa cavalerie. Le jour même, le gouvernement rapporte la décision du 15 janvier et interdit à nouveau l'importation des vins et eaux-

<sup>195</sup> T 1, pp. 76-77.

<sup>196</sup> Voir ci-dessous, p. 331.

<sup>197</sup> T 1, pp. 18-19, séance du 15 janvier 1814 : « 5°. Attendu que l'entrée des vins et eaux-de-vie était prohibée, sauf celle de ces liqueurs qui étaient introduites par le Simplon, qui payaient dix batz par charge ; eu égard à la grande consommation qu'il s'en fait actuellement et à la modicité de la dernière récolte, l'entrée en est permise sur tous les points, moyennant acquitter les droits de péages portés au tarif n° 3 de la loi du Valais du 26 novembre 1808, les vins comme marchandises ordinaires et les eaux-de-vie en payant le double droit, excepté ceux qui entrent par le Simplon, qui ne seront assujettis qu'au droit de barrière, qui est regardé comme équivalent. »

de-vie<sup>198</sup>. Il semble donc que la perception des droits sur l'importation des boissons alcooliques a pu compenser largement la perte due au veto mis à l'exportation des grains et autres produits agricoles. Quoi qu'il en soit, l'importation des vins et alcools devient, au début de 1814, assez considérable pour que l'Etat y mette fin aussitôt que les Autrichiens quittent le pays, la production valaisanne devant désormais suffire à la consommation indigène.

Les comptes de l'Etat du Valais, pour la période du 28 décembre 1813 au 12 décembre 1814, font apparaître aux recettes, pour les « droits d'entrée, sortie et barrière », la somme de 28 760 francs et 76 centimes pour un total de recettes réelles de 119 631 francs<sup>199</sup>. Cette entrée est très importante. Elle n'est inférieure que de 9 983 francs au bénéfice réalisé sur la vente des sels pendant la même période<sup>200</sup>. Or nous savons à quelles conditions particulièrement avantageuses la Direction centrale avait obtenu de l'Autriche les sels laissés en Valais par l'administration française.

Malheureusement, la somme perçue grâce aux droits « d'entrée, sortie et barrière » ne fait pas ressortir la part qui revient aux droits de transit proprement dits. Assurément, le transit a été réduit à néant, durant les cinq premiers mois de 1814, par les opérations militaires qui ont isolé le Valais entre les territoires d'Italie et de France contrôlés par Napoléon. Mais, dès le 4 juin, le gouvernement valaisan prend connaissance « d'une lettre du chargé des Relations extérieures du gouvernement provisoire d'Italie, en date du 12 mai, par laquelle il informe que son gou-

<sup>198</sup> T 2, p. 268, séance du 13 mai 1814 : « On attire l'attention du conseil sur l'entrée des vins étrangers, qui continue à avoir lieu dans le pays, sous la faveur de la décision du conseil du gouvernement central en date du 15 janvier 1814, laquelle avait été prise par rapport aux circonstances de ce temps. — Le conseil décide de rapporter l'article 5 de la décision du conseil du gouvernement central du Valais, en date du 15 janvier dernier, relative à l'entrée des vins étrangers en Valais, et de mettre en vigueur la loi du 24 mai 1803, qui en prohibe l'entrée, avec les modifications nécessaires pour une partie du pays. »

<sup>199</sup> DV, *Recès* 2, pp. 153-154. Nous ne tenons pas compte d'un emprunt de Fr. 4 000, qui a été passé aux recettes.

<sup>200</sup> *Ibidem*, pp. 153-155 : « vente des sels : Fr. 84 087,47 ; achat, dépense et autres dépenses relatives aux sels : Fr. 45 343,77 ». Le bénéfice est donc de Fr. 38 743,70.

vernement ayant ordonné le rétablissement de la diligence et autres moyens de transport entre l'Italie et le Valais par le Simplon, il désire savoir si le gouvernement du Valais est disposé, de son côté, à rétablir de pareils moyens de communication ». Bien entendu, le gouvernement valaisan est parfaitement d'accord, et il est même invité à agir dans le sens souhaité par une diète qui s'est tenue à Sion du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin : « La haute assemblée a manifesté le vœu du peuple valaisan bien prononcé à cet égard, puisqu'il engage le conseil à prendre des mesures pour que la route du Simplon soit, autant que faire se peut, entretenue en bon état »<sup>201</sup>.

Le rétablissement du trafic normal des marchandises n'a pas dû suivre de très loin celui du trafic des voyageurs. Pour la période qui va du 12 décembre 1814 au 31 mai 1817, le « produit des droits d'entrée, sortie, péage, transit et barrière du Simplon », période qui couvre presque deux ans et demi, la recette globale est de Fr. 105 842,34. Cela donne une moyenne annuelle de 42 336 francs, à peu près. Comme on le voit, cette somme dépasse de 13 576 francs la recette de 1814<sup>202</sup>. La différence provient du fait que le transit des marchandises n'est plus entravé par les opérations militaires en Italie et en France. Cependant, c'est à bon droit qu'Isaac de Rivaz a pu écrire qu'en 1814 « les droits de route ont produit beaucoup »<sup>203</sup>. Il était plus objectif et sans doute plus sincère que Léopold de Sépibus écrivant le 24 juillet 1816 aux députés valaisans à la Diète fédérale que la route du Simplon ne procure au Valais « que des désagréments »<sup>204</sup>.

Mais la remise en vigueur du régime douanier de 1808 a des conséquences infiniment plus importantes que son résultat financier : des conséquences politiques. Pour les comprendre, il est

<sup>201</sup> T 2, p. 291.

<sup>202</sup> DV, *Recès* 2, pp. 153-154.

<sup>203</sup> Lettre à Ch.-E. de Rivaz, de Sion, 17 janvier 1815, publ. dans Ch.-E. de Rivaz 2, p. 218.

<sup>204</sup> C. E. *Corresp.*, vol. 8, fol. 39-41, pièce 18 : « Nous sommes le seul canton de la Suisse réduit à un tel point de sujétion d'avoir une route promise aux puissances étrangères et qui ne nous procure que des désagréments. » Les députés valaisans à la Diète fédérale sont alors Gaspard-Eugène Stockalper et Michel Dufour. — « Puissances étrangères », c'est-à-dire la Sardaigne.

indispensable d'entrer à nouveau dans certains détails de la loi du 26 novembre 1808. Aussi humbles qu'ils soient, ils méritent d'être passés en revue : ce n'est pas de 1808 à 1810 que cette loi a eu ses effets les plus graves, même économiquement, puisque ce n'est guère qu'à partir de 1810 que le trafic commercial du Simplon a été considérable<sup>205</sup>. C'est au contraire, comme nous le verrons, de 1814 à 1848, que cette loi va peser d'un poid très lourd sur les relations du Valais avec les cantons suisses.

Pour le transit des marchandises les seuls points d'entrée ou de sortie autorisés sur les Alpes sont le passage de la Gemmi, les cols du Simplon et du Grand Saint-Bernard et, pour les eaux-de-vie et les fromages seulement, les cols débouchant dans la vallée de Conches. En plaine, les seuls points autorisés sont le pont de Saint-Maurice et la Porte-du-Sex. De celle-ci, on peut librement gagner la Savoie par Saint-Gingolph, ou la Suisse par le Bouveret et le lac Léman, et inversement. Il existe aussi une possibilité, après avoir franchi la Porte-du-Sex, de gagner la Suisse en traversant le Rhône au moyen d'un bac<sup>206</sup>. Mais c'est une possibilité toute théorique, sans intérêt économique, sauf pour les riverains. Et il en va de même de Suisse en Valais<sup>207</sup>. Pour le transit des animaux et

<sup>205</sup> Voir ci-dessus, pp. 188-189.

<sup>206</sup> Loi du 26 novembre 1808, art. 6.

<sup>207</sup> L'intérêt que présentait ce bac pour les riverains, ainsi que les difficultés qu'il offrait, ressort de documents postérieurs, notamment AV, Dpt. des Travaux publics, 131/3, Service hydraulique, Pont de la Porte-du-Sex : « Le conseil de la commune de Vouvry avait demandé l'autorisation de pouvoir rétablir [un pont] sur le Rhône [...]. [Il] s'appuyait d'un côté sur les avantages qui résulteraient de cet établissement, et il signalait d'autre part les nombreux inconvénients que présente le mode actuel du passage de ce fleuve ». (Extrait du recès de la Diète valaisanne de novembre 1835, page 30.) Dans le même sens, Pilet, préfet du district d'Aigle, écrit le 6 avril 1836 au Département militaire du canton de Vaud, copie AV, Dpt. des Travaux publics, n° 131, section Ponts de Chessel, 1835-1846, sans cote : « Avec votre lettre du 23 février, vous me communiquez diverses pièces relatives à l'établissement d'un pont sur le Rhône pour remplacer le bac de Chessel [...] ».

» Le passage actuel est très fréquenté, quoique lent et dangereux ; il serait doublé et triplé si le pont existait par la raison que l'on abandonnerait les passages [par les bacs] de Collombey, Illarsaz et Massongex, qui présentent aux voyageurs autant de difficultés pour le moins que celui de Chessel [...].

» Il n'est pas exact, comme on l'a dit, que la route de Chessel à Villeneuve n'est pas praticable [...] ; les chars de roulage de Monthey à Vevey y circulent

bestiaux, les points d'entrée ou de sortie autorisés sont un peu plus nombreux. On notera « les bateaux de Massongex, Illarsaz et Collobey »<sup>208</sup> qui sont autant de bacs en amont de celui de la Portedu-Sex, également autorisé pour les animaux. Si l'on remonte le Rhône à partir du lac Léman, on ne rencontre aucun pont avant celui de Saint-Maurice.

Les principaux bureaux de perception prévus par l'arrêté de la Direction centrale du 15 janvier 1814, sont établis à la Portedu-Sex, à Monthey, à Saint-Maurice, à Martigny et au Grand Saint-Bernard pour le Bas-Valais ; au Simplon, à Obergesteln et à la Gemmi pour le Haut-Valais<sup>209</sup>.

Alors qu'en certaines localités, en Europe, les marchandises devaient respecter « le privilège des *étapes* où l'on devait rompre charge au profit de corporations de portefaix »<sup>210</sup>, alors qu'en Suisse, ce sont les « *soustes* » qui bénéficient de privilèges du même genre, la législation valaisanne de 1808 met au contraire les halles de marchandises au service du trafic et supprime tout privilège de nature à entraver la fluidité de celui-ci. Nul n'est obligé de s'y arrêter s'il ne le désire pas et elles doivent être à disposition de tous ceux qui veulent les utiliser. Même quand elles sont gérées par des communes, elles ne peuvent percevoir aucun droit sur les marchandises en transit qui n'y sont pas déposées. Pour celles qui y sont déposées, le droit de hallage est fixé par l'Etat à un tarif uniforme, qui ne connaît d'exception qu'au Grand Saint-Bernard<sup>211</sup>.

aisément aujourd'hui [...] ; les communes sur lesquelles ce chemin existe, ayant le plus grand intérêt à l'établissement du pont, s'empresseront sans doute à pourvoir convenablement à l'entretien de ce rayon de route. »

<sup>208</sup> Loi du 26 novembre 1808, art. 7.

<sup>209</sup> T 1, p. 18.

<sup>210</sup> Lefebvre, p. 465.

<sup>211</sup> Loi du 26 novembre 1808, art. 25 : « Il y a des *soustes* établies dans divers lieux, soit par les communes, soit par les particuliers. » — Article 26 : « Ceux qui tiennent ces *soustes* ne peuvent ni refuser de recevoir les marchandises d'aucun négociant, commissionnaire ou particulier, ni les obliger de les y déposer ; ils ne peuvent percevoir ce droit de hallage sur les marchandises passantes que dans le cas où elles sont déposées dans leur souste. » — Art. 27 :



L'article 30 de la loi du 26 novembre 1808 classe les marchandises en trois catégories : marchandises fines, lourdes, ou ordinaires. Les marchandises fines comprennent « l'or et l'argent en lingots et monnayé, l'argenterie et orfèvrerie, la bijouterie, les montres en or et en argent, les dentelles autres que celles de laine, les mousselines, les soies et soieries fabriquées ». Les marchandises lourdes « sont : les grains, le riz, la poix de cordonnier, la térébenthine, le plomb, le fer, le verre, les citrons et oranges, les pierres et meules à aiguiser, l'huile, le savon, les graines et semences de toute espèce, la ferraille, la potasse, la litharge, la céruse, l'ocre, la craie, les vases, les ustensiles de bois, le beurre, le fromage, le suif, les escargots, le vin et l'eau-de-vie. Toutes les autres marchandises seront réputées ordinaires et payeront comme telles ».

L'article 29 précise que « les poids auxquels seront perçus les droits énoncés dans la présente loi sont à la livre de seize onces de marc », ce qui correspond à un quintal de 48 kg 900<sup>212</sup>.

L'article 13 prévoit que « le droit de transit sera perçu conformément aux tarifs annexés à la présente loi, et ne sera dû qu'une seule fois, à l'entrée de la République. Le billet d'acquis devra seulement être présenté à la sortie ».

Or les tarifs annexés à la loi<sup>213</sup> taxent de façon préférentielle les marchandises en transit. Celles qui entrent en Valais par la Porte-du-Sex sont taxées quand elles sortent du Valais par le Simplon, à 14 batz pour les fines, à 9 pour les ordinaires et à 6 pour les lourdes. Mais les marchandises entrant par Saint-Maurice paient quand elles sortent par le Simplon, 18 batz pour les fines, 11 pour les ordinaires et 8 pour les lourdes. Dans le sens inverse, les tarifs sont identiques et l'on observe la même inégalité suivant que les marchandises sortent du pays par Saint-Maurice ou par la Porte-du-Sex.

« Chacun est également libre d'établir des magasins particuliers pour y recevoir les marchandises, et de se charger de leur réception et expédition. » — Article 28 : « Le droit de hallage dans les soutes est fixé à un batz par balle dans celle du Saint-Bernard, et à un demi-batz dans les autres. »

<sup>212</sup> *Annuaire*, p. 94.

<sup>213</sup> *Lois*, vol. II, p. 197.



Il y a là une évidente anomalie, que l'on constate pareillement dans les deux sens pour les droits de transit perçus sur les marchandises passant par le Grand Saint-Bernard. Si leur point d'entrée ou de sortie est la Porte-du-Sex, elles acquittent une taxe de 11 batz pour les fines ; 7 batz pour les ordinaires ; 5 batz et 2 kreuzer<sup>214</sup> pour les lourdes. Mais si leur point d'entrée ou de sortie est Saint-Maurice, elles doivent acquitter un droit qui s'élève respectivement à 15 batz ; 9 batz, 7 batz et 2 kreuzer pour les diverses catégories.

La même anomalie apparaît dans les droits de transit pour les animaux et bestiaux. Par exemple, les « chevaux et mulets, portant selle ou bât et montés, accompagnant ceux du transit » des marchandises, acquittent un droit de 4 batz et 2 kreuzer s'ils transitent entre le Simplon et la Porte-du-Sex, et de 5 batz entre le Simplon et Saint-Maurice. Il en va de même, toujours dans les deux sens, pour ces animaux quand ils n'accompagnent pas des chars de marchandises : 22 batz et 2 kreuzer entre le Simplon et la Porte-du-Sex ; 23 batz entre le Simplon et Saint-Maurice. Si ces animaux entrent en Valais par le Trient, la taxe est de 38 batz et 4 kreuzer dans le cas de la sortie par la Porte-du-Sex ; de 40 batz pour la sortie par Saint-Maurice<sup>215</sup>. Les montagnes savoyardes de la région de Vallorcine, qui appartient géographiquement au bassin valaisan du Rhône, étaient une réserve de chevaux. On voit par cet exemple que le paysan du Gros de Vaud qui avait besoin d'animaux de trait ou de labour, n'était nullement favorisé. En principe les animaux peuvent être transportés en Suisse par les bacs franchissant le Rhône. Mais le tarif de transit des animaux est établi par dizain. De la sorte, au « bateau » de Massongex, qui se trouve dans le dizain de Saint-Maurice, on acquitte le même droit qu'au pont de cette

<sup>214</sup> En Suisse, notamment dans le canton de Berne, le kreuzer vaut un quart de batz (René Sédillot, *Toutes les monnaies du monde*, Paris, 1955, p. 273.) Mais on se fera une idée plus juste de sa valeur en Valais en le rapportant à la monnaie française de l'époque : le batz valait Fr. fr. 0,12 et le kreuzer Fr. fr. 0,02 (*Annuaire*, p. 95), soit un sixième du batz.

<sup>215</sup> Ces droits étaient réduits de moitié dans le sens inverse ; mais c'était le sens contraire à celui du courant commercial.

ville, ce qui met le bac totalement hors de question, puisqu'il faut encore payer le passage sur le bateau<sup>216</sup>. Collombey et Illarsaz se trouvant dans le dizain de Monthey, les animaux qui entrent ou sortent par les bacs établis sur le Rhône dans ces localités sont soumis au même tarif de transit que celui de la Porte-du-Sex ; mais, ici comme là, il faut toujours ajouter le prix du passage sur le bac. Or, ce prix est tel que les passages par bateau n'intéressent absolument pas le transit international. Les bacs ne sont utiles qu'aux habitants du district de Monthey qui, pour se rendre dans le canton de Vaud, veulent éviter le long détour par le pont de Saint-Maurice.

Le rôle absolument nul joué par les bacs pour le transit apparaît clairement dans une correspondance échangée en 1809 entre le Petit Conseil du canton de Vaud et le grand bailli du Valais. Vaud se plaint du tarif préférentiel établi en faveur de la sortie utilisant la Porte-du-Sex et le Bouveret, au détriment de la sortie par Saint-Maurice. A aucun moment, ce canton ne fait allusion à une quelconque possibilité qu'aurait eue les marchandises de gagner le district d'Aigle par l'un des bacs établis sur le Rhône. Et le Valais, en réponse à la plainte vaudoise, n'évoque pas davantage cette possibilité. Il admet implicitement qu'elle n'existe pas. Le 13 janvier 1809, Auguste Pidou écrit au grand bailli du Valais : « Le Petit Conseil a vu dans le *Bulletin officiel* de Sion du 1<sup>er</sup> janvier, sous le nom du département des Finances, un avis portant l'annonce de la mise en activité d'un nouveau tarif de péages, d'après lequel tarif « *les marchandises transitantes qui entreraient ou sortiraient par le Bouveret payeront, pour les deux routes, du quart au tiers moins que celles qui prendront ou quitteront le territoire du Valais à Saint-Maurice* »<sup>217</sup>.

C'est pourquoi le Petit Conseil du canton de Vaud était d'avis que ce nouveau tarif « ne pouvait qu'être préjudiciable au commerce de ce canton » ; et le seul fait retenu est qu'« on impose les

<sup>216</sup> Loi du 26 novembre 1808, art. 5, prévoyant qu'en dehors des droits de transit sont « réservés les droits de passage aux bateaux de Massongex, Illarsaz, Collombey ».

<sup>217</sup> Souligné dans le texte ; « routes », c'est-à-dire directions.

marchandises qui entrèrent ou sortirent du Valais par ce canton [de Vaud] *d'un quart ou d'un tiers plus haut* que celles qui passeront par d'autres routes », c'est-à-dire par la France. Aussi les Vaudois font-ils leurs « représentations » au nom des « relations d'amitié et de bon voisinage » qui unissent les deux pays et demandent-ils à être traités « sur le pied des nations les plus favorisées »<sup>218</sup>. Cette lettre ne fait aucune allusion ni à une possibilité pratique d'utiliser le bac de la Porte-du-Sex, ni à celle de faire transiter les marchandises du port du Bouveret à Vevey par le lac.

Avec une parfaite mauvaise foi, Léopold de Sépibus, grand bailli du Valais, répond le 19 janvier au Petit Conseil vaudois : « Dans le nouveau tarif, les droits de transit de Saint-Maurice au Simplon ont été sensiblement diminués [par rapport au tarif antérieur de 1803] [...] et ils ont été réduits d'un tiers sur la route du Saint-Bernard, ce que le commerce de votre pays sollicitait depuis longtemps...

» Le tarif, il est vrai, établit une différence considérable dans les droits pour les marchandises qui entrent ou sortent par le Bouveret, mais il n'y a rien en cela qui puisse blesser votre canton. Ce n'est pas une faveur faite à une nation plutôt qu'à une autre ; c'est une faveur faite aux marchandises qui empruntent le plus longtemps le territoire du Valais<sup>219</sup> et à laquelle votre canton peut participer en transportant ses marchandises au Bouveret par le lac »<sup>220</sup>.

Contrairement à ce qu'avance le grand bailli du Valais, le tarif de 1808 ne présentait de diminution, par rapport à celui de 1803, que pour le seul parcours Simplon-Porte-du-Sex (et le Bouveret). Pour le parcours Simplon-Saint-Maurice, au contraire, le changement de tarif de 1808 représentait une augmentation par rapport à celui de 1803<sup>221</sup>. Et c'est précisément la combinaison

<sup>218</sup> DI, thèque 199, pp. 219-220, de Lausanne, signé : « le président du Petit Conseil A. Pidou », copie.

<sup>219</sup> De Sépibus veut dire ici que le tarif tend à favoriser les rouliers valaisans. Voir ci-dessous, p. 205, note 231.

<sup>220</sup> DI, thèque 199, pp. 220-222, de Sion, signé : de Sépibus, copie.

<sup>221</sup> Cela ressort d'une « Comparaison des tarifs des droits perçus sur les marchandises établi en 1803 avec celui réformé en 1808 », DI, thèque 199,

de ces deux opérations qui avaient donné la différence énorme, allant du quart au tiers, entre les deux tarifs. La république du Valais, en effet, entre 1803 et 1808, avait vu s'achever la route du Simplon, mais Napoléon ne l'avait pas construite pour faire plaisir au Valaisans. Et il est aussi évident qu'incontestable que la « nation la plus favorisée » par le tarif de 1808 est la France.

En rétablissant purement et simplement ce tarif en 1814, la Direction centrale agit en gouvernement d'un Etat souverain et qui ne doit rien à aucun canton suisse. Ce faisant, non seulement il ne se soucie pas de la Confédération, mais encore il la défavorise, et il le sait.

Il est remarquable qu'en 1809, dans sa lettre à Pidou, de Sépibus n'envisage l'utilisation par les Vaudois de la voie du Léman que pour les marchandises venant du canton de Vaud. Il

p. 232, établie par l'Etat du Valais devenu canton suisse et destinée à ses députés à la Diète fédérale de Zurich d'août 1816, Gaspard-Eugène Stockalper (1<sup>er</sup> député) et Michel Dufour. En leur adressant ce tableau comparatif, le Conseil d'Etat du Valais précisait, dans une lettre d'accompagnement (DI, thèque 199, p. 233), de Sion, 13 août 1816 : « Vous apercevrez facilement [...] par le tableau ci-joint que les droits sur la route du pont de Saint-Maurice et Villeneuve, loin d'avoir diminué dans le tarif de 1808, y ont augmenté, ce qui aurait pu être, dans le temps, le sujet de réclamations de la part du canton de Vaud, d'une autre nature que celles qu'il a faites, parce qu'il y avait en même temps défaut d'égalité — dont ce canton se plaint — et augmentation — dont il n'a rien dit. Il est donc à croire que ce canton, n'ayant rien dit de l'augmentation autrefois, n'en dira plus rien en ce moment. De sorte qu'il paraît que nous pouvons toujours articuler que la préférence que nous avons cherché à obtenir pour la route du Bouveret n'a été recherchée que par le baissement de nos droits, laquelle diminution est, d'après le tableau, de 5 batz par quintal pour les marchandises lourdes, de 4 batz sur les marchandises ordinaires qui passent de Brigue à Vevey par le Bouveret [et le lac Léman]. Ce qui a dû être aussi avantageux aux douanes de Vevey et autres de la Suisse et à leurs routes qu'à celles du Valais, dans la supposition où l'on est en général que la diminution des droits attire des marchandises. Nous ne saurions assez répéter qu'il est absolument ridiculement contourné d'alléguer, comme l'a fait le député du canton de Vaud, que notre direction par le Bouveret privait la Suisse d'un transit de 30 lieues, comme si des marchandises destinées pour Neuchâtel, Bâle, Colmar pouvaient à notre volonté être acheminées par Genève et le Jura [français], tandis qu'il est aussi certain que naturel que de telles marchandises passent toutes à Vevey et qu'il n'y a que celles pour la France qui passent à Genève et qui sont perdues pour Villeneuve, mais non pour la Suisse, attendu que le Bouveret est aussi bien en Suisse que Villeneuve. » A la Diète fédérale de 1816, la députation vaudoise est composée de Jules Muret (1<sup>er</sup> député) et François Clavel.

ne dit rien de celles qui s'y rendent ; et nous croyons entendre une note froidement ironique dans sa phrase : « C'est une faveur faite aux marchandises qui empruntent le plus longtemps le territoire du Valais, et à laquelle votre canton peut participer en transportant ses marchandises au Bouveret par le lac ». Les choses en restèrent là en 1809. Mais quand le Valais fut devenu un canton suisse, Vaud présenta aussitôt ses doléances à la Diète fédérale, accusant le Valais de détourner de la Suisse un trafic important<sup>222</sup>.

Sans doute, les marchandises exportées de Vaud en Valais peuvent-elles théoriquement utiliser les ports de Vevey et du Bouveret, mais il est bien difficile d'apprécier l'étendue du pays vaudois ainsi desservi par la voie du lac Léman. Ce qui est certain, c'est que, malgré les dénégations valaisannes, cet arrière-pays était fort limité, et que le Petit Conseil du canton de Vaud ne mentionne même pas cette voie, la considérant comme nulle. Si les bateaux du Léman avaient un plus fort tonnage que le bac de la Porte-du-Sex, ils ne supprimeraient pas pour autant les inconvénients inhérents au transbordement, ni les frais supplémentaires.

Quant au transit proprement dit, il est fort gêné, à l'entrée ou à la sortie du canton de Vaud, par le tarif valaisan, mais pas seulement en cet endroit. Il en va de même du transit des marchandises utilisant la route et le passage de la Gemmi. Sur cette voie montagnaise, en effet, subsistent exceptionnellement les péages locaux de Schwarenbach, au nord de la Gemmi, et du pont de Loèche sur le Rhône, « qui continueront à être perçus en outre des droits de l'Etat établis par la présente loi »<sup>223</sup>. Certes les droits de l'Etat pour les marchandises entrant ou sortant par la Gemmi et passant par le Simplon sont légèrement inférieurs, en raison du parcours très réduit, à ceux que paient les marchandises entrant ou sortant par la Porte-du-Sex<sup>224</sup>. Mais il est clair qu'en mainte-

<sup>222</sup> Voir note précédente.

<sup>223</sup> Loi du 26 novembre 1808, art. 5.

<sup>224</sup> *Ibidem*. Ils sont de 5 batz et 2 kreuzer par quintal pour les marchandises lourdes ; 7 batz pour les ordinaires ; 11 batz pour les fines : loi du 6 nov. 1808, annexe 2, tarif du transit sur les marchandises.

nant à l'entrée et à la sortie de la vallée de Loèche deux péages exceptionnels on réduisait à néant le bénéfice présenté par ce tarif plus avantageux. Quant aux marchandises entrant ou sortant par le Grand Saint-Bernard, et passant par la Gemmi, elles se trouvaient pareillement désavantagées, étant aussi grevées de taxes plus lourdes que celles qui passaient par la Porte-du-Sex, nonobstant les péages spéciaux à acquitter pour la vallée de Loèche<sup>225</sup>.

A la Gemmi, l'inégalité des tarifs de transit par rapport à la Porte-du-Sex, et le maintien de péages archaïques, n'ont qu'un seul et même but : il s'agit toujours de favoriser le transit par la rive méridionale du Léman et de défavoriser toute autre voie.

Enfin, à l'exclusion des autres marchandises, sont « permis le transit des eaux-de-vie et fromages entrant et ressortant par le dizain de Conches », qui communique avec la Suisse par les cols du Grimsel, de la Furka et du Nufenen<sup>226</sup>, et le transit des animaux et bestiaux entrant et sortant par la même vallée, et passant par le bureau de douane d'Obergesteln<sup>227</sup>. Or, à Obergesteln se trouve le dernier des « péages locaux » maintenus par la loi, et dont la taxe est perçue, ici aussi, en sus des droits de transit<sup>228</sup>. Sans cette taxe supplémentaire, les seuls droits de transit à acquitter ici lorsque l'on sort du Valais par Saint-Maurice, sont déjà supérieurs à ce qu'ils sont quand on sort par le dizain de Monthey<sup>229</sup>. Il en est donc dans la vallée de Conches comme au col du Simplon.

Bref, le tarif du transit de 1808, sous quelque angle qu'on l'envisage, avait créé en Valais une situation très favorable aux

<sup>225</sup> *Ibidem*. Du Grand Saint-Bernard, en passant par la Gemmi, on payait par quintal, pour les marchandises lourdes, 6 batz et 2 kreuzer (5 batz et 2 kreuzer par la Porte-du-Sex); pour les marchandises ordinaires, 8 batz et 2 kreuzer (7 batz par la Porte-du-Sex); pour les fines 13 batz (11 batz par la Porte-du-Sex). Les tarifs sont les mêmes dans l'autre sens du parcours.

<sup>226</sup> *Ibidem*, art. 6.

<sup>227</sup> *Ibidem*, art. 9.

<sup>228</sup> *Ibidem*, art. 5.

<sup>229</sup> *Ibidem*, tarif annexé n° 1 : un cheval acquitte 22 batz et 2 kreuzer s'il sort par Monthey ; 23 batz s'il sort par Saint-Maurice ; une vache acquitte 19 batz par Monthey, 19 batz et 2 kreuzer par Saint-Maurice, etc.

marchandises à destination ou en provenance de la France, et nettement défavorable aux cantons suisses de Vaud et de Berne. Cela n'est pas pour étonner quand on sait que la république du Valais était en 1808 un Etat aussi napoléonien que le royaume d'Italie. Napoléon avait imposé à la république du Valais, dont il n'était pas pour rien l'« Auguste Restaurateur », un système douanier préférentiel qui jouait en faveur de la France au détriment des Suisses, tout comme il avait réussi à le faire avec les royaumes d'Italie et de Naples. Le système douanier valaisan n'était qu'une pièce de la vaste machine du « système continental »<sup>230</sup>.

Le courant commercial ainsi créé dépassa même le territoire français ou le territoire suisse et contourna ce dernier pour gagner, par le versant français du Jura, les pays allemands. A la Diète fédérale d'août 1816, le Valais, attaqué par le canton de Vaud pour ce motif, soutient certes avec logique que les marchandises en transit par le Bouveret pourraient passer par le Léman et Vevey ; le seul but que le Valais ait poursuivi en établissant son tarif discriminatoire a été, prétend-il, de favoriser pendant six heures les voituriers valaisans<sup>231</sup> ! Le canton de Vaud, pour porter

<sup>230</sup> Lefebvre, pp. 466-467 : « L'écueil de sa politique européenne fut, en effet, qu'il [Napoléon] n'envisagea pas le marché européen en lui-même, mais par rapport à l'Empire français. « La France avant tout », a-t-il écrit à Eugène en 1810. Ayant conçu et organisé le système continental, il ne se départit point, dans son domaine propre, du mercantilisme consulaire. Ses frontières restèrent rigoureusement fermées à ses alliés et vassaux comme aux Anglais, par exemple [...] aux Suisses. [...] En revanche, il s'efforça d'imposer à tous des tarifs préférentiels au profit de ses propres sujets et il y réussit pour les royaumes d'Italie et de Naples. »

<sup>231</sup> DI, thèque 199, pp. 225-226, *Instructions du Conseil d'Etat du Valais aux députés valaisans à la Diète fédérale*, Sion, 13 août 1816 : « C'est ainsi que le député de ce canton [Jules Muret] a fait croire que les marchandises une fois au Bouveret étaient détournées des routes de Suisse pour n'y pouvoir plus rentrer, tandis qu'il est connu de tous les bords du lac que les marchandises sans exception destinées pour la Suisse, pour Bâle et pays au-delà sur la même route, vont en entier à Vevey, sans qu'il y en ait la moindre partie détournée par quelque autre route. Ce point est si essentiel qu'il mérite d'être posé en fait à avouer ou nier, afin que la Suisse sache que la question ne consiste qu'à savoir qui, des ressortissants du canton de Vaud ou de celui du Valais, voiturera pendant six heures de trajet, mais que, pour le surplus, il ne peut en résulter aucun dommage pour la Suisse. »



plainte devant la Diète fédérale, avait saisi l'occasion d'une convention signée le 13 avril 1816 à Turin, entre la Sardaigne et le Valais, en application d'une décision du Congrès de Vienne du 29 mars 1815, accordant à la Sardaigne l'exemption du paiement de droits de transit sur la route du Simplon. Le Valais avait alors maintenu à l'égard des cantons suisses le traitement défavorable établi en 1808 et rétabli en 1814. Parfaitement conscient du reproche qui peut lui être adressé, le Conseil d'Etat du Valais communique à ses députés à la Diète fédérale l'argument suivant : « Si la diminution des droits du Valais tendait à attirer des marchandises hors des routes de la Confédération, comme le député du canton de Vaud a allégué, la Confédération pourrait plutôt reprendre ce gouvernement [valaisan] sur son défaut de patriotisme que de le considérer comme en opposition avec les bases du Pacte fédéral »<sup>232</sup>. On ne saurait affirmer de façon plus claire que le Valais demeure un Etat souverain, pour lequel le patriotisme fédéral n'est qu'une affaire secondaire.

Aussi faut-il considérer comme un acte important le rétablissement par la Direction centrale, en 1814, du système douanier de 1808. Ce faisant, la Direction centrale a hypothéqué l'avenir et nui gravement aux intérêts des cantons suisses, car la situation créée devait se prolonger durant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>233</sup> et justifier finalement, sur le plan économique, les tendances unitaires des libéraux et des radicaux suisses qui se verront finalement contraints de briser par les armes le conservatisme du Sonderbund, auquel le Valais avait naturellement adhéré.

<sup>232</sup> *Ibidem*, p. 231.

<sup>233</sup> Gagliardi, t. II, p. 131 : « Certains cantons pratiquaient d'ailleurs sans scrupule la guerre économique contre les autres : le Valais, par exemple, faisait payer 25 à 30 % de moins de droits de péages aux envois provenant de la Savoie qu'à ceux qui arrivaient par Vaud, et favorisait ainsi le trafic le long de la rive sarde du Léman au préjudice de la rive suisse. Rien d'étonnant donc à ce que les Etats voisins — qui inondaient la Confédération de leurs produits tout en lui fermant leurs marchés — employassent toujours plus pour le transit les routes françaises et tyroliennes [...] »



## 8. La déclaration de Metternich et son interprétation par le gouvernement valaisan

Le 14 janvier 1814, la députation qui avait eu un entretien avec Metternich à Fribourg-en-Brisgau, essayait de le rencontrer à nouveau à Bâle<sup>234</sup>. Le chancelier d'Autriche ne put recevoir les Valaisans, mais il leur fit cependant remettre une déclaration écrite, seul résultat officiel de leurs démarches<sup>235</sup>. Cette déclaration, si importante par ses conséquences, dit dans son deuxième paragraphe : « Les vœux que forment Sa Majesté Impériale et ses augustes alliés sont entièrement conformes au véritable bien-être de votre patrie. Elle sera séparée de la France et jouira de nouveau des avantages qui pendant des siècles ont fait son bonheur<sup>236</sup> ».

A y regarder de près, ce texte consacre l'échec des efforts de Stockalper. Certes, la séparation du Valais de la France y est clairement annoncée. Mais ce n'est pas seulement cela que la députation valaisanne a demandé. Croyant qu'elle pourrait choisir en toute liberté, elle s'est prononcée clairement pour un retour à une république séparée de la Suisse. Mais une telle république n'avait existé que de 1802 à 1810, et elle ne pouvait absolument pas être désignée par l'expression « les avantages qui pendant des siècles ont fait son bonheur ». Pendant des siècles, le Valais avait été une république alliée des Suisses et rien d'autre. Avantages, bonheur sont des mots qui se prêtent à maintes interprétations, et nous verrons que les opinions divergentes n'ont pas manqué. Mais « pendant des siècles » a un sens assez clair. Charles-Emmanuel de Rivaz, qui écrit après l'événement, c'est-à-dire après la réunion du Valais à la Confédération, semble n'en avoir jamais

<sup>234</sup> Voir ci-dessus, p. 158.

<sup>235</sup> La « note remise au prince de Metternich par le Conseil d'Etat le 4 décembre 1815 » (T 3, fasc. 7, pièce IV, copie) ne mentionne aucune rencontre de la députation valaisanne avec Metternich à Bâle, mais fait seulement allusion aux « assurances pleines de bonté que vous [Metternich] avez bien voulu lui donner dans la lettre que vous lui avez adressée lorsqu'ils sont rentrés dans leurs foyers ».

<sup>236</sup> On trouvera le texte original en allemand dans *Vallesia*, 1965, p. 110, n° 3, et sa traduction française dans Grenat, p. 599.

douté : « Le premier plan des Alliés avait été de rétablir tout en Suisse comme il l'était en 1797. Cette idée avait été assez clairement énoncée dans une lettre que le prince de Metternich avait écrite à notre gouvernement provisoire »<sup>237</sup>.

On voit immédiatement ce qu'il y avait d'équivoque dans la déclaration de Metternich. Faisait-il allusion aussi au statut politique du Valais, avec ses dizains souverains et son pays sujet ? Ou ne voulait-il parler que de sa qualité de membre du Corps helvétique ? De nombreux Haut-Valaisans adopteront la première interprétation, dès qu'ils auront connaissance de la déclaration du 14 janvier. Mais Stockalper ne pouvait l'admettre, du moins officiellement, car c'eût été mettre aussitôt le feu aux poudres. Et ce n'est pas un tison qu'il était allé chercher à Fribourg-en-Brisgau. Pratiquant l'exégèse qui convenait à sa politique, il décide donc que « les avantages qui pendant des siècles ont fait le bonheur du Valais » se résument tous en un mot et un seul : l'indépendance. Il laisse de côté prudemment tout ce qui pourrait impliquer une organisation politique et il passe sous silence toute ouverture vers la Suisse, dont il ne veut pas entendre parler.

A-t-il conscience d'avoir été joué par Metternich, ou, au contraire, se leurre-t-il lui-même sur le langage du diplomate ? Après les conversations qui avaient eu lieu à Fribourg-en-Brisgau, après les assurances verbales qui avaient été données par le chancelier d'Autriche, après la remise de la note valaisanne demandant en conséquence l'indépendance séparée, n'était-il pas permis d'interpréter la déclaration de Bâle comme une pure et simple promesse d'indépendance ? Metternich avait promis d'envoyer en Valais un « commissaire » qui présiderait à l'élaboration de la nouvelle constitution. L'arrivée de ce commissaire n'allait-elle pas dissiper tout malentendu et donner aux mots leur sens précis ?

Dans l'immédiat, Stockalper charge Taffiner d'écrire à Metternich une lettre de remerciements, au nom du gouvernement valaisan. Cette lettre, datée du 23 janvier, ne fait strictement aucune allusion à la Suisse ; en revanche, elle presse le chancelier de tenir sa promesse. Elle dit seulement que la députation valaisanne a

<sup>237</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 218.

rapporté en Valais les plus consolantes espérances et assurances, que le Valais est heureux de retrouver son ancien nom et « les avantages inappréciables de son indépendance », que les Valaisans en sont extrêmement reconnaissants à l'Autriche, dont ils attendent, au surplus, avec la plus grande impatience l'envoi du commissaire politique promis par Metternich<sup>238</sup>.

### 9. La suppression de la Direction centrale

Stockalper était revenu à Sion le 19 janvier. Quarante-huit heures plus tard, la Direction centrale est supprimée par une décision de Simbschen. C'est le 21 janvier, en effet, que le colonel écrit les deux lettres où, d'une part, il supprime les tribunaux français et transforme l'ordre judiciaire<sup>239</sup>, et où, d'autre part, il crée un gouvernement de cinq membres qui succédera, dès le mardi 25 janvier, à la Direction centrale. Il prie Stockalper de continuer à assumer la présidence de ce nouveau gouvernement. En même temps, il lui donne comme collègues Jean-François Taffiner, le baron Ferdinand de Werra, le bourgmestre de Sion Joseph de Lavallaz et Gaspard-Etienne Delasoie. Comme suppléants, en cas de besoin, il nomme Isaac de Rivaz et Maurice de Courten<sup>240</sup>.

Il est assez clair que la Direction centrale a donné à Simbschen passablement de fil à retordre. Sans doute le jeune colonel a-t-il davantage confiance maintenant en ces hommes qui reviennent de

<sup>238</sup> BAF, VSA, vol. 41, fasc. 311, pièce 48 : *Sitten, den 23. Januar 1814* [...] *die trostreichsten Hoffnungen und Versicherungen zurück.* [...] *Wallis [...] erhält seinen alten Namen und genießt schon die unschätzbaren Vortheile seiner Selbständigkeit. Grenzenlos sind unsere Dankgefühle.* [...] *Euer Durchlaucht geruhen das wohlthätige Werk unserer Befreyung durch Absendung eines bevollmächtigten Commissairs zu bekrönen, der mit der heissesten Sehnsucht erwartet wird, und zum voraus auf die herzlichste Aufnahme und vollkommste Zutrauen der gesamten Bewohner unsers Land zählen kann ; dieses wird unser eifrigstes Bestehen seyn...*

<sup>239</sup> Voir ci-dessus, pp. 167-169.

<sup>240</sup> T 5, fasc. 5, n° 7, de Sion, original en allemand. Dans cette lettre, les deux suppléants sont qualifiés de *Substituten und Commissairs*.

Fribourg-en-Brisgau, et qu'il connaît à peine. Tout compte fait, ils ne peuvent pas être pires, à ses yeux, que les Pittier et autres jacobins. Mais d'autres faits ont provoqué cette mesure.

Tout d'abord, ce sont Stockalper lui-même et ses collègues de la députation à Metternich qui ont représenté à Simbschen qu'un gouvernement provisoire de treize membres était beaucoup trop coûteux pour un pays comme le Valais<sup>241</sup>. Même si Simbschen n'était pas particulièrement soucieux des deniers valaisans, il ne pouvait que reconnaître le bien-fondé de cette observation, et agir en conséquence s'il ne voulait pas risquer de mécontenter le peuple tout entier.

Un autre fait nous semble avoir aussi pesé sur la décision du colonel. Revenu à Sion, quelques jours à peine avant Stockalper, de sa promenade militaire en Savoie, il reçoit l'ordre de quitter cette ville pour aller établir son quartier général à Saint-Maurice. « Peu courtois à Sion »<sup>242</sup>, le colonel s'éloignera sans regret de la capitale du Valais ; mais il préfère, en digne baron qu'il est, que le gouvernement qui y reste se compose d'un petit nombre de « Messieurs » plutôt que d'une douzaine de représentants du peuple plus ou moins turbulents. Il quitte Sion avant le 25 janvier, y laissant comme commandant de place, le capitaine Luxem<sup>243</sup>.

Si courte qu'ait été sa durée, la Direction centrale a accompli une œuvre importante, et dont les conséquences devaient se faire longtemps sentir. Elle a su, dans une situation pressante, procurer des ressources à l'Etat. Elle a su s'opposer rapidement et énergiquement aux exigences de Simbschen concernant une seconde levée de troupes. Enfin, la députation conduite par Stockalper à Fribourg-en-Brisgau a obtenu de Metternich, faute de mieux, une promesse formelle que le Valais serait détaché de la France.

<sup>241</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 11.

<sup>242</sup> *Ibidem*, p. 12.

<sup>243</sup> Dans les procès-verbaux de la séance du 29 janvier, « M. Luxem » est désigné nommément en T 2, p. 124, tandis qu'il est désigné par la périphrase « Monsieur le capitaine commandant la place de Sion » en T 1, p. 37. Il était déjà « commandant de la place de Sion » le 25 janvier : T 1, pp. 27 et 35 ; T 2, pp. 2 et 122. C'est à Luxem que, dès le 25 janvier, le gouvernement provisoire s'adresse pour avoir des éclaircissements sur une lettre de Simbschen datée du 21 : voir ci-dessous, p. 233. Le départ de Sion de Simbschen coïncide donc avec la suppression de la Direction centrale.

## CHAPITRE V

# Le gouvernement Stockalper

(25 janvier - 30 mai 1814)

### 1. *La composition du gouvernement Stockalper*

Les procès-verbaux des séances du nouveau gouvernement valaisan sont précédés, à la date du 25 janvier, sous le titre « Commission centrale-gouvernement provisoire », de la liste des cinq membres et des deux suppléants qui le composent. Mais Taffiner, qui y porte le titre de vice-président<sup>1</sup>, ne fait aucune apparition aux séances du gouvernement avant le 30 mai 1814. Il laisse pratiquement la vice-présidence au baron de Werra. Taffiner, qui avait assumé, dès le 1<sup>er</sup> janvier, la présidence effective de la Direction provisoire, puis de la Direction centrale, n'accepte pas de remplir d'autre rôle. Quand il reviendra, le gouvernement Stockalper aura vécu ; ce sont alors Stockalper et de Werra qui cessent de participer au gouvernement provisoire, de sorte que Taffiner en redeviendra, le 30 mai, le véritable chef. Aussi est-on en droit d'affirmer qu'en fait le gouvernement Stockalper compta cinq membres et un seul suppléant. C'est Isaac de Rivaz qui devient

<sup>1</sup> T 2, p. 1.

pratiquement membre permanent du gouvernement<sup>2</sup>. Pourquoi lui, et non pas Maurice de Courten ? Sans doute Isaac de Rivaz y est-il appelé en raison de sa longue pratique des affaires, qui le fait adopter par tous les gouvernements qui se succèdent ; mais aussi son collègue Maurice de Courten avait déjà été pourvu, dès le 10 janvier, d'un emploi permanent auquel l'avait appelé la Direction centrale, celui de commissaire en chef du service des subsistances et convois militaires<sup>3</sup>. Maurice de Courten, en effet, a été commissaire militaire dès 1800<sup>4</sup>. Il est normal que ce soit lui qui s'efface pour laisser à Isaac de Rivaz la place laissée libre par l'absence constante de Taffiner. De la sorte aussi, le déséquilibre entre les diverses régions du Valais, qui existait dans le gouvernement nommé par Simbschen, disparaît, puisque grâce à la retraite volontaire de Taffiner, le gouvernement présidé par Stockalper compte en fait deux Haut-Valaisans, deux Bas-Valaisans, et deux représentants du Valais central, à savoir le bourgmestre de Sion et Maurice de Courten, qui joue seul le rôle de suppléant. Tel qu'il est constitué, ce nouveau gouvernement conduira les affaires du Valais jusqu'au 30 mai 1814.

A ces six magistrats, il convient d'ajouter le comte Eugène de Courten qui, bien que n'étant pas membre du gouvernement, jouera un rôle important dans les affaires militaires durant la période qui s'ouvre, et qui sera une période difficile. De ces sept hommes, un seul, le Bas-Valaisan Delasoie, n'est pas un aristocrate, mais c'est un partisan de la politique de Stockalper. Sont éliminés des affaires de l'Etat Jacques de Quartéry, Louis Pittier et Philippe Morand pour le Bas-Valais ; et, pour le Haut-Valais, mis à part Taffiner qui s'en éloigne lui-même, Casimir Lang, Casimir de Sépibus, Nicolas Roten fils et François Zen Ruffinen ; pour le Valais central, Antoine Rion.

<sup>2</sup> Rz, cart. 78, n° 19, Isaac de Rivaz, *Journal de ce qui s'est passé...* : « Le conseil des Douze fut dissous, et je fus appelé à être suppléant par l'arrêté de M. Simbschen, colonel. Je crus alors être débarrassé de la contrainte où me tenait ma diversité d'opinion, qui était connue. Mais M. Taffiner, différant à chaque instant son retour, m'obligeait à rester. »

<sup>3</sup> T 1, p. 12.

<sup>4</sup> Salamin, p. 260.

Certaines éliminations n'ont pas de portée politique. On conçoit aisément que Stockalper qui gardait auprès de lui son gendre de Werra et son beau-frère Joseph de Lavallaz n'ait pu décemment y conserver aussi son gendre François Zen Ruffinen. Le départ de Jacques de Quartéry a pu ne répondre qu'à des convenances personnelles. Mais il n'en va pas ainsi de Lang, de Pittier, de Morand et de Rion, tous bourgeois plus ou moins jacobins d'esprit. Avec eux, c'est la gauche qui disparaît du gouvernement valaisan. De même, avec Casimir de Sépibus et Nicolas Roten fils, disparaissent les représentants d'une droite opposée à Stockalper, désireuse d'un retour à l'ancien régime de 1797, et non à la république séparée de 1802. Au total, le gouvernement Stockalper est une équipe aristocratique, qui va œuvrer dans un esprit homogène et modéré. Ce sont des « Messieurs » bien élevés, non des partisans. Le gouvernement provisoire se choisit un secrétaire en la personne d'Antoine de Lavallaz, alors âgé de vingt-huit ans, et fils unique de Joseph de Lavallaz. Il n'était pas secrétaire d'Etat, mais seulement « secrétaire copiste »<sup>5</sup>. C'est de sa main que sont rédigés les procès-verbaux des séances du gouvernement.

C'est le 25 janvier que le gouvernement Stockalper entre en fonctions. Durant les derniers jours du mois, les procès-verbaux des séances ne signalent les membres présents qu'à la date du 26 janvier<sup>6</sup>, mais ils font ressortir que Stockalper assume en personne la présidence de toutes les séances. Il en sera de même au début de février<sup>7</sup>. Puis, pour une raison qui nous échappe, Stockalper est absent de Sion jusqu'à la fin du mois. Du 12 au 28 février inclusivement, toutes les séances du gouvernement valaisan sont présidées en fait par de Werra<sup>8</sup>. Il n'est pas impos-

<sup>5</sup> Voir *Gouvernement provisoire*, pp. 109, 111, 118, 121, 123 et A.-J de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 138-139.

<sup>6</sup> T 2, p. 5 : « Stockalper, de Werra, de Rivaz, de Lavallaz ». On peut inférer la présence de certains membres du texte même de quelques procès-verbaux : de Rivaz et de Courten, le 28 janvier (T 2, pp. 122-123) ; de Werra, le 31 janvier (T 2, p. 125).

<sup>7</sup> Séances du 5 au 9 février, T 2, pp. 156 et 159, 150, 151, 152, 154.

<sup>8</sup> T 2, pp. 160, 164, 168, 170, 172, 174, 178, 182, 186, 190, 194, 198, 200, 204.

sible que, pendant cette période, Stockalper soit malade. En tout cas, il ne se désintéresse nullement des actes d'un gouvernement dont il reste le chef. A diverses reprises il adresse à Sion des lettres qui sont lues au conseil du gouvernement<sup>9</sup>. Parfois même, pour quelque question importante, il transmet son vote par lettre<sup>10</sup>.

Durant le mois de mars toutes les séances du gouvernement sont présidées à nouveau par Stockalper lui-même<sup>11</sup>. En avril, il n'est absent que du 12 au 15 inclus. La dernière séance de ce qui a été réellement le gouvernement Stockalper a été présidée par lui le 22 mai, Stockalper partant alors pour Paris avec de Werra et Delasoie. Jusqu'à cette date, il n'a manqué que les séances du 20 et du 21 mai<sup>12</sup>. Quant au baron de Werra, outre la présidence qu'il a assumée du 12 au 28 février, il a suppléé Stockalper lors des autres absences de celui-ci, et il a été présent en outre à trente-huit séances pendant la période qui nous occupe<sup>13</sup>. Parmi les membres du gouvernement, deux sont d'une régularité absolument exemplaire : ni de Lavallaz ni de Rivaz n'ont jamais manqué aucune séance. Delasoie est moins régulier, et n'apparaît que quarante fois<sup>14</sup>. Enfin, Maurice de Courten a rempli dix fois ses fonctions de suppléant<sup>15</sup>. Il deviendra un membre permanent du gouvernement provisoire dès le 25 mai, quand le gouvernement

<sup>9</sup> Séance du 8 février après-midi, T 1, p. 64 ; séance du 19 février, T 1, p. 66 ; séance du 20 février, T 1, p. 70.

<sup>10</sup> T 1, p. 69, séance du 19 février 1814 : « ... le baron Stockalper, président, a fait connaître son vote par écrit, qui est conforme à ceux émis par les autres membres du conseil. » Il s'agit d'un concession accordée à Isaac de Rivaz « du privilège de la fabrication de la poudre dans le Valais ».

<sup>11</sup> T 2, pp. 208, 210, 226, 228, 224, 212, 216, 218, 222, 258, 262, 252, 254, 256, 230, 232, 236, 240, 242, 246, 250, 103, 106 bis, 107.

<sup>12</sup> T 2, pp. 109-119 ; 135-147 ; 296-313 ; 264-272 ; 275.

<sup>13</sup> Les 5 et 6 février : T 2, pp. 156 et 150 ; onze séances en mars : T 2, pp. 208-222 ; 258 ; 232-246 ; quinze séances en avril : T 2, pp. 109-119 ; 135-145 ; 296-300 ; dix séances en mai : T 2, pp. 301-306 ; 313 ; 267-275.

<sup>14</sup> Du 5 au 12, puis du 24 au 28 février : T 2, pp. 156 ; 150-154 ; 160 ; 198-204 ; du 1<sup>er</sup> au 14 mars : T 2, pp. 208, 210, 226, 228, 224 ; 212-222 ; 258, 262 et 252 ; du 18 au 30 avril : T 2, pp. 137-147 ; 296-300 ; du 12 au 18 mai : T 2, pp. 264-272.

<sup>15</sup> Cinq fois du 12 au 20 février : T 2, pp. 160, 168, 170, 178 et 182 ; quatre fois du 4 au 7 mars : T 2, pp. 226, 228, 224 et 212 ; une fois le 4 mai : T 2, p. 306.



Stockalper aura pris fin par le départ de son chef pour Paris.

Dès le 5 janvier, la Direction centrale avait tenu ses séances en l'hôtel de ville de Sion, et elle ne cessa pas de s'y réunir jusqu'à sa suppression<sup>16</sup>. Le gouvernement provisoire qui lui succède en fit autant. Il ne s'installe pas dans l'ancienne préfecture abandonnée par Rambuteau, du moins pas tout de suite. Cependant, le 10 mars 1814, est introduit au conseil du gouvernement « M. le conseiller Louis de Kalbermatten, propriétaire de la maison qui a servi d'hôtel de préfecture, [...] où sont encore presque toutes les archives des précédents gouvernements valaisans et les papiers du régime français. Dans l'étage qui était occupé par le préfet, il y a encore tout l'ameublement, qui appartient au gouvernement [valaisan], ayant été fourni par le département du Simplon »<sup>17</sup>.

Cette circonstance incite le gouvernement provisoire à se mettre dans ses meubles. Stockalper voudrait louer pour le gouvernement l'étage anciennement occupé par Rambuteau et il invite Kalbermatten à faire des offres pour cette location. Celui-ci demande deux louis par mois, le bail étant reconduit de mois en mois. Le gouvernement est unanime à accepter ces conditions<sup>18</sup>. C'est ainsi que le premier « palais du gouvernement » valaisan succède à la préfecture du département du Simplon. Et le salon de celle-ci, d'ailleurs fort joli, est aujourd'hui le salon de réception de l'Etat du Valais<sup>19</sup>.

<sup>16</sup> T 1, p. 1 : « en l'hôtel de ville à Sion » ; T 1, p. 20, séance du 20 janvier : « à la salle de l'hôtel de ville, lieu de leur séance ordinaire. »

<sup>17</sup> T 2, p. 223.

<sup>18</sup> T 2, pp. 224-225. Etaient présents, outre Stockalper, de Werra, de Lavallaz, de Rivaz, Delasoie.

<sup>19</sup> L'exposition *Art Valaisan*, qui s'est tenue à Martigny du 13 juin au 4 octobre 1964 a présenté le canapé et deux fauteuils de ce salon, ainsi décrits dans le catalogue établi par M. Albert de Wolff, conservateur des musées cantonaux, et imprimé chez Pillet, à Martigny, p. 68 : « Canapé et deux fauteuils (faisant partie d'un ensemble de six), à motifs dans un cadre d'oves et de perles, entouré de guirlandes de fleurs sur fond vert [...] Canapé (haut. : 100 cm ; long. : 190 cm) : sur le dossier, enfants jouant dans un jardin ; sur le siège, l'hallali. Premier fauteuil (haut. : 95 cm ; larg. : 60 cm) : enfant aux fleurs avec âne et chien (Pl. 44). Deuxième fauteuil : jeune fille aux roses ; chienne défendant ses petits contre un chat. Sion, Palais du Gouvernement. »

## 2. La publication de la déclaration de Metternich et ses conséquences politiques

Le jour même où le gouvernement Stockalper entre en fonctions, le 25 janvier 1814, Napoléon, après que ses maréchaux ont reculé jusqu'en Champagne, quitte Paris et entame sa prodigieuse campagne de France. Quelle va être désormais l'attitude des Valaisans et particulièrement celle du gouvernement provisoire? Va-t-il se montrer plus docile aux directives de Simbschen?

Une des premières mesures qu'ait prise Stockalper a été de publier la déclaration de Metternich du 14 janvier. Il le fait le 1<sup>er</sup> février, en y joignant une adresse au public, qui en donne l'interprétation officielle par le gouvernement provisoire<sup>20</sup>. Une traduction non moins officielle en a été faite en français<sup>21</sup>.

A cette date, il y avait déjà plus d'un mois que les Autrichiens étaient installés en Valais et que les autorités y étaient nommées par eux. On savait qu'une députation avait eu contact avec Metternich, mais aucune communication n'avait encore été faite au public à ce sujet. Tout se passait comme si la Direction centrale et le gouvernement Stockalper n'avaient jamais fait autre chose que d'administrer provisoirement le département du Simplon.

Le 1<sup>er</sup> février 1814 enfin, la publication de la proclamation de Metternich et de l'adresse du gouvernement provisoire qui y était jointe, apporte au peuple selon les termes de cette dernière, la « garantie de l'indépendance ». L'annexion du Valais par la France, du 14 novembre 1810 au 26 décembre 1813, n'a donc été qu'une sorte de parenthèse dans son devenir historique. Sur une éventuelle réunion du Valais à la Suisse, pas un mot. Quant à la forme politique à donner à l'Etat, le gouvernement s'occupe à « reconstruire les fondements de cette liberté » qui faisait le bonheur de tout le peuple, et non celui d'une classe de citoyens ou d'une région du pays. Il était permis aux Bas-Valaisans de penser

<sup>20</sup> Publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 110, n° 4.

<sup>21</sup> C'est celle que publie Grenat, p. 599. La copie Rz 89, p. 3, qui donne le même texte, porte, de la main de Ch.-E. de Rivaz, la mention : « traduction de l'allemand existante aux Archives de l'Etat, écrite de la main de M. Antoine de Lavallaz, secrétaire du gouvernement provisoire ».

qu'ils avaient trouvé dans l'empereur d'Autriche un nouvel « Auguste Restaurateur » de la République valaisanne, et rien n'indiquait que François dût se montrer moins respectueux de l'égalité civique du Bas-Valais que Napoléon ne l'avait été de celle du Haut-Valais de 1802 à 1810.

On ne saurait reprocher à Stockalper d'avoir donné une interprétation tendancieuse de la déclaration de Metternich, ni en ce qui concerne l'indépendance du Valais, ni en ce qui concerne son futur régime politique. Il s'en tenait au strict minimum, à ce qui était évidemment déclaré. Certes — et les Valaisans devaient s'en apercevoir un jour — « séparé de la France » n'est nullement synonyme d'« indépendant » ! Mais seul un esprit rompu aux pires subtilités de la diplomatie eût pu interpréter la note de Metternich dans un sens défavorable.

Aussi ne devons-nous pas nous étonner si le département du Simplon occupé par l'Autriche se considère déjà comme un Etat indépendant ressuscité. Cette illusion — car c'en était une — devait être dénoncée le jour même de la signature du traité de Paris. Ce jour-là s'ouvrira à Sion une diète des douze dizains valaisans de 1802-1810, diète appelée à se prononcer sur une demande d'entrée du Valais dans la Confédération suisse. A cette occasion, le 30 mai 1814, Isaac de Rivaz prononce le discours d'ouverture, où il déclare :

« Depuis quatre mois, des personnes instruites ont cru voir dans la lettre de S. A. S. le prince de Metternich du 14 janvier dernier, la mise en activité de l'indépendance du Valais, qu'elles confondaient avec la promesse et l'assurance de cette même prochaine, mais future indépendance. Ils en tiraient des conclusions fautives et édifiaient ainsi, d'après cette idée manquant de vérité, un système aussi peu solide que sa base était peu assurée, ce qui aurait pu avoir des suites fâcheuses.

» L'autorité militaire, de son côté, combattait cette fausse interprétation, malgré que le conseil [du gouvernement provisoire] fût à ce sujet des remontrances, parce qu'il désirait, autant que tout autre patriote, de voir cesser le gouvernement provisoire. Et il n'a pas tenu à leur vivacité qu'elles n'aient pas été fructueuses. »<sup>22</sup>

<sup>22</sup> Rz 154, fol. 378-379, minute.

Dès le 1<sup>er</sup> mars 1814, Stockalper informe le gouvernement provisoire que le comte Eugène de Courten doit se rendre au grand quartier général des Alliés, pour ses propres affaires. Or, dit le président du gouvernement, « il est connu par des écrits qui circulent dans le Haut-Valais que le peuple attend avec impatience son ancienne constitution ». Aussi Stockalper propose-t-il de charger de Courten d'une lettre pour Metternich, rappelant au chancelier d'Autriche « les assurances qu'il avait données à nos députés [à Fribourg-en-Brisgau] d'envoyer un commissaire pour l'organisation définitive du Valais ». Le conseil approuve cette suggestion, et décide que la lettre à Metternich contiendra :

1° « un exposé de la situation pénible dans laquelle se trouve » le Valais « si le provisoire doit durer encore quelque temps » ;

2° un exposé de « la nécessité de reprendre le plus tôt possible une constitution » ;

3° la demande à Metternich « d'envoyer à cet effet un commissaire autrichien pour présider à la création de la constitution »<sup>23</sup>.

La réponse de Metternich à cette requête allait parvenir bientôt par le canal de Simbschen, mais elle allait prendre une tout autre forme que celle que les Valaisans attendaient ; ce ne serait pas celle d'un commissaire.

Des Valaisans notables, en effet, laïcs et ecclésiastiques, se considérant déjà comme un peuple libre et indépendant, ne voulaient plus du gouvernement provisoire institué par le colonel Simbschen. Seul un retour au statut politique qui existait en 1797 leur paraissait devoir faire le bonheur du peuple du Haut-Valais. Ils rédigèrent à cet effet un texte qu'ils firent circuler dans l'ancien Valais des Sept-Dizains. « On y flattait l'évêque de lui rendre la préfecture et ses juridictions ; on y flattait les Haut-Valaisans de leur soumettre de nouveau le Bas-Valais ou du moins de lui faire acheter sa liberté au prix d'une grosse somme à titre de juste indemnité. Ce qui enhardissait ces Messieurs à tracer ce plan était le bruit qu'on faisait courir que Berne, assurée de la protection de l'empereur d'Autriche François, allait rentrer dans tous ses droits

<sup>23</sup> T 2, p. 208. Etaient présents, outre Stockalper, de Werra, Delasoie, de Lavallaz et de Rivaz.

sur le pays de Vaud et sur l'Argovie, ou du moins n'y renoncerait qu'au moyen de quatorze millions de livres suisses que ce pays lui payerait, s'il voulait conserver à ce prix sa liberté »<sup>24</sup>.

Bien entendu, les Bas-Valaisans ne l'entendirent pas de cette oreille. Ils retournèrent à leurs adversaires leurs propres arguments, en établissant, en faveur du Bas-Valais, la comparaison entre la situation de la Suisse et celle du Valais, dont les Haut-Valaisans tiraient argument pour défendre leur cause. Ils rétorquèrent à ces derniers « que le sort du Bas-Valais ne dépendait ni de leur bienveillance ni de leur malveillance, parce qu'inafailliblement il suivrait celui des cantons de Vaud et de l'Argovie, et des autres portions de la Suisse devenues libres par l'effet de la révolution de 1798 ; qu'il était tout à fait improbable que les hautes puissances coalisées consentissent que des peuples libres depuis quinze à seize ans redevinssent de nouveaux sujets ou payassent si chèrement leur liberté ; qu'il était pareillement tout à fait improbable que la préfecture fût restituée à l'évêque, tandis qu'il apparaissait au contraire qu'elles [les puissances alliées] ne restitueraient rien aux électeurs ecclésiastiques, aux autres évêques et aux abbés, princes de l'empire d'Allemagne, et qu'il était connu qu'elles avaient éconduit l'évêque de Bâle [Neveu] et l'abbé de Saint-Gall [Vorster] qui se flattaient chimériquement de semblable restitution ; qu'il était pareillement impossible de rétablir en Valais l'ancienne constitution et de faire payer aux seuls Bas-Valaisans les frais du gouvernement, vu que, restant libres, comme il y avait tout lieu de le présumer, ils ne payeraient que leur rate-part des impositions et des tributs ; qu'il faudrait pour que les Haut-Valaisans en fussent exempts que les Bas-Valaisans redevinssent leurs sujets »<sup>25</sup>.

La discussion, assez vive, était donc engagée entre les deux parties du Valais. Du côté des partisans du retour à l'ancien régime se distinguaient un certain Adrien Bonivini, et le curé de Mörel, Jean-Joseph Wenger, co-auteurs du manifeste haut-valaisan, qu'ils avaient rédigé en allemand. Bonivini le traduisit en français à l'intention des régions romandes des Sept-Dizains. Il fut encore

<sup>24</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 16.

<sup>25</sup> *Ibidem*, p. 17.

traduit en latin, à l'intention des milieux ecclésiastiques du Bas-Valais ; c'est cette version que connaît le chanoine A.-J. de Rivaz<sup>26</sup>. Sans doute cherchait-on ainsi à impressionner les curés du Bas-Valais, pour qui le latin était, sinon la langue de l'Evangile, du moins le truchement même de l'Eglise enseignante. Au demeurant, il ne fait pas de doute que l'évêque de Sion, Joseph-Xavier de Preux, ait soutenu discrètement le mouvement politique qui se dessinait : en septembre 1814, au moment où les députés du Haut-Valais vont partir pour Zurich auprès des ministres plénipotentiaires des puissances alliées pour y conférer avec eux d'un projet de constitution valaisanne, l'évêque de Sion, craignant le retour de l'égalité civique entre le Haut-Valais et le Bas-Valais, écrit au comte Eugène de Courten une lettre où il lui demande instamment « d'y plaider la cause la plus juste, pour laquelle nous nous sommes prononcés, en empêchant, pour autant que possible, que ceux qui autrefois faisaient la loi à leurs sujets ne deviennent dès à présent, et peut-être pour trop longtemps, leurs subordonnés »<sup>27</sup>.

Malgré les protestations des Bas-Valaisans, les partisans de l'ancien régime « n'en allaient pas moins leur train, persuadés que Berne appuyée de l'Autriche ferait la loi à tout le reste de la Suisse nouvellement libre et lui imposerait de nouveau le joug ». C'est un chanoine du chapitre de Sion, Johann-Stephan Julier, professeur de théologie au grand séminaire, qui se chargeait, avec Bonivini, de « colporter » le libelle haut-valaisan. Finalement, « à l'instigation de quelques prêtres et par les menées de quelques notaires », les réactionnaires, quoique dépourvus de tout mandat et de toute qualité pour le faire, « convoquèrent une diète illégale d'abord à Sierre, puis à Viège »<sup>28</sup>.

Cette diète ne devait jamais avoir lieu. Le colonel Simbschen, en effet, eut assez tôt connaissance de l'agitation qui se faisait jour et qui ne devait pas manquer, si elle allait se développant, de jeter l'une contre l'autre les deux régions du Valais. Il estima, non sans raison, qu'en dernière analyse, des troubles éventuels ne profite-

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 16.

<sup>27</sup> De Sion, 15 septembre 1814, publ. dans Courten 3, p. 46.

<sup>28</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 16-17.

raient qu'à la France, et rendraient en tout cas sa tâche à lui, Simbschen, beaucoup plus malaisée. Aussi réagit-il avec toute l'énergie du militaire qui ne s'embarrasse pas de distinguos subtils.

Il se conforme aux ordres qu'il a reçus de ses supérieurs et qui expliquent la même politique appliquée aussi bien par Bubna et par Ugarte en Savoie, à Genève et dans l'Ain, que par le baron d'Andlau à Bienne. Cette politique, Ugarte la définissait en cette formule lapidaire qu'il jetait à la face des Genevois : « Je vous ai trouvés sans gouvernement, et je dois vous conserver comme vous êtes jusqu'à ce que j'aie reçu des ordres »<sup>29</sup>.

La réaction de Simbschen est assez brutale. Il fait arrêter quelques-uns des meneurs du Haut-Valais et décide de créer un tribunal d'exception. Dès le 21 mars 1814, le gouvernement provisoire, à qui il a donné des ordres précis, nomme, en qualité de « juge-auditeur » auprès de ce tribunal, M. Janvier de Riedmatten, reconnu comme un polyglotte capable. Simbschen a encore demandé deux assesseurs et un greffier, que le gouvernement laisse au choix de Janvier de Riedmatten<sup>30</sup>.

La constitution de ce tribunal spécial va demander un certain temps. Comme il doit déférer les coupables devant un tribunal militaire autrichien, nul n'est particulièrement empressé à y figurer en qualité de juge. Mais le gouvernement, lui, est pressé d'en finir avec l'agitation politique du Haut-Valais. Aussi imagine-t-il une autre solution. Ayant certains problèmes à débattre avec Simbschen, il songe à se servir de lui pour faire rentrer sous terre les meneurs. Le 23, il délègue de Werra auprès du colonel. Arrivé à Saint-Maurice le vendredi 25, de Werra n'y trouva que le major

<sup>29</sup> Martin, pp. 319-320.

<sup>30</sup> T 2, p. 237, séance du gouvernement provisoire du 21 mars 1814. Le président Stockalper fait savoir que Simbschen « a témoigné le désir d'avoir à Sion un juge-auditeur chargé de l'examen des personnes suspectes arrêtées par l'autorité militaire ; que cette personne devra connaître le plus de langues possible, et qu'il y ait deux assesseurs et un greffier. » Le gouvernement provisoire décide en conséquence « de prier M. Janvier de Riedmatten, qui possède au moins trois langues vivantes, de se charger de cet emploi, et qui est reconnu pour avoir la capacité nécessaire. Pour ce qui est des assesseurs et du greffier, [le gouvernement] délibère de les laisser à son choix. » Etaient présents, outre Stockalper, de Werra, de Lavallaz, de Rivaz.



Vukassovich<sup>31</sup>. « Il lui a proposé une proclamation que le colonel doit adresser au peuple valaisan dans les circonstances actuelles. Le major lui a promis qu'il la proposerait au colonel, et [...] il ne doute pas qu'il l'émettra »<sup>32</sup>.

Et, en effet, sur la demande du gouvernement, Simbschen fait imprimer en allemand et en français une proclamation, qui sera publiée dans tout le Valais et qui est datée du dimanche 27 mars 1814. On y lit des phrases d'une belle simplicité, comme celles-ci :

« [...] on colporte dans plusieurs parties du Haut[-Valais] et du Bas-Valais des projets de constitution arbitraires et autres libelles diffamatoires [...] ; on les distribue secrètement ;

» [...] nous avertissons chacun de ne point se laisser induire à des entreprises aussi dangereuses ; dans le cas contraire, on sera obligé de traiter les personnes coupables comme des rebelles, de les traduire devant un tribunal militaire, où elles seront punies comme convaincues du crime de lèse-majesté [...] ; en un mot, ils seront punis de mort comme perturbateurs du repos public. [...] »

Et la proclamation s'achève sur cette conclusion : « Il est donc évident que celui qui contrarie l'intérêt général de son pays et ne pense qu'à ses avantages particuliers qui seraient en opposition avec le bien commun, doit être envisagé comme un homme dangereux, un ennemi des hautes puissances alliées et comme un partisan français »<sup>33</sup>.

La situation en Valais est, à cette époque, anormalement tendue. Le 31 mars, le gouvernement doit donner l'ordre de rappeler sous les drapeaux un grand nombre de chasseurs valaisans qui ont déserté le bataillon<sup>34</sup>. Aussi craint-il que les meneurs soient en mesure de provoquer quelque déchaînement de la violence populaire, et il estime, dans ces conditions, avoir besoin de la protection de l'armée autrichienne, la seule force qui soit en mesure de lui venir en aide. Aussi, à sept heures du soir, adresse-t-il à cet effet

<sup>31</sup> Voir ci-dessous, p. 308.

<sup>32</sup> T 2, pp. 246-247, séance du 26 mars 1814.

<sup>33</sup> Stockalper, pp. 150-152, a donné le texte intégral français de cette longue proclamation. L'original en allemand se trouve aux AV, T 4, fasc. 4, n° 34.

<sup>34</sup> Voir ci-dessous, p. 309.



à Simbschen, à Saint-Maurice, l'ordonnance qui vient d'être prise sur les déserteurs. Dès le 25 mars, au cours de son entretien avec Vukassovich, de Werra, en même temps qu'il demandait que Simbschen lançât une proclamation, a sans doute fait appel à la protection militaire autrichienne. En tout cas, cette demande a déjà été faite. En effet, le 1<sup>er</sup> avril, Simbschen répond au gouvernement :

« Je viens de recevoir à l'instant l'arrêté que vous m'avez adressé hier soir à sept heures, et je m'empresse de vous informer que je donne sur-le-champ l'ordre de faire marcher sur Sion une compagnie de Benjovsky pour votre protection. Elle reçoit pour mission d'empêcher qu'il soit porté atteinte au véritable gouvernement établi. Je regrette d'ailleurs profondément que mon absence ait retardé ces mesures contre les fauteurs de troubles, mais cependant je ne vois encore aucun péril et j'espère que je serai à même de mettre le gouvernement à l'abri de tout danger [...]

» J'enverrai aussi à Sion, pour protéger le gouvernement, un peloton de cavalerie de quelque trente à quarante chevaux, et m'y rendrai moi-même la semaine prochaine »<sup>35</sup>.

L'accusation de « partisans français » jetée à la face des meneurs par la proclamation de Simbschen était terrible, car Simbschen et son tribunal militaire ne badinaient pas sur ce chapitre. Le 1<sup>er</sup> avril, on fusilla au château de Saint-Maurice un certain Antoine Burloz, et d'autres individus connaissent le même sort<sup>36</sup>.

Le 4 avril, le gouvernement est enfin informé par une lettre de Janvier de Riedmatten que celui-ci « accepte définitivement » sa place de juge-auditeur au tribunal spécial « et propose des candidats pour la formation de son tribunal ». Le gouvernement, qui veut intervenir le moins possible en cette affaire, laisse les nominations au choix de Janvier de Riedmatten « pour la formation du tribunal qu'il préside, ainsi que pour le greffe ou le bureau »<sup>37</sup>. A cette date la troupe envoyée par Simbschen de Saint-Maurice est arrivée à Sion.

<sup>35</sup> T 4, fasc. 4, n° 38 : de Saint-Maurice, orig. en allemand, s. a.

<sup>36</sup> Voir ci-dessous, p. 285.

<sup>37</sup> T 2, p. 113.

Le 5 avril, Adrien Bonivini, le seul des inculpés mis en état d'arrestation par Simbschen dont le nom nous soit parvenu, est toujours sous les verrous. Ce jour-là, le conseil du gouvernement se réunit. Sont présents le président Stockalper, Ferdinand de Werra, Joseph de Lavallaz et Isaac de Rivaz. « Cette séance a été secrète ». Le conseil y a fait venir « le juge-auditeur Janvier de Riedmatten, ancien vice-conseiller d'Etat », à qui on a « remis un exemplaire de la proclamation » de Simbschen du 27 mars. Stockalper, après avoir rappelé le contenu de cette proclamation, demande « si ce ne serait pas le cas de diriger des enquêtes de poursuite contre M. Adrien Bonivini, prévenu par la voix publique d'avoir divulgué et colporté dans divers dizains une pièce du nombre de celles tendant à troubler la tranquillité publique par des propositions toutes de nature à apporter des troubles, et, entre autres, celles de *l'assemblée d'une diète*<sup>38</sup>, de la tenue d'une assemblée à Sierre pour demander la convocation peu opportune d'une diète, et autres demandes tendant à semer la discorde parmi les trois ordres de l'Etat ».

Toute cette procédure très formaliste tend à un double but : d'une part, elle précise soigneusement que le conseil du gouvernement n'agit point de sa propre initiative, mais seulement en vertu « de la proclamation de M. le colonel Simbschen portant que le conseil du gouvernement central est invité à prendre des mesures les plus sévères pour la répression des entreprises qui tendraient à compromettre la tranquillité publique, d'arrêter les coupables et les dénoncer, si le gouvernement ne veut pas s'exposer lui-même à une responsabilité qui pourrait le faire soupçonner de vouloir protéger ou receler une personne dangereuse »<sup>39</sup>. Cette considération, dûment inscrite au procès-verbal de la séance, est une citation textuelle de la proclamation de Simbschen<sup>40</sup>. Donc l'attitude du gouvernement à l'égard des Valaisans est irréprochable, puisqu'il n'agit que sur ordre. Aussi demande-t-il à Janvier de Riedmatten,

<sup>38</sup> Souligné dans le texte.

<sup>39</sup> T 2, p. 114.

<sup>40</sup> Stockalper, p. 152 : « Pénétré de ces devoirs sacrés, je me vois forcé d'inviter le gouvernement central à prendre [...] », etc.

« en vertu de son office de juge-auditeur » de prendre « toutes les dispositions nécessaires pour mettre le conseil à l'abri de toute la responsabilité qui lui est imposée par ladite proclamation, en faisant en outre les recherches nécessaires pour reconnaître toute la complicité à cet égard »<sup>41</sup>.

Après avoir ainsi dégagé officiellement sa responsabilité par ce long préambule, le conseil fait aussitôt comparaître Adrien Bonivini.

Celui-ci se défendra habilement. Plusieurs chefs d'accusation sont portés contre lui. Tout d'abord, en ce qui concerne le texte incriminé, « Bonivini a convenu d'avoir été l'auteur du mémoire colporté dans les dizains supérieurs » ; mais il y « a été aidé par M. le curé de Mörel ». Il s'agit de Joseph Wenger, qui passait pour être l'auteur avec le curé de Loèche, Hildebrand Lorétan, de la « circulaire latine »<sup>42</sup>. De plus, Bonivini affirme qu'il n'a été qu'un porte-parole : « l'idée lui en était venue à la suite de plusieurs conversations dont il n'a pu indiquer les personnes ». Enfin, il a « convenu d'avoir traduit cette pièce allemande »<sup>43</sup>.

Deuxième chef d'accusation : la diffusion du texte dans le public. A ce sujet, en ce qui concerne le Bas-Valais, Bonivini, n'a eu « aucune part » à cette action ; il n'en a même « aucune connaissance »<sup>44</sup>. Dans le Haut-Valais, « il nie l'avoir montré à qui que ce soit de Conches »<sup>45</sup>. Dans les districts du Centre, Bonivini, qui est de Sierre, a été plus actif. Il reconnaît avoir remis son texte « aux syndics et notables d'Ayent, qui tous, selon son dire, en ont reconnu l'idée pour bonne et avantageuse ».

Mais Bonivini ne se borne pas à ces déclarations. Il cite nommément une douzaine de personnalités à qui il a communiqué son

<sup>41</sup> T 2, p. 114, qui ajoute sans aucune transition : « et la première enquête devant avoir lieu séance tenante, à l'effet de quoi ledit sieur Adrien Bonivini a été mandé pour paraître. »

<sup>42</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 16.

<sup>43</sup> T 2, pp.114-115. Il s'agit de la traduction française : « Bonivini a de plus déclaré n'avoir eu aucune part à la traduction latine qui a été faite de ce mémoire. »

<sup>44</sup> T 2, p. 115.

<sup>45</sup> T 2, p. 114.

texte<sup>46</sup>. Cette liste jette une vive lumière sur les milieux sociaux où il trouvait un accueil sympathique, de Mörel à Sion.

A Mörel, dont le curé est coauteur du texte, Bonivini a pris contact avec l'ancien grand bailli Léopold de Sépibus, partisan convaincu de l'ancien régime. A Brigue, parmi ceux que nomme Bonivini, nous ne trouvons qu'un ex-châtelain, Perrig ; il n'est pas possible de l'identifier avec certitude, mais il se fit remarquer, ainsi que ses deux frères, par l'attachement passionné qu'il montra pour le statut politique de 1797<sup>47</sup>.

A Viège, Bonivini a communiqué son libelle au curé, Adrien de Courten, qui défendra encore l'ancien régime quand le Valais aura demandé à être incorporé à la Suisse<sup>48</sup>. Un habitant de Viège eut aussi les honneurs de la prose de Bonivini : l'ancien « familier d'Etat » Zurkirchen, ennemi juré des idées françaises ; à l'époque de la République helvétique, il appelait son chien « citoyen »<sup>49</sup> ; c'est un individu « mal famé pour plusieurs friponneries », mais un « fanatique » de la souveraineté haut-valaisanne<sup>50</sup>. A Rarogne,

<sup>46</sup> T 2, p. 114 : « M. l'ancien grand bailli de Sépibus ; châtelain Perrig ; familier Zurkirchen ; curé de Viège ; gouverneur Roten, de Rarogne ; curé de Loèche et châtelain Lorétan ; grand châtelain de Chastonay, de Sierre ; chanoine Julier, grand châtelain Theiler et châtelain Mabillard, de Sion. »

<sup>47</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 174 : « les trois frères Perrig, surtout celui qui se nomme Amand ». Ce dernier, en réalité, se nomme François-Joseph, et il était « aman », c'est-à-dire juge de Geren, vallon qui s'ouvre sur la rive gauche du Rhône dans la vallée de Conches. A.-J. de Rivaz, qui ignorait l'allemand, a pris pour un prénom ce qui était une fonction. Les deux frères de François-Joseph, avaient été châtelains avant 1814 : l'aîné, Maurice, était l'un des chefs des insurgés valaisans au bois de Finges en 1799. (A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 100). Le cadet, Gaspard-Eugène, était notaire. Sur leur qualité de châtelain, leur profession, leur filiation et les dates de leur vie, voir AV, L 405, et AV, Fonds Walter Perrig, thèque 6, non inventoriée. Sur le rôle joué par Maurice Perrig dans les rebellions valaisannes de 1798 et 1799, voir J. Strickler, *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798-1803)*, Berne, t. IV, 1892, p. 630.

<sup>48</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 39.

<sup>49</sup> Salamin, p. 39. Le document cité par Salamin, AV, H 29, n° 221, établit que Zurkirchen était domicilié à Viège. Sur les fonctions des « familiers d'Etat », voir Schiner, p. 295, et Jean Graven, *Essai sur l'évolution du Droit pénal valaisan jusqu'à l'invasion française de 1798*, Lausanne, 1927, pp. 142-143. Selon ce dernier ouvrage, un des familiers « a coutume d'habiter [...] Viège ».

<sup>50</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 174.

le confident de Bonivini est François-Nicolas Roten qui avait été l'avant-dernier gouverneur de Monthey (1795-1797), comme Léopold de Sépibus avait été le dernier gouverneur de Saint-Maurice (1796-1798). Roten était un sexagénaire « de bonne mine et de grande prestance, d'un génie médiocre, il est vrai, mais par sa probité et sa modération, agréable autant aux Bas qu'aux Haut-Valaisans »<sup>51</sup>. A Loèche, deux frères Lorétan soutiennent Bonivini. L'aîné, Hildebrand, né en 1756, est curé de la ville. Personnage bouillant, il avait dû s'exiler en Autriche à l'époque de la République helvétique<sup>52</sup>. De 1801 à 1803, il avait servi dans l'armée autrichienne en qualité d'aumônier<sup>53</sup>. Quant au cadet Jean-Joseph, né en 1760, il est syndic de Loèche-les-Bains et châtelain de Loèche-les-Bains et de Niedergesteln<sup>54</sup>. A Sierre, outre Bonivini lui-même, ancien grand châtelain du dizain et membre du tribunal cantonal en 1798, nous trouvons le grand châtelain actuel François-Nicolas de Chastonay ; c'est un personnage ambitieux qui parle et s'agite beaucoup, et fait souvent preuve de mauvaise foi<sup>55</sup>. A Sion, enfin, Bonivini a communiqué son mémoire au chanoine Johann-Stephan Julier, dont nous savons qu'il s'en fit le colporteur, au « châtelain » Mabillard<sup>56</sup> et à Antoine Theiler, grand châtelain d'Hérémence, petit bourgeois clérical, bien persuadé qu'aucun Bas-Valaisan ne doit faire partie du gouvernement du Valais<sup>57</sup>.

Il convient, à côté des douze personnes désignées par Bonivini au cours de son interrogatoire, d'en citer trois autres ; deux habitent à Viège : Lucas Deschallen, qui, nommé gouverneur de Saint-Maurice en décembre 1797, n'avait jamais pu remplir cette fonction en raison de la révolution de 1798, et Aloïs Zurbriggen,

<sup>51</sup> *Ibidem*, p. 201.

<sup>52</sup> Schmid-Lauber, t. 3, 1907, p. 222.

<sup>53</sup> Tamini-Délèze, p. 467.

<sup>54</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 17 ; *Annuaire*, p. 78.

<sup>55</sup> *Ibidem*, pp. 58-59 ; Eugène de Courten, lettre à son frère Pancrace, publ. dans Courten 3, p. 79.

<sup>56</sup> T 2, p. 114 : Mabillard est ancien châtelain ou châtelain de nuit.

<sup>57</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 68-69, 74-75.

vicaire de Viège ; le troisième est un notaire de Varone, un certain Julier, dit de Badenthal<sup>58</sup>.

Au total, nous possédons seize noms de personnes compromises dans ce mouvement dont Bonivini n'est peut-être pas le protagoniste, mais seulement la cheville ouvrière. Ce ne sont pas les premiers venus. Nous trouvons parmi eux cinq ecclésiastiques dont un chanoine du chapitre et trois curés de localités importantes (Mörel, Viège et Loèche), celui de Viège, de Courten, joignant à sa qualité d'ecclésiastique celle d'aristocrate.

Nous trouvons encore quatre représentants de familles patriennes : de Sépibus, Roten, Lorétan, de Chastonay. Quant aux sept autres, ce sont tous des notables, parfois très fortunés<sup>59</sup>, à l'exception du seul Zurkirchen, petit personnage, mais qui n'a pas sa langue dans sa poche.

Il est frappant qu'on ne rencontre parmi eux qu'un seul représentant des familles haut-valaisannes dont un membre a été nommé par Simbschen au gouvernement provisoire : aucun Stockalper, aucun de Werra, aucun de Lavallaz, aucun Taffiner n'apparaît dans cette affaire, mais on y trouve un de Courten. Le curé de Viège est seul à faire exception, assurément en raison de ses convictions personnelles<sup>60</sup>. Il reste qu'à Sierre les Courten sont alors

<sup>58</sup> *Ibidem*, p. 17. Rivaz cite « un M. Zurbriggen, de Viège » parmi « quelques prêtres » et « quelques notaires ». Il n'y a pas alors de notaire Zurbriggen à Viège, mais un vicaire Aloïs Zurbriggen. (Schmid-Lauber, 1934, p. 458). Il est le seul prêtre, avec l'un des deux « frères Lorétan », cité dans l'énumération d'A.-J. de Rivaz.

<sup>59</sup> C'est notamment le cas de Bonivini, gros propriétaire au hameau de Pra-falcon, entre Sion et Sierre. Voir Schiner, p. 314 : « [...] belle campagne [...] beau et vaste domaine [...] bonnes prairies [...] beaucoup de vignes [...] jolis édifices [...] abonde en arbres fruitiers de toute espèce. »

<sup>60</sup> Le chanoine Adrien de Courten, fils de Marc-Antoine de Courten, qui fut gouverneur de Saint-Maurice de 1750 à 1752, et de Marie-Joséphine de Courten, est un aristocrate qui ne fait sa cour à personne. A sa naissance s'ajoutent ses connaissances. Il a étudié à l'université de Dillingen. Docteur en théologie et dans les deux droits en 1772, il est nommé chanoine de Sion en 1775, entre au chapitre en 1779, devient vicaire général en 1784 et vicaire capitulaire en 1790. Après l'élection de l'évêque Joseph-Antoine Blatter, il quitte le chapitre à la fin de 1790 et il est nommé curé de Viège en août 1791. Il résigne cette cure en août 1799. Il est nommé contre sa volonté curé de Salquenen en 1800. Le 30 mars 1802, il est nommé derechef curé de Viège,

rivaux de François-Nicolas de Chastonay, qui est d'accord avec Bonivini<sup>61</sup>.

Un document fait bien apparaître l'opposition entre les protagonistes du mouvement et les membres des familles qui participent au gouvernement. Avant la publication de la proclamation de Simbschen, le conseil du dizain de Loèche s'est réuni et Jean-Joseph Lorétan s'y est distingué. Le grand châtelain du dizain, François-Ignace de Werra, qui est gendre de Stockalper<sup>62</sup>, informe le gouvernement « qu'on avait lu dans le conseil du dizain [une note] présentée par M. le châtelain Lorétan, qui proposait, par un style très relevé, l'assemblée d'une diète ». Mais de Werra, en digne membre d'une famille « gouvernementale », ajoute aussitôt : « Quoique cette proposition ait trouvé beaucoup d'approbation, le dizain s'en départirait avec plaisir, si cela déplaît au gouvernement ». Et celui-ci résume sa réponse en ces termes : « Le conseil voit avec peine ces papiers roulants dans les dizains et ne pourrait consentir d'assembler une diète dans ces circonstances de la patrie »<sup>63</sup>. Grâce aux de Werra à Loèche, grâce à Taffiner dans la vallée de Conches, « il faut dire à la louange des dizains de Con-

fonction qu'il occupera jusqu'à sa mort. A Sion, il a été professeur de théologie et des deux droits (Schmid-Lauber, t. 1, pp. 465-466). Il a été membre de la commission du code valaisan. Ses opinions vont aisément à l'encontre de celles de son milieu. A l'époque du département du Simplon, il est « franc et loyal, plutôt ami qu'ennemi des Français et du gouvernement actuel », comme le révèle le chanoine Polycarpe de Riedmatten dans son rapport à Rambuteau sur le clergé (S 10, fasc. 2, n° 3). Le même document ne signale qu'un seul autre curé de ce genre dans le Haut-Valais : Félix Bay, curé de Gampel. On ne saurait donc s'étonner qu'Adrien de Courten s'oppose maintenant à la politique de Stockalper, alors qu'Eugène et Maurice de Courten s'y associent. Un autre de Courten, Félix, est encore plus non conformiste qu'Adrien : jacobin convaincu, il scandalise les catholiques par son mariage avec Marie-Barbe Mabilard en novembre 1799 (A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 104-106).

<sup>61</sup> Isaac de Rivaz à Ch.-E. de Rivaz, lettre de Sion, 7 novembre 1814, publ. dans Ch.-E. de Rivaz 2, p. 211 : « Chastonay et Bonivini et Julier ont des relations, de sorte qu'il ne serait pas impossible que Chastonay établît l'édifice de son crédit sur la ruine du crédit Courten et Preux. »

<sup>62</sup> Il a épousé Madeleine Stockalper, fille de Gaspard-Eugène ; voir A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 154.

<sup>63</sup> T 2, p. 104, séance du 29 mars. Etaient présents : Stockalper, de Lavallaz, de Rivaz.



ches et de Loèche qu'ils ne se prêtèrent presque point à cette mesure anarchique »<sup>64</sup>.

Tout cela, en effet, « déplaît » fort au gouvernement. Et, réciproquement, les meneurs ne voient pas d'un meilleur œil le gouvernement « qui leur déplaît »<sup>65</sup>. Nous avons affaire à un clan opposé à un autre clan. Bonivini, lors de sa comparution, ne s'en cache nullement : quand on porte contre lui un troisième chef d'accusation, concernant sa participation à la convocation d'une diète illégale, il se défend en attaquant. Il déclare « n'avoir eu aucune connaissance d'une diète qui devait avoir lieu à Viège, mais seulement d'une assemblée pour mettre ordre aux dilapidations » qui ont lieu à Brigue, des fournitures en vivres faites par les dizains du Bas-Valais<sup>66</sup>. C'est là une belle pierre jetée dans le jardin des Stockalper, dont Brigue est le fief.

Au surplus, déclare Bonivini, on lui fait un procès d'opinion ou tout au plus un procès d'intentions, sans qu'il soit possible de lui faire grief d'un délit de fait : « Lui, Bonivini, n'a point eu de mauvaise intention, croyant que les principales dispositions de ce projet ayant pour but de mettre tout le gouvernement sur le pied où il était en 1797, il ne pouvait en résulter de tort à qui que ce soit, ni aucun trouble dans la patrie »<sup>67</sup>. C'était un évident sophisme qui postulait que les seize années 1798-1813 n'avaient apporté au Bas-Valais rien qu'il désirât conserver. Mais, quelque spécieux que fût l'argument, il n'en représentait pas moins une opinion qui, dans un pays libre, avait parfaitement le droit d'être exprimée, puisqu'elle reposait sur un fondement historique indiscutable, à savoir les droits conquis au XV<sup>e</sup> siècle par les Sept-Dizains sur la maison de Savoie. Les droits arrachés par le Bas-Valais depuis la révolution n'en étaient pas moins historiques, mais ils avaient le défaut d'avoir été conquis sous l'égide de la France,

<sup>64</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 17.

<sup>65</sup> *Ibidem*, p. 16.

<sup>66</sup> T 2, p. 114. Le texte primitif « ... aux dilapidations qui avaient lieu à Brigue » a été biffé et remplacé par « qui étaient censées avoir lieu à Brigue des fournitures en vivres faites par les dizains inférieurs ». Le procès-verbal est de la main d'Isaac de Rivaz.

<sup>67</sup> T 2, p. 114.



protégés, puis imposés par elle. Engager la discussion constitutionnelle sur ce terrain — et comment l'éviter ? — c'était assurément jeter les deux parties du Valais l'une contre l'autre. Aussi Simbschen a-t-il grandement raison de s'y opposer, et sa formule paradoxale, qui traite de « partisan français » quiconque veut détruire l'œuvre de la France, recèle-t-elle une part de vérité, en ce sens que les troubles politiques ne pouvaient à l'époque que profiter à la France, en créant des difficultés à l'Autriche, puissance occupante.

Malgré l'antipathie que se vouaient les antagonistes, chacun des deux clans haut-valaisans eut la sagesse de s'incliner devant cette évidence. Il y allait de leur intérêt commun. Le clan Bonivini se soumit provisoirement à l'oukase de Simbschen définissant lui-même son rôle en Valais par la formule suivante : « Me trouvant investi des fonctions de commandant des troupes stationnées en Valais, il est de mon devoir de veiller non seulement à la défense et à la conservation de ce pays, mais encore à toutes les parties de son administration, dont je suis responsable, ayant l'honneur d'être ici le représentant de Leurs Majestés »<sup>68</sup>.

Bonivini et ses amis se réfugièrent tous dans un attentisme prudent. Stockalper et les membres du gouvernement n'en demandaient pas davantage, et ils s'abstinrent d'envenimer le débat en livrant qui que ce soit aux foudres de Simbschen. Quand le Valais est devenu suisse, la Diète fédérale adresse à tous les cantons, le 12 août 1815, une circulaire leur demandant de donner suite à l'acte final du congrès de Vienne, du 20 mars 1815, pour ramener la paix intérieure ; de prononcer en conséquence « l'amnistie générale et de l'appliquer partout où, pendant les circonstances extraordinaires de la présente année et de la précédente, il y a eu lieu à des jugements sur des crimes politiques, et que [...] au moins toutes les peines corporelles et diffamantes prononcées soient de suite rapportées et déclarées nulles »<sup>69</sup>. En novembre-décembre de la même année, le Conseil d'Etat du Valais, présidé par Léopold de Sépibus, fait son rapport à la diète valaisanne, et

<sup>68</sup> Proclamation du 27 mars 1814.

<sup>69</sup> T 11, fasc. 7, n° 8, pièce 4, traduction d'une lettre reçue le 29 août. Circulaire protocolée le 29 août 1815, C. E. *Prot.*, vol. 1, p. 349.

déclare notamment, à propos de la circulaire fédérale du 12 août : « Le Conseil d'Etat n'a pas cru nécessaire de faire quelque démarche à ce sujet. N'y ayant eu dans ce canton aucune poursuite judiciaire pour causes politiques, une délibération à cet égard devenait inutile, et en conséquence le gouvernement n'a donné aucune suite à cette circulaire »<sup>70</sup>. Dans les pays en proie à des luttes politiques qui opposent les citoyens au gouvernement, et où, de surcroît, celui-ci peut s'appuyer sur une force militaire étrangère, les chefs de l'opposition n'ont pas toujours le plaisir de faire, en toute simplicité, de telles déclarations. Les adversaires de Stockalper avaient compris que si les Autrichiens étaient les « libérateurs » du Valais, les Valaisans n'en étaient pas libres pour autant. Mais le gouvernement provisoire défendit en toute occasion l'indépendance de ce qu'il considérait, avec tous ses collègues, comme un Etat.

### 3. Le problème des avoirs français

La proclamation de Simbschen du 27 mars 1814 ne constituait pas la première menace adressée par le colonel autrichien aux Valaisans, de les traduire devant un conseil de guerre. Dès le 21 janvier, en effet, dans la même lettre par laquelle il mettait fin à l'existence de la Direction centrale, il écrivait à Stockalper les lignes suivantes dont on appréciera le ton :

« On a déjà fait savoir à plusieurs reprises que tous les avoirs français laissés sur place doivent être annoncés ; mais, comme cela n'a pas été fait, [je vous répète] que tous les avoirs français, tous les biens qui couvrent des besoins de guerre, doivent être immédiatement annoncés. A défaut de quoi, le contrevenant sera traduit devant un conseil de guerre »<sup>71</sup>.

<sup>70</sup> Rz 90, p. 19.

<sup>71</sup> T 5, fasc. 5, n° 7, original : *Es ist schon merhmals kundgemacht worden, das alles zurückgelassene französische Eigenthum angezeigt werden soll ; da aber solches nicht geschehen ist [wiederhole ich Ihnen] das alles französische Eigenthum und Kriegsbedürfnisse alsoglich anzugeben. Ansonsten, man den Dawiderhandelnden vor ein Kriegsgericht ziehen werde. — Simbschen, Obrist.*

Dans la première séance du nouveau gouvernement, le 25 janvier, Stockalper lut cette lettre de Simbschen « demandant, entre autres, la déclaration de toutes les propriétés françaises existantes en Valais ». Sur quoi le gouvernement provisoire estima que l'expression de « toutes les propriétés françaises » employée par Simbschen, était « vague et susceptible d'une grande extension ». Aussi décida-t-il, en raison du départ de Simbschen pour Saint-Maurice, de s'adresser au capitaine Luxem, commandant de la place de Sion, pour l'engager à « s'énoncer d'une manière positive des objets compris dans ladite expression »<sup>72</sup>.

Mauvais styliste, mais bon juriste, le gouvernement valaisan ne veut pas agir à la légère. Plusieurs des particuliers français partis avec Rambuteau avaient laissé en Valais des biens, parfois considérables. C'était le cas, notamment, pour Hénin du Cuvillers dont Anne-Joseph de Rivaz nous dit qu'il était en train de faire sa pelote dans le département du Simplon au moment où il dut le quitter<sup>73</sup>. Le bon chanoine savait apprécier les biens d'autrui : ceux qu'Hénin a laissés à Sion dépassaient la somme alors coquette de dix mille francs<sup>74</sup>, mais il est évident qu'il avait emporté avec lui ses économies.

Des cas semblables ne devaient pas manquer de se présenter. A la séance du 28 janvier, le président Stockalper communique au gouvernement provisoire la réponse de Luxem « sur l'explication que le conseil lui avait demandée de l'extension de l'expression [...] *toutes les propriétés françaises* [...]. [Luxem] y détaille les objets qui peuvent être compris dans cette expression ». Bien que cette lettre de Luxem ne nous soit pas parvenue, on peut inférer que les avoirs français visés par Simbschen étaient les biens de

<sup>72</sup> T 1, p. 27.

<sup>73</sup> *Mémoires*, t. I, p. 280 : « Hénin [...] qui, vivant en garçon fort rangé, était en train de faire en Valais des épargnes considérables, si cet ordre de choses y avait duré plus longtemps. »

<sup>74</sup> Hénin, p. 32 : « [...] pendant le dernier temps de mon séjour à Sion, j'ai été tellement préoccupé par tous les détails de ma place que je n'ai pas eu un seul instant pour veiller à mes propres intérêts. J'ai tout abandonné dans mon habitation à Sion, y laissant en meubles, effets, provisions et bagages pour une valeur de plus de dix mille francs, que j'aurais pu sauver en attendant tranquillement l'ennemi. »

l'Etat, et non ceux des particuliers. Dans la même séance, Isaac de Rivaz fait savoir qu'« en qualité de membre de la commission des poids et mesures établie par le gouvernement français, il se trouve avoir chez lui différents étalons appartenant audit gouvernement ». Il demande à ses collègues s'ils pensent « que ces objets pourraient être compris dans les *effets français* à déclarer ». L'expression « effets français », soulignée dans le texte du procès-verbal, est le reflet des mots « *französische Effecten* », en usage dans la langue allemande du temps, et que Luxem a pu employer. Le conseil du gouvernement, bornant là son action dans ce domaine, « arrête que cette lettre sera publiée simplement »<sup>75</sup>.

Les particuliers français qui avaient quitté le département du Simplon ne virent donc pas leurs biens saisis par les Autrichiens, et ils purent en reprendre possession dès la fin des hostilités. Au début d'avril déjà, une partie des effets du préfet Rambuteau prend le chemin d'Evian<sup>76</sup>. Cela est si rapide que M. de Kalbermatten, propriétaire de l'immeuble de la préfecture, dont le loyer n'a pas été payé, fait mettre sous séquestre les biens de Rambuteau demeurés sur place, et celui-ci doit envoyer un homme d'affaires à Sion. Le 19 juillet 1814, il est décidé « que tous les meubles appartenant au gouvernement seraient transportés dans une chambre pour les y garder, et qu'il ne serait mis, de sa part, aucun obstacle au départ des effets appartenant à M. le comte de Rambuteau »<sup>77</sup>. Finalement, les biens de l'ancien préfet lui seront intégralement restitués<sup>78</sup>. Quant à Hénin de Cuvillers, il se rend en

<sup>75</sup> T 1, pp. 35-36.

<sup>76</sup> Rz, cart. 45, fasc. 15, n° 43, lettre de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz à son mari, de Saint-Maurice, 8 avril 1814 : le maître de poste Tapet « ne réclame qu'une course faite pour emmener les effets de la préfecture à Evian ».

<sup>77</sup> T 2, p. 364.

<sup>78</sup> T 2, p. 371, séance du 26 juillet 1814 : « Le sieur Ardisson, domestique de M. le comte de Rambuteau, représente qu'ayant terminé les affaires qui le retenaient ici, il se trouve arrêté par le séquestre mis par M. de Kalbermatten sur les effets de son maître, auprès duquel il ne pouvait se rendre comme il en avait l'ordre, et qu'il ne lui restait aucun moyen d'exister. — Le sieur Ardisson sera invité d'attendre la réponse qu'attend M. de Kalbermatten à la lettre qu'il a écrite à M. le comte de Rambuteau. » Et T 2, p. 378, séance du 6 août 1814 : on y lit une « lettre de M. le comte de Rambuteau à l'adresse de M<sup>me</sup> de Lavallaz, dans laquelle il se plaint de la barre mise sur ces effets,

personne à Sion, où sa présence est signalée par les gazettes à la fin d'avril <sup>79</sup>. On ne peut douter qu'il y ait repris paisiblement possession des biens qu'il y avait laissés, car ni contestations ni protestations n'apparaissent nulle part à ce sujet dans aucun document. Au surplus, comme le fait observer Charles-Emmanuel de Rivaz dans une discussion à laquelle il participe à la séance du gouvernement du 25 juillet, « d'après la teneur du traité de paix générale [du 30 mai 1814], la liquidation des dettes du gouvernement français avait été réglée par un article particulier ». Aussi estime-t-il qu'il n'est pas possible de retenir les effets de M. de Flotte, trésorier-payeur du département du Simplon, pour les sommes dues par le Trésor et qui n'ont pas encore été payées, car, remarque de Rivaz, « il est même à supposer qu'il avait reçu l'ordre d'emporter l'argent qu'il pouvait avoir en caisse ». C'est pourquoi « il a été décidé qu'on ne mettrait aucun obstacle au départ des effets appartenant à M. de Flotte » <sup>80</sup>.

À côté des biens des particuliers, il y avait ceux de l'Etat. Parmi ces derniers, ceux qui relevaient de l'Intendance n'ont été nullement oubliés. C'est ainsi qu'après l'effondrement de l'Empire, le « service des lits militaires » écrit à deux reprises, en juin et en juillet 1814, au conseil municipal de Saint-Maurice pour réclamer « les objets [...] laissés à Saint-Maurice [...] en décembre 1813 », et dont un document joint fournit le détail. Le conseil municipal de Saint-Maurice décide de répondre à ce service « qu'on lui remettrait les effets qui n'ont pas été égarés ou pris par les Autrichiens » <sup>81</sup>. Il n'est pas jusqu'au douanier Lucot, demeuré à Binn après le départ de Rambuteau <sup>82</sup>, qui ne réclame à son tour, sous les Cent-Jours, son uniforme complet, avec son chapeau : « Ces habits

et démontre que d'après la tenue du traité de paix, le paiement du loyer de la préfecture ne doit point le concerner. — M. de Kalbermatten ayant déjà fait connaître qu'il se désistait de l'opposition qu'il avait mise au départ des effets appartenant à M. le comte de Rambuteau, le conseil ne s'est point arrêté sur cette lettre. »

<sup>79</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 33, du 26 avril 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 64.

<sup>80</sup> T 2, pp. 369-370.

<sup>81</sup> Macognin, p. 108.

<sup>82</sup> Voir ci-dessus, p. 89.

sont d'un drap vert galonné en argent, avec les aigles aussi argent » ; et il appuie sa demande de cette considération, digne d'un historien, sur l'inconstance des choses de ce monde : « [...] les aigles étaient à l'agonie ; maintenant les voilà sur le trône »<sup>83</sup>.

A côté de ces affaires mineures, bien qu'intéressant l'Etat lui-même, les avoirs français dans le département du Simplon posaient des problèmes d'une ampleur beaucoup plus considérable. Nous avons déjà vu comment les réserves de sel et de tabac laissées par l'administration napoléonienne avaient été saisies par les Autrichiens, pour être finalement redistribuées aux Valaisans à des conditions avantageuses.

Parmi les avoirs français se trouvaient les caisses départementales de la régie des sels et tabacs. Maints plaisantins et même des historiens sérieux se sont plu à répéter que Rambuteau avait quitté le Simplon en « emportant la caisse du département »<sup>84</sup>. Comme tous les départements français, celui du Simplon n'avait pas une caisse, mais autant de caisses que de branches d'administration. Nous avons vu qu'en effet Rambuteau a fait diriger sur Turin l'argent de la régie des sels et tabacs<sup>85</sup>. Mais aucun gouvernement valaisan, ni après l'effondrement de l'Empire, ni après les Cent-Jours, ne formulera jamais aucune prétention à la restitution de cet argent, ni d'aucune autre somme emportée par Rambuteau. Celui-ci, en soustrayant les caisses dont il est comptable à leur saisie par les Autrichiens, ne fait que son devoir. Les Valaisans ne considèrent nullement que cet argent leur appartient, et ils

<sup>83</sup> T 12, fasc. 4, n° 12 : « Arbois, le 29 mai 1815, Lucot, ex-receveur des douanes [...] à Monsieur Pibusse [= Léopold de Sépibus], ex-sous-préfet [...] » Lucot donne la liste complète des effets et des petites dettes qu'il a dû laisser. Un passage intéressera l'historien de la vie quotidienne : « Il y a aussi, parmi mes effets, une pierre à raser qui m'a coûté six francs, et une seringue, 18 francs, chacune dans un étui en carton [...], un dictionnaire géographique nouveau, un [recueil] d'anecdotes assez amusant. » Un autre passage précise que Lucot agit sur ordre : « Je ne demande donc que mes habits d'uniforme complets, avec mon chapeau, tel que mes supérieurs l'exigent [...]. Je n'ai écrit que pour obéir à des ordres supérieurs. »

<sup>84</sup> Grenat, p. 596.

<sup>85</sup> Voir ci-dessus, p. 86.

savent parfaitement aussi que si Rambuteau l'avait laissé à Sion, ce n'est pas le Valais qui en aurait bénéficié.

Dès sa première séance, le 25 janvier 1814, le gouvernement Stockalper songe à faire rentrer en Valais une partie de la monnaie que Rambuteau a fait transférer à Turin. Mais ce n'est pas du tout parce qu'il se considère comme le légitime propriétaire de cette somme que le gouvernement provisoire s'occupe de cette affaire. A l'époque du département du Simplon, la monnaie française n'était pas la seule à avoir cours en Valais « pour les paiements aux caisses publiques ». L'administration acceptait aussi des pièces d'argent étrangères, telles que l'écu de Brabant et des pièces d'Espagne de sept batz, et surtout la monnaie de « billon au coin du Valais »<sup>86</sup>. C'est ce billon, d'une valeur de 45 000 francs français, que Stockalper songe à faire rentrer. Cela s'inscrit parfaitement dans sa politique d'indépendance : ainsi rentrera en circulation de la monnaie proprement valaisanne, symbole tangible de la souveraineté de l'Etat. De plus, Stockalper espère que le Valais fera ainsi une bonne affaire. Estimant avec raison que ce billon sera considérablement déprécié s'il reste à l'étranger, où il perdra sa valeur monétaire pour ne garder éventuellement que celle du métal, il pense que ses propriétaires actuels accepteront de céder le batz pour la valeur d'un demi-batz. Le gouvernement applaudit à cette suggestion de Stockalper et décide de charger de cette commission un certain M. Imfeld, domicilié à Turin, dont on s'assurera d'abord qu'il est toujours en vie<sup>87</sup>. Ce n'est que le 26 avril

<sup>86</sup> *Annuaire*, pp. 94-95. Le billon au coin du Valais avait la valeur suivante comme monnaie de compte, reçue pour des francs français : « 40 batz et demi pour Fr. 5.— ; 1 batz pour 12 centimes ; le demi-batz pour 6 centimes ; le kreuzer pour 2 centimes. » Le batz valait dix centimes suisses.

<sup>87</sup> T 1, pp. 28-29 : « M. le président rappelant au conseil qu'il aurait été, le mois passé, transporté une somme de quarante-cinq mille francs de France, en billon au coin du Valais, à Turin ; ouvrant l'avis de faire rentrer cette somme en offrant, aux possesseurs actuels, des espèces, dans l'espoir que cette offre déterminerait les possesseurs à remettre le batz pour demi-batz, ce qui procurerait à la caisse de l'Etat un gain considérable, et une ressource pour le gouvernement provisoire. — La Direction, très satisfaite de cette ouverture, décide de s'adresser à Monsieur Imfeld à Turin, qui déjà autrefois fut chargé de quelques affaires pour le gouvernement, mais que, préalablement, il faudrait prendre des informations si ledit Monsieur Imfeld vit encore. »



1814 que le conseil du gouvernement, ayant retrouvé la trace de l'ancien agent d'affaires du Valais, décide enfin de le charger de la commission de racheter le billon au coin du Valais<sup>88</sup>. Serait-ce en raison des difficultés de communication avec Turin ? Mais trois mois nous paraissent un bien long délai pour retrouver à Turin une personne dont on possédait au moins une ancienne adresse. Il nous semble plus vraisemblable d'admettre que les Valaisans, ici aussi, ont fait preuve d'un attentisme toujours très prudent. La remise en circulation de la monnaie valaisanne dans le département du Simplon apparaissait trop clairement comme liée à la renaissance de l'Etat valaisan. Aussi le gouvernement provisoire a-t-il attendu la chute de l'Empire, célébrée solennellement et religieusement dans tout le Valais du 9 au 17 avril<sup>89</sup>. Cet événement avait donné au gouvernement provisoire la certitude que le Valais serait séparé de la France, en vertu de la promesse de Metternich. Aussi pouvait-il reprendre alors sa propre monnaie, et il était logique qu'il le fît.

L'affaire devait occuper encore bien des délibérations du gouvernement provisoire. Des batz du Valais sont devenus la propriété des frères Fassella qui, par lettre du 6 juin 1814, acceptent de les céder à raison de douze centimes le batz, ce qui représente une somme totale de trente mille francs. Le gouvernement refuse le marché et décide d'écrire à Imfeld, à Turin, pour qu'il négocie l'affaire<sup>90</sup>. Mais Imfeld ne répond pas à la lettre qui lui a été adressée. Finalement, le 11 juillet, le gouvernement décide de charger de la négociation « un certain [Pierre] Riedmatten », qui

<sup>88</sup> T 2, p. 148, séance du 26 avril 1814 : « Il est fait lecture d'un projet de lettre que le conseil du gouvernement adresse à M. Imfeld, ancien agent d'affaires des Valaisans à Turin, pour le charger de prendre des informations auprès de la Direction générale française des sels et tabacs à Turin sur les moyens de négocier les sommes considérables que cette direction a emportées de ce pays lors de la cessation du régime français, et sur quel pied on pourrait racheter cet argent, qui s'élève à 40 à 50 mille francs, et qui est le produit de la vente du sel et tabac de cette régie dans ce pays. — Le conseil adopte ce projet de lettre et décide de l'envoyer à son adresse par le Mont-Cenis. »

<sup>89</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 14-15, et Macognin, p. 103.

<sup>90</sup> T 2, pp. 333-334, séances des 18 et 21 juin 1814.



se rend à Turin pour ses propres affaires<sup>91</sup>. Une semaine plus tard le gouvernement, pour éclairer sa lanterne sur le problème des batz, décide de demander les avis de Léopold de Sépibus et de Charles-Emmanuel de Rivaz, qui sont appelés au conseil le 18 juillet. De Sépibus « estime qu'il y aurait encore un bénéfice réel pour le gouvernement d'en faire l'échange à douze centimes, quand même on ne pourrait l'obtenir à raison de onze. Il observe que le peuple attend avec impatience la satisfaction de voir les batz établis à leurs anciens taux, et il pense que le gouvernement ne pourrait la leur refuser sans faire beaucoup de mécontents. » De Rivaz ne contesta pas cette opinion ; mais il se plaça à un autre point de vue : « Il n'apercevait pas une très grande urgence dans la rentrée de la monnaie, se fondant sur l'article du pacte fédéral qui accorde à chaque canton le libre usage de sa monnaie ; que, d'après cette loi, ceux-ci seraient autorisés à rejeter la monnaie de ses voisins ; et qu'il y avait une grande vraisemblance que celle du Valais serait proscrite dans le reste de la Suisse. » Un autre avis fut encore plus radical : « Il a aussi été proposé de prohiber l'entrée de la monnaie transportée, et d'envoyer un exprès qui rejoindrait le sieur Riedmatten »<sup>92</sup>.

Ces avis divergents n'eurent aucun effet. Le 25 juillet, le gouvernement fut « informé du retour du sieur Pierre de Riedmatten, et de son voyage infructueux relativement à l'échange de la monnaie du Valais, qui se trouvait vendue lors de son arrivée à Turin »<sup>93</sup>.

Sans constituer une malhonnêteté à l'égard du Valais — malhonnêteté que la France vaincue eût été obligée de réparer en vertu du traité de paix du 30 mai 1814<sup>94</sup> — le transfert du billon du Valais à Turin a pu obliger le gouvernement valaisan à faire frapper monnaie pour le remplacer. Au demeurant, ce billon, qui était incontestablement devenu propriété française, avait échappé aux Autrichiens grâce à la mesure prise par Rambuteau.

<sup>91</sup> T 2, p. 358.

<sup>92</sup> T 2, pp. 363-364.

<sup>93</sup> T 2, p. 368.

<sup>94</sup> Ci-dessus, p. 235.

On se souvient qu'à son arrivée à Sion, Simbschen avait trouvé au « château » de Valère une batterie d'artillerie française composée de huit canons et de deux obusiers. Il avait naturellement mis la main dessus et commis à leur garde six hommes de la landwehr valaisanne. Le 11 janvier, il ordonne à la ville de Sion d'armer de fusils ces six hommes<sup>95</sup>.

On pourrait s'attendre à ce que les Valaisans n'élèvent aucune objection contre cette mainmise autrichienne sur une propriété assez évidemment française. S'il y avait une prise de guerre à laquelle les Autrichiens pouvaient légitimement prétendre, c'était bien celle-là, semble-t-il. Mais ce n'est pas du tout ainsi que les Valaisans l'entendirent.

Pour les comprendre, il est nécessaire d'avoir présents à l'esprit les faits les plus saillants de l'histoire de l'artillerie valaisanne. Celle-ci se trouve à l'origine intimement liée aux guerres de religion qui déchirèrent les cantons suisses. Les Valaisans prirent une part active à la seconde guerre de Kappel. Quoique arrivés au camp des cinq cantons catholiques au lendemain de la bataille décisive du 11 octobre 1531, ils se comportent très courageusement dans les combats qui suivent et enlèvent huit canons à l'ennemi protestant, canons qui vont former le gros de l'artillerie valaisanne sous l'ancien régime<sup>96</sup>. Ces glorieux trophées, ils durent les laisser à Lucerne pendant plusieurs années, à cause du refus des Bernois de les laisser acheminer en Valais par leur territoire. Finalement, c'est par Uri et la Furka qu'ils arriveront à Sion au début de 1536<sup>97</sup>.

<sup>95</sup> T 5, fasc. 5, n° 5 : *Die Stadt Sitten hat die bei denen Canonen commandierte 6 Mann Landwehr mit Gewehren zu bewaffnen. Am 11n Jänner 1814. Simbschen, Obrist, original.*

<sup>96</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 191, cite approximativement à ce sujet une chronique latine dont le texte exact est le suivant : « Anno 1532, die 21 junii, Vallesiani auxilium tulerunt 7 cantonibus catholicis cum valida militia contra zwinglianae perfidiae fautores. Ex quo praelio 8 tormenta bellica cesserunt et obvenierunt Vallesiis. — Recueil des Roten, p. 311. » (= AVL 530). La date indiquée du 21 juin 1532 nous paraît erronée puisque Schaffhouse, dernier des cantons protestants à faire sa soumission aux catholiques, signa la paix le 31 janvier 1532.

<sup>97</sup> F.-J. Joller, *Stellung der Landschaft Wallis zur sogenannten Reformation bis zum Ausgang der Kappelerkriege*, dans BWG, t. 1, pp. 266-267.

L'artillerie valaisanne comptera quinze pièces en 1798<sup>98</sup>. Elle sera employée contre les troupes constitutionnelles de la République helvétique, soutenues par l'armée française du Directoire. Ce n'était pas, à vrai dire, l'artillerie la plus moderne dont pût alors rêver un conquérant. Les Haut-Valaisans révoltés en 1799 « avaient des canons de bois cerclés de fer, comme aussi des canons de fer ! »<sup>99</sup> Mais, puissants ou non, ces canons ont été enlevés par les armées du Directoire. Et Bonaparte ne les a pas restitués au moment où il a créé, en 1802, la république du Valais, alors que l'année suivante, après l'Acte de Médiation, il « restitua aux XIX Cantons l'artillerie que Brune et Masséna et le commissaire Rapinat leur avait enlevée »<sup>100</sup>. Aussi les Valaisans ont-ils toujours regretté la perte de ces anciens canons. « Nous les avons acquis [...] au prix de notre sang », s'écrie bravement le bon chanoine de Rivaz<sup>101</sup>. Durant les quatorze années napoléoniennes qu'ils ont vécues, les Valaisans ont dû éprouver le douloureux sentiment de frustration d'un peuple non artillé.

On conçoit aisément que, dans ces conditions, les dix pièces d'artillerie laissées à Sion par Hénin de Cuivillers aient semblé sinon une restitution véritable, du moins une juste compensation. Aussi les canons français de 1813 furent-ils naturalisés valaisans par le gouvernement, sûr interprète, en cette affaire, de la volonté populaire. Mais voilà que Simbschen les avait emportés.

Stockalper ne pouvait pas exiger leur restitution aussi longtemps que la guerre menée par la coalition contre Napoléon n'était pas terminée. L'artillerie, en effet, faisait grandement défaut aux armées alliées et maints cantons suisses, abandonnant en cela encore leur neutralité, avaient fourni à l'Autriche canons, obusiers et

<sup>98</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 190. La date de 1798, donnée par l'auteur, n'est qu'approximative.

<sup>99</sup> Massy, p. 310. Deux canons de bois (*Holzkanonen*) sont aussi mentionnés par Stockalper, p. 3, lors de la répression d'un mouvement insurrectionnel du Bas-Valais en 1791.

<sup>100</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 190.

<sup>101</sup> *Ibidem*, p. 191.

munitions<sup>102</sup>. L'affaire des canons « valaisans », saisis par Simbschen en qualité de « propriété française », ne fut cependant pas oubliée. Léopold de Sépibus put la relancer en des jours meilleurs, quand le Valais devenu suisse eut participé, après Waterloo, à la campagne de la Confédération en Franche-Comté ainsi qu'au siège de Huningue, et eut grandement souffert du passage de l'armée de Frimont sur son propre territoire. A l'occasion d'une réception officielle de Metternich à Sion, le 4 décembre 1815, le gouvernement valaisan remet au chancelier d'Autriche une note où il développe le point de vue du Valais sur l'affaire des canons de Sion :

« Enfin, M. le colonel baron de Simbschen a fait emmener huit canons et deux obusiers dont nous étions en possession lorsqu'il est entré avec sa troupe sur notre territoire. Il n'a pu les enlever à titre de conquête, puisqu'il n'est entré qu'en ami chez un peuple qui était en pleine possession de son indépendance, lorsqu'il est venu l'occuper. Nous osons en conséquence nous persuader que Sa Majesté voudra bien nous faire remettre cette artillerie que notre pauvreté actuelle ne nous permet pas de remplacer. »<sup>103</sup>

Le gouvernement valaisan évite très diplomatiquement, dans cette note à Metternich, de parler de restitution, terme trop brutal. Mais l'idée d'une restitution y est implicitement contenue, puisque le Valais dénie à Simbschen tout droit de conquête. D'ailleurs, pour leur usage interne, les Valaisans ne parlaient que de restitution. C'est le terme employé par le gouvernement dans le

<sup>102</sup> Kasser, p. 45, cite Berne, Fribourg, Soleure et Vaud. Il faut y ajouter Lucerne d'après une lettre de Schraut à Metternich, de Berne, 18 février 1814, BAF, VSA, fasc. 248, pièce 41. Schraut fait savoir à Metternich qu'il s'est entremis, à la demande de Schwarzenberg, pour obtenir des canons en Suisse : [...] *machte ich die nöthigen Schritte bey den Regierungen von Bern, Solothurn, Freyburg, Waadt, Luzern und selbst in Zürich* [...] *Geschütz und Munition sind jetzt theils vor Besançon schon eingetroffen, theils auf ununterbrochenen Zuge dahin*, et il joint à la lettre un *Verzeichnis des von den Kantonen Bern, Solothurn, Luzern, Freyburg und Waadt Seiner Majestät geliehenen Geschüzes*. Copie.

<sup>103</sup> « Note remise au prince de Metternich par le Conseil d'Etat, le 4 X-bre 1815, à son passage à Sion », datée de Sion, le 1<sup>er</sup> décembre 1815, copies aux AV, T3, fasc. 5, n° 7, pièce IV, et C.E. *Corresp.*, vol. 1., pp. 23 bis - 26. Autre copie sur l'original : BAF, VSA, vol. 41, fasc. 312, n° 3, pièce 27.

rapport qu'il adresse à la diète valaisanne de décembre 1815 sur sa note à Metternich<sup>104</sup>. Metternich, qui sait ce que parler veut dire, répond de Venise, le 19 décembre 1815, que « Sa Majesté, prenant le plus sincère intérêt aux braves Valaisans, [...] aurait déjà donné l'ordre de leur restituer les neuf [*sic*] pièces de canons et les deux obusiers qu'ils ont perdus, si elle n'avait pas eu l'intention de les dédommager de cette perte d'une manière plus honorable, en ordonnant qu'il soit fondu dans ses arsenaux, expressément pour le canton du Valais, dix pièces de canon et deux obusiers dont elle a le projet de lui faire présent »<sup>105</sup>.

La décision de Metternich était sage. Les petits cadeaux entretiennent l'amitié. Ainsi le chancelier d'Autriche évitait de discuter le sophisme suivant lequel le Valais était, le 29 décembre 1813, « en pleine possession de son indépendance »<sup>106</sup>. D'ailleurs, il ne pouvait se permettre de mécontenter le Valais alors que l'Autriche était installée en Italie, car cela eût conduit les Valaisans à se tourner vers la France. Même une fois connue la lettre de Metternich du 19 décembre 1815, certains Valaisans, tel le chanoine A.-J. de Rivaz, songeaient à demander à Louis XVIII la restitution de l'ancienne artillerie valaisanne saisie par le Directoire<sup>107</sup>.

La promesse de Metternich fut tenue et douze pièces d'artillerie autrichienne vinrent remplacer en Valais les dix pièces laissées par Hénin de Cuvillers. Malgré tous ces avatars historiques, l'artillerie qui précéda en Valais celle de la Confédération suisse, continua et continue encore à être considérée comme un « trophée national »<sup>108</sup>, qualité qu'elle possède par essence en vertu de son origine. Sans doute les yeux de la foi patriotique savent-ils discerner dans

<sup>104</sup> Rz 90, p. 57 et T 3, fasc. 7, pièce IV, copie : « [...] et enfin la restitution de dix pièces d'artillerie, dont s'est servi ledit baron colonel de Simbschen, qu'il n'avait pas restituées ».

<sup>105</sup> Lettre publiée dans le *Bulletin officiel et Feuille d'Avis* (du canton du Valais), n° 1, du mercredi 3 janvier 1816, et reproduite dans Stockalper, pp. 211-212.

<sup>106</sup> Contre ce plaidoyer *pro domo*, voir A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 190.

<sup>107</sup> *Mémoires*, t. II, pp. 190-191.

<sup>108</sup> Deléglise, pp. 8-24.

les canons autrichiens installés sur le côté est de la cour de l'arsenal de Sion les glorieuses bombardées de la seconde guerre de Kappel. Quoi qu'il en soit, l'Autriche a restitué au Valais les canons français qu'elle avait pris à Sion, de sorte que, finalement, les avoirs français saisis en Valais par les Autrichiens en 1814 se ramènent à fort peu de chose : les biens des particuliers furent respectés ; les sels et les tabacs de l'Etat, rendus en grande partie au Valais ; les caisses publiques avaient franchi les monts ; les canons furent remplacés. Les Valaisans, peuple pauvre, savaient faire respecter leurs biens, et même ceux des autres quand ils pensaient pouvoir en devenir les acquéreurs à peu de frais.

#### 4. *Affaires judiciaires et administratives*

Après la suppression des lois et des tribunaux français et la nomination des nouvelles autorités judiciaires des dizains, Louis Pittier réclame à plusieurs reprises la publication « des arrêtés et proclamations » de Simbschen portant transformation de l'organisation judiciaire<sup>109</sup>. Ce n'est que le 14 février qu'il obtient satisfaction, de même que ses ex-collègues<sup>110</sup>. Ainsi pourront-ils se faire gloire d'avoir résisté à l'occupant. Et si Napoléon, une fois de plus, sort vainqueur de la guerre, ils seront en droit de se présenter en Français victimes des Autrichiens.

Moins d'une semaine après le rétablissement des grands châtelains, le gouvernement valaisan, dans sa séance du 27 janvier, arrête que « les avocats et avoués français sont admis à vider les causes commencées et jusqu'à la décision seulement »<sup>111</sup>. Cette

<sup>109</sup> T 1, p. 56, séance du 14 février 1814 du gouvernement provisoire : « Il est déposé sur le bureau une lettre de M. Pittier en date du 11 février par laquelle il réitère la demande de la communication des arrêtés et proclamations portant suppression du tribunal de 1<sup>re</sup> instance et nomination des nouveaux fonctionnaires dans l'ordre judiciaire, lui et ses collègues trouvant bon que ces pièces soient inscrites dans le protocole du tribunal. »

<sup>110</sup> *Ibidem* : « On fera la recherche de ces papiers dans la journée, afin de donner les communications réclamées par les membres du ci-devant tribunal de Sion. »

<sup>111</sup> T 1, p. 33.

mesure va contre les intérêts des avocats non valaisans qui veulent pouvoir plaider des causes nouvelles, sans restriction aucune dans l'exercice de leur profession. Aussi M<sup>e</sup> Hombron, un avocat parisien établi en Valais, adresse-t-il une requête en ce sens, en date du 7 février, au gouvernement provisoire. Mais, en même temps, il informe celui-ci qu'il a déjà pris contact avec Simbschen. Le colonel laisse au gouvernement le soin de prendre la décision ; il assure cependant M<sup>e</sup> Hombron « que sa présence et celle de sa famille dans le Valais ne lui seraient pas suspectes, ni désagréables », et il lui promet de lui en donner acte par écrit<sup>112</sup>. Peu importe au jeune colonel autrichien que les avocats qui exercent dans le département du Simplon soient originaires d'un autre département français. Il lui suffit que la justice ne soit plus rendue au nom de Napoléon. Les Valaisans sont plus soucieux de leur indépendance. Dans sa séance du 27 janvier, le gouvernement provisoire n'a prévu d'exception que pour « les personnes munies de patentes à cet effet par le dernier gouvernement valaisan »<sup>113</sup>, c'est-à-dire par le gouvernement de la république isolée. Aussi le cas de Hombron, qui n'a exercé que sous le régime français, paraît si grave aux trois membres du gouvernement présents à la séance du 14 février<sup>114</sup> qu'ils décident d'ajourner la requête de cet avocat, « jusqu'à la réunion complète du conseil du gouvernement provisoire »<sup>115</sup>.

Le cas de M<sup>e</sup> Hombron est symptomatique de la dualité de pouvoirs qui existe en Valais à cette époque : un simple particulier s'adresse à l'autorité militaire pour une affaire qui relève strictement de l'ordre judiciaire. L'Etat valaisan est pris entre la défense des intérêts de ses ressortissants et la soumission à une volonté étrangère qui veut bien que des Français paraissent en justice, pourvu qu'on ne juge pas suivant la procédure française. Les régimes d'occupation créent toujours des imbroglios.

<sup>112</sup> T 1, pp. 55-56.

<sup>113</sup> T 1, p. 33. Sous le département du Simplon, Hombron était chef du Bureau militaire : « Tout ce qui concerne la conscription, la garde nationale, les services et convois militaires, la gendarmerie, les poudres et salpêtres, etc. se traite dans ce Bureau. » (*Annuaire*, p. 42.)

<sup>114</sup> T 2, p. 164 : de Werra, de Lavallaz, de Rivaz.

<sup>115</sup> T 2, p. 165.

La présence d'un Hombron et celle de ses pareils en Valais n'étaient pas du goût de tout le monde. En mai 1814, Stockalper reçut d'un conseil de dizain haut-valaisan une lettre qui disait :

« Les soussignés, connus de plus près<sup>116</sup> des sentiments qui animent le peuple, se font un devoir, comme c'est le plus grand de chaque fonctionnaire public, d'en prévenir son gouvernement. Et vous prions, Excellents et Magnifiques Seigneurs, le plus instamment, pour la conservation de la confiance, du dévouement et de la soumission que vous méritez à si juste titre de chaque Valaisan, que vous veuillez ne plus permettre d'asile dans ce pays aux avocats, avoués et tout autre Français ou Savoyard, qui se trouvent ici sans aveu, sans biens et sans nécessité, qui se permettent encore d'imposer maints bons Valaisans en achetant des causes et persécutant impitoyablement les pauvres débiteurs, et qui sont capables de fomenter des trames contre la sûreté de vos illustres personnes.

» Par l'éloignement de ces personnes suspectes hors du sein matériel de notre patrie, qui a trop longtemps réchauffé des ingrats, et par le rétablissement de notre chère ancienne constitution, que le peuple désire avec tant d'empressement, autant qu'il dépend de Vos Excellences et qu'elle est compatible avec les circonstances actuelles, Elles s'attacheront les cœurs des Valaisans pour toujours. Ils ne sauront assez montrer leur contentement. Ils s'empresseront de vous témoigner leur reconnaissance et en transmettront le souvenir jusqu'à la dernière postérité. »

Dans un ordre qu'il adresse le 16 mai au « directeur de la Police générale », Stockalper transcrit cette missive, à la suite de laquelle il fixe au 1<sup>er</sup> juin l'expulsion des intéressés, et il ajoute : « Invité à faire ce pas par la voix du peuple, le conseil du gouvernement ne pourrait s'y refuser. [...] Vous sentirez bien, Monsieur le Directeur, que nous ne pouvons pas nous opposer à ces justes demandes, et nous ne voulons nous compromettre par trop d'attentions envers ces étrangers, ni perdre par [là] la confiance et l'attachement du peuple, et nous exposer aux excès de violences »<sup>117</sup>.

<sup>116</sup> Cette formule est une mauvaise traduction d'un texte allemand qui ne nous est pas parvenu. Il faut substituer « informés » à « connus » (l'allemand dirait : *in genauerer Kenntnis der ...*).

<sup>117</sup> T 12, fasc. 1, n° 4, minute, a. n. s.



Il y avait, à cette époque, une réelle agitation dans le Haut-Valais<sup>118</sup>. Stockalper a fait preuve de libéralisme en autorisant jusqu'à cette date l'activité des avocats et avoués français ou savoyards dans le pays. Hombron et ses semblables reçurent avant le 19 mai la notification de l'arrêté d'expulsion qui les concernait<sup>119</sup>.

L'article 1<sup>er</sup> de la constitution du 30 août 1802 proclamait : « La sainte religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat : elle a seule un culte public ; la loi veille à ce qu'elle ne soit troublée ni dans sa doctrine, ni dans son exercice ». Puisqu'on s'efforçait maintenant de revenir en toutes choses à la république de 1802, l'une des premières et des plus notables conséquences de l'abrogation du code Napoléon fut la suppression de la liberté de conscience, suppression qui devait atteindre dans ses intérêts un certain Poulet. Ce personnage imprudent avait eu l'idée de constituer à Sion une bibliothèque publique, que le clergé voyait d'un fort mauvais œil. En effet, ce « cabinet de lecture » mettait à la disposition de ses abonnés « force romans libertins [...] et même des livres contre la religion »<sup>120</sup>. Le commissaire de police fut donc chargé « de l'examen de cet établissement afin de séquestrer les ouvrages qui s'y trouveraient contraires aux bonnes mœurs et d'une lecture dangereuse »<sup>121</sup>. On eut la surprise douloureuse de constater que les romans libertins faisaient les délices des jeunes filles de bonne famille<sup>122</sup>. Le commissaire de police parvint ainsi à séquestrer cent dix-neuf volumes contraires à la morale et à la religion et les remit le 12 février « entre les mains de l'autorité ecclésiastique ». Trois mois plus tard cependant, le conseil du gouvernement décide de les rendre à leur propriétaire, à con-

<sup>118</sup> Voir ci-dessous, pp. 451-452.

<sup>119</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 44, lettre de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz à son mari, de Saint-Maurice, 19 mai 1814 : « M. d'Anglemont, qui est revenu à Sion pour ses affaires, a été appelé par le gouvernement provisoire, et on lui a signifié de s'en aller. On en a fait de même à M. Hombron et autres. Cette mesure est, tu me l'avoueras, bien valaisanne, et ils le deviennent dans ce moment de plus en plus. Ils ne communiquent rien de ce qu'ils font. »

<sup>120</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 335.

<sup>121</sup> T 1, p. 36, séance du gouvernement provisoire du 28 janvier 1814.

<sup>122</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 335 : « On en a retiré quelques-uns d'infâmes des mains de nos demoiselles. »

dition que ces ouvrages pernicious sortent immédiatement du Valais<sup>123</sup>.

Le gouvernement provisoire attendit le 21 février 1814 pour se décider à supprimer les registres d'état civil, et à revenir au système ancien des registres de paroisse, les seuls qui fussent tenus avant l'application en Valais de la législation française. Encore prit-il en ce domaine toutes les précautions nécessaires pour éviter l'incurie des curés<sup>124</sup>. Cette suppression des registres d'état civil, outre qu'elle ne tenait aucun compte de la présence en Valais de citoyens sans religion et de protestants<sup>125</sup>, que les curés, naturellement, n'inscrivaient pas sur les registres de paroisse, devait aboutir en 1842 à de sérieuses difficultés au moment de la condamnation de la Jeune Suisse par l'autorité religieuse<sup>126</sup> et ne trouver sa correction qu'en 1853 par le rétablissement de registres d'état civil pour tous les habitants du Valais<sup>127</sup>.

<sup>123</sup> T 2, p. 313, séance du 10 mai 1814 : « Le sieur Poulet sollicite qu'on lui restitue les 119 volumes que le gouvernement a fait séquestrer et déposer entre les mains de l'autorité ecclésiastique, comme pernicious dans notre pays, le 12 février dernier. — Le conseil décide que ces livres seront restitués à leur propriétaire, en prenant des mesures telles que l'on soit assuré de leur sortie hors du pays, sans qu'ils ne soient jamais répandus dans le public. »

<sup>124</sup> T 1, pp. 74-75 : « M. le vice-président [de Werra] attire l'attention du conseil sur la nécessité de faire remettre entre les mains des curés les registres de naissances, décès et mariages, qui, d'après les ordres donnés par le gouvernement français, ont été déposés entre les mains des maires. Le conseil délibère que les anciens maires remettront, entre les mains des RR. Messieurs les curés, les registres de naissances, décès et mariages, tant anciens que ceux tenus pendant le gouvernement français. On pria Monsieur l'Evêque de recommander à Messieurs les curés la plus scrupuleuse attention dans la tenue de ces registres et d'avoir soin de bien observer dans l'inscription les dates, les noms et prénoms, et surtout de rapporter dans les mariages, autant que possible, quelques degrés des parents des époux. Messieurs les curés seront de même priés par Monsieur l'Evêque d'inscrire dans les anciens registres les naissances, décès et mariages qui ont eu lieu dans les communes pendant le régime français, afin que ces registres ne souffrent point d'interruption. »

<sup>125</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 90, 106.

<sup>126</sup> Voir Seiler, pp. 508-511.

<sup>127</sup> Article 31 de la loi du 25 mai 1852 sur la tenue des registres de l'état civil, exécutoire dès le 1<sup>er</sup> janvier 1853.

## 5. Saint-Maurice, quartier général de Simbschen

Le Valais a vécu, sous l'occupation autrichienne, une sorte de régime bicéphale. Le pouvoir civil, d'une part, demeuré valaisan, était installé à Sion et pratiquait, dans toute la mesure de ses moyens, une politique d'indépendance à l'égard de n'importe quel Etat. L'autorité militaire autrichienne, d'autre part, établit son quartier général à Saint-Maurice, après la promenade militaire de Simbschen en Savoie. On se souvient que celui-ci était revenu de Thonon flanqué d'officiers supérieurs, qui devaient inspecter la place de Saint-Maurice, et d'un officier du génie chargé de la fortifier<sup>128</sup>. Simbschen avait pour mission de la tenir à tout prix, dans le cas d'une attaque venant d'Italie.

Bientôt furent définies les mesures qui s'imposaient pour fortifier Saint-Maurice. Il s'agissait de « mettre le château à l'abri de la bombe » et la ville à l'abri d'une attaque. Pour cela, on dut « étançonner l'intérieur du château et faire des palissades »<sup>129</sup>; on établit aussi sur la rive droite du Rhône, tout près du pont, une « excellente redoute », longue de soixante pieds, large de vingt-huit et haute de neuf<sup>130</sup>. Dès le 25 janvier 1814, la *Gazette de Lausanne* annonce à ses lecteurs qu'« à Saint-Maurice, le bois pour les palissades est sur place »<sup>131</sup>. Et la même gazette répète la même information trois jours plus tard, en ajoutant : « mais il paraît qu'on a ajourné les constructions »<sup>132</sup>. Quatre cent cinquante pièces de bois avaient été demandées<sup>133</sup> à la ville de Saint-Maurice et aux communes des environs, notamment à celle de Massongex,

<sup>128</sup> Voir ci-dessus, p. 173.

<sup>129</sup> T 1, p. 46, lettre du bourgmestre J. de Quartéry au gouvernement provisoire, du 7 février 1814, lue dans la séance du 8 février.

<sup>130</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 27, du 5 avril 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 62.

<sup>131</sup> *Ann. Val.*, 1965, p. 57.

<sup>132</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 8, du 28 janvier 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 57.

<sup>133</sup> T 1, p. 46.

qui exécutèrent les ordres donnés<sup>134</sup>, « ce qui occasionna une coupe de nos plus beaux sapins dans les forêts voisines »<sup>135</sup>.

Heureusement, les travaux n'étaient qu'ajournés, et non abandonnés. Des dix canons que les Français ont laissés à Sion, Simb-schen a dû en diriger quatre sur Thonon à la fin de janvier<sup>136</sup>. Mais il en a gardé un certain nombre à Saint-Maurice<sup>137</sup>, et veut leur donner une installation convenable. Dès le 7 février, le bourgmestre Jacques de Quartéry informe le gouvernement valaisan qu'il est arrivé, pour fortifier les environs du château, un ingénieur autrichien, accompagné de cinquante pionniers du génie<sup>138</sup>.

Ceux-ci se mettent à l'œuvre. Bientôt on peut les voir « démolir la partie du château de Saint-Maurice du côté de Monthey. On dit qu'on doit y établir une batterie »<sup>139</sup>. Mais le gouvernement valaisan a pris les précautions voulues, en confiant la surveillance du château, pour en « empêcher la détérioration », au bourgmestre de Saint-Maurice<sup>140</sup>.

Selon de Quartéry, Saint-Maurice a maintenant « cent logements à fournir, outre tout l'état-major et quarante chevaux »<sup>141</sup>. A vrai dire, c'est déjà beaucoup pour la petite bourgade, qui supporte mal la présence permanente ou transitoire d'hôtes jugés incommodes et trop nombreux. Les autorités administratives se

<sup>134</sup> T 4, fasc. 4, n° 26 : « La commune de Massongex a fourni pour les fortifications du château de cette ville 23 grandes pièces de bois, dont une partie en mélèze, et leur plus juste prix se monte à 50 écus petits », déclaration du maître charpentier François Boccard, légalisée le 11 novembre 1816 par le vice-bourgmestre de Saint-Maurice, Charles Macognin de la Pierre. Voir aussi, pour la commune de Saint-Maurice, la mention de « six plantes de mélèze », dans Macognin, p. 112.

<sup>135</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 13.

<sup>136</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 9, du 1<sup>er</sup> février 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 58.

<sup>137</sup> Macognin, pp. 104-105.

<sup>138</sup> T 1, p. 46.

<sup>139</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 12, du 11 février 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 58.

<sup>140</sup> T 2, p. 46 et T 4, fasc. 4, n° 12 : lettre de Quartéry à Stockalper, de Saint-Maurice, 17 février 1814, a. s.

<sup>141</sup> T 1, p. 46.

plaindront de n'avoir « tout l'hiver et le printemps de 1814 qu'à s'occuper de fournir vivres, logements et charrois au régiment de Gradisca qu'on faisait voiturier depuis le Simplon à Thonon et à Genève, afin, disait-on, de maintenir les communications » entre les troupes de Simbschen et celles de Bubna<sup>142</sup>.

Au surplus, du côté valaisan, l'organisation du service des subsistances et convois militaires ne convenait guère à la ville de Saint-Maurice. Dans sa séance du 10 janvier 1814, la Direction centrale, utilisant le cadre administratif du département du Simplon, avait placé à la tête de chaque arrondissement, un « commissaire des guerres »<sup>143</sup>, mais, à cette occasion, la ville de Saint-Maurice avait perdu, au profit de Martigny, sa qualité de chef-lieu d'arrondissement, en raison de la situation topographique beaucoup plus centrale de Martigny. Pour les réquisitions, Saint-Maurice relevait donc directement d'un commissaire habitant à Martigny, Jacques Berguerand.

La malice du sort veut que Simbschen, quelques jours après son retour de Thonon, installe son quartier général à Saint-Maurice, alors que le commissaire principal, Maurice de Courten, se trouve à Sion, et le commissaire d'arrondissement à Martigny. Le centre militaire du Valais se trouve maintenant loin de sa capitale. Cela ne facilite pas la solution des problèmes pratiques. Mais, eu égard sans doute à l'instabilité des armées en campagne, le gouvernement valaisan laisse les choses dans l'état où elles sont.

Cela ne fait pas l'affaire des autorités civiles de Saint-Maurice. Le bourgmestre de Quartéry, en annonçant, le 7 février, au gouvernement provisoire, l'arrivée des cinquante pionniers du génie, « demande en même temps que le commissaire des guerres [Berguerand] s'occupe de tout l'arrondissement, et non seulement d'un dizain ou d'un endroit ». A la réception de cette lettre, « le conseil délibère d'écrire à M. Berguerand [...] qu'il se rende à Saint-Maurice et ne néglige rien pour que les fournitures des vivres y

<sup>142</sup> Macognin, p. 103.

<sup>143</sup> Voir ci-dessous, p. 330.

soient faites régulièrement, et également autant que possible dans tout l'arrondissement »<sup>144</sup>.

La ville de Saint-Maurice confie la tenue des comptes de ses fournitures aux troupes autrichiennes à un conseiller municipal nommé Louis Biollay, dont elle est fort contente<sup>145</sup>. Mais le commissaire de l'arrondissement de Martigny ne sympathise nullement avec le conseiller municipal de Saint-Maurice et, en septembre 1814, Berguerand veut actionner Biollay en justice pour obtenir le remboursement de fournitures de drap aux Autrichiens<sup>146</sup>. Il n'est pas impossible que cette attitude cassante, si peu conforme aux mœurs valaisannes, ait sa racine dans la rivalité entre les deux cités. Quoi qu'il en soit, elle existe et ne peut que compliquer les relations administratives.

Mais, même si l'entente entre les hommes avait été parfaite, la ville de Saint-Maurice n'en aurait pas eu beaucoup moins à se plaindre du sort qui était le sien, du fait de la présence des Autrichiens, gênante à bien des égards. Ainsi, à la date du 12 février, un piquet de militaires occupe encore le corps de garde du pont de Saint-Maurice, seul poste convenable pour la douane, alors qu'il y a pour eux une place tout indiquée au corps de garde du château, mais qui n'a pas l'heur de plaire à cette troupe vail-lante<sup>147</sup>. Le Dr Charles Macognin de la Pierre, vice-bourgmestre de Saint-Maurice, exprime bien le sentiment général quand il écrit : « La ville eut beaucoup à souffrir de ce mouvement continu des troupes autrichiennes et de la permanence du séjour du quartier

<sup>144</sup> T 2, p. 46.

<sup>145</sup> Macognin, p. 104.

<sup>146</sup> Voir ci-dessous, p. 336.

<sup>147</sup> T 1, p. 52, séance du 12 février 1814 : M. Odet, régisseur des droits d'entrée et de sortie, « fait remarquer au conseil que le corps de garde du pont de Saint-Maurice, qui est le seul propre pour le percepteur de ce poste, est occupé en ce moment par un piquet de militaires autrichiens, tandis qu'il y aurait de la place suffisante au corps de garde du château pour lesdits militaires, ainsi que M. le major Vukassovich en est lui-même convenu, et avait promis d'en faire le changement, mais qu'il n'avait pas encore eu lieu malgré cette promesse. — M. Odet est chargé de faire de nouvelles démarches auprès de M. le major et [des] officiers autrichiens pour obtenir le local du corps de garde, indispensable aux services des droits d'entrée. »

général dans ses murs. Ses habitants étaient obligés de nourrir le soldat matin et soir, le militaire ne recevant de rations que pour un seul repas qui assurément était bien loin d'assouvir l'appétit glouton des Croates, « Polaques » et Hongrois, outre qu'il fallait du vin à dîner et au souper, et l'eau-de-vie au déjeuner »<sup>148</sup>.

Tout vient corroborer les dires de Macognin sur les penchants vers la bibition des militaires d'Europe centrale stationnés en Valais en 1814 : tout d'abord, très officiellement, la décision prise le 15 janvier 1814 par la Direction centrale, autorisant l'importation des vins et eaux-de-vie en Valais, et surtout le résultat financier, si heureux pour les caisses de l'Etat, de cette mesure jugée indispensable<sup>149</sup>.

Une troupe biberonne laisse une impression d'autant plus fâcheuse qu'elle est étrangère et parle des idiomes incompréhensibles. Aussi n'est-il pas étonnant que « Croates, Polaques et Hongrois » ne rencontrent pas toujours la sympathie des Valaisans. Dès la troisième séance de la Direction centrale, à la date du 8 janvier 1814, le vice-président Taffiner « informe l'assemblée que Monsieur le colonel baron de Simbschen se plaignait qu'il s'était élevé des rixes entre des soldats et des habitants, à qui on en a attribué la provocation. Il a été arrêté que Monsieur le vice-président ferait imprimer une proclamation pour exhorter les personnes qui sont dans le cas de loger, d'être déferents envers les militaires, de bien se garder de se prendre à propos avec eux, et, quand ils se croiraient fondés en plaintes contre les militaires, de les porter à la connaissance des officiers, qui s'empresseront certainement de faire droit »<sup>150</sup>.

Même les familles distinguées, qui logent naturellement les officiers, ne sont guère satisfaites de l'honneur qui leur échoit. Dans une lettre du 16 février 1814, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz rappelle à son mari la proposition qu'elle lui avait faite<sup>151</sup> dès le

<sup>148</sup> Macognin, p. 103.

<sup>149</sup> Voir ci-dessus, p. 193.

<sup>150</sup> T 1, p. 10. Ce texte ne fait pas directement allusion à Saint-Maurice. Mais les habitants de cette ville se trouvant « dans le cas de loger », il s'applique au moins autant à eux qu'à ceux des autres communes.

<sup>151</sup> Voir ci-dessus, p. 112, note 18.

25 décembre 1813 : « Je te proposai de fermer la maison et d'aller avec Benjamin. Je désire avec empressement savoir ce que tu en penses. Cet arrangement me conviendrait beaucoup et me débarrasserait d'hôtes bien incommodes, et surtout du désagrément de ne pouvoir les entendre, ce qui fait de nos maisons des tours de Babel. [...] On t'a bien trompé quand on t'a dit que nous étions sans militaires : depuis le 28 décembre, nous en avons toujours eu à Saint-Maurice »<sup>152</sup>.

Au moment où elle écrit ces lignes, M<sup>me</sup> de Rivaz ignore sans doute que, le 15 février, Simbschen a pris la décision d'envoyer à Martigny les cinquante pionniers qui travaillent au château sous la direction du capitaine von Baur et qu'à celui-ci succédera le Valaisan Ignace Venetz. Jacques de Quartéry, bourgmestre de Saint-Maurice, se trouve chargé de fournir, pour remplacer les pionniers, « cinquante ouvriers avec des pioches et pelles »<sup>153</sup>. Ignace Venetz est un ingénieur du corps impérial des Ponts et Chaussées du département du Simplon, que les Autrichiens nomment à cette occasion « officier du génie »<sup>154</sup>. Dès le 17 février, le bourgmestre de Saint-Maurice expose au gouvernement cette situation nouvelle pour sa ville, et il demande au gouvernement que « les autres communes soient appelées à concourir à ces travaux »<sup>155</sup>. Le gouvernement se borne à répondre à Quartéry « qu'il s'adresse pour sa réclamation au commissaire des guerres de son arrondissement », c'est-à-dire à Berguerand<sup>156</sup>. En définitive, la ville de Saint-Maurice et les communes environnantes durent four-

<sup>152</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 36 : lettre de Saint-Maurice, adressée à Ch-E. de Rivaz à Paris.

<sup>153</sup> T 4, fasc. 4, n° 14, note du chevalier de Baur, capitaine, au bourgmestre de Saint-Maurice, a. s.

<sup>154</sup> *Ibidem*, n° 16, note de Venetz au bourgmestre de Saint-Maurice, 17 février 1814. Sur la carrière de Venetz, voir Ignace Mariétan, *La vie et l'œuvre de l'ingénieur Ignace Venetz, 1788-1859*, dans *Bulletin de la Murithienne*, fasc. 76, 1959, pp. 1-51.

<sup>155</sup> *Ibidem*, n° 2, Saint-Maurice, 17 février 1814, de Quartéry à Stockalper, a. s.

<sup>156</sup> T 1, pp. 62-63, séance du 18 février.



nir une moyenne de cinquante hommes par jour<sup>157</sup>. Les travaux durèrent jusque vers la fin du mois d'avril<sup>158</sup>.

Tout cela n'aurait pas été trop grave si les autorités autrichiennes n'avaient pas jugé utile de flanquer Venetz d'un caporal, qui pensait devoir honorer les paysans du Bas-Valais comme un boyard de Transylvanie honorait ses gens. « Un caporal hongrois présidait aux manœuvres, écrit le vice-bourgmestre de Saint-Maurice, et donnait des coups de bâton au moindre repos que les travailleurs voulaient prendre, au point que le conseil fut obligé de promettre vingt batz par semaine à ce barbare pour l'engager à être plus modéré »<sup>159</sup>.

Les paysans transformés en terrassiers recevaient des autorités valaisannes la même nourriture que les pionniers autrichiens qu'ils remplaçaient<sup>160</sup>. Du moins, la ville de Saint-Maurice n'avait pas à les loger. Mais cet avantage fut de courte durée. En effet, les cinquante pionniers partis le 16 février furent bientôt remplacés par quelque deux cents Italiens faits prisonniers du 28 février au 9 mars<sup>161</sup> et dont « il prit fantaisie à Simbschen de former le noyau d'un régiment lombard ». La commune de Saint-Maurice « fut obligée de faire les avances pour les équiper, et de leur donner les

<sup>157</sup> T 4, fasc. 4, n° 15, état dressé par Venetz, a. n. s.; dans ce document « 17 mars » est un lapsus pour « 17 février », comme cela ressort de T 4, fasc. 4, n° 11. Ce dernier tableau, établi par Louis Biollay, secrétaire communal de Saint-Maurice, a. s., fait connaître, p. 3, que l'état T 4, fasc. 4, n° 15, est dû à Venetz, ce que confirme l'examen de l'écriture de Venetz dans le registre « *Minutes des Ponts et Chaussées appartenant à M. l'ingénieur Venetz* », 280 p., aux AV, « *Papiers de l'ingénieur Venetz* ».

<sup>158</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 33, du 26 avril 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 64.

<sup>159</sup> Macognin, p. 103. Sur les mauvais traitements infligés pareillement aux paysans savoyards, voir Roux, t. II, p. 204, citant une lettre du général Dessaix qui, ayant capturé, le 2 mars 1814, une cinquantaine d'Autrichiens, écrit le lendemain au commissaire de Saint-Vallier : « Les habitants sont si indignés des mauvais traitements que l'ennemi leur a faits, que nous avons eu beaucoup de peine à empêcher que l'on assassinât cinquante prisonniers [...] [faits dans un combat] proche de Saint-Julien. » P. Guichonnet écrit (p. 68) qu'après la retraite de Dessaix, « les Autrichiens occupent toute la Savoie. Ils se montrent des maîtres brutaux et détestés. »

<sup>160</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 13 : « [...] auxquels on dut donner l'étape, ainsi qu'aux troupes, à nos frais ».

<sup>161</sup> Voir ci-dessous, pp. 326-327, et Boccard, p. 341.

rations sur le même pied qu'aux Autrichiens »<sup>162</sup>. Il n'est pas interdit de penser, dans ces conditions, que les habitants de Saint-Maurice ont vu avec soulagement les militaires autrichiens de toute nationalité quitter définitivement leur ville.

#### 6. L'annonce d'une offensive française en Valais

Dans sa lettre du 12 janvier 1814 à la Direction centrale, Simbschen avait demandé au gouvernement d'organiser la levée en masse de tous les hommes âgés de 18 à 45 ans capables de porter les armes<sup>163</sup>. Cette mesure parut raisonnable à la majorité de la commission centrale. Cependant Isaac de Rivaz s'y opposa, en neutraliste convaincu qu'il était. Il n'obtint pas gain de cause sur ce point<sup>164</sup>, mais la Direction centrale fut supprimée avant d'avoir eu le temps de rien organiser. C'est pourquoi, dès le 27 janvier, sur le refus opposé à Simbschen d'une nouvelle levée de 466 hommes, Stockalper estime qu'« il serait prudent de faire quelques démonstrations de condescendance aux désirs » du colonel, et « qu'à cet effet on pourrait ériger un corps sous le nom de *landwehr* pour la défense du pays ». Le gouvernement provisoire arrête donc d'en revenir aux « élections par trois classes, telles qu'elles existaient autrefois ». Seront appelés, non pas, comme le désire Simbschen, les hommes âgés de dix-huit à quarante-cinq ans, mais les hommes de dix-huit à trente ans, célibataires ou mariés. Dans les anciens dizains, le contingent à fournir sera d'abord pris parmi les célibataires<sup>165</sup>. Isaac de Rivaz n'ayant aucun partisan au sein du

<sup>162</sup> Macognin, p. 103.

<sup>163</sup> Voir ci-dessus, p. 175.

<sup>164</sup> Rz, cart. 78, n° 19, Isaac de Rivaz, « *Journal de ce qui s'est passé...* ». Le « Conseil des Douze [...] n'en demeura pas moins résolu de prendre part à la défense du pays par la *landwehr* et la *landsturm*, au contraire de mes vues et de celles du conseil de préfecture en premier lieu, qui étaient de laisser faire les armées entre elles, sans nous en mêler. Je pense au surplus qu'aucun des 12 conseillers ne me chargera d'avoir été du parti de l'armement, mais, au contraire, d'avoir maintenu de tout mon pouvoir la soumission passive et rien de plus. »

<sup>165</sup> T 1, pp. 33-34.

gouvernement, y préconise en vain la politique pacifiste qui a toujours été la sienne<sup>166</sup>. A la séance du 5 février, le conseil décide de « baser cet établissement d'une *landwehr* sur l'expression de la lettre de S. E. le prince de Metternich du 14 janvier « *que, de son côté, le Valais concourra à la cause commune*. Il considère que les troupes autrichiennes stationnées en Valais ne suffisent pas à la garde des passages multipliés de cet Etat, et au maintien de la sûreté intérieure. En conséquence, le mode des élections, telles qu'elles existaient en 1795, servirait pour base aux nouvelles levées, qui formeront environ 3000 hommes, desquels seraient extraits 400 hommes pour le service actuel ». Le comte Eugène de Courten est ensuite nommé chef de la *landwehr* valaisanne. Quant à la nomination des autres officiers, elle sera faite par le conseil, qui en conférera préalablement avec le comte de Courten<sup>167</sup>. C'est ainsi que furent nommés les capitaines de chaque dizain<sup>168</sup>.

Par une lettre datée du 4 février, Simbschen a décidé d'organiser une espèce de gendarmerie composée d'hommes de la *landwehr*, décision que le gouvernement provisoire entérine dans sa séance du surlendemain. Des postes sont établis sur toute la route du Simplon et sur celle du Grand Saint-Bernard<sup>169</sup>.

<sup>166</sup> Rz, cart. 78, n° 19, Isaac de Rivaz, « *Journal de ce qui s'est passé...* » : « Dès que le conseil fut réduit à cinq, parmi lesquels je n'avais plus aucun adhérent, toutes mes remarques contre la prise d'armes furent inutiles. »

<sup>167</sup> T 1, p. 41.

<sup>168</sup> Pour celui de Sion, Alexis de Torrenté qui mourut cinq à six semaines plus tard et fut remplacé par Adrien de Riedmatten; pour celui de Sierre, Antoine Preux; pour celui de Martigny, Bruno Gay; pour celui de Monthey, Trombert, de Val d'Illiez. (A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 12). Le procès-verbal de la séance du gouvernement du 28 avril (T 2, p. 145) cite une lettre de « M. Adrien de Riedmatten, capitaine électionnaire du dizain de Sion, qui accepte la place de capitaine. »

<sup>169</sup> T 1, p. 44, séance du 6 février 1814. On y lit une lettre de Simbschen du 4 février, demandant « que soient établies des stations d'ordonnances sur la route de Brigue à Genève, et sur celle du Saint-Bernard. Il en indique les lieux, le nombre d'hommes, qui est de trois dans la plupart des postes et de six dans les lieux de bifurcation, et qu'il y ait à chaque station un signal pour avertir les passants du lieu de la station, et pendant la nuit un falot ». Le conseil décide de « mettre en exécution ». La lettre de Simbschen prouve que ces « stations d'ordonnances » ne sont pas composées de chasseurs valaisans; ceux-ci se trouvant sous l'autorité de Simbschen, sa lettre eût été inutile.

Les choses en sont là et la levée en masse n'est encore organisée que sur le papier quand, le 15 février, Dessaix inaugure aux Echelles le magnifique retour offensif des Français en Savoie, campagne qui devait leur valoir la reprise de Chambéry, le 19 février, et obliger Bubna à s'enfermer dans Genève, après avoir fait couper le pont de Carouge, le 2 mars<sup>170</sup>. Dès le 18 février, le gouvernement valaisan est averti des révélations faites par un déserteur valdôtain de l'armée française au lieutenant autrichien Wallentich, commandant le poste du Grand Saint-Bernard. Selon ce déserteur, une levée en masse des hommes âgés de vingt à cinquante ans serait organisée dans le département de la Doire, et aurait pour mission d'attaquer le Valais le samedi 19 février. D'autre part, les forces françaises à Aoste s'élèveraient à huit cents hommes. Comme il n'y a au Grand Saint-Bernard qu'une patrouille de soixante hommes, la levée en masse des hommes des districts de Martigny et de l'Entremont s'impose de toute urgence. C'est Simbschen lui-même qui a communiqué ces informations au président Stockalper. Celui-ci a déjà donné des ordres au grand châtelain d'Entremont, Luder, pour faire effectuer la levée en masse. Mais il désire que le conseil seconde de tous ses efforts les opérations de cette levée. Le gouvernement nomme aussitôt deux « commissaires », le colonel Augustin de Riedmatten et le capitaine Eugène de Courten<sup>171</sup>, qui prendront toutes les mesures imposées par les circonstances. Ils devront d'abord se rendre auprès du lieutenant autrichien commandant le poste du Grand Saint-Bernard pour se renseigner « sur la foi qu'on doit ajouter à ces bruits, se concerter avec lui et [avec] M. le major [Vukassovich] en résidence à Saint-Maurice, dans le cas où les craintes fussent fondées, prendre les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour opérer la levée d'une milice dans les dizains d'Entremont et de Martigny, qui serait de suite mise à la disposition des commandants autrichiens, et préparer de même, dans les dizains de Saint-Maurice et de Monthey, des levées dans le

<sup>170</sup> *Opérations de Bubna*, p. 182.

<sup>171</sup> de Sion ; il ne faut pas le confondre avec le comte Eugène de Courten, de Sierre.

même genre, afin qu'elles puissent être mises au besoin sur pied.» Munis de ces instructions et d'une lettre de créance qui leur est remise par le gouvernement, les deux commissaires « sont partis de suite en poste pour se rendre à leur destination »<sup>172</sup>. De son côté, le gouvernement se hâte d'adresser aux grands châtelains des dizains l'ordre d'organiser les élections de la milice, ordre qu'ils reçoivent déjà le lendemain, 19 février<sup>173</sup>.

Dans la nuit du 19 au 20 février, à deux heures moins le quart, le vice-président de Werra reçoit à Sion une nouvelle lettre de Stockalper. Il convoque aussitôt une séance extraordinaire du gouvernement pour sept heures du matin, le dimanche 20 février. La lettre de Stockalper révèle, en effet, que Simbschen a résolu de passer le Simplon et d'occuper Domodossola. Il désire que les quatre cents chasseurs valaisans déjà sur pied fassent partie de son expédition. Pendant que les quatre compagnies valaisannes seraient ainsi hors du Valais, trois nouvelles compagnies seraient levées pour les remplacer et protéger éventuellement les frontières du pays.

Simbschen a fait part de son plan au comte Eugène de Courten, « pour se concerter avec lui » dans un entretien qu'ils ont eu en commun avec Stockalper. Celui-ci et de Courten rappellèrent aussitôt au colonel autrichien la position prise à ce sujet par le gouvernement valaisan. « On ne pouvait permettre que les Valaisans fassent partie de son expédition ; [...] cette troupe a été mise sur pied pour rester dans le pays et y défendre les frontières ». La seule concession que le Valais pouvait accorder était de permettre aux Valaisans de s'engager volontairement dans les troupes autrichiennes. « Sur quoi Monsieur le colonel commandant s'exprima qu'il les voulait tous ou point, et que, s'il ne pouvait emmener avec lui les Valaisans, il renoncerait à son projet, et rendait le pays responsable des suites qui pourraient en résulter »<sup>174</sup>.

Une fois de plus, le gouvernement valaisan et Simbschen adoptent une position diamétralement opposée sur la question

<sup>172</sup> T 1, pp. 64-66.

<sup>173</sup> T 1, p. 73.

<sup>174</sup> T 1, p. 70-71.

cruciale de l'emploi des chasseurs valaisans. Cependant Simbschen a un nouvel entretien avec le comte de Courten, « entretien secret » auquel Stockalper ne participe pas. Pour faire avaler au gouvernement une pilule aussi amère, Simbschen fait alors quelques promesses : il n'emmènera avec lui les chasseurs valaisans que jusqu'à Domodossola. Aussitôt cette localité prise, il poussera plus loin avec le reste de sa troupe de sorte que, pour les Valaisans, la campagne ne durera que trois ou quatre jours, et que la nouvelle levée de 300 hommes en Valais ne durera pas davantage<sup>175</sup>.

Stockalper demandait au gouvernement de lui faire connaître sa réponse le jour même, pour que, si elle était conforme aux vues de Simbschen, celui-ci pût commencer immédiatement ses opérations. « Au reste, ajoutait-il en parlant du colonel autrichien, plus tôt il percera, plus tôt le Valais sera déchargé de l'entretien des troupes, parce qu'il les fera nourrir par les Italiens, dès qu'il aura occupé ce pays ». Enfin Stockalper estimait que les 300 hommes chargés de remplacer les chasseurs partis pouvaient « être levés dans les dizains de Viège, [de] Brigue et de Mörel »<sup>176</sup>.

Les quatre membres du gouvernement réunis à Sion, c'est-à-dire « le baron Werra, faisant fonction de président, de Lavallaz, de Rivaz et Maurice de Courten »<sup>177</sup>, se montrèrent encore moins enthousiasmés par le projet de Simbschen que ne l'avait été Stockalper. Dans leur réponse à celui-ci, ils firent à nouveau valoir « que le conseil aurait sans doute préféré de garder les chasseurs valaisans actuellement sur pied pour le service dans l'intérieur du pays et pour protéger la frontière, conditions que Monsieur le colonel

<sup>175</sup> T 1, p. 71 : « Mais sur quelques observations que M. le comte de Courten lui fit, et après un entretien secret qu'ils eurent ensemble, Monsieur le baron Simbschen borna ses demandes à n'amener les Valaisans avec lui que jusqu'à Domo. Cette proposition parut acceptable ; et Son Excellence [Stockalper] la soumit à la délibération du conseil du gouvernement, à qui lui et Monsieur le comte de Courten s'en référèrent. Quant à la nouvelle levée des 300 hommes pour défendre la frontière pendant que les Autrichiens perceraient en Italie, Son Excellence dit que cela ne serait que pour trois ou quatre jours, c'est-à-dire jusqu'à ce que Domo pût être pris et que l'on pût pousser plus loin. »

<sup>176</sup> T 1, pp. 71-72. On remarquera que le canton de Mörel du département du Simplon est considéré comme un dizain.

<sup>177</sup> T 2, p. 182.

baron Simbschen a fixées lors de la levée de ces quatre compagnies, et pour l'observance desquelles le gouvernement tient beaucoup et n'a pas manqué de les faire valoir auprès de Monsieur Simbschen toutes les fois que l'occasion s'est présentée »<sup>178</sup>.

Cependant le gouvernement « embrassant l'opinion ou le préavis » de Stockalper consent à mettre les chasseurs valaisans à la disposition de Simbschen, mais invite celui-ci à prendre les mesures nécessaires pour éviter le pillage dans une région voisine et amie du Valais<sup>179</sup>. Enfin, le gouvernement se décharge entièrement sur Stockalper, « qui se trouve sur les lieux », de « l'organisation de la levée des 300 hommes en remplacement des 400 autres ». La lettre à Stockalper est expédiée par un courrier extraordinaire à deux heures de l'après-midi<sup>180</sup>. Simbschen a donc pu en prendre connaissance le jour même.

On ne sait quelle fut la réaction du colonel autrichien à la réponse du gouvernement provisoire. Sans doute, les Valaisans lui parurent-ils manquer décidément d'élan, et il ne devait guère lui plaire de les entendre lui rappeler avec obstination ses précédents engagements. Ce qui est certain, c'est qu'il abandonne une fois de plus son projet, depuis si longtemps caressé, d'une descente en Italie. Au surplus, il avait reçu de ses chefs l'ordre de s'en abstenir et de se maintenir envers et contre tout à Saint-Maurice pour protéger le flanc gauche de Bubna. Mais même cela lui parut impossible.

Les 22 et 23 février, Dessaix s'emparait d'Aix-les-Bains<sup>181</sup>. Dans les jours qui suivirent, « il se répandait constamment le bruit à Martigny que les Français allaient rentrer dans le pays », et la

<sup>178</sup> T 1, p. 72.

<sup>179</sup> T 1, pp. 72-73 : « Mais comme cette expédition se porte dans un pays qui a toujours entretenu avec le Valais les rapports et les relations du meilleur voisinage, le conseil prie Son Excellence Monsieur le président d'inviter le commandant de notre troupe à surveiller très sévèrement la conduite de nos jeunes gens. On croit d'autant moins blesser l'honneur et la délicatesse de ce commandant que nos Valaisans sont levés depuis peu, et conséquemment encore peu assujettis à la discipline militaire. »

<sup>180</sup> T 2, p. 73.

<sup>181</sup> Six, t. I, p. 345.



ville fut divisée bientôt en deux factions hostiles, dont l'une demanda la médiation du gouvernement<sup>182</sup>.

Un second déserteur français s'est présenté au Grand Saint-Bernard. Comme le premier, il a annoncé une attaque imminente de forces considérables. Comme le premier, il est remis aux Valaisans, qui l'envoient en prison<sup>183</sup>. Les bruits les plus alarmants se répandent partout. On évaluait à dix mille hommes les forces d'une colonne française qui cherchait, disait-on, à pénétrer par le Simplon pour opérer sa jonction avec l'armée d'Augereau, dont les avant-postes s'étendaient jusqu'aux environs de Genève<sup>184</sup>.

Tout le monde ne s'affolait pas. Le gouvernement valaisan, notamment, gardait tout son sang-froid. Le 22 février étaient arrivés à Sion le colonel Augustin de Riedmatten et le capitaine Eugène de Courten, de retour de leur mission dans l'Entremont. Les deux sexagénaires sont entendus le lendemain par le gouvernement provisoire. Ils déposent sur le bureau un certain nombre de pièces contenant les résultats de leur enquête sur les dires des « deux déserteurs valdôtains qui ont été cause des mesures que l'on a prises, par les bruits qu'ils ont répandus de l'invasion des Français en Valais. Il résulte de tout cela que ces bruits étaient faux, et que, par le peu de monde qu'il y a dans la vallée d'Aoste, il n'y a point d'invasion à craindre de ces contrées ». Malgré cette conclusion dont l'avenir allait bientôt révéler la justesse, les deux commissaires, conformément aux instructions qu'ils avaient

<sup>182</sup> T 1, p. 88, séance du 26 février 1814 : « Il est encore produit une espèce de pétition signée Joseph-Frédéric Delay, François Magnin et Marie-Joseph Vouilloz. Ceux-ci exposent [...] qu'il se répandait constamment le bruit à Martigny que les Français allaient rentrer dans le pays, et que l'on ferait arrêter des individus sur les chemins publics pour les fouiller et saisir les papiers qu'ils ont sur eux. Les pétitionnaires demandent Messieurs les barons Stockalper ou Werra, ou Clivaz, fermier de Monsieur l'évêque, pour concilier les deux partis qui divisent cette commune. »

<sup>183</sup> T 2, p. 229, séance du 5 mars 1814 : « S. E. le grand bailli propose de mettre à la disposition de M. le colonel baron Simbschen les nommés Pierre-Dominique Capelle et Jean-Baptiste Pino, déserteurs français, qui sont encore dans la prison de Sion, à la charge du gouvernement. Le conseil accepte cette proposition et prie Son Excellence d'écrire à cet effet à M. le colonel baron Simbschen. »

<sup>184</sup> Boccard, p. 339.



reçues, ont fait prendre les mesures de précaution destinées à parer à toute éventualité, non seulement du côté du Grand Saint-Bernard, mais encore du côté de la vallée de Bagnes et du val Ferret. Ils ont donné des instructions « aux communes du dizain d'Entremont pour organiser une espèce de *landsturm* et pour établir des postes de vingt-cinq hommes dans les passages de Chermotane et de val Ferret ». Ils ont invité le syndic de Bourg-Saint-Pierre, Moret, à « faire ouvrir et maintenir ouverte la route depuis ce village jusqu'à l'hospice, les transports des vivres pour la troupe qui y est se faisant à dos d'homme et d'une manière très coûteuse et pénible ». Le gouvernement se déclare très satisfait de toutes les mesures prises<sup>185</sup>. A la séance du lendemain, lui parvient une lettre du commandant du poste du Grand Saint-Bernard, le lieutenant Franz Wallentich, qui avait fait le coup de feu contre les Français au Grand Saint-Bernard dans les premiers jours de janvier<sup>186</sup>. Il y rend compte de la visite que lui ont faite le colonel de Riedmatten et le capitaine de Courten, qui l'ont informé « qu'on allait mettre en état de marche une certaine quantité de militaires de l'Entremont et Martigny, et demande par quel moyen il pourrait obtenir le secours de ces troupes lorsqu'il s'agirait de défendre le poste du Grand Saint-Bernard et [celui] de Ferret ». Nullement affolé, le gouvernement provisoire décide « que lorsqu'il y aurait une irruption à craindre de la part de l'ennemi, on lève de suite les hommes dans le dizain d'Entremont, pris dans le *landsturm* qui vient d'être organisé. » Quant à Wallentich, on lui répondra « de s'adresser à cet effet au capitaine de la seconde élection de l'Entremont pour faire opérer la levée. Si cependant le danger est moins imminent, Monsieur le commandant voudra bien s'adresser directement au gouvernement, afin qu'il puisse faire une répartition moins onéreuse pour l'Entremont et plus égale entre les autres dizains voisins »<sup>187</sup>.

<sup>185</sup> T 1, pp. 78-79, séance du 23 février 1814.

<sup>186</sup> T 4, fasc. 4, n° 7 : du Grand Saint-Bernard, 22 février 1814, a. s., en allemand.

<sup>187</sup> T 1, pp. 83-84, séance du 24 février 1814. Le capitaine de l'Entremont est Gard.

De son côté, Simbschen semble moins rasséréné que le gouvernement valaisan. Au début de février 1814, informé que les Italiens avaient ouvert la route du Simplon sur une distance correspondant à une heure et demie de marche, il a demandé du secours à Bubna, croyant à une attaque prochaine de ce côté. Bubna, qui ne partageait pas ses appréhensions, lui a cependant envoyé cent cinquante hommes du régiment d'infanterie Benjovskyy n° 31<sup>188</sup> qui, avec le détachement des pionniers du génie, portent maintenant à huit cents le total des Autrichiens stationnés en Valais. Le 26 février, Simbschen fait connaître à Bubna, de Saint-Maurice, « que 700 Français se sont concentrés dans la vallée d'Aoste et 400 près de Domodossola, qui entreprendront probablement bientôt une attaque sur le Grand Saint-Bernard et contre le Simplon »<sup>189</sup>. Les effectifs français cités par Simbschen ne sembleraient pas devoir l'inquiéter, puisqu'il a maintenant sous ses ordres douze cents hommes, Autrichiens et Valaisans, sans compter les paysans organisés dans les milices. Cependant, toutes les rumeurs sur un retour en force des Français lui font craindre le pire ; il ne pense pas pouvoir empêcher l'invasion du Valais, ni tenir le poste si important de Saint-Maurice. Les travaux qu'il fait exécuter pour fortifier le château de la ville et pour élever une redoute sur la rive vaudoise du pont — redoute évidemment destinée à contenir une attaque provenant de la rive valaisanne — sont encore loin d'être achevés<sup>190</sup>. Aussi prend-il une décision lourde de conséquences.

Simbschen, en effet, se prépare à une retraite, et il commence déjà à l'exécuter : il dégarnit le Valais d'une partie des troupes autrichiennes, qu'il envoie dans le canton de Vaud, à Bex, à Aigle, à Chillon et en direction de Vevey, où il expédie même ses bagages

<sup>188</sup> Cordon, p. 242.

<sup>189</sup> *Opérations de Bubna*, p. 181. Au lieu de vallée d'Aoste, le texte dit « Cloester Thal » : il s'agit d'une erreur de lecture de la lettre en allemand de Simbschen.

<sup>190</sup> Ils ne le sont pas encore à la date du 31 mars : voir *Gazette de Lausanne*, n° 26, du 1<sup>er</sup> avril 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 62.

et ses chevaux<sup>181</sup>. Plein d'anxiété, il demeure à Saint-Maurice, prêt à reprendre le chemin de la Suisse<sup>182</sup>.

Ainsi donc, à la fin de février 1814, la force essentielle qui demeure chargée d'arrêter une éventuelle invasion française en Valais est constituée par les chasseurs valaisans et par la milice paysanne qui vient d'être créée. En définitive, comme l'événement le prouvera, le Valais ne sera sauvé que par les Valaisans.

### 7. L'offensive italienne au Simplon (28 février-3 mars 1814)

L'offensive française qui va se dérouler au Simplon du 28 février au 3 mars 1814, est un événement capital de l'histoire du Valais à la fin de l'Empire. Il convient de noter tout de suite que cette offensive n'est française qu'au sens politique du terme : la troupe qui va franchir le Simplon est napoléonienne, mais elle se compose d'Italiens. Il ne s'agit pas de Piémontais, alors citoyens français, mais d'un détachement de la division Severoli : le 6<sup>e</sup> bataillon dit *Guardia del Vice-Re*, d'un régiment du royaume d'Italie. Ce détachement est placé sous les ordres du « colonello Ponti »<sup>183</sup>.

Le 28 février, Simbschen se trouve à Saint-Maurice avec le gros de sa troupe<sup>184</sup>. En renonçant à son projet d'invasion de l'Ossola, il a rendu nulle et non avenue sa précédente décision de faire lever trois cents chasseurs destinés à remplacer ceux qu'il aurait emmenés avec lui au sud du Simplon. Le jour même, le vice-président de Werra lit au gouvernement provisoire une lettre de l'avoyer du canton de Berne, en date du 24 février. Watteville y demande si une précédente lettre de félicitations adressée par l'Etat de Berne au Valais, en date du 13 février, est bien parvenue

<sup>181</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 18, du 4 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 58, et n° 19, du 8 mars 1814, *ibidem*, p. 60. — Boccard, p. 340.

<sup>182</sup> Boccard, p. 341.

<sup>183</sup> Voir ci-dessous pp. 289-290, lettre de Schraut à Metternich ; Boccard, p. 340 ; Gattlen, *Expedition*, p. 431 ; Cordon, p. 246, qui écrit par erreur « Guardia del Vice-Residente ».

<sup>184</sup> Cordon, p. 244.

au gouvernement provisoire. « Dans le doute, il envoie le duplicata de cette première lettre. Il demande aussi s'il est vrai que le vice-roi [Eugène de Beauharnais] opère sa retraite par le Simplon. Il offre des secours dans le cas où nos frontières dussent être inquiétées par cette retraite, au-dessus des forces du pays »<sup>195</sup>.

Le gouvernement valaisan, toujours flegmatique, décide « de répondre de suite à LL. EE. de Berne que la première lettre est exactement parvenue, qu'on y a répondu immédiatement<sup>196</sup>, et que l'on remerciait l'Etat de Berne des offres généreuses qu'il fait d'aider à protéger nos frontières ; qu'il n'y a eu sur le Simplon que de très petites affaires de partis ; qu'on ignore le point de retraite du vice-roi, mais qu'on n'a point de crainte d'une irruption hostile de sa part par le Simplon, et que conséquemment on ne croit pas être dans le cas d'accepter pour le moment la proposition de cet Etat »<sup>197</sup>. Tout va donc pour le mieux dans la meilleure des vallées.

Le soir même, les Italiens surgissent au Simplon. A Brigue se trouvent stationnées la 1<sup>re</sup> et la 4<sup>e</sup> compagnie des chasseurs valaisans, qui comptent ensemble deux cents hommes renforcés de « 25 soldats et quatre ou cinq officiers » autrichiens<sup>198</sup>. Ce sont donc en tout quelque deux cent trente soldats et officiers, placés sous le commandement du capitaine-lieutenant autrichien Gerstäcker. Une patrouille de quarante hommes avait été détachée de cette troupe et se trouvait au Simplon sous le commandement du lieutenant valaisan Kuntschen. Le 28 février, une patrouille semblable, placée sous le commandement d'un autre Valaisan, le lieutenant Willa, partait à son tour pour le Simplon y relever le détachement du lieutenant Kuntschen<sup>199</sup>. Un double hasard allait servir ces deux patrouilles.

<sup>195</sup> T 1, p. 89.

<sup>196</sup> En fait, la réponse du gouvernement valaisan n'a été envoyée que le 23 février : voir ci-dessous, p. 416.

<sup>197</sup> T 1, p. 89, séance du 28 février 1814.

<sup>198</sup> C. E. *Corresp.* pp. 48-49 : *Note confidentielle adressée au Canton Directeur pour établir que le Valais ne peut être regardé par l'Autriche comme un pays par elle conquis*, du 16 octobre 1815.

<sup>199</sup> Cordon, p. 244.

Un paysan de la région, nommé Johann Zumkemi, descendant des chalets d'Alpien, aperçoit l'après-midi une troupe montant d'Italie en direction du Simplon<sup>200</sup>. Il informe aussitôt de sa découverte les chasseurs valaisans. Par bonheur, les deux patrouilles ne se sont pas encore séparées. Elles sont assez fortes pour s'opposer à la petite colonne italienne, qui ne compte que soixante-dix hommes<sup>201</sup>. Elles se postent donc à environ deux kilomètres au-dessous du village de Simplon, au lieu dit Hofstettenegg<sup>202</sup>, où les chasseurs peuvent se mettre à l'abri de vieux murs et surprendre l'ennemi<sup>203</sup>. La colonne italienne est accueillie par un feu nourri qui dure jusqu'à neuf heures du soir. Elle laisse sur le terrain sept morts et les chasseurs valaisans font encore vingt prisonniers<sup>204</sup>.

Un prisonnier ayant fait savoir que la petite troupe à laquelle il appartenait était l'avant-garde d'un corps plus important — ce qui était hautement vraisemblable — les chasseurs valaisans et autrichiens souhaitent évidemment recevoir le renfort de leurs camarades demeurés à Brigue sous le commandement du capitaine-lieutenant Gerstäcker. Celui-ci est informé dans la nuit même des événements du 28 février. Il dépêche aussitôt au Simplon les deux compagnies dont il dispose, qu'il place sous les ordres du lieutenant autrichien Fink. De plus, il fait donner l'alarme dans la région pour mettre sur pied les milices paysannes, qui devront se concentrer à Brigue. En attendant l'arrivée de ces renforts, les

<sup>200</sup> Arnold, *Simplon*, pp. 147-148.

<sup>201</sup> *Bulletin du général de Bubna*, dans *Gazette de Lausanne*, n° 23, du 22 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 61.

<sup>202</sup> Arnold, *Simplon*, p. 148.

<sup>203</sup> *Hofstettenegg* est un terme local désignant un « coin où se trouvent de vieux murs ». Voir Zenklusen, p. 15 : *Hofstatt, Mehrzahl Hofstetten, heissen wir jedes alte Grundgemäuer, das irgendwo sich findet, und das dem Wanderer kundtut, dass er an der Stelle früher irgend ein Gebäude gestanden haben muss, sei es ein Stall, eine Hütte, eine Wohnung oder eine ganze Siedlung*. La carte nationale suisse orthographie *Hofstätten*.

<sup>204</sup> *Bulletin du général de Bubna*, dans *Gazette de Lausanne*, n° 23, du 22 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 61 ; Cordon, p. 244, qui indique en note pour les Italiens 9 morts, 17 blessés et 22 prisonniers, et pour les Valaisans, 1 chasseur légèrement blessé.

deux patrouilles qui gardent la frontière passent la nuit au village de Simplon.

Elles y sont assaillies à l'aube du 1<sup>er</sup> mars par un détachement italien fort de quelque deux cent vingt soldats et officiers. Ployant sous le nombre, elles décrochent du village et se retirent en direction du col. Au refuge VI, près de l'hospice, elles rencontrent enfin le lieutenant Fink, venu à leur secours avec ses hommes. Les deux troupes ennemies sont maintenant d'égale force, mais les Italiens ne sont plus, comme la veille, attaqués par surprise. Après un bref combat autour de la « barrière » du Simplon, les chasseurs valaisans reculent en direction de Brigue, talonnés par les Italiens qui échangent avec eux des coups de feu. Enfin, à sept heures du soir, les Valaisans atteignent le pont de la Ganter. Ils font halte dans le Gantertal, pendant que, de leur côté, les Italiens s'installent à la nuit tombante au hameau de Bérisal, situé un peu plus haut, où ils trouvent le vivre et le couvert<sup>205</sup>. Ils sont à trois heures de marche de Brigue.

Durant cette même journée du 1<sup>er</sup> mars, peu glorieuse pour les armes valaisannes et autrichiennes, les milices des trois dizains de Brigue, de Viège et de Mörel (Rarogne orientale) se concentrent à Brigue avec le peu de fusils et de munitions qu'elles possèdent. Par bonheur, le capitaine-lieutenant Gerstäcker dispose d'un certain nombre de fusils qu'il fait distribuer à des paysans qui n'en ont pas. On parvient ainsi à réunir trois cent cinquante hommes armés, dont quatre-vingt proviennent du minuscule dizain de Mörel<sup>206</sup>.

Gerstäcker prend le commandement de cette troupe. Il a pour subordonnés deux Valaisans, le capitaine Escher, ancien officier au service d'Espagne, et le grand châtelain de Brigue, Gaspard-Emmanuel Stockalper, capitaine de la milice du dizain<sup>207</sup>. Gerstäcker décide d'agir au plus vite.

<sup>205</sup> Arnold, *Simplon*, pp. 148-149.

<sup>206</sup> Voir ci-dessous pp. 274-275 et 278 ; Cordon, p. 245 ; Rz, cart. 81, fasc. 15, n° 25 : *Etat des individus qui ont été tués ou blessés au combat de Bérisal* ; Arnold, *Cestlich-Raron*, p. 190.

<sup>207</sup> Il avait déjà rempli cette fonction sous la république isolée de 1802-1810.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars, il quitte Brigue à minuit avec ses volontaires, qui redonnent aux Valaisans l'avantage du nombre, malgré leur manque d'expérience de la guerre. A deux heures du matin, il atteint le refuge II, où Fink se trouve posté avec ses chasseurs en retraite, à deux lieues au-dessus de Brigue. Gerstäcker divise alors ses cinq cent quatre-vingts hommes en trois colonnes, composées à la fois d'Autrichiens, de chasseurs valaisans et de paysans de la milice, et leur donne ses instructions. On attaquera les Italiens dès l'aube.

En silence, les trois colonnes encerclent Bérisal, et, sur un signal donné, s'élancent toutes en même temps, « poussant jusques aux cieux des cris épouvantables »<sup>208</sup>. Il est cinq heures du matin. Les Italiens complètement surpris tirent à l'aveuglette et se battent pendant une heure et demie. Constatant l'inutilité d'une résistance prolongée, ils se rendent enfin<sup>209</sup>. Ainsi s'achève, le 2 mars 1814, le dernier combat qui ait été livré contre une troupe étrangère sur le territoire de l'actuelle Confédération helvétique.

Les Italiens laissent sur le terrain vingt-trois morts. Ils ont cinquante blessés. Deux Autrichiens, dont le lieutenant Fink, sont tombés au champ d'honneur. Les Valaisans ont trois tués et quatre blessés graves<sup>210</sup>. Tous les Italiens se rendent et sont faits prisonniers. Il y a parmi eux un colonel, un lieutenant-colonel, sept capitaines, seize officiers subalternes, un adjudant-major, un chirurgien.

<sup>208</sup> Ce vers de Corneille, *Le Cid*, acte IV, scène III, vers 1314, nous a paru traduire convenablement la formule de Cordon : *mit einem entsetzlichen Wutgeschrei*.

<sup>209</sup> Cordon, p. 245 ; *Bulletin du général de Bubna*, dans *Gazette de Lausanne*, n° 23, du 22 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 61 ; communiqué du major Vukassovich, dans *Gazette de Lausanne*, n° 18, du 4 mars 1814, publ. *ibidem*, p. 58.

<sup>210</sup> *Bulletin du général de Bubna*, dans *Gazette de Lausanne*, n° 23, du 22 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 61 ; Rz, cart 81, fasc. 15, n° 26 : *Etat des individus qui ont été tués ou blessés au combat de Bérisal*. Selon ce document, les trois morts valaisans sont tous originaires du dizain de Brigue. Ce sont : Ignace Zurflue ; Ignace Falcini et Andreas Schmidt. Les blessés sont Valentin Seiler, Gaspard Zumberg, Jean Imwinkelried, tous trois du dizain de Brigue, et David Murmann, du Lötschental, dans le dizain de Rarogne. Ils durent d'abord payer de leur poche les soins qu'ils reçurent, et ne furent dédommagés qu'en 1819 : Seiler et Imwinkelried reçurent chacun 80 francs ; Murmann et Zumberg, chacun 50 francs ; *ibidem*, pièce annexée.

gien-major et 174 soldats. La fureur paysanne se déchaîne aussitôt contre les prisonniers. On leur arrache tout ce qui a quelque valeur : armes, dagues à poignée d'argent des officiers, plaques, shakos, épaulettes et, bien entendu, monnaie d'or ou d'argent. Comme il n'y en a pas pour tout le monde, la passion du pillage ne respecte plus rien : des paysans dépouillent de ses vêtements le cadavre du lieutenant Fink lui-même et le laissent nu sur le terrain. Gerstäcker doit jouer du sabre sur le dos des montagnards pour rétablir l'ordre et il a fort à faire<sup>211</sup>.

Bérisal ne se trouve qu'à 1526 mètres d'altitude. Le Simplon n'était pas encore reconquis. Mais Gerstäcker n'ose s'aventurer en direction du col, d'où peut surgir, d'un moment à l'autre, une troupe ennemie dont l'importance n'est pas connue. Il demeure donc autour du refuge IV, près de Bérisal<sup>212</sup>, et redescend le soir vers Brigue, avec ses prisonniers, après avoir laissé une soixantaine d'hommes de la milice au refuge II<sup>213</sup>.

Le lendemain, 3 mars, à sept heures du matin, arrive à Brigue la milice paysanne du dizain de Rarogne occidental, sous le commandement du capitaine Gattlen, ancien soldat des armées françaises d'Italie, le seul Valaisan connu qui ait franchi le Grand Saint-Bernard dans l'armée de Bonaparte en 1800<sup>214</sup>. De Loèche arrivent, le même jour, trente-neuf hommes que commande le lieutenant François-Joseph Willa<sup>215</sup>. Tous ces montagnards ont sous les yeux le détachement italien fait prisonnier. Ils jettent des regards d'envie sur les trophées pris à l'ennemi la veille par les paysans, qui les leur montrent avec orgueil. Plusieurs combattants de Bérisal, particulièrement habiles, passent pour avoir extorqué aux vaincus une centaine de pièces d'or. Il y avait là de quoi enflammer d'ardeur guerrière les nouveaux arrivants.

L'après-midi, Gerstäcker, qui a apprécié la valeur militaire des montagnards, n'hésite pas à confier au capitaine Gattlen la

<sup>211</sup> Cordon, pp. 245-246 ; Gattlen, *Expedition*, pp. 429-430.

<sup>212</sup> Cordon, p. 246.

<sup>213</sup> Gattlen, *Expedition*, p. 430.

<sup>214</sup> Gattlen, *Souvenirs*, pp. 1-62.

<sup>215</sup> BG, litt. F, n° 27, a. s. Le nom est orthographié « Villa ».



mission de réoccuper le Simplon. Il lui donne trente chasseurs autrichiens, six cents hommes des milices, et des lieutenants pour les encadrer, parmi lesquels les trois Valaisans Kuntschen, Willa et Weger<sup>216</sup>. Arrivé avec sa troupe du refuge II, Gattlen renvoie à Brigue les soixante hommes qui s'y trouvent depuis la veille au soir, et continue à avancer dans le Gantertal. A peine a-t-il marché une demi-heure que sa milice a la bonne fortune de tomber sur un convoi ennemi transportant, sur des traîneaux, du ravitaillement et des munitions, ainsi que la caisse du bataillon<sup>217</sup> fait prisonnier la veille. La victoire valaisanne de Bérisal a été si complète que pas un Italien n'a pu s'échapper pour informer les arrières de l'issue du combat. Aussi le convoi n'est-il protégé que par quarante à cinquante hommes commandés par un officier, tous parfaitement ignorants des événements. Leur surprise est totale. Après l'inutile échange de quelques coups de feu, ils se constituent prisonniers et l'officier remet son épée à Gattlen.

Avec la même fureur que les combattants de Bérisal, les six cents Valaisans se jettent sur les traîneaux et sur les prisonniers. Ceux-ci, bien entendu, sont privés de leurs armes et de leur équipement militaire<sup>218</sup>. On pille et l'on dépouille à qui mieux mieux, et l'on se dispute parfois à deux ou à trois le même butin. Quelques-uns songent déjà à faire demi-tour avec leurs trophées et ce n'est que le pistolet à la main que Gattlen parvient à rétablir l'ordre.

Il fait déjà nuit quand la troupe parvient à Bérisal où une grange incendiée brûle depuis la veille, entourée de cadavres

<sup>216</sup> Gattlen, *Expedition*, pp. 429-431 nomme Weger. Kuntschen et Willa sont nommés par Cordon, p. 246, qui date par erreur du 2 mars la réoccupation du Simplon : voir *Bulletin du général de Bubna*, dans *Gazette de Lausanne*, n° 23, du 22 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 61. Pour cette réoccupation, nous suivons Gattlen, qui l'a exécutée.

<sup>217</sup> *Bulletin du général de Bubna*, dans *Gazette de Lausanne*, n° 23, du 22 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 61.

<sup>218</sup> Gattlen, *Expedition*, p. 433 : « De tout le butin que mes hommes et moi avons pris lors de cette marche vers Simplon, je gardai six fusils, deux petits tonneaux de poudre et un beau tambour. Je conservai un fusil en souvenir, ainsi que l'un des tonnelets de poudre, car j'avais l'intention de construire. Je fis don de tout le reste à la commune de Rarogne, qui a employé la poudre pour la construction de chapelles. »

qui n'ont pas encore été relevés. A la barrière du Simplon, Gattlen capture quelques gendarmes qui portent des dépêches adressées au colonel Ponti. Plus loin, plusieurs traînards italiens connaissent le même sort, et vont rejoindre en captivité leurs camarades vaincus, après avoir été, comme eux, complètement détroussés. Gattlen laisse faire, estimant convenable que ses hommes soient dédommagés de leurs peines.

Il a envoyé en avant-garde au village de Simplon, un détachement sous le commandement du lieutenant Weger, ancien officier au service du Piémont. Mais celui-ci a avancé sans se couvrir suffisamment. L'ennemi qui se trouvait à Simplon est averti assez tôt de l'avance de cette avant-garde, pour évacuer le village à temps et se retirer en Italie. Plus rien n'arrivera de ce pays. Gattlen le regrette d'autant plus que les dépêches qu'il avait saisies sur les gendarmes informaient le colonel Ponti de l'arrivée prochaine de renforts et de munitions devant déjà se trouver à Simplon. Du moins le village et le col sont maintenant à nouveau tenus par les Valaisans.

Le bilan des journées du 28 février au 3 mars est très favorable aux Valaisans. Ils ont eu trois tués et quatre blessés. Mais l'ennemi a perdu au moins trois cents hommes : quelque trente morts et deux cent soixante-dix prisonniers. De plus, un butin appréciable est tombé aux mains des vainqueurs.

#### 8. *La contre-offensive autrichienne en Italie (8-9 mars 1814)*

Un des résultats les plus immédiats de l'offensive italienne au Simplon fut un certain changement d'attitude de la part du gouvernement valaisan. Le 1<sup>er</sup> mars, le gouvernement provisoire songe encore à profiter d'un voyage projeté par le comte Eugène de Courten, qui désire se rendre auprès du grand quartier général des Alliés « pour ses propres affaires » ; le gouvernement décide de charger de Courten d'une lettre pour Metternich, lettre où le Valais prierait le chancelier « d'envoyer [...] un commissaire autrichien pour présider à la création de la constitution »<sup>219</sup>. Nul ne

<sup>219</sup> T 1, pp. 92-93.

songe alors que la présence du comte de Courten puisse être utile en Valais. Et de Courten ne le pense pas davantage.

Simbschen écrit, le 2 mars, au gouvernement provisoire pour l'informer « que l'ennemi faisant ses derniers efforts cherche à se rendre maître de Genève, de la Suisse et du Valais. L'époque décisive est donc arrivée, dit-il, où le peuple du Valais peut disposer de son sort, et où ceux qui aiment leur patrie et leur indépendance doivent en donner les preuves »<sup>220</sup>. Cette lettre est un véritable cri d'alarme. Elle fait allusion à la fois au recul valaisan du 1<sup>er</sup> mars, et à l'offensive française qui se développe aux environs de Genève<sup>221</sup>. Le but du colonel autrichien est de galvaniser autant que possible les énergies valaisannes dans un moment critique. Ce n'était pas inutile. Le 2 mars, en effet, le gouvernement valaisan ne tient pas séance. Mais, ce jour-là, Isaac de Rivaz, faisant fonction de secrétaire, écrit une lettre où il exprime, une fois de plus, ses convictions de pacifiste impénitent. Cependant, il devra en modifier une grande partie<sup>222</sup>. Dès le 3 mars, tout est changé. Simbschen est informé du combat de Bérisal et il donne l'ordre au major Vukassovich de publier un communiqué de victoire dans la *Gazette de Lausanne*, communiqué qui paraît dès le lendemain<sup>223</sup>.

C'est aussi le 3 mars que Stockalper rend compte brièvement au gouvernement valaisan de la victoire de Bérisal. Mais ce sont surtout les résultats des interrogatoires de prisonniers qui le préoccupent. Il en résulte, en effet, que « 150 hommes d'un côté, trois bataillons d'un autre, et même, dit-on, 6000 hommes doivent encore percer par le Simplon ». Aussi le gouvernement décide-t-il, eu

<sup>220</sup> T 1, pp. 89-90.

<sup>221</sup> Dessaix chasse les Autrichiens de Saint-Julien le 1<sup>er</sup> mars. Les Français sont à Carouge au matin du 3 mars : voir Roux, t. II, pp. 204 et 247. Le 1<sup>er</sup> mars également les Français reprennent le Fort de l'Ecluse : voir *Opérations de Bubna*, p. 182.

<sup>222</sup> Rz, cart. 78, fasc. 19, Isaac de Rivaz, *Journal de ce qui s'est passé...* : « Le 2 mars encore, le défaut de secrétaire m'obligea à écrire une lettre, où je manifestai encore ma répugnance pour la guerre ; où je fus obligé de changer une bonne partie. Et enfin je me décidai à ne plus écrire, ce que j'ai mis à exécution. »

<sup>223</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 18, du 4 mars 1814, publ. dans *Vallesia*, 1965, p. 58. Voir ci-dessous, p. 292.

égard aux offres généreuses faites précédemment par l'Etat de Berne, de demander à LL. EE. « de prompts secours en munitions et, si faire se peut, en hommes ». En attendant, le gouvernement donnera des ordres à Jean-Joseph Lorétan, syndic de Loèche-les-Bains, « de tenir autant que possible la Gemmi ouverte et praticable » et il charge le comte de Courten « de se rendre sur-le-champ à Brigue pour prendre le commandement de la *landwehr* qui est actuellement sur pied et concerter avec messieurs les officiers autrichiens les mesures de défense qu'il convient de prendre dans ce moment »<sup>224</sup>.

Tout désigne le comte de Courten pour une telle tâche : « ses talents militaires, ses sentiments de patriotisme, sa noble valeur et la confiance sans bornes dont il jouit parmi le peuple valaisan »<sup>225</sup>. Cependant, il est si connu pour son attachement à l'ancien régime qu'au sein même du gouvernement un Isaac de Rivaz craint qu'avec un tel chef les milices du Haut-Valais soient employées à réduire à nouveau en sujétion le Bas-Valais<sup>226</sup>.

Vaines craintes, le comte Eugène de Courten s'acquitte consciencieusement de sa tâche. Dès le 3 mars, il est à Brigue, où il prend le commandement des milices. Il ordonne au capitaine Dominique Weger, ancien officier au service de France, « de garnir et d'observer » les cols de l'Albrun et du Gries, qui font communiquer le Valais avec l'Italie, au nord du Simplon, ainsi que le col du Nufenen, situé entre le Valais et le canton suisse du Tessin<sup>227</sup>. Il sollicite aussi du gouvernement valaisan « la restitution momentanée des fusils pris sur les ennemis par les paysans de la *landwehr* des dizains de Brigue, de Viège et de Mörel ». En réponse, le gou-

<sup>224</sup> T 1, pp. 94-95.

<sup>225</sup> T 1, p. 95.

<sup>226</sup> Rz, cart. 78, fasc. 19, Isaac de Rivaz, *Journal de ce qui s'est passé...* : « Le commandement des troupes fut donné à M. le comte de Courten. Et, dès lors, la crainte me vint que les troupes levées dans le Haut-Valais pour la défense du Simplon, ne se dirigent sur le Bas-Valais pour le soumettre. »

<sup>227</sup> T 1, p. 97 : « Il dit aussi qu'il a ordonné à Monsieur le capitaine Weger de garnir et d'observer les passages, dans le dizain de Conches, de Binn, du Gries, du Nufenen. »

vernement provisoire, qui ne se fait pas trop d'illusions, note prudemment : « On ne perdra pas de vue la demande des fusils »<sup>228</sup>.

A peine le colonel Simbschen a-t-il connaissance de la victoire des chasseurs valaisans à Bérisal, qu'il change ses plans. Il commence par faire rentrer en Valais toutes celles de ses troupes qu'il avait dirigées précédemment dans le canton de Vaud. Désirant sans doute que les Valaisans les revoient le plus tôt possible, il fait même rentrer par Chessel et la Porte-du-Sex les détachements autrichiens qui se sont avancés jusqu'à Chillon et la route de Vevey. Ces troupes, ainsi que toutes celles qui se trouvent dans le Bas-Valais, sont dirigées à la hâte vers le Simplon<sup>229</sup>. Les premières arrivées à Brigue sont la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> compagnie des chasseurs valaisans, qui n'ont jamais quitté le Valais ; elles sont bientôt suivies de deux compagnies autrichiennes, qui étaient restées à Saint-Maurice. En même temps qu'il fait procéder à ces déplacements de troupes, Simbschen écrit à Bubna pour lui demander instamment des renforts<sup>230</sup>.

Le 4 mars, Simbschen arrive à Simplon, en compagnie du comte de Courten, commandant de la *landwehr* valaisanne, et du colonel de Werra, de Loèche. Ces derniers ont amené avec eux la milice du dizain de Sierre et un second contingent de Loèche, qui s'ajoutent aux six cents hommes avec lesquels Gattlen a réoccupé le Simplon la veille. Les quatre chefs décident de laisser le Simplon à la garde de Gattlen, avec trois cents hommes pris dans l'ensemble des milices, et de renvoyer tous les autres paysans chez eux<sup>231</sup>.

Mais Simbschen ne s'en tient pas là. Ecartant le capitaine-lieutenant Gerstäcker, dont l'état de santé laisse à désirer, il place le capitaine Luxem à la tête des chasseurs valaisans<sup>232</sup> et lui ordonne de passer avec eux le Simplon. Le même ordre est donnée à une partie des troupes autrichiennes. Quant au capitaine Gattlen, il devra tenir le Simplon jusqu'au 10 mars avec la

<sup>228</sup> T 1, p. 97.

<sup>229</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 19 et 20, des 8 et 11 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 60.

<sup>230</sup> Cordon, p. 246.

<sup>231</sup> Gattlen, *Expedition*, p. 431.

<sup>232</sup> Cordon, p. 246.

*landwehr* valaisanne<sup>283</sup>. Par une lettre du 7 mars, Simbschen demande au gouvernement provisoire de faire des approvisionnements et lui transmet à cette occasion le tableau du mouvement de troupes qu'il a prévu en Valais, en même temps qu'il fait avancer les chasseurs valaisans en Italie<sup>284</sup>.

Après avoir évacué Simplon le 3 mars, les Italiens ne cessent d'envoyer en direction de ce village de petites patrouilles de reconnaissance qui partent du poste d'Iselle et ont comme mission de tâter l'ennemi pour découvrir ses positions et évaluer ses forces. Ces patrouilles n'hésitent pas à franchir la frontière et à monter plus haut que Gondo. Le capitaine Luxem l'ayant appris, fait occuper par ses soldats la souste de Gondo, bâtiment de cinq étages, flanqué d'une tour forte à sept étages<sup>285</sup>. Dans la nuit du 7 au 8 mars, la patrouille italienne qui survient est surprise par la troupe de Luxem et capturée tout entière. Aussitôt Luxem oblige ses prisonniers à quitter leurs uniformes, dont il revêt ses propres soldats. Sous ce déguisement, ceux-ci descendent jusqu'à Iselle, emmenant avec eux un de leurs prisonniers qui connaît le mot de passe. Grâce à ce stratagème, les Italiens qui gardent le poste d'Iselle croient naturellement qu'ils ont affaire à leurs camarades revenant de Gondo. Quand ils se rendent compte de la ruse, il est trop tard. Le poste d'Iselle se trouve totalement mis hors de combat et envoyé en captivité par le Simplon<sup>286</sup>. Ainsi tombent entre les mains des Autrichiens un officier et vingt-deux hommes. Iselle est occupé par Luxem le 8 mars<sup>287</sup>.

Le lendemain, 9 mars, avec toutes les troupes autrichiennes et valaisannes dont il dispose, il attaque Domodossola. Une fois de plus, l'ennemi est surpris et n'oppose pas de résistance. Luxem

<sup>283</sup> T 2, p. 218, selon lettre du comte Eugène de Courten au gouvernement provisoire, en date du 8 mars 1814.

<sup>284</sup> T 4, fasc. 2, n° 1, original, en allemand. Voir T 2, p. 216, séance du 8 mars 1814.

<sup>285</sup> Arnold, *Simplon*, p. 152. L'auteur nomme *Stockalperschloss* la souste de Gondo construite par Gaspard Stockalper au XVII<sup>e</sup> siècle. Voir André Donnet, *Guide artistique du Valais*, Sion, 1954, p. 103.

<sup>286</sup> Silva, pp. 316-317.

<sup>287</sup> T 2, p. 222, séance du 10 mars, selon une lettre du comte de Courten.

fait prisonniers un lieutenant-colonel, deux officiers et quelque cent cinquante soldats, ce qui, avec la prise du poste d'Iselle, porte à plus de cent soixante-dix le nombre des Italiens tombés aux mains de l'ennemi lors de l'offensive autrichienne en Italie. Peut-être y en eut-il encore quelques-uns par la suite. De plus, Luxem s'empare de nombreuses munitions et de vivres<sup>238</sup>.

### 9. L'occupation autrichienne de Domodossola et la défection valaisanne (10-25 mars 1814)

Quel qu'ait pu être le rôle joué par les chasseurs valaisans dans la prise de Domodossola, il ne semble pas que celle-ci les ait beaucoup réjouis. Bien loin de resserrer les liens entre Autrichiens et Valaisans, l'offensive de Luxem en Italie va creuser entre eux un fossé profond.

Simbschen, qui demeure toujours à Saint-Maurice, et qui fait avancer ses troupes dans l'Ossola, a cependant besoin de maintenir le Valais militairement occupé. Il a demandé des renforts

<sup>238</sup> La date du 9 mars est confirmée: 1° par une «communication officielle» du gouvernement valaisan en date du 13 mars 1814, Stockalper, pp. 149-150; 2° par une lettre du comte de Courten au gouvernement provisoire, citée en T 2, p. 222; 3° par Cordon, p. 248. — Le nombre des prisonniers est donné par Gattlen, *Expedition*, p. 431. — On a souvent confondu l'affaire d'Iselle avec la prise de Domodossola, d'où les divergences sur le nombre des prisonniers, etc. On a aussi réuni les deux événements en un seul; c'est le cas notamment pour le bulletin du général de Bubna, publié dans la *Gazette de Lausanne* du 18 mars 1814, cité dans *Ann. Val.*, 1965, pp. 60-61, qui date du 8 mars la prise du «poste de Domodossola» et parle de «200 soldats» prisonniers. — La surprise des Italiens à Domodossola ressort de ce bulletin de Bubna, de «Bulletins officiels» résumés par le *Journal suisse* du 5 avril 1814 (voir *Ann. Val.*, 1965, p. 62) et de la «communication officielle» du gouvernement valaisan (Stockalper, p. 149) qui parle d'un «léger combat où un lieutenant-colonel, quelques officiers, une quarantaine d'hommes, de nombreuses munitions et des vivres sont tombés» au pouvoir des Autrichiens et des Valaisans. Aucune de nos sources ne mentionne des tués ou des blessés pour l'un ni pour l'autre parti. Pour le nombre des prisonniers, le gouvernement valaisan est contredit non seulement par le bulletin de Bubna, mais encore par Gattlen qui se trouvait à Simplon, où les prisonniers sont passés, et surtout par le nombre des Italiens qui ont pris du service dans deux compagnies constituées par Simbschen. Voir ci-dessous, pp. 326-327.

à Bubna. Avant le 6 mars déjà, un corps sarde composé de Savoyards royalistes, et comprenant vingt-trois officiers et cent quarante hommes, arrive à Vouvry et fait route vers Saint-Maurice<sup>238 bis</sup>. De ce corps où les officiers sont trop nombreux, Simbschen tirera une compagnie régulière. C'est évidemment insuffisant pour remplacer les chasseurs valaisans envoyés au-delà des monts. Aussi Simbschen songe-t-il à se procurer d'autres renforts. Il doit faire flèche de tout bois, car il est pressé. C'est pourquoi les Italiens qui viennent d'être faits prisonniers à Bérisal lui paraissent tout à fait aptes à occuper le Valais pendant que les Valaisans se battent. Dès le 4 mars, cent vingt-huit prisonniers arrivent à Sierre où ils sont remis au bourgmestre Jacques Preux<sup>239</sup>, avant de continuer leur route vers Sion « au milieu des huées et des mépris d'une population irritée »<sup>240</sup>. Ces vaincus n'ont malheureusement plus leurs fusils, dont se sont emparés les paysans de la *landwehr*. Aussi Simbschen charge-t-il le grand châtelain de Brigue, Gaspard-Emmanuel Stockalper, de « prier » le comte de Courten, commandant de la *landwehr*, qu'il donne des ordres, aux hommes qui ont été « armés par les Autrichiens pour la brillante expédition de Bérisal, de restituer les fusils qui leur avaient été distribués, pour en armer un nouveau corps franc composé des mêmes Italiens qui avaient été pris par les Valaisans à Bérisal ». Cette demande constitue une faute psychologique. Simbschen n'est pas un diplomate. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le grand châtelain Stockalper et le comte de Courten, réagissant en Valaisans, « témoignent tous les deux leur surprise pour une aussi étrange conduite, de désarmer des braves Valaisans pour en armer des Italiens qui viennent d'être pris, et dont la fidélité peut encore être suspecte ». De Courten fait connaître ce point de vue au gouvernement provisoire, en même temps qu'il l'informe de la demande de Simbschen et de la décision de celui-ci de faire avancer les chasseurs valaisans à Domodossola<sup>241</sup>.

<sup>238 bis</sup> T 2, p. 224.

<sup>239</sup> BG, litt. F, pièce 26, a. s.

<sup>240</sup> Boccard, p. 340.

<sup>241</sup> T 2, p. 218, lettre du comte de Courten, en date du 8 mars.



Dès qu'il a connaissance de cette décision, le gouvernement provisoire « décide de faire connaître » à Simbschen « que l'intention la plus constante du gouvernement a été de tout temps de s'opposer à ce que les quatre compagnies de chasseurs valaisans qui sont sur pied et qui ont été levées pour la défense de la patrie ne sortent point hors des frontières du pays<sup>242</sup>, n'étant pas dans les pouvoirs ni la volonté du gouvernement d'admettre cette sortie ». Le gouvernement au complet décide que de Courten fera connaître cette décision officielle « par un ordre du jour à la tête des compagnies. [...] Quant à la restitution des fusils réclamés par MM. les officiers autrichiens, cette affaire ne concerne en rien le gouvernement, elle restera sans réponse »<sup>243</sup>. Une fois de plus, le gouvernement du Valais s'oppose à ce que Simbschen utilise à sa guise les chasseurs valaisans.

Dans la nuit du 9 au 10 mars, Stockalper reçoit la réponse du comte de Courten aux instructions du gouvernement. Il est trop tard pour les exécuter et Eugène de Courten est visiblement ennuyé. Le 8 mars déjà, les troupes autrichiennes ont pris Iselle. Le 9, elles ont « marché sur Domodossola ». C'est pourquoi de Courten « observe que l'ordre du jour concerté hier ne serait plus utile. Dans le moment même, il a convoqué M. le baron de Werra et M. Delasoie pour concerter sur ce qu'il y aurait à faire en cette circonstance ». Avec une belle opiniâtreté, le gouvernement décide « que l'on continuerait à faire connaître cet ordre du jour aux troupes, bien que déjà hors des frontières, à moins que M. le comte de Courten ne trouve des inconvénients majeurs, mais que, sans quelque circonstance importante inconnue ici, l'ordre devait être envoyé ainsi qu'il a été délibéré »<sup>244</sup>.

Le 11, le comte de Courten adresse au gouvernement une lettre que celui-ci reçoit le jour même. Décidément le commandant de

<sup>242</sup> Ici un passage biffé dans le procès-verbal : « sauf ceux des chasseurs qui voudraient suivre volontairement les Autrichiens dans l'expédition qu'ils paraissent entreprendre sur l'Italie ». Cette suppression éclaire la discussion qui a eu lieu et montre la rigueur du point de vue adopté.

<sup>243</sup> T 2, p. 218, séance du 9 mars 1814. Sont présents : Stockalper, de Werra, Delasoie, de Lavallaz et de Rivaz.

<sup>244</sup> T 2, p. 222, séance du 10 mars 1814. Sont présents : Stockalper, de Werra, Delasoie, de Lavallaz, de Rivaz.

la *landwehr* valaisanne est fort ennuyé. Il « fait connaître les inconvénients de notifier l'ordre du jour à nos quatre compagnies de chasseurs sur leur sortie hors des frontières du pays ; que d'ailleurs ce serait presque sans résultat, puisque les officiers qui sont à la tête de ces compagnies désirent généralement servir en Autriche et que, conséquemment, ils traîneraient presque tous les soldats dans leur parti, ce qui rendrait cet ordre du jour illusoire. Il croit plus convenable de s'entretenir sur cet important objet avec M. le colonel Simbschen. Il lui paraît donc, dans cet état de choses, que le gouvernement pourrait émettre une proclamation qui fît connaître au peuple que tout individu incorporé dans ces quatre compagnies qui voudrait se rapatrier, peut le faire, sans qu'il puisse être considéré comme déserteur ni par les Autrichiens, ni par le gouvernement »<sup>245</sup>. Retenant cette suggestion d'Eugène de Courten, le gouvernement rédige une « communication officielle » qu'il fait publier dans toutes les communes. Datée du 13 mars, elle annonce la prise de Domodossola et poursuit :

« Le conseil du gouvernement provisoire a cru devoir instruire le public de cet heureux événement et des intentions bienveillantes de M. le colonel baron de Simbschen, par lesquelles, ensuite des engagements pris avec le gouvernement, il ne fera pas dépasser à vos braves militaires les limites que la défense de la patrie exige, à l'exception de ceux qui s'engageraient volontairement »<sup>246</sup>.

C'était mettre Simbschen au pied du mur et lui rappeler publiquement les promesses qu'il avait faites verbalement, le 19 février, au baron Stockalper et au comte de Courten<sup>247</sup>. Malgré les suggestions de ce dernier, aucun contact n'a été pris avec le colonel autrichien. Tout a été décidé entre Valaisans, et d'un point de vue strictement valaisan.

Mais, plus importants sans doute pour le colonel autrichien que les sentiments du gouvernement provisoire, sont les événements qui surviennent à Domodossola au moment même où le gouvernement et de Courten discutent de l'opportunité d'adresser un ordre

<sup>245</sup> T 2, p. 260, séance du 11 mars 1814.

<sup>246</sup> Publ. par Stockalper, pp. 149-150. La minute de ce document, T 4, fasc. 4, n° 28, porte la mention : « Bon pour 150 exemplaires ».

<sup>247</sup> Voir ci-dessus, p. 260, note 175.

du jour aux troupes valaisannes. Peut-être eût-il mieux valu que cet ordre du jour eût été lu.

Simbschen a combiné un ordre de marche pour ses troupes demeurées en Valais, qui prévoit les mouvements suivants. Une compagnie autrichienne, la compagnie Badallich (1 officier et 133 hommes), cantonnée le 8 mars à Martigny, atteindra, le 12, le col du Simplon. Une autre compagnie autrichienne, la compagnie Wagner (2 officiers, 141 hommes), stationnant le 8 mars à Saint-Maurice, sera le 12 à Brigue. Il en sera de même pour la compagnie sarde (3 officiers et 110 hommes), et pour la compagnie composée de Lombards, c'est-à-dire de prisonniers de Bérésal (1 officier et 106 hommes), tandis que l'artillerie et la cavalerie (1 officier, 60 hommes et 44 chevaux), partant également de Saint-Maurice où elles se trouvent le 8, demeurent le 9 et le 10 à Martigny, pour stationner le 11 à Sion <sup>248</sup>.

Cet ordre de progression réparti sur cinq jours ne fut probablement suivi d'aucun autre. En effet, dès le 9 mars peut-être, et pas plus tard, à coup sûr, que le 10, les quatre compagnies de chasseurs valaisans arrivées à Domodossola refusent d'avancer. On ne leur a lu aucun ordre du jour préparé par le gouvernement, mais elles connaissent déjà les promesses faites par Simbschen, le 19 février, au baron Stockalper et au comte de Courten. Elles refusent donc d'aller plus loin. Indigné, le colonel Simbschen écrit de Brigue, le 12 mars 1814, au gouvernement provisoire :

« J'ai ordonné au capitaine Luxem d'occuper Domodossola et de pousser ses avant-postes, pour sa sécurité, vers Villa [Villadossola]. Or, quand il voulut y envoyer la deuxième compagnie [des chasseurs valaisans], la troupe s'y refusa, de même que, par la suite, les trois autres compagnies, en déclarant que le lieutenant Dallèves, sur ordre du comte de Courten, les avait informées qu'elles ne devaient ni servir, ni combattre hors des frontières du pays. En conséquence, le capitaine Luxem a rassemblé ses anciens chasseurs [autrichiens] et a occupé les avant-postes avec cette compagnie, en abandonnant les Valaisans à eux-mêmes. [...]

<sup>248</sup> T 4, fasc. 2, n° 1 : lettre de Simbschen au gouvernement provisoire, de Saint-Maurice, 7 mars 1814, original, en allemand, a. s.

» C'est vous, Messieurs, qui donnez comme instructions, à ceux que vous gouvernez et aux soldats qui combattent pour eux, de ne pas obéir à mes ordres. Permettez-moi de vous poser une question : qui est-ce qui a ordonné au peuple valaisan de vous considérer, vous, Messieurs, comme son autorité civile ? Si vous êtes les premiers à paralyser mes directives, je me vois contraint de vous avouer sincèrement que je regrette très profondément de m'être trompé sur vos sentiments. [...]

» Vous m'avez, certes, écrit que vous ne vous considérez pas en droit de contraindre vos soldats à servir hors des frontières du pays, et nul n'a jamais eu non plus l'intention de les conduire hors des frontières, aussi longtemps que le Valais n'en avait pas besoin pour sa propre protection. D'ailleurs, je vous ai promis que l'on ne disposera pas plus loin de vos soldats, à l'exception de ceux qui voudront d'eux-mêmes et volontairement se joindre aux nôtres. J'ai cru que vous aviez confiance en ma parole, et que vous étiez persuadés que les officiers autrichiens sont prêts à défendre votre pays et que j'ai les connaissances requises pour voir quels moyens sont bons en vue d'atteindre ce but. Mais je me vois trompé. [...]

Après avoir ainsi fustigé le gouvernement provisoire, Simbschen revient, trois jours plus tard, sur la même affaire, s'en prend encore au gouvernement, mais étend ses reproches aux hommes et aux officiers des compagnies de chasseurs valaisans :

« Pourquoi n'ont-ils pas protesté à la frontière, mais à Domodossola, au moment où la 2<sup>e</sup> compagnie devait occuper les avant-postes ? Chacun voulait être à Domodossola, mais personne ne voulait aller aux avant-postes en direction de Villadossola. Ce n'est pas par patriotisme que M. le lieutenant Dallèves a agi comme il l'a fait. [...] Non, c'est la peur qui l'a amené à employer ce moyen pour se soustraire au danger éventuel de se trouver en situation de combattre »<sup>249</sup>. [...]

<sup>249</sup> Publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 111-112, en allemand.

<sup>250</sup> Lettre de Simbschen au gouvernement provisoire, de Brigue, 15 mars 1814, publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 113-115, en allemand, p. 113.

Mais l'explosion de colère de Simbschen ne change rien à la situation des quatre cents chasseurs valaisans, telle que la reflète la correspondance du colonel avec le gouvernement provisoire. Alexis Dallèves était le seul lieutenant valaisan placé à la tête d'une compagnie. Les trois autres compagnies de chasseurs valaisans étaient commandés par les Autrichiens, de sorte que la décision du capitaine Luxem de retirer les officiers autrichiens des compagnies valaisannes laisse trois de celles-ci sans commandement. En outre, Luxem se refuse à remplir plus longtemps auprès d'elles ses fonctions de commandant de bataillon. A Domodossola, les Valaisans sont réellement abandonnés à eux-mêmes<sup>251</sup>. Simbschen se trouve donc dans l'obligation de les retirer de l'Ossola et de les ramener en Valais. Dans la nuit du 14 au 15 mars, Stockalper reçoit de Simbschen une lettre certainement écrite le 14 mars et dont Stockalper donne lecture le lendemain au gouvernement provisoire. « Connaissant les dispositions des soldats du bataillon valaisan qui répugnent à dépasser la frontière, il [Simbschen] craint les exposer à un affront, en se refusant de se battre, s'ils dussent rester plus longtemps à Domodossola ; en conséquence, il les retire de cette ville et va les répartir à Brigue, Sion, etc., et sépare du bataillon tous les Autrichiens qui y étaient attachés [...] »<sup>252</sup>.

Le 15 mars, Simbschen revient sur les termes de sa lettre de la veille et écrit au gouvernement provisoire : « Comme j'ai déjà eu l'honneur de vous le déclarer, je fais revenir votre bataillon et je le cantonnerai ici à Viège, Sierre et Sion, où vous pourrez le réorganiser et le pourvoir d'officiers et de sous-officiers »<sup>253</sup>.

L'occupation militaire de Domodossola par les Valaisans a donc été de courte durée. La présence autrichienne devait cepen-

<sup>251</sup> Lettre de Simbschen au gouvernement provisoire, de Brigue, 12 mars 1814, publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 111-112, qui dit, p. 112 : *Ich [...] fordere von Ihnen, meine Herren, dass Sie sogleich einen Bataillonskommandanten und die nötigen Offiziere, besonders aber drei Hauptleute zu dem Bataillon abschicken, welche die vakanten drei Kompagnien zu kommandieren fähig sind.*

<sup>252</sup> T 2, p. 254, séance du 15 mars 1814.

<sup>253</sup> Publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 113-115, en allemand, p. 114.

dant s'y prolonger quelque temps, sans grands résultats militaires, il est vrai. Un bulletin du général de Bubna, faisant preuve d'un optimisme prématuré et prenant pour des réalités les désirs de Simbschen, proclame dès le 15 mars que les troupes italiennes « se sont retirées jusqu'à Arona » après la prise de Domodossola et que le capitaine Luxem « a poussé des détachements, dans les plaines de l'Italie » ce qui témoigne de notions géographiques quelque peu élastiques<sup>254</sup>. En fait, les Italiens tiennent toujours Ornavasso, où leur troupe se trouve sous le commandement de Mazzucchelli<sup>255</sup>. Ce détachement a été constitué par le général Fontanelli, ministre de la Guerre du royaume d'Italie, sur les ordres exprès du vice-roi<sup>256</sup>.

Le 25 mars, à sept heures du matin, la colonne de Mazzucchelli, forte de trois cents fantassins, cinquante cavaliers et deux canons, attaque la position de Luxem devant Domodossola. Celui-ci abandonne aussitôt la ville et concentre toutes ses troupes au pont de Crevola, car la région qui s'étend de Villadossola à ce pont lui paraît trop difficile à défendre. Au pont de Crevola, un combat très vif s'engage, où Luxem tient pendant deux heures, repoussant trois charges de cavalerie. Un sous-lieutenant des chasseurs valaisans, Joseph Peney, qui était demeuré avec lui, se distingue dans cette rencontre<sup>257</sup>. Un Autrichien est tué et douze autres blessés, tandis que l'ennemi perd soixante-six hommes, tués ou blessés, sa cavalerie étant presque entièrement anéantie. A deux heures de l'après-midi, Luxem se retire sur Iselle, sans être poursuivi. Le lendemain, 26 mars, il repasse la frontière valaisanne, laisse une compagnie d'infanterie de Gradisca à Simplon, et continue jusqu'à

<sup>254</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 22, du 18 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, pp. 60-61.

<sup>255</sup> Silva, p. 317.

<sup>256</sup> Weil, t. IV, p. 433 ; l'auteur qualifie cette troupe d'« apparence de bataillon ».

<sup>257</sup> SE, th. 21, France, fasc. 14, pièce 1, n° 34 : Peney « a fait en Catalogne les campagnes de 1809, 1810 et 1811, celle de 1814 au Simplon, où il s'est distingué à l'affaire du pont de Crevola contre un corps de l'armée du vice-roi d'Italie, prince Eugène. [...] Il a produit un certificat en due forme, délivré par le colonel autrichien Simbschen, constatant que [...] [il] s'est distingué à Crevola. »

Brigue avec une seconde compagnie des mêmes troupes et une compagnie de chasseurs autrichiens. De Brigue, il écrit le lendemain au gouvernement valaisan. Il a la conviction que l'ennemi est trop faible pour entreprendre contre le col une action d'envergure, d'autant plus que de récentes chutes de neige rendent la route très difficilement praticable<sup>258</sup>.

Le plus clair de l'activité de Luxem à Domodossola se situe dans le domaine du contre-espionnage. Le capitaine autrichien, qui n'a plus aucune confiance dans les Valaisans, ses alliés, se considère à Domodossola comme réellement en terrain ennemi. A Simplon, le capitaine Gattlen qui garde le col avec trois cents hommes de la *landwehr* valaisanne, a reçu l'ordre de ne laisser passer personne sans une autorisation expresse émanant du commandant de place de Brigue, ou de celui de Domodossola. Ce dernier, qui n'est autre que Luxem, envoie à plusieurs reprises à Gattlen des personnes suspectes aux Autrichiens, que Gattlen fait escorter jusqu'à Brigue. Quelques-unes d'entre elles sont ensuite conduites à Saint-Maurice, au quartier général de Simbschen. C'est au château de Saint-Maurice, en effet, qu'ont lieu les exécutions. Les Autrichiens y fusillent notamment Francesco Taddei<sup>259</sup>, ainsi qu'un certain Barchetti<sup>260</sup> et que le secrétaire de la sous-préfecture de Domodossola, Antoine Burloz « accusé d'espionnage en faveur des Français »<sup>261</sup>.

Un commerçant de Domodossola nommé Simonetta fut sauvé du peloton d'exécution par les Valaisans, qui ne semblent pas avoir apprécié beaucoup cet aspect de la guerre. Avantagusement connu en Valais, jouissant de la sympathie des habitants du village de Simplon à qui il a souvent rendu des services, Simonetta est amené un samedi soir à Simplon, si étroitement enchaîné sur une luge qu'il

<sup>258</sup> Cordon, p. 248 ; T 4, fasc. 4, n° 33 : lettre de Luxem au gouvernement valaisan, a. s.

<sup>259</sup> Silva, pp. 317-318.

<sup>260</sup> Gattlen, *Expedition*, p. 433, N. B.

<sup>261</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 27, du 5 avril 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 62. Amené à Saint-Maurice le 1<sup>er</sup> avril à 9 h. du matin, Antoine Burloz est fusillé à 11 heures. Il est extrêmement vraisemblable qu'il a été arrêté à Domodossola dans les tout derniers jours de l'occupation autrichienne, certainement, en tout cas, après le départ des chasseurs valaisans.



ne peut faire aucun mouvement et qu'il est presque mort de froid. Ancien employé à la sous-préfecture de Domodossola, il est lui aussi accusé d'espionnage et son compte est bon. Mais le châtelain du village, Theiler, et les habitants de Simplon interviennent en sa faveur et prient Gattlen de laisser le prisonnier passer la nuit dans la maison du châtelain. Gattlen a pitié du « pauvre diable d'espion », le délivre de ses chaînes et lui laisse reprendre des forces chez Theiler jusqu'à la fin de la matinée du dimanche. Après quoi, le prisonnier est à nouveau attaché sur sa luge et emmené à Brigue sous escorte. A peine Simonetta est-il parti de Simplon, que sa femme y arrive. Elle se jette en pleurant aux pieds de Gattlen et le supplie de la laisser poursuivre sa route jusqu'à Brigue, bien qu'elle n'ait aucune autorisation. Gattlen, lié par la consigne qu'il a reçue, n'y peut officiellement consentir, mais il déclare aux habitants du village : « Vous pourriez garder la femme chez vous pour soigner le bétail ». Les paysans et le capitaine se comprennent à demi-mot. M<sup>me</sup> Simonetta franchit le col clandestinement. A Brigue, elle s'emploie à faire libérer son mari. « L'argent et une autre intervention l'ont sauvé d'une mort certaine », conclut Gattlen, heureux et fier de sa propre conduite<sup>262</sup>. Ainsi donc, même pour sa lutte contre l'espionnage, le capitaine Luxem n'a pas trouvé dans les Valaisans des « collaborateurs » dociles.

#### 10. *L'importance du combat de Bérisal et sa signification*

De Bérisal à Domodossola, le Simplon a été le théâtre d'hostilités qui ont commencé le 28 février 1814 pour ne se terminer que le 25 mars, à quelques jours de la prise de Paris par les Alliés. Tout entiers occupés par les manœuvres géniales de Napoléon durant la campagne de France, les historiens dédaignent généralement les terrains d'opérations secondaires. Pourtant Napoléon lui-même ne perdait jamais de vue ses armées d'Italie. De son quartier général de Lons-le-Saunier, Augereau écrivait, le 4 mars, à Saint-Vallier, commissaire de la 7<sup>e</sup> région militaire : « L'empereur vient

<sup>262</sup> Gattlen, *Expedition*, pp. 431-433.



de m'écrire *lui-même*<sup>263</sup> qu'il avait donné l'ordre au prince Borghèse de m'envoyer par le Mont-Cenis un bataillon de huit cents hommes. [...]

» Vous savez déjà, sans doute, la prise du Fort-l'Ecluse, tout va bien de ce côté-ci. [...] *Il serait possible que Genève voulût tenir; dans cette supposition, je compte laisser devant cette place les généraux Marchand et Dessaix*<sup>264</sup> ».

Malheureusement pour les Français, les renforts italiens promis par Napoléon ne peuvent faire, au-delà des Alpes, que de fugitives apparitions. Il en est ainsi pour ceux qui arrivent par le Mont-Cenis<sup>265</sup>. Il en est ainsi pour ceux qui arrivent par le Simplon et que les Valaisans arrêtent à Bérisal. Cela n'enlève rien au fait que l'envoi de ces colonnes relève d'un plan d'ensemble<sup>266</sup>.

<sup>263</sup> Souligné dans le texte, ainsi que le passage en italique dans le paragraphe suivant.

<sup>264</sup> Roux, t. II, pp. 260-261.

<sup>265</sup> *Ibidem*, pp. 248-249 : « Le prince Camille, en effet, sur les sollicitations presque désespérées de M. de Saint-Vallier, avait envoyé au général Marchand un secours de 500 hommes. Ils étaient arrivés à Barraux, avaient suivi notre troupe à son entrée à Chambéry, et c'était grâce à elles que l'ennemi avait été poursuivi avec un succès si rapide jusqu'aux portes de Genève. Malheureusement notre situation était telle partout à la fois que partout nos généraux avaient besoin de leurs soldats. Le 2 mars, l'ordre arriva de Turin de retirer les hommes que le prince Camille venait d'envoyer. Ils durent partir sur-le-champ. Ils quittèrent nos soldats la veille du jour où, à la vue de Genève, le général Marchand se rendit compte des obstacles qui, de quelque temps, l'empêcheraient d'en chasser l'ennemi. Ce fut une grande perte et presque une faute. Mais qu'y pouvaient nos généraux ? »

<sup>266</sup> Weil, t. IV, pp. 249-250, dit d'Eugène de Beauharnais : « Comme il venait d'apprendre qu'Augereau avait commencé avec succès ses opérations sur le flanc gauche des armées alliées et se dirigeait sur Genève, afin de seconder le mouvement du duc de Castiglione [Augereau], il avait prescrit à Fontanelli de donner à la colonne établie du côté du Simplon l'ordre de se munir de vivres pour quatre jours, de passer cette montagne, de se porter à Brigue, d'où, après avoir pris position, elle devait pousser des partis dans le Valais même jusqu'à Sion, pour précipiter la retraite du colonel Simbschen et avoir des nouvelles. Il exprimait, en outre, le désir de voir la colonne du colonel Neri, en ce moment à Sondrio, passer également par le Simplon et se joindre à la colonne qui se dirigeait sur Brigue. Il ne lui recommandait pas moins de continuer les préparatifs pour faire sauter, si besoin était, plusieurs ponts de la route du Simplon. Les ordres de l'empereur avaient fait renaître l'espoir dans son cœur. »

Assurément, ni les Valaisans, ni les Autrichiens qui se trouvaient sous les ordres de Simbschen, n'auraient été en mesure d'arrêter une armée française débouchant en force en Valais. Simbschen lui-même en était si persuadé qu'il avait pris déjà toutes ses dispositions en vue d'une éventuelle retraite par le canton de Vaud. Mais les Français ont assez à faire en Italie avec leurs ennemis autrichiens, auxquels s'est joint Murat, et ils ne peuvent distraire des forces importantes de ce terrain d'opérations. On le saura bientôt en Valais, où les progrès des Alliés sur le front italien sont suivis avec attention. Le 7 mars, Stockalper propose au gouvernement provisoire « d'informer l'Etat de Berne des nouvelles assez officielles que l'on a reçues, que Milan s'évacuait par le vice-roi et [que celui-ci] se retirait sur Verceil, Turin et Alexandrie », proposition aussitôt adoptée<sup>267</sup>. C'est le même jour que le capitaine Luxem déclenche sa contre-offensive sur Domodossola après avoir reçu « l'information confidentielle que le roi de Naples a déjà avancé jusqu'à Pavie et que le vice-roi est en retraite sur Alexandrie »<sup>268</sup>. Le même jour encore, Simbschen adresse au gouvernement provisoire une lettre l'informant des victoires remportées par Schwarzenberg « en avant de Troyes », le 3 mars, et demande que ces nouvelles soient imprimées et affichées, ce que le gouvernement exécute avec « remerciements pour ces communications »<sup>269</sup>, qui soulagent les Valaisans de bien des appréhensions.

Il n'en demeure pas moins que le détachement du colonel Ponti s'empare du Simplon le 1<sup>er</sup> mars et poursuit sa route sur Brigue. A-t-il pour mission de se porter sur Genève où Bubna est acculé à la défensive ? Le 3 mars, une colonne française traversant le Jura occupe Saint-Cergue<sup>270</sup>. Il est clair qu'une troupe ennemie survenant du Valais poserait aux Autrichiens un problème sérieux. Mais il serait présomptueux d'attribuer *ipso facto* une telle mission au détachement du colonel Ponti, du moins dans l'immédiat. Il faut résister à la tentation du raisonnement analogique. Le deta-

<sup>267</sup> T 2, p. 212.

<sup>268</sup> Cordon, p. 247.

<sup>269</sup> T 2, p. 216, séance du 8 mars

<sup>270</sup> *Opérations de Bubna*, p. 183.

chement qui pénètre en Valais par le Simplon a un tout autre caractère que celui qui pénètre en Savoie par le Mont-Cenis<sup>271</sup>. Sa mission principale ressort de sa composition même. Son avant-garde, qui arrive à Simplon le 28 février, compte soixante-dix hommes, dans lesquels il n'est pas téméraire d'inclure un ou deux officiers. Son arrière-garde, capturée par Gattlen le 3 mars, compte une cinquantaine d'hommes, commandés par un officier. Or la colonne principale, détruite à Bérissal le 2 mars, compte, pour quelque deux cents hommes, un total de vingt-sept officiers<sup>272</sup>. Il s'agit pourtant d'une troupe dont l'avant-garde et l'arrière-garde ont une composition normale. Comment expliquer cette pléthore d'officiers ?

Un document jette une vive lumière sur cette question. Les officiers italiens faits prisonniers à Bérissal sont arrivés le 6 mars à Saint-Maurice. Le lendemain, ils sont à Vevey d'où on les dirige sur l'Allemagne, à l'exception du colonel Ponti, qui doit être transporté à Genève<sup>273</sup>. Ils passent par Berne où on leur fait subir un interrogatoire, dont Schraut, le ministre d'Autriche, rend compte en ces termes à Metternich, le 13 mars :

« Comme Votre Altesse daignera s'en rendre compte par ce qui suit, le Valais n'a pas été aussi menacé que le donnaient à croire les premiers rapports parvenus de ce pays ; bien que ces rapports n'aient pas intentionnellement grossi l'affaire, du moins la victoire remportée a été facile. Il ressort de tous les récits et déclarations des officiers faits prisonniers lors du petit combat en Valais et amenés ici, que la troupe ennemie n'était rien d'autre que le maigre cadre d'un régiment provenant de l'armée du vice-roi. D'une manière proprement inconcevable, ce cadre a été envoyé en Valais avec l'ordre de se compléter comme il le pourrait au moyen de conscrits enrôlés sur place.

<sup>271</sup> Voir ci-dessus, note 266, p. 287.

<sup>272</sup> Voir ci-dessus, pp. 269-270 ; BAF, VSA, fasc. 248, pièce 53, lettre en allemand de Stockalper à Wattenwyl, de Sion, 3 mars 1814, copie, mentionnant « un colonel, vingt-sept officiers et deux cents soldats ».

<sup>273</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 19, du 8 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 60.

» Cet ordre donné de si bon cœur fut compris de façon tout aussi ingénue. La troupe allait paisiblement son chemin sans aucune précaution jusqu'au moment où, à son grand étonnement, mais trop tard pour pouvoir se retirer, elle fut de toutes parts instruite du contraire. Qu'elle n'ait été en cette occasion destinée à aucune attaque, à aucune tentative de forcer l'entrée du pays, mais bien à l'occupation du Valais, cela ressort non seulement du petit nombre de l'effectif, que depuis lors aucun autre corps n'a suivi de près ou de loin pour le soutenir, mais encore et plus clairement de la composition de cette troupe qui comptait un colonel, un lieutenant-colonel, sept capitaines, seize officiers subalternes et, parmi les cent quatre-vingts autres têtes, une quantité excessivement grande de sous-officiers »<sup>274</sup>.

Le ton ironique du baron de Schraut, son souci de minimiser l'importance militaire du combat de Bérisal, qu'il confond d'ailleurs partiellement avec l'escarmouche de Simplon du 28 février, ne font que mieux apparaître la vérité : la troupe du colonel Ponti était destinée à réoccuper le Valais. Deux fois et demie plus nombreuse que celle qu'Hénin de Cuvillers avait emmenée avec lui, assurément beaucoup mieux aguerrie, puisqu'elle était « récemment arrivée de Catalogne »<sup>275</sup>, elle est fort mal renseignée, certes, sur la situation politique du département du Simplon récemment évacué. Le 31 janvier 1814, l'administration départementale du Haut-Pô, à Crémone, ignorait encore que les Français ne se trouvaient plus en Valais<sup>276</sup>. Sans doute, ces Lombards s'imaginent-ils qu'ils vont être accueillis en libérateurs par une population qui ne demandera qu'à se joindre à eux pour chasser les Autrichiens d'une terre française. Leur mission était d'encadrer les Valaisans. S'ils avaient pu le faire, Monsieur le baron de Schraut aurait à coup sûr relaté l'événement d'une plume moins légère.

Au surplus, le détachement du colonel Ponti n'a pas été dirigé sur le Valais d'une manière aussi « proprement inconcevable » que

<sup>274</sup> GAE 46, 2, fol. 339, copie des Archives de Vienne, fasc. 248, A II 3. Lettre de Berne. Schraut laisse de côté les officiers du service de santé. Il ne compte pas non plus les tués parmi les « 180 autres têtes ».

<sup>275</sup> Boccard, p. 340.

<sup>276</sup> Voir ci-dessous, p. 494.

l'affirme le ministre d'Autriche à Berne. On a peine à croire, en effet, que les deux « déserteurs » valdôtains surgis au Grand Saint-Bernard pour y faire des révélations parfaitement fausses, selon lesquelles les Français se trouvent en force à Aoste et préparent, pour le 19 février, une attaque de grand style contre le Valais<sup>277</sup>, soient arrivés au col par pur hasard et aient apporté, encore par pur hasard, des « informations » dont le seul résultat eût été de faire concentrer les forces de Simbschen dans cette région, alors que l'attaque devait avoir lieu effectivement au Simplon. On a peine à croire aussi que les bruits persistants répandus à Martigny sur la rentrée prochaine des Français, et si bien orchestrés qu'ils divisent déjà la ville en deux camps hostiles<sup>278</sup>, soient un produit spontané de la *vox populi*, d'autant plus que Simbschen lui-même tombe dans le piège de ces habiles rumeurs et commence déjà à évacuer le Valais<sup>279</sup>. Enfin, constatation encore plus impressionnante, on apprend bientôt qu'après Bérisal, Ram-buteau lui-même se trouve à Carouge avec d'autres fonctionnaires, au début de mars<sup>280</sup>. Tous ces indices concordants inclinent fort à penser, contrairement à Schraut, que la réoccupation du Valais a été assez longtemps préméditée et assez bien conçue par les Français. Si elle a échoué, c'est peut-être en partie à cause des Italiens qui furent chargés de l'exécuter, mais c'est d'abord et surtout en raison du patriotisme des Haut-Valaisans, qui y ont mis le holà.

Pour le Valais, le retour offensif des Français était une affaire grave, dont dépendait l'indépendance du pays. Et c'est bien ainsi que l'ont compris les Valaisans d'alors. Cette indépendance sauvée, ils s'en attribuaient à peu près tout le mérite. Ils ont argué, on le

<sup>277</sup> Voir ci-dessus, pp. 258 et 262.

<sup>278</sup> Voir ci-dessus, pp. 261-262.

<sup>279</sup> Voir ci-dessus, pp. 264-265.

<sup>280</sup> Selon une information datée de Genève, le 13 mars, et publiée dans le *Journal Suisse* du 18, reproduite dans *Ann. Val.*, 1965, p. 60. On sait que Carouge a été évacuée par les Autrichiens le 2 mars (*Opérations de Bubna*, p. 182) ; occupée par les Français le 3 au matin (Roux, t. II, p. 204) et abandonnée à nouveau par les Français dans la nuit du 22 au 23 mars (*Histoire de Genève de 1798 à 1931*, publ. par la Soc. d'Histoire et d'Archéologie de Genève, Genève, [1956], p. 44).

sait, des combats livrés au Grand Saint-Bernard au début de janvier 1814, pour démontrer que les Autrichiens, en occupant le Valais, n'avaient pas conquis un territoire français<sup>281</sup>. Mais Bérissal leur a fourni un argument d'un tout autre poids qu'ils n'ont pas manqué de faire valoir. Dans la « note confidentielle adressée au canton directeur pour établir que le Valais ne peut être considéré par l'Autriche comme un pays par elle conquis », le gouvernement valaisan mentionne encore, le 16 octobre 1815, une colonne italienne qui devait, selon lui, suivre le détachement mis hors de combat à Bérissal :

« Cette colonne ayant perdu en entier, sur le Simplon, sa très forte avant-garde, son état-major, ses munitions et sa correspondance, n'ose plus faire aucune tentative, et six médailles, données par le gouvernement autrichien à nos chasseurs, déposent longtemps en faveur de cette utile expédition, à laquelle vingt-cinq soldats et quatre ou cinq officiers autrichiens seulement ont pris part, et dont le succès est par conséquent dû presque en entier à la bravoure de nos montagnards »<sup>282</sup>.

Une telle prétention est-elle justifiée ? Quand une victoire est remportée par une coalition, il est d'usage que chacun des alliés s'en attribue le mérite exclusif. Les journaux, nous dit l'historien Boccard, « attribuèrent toute la gloire de l'affaire du Simplon au colonel Simbschen »<sup>283</sup>. Le major Vukassovich, en effet, a rédigé le 3 mars, sur les ordres de Simbschen, un communiqué qui paraît dans la *Gazette de Lausanne* du lendemain, et qui proclame : « [...] un bataillon ennemi a pénétré par la montagne du Simplon. [...] Le 2 mars, à cinq heures du matin, M. le colonel fit attaquer ce bataillon qui a été entièrement détruit, malgré la résistance la plus opiniâtre [...] »<sup>284</sup>. Le major Vukassovich, qui est apparemment un zélé subordonné, pare ainsi des plumes du paon Gerstäcker le geai Simbschen, qui se trouvait le 2 mars à Saint-

<sup>281</sup> Voir ci-dessus, pp. 127-128.

<sup>282</sup> C. E. *Corresp.*, vol. 5, pp. 48-49.

<sup>283</sup> Boccard, p. 341.

<sup>284</sup> Publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 58. Voir aussi ci-dessous, p. 297, la lettre de Mülinen à Metternich, du 6 mars 1814.

Maurice. Il ne fait aucun doute, en effet, que, sur le plan tactique, la victoire de Bérissal soit due au capitaine Gerstäcker. Deux communiqués successifs publiés, l'un à Genève le 4 mars, l'autre à Sion le 5, lui rendent justice<sup>285</sup>, et il n'est pas exclu que Simbschen ait participé lui-même à leur rédaction ou, du moins, l'ait approuvée. Mais aucun communiqué ne cite un seul nom valaisan.

Cependant les Autrichiens ont reconnu officiellement la valeur des combattants valaisans de Bérissal. Par une lettre du 7 mars, le colonel Simbschen « remercie le gouvernement de la bravoure que les Haut-Valaisans ont déployée [...] ; il dit qu'il ne manquera pas de faire l'éloge du patriotisme valaisan en cette occasion et qu'il en a fait rapport à ses chefs »<sup>286</sup>. De fait, cinq combattants de Bérissal seront à l'honneur. Dans une lettre datée du 2 mai 1814, Simbschen les invite à se rendre à Saint-Maurice pour recevoir la médaille d'argent de la bravoure (*Tapferkeitsmedaille*), et il souligne à cette occasion les mérites du grand châtelain Gaspard-Emmanuel Stockalper. Le capitaine Escher, de Brigue, qui a commandé avec celui-ci la milice valaisanne à Bérissal, est également décoré, ainsi que trois autres combattants : Maurice Lugger et Félix Nellen, tous deux de Brigue, et Pierre Zumkemi, d'Alpien<sup>287</sup>. Le même honneur échet à un autre habitant d'Alpien, Johann Zumkemi, qui avait averti les chasseurs valaisans de l'approche des Italiens, au soir du 28 février<sup>288</sup>. Enfin, dans la même lettre, Simbschen « se réserve de faire connaître au Conseil [du gouvernement] les chasseurs valaisans qui se sont distingués au Saint-Bernard. Malheureusement pour la fierté bas-valaisanne, cette promesse restera lettre morte, comme l'est restée aussi la promesse de décorations nombreuses faite oralement par Simbschen au capitaine Gattlen qui venait de quitter Simplon avec les trois cents paysans de sa troupe de *landwehr* »<sup>289</sup>. La guerre engendre

<sup>285</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 19 et 23, des 8 et 22 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, pp. 58 et 61.

<sup>286</sup> T 2, p. 216.

<sup>287</sup> Lettre de Simbschen, de Saint-Maurice, publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 119, et T 2, p. 304, séance du 3 mai 1814, qui écrit « Zumkemmi ».

<sup>288</sup> Arnold, *Simplon*, p. 148.

<sup>289</sup> Gattlen, *Expedition*, p. 433.



parfois des désillusions. Il n'y a donc que six Valaisans à recevoir des mains de Simbschen la médaille d'argent témoignant de leur valeur. Généreusement, le gouvernement provisoire « s'empresse de prévenir ces braves » et de leur payer les frais de leur voyage à Saint-Maurice, aller et retour<sup>290</sup>.

Ni la reconnaissance officielle de la bravoure d'une demi-douzaine d'hommes, ni le nombre respectif des Autrichiens et des Valaisans engagés à Bérisal ne suffisent à faire apprécier la part qu'il convient d'attribuer au Valais dans la victoire remportée. Si Gerstäcker porte la responsabilité de la tactique adoptée, celle-ci n'en a pas moins été établie par un « état-major » valaisan. Gerstäcker a pu « combiner avec quelques officiers expérimentés du Valais un plan d'attaque [...] d'autant plus assuré que ceux-ci avaient une connaissance parfaite des localités »<sup>291</sup>. S'il est juste de laisser à Gerstäcker le mérite de décisions judicieuses et rapides, il n'est donc pas excessif de prétendre que leur exécution a été « presque en entier » l'œuvre des Valaisans.

Mais la signification profonde du combat de Bérisal apparaît moins dans la part déterminante prise par les Valaisans dans la victoire que dans l'enthousiasme avec lequel les montagnards ont répondu à l'appel aux armes. C'est le dizain de Brigue, naturellement, qui a fourni la plus grande partie des combattants de Bérisal, et c'est pourquoi l'on trouve dans ce dizain les trois Valaisans tombés au champ d'honneur, les six braves décorés de la *Tapferkeitsmedaille* et trois des quatre blessés graves. Mais les habitants du dizain de Brigue ont été vigoureusement soutenus par tout le Valais alémanique et par le dizain de Sierre. Dès le 1<sup>er</sup> mars accouraient à Brigue des paysans des dizains de Viège et de Mörel<sup>292</sup>. Le lendemain, le dizain de Mörel envoyait encore quatre-vingt-treize hommes, qui arrivèrent trop tard pour participer au combat<sup>293</sup>. Le 3 mars, c'était la milice de Rarogne occidentale et

<sup>290</sup> T 2, pp. 304-305.

<sup>291</sup> *Bulletin du général de Bubna*, dans *Gazette de Lausanne*, n° 23, du 22 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 61.

<sup>292</sup> Voir ci-dessus, p. 268.

<sup>293</sup> Rz, cart. 81, fasc. 15, n° 26, *Etat des individus qui ont été tués ou blessés au combat de Bérisal*; Arnold, *Oestlich-Raron*, p. 190.



un petit contingent de Loèche qui accouraient. Le 4 mars enfin, arrivaient la *landwehr* de Sierre et un second contingent de Loèche. Tout le monde pensait alors que le détachement du colonel Ponti allait être suivi d'une colonne plus importante.

Seuls les paysans de la vallée de Conches, commis à la garde de leurs cols, ne se sont pas rendus à Brigue. Mais les paysans y sont déjà sur pied de guerre dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars, et le bon douanier Lucot, qui coule à Binn des jours paisibles depuis le départ de Rambuteau<sup>294</sup>, a la désagréable surprise de se voir l'objet d'une reconduite de Grenoble dont il se souviendra longtemps et amèrement<sup>295</sup>. Ce fait, tout comme le détroussement des prisonniers, n'est pas de nature à étonner l'homme du XX<sup>e</sup> siècle, habitué à des rudesses qui, par comparaison, permettent de classer les montagnards du Haut-Valais parmi les gentilshommes de haut parage.

Bérisal a été la réaction spontanée d'hommes accrochés à leur sol et qui ne permettent pas à l'étranger de le fouler impunément. Ce patriotisme élémentaire et terrien a réellement sauvé, le 2 mars 1814, l'indépendance du Valais tout entier.

<sup>294</sup> Voir ci-dessus, p. 89 et note 217.

<sup>295</sup> T 12, fasc. 4, n° 12, lettre de Lucot à Léopold de Sépibus, d'Arbois, le 29 mai 1815 : « Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars de la susdite année, une bande d'habitants de la commune de Binn [...] oublièrent à cette époque la politesse que je leur prodiguais lorsqu'ils venaient à mon bureau. Enfin ils entrèrent dans mon appartement à deux heures du matin, armés de fusils et carabines, pour me signifier d'en sortir sur-le-champ. Hélas ! je n'eus que le temps de m'habiller, et de [ne] mettre dans mon carnier que deux chemises, quelques mouchoirs neufs qui me furent volés, après avoir passé Ernen, par des habitants d'une autre commune, ainsi que mon parapluie de soie. Ne les connaissant point, je ne puis vous en rendre compte. Chemin faisant, ils me poussaient avec le bout du fusil dans les reins, comme si je fus été une bête de somme, et par des neiges affreuses. Enfin, après bien des tourments et des fatigues, nous arrivâmes à Mörel, où j'eus le bonheur de vous rencontrer. Alors, vous me fîtes relâcher par ces hommes farouches et sans humanité et aucun égard à mon grand âge ».

11. *Le canton de Berne au secours du Valais  
et l'intervention du ministre autrichien à Berne*

Le 3 mars 1814, Stockalper adressait à Wattenwyl, avoyer de Berne, un rapport rapide sur les événements survenus au Simplon durant les trois jours précédents<sup>296</sup>. Mais Berne n'avait pas attendu l'attaque française pour agir. Sur des rapports qui lui étaient parvenus précédemment, selon lesquels « le Valais était menacé d'irruptions hostiles », le Petit Conseil avait déjà pris des mesures pratiques pour venir en aide à un voisin qui pourtant se souciait de l'alliance bernoise comme un poisson de la pomme de Guillaume Tell<sup>297</sup>. On sait qu'après Bérisal, le 3 mars, le gouvernement valaisan revint sur sa précédente attitude et décida de faire appel à l'aide bernoise<sup>298</sup>. Il chargea alors François Zen Ruffinen, vice-grand châtelain du dizain de Loèche, de porter à Leurs Excellences la demande valaisanne. A Berne, on remit à l'envoyé du Valais trois lettres, dont l'une, écrite avant son arrivée, était datée du 4 mars. Elle informait le gouvernement valaisan que vingt mille cartouches, un quintal de poudre, deux cent cinquante livres de plomb et trois mille pierres à fusils étaient expédiés à Frutigen, qu'un autre char contenant autant de munitions devait suivre ce premier envoi et que le bailli de Frutigen, Wurstemberger, avait reçu des ordres pour faire parvenir tout ce matériel à Loèche. L'Etat de Berne s'excusait de ne pouvoir donner des armes : il en avait lui-même besoin pour l'armement de ses troupes. Après le retour en Valais de François Zen Ruffinen, Stockalper, le 11 mars, porte ces heureuses nouvelles à la connaissance du gouvernement, qui décide « d'écrire des lettres de remerciements à ces bons voisins le plus tôt possible, et de leur accuser réception des munitions de guerre, dont une partie est déjà arrivée à Loèche »<sup>299</sup>.

Les deux autres lettres remises par Leurs Excellences à l'envoyé du Valais sont datées du 5 mars, jour de l'arrivée de Zen Ruffinen

<sup>296</sup> Voir ci-dessus, p. 289, note 272, et ci-dessous, p. 298.

<sup>297</sup> T 2, p. 258

<sup>298</sup> Voir ci-dessus, pp. 273-274.

<sup>299</sup> T 2, p. 258.

à Berne. L'une a pour objet une fourniture de sel que le Valais a demandée à Berne. Le gouvernement provisoire accepte avec empressement les offres de prix « généreuses » qui lui sont faites par « cet illustre Etat »<sup>300</sup>. La seconde est la réponse de l'avoyer Wattenwyl à la lettre de Stockalper du 3 mars. Il félicite le Valais de sa victoire à Bérisal et réitère les assurances de Leurs Excellences « d'aider leurs bons voisins les Valaisans [...] ; en conséquence, il informe qu'un bataillon d'infanterie et une compagnie de chasseurs carabiniers » sont prêts à voler au secours du Valais. Il « désire seulement que le gouvernement valaisan prenne des mesures pour maintenir la communication par les montagnes constamment ouvertes »<sup>301</sup>.

Le 6 mars, de Mülinen écrit à Metternich : « Votre Altesse aura reçu la nouvelle de l'invasion tentée dans le Valais par un corps de l'armée du vice-roi et [de] la manière valeureuse avec laquelle les Valaisans, sous les ordres de M. de Simbschen, ont repoussé cette attaque. En vertu de nos anciennes alliances, les Valaisans ont demandé à notre gouvernement un secours en munitions que nous leur avons envoyé aussitôt. Ils nous ont demandé à nous tenir prêts à les secourir en cas de besoin. Nous avons placé sur-le-champ un bataillon sur leurs frontières, avec ordre de les joindre à la première réquisition [...] »<sup>302</sup>.

Ainsi donc, dès le 6 mars, le combat de Bérisal commence à retenir l'attention des chancelleries. Les Valaisans apportent brusquement à l'Autriche une satisfaction qu'elle eût été bien en peine de trouver en Suisse. Si le gouvernement de Berne s'excuse de ne pouvoir fournir des armes au Valais, parce qu'il en a besoin pour armer ses propres troupes, il dit la vérité : ces troupes sont destinées éventuellement à combattre les Vaudois, qui se sont eux-mêmes armés pour défendre leur indépendance, car ils se sentent menacés par Berne. Les luttes intestines entre les Suisses ont atteint un point de tension extrême, dont témoigne une lettre virulente adressée, le 6 mars également, par Schraut, ministre d'Autriche à

<sup>300</sup> Voir ci-dessous, p. 355.

<sup>301</sup> T 2, pp. 258-259.

<sup>302</sup> BAF, VSA, vol. 41, fasc. 311, pièce 58.

Berne, au gouvernement du canton de Vaud<sup>303</sup>. La Suisse semble au bord de la guerre civile, guerre qui ferait magnifiquement le jeu de Napoléon. On comprend, dans ces conditions, avec quel soulagement un Schraut apprend qu'en Valais règne l'union sacrée et que le peuple y repousse les envahisseurs. C'est le 6 mars aussi qu'il adresse à Metternich une lettre l'informant du combat victorieux du Simplon, à laquelle il joint le bref rapport de Stockalper adressé à Wattenwyl, que celui-ci lui a communiqué et que Schraut qualifie d'« extrêmement sûr »<sup>304</sup>. Le même jour encore, Schraut, débordant d'activité, écrit à Bubna, afin d'obtenir de lui des fusils pour les Valaisans :

« L'énergie avec laquelle les courageux Valaisans ont repoussé l'attaque sur Brigue, provoque ici une grande joie. Comme ils ont demandé des munitions, on leur en envoie autant qu'ils en désirent. Ils manquent de fusils, que Berne ne peut pas leur fournir maintenant. C'est pourquoi je fais ramasser dans nos hôpitaux toutes les armes d'infanterie devenues sans emploi ; je les fais réparer autant qu'il est nécessaire et adresser au plus vite au colonel de Simbschen, à l'exception toutefois de ce qui doit être réservé pour les convalescents. Au cas où les Valaisans auraient besoin de renforts (mais ils n'en demandent aucun et considèrent

<sup>303</sup> GAE 46, 2, fol. 336, copie des Archives de Vienne, fasc. 248, A II 3, fol. 133 : « La lettre que je viens de recevoir du feld-maréchal lieutenant, M. le comte de Bubna, en date du 4, ne me laissant plus de doute sur l'accomplissement de votre promesse de *désarmer*, rien ne m'empêche, Messieurs, de m'expliquer à l'égard du surplus de votre réponse. Vous supposez, Messieurs, que l'existence du Pays de Vaud comme canton indépendant est toujours en question ; elle ne l'est plus. Vous supposez encore que des fédérés, lorsqu'ils croient avoir à se plaindre ou à se défier les uns des autres, n'ont rien de mieux à faire que de s'armer ou de s'entremener. Que pourriez-vous donc, Messieurs, faire de pire, si aucun engagement, si aucun pacte ne vous liait ; si vos confédérés n'avaient ni intérêt, ni droit, ni devoir de s'entremettre pour prévenir toute voie de fait ; si, enfin, les puissances libératrices et pacificatrices de l'Europe, vos meilleures amies, se plaisaient à voir la guerre civile s'allumer en Suisse, dans le moment même qu'elles s'efforcent, non pas à faire sa part au feu, mais à éteindre, sans exception, l'incendie général qui menaçait de la dévorer ? »

<sup>304</sup> GAE 46, 2, fol. 335, copie des Archives de Vienne, fasc. 248, A II 3, fol. 131. L'original du rapport de Stockalper du 3 mars se trouve aux Archives de Vienne, fasc. 248, A II 3, fol. 137.

qu'ils ont assez d'hommes), on place une compagnie de chasseurs carabiniers et deux compagnies d'infanterie d'élite au pied de la Gemmi, avec la mission de se porter en hâte à la rencontre de l'ennemi au premier appel des Valaisans. Au cas où ils auraient besoin de davantage, ce supplément est tenu tout prêt dès maintenant »<sup>305</sup>.

A l'instar de Leurs Excellences de Berne, Schraut n'avait pas attendu la demande d'aide adressée par Stockalper à Wattenwyl, le 3 mars, pour agir. Dès le 4 mars, il écrit à Simbschen et lui fait part de la demande de fusils qu'il adresse aux hôpitaux autrichiens. Le 8 mars, il lui écrit à nouveau et l'informe des mesures prises, de leur côté, par les Bernois. Dans une séance qui s'est tenue la veille, le Grand Conseil a décidé de porter à quatre le nombre des compagnies placées au pied de la Gemmi<sup>306</sup>.

Cette séance du 7 mars, Schraut la décrit avec force détails topiques dans une autre lettre qu'il adresse, le 8 mars également, à Metternich pour lui faire connaître « ce que le Grand Conseil, ordinairement nommé le Conseil des Deux-Cents, a décidé, en vue de faire bénéficier la république du Valais du secours dont bénéficiait anciennement un Etat allié. *Zuzug* est le mot par lequel on désigne chez les Confédérés le fait de porter secours. Ce secours et, d'une façon générale, tout mouvement de la troupe cantonale au-delà de ses propres frontières, ne peuvent jamais avoir lieu sans l'approbation des Deux-Cents. Lorsque M. l'avoyer, remplissant son office, eut fait la proposition et que l'on commença à mettre la question aux voix, personne ne prit la parole, mais toutes les mains se levèrent à la suite l'une de l'autre sans aucune exception, ni aucune interruption due à quelque remarque ; et ceci est le signe, le sceau de l'unanimité la plus absolue. L'aide accordée s'élève à cinq cents hommes ; le bataillon se compose de quatre compagnies, chacune de cent hommes ; la compagnie des chasseurs carabiniers compte également cent hommes. Dès qu'apparaîtra la nécessité d'un secours plus important, il sera sur place. Mais, dans un pays

<sup>305</sup> GAE 46, 2, fol. 337, copie des Archives de Vienne, fasc. 248, A II 3, fol. 135, en allemand.

<sup>306</sup> *Gouvernement provisoire*, pp. 115-116, *Beilage II*.

si protégé par la nature, une aide supplémentaire n'est nullement requise. Sur des chemins qui, en temps de paix, étaient déjà suffisamment pénibles pour l'étranger qui les empruntait, aucune troupe armée, constituée à la façon habituelle, ne peut passer de nos jours encore, malgré toutes les améliorations apportées par l'art, aussi longtemps que ceux qui demeurent le plus près de ces chemins et qui en sont les défenseurs ne s'endorment pas, ni ne se dispersent dans l'ivresse de la première victoire et du dernier vin, comme cela fut le cas lors de la dernière victoire française<sup>307</sup>.

» J'ai encore informé de ce secours, aujourd'hui même, le comte de Bubna et le colonel baron de Simbschen.

» Si les armes d'infanterie que je fais rechercher dans tous nos hôpitaux de Suisse se révèlent plus nombreuses que ne l'exige l'armement des Valaisans, du moins je les soustrais par cette mesure à la dilapidation, à la rouille, ainsi qu'à la putréfaction qui détruit le fût des fusils, entreposés dans des locaux humides ou sans air »<sup>308</sup>.

Leurs Excellences de Berne et le diplomate autrichien ne sont pas les seuls à voler maintenant au secours des Valaisans. Simbschen lui-même croit bien faire en écrivant aux gouvernements des cantons de Berne, de Fribourg, de Soleure pour leur demander de l'aide et l'occupation de leurs frontières. En militaire, il le fait sans passer par la voie diplomatique — ce qui mécontente Schraut — et, en mauvais militaire, sans passer par la voie hiérarchique, ce qui mécontente Bubna. Aussi Schraut écrira-t-il à Bubna, en évoquant ces initiatives du colonel Simbschen, que celui-ci « aurait beaucoup mieux fait de s'en abstenir ». Le 13 mars 1814, Schraut joint un extrait de sa lettre à Bubna à une lettre qu'il expédie à Metternich, dans laquelle il qualifie les initiatives de Simbschen de « demi-mesures et de pas de clerc ». Bubna, ajoute-t-il, doit être assurément du même avis, lui qui n'a fait montre, en ce qui concerne la défense de la Suisse, ni de diversité de vues, ni d'in-

<sup>307</sup> Schraut fait allusion ici à la victoire des Français sur les Haut-Valaisans au Bois de Finges, en 1799.

<sup>308</sup> GAE 46, 2, fol. 338, copie des Archives de Vienne, fasc. 248, A II 3, fol. 139, en allemand.

décision ; et Schraut conclut : « Dans le cas d'une nouvelle crise, nous prendrons tous deux des mesures plus importantes, si nous recevons des ordres exprès sur ce point ». Le torchon brûle entre le jeune colonel et le vieux diplomate. Cette brouille ne doit pas être perdue de vue si l'on veut apprécier le rapport que Schraut adresse, dans la même lettre à Metternich sur le combat de Bérissal, rapport dans lequel il s'efforce, sur la base des déclarations d'officiers prisonniers, de minimiser l'importance de l'offensive française en Valais<sup>309</sup>.

Dans la nuit du 14 au 15 mars, Stockalper reçoit de Simbschen une lettre l'informant qu'« il lui est arrivé trois cents fusils pour armer le peuple ». Malheureusement, ces fusils « ayant été endommagés par le voyage, il prie le gouvernement de les faire réparer, de même que trente-cinq autres fusils qui ont été dégradés dans les dernières affaires sur le Simplon, mais qu'il se réserve. Il désire encore que l'on fasse connaître au peuple formant la *landwehr* d'avoir soin des fusils qu'on va lui distribuer, ainsi que de ne pas abuser des munitions ». Le 15 mars, le gouvernement décide de faire procéder à la réparation des fusils, « aussitôt qu'ils seront parvenus au gouvernement » et de les faire distribuer immédiatement<sup>310</sup>.

Le 16 mars, le gouvernement provisoire reçoit une nouvelle lettre de Simbschen, datée du 15, faisant part de la décision de Schraut de faire parvenir au Valais deux mille fusils<sup>311</sup>. « En conséquence, le colonel demande si ce nombre d'armes sera suffisant ». Au surplus, se rendant bientôt à Sion, Simbschen aura avec le gouvernement valaisan un entretien « sur cet objet important qui pourrait devenir pressant », car l'approche de la belle saison pourrait rendre le Simplon « plus ouvert qu'il ne l'est aujourd'hui », et Simbschen a « des notices certaines sur la nécessité de prendre des mesures de précaution »<sup>312</sup>.

<sup>309</sup> GAE 46, 2, cité ci-dessus en note 274 ; voir pp. 289-290.

<sup>310</sup> T 2, p. 254.

<sup>311</sup> *Gouvernement provisoire*, pp. 113-116, n° 7 et annexes.

<sup>312</sup> T 2, p. 257.

Le 29 mars, une lettre du grand châtelain du dizain de Loèche, François-Ignace Werra, est lue au conseil du gouvernement. Werra y demande l'autorisation de faire transporter de Frutigen à Loèche des fusils destinés au Valais. Le gouvernement lui donne une réponse affirmative « si ces fusils sont vraiment destinés pour le Valais officiellement »<sup>313</sup>. Le 6 avril, c'est une lettre de Maurice de Courten qui est lue au conseil. Il informe le gouvernement que le comte Eugène de Courten « avait reçu avis du bailli bernois à Frutigen qu'il y avait au château de Tellenburg soixante-quinze fusils autrichiens destinés au Valais. On demande ce qu'on doit en faire. Le conseil décide de faire prendre ces armes, de payer les frais de transport, et de les faire déposer provisoirement à la maison de ville de Loèche, d'où elles recevront une ultérieure destination »<sup>314</sup>.

Dans une lettre qu'il adresse à Metternich le 2 avril, Schraut revient encore à son idée de faire armer les Valaisans avec les fusils des soldats autrichiens soignés en Suisse, idée qu'il défend toujours vigoureusement. « Cette petite immixtion dans les attributions de l'autorité militaire, écrit-il, n'a jusqu'à maintenant rencontré nulle part aucune désapprobation ou résistance. Cependant on est encore loin d'avoir livré la récolte de fusils que je m'étais promise sur la base de la forte mortalité qui est intervenue dans un si grand nombre d'hôpitaux »<sup>315</sup>. Le 4 avril, deux jours après la rédaction de cette lettre, Napoléon abdiquait. Il arriva encore des fusils en Valais. Mais Simbschen ne prit même pas la peine de les distribuer. Il les fit entreposer dans une cuisine de l'hôtel de ville de Sion et les oublia complètement au moment où il évacua le pays<sup>316</sup>.

<sup>313</sup> T 2, p. 104.

<sup>314</sup> T 2, p. 116.

<sup>315</sup> GAE 46, 2, fol. 342, copie des Archives de Vienne, fasc. 248, A II 3, fol. 168, en allemand.

<sup>316</sup> T 2, p. 488, séance du gouvernement provisoire du 5 décembre 1814 : « Il a été aperçu des fusils dans une salle de la maison de ville et la distribution aux dizains en est demandée par quelques députés de la Diète [constituante]. — Il est répondu que les fusils dont l'on désire la distribution ont été déposés par l'ordre de M. le colonel de Simbschen dans la cuisine supérieure de la maison de ville, dans le mois d'avril ou de mai dernier, sans les donner en charge à personne qui ait paru en cette qualité, et sont restés sous une clef remise à M. Pierre-Louis de Riedmatten. »



## 12. La désertion des chasseurs valaisans et la dissolution du bataillon

Après la défection valaisanne de Domodossola, le gouvernement provisoire ne semble pas s'être ému outre mesure des algarades que lui fit Simbschen. Dans sa lettre du 12 mars, après avoir longuement laissé exploser son indignation<sup>317</sup>, le colonel autrichien poursuivait :

« [...] Je ne mettrai certainement pas mon honneur en jeu et j'exige de vous, Messieurs, que vous envoyiez immédiatement au bataillon [valaisan] un commandant de bataillon ainsi que les officiers nécessaires, et notamment trois capitaines, qui soient aptes à commander les compagnies maintenant privées de cadres ; qu'ensuite vous fassiez parvenir un ordre à la troupe que vous placez sans aucune condition sous mes ordres. Sinon, je me retire jusqu'au Simplon, fais connaître en haut lieu la situation et demande à être relevé du poste que j'occupe ici ; car il suffit que le gouvernement et mes supérieurs sachent jusqu'où s'étendent mes pouvoirs, et il n'est pas nécessaire, il serait au contraire extrêmement nuisible, que mes directives soient exposées à l'arbitraire et à la critique des simples soldats ». Simbschen poursuit sa diatribe contre le gouvernement valaisan dans deux paragraphes qu'il conclut ainsi : « Je regrette de devoir étaler sous vos yeux ce que j'ai fait pour vous, et je vous prie de jeter un regard sur l'administration des pays voisins conquis. Où sont ceux qui peuvent se vanter d'un tel traitement amical ? J'attends de vous un changement rapide et une prompte réponse »<sup>318</sup>.

A la longue lettre de Simbschen, le gouvernement provisoire répond donc immédiatement par une lettre fort brève<sup>319</sup> où, bien loin d'apercevoir aucun changement d'attitude, on ne peut s'empêcher de lire entre certaines lignes une ironie passablement cavalière :

<sup>317</sup> Voir ci-dessus, pp. 281-282.

<sup>318</sup> *Gouvernement provisoire*, p. 112.

<sup>319</sup> La lettre de Simbschen compte soixante et onze lignes imprimées, celle du gouvernement valaisan onze lignes, dans *Gouvernement provisoire*, pp. 111-113.

« Donnant suite à la demande contenue dans votre lettre du 12 mars, nous nous occupons à trouver un commandant de bataillon et trois capitaines ; nous vous communiquerons sous peu les noms de Messieurs les officiers, et nous les enverrons ensuite aussitôt que possible au bataillon. Nous espérons vous donner par cette mesure une nouvelle preuve de notre zèle pour le bien de la cause commune, à laquelle est lié le destin de notre chère patrie, et vous faire connaître le meilleur résultat possible de nos démarches dans ce but.

» Cet objet si important pour la sécurité de la patrie ne nous a pas laissé jusqu'à maintenant le temps de nous occuper de la réponse à vos reproches aussi multiples qu'immérités »<sup>320</sup>.

Au reçu de cette lettre laconique, Simbschen se met en devoir d'écrire, le 15 mars, une seconde lettre, plus longue encore que la première<sup>321</sup>. Craignant sans doute de n'avoir pas été suffisamment explicite, il s'en prend encore au lieutenant Dallèves et à ses hommes en qui il voit des lâches<sup>322</sup>, car il ne comprend pas la mentalité de montagnards qui se battent fort bien sur leur propre sol, sachant quelle énorme supériorité leur vaut une connaissance exacte des lieux, mais qui se refusent d'autant plus à s'aventurer sur une terre étrangère, où la même supériorité appartient à l'ennemi. Il ne peut voir dans leur défection que le résultat de la méfiance du gouvernement provisoire à son égard : « Mais vous ne m'avez pas fait confiance et vous pensiez ainsi m'imposer des limites. Si vous informez le simple soldat de ce qu'il n'est pas tenu de faire, c'est la preuve que vous ignorez tout ce à quoi cela donne lieu. Les subordonnés, particulièrement le simple soldat, savent très bien élargir l'exemption du devoir à leur avantage et à un moment injustifié [...] ». Et Simbschen revient encore dans la même lettre sur la méfiance du gouvernement valaisan : « Si je raconte que je vais à Milan ou à Côme, ce n'est nullement une preuve que cela arrivera, ou que je fasse mauvais usage de votre

<sup>320</sup> *Gouvernement provisoire*, pp. 112-113, en allemand.

<sup>321</sup> Elle compte quatre-vingts lignes dans *Gouvernement provisoire*, pp. 113-115.

<sup>322</sup> Voir ci-dessus, p. 282.

troupe et que je la sacrifierai, ainsi que moi, à une entreprise insensée. Cherchez au contraire le motif de ces propos dans l'activité que déploient beaucoup de gens à informer l'ennemi de mes paroles, de mes actes, en un mot de tout. Si vous étiez, Messieurs, plus méfiants à l'égard de telles gens, et moins méfiants à mon égard, cela serait de plus de profit pour vous et pour les puissances alliées »<sup>323</sup>.

Dans le procès-verbal de la séance du gouvernement provisoire du 16 mars, où la lettre de Simbschen est lue par Stockalper, cette dernière considération devient tout simplement : « Il recommande au gouvernement de surveiller les personnes suspectes à la chose présente par un espionnage actif »<sup>324</sup>. On a un peu l'impression que l'allemand de Simbschen est de l'hébreu pour les Valaisans, du moins quand ils ne veulent rien entendre. Mais ce n'est pas toujours le cas. L'accusation essentielle de Simbschen est au contraire parfaitement comprise et fort bien interprétée : « Il dit que le gouvernement a manqué de confiance envers lui, en donnant trop de publicité aux diverses protestations qui ont été faites contre sa sortie du bataillon valaisan hors du pays, ce qui a eu de mauvais effets dans le corps valaisan et a nui à sa subordination »<sup>325</sup>.

Cependant le gouvernement provisoire a voulu donner satisfaction à Simbschen, après que celui-ci eut pris la décision de rapatrier les chasseurs valaisans. Dans sa séance du 15 mars, il « décide de répondre de suite » au colonel « que ce bataillon est entièrement à sa disposition pour les mouvements et les opérations militaires de ce corps ; que M. l'ancien capitaine Eugène de Courten, de Sion, avait été nommé chef de ce bataillon, qu'il se rendrait de suite au corps et auprès de lui pour prendre ses ordres, et qu'on s'empresserait d'envoyer de même les capitaines dès que l'on saura que ceux que l'on a désignés pour ces places les auront acceptés »<sup>326</sup>.

<sup>323</sup> *Gouvernement provisoire*, pp. 113-114, en allemand.

<sup>324</sup> T 2, p. 257.

<sup>325</sup> T 2, p. 256.

<sup>326</sup> T 2, p. 254.

Ces capitaines ne sont pas faciles à trouver et le gouvernement fait vraiment tout ce qu'il peut pour se les procurer. Le 21 mars, lui parvient une réponse de « M. Escher, ancien capitaine au service d'Espagne, à qui il a été proposé une place de capitaine. [...] Il accepte cette place sous la condition qu'il puisse avoir la recette de la barrière du Simplon, dont il était chargé sous le gouvernement français, lorsqu'elle viendra à être rétablie par le gouvernement. Le conseil décide de répondre à M. le capitaine Escher qu'on l'engage à prendre la place de capitaine et qu'à l'époque du licenciement de ce corps, il peut compter sur la place de receveur de la barrière du Simplon »<sup>327</sup>. Etrange pays que le Valais de 1814, où la qualité d'officier peut se révéler utile dans la vie civile... Le gouvernement a aussi écrit au capitaine retraité Alexandre Dumaye, de Chamoson, pour l'informer de sa nomination au bataillon. Mais celui-ci n'a donné aucune réponse. Le 29 mars, le gouvernement lui écrit à nouveau et charge une ordonnance « d'aller en droiture chez lui, pour être assuré que la lettre lui parvient »<sup>328</sup>, grâce à quoi le gouvernement apprend, le 1<sup>er</sup> avril, que le capitaine Dumaye « refuse la place qu'on lui présente » en raison des « infirmités qu'il a contractées dans un long et pénible service »<sup>329</sup>.

Agé de soixante-deux ans, le capitaine de Courten voudrait bien réorganiser le bataillon dont on lui donne le commandement. Malheureusement, ce bataillon fond à vue d'œil. Les chasseurs valaisans sont ulcérés. Se souvenant des assurances qui leur ont été données en janvier 1814, ils sont maintenant « convaincus que les maires et les curés les ont trompés quand ils leur ont assuré qu'ils ne sortiraient pas du pays »<sup>330</sup>. Et ils se mettent à désertre en grand nombre. Simbschen n'avait que trop raison : il ne faut jamais donner au simple soldat l'occasion de montrer son talent dans l'art de tirer ses grègues.

<sup>327</sup> T 2, p. 236.

<sup>328</sup> T 2, p. 103.

<sup>329</sup> T 2, p. 109.

<sup>330</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I., p. 338.

Deux officiers valaisans, Imahorn et Kuntschen, se rendent dans la matinée du 22 mars auprès de Stockalper à qui ils présentent un rapport officiel sur la situation du bataillon : de quatre cents hommes, l'effectif est passé à deux cents et le bataillon est « menacé d'une désertion totale », car « ceux restants avaient le dessein de quitter aussi, si le gouvernement ne statuait pas sur leur sort en peu de temps ».

Il se trouve que, dans la soirée du 20 mars, le gouvernement a discuté d'un projet de réorganisation « proposant une solde aux officiers et soldats, ainsi qu'une partie de l'habillement ». Kuntschen et Imahorn estiment que ces dispositions auront le meilleur effet, « mais ils insistent sur le rappel des soldats qui ont quitté le corps sans permission »<sup>331</sup>.

Le gouvernement provisoire n'a plus maintenant pour tâche de fournir des officiers aux soldats, mais de procurer des soldats aux officiers. Il faut donc que les déserteurs rejoignent le corps au plus vite, s'ils ne veulent pas s'exposer à des mesures de rigueur. Le gouvernement décide donc « de hâter l'envoi d'une circulaire aux dizains pour leur rendre compte de cela, et de les informer qu'il est indispensable de réorganiser un corps constamment en activité. »<sup>332</sup>. Ce sera l'objet de la circulaire qui porte la date du 20 mars<sup>333</sup>.

Mais Stockalper ne nourrit pas trop d'illusions sur l'effet de cette circulaire, qui fait un devoir aux communes de renvoyer les déserteurs au bataillon. C'est pourquoi le lendemain, 23 mars, il « rappelle au conseil l'importance de déléguer auprès de M. le colonel baron Simbschen un de ses membres pour traiter avec lui sur différents objets de haute importance » et propose à cet effet le baron de Werra. Le gouvernement approuve ; et de Werra accepte la mission qui lui est confiée<sup>334</sup>.

Simbschen, en effet, a pris également position sur la désertion du bataillon valaisan. A la séance du 24 mars, Stockalper produit

<sup>331</sup> T 2, p. 240.

<sup>332</sup> *Ibidem*.

<sup>333</sup> Publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 116-118.

<sup>334</sup> T 2, p. 243.

une lettre du bourgmestre de Saint-Maurice, en date du 23, informant le gouvernement que « plusieurs jeunes gens qui faisaient partie du corps des chasseurs valaisans, qui disent avoir été congédiés depuis Domodossola, sont rentrés chez eux. M. le bourgmestre demande si, conformément aux ordres donnés par M. le colonel Simbschen de les faire arrêter pour les faire rentrer dans leurs rangs, il doit obtempérer à cet ordre ». Le gouvernement renvoie naturellement le bourgmestre aux instructions qui « venaient d'être données, à cet égard » par la circulaire datée du 20 mars<sup>335</sup>.

De Werra se rend à Saint-Maurice le 25. Il n'y trouve pas Simbschen, parti pour Genève, et s'adresse en conséquence au major Vukassovich. Au cours de leur entretien, « le major a acquiescé à la proposition que le gouvernement a été chargé de faire au colonel, de réduire à deux compagnies effectives les quatre compagnies de chasseurs valaisans, et de laisser deux compagnies en réserve, prêtes à se joindre aux deux autres au premier signal »<sup>336</sup>.

Tout porte à croire que c'est le capitaine Eugène de Courten lui-même qui a suggéré de réduire à deux compagnies le corps des chasseurs valaisans, car son bataillon continue à fondre, et il est incapable de sévir. Le Simplon passe alors pour menacé à nouveau par des forces considérables. C'est de Werra qui l'apprend à Stockalper pendant la nuit du 28 au 29 mars. Durant la même nuit, Stockalper dépêche à Brigue le comte Eugène de Courten, commandant de la *landwehr*. En ce moment où le danger paraît grave, le comte de Courten fait savoir au gouvernement, par une lettre datée du 29 mars, « qu'il se rendra à Brigue du coup, et prendra en considération la manière dont le Simplon est occupé, et qu'il se transportera même jusqu'à Simplon avec cent cinquante volontaires du bataillon valaisan, si le cas l'exige. M. le capitaine Eugène de Courten, le commandant du bataillon, l'accompagne à Brigue pour organiser le bataillon »<sup>337</sup>. Vu l'urgence présumée de

<sup>335</sup> T 2, p. 246.

<sup>336</sup> T 2, p. 247, séance du 26 mars 1814.

<sup>337</sup> T 2, pp. 103-105, séance du 29 mars.

la situation, il est à peu près certain que le bataillon valaisan n'avait plus guère, à cette date, que cent cinquante « volontaires » ; de plus, ces volontaires étaient encore à organiser. En effet, à peine sur les lieux, le comte Eugène de Courten constate que tout va fort mal. Dès le 29 mars à minuit, il écrit de Brigue au gouvernement, pour que celui-ci « s'occupe des nominations de capitaines et d'officiers subalternes ». Sur quoi le gouvernement, qui semble avoir perdu tout espoir, décide « d'écrire à M. le commandant du bataillon de faire un travail sur cet objet et de le faire parvenir au conseil pour que ces nominations soient faites d'une manière qui ne heurte point les convenances du service ». Il se dégage de cette décision une forte odeur d'enterrement administratif. Mais il y a pire. C'est la débandade des soldats qui se poursuit. Le comte de Courten demande encore au gouvernement « que l'on hâte la rentrée sous les drapeaux des déserteurs du bataillon [...]. Vingt chasseurs du Bas-Valais ont été arrêtés à Tourtemagne [...]. Ayant reçu une morale paternelle de M. le chef [du bataillon], ils ont rejoint facilement ». Le capitaine de Courten n'est pas « le père » du bataillon : c'est un grand-papa débonnaire qui fait la morale à ses petits-enfants. Le gouvernement ordonne donc « qu'il soit dressé, par MM. les officiers, des états des soldats qui sont rentrés dans leur commune, afin que l'on puisse envoyer des ordres nominatifs de rejoindre »<sup>338</sup>.

Ces énergiques décisions, prises le 31 mars, resteront lettre morte. En effet, Simbschen, qui sait à quoi s'en tenir sur la déliquescence du bataillon valaisan et qui le juge désormais inutile, écrit le 2 avril au gouvernement provisoire. Il l'informe « que la discipline du bataillon de chasseurs valaisans se relâche et qu'on pourrait organiser un corps de défense des frontières moins considérable, et conséquemment moins coûteux au pays, vu que le danger de nouvelles agressions hostiles s'éloigne du Valais »<sup>339</sup>. Il propose le licenciement de ce bataillon et fait connaître au

<sup>338</sup> T 2, pp. 106-107, séance du 31 mars.

<sup>339</sup> Les Autrichiens sont entrés à Lyon le 20 mars. Le 2 avril, Bubna a son quartier général à Chambéry ; voir M. Chaulanges, A.-G. Manry et R. Sève, *Textes historiques 1799-1815*, Paris, 1960, pp. 170-171.

gouvernement qu'il a nommé M. le capitaine Luxem comme commissaire pour opérer la dissolution de ce corps [...] ».

A la séance du 4 avril 1814, après la lecture de cette lettre, dans le sens de laquelle chacun « abonde entièrement, le conseil a dressé un arrêté organique portant la suppression de ce corps, et charge, conjointement avec M. le baron Simbschen, le capitaine Luxem d'opérer le licenciement de ce corps de chasseurs valaisans. Des instructions seront données à cet effet, soit à M. Luxem, soit aux bourgmestres et syndics, pour la remise des armes et des capotes aux diverses autorités »<sup>340</sup>.

L'« arrêté organique » du 4 avril 1814, portant suppression du corps des chasseurs valaisans, était des plus urgents. Le jour même où il est pris, il se trouve déjà exécuté par le capitaine Luxem, agissant sur ordre de Simbschen<sup>341</sup>. Ainsi mourait, en même temps que l'Empire, un corps que Simbschen avait poignardé en l'envoyant hors du Valais<sup>342</sup>.

### 13. *La paix aux frontières*

L'abdication de Napoléon n'entraîne pas du jour au lendemain le retrait des forces françaises d'Italie. Eugène de Beauharnais, le vice-roi, qui ne désespérait pas de mettre la couronne de fer sur sa propre tête, se mit à négocier avec Murat. Le roi de Naples ne se laissa pas persuader et prit l'offensive sur le Taro, le 13 avril. Le 16, Eugène signa enfin avec Bellegarde une convention d'armistice qui lui permit d'évacuer le royaume. Le 20 avril, éclate à Milan, déjà dégarnie de troupes françaises<sup>343</sup>, une insurrection qui met fin au pouvoir du vice-roi. Ce n'est que du 28 au 30 avril

<sup>340</sup> T 2, p. 112, séance du 4 avril 1814.

<sup>341</sup> T 2, p. 116, séance du 6 avril 1814. Une lettre du capitaine Luxem, en date du 5 avril, « informe le gouvernement que, conformément aux ordres qu'il a reçus du colonel baron Simbschen, il a opéré le 4 de ce mois le licenciement du corps de bataillon de chasseurs valaisans ».

<sup>342</sup> Le 2 avril, Napoléon est déclaré déchu par le Sénat français, qui lui signifie cette déchéance à Fontainebleau le surlendemain.

<sup>343</sup> Voir ci-dessus, p. 288.



que les Autrichiens entrent à Mantoue, Brescia, Treviglio et Milan ; c'est le 30 avril seulement qu'Eugène de Beauharnais prend, avec son épouse, le chemin de Munich. Il faudra attendre jusqu'au 7 mai pour que les Autrichiens entrent à Novare, devant laquelle Grenier avait massé les troupes françaises du royaume<sup>344</sup>.

Mais le royaume d'Italie ne comprenait pas le Piémont. Au sud du Valais, le département de la Doire demeure un département français et l'état de guerre s'y prolonge jusqu'au 27 avril, date à laquelle le prince Camille Borghèse signe la convention d'armistice qui prévoit l'évacuation du Piémont par les Français, et celle du royaume d'Italie par les troupes de Grenier. En vertu de cette convention, les troupes françaises évacuent, le 9 mai, Alexandrie, la citadelle de Casal et le fort de Bard, pour rentrer en France. Dès la veille, Bubna a installé son quartier général à Turin, pendant que Bellegarde installait le sien à Milan<sup>345</sup>.

Toutes ces circonstances vont prolonger la garde des Valaisans à leurs frontières. Les combats du début de mars au Simplon ont été l'événement le plus saillant de cette défense, mais non le seul, ni le premier.

Dès les premiers jours de janvier 1814, aussi bien au Grand Saint-Bernard qu'au Simplon, il y eut constamment de légers accrochages de la part de troupes qui se surveillaient l'une l'autre et maintenaient le contact avec l'ennemi. Il en allait de même du côté de la Savoie. De Trient, on surveille le col de Balme. Un piquet autrichien, guidé par l'aubergiste du lieu, Jacques Cretton, part pour Chamonix le 25 janvier et n'est de retour que le surlendemain. Le 11 février, ce sont les « préposés français » qui lui rendent la politesse ; quatorze Autrichiens partent à leur poursuite<sup>346</sup>. La garde des frontières n'était donc pas nouvelle et elle demeure la préoccupation la plus constante du gouvernement provisoire.

<sup>344</sup> Weil, t. IV, pp. 561-562 et 580-586.

<sup>345</sup> *Ibidem*, pp. 576 et 587.

<sup>346</sup> T 5, fasc. 2, n° 1, p. 30 : *Dépouillement des comptes des frais d'auberge à Martigny pour les officiers autrichiens en 1814*, cahier de 44 p. in-fol., dont 30 pages écrites.

Dans sa lettre du 12 janvier, Simbschen avait demandé au gouvernement d'organiser la levée en masse des paysans et de faire préparer pour eux deux mille lances de sept à huit pieds de long<sup>347</sup>. Mais le gouvernement provisoire n'a jamais donné suite à cette demande. Les Valaisans de 1814 n'étaient nullement comparables aux Russes de 1812, parce que le Valais n'est pas la Russie. Dans les plaines russes, une masse de moujiks, armés de lances, pouvait se précipiter utilement sur des soldats armés de fusils qui exigeaient un long moment pour être rechargés après avoir envoyé une seule balle ; en Valais, en revanche, la victoire était promise à des montagnards armés de fusils et bien postés pour surprendre l'ennemi. Le petit combat de Simplon au soir du 28 février l'a prouvé éloquemment, et l'on arma le lendemain la milice que l'on envoya à Bérisal. Aussi les Valaisans, faisant fi des lances avec lesquelles ils perdraient les avantages d'un terrain accidenté, désirent-ils des armes à feu, de la poudre et des balles. Ce n'est qu'après Bérisal qu'on leur donne satisfaction. Un certain nombre de fusils leur est fourni par Schraut, qui prouve qu'un vieux diplomate peut être en matière d'armement aussi compétent qu'un jeune colonel. Les munitions arrivent de Berne, et elles arrivent rapidement. Dès le 6 mars, Stockalper fait part au gouvernement provisoire d'une lettre du capitaine de génie de Wurstemberger, bailli de Frutigen, annonçant que « vingt mille cartouches et autres munitions de chasseurs » sont arrivées et qu'il en attend autant pour le lendemain. Il en a informé Jean-Joseph Lorétan, châtelain de Loèche-les-Bains, pour que celui-ci fasse prendre ces munitions. Lui-même fera tout son possible pour les faire avancer jusqu'à Kandersteg, si la neige fraîche qui vient de tomber le permet. En conséquence, le gouvernement donne un ordre écrit à François-Ignace Werra, grand châtelain du dizain de Loèche, « pour faire arriver au plus tôt les munitions à Loèche<sup>348</sup>. Dès le 8 mars, Werra informe le gouvernement que les « cartouches sont déjà arrivées à Loèche, que le dépôt en a été

<sup>347</sup> Voir ci-dessus, p. 175.

<sup>348</sup> T 2, p. 224.

soigné et qu'elles sont à la disposition du gouvernement »<sup>349</sup>. Les milices valaisannes n'auraient jamais été si rapidement pourvues de munitions si le gouvernement les faisait distribuer immédiatement. Mais ce n'est pas le cas.

Au Simplon, le capitaine Gattlen continue à monter la garde avec ses trois cent cinquante hommes de la *landwehr*, qui sont périodiquement relevés<sup>350</sup>. Le col est donc bien gardé et il semble qu'il n'y ait rien à craindre de ce côté. Pourtant, à la fin mars, la rumeur se répand qu'il doit y arriver des forces ennemies considérables. « Dans le dizain de Loèche et ailleurs » dans le Haut-Valais, on est dans « de grandes inquiétudes ». Dans la nuit du 28 au 29 mars, Stockalper reçoit du baron de Werra une lettre où celui-ci demande « qu'il soit disposé de vingt-cinq à trente livres de cartouches de l'envoi de Berne pour l'usage des carabinières de Loèche de l'élection, dans le cas qu'ils seraient mis sur pied ». Cette lettre est lue à la séance du gouvernement du 29 mars, ainsi qu'une autre lettre émanant du grand châtelain du dizain, François-Ignace Werra. Celui-ci demande pareillement « une partie de la poudre et du plomb envoyés de Berne, pour les arquebusiers surtout, qui en manquent totalement » et il informe « que M. Deschallen, capitaine du dizain de Viège, faisait la même demande »<sup>351</sup>.

Le gouvernement garde son sang-froid. Outre les volontaires valaisans demeurés au bataillon des chasseurs, il se trouve encore à Brigue les trois compagnies autrichiennes qui se sont repliées de Domodossola avec Luxem<sup>352</sup>. Stockalper se borne donc à demander au comte de Courten de « faire tout ce que les circonstances exigeront, l'assurant qu'après avoir eu la confiance entière du gouvernement et du peuple valaisans, il aura des droits certains à leur reconnaissance » et il le charge, de surcroît, de

<sup>349</sup> T 2, p. 222.

<sup>350</sup> Des trente-neuf hommes du dizain de Loèche arrivés au Simplon le 3 mars, trente-trois y restent jusqu'au 17 et les six autres jusqu'au 25 : BG, litt. F, pièce 27 : *Total des troupes qui ont fait la campagne du Simplon en 1814*.

<sup>351</sup> T 2, pp. 103-104.

<sup>352</sup> T 2, p. 105, séance du 29 mars 1814, selon lettre de Simbschen du 28.

réorganiser, avec le capitaine de Courten, le bataillon valaisan<sup>353</sup>. Dans une lettre datée de Brigue, le 29 mars à minuit, le comte de Courten fait savoir au gouvernement qu'il ne paraît pas que le Simplon soit à la veille d'être attaqué : les avis reçus de tous les environs portent que la grand-route n'est pas praticable pour la cavalerie et point du tout pour l'artillerie, et que les passages latéraux sont impraticables, que les Autrichiens ont un poste à Ruden [Gondo] et qu'ils ont poussé une reconnaissance jusqu'à Iselle sans trouver d'ennemis, ce qui le porte à croire que le Simplon ne risque pas une attaque »<sup>354</sup>.

Malgré cette situation, l'inquiétude persiste. Dans le dizain de Viège, le capitaine des milices, Deschallen, « a fait établir les signaux » que Simbschen avait prévus dans sa lettre du 12 janvier à la Direction centrale<sup>355</sup>, et il demande à Gaspard-Emmanuel Stockalper, capitaine de la milice du dizain de Brigue, d'en faire autant dans son ressort. Celui-ci adresse au gouvernement une lettre qui est lue à la séance du 2 avril. Il veut savoir « s'il doit obtempérer à cette invitation. [...] Il demande de même, au nom du conseil du dizain, des munitions et des armes, pour qu'on puisse en faire usage lors d'une invasion hostile ». Le gouvernement prend la décision « de ne pas permettre l'érection des signaux jusqu'à ce que cela soit demandé par le commandant autrichien »<sup>356</sup>.

Mais Simbschen écrit, le 2 avril, au gouvernement que « le danger de nouvelles agressions hostiles s'éloigne du Valais ». Il supprime pour ce motif le bataillon des chasseurs valaisans. « Il invite en même temps le gouvernement de vouloir bien s'occuper de l'organisation d'un nouveau corps de défense, composé uniquement de deux compagnies, pour garantir la frontière ». Or, le gouvernement en a assez d'essayer en vain d'organiser des compagnies. Maintenant que le bataillon valaisan a été réduit à sa plus simple expression, les milices paysannes sont, au contraire, des plus actives. Sans tenir compte de l'invitation de Simbschen, le gou-

<sup>353</sup> T 2, p. 103.

<sup>354</sup> T 2, p. 107.

<sup>355</sup> Voir ci-dessus, p. 175.

<sup>356</sup> T 2, p. 111.

vernement se borne à prendre, lors de sa séance du 4 avril, « des mesures pour l'organisation des forces nécessaires pour garnir et garder les frontières »<sup>357</sup>. En fait, il charge le baron de Werra et le capitaine Eugène de Courten d'élaborer « un projet d'organisation de la première et deuxième élections et du *landsturm* ou de la levée en masse ». Ce projet est adopté par le gouvernement à la séance du 8 avril, et un « conseil de guerre » est immédiatement nommé « pour mettre ce projet d'organisation en exécution le plus tôt possible ». Ce conseil de guerre a pour président le comte Eugène de Courten, et pour membres quatre capitaines : Eugène de Courten, de Sion ; Bruno Gay, de Martigny ; Alexandre Dumaye, de Chamoson, et Alexis Werra, de Loèche. Il sera loisible au président « de porter le nombre de ce conseil à sept, s'il le croit nécessaire. A cet effet, on propose encore, pour complément des sept, MM. les capitaines Weger ou Imhof, de Conches, et les capitaines Perrig ou Zenklusen, de Brigue. On devra de suite adresser le plan d'organisation audit M. le comte de Courten, pour qu'il y donne suite »<sup>358</sup>. Nous ignorons quelle décision a prise à ce sujet le comte Eugène de Courten, de sorte que la composition de ce conseil des Sept, s'il a existé, demeure aussi incertaine que la liste des Sept Sages de la Grèce.

Quoi qu'il en soit, la première et la plus importante décision du comte de Courten et de son « conseil de guerre » est de rappeler de Simplon le capitaine Gattlen et ses trois cents hommes de *landwehr*, qui rentrent dans leurs foyers « autour de Pâques », c'est-à-dire autour du 10 avril, et sont relevés par une compagnie autrichienne<sup>359</sup> à laquelle le comte de Courten adjoint cinquante hommes du dizain de Rarogne<sup>360</sup>.

Depuis le combat de Bérisal, les montagnards s'attendent à voir des Français envahir le Valais par tous les cols communiquant avec le Piémont. Pierre-Antoine Forclaz, syndic d'Evolène, est inquiet pour le passage d'Arolla et il écrit, le 27 mars, au gouvernement

<sup>357</sup> T 2, p. 112.

<sup>358</sup> T 2, pp. 118-119.

<sup>359</sup> Gattlen, *Expedition*, p. 433.

<sup>360</sup> AV, Fonds de Courten, liasse *Mobilisation valaisanne en 1814*, Colonel comte Eugène de Courten ; et T 2, p. 147, séance du 26 avril.

provisoire pour demander qu'on y mette une petite troupe. Dans la matinée, il est possible, dit-il, de marcher sur la neige durcie par le gel nocturne, et il est aisé de passer sur le glacier<sup>361</sup>. Le 11 avril, Forclaz revient sur sa lettre du 27 mars. Il informe le gouvernement que « le beau temps fait des ravages rapides aux neiges » et demande que le passage d'Arolla soit gardé non pas seulement par « nos gens de la commune », mais par « les électionnaires du dizain » tout entier<sup>362</sup>. A la suite de cette seconde lettre, le gouvernement décide, le 13 avril, « de faire écrire au capitaine du dizain d'Hérémence, pour faire garder ce passage par les électionnaires de ce dizain, au nombre de dix, non compris un sergent et deux caporaux. Le conseil croit encore à propos d'informer le commandant autrichien à Sion de ce passage et des dispositions que l'on a prises pour le garder »<sup>363</sup>.

Le 17 mars, c'est le « président provisoire » de Bourg-Saint-Pierre, Anselme Moret, qui informe le gouvernement de la menace qui pèse sur le Grand Saint-Bernard. « Il y aurait à Saint-Rhémy de soixante à soixante-dix hommes ; à Etroubles, de vingt à trente ; et de sept cents à huit cents hommes dans toute la vallée »<sup>364</sup>. Le capitaine des élections du dizain d'Entremont, Gard, intervient en conséquence auprès du gouvernement pour recevoir des munitions. Mais le gouvernement n'en a plus. C'est pourquoi, le 25 mars, le baron de Werra, s'entretenant à Saint-Maurice avec le major Vukassovich, sollicite de celui-ci les munitions nécessaires aux hommes de l'Entremont. « Le major lui dit qu'il avait envoyé dix mille cartouches à ce dizain et qu'il était étonné de cette demande ; que, d'après cela, il prendrait des informations sur cet objet auprès de M. Wallentich, commandant au Grand Saint-Bernard »<sup>365</sup>.

<sup>361</sup> T 4, fasc. 4, n° 32, lettre des Haudères, 27 mars 1814 : le passage d'Arolla « serait à la vérité fort pénible et extrêmement difficile en ce moment ; cependant pas impossible surtout dans la matinée, lorsque le froid gèle et serre les neiges pendant la nuit [...] Sur le glacier, il n'aurait pas de peine d'y passer actuellement [...], de sorte que je crois qu'il ne faudrait pas tarder longtemps d'y placer une petite troupe pour enfin être en sûreté... »

<sup>362</sup> T 4, fasc. 4, n° 40, lettre d'Evolène.

<sup>363</sup> T 2, p. 131.

<sup>364</sup> T 4, fasc. 4, n° 31.

<sup>365</sup> T 2, pp. 246-247.

Le 4 avril, une nouvelle lettre de Moret, syndic de Bourg-Saint-Pierre, vient éclairer le gouvernement sur le motif de la tension qui règne toujours d'Aoste au Grand Saint-Bernard : « D'après le rapport de personnes qui viennent d'Aoste, il résulte qu'il y aurait cinq cents hommes de troupes dans cette ville, que l'on présume être placés là parce que le poste de Valaisans et d'Autrichiens qui gardent le Grand Saint-Bernard font de fréquentes incursions jusqu'à Saint-Rhémy. » A cette nouvelle, le gouvernement décide aussitôt de communiquer cette lettre à Simbschen, « afin qu'il prenne les mesures qu'il croira convenables pour la sûreté du pays »<sup>366</sup>.

A cette époque, les Valaisans qui sont postés au Grand Saint-Bernard et font de « fréquentes incursions » dans la vallée d'Aoste, sont encore des chasseurs du bataillon valaisan. La dissolution de ce bataillon pose le problème de leur remplacement. Simbschen demande donc au gouvernement cinquante hommes des milices. « Il annonce qu'il fournira les fusils et munitions aux cinquante hommes que le Valais mettra sur pied pour la garde du Grand Saint-Bernard, contre un reçu de ces armes et munitions »<sup>367</sup>. Peut-être en raison de l'affaire des dix mille cartouches envoyées par Vukassovich aux hommes de l'Entremont et dont la distribution n'a pas eu lieu, le gouvernement décide de ne pas confier à ce dizain la garde du Grand Saint-Bernard et il y envoie des « électonnaires du dizain d'Hérémente »<sup>368</sup>.

En Italie, la situation se clarifie progressivement. Le 16 avril, le prince Eugène signe avec le général autrichien Bellegarde la convention militaire de Schiarino-Rizzino, qui met fin aux hostilités. Le lendemain, il remet au général Grenier le commandement des troupes françaises, et, le 20 avril, ses pouvoirs de vice-roi au général Pino. Quant au prince Borghèse, il capitulera le 27 avril 1814, remettant toutes les places du Piémont aux Autrichiens.

Le 22 avril, Stockalper lit à la séance du gouvernement une lettre de Moret, syndic de Bourg-Saint-Pierre, qui « informe le

<sup>366</sup> T 2, p. 113.

<sup>367</sup> T 2, p. 120, séance du 11 avril 1814.

<sup>368</sup> T 2, p. 143, séance du 22 avril 1814.

gouvernement qu'un officier français est venu en parlementaire au Grand Saint-Bernard et a proposé un armistice indéterminé avec les forces autrichiennes qui occupent ce poste, ce qui a été accepté ». En vérité, Moret va un peu vite en besogne. Tout ce que l'officier autrichien commandant le poste du Grand Saint-Bernard a pu accepter, c'est de transmettre à ses chefs la demande d'armistice qui lui est remise. Moret ignore peut-être les usages. Mais surtout il a grande hâte de voir l'Entremont débarrassé de toute milice étrangère au dizain : « En conséquence, ce syndic propose de laisser partir les électionnaires du dizain d'Hérémence, qui gardent le Saint-Bernard conjointement avec les troupes autrichiennes, et de ne pas les faire remplacer par un autre dizain ». Le gouvernement est moins pressé que lui, et il n'est pas de son avis. Il « trouve convenable de faire remplacer le piquet du dizain d'Hérémence sur le Saint-Bernard par les électionnaires du dizain de Sion »<sup>369</sup>.

C'est le 26 avril 1814 que se rencontrent à Saint-Rhémy les plénipotentiaires chargés de négocier : du côté autrichien, le colonel Simbschen et le capitaine Gaski ; du côté français, le capitaine Nadreau. Ils concluent un armistice provisoire, notifiable dans un délai de quatre jours<sup>370</sup>. La capitulation de Camille Borghèse, signée le lendemain, devait naturellement donner à cet armistice un caractère définitif.

Le 3 mai, le gouvernement est saisi d'une proposition émanant de « M. Bruttin, officier commandant le détachement des Valaisans au Grand Saint-Bernard », c'est-à-dire des hommes du dizain de Sion qui y ont succédé à ceux d'Hérens. Il propose de renvoyer chez eux vingt hommes « superflus au service » sur les cinquante qu'il a sous ses ordres. Le gouvernement abonde dans son sens : « Non seulement on accepte sa proposition, mais on croit, de plus, pouvoir réduire ce détachement à vingt hommes, distribués au Saint-Bernard, au col Ferret et à Bourg-Saint-Pierre. M. Bruttin est, de plus, invité à viser les passeports des voyageurs qui arrive-

<sup>369</sup> T 2, p. 143. Ce procès-verbal ajoute : « Une invitation sera donnée à cet effet au capitaine des élections », Adrien de Riedmatten.

<sup>370</sup> Cordon, p. 249.



raient sur ces trois points, dès que l'officier autrichien viendrait à quitter ces divers postes »<sup>371</sup>.

A la séance du gouvernement du 9 mai, Stockalper lit une lettre de « Delasoie, membre du conseil du gouvernement, par laquelle il informe que les troupes autrichiennes et leur commandant vont quitter le Grand Saint-Bernard, et que le détachement valaisan reste, par ce départ, sous consigne »<sup>372</sup>. Le 12 mai, une lettre du capitaine Bruno Gay, de Martigny, à qui Stockalper a demandé vingt hommes de son dizain pour remplacer le « détachement du dizain de Sion » aux postes du Saint-Bernard et du val Ferret, fait connaître « qu'il s'empressera d'obtempérer à cette invitation, et informe qu'il a désigné son fils pour commander ce détachement »<sup>373</sup>.

Le 26 mai parvient au gouvernement une lettre du « capitaine électionnaire du dizain de Martigny », Bruno Gay. « Le détachement de ce dizain placé au Saint-Bernard ayant fini son temps au 31 de ce mois, il demande s'il a été donné des ordres pour remplacer ce détachement, ou si l'on trouve à propos de n'y plus envoyer personne. Son avis serait de faire garder le Saint-Bernard seul, avec quelques hommes et un sous-officier ». Le gouvernement décide de s'adresser à Anselme Moret, syndic de Bourg-Saint-Pierre, pour savoir « s'il est nécessaire que le Saint-Bernard soit occupé par un nouveau détachement. En attendant, on écrira à M. Gay que son détachement peut se retirer et que, pour le moment, il ne sera pas remplacé »<sup>374</sup>. En fait, Moret avait donné son avis dès qu'il avait eu connaissance de la demande française d'armistice au Grand Saint-Bernard et c'est le gouvernement qui avait jugé alors convenable d'y prolonger la surveillance de la frontière<sup>375</sup>. C'est donc le 31 mai 1814, au lendemain de la signa-

<sup>371</sup> T 2, p. 304.

<sup>372</sup> T 2, p. 311.

<sup>373</sup> T 2, p. 265. Le procès-verbal ajoute : « M. Gay réclame aussi la restitution de vingt-six fusils et de quelques munitions, livrés par le dizain de Martigny aux électionnaires d'Hérémence qui, au mois d'avril dernier, ont occupé le Saint-Bernard. »

<sup>374</sup> T 2, p. 281.

<sup>375</sup> Voir ci-dessus, pp. 317-318.

ture du traité de Paris, que prit fin la garde valaisanne au Grand Saint-Bernard ; elle durait depuis cinq mois, ayant commencé le 2 janvier par une action militaire à laquelle avaient participé les paysans de l'Entremont.

Dans le Haut-Valais la garde des frontières est d'une durée un peu moins longue, mais elle n'est pas prise avec moins de cœur que dans le Bas-Valais. Non seulement on y surveille le passage du Simplon, mais on y accomplit jusqu'au bout scrupuleusement les « exercices qui ont été commandés par le gouvernement lors de l'organisation des électionnaires ». Cela entraîne un ultime incident, l'aventure du brave électionnaire Schwick, de Niederwald, qui blesse mortellement d'une balle de fusil, le 24 avril, son camarade François Egger, « à la distance de deux cent quatre-vingts pas », sans « aucune préméditation, ni malice »<sup>376</sup>.

Le 25 avril, Stockalper écrit au comte Eugène de Courten pour lui demander de relever, par vingt-cinq hommes du dizain de Sierre, les cinquante hommes du dizain de Rarogne qui se trouvent au Simplon. Il désire que cette relève se fasse le surlendemain, mais ajoute : « J'espère que ce détachement n'y finira pas la quinzaine, et que l'armistice sera conclu dans peu du côté de l'Italie »<sup>377</sup>.

Eugène de Courten lui adresse immédiatement une lettre qui est lue à la séance du gouvernement du 26 avril : « Les cinquante hommes de Rarogne ont été remerciés par M. le capitaine autrichien Luxem. Il croit donc superflu d'envoyer les vingt-cinq hommes du dizain de Sierre ». Le gouvernement partage son opinion. « Il ne sera donc, dans ce moment, envoyé aucun électionnaire pour garder le Simplon »<sup>378</sup>.

<sup>376</sup> T 2, p. 312, séance du 9 mai 1814. La famille Egger a demandé à Jean-Joseph Schwick deux cents francs français de dommages-intérêts. Schwick n'en offre que quarante. Eu égard à la pauvreté et à l'innocence de celui-ci, le gouvernement décide de verser lui-même la différence.

<sup>377</sup> AV, Fonds de Courten, liasse *Mobilisation valaisanne en 1814, Colonel comte Eugène de Courten*.

<sup>378</sup> T 2, p. 147.

## CHAPITRE VI

# Le poids de l'occupation militaire

### 1. *Les causes du mécontentement de la population valaisanne*

Le départ des Autrichiens du Valais mettait fin à une occupation militaire qui avait duré cinq mois. Elle n'avait pas pesé partout du même poids. C'est la ville de Saint-Maurice, où elle a commencé le 28 décembre 1813, qui a eu le plus à s'en plaindre. La fin de l'occupation autrichienne y est saluée comme une libération par le vice-bourgmestre Macognin de la Pierre, qui écrit : « Ainsi la ville fut délivrée de la présence d'hôtes fort incommodes et dont les frais d'entretien ont coûté cent mille florins à Saint-Maurice, sans espoir d'obtenir une répartition équitable et proportionnée de cette dette, soit de la part du dizain de Saint-Maurice même, soit de la part des autres dizains du Valais, dont quelques-uns ont très peu souffert »<sup>1</sup>. Le ton est amer, et aux doléances du magistrat font écho celles des particuliers. Le 8 avril, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz écrit de Saint-Maurice à son mari : « Le besoin du ménage va avant tout dans ce moment, où je ne suis jamais sans militaires à loger, qui, je t'assure, me

<sup>1</sup> Macognin, p. 104.

sont bien à charge et augmentent mes autres ennuis. [...] Je ne sais comment tu te tireras d'affaire avec tous tes débiteurs de cet endroit, les logements et les réquisitions de tout genre, tout absolument ruiné, ainsi que les autres communes du Bas-Valais. Je ne sais ce qui s'est passé plus haut. Mais le quartier général a presque toujours été ici avec toutes ses charges, et y est encore pour Dieu sait combien de temps »<sup>2</sup>. Et elle lui écrit encore le 17 mai : « La détresse est des plus grandes partout, et tous tes débiteurs m'ont refusé de l'argent »<sup>3</sup>.

Tout le mal provenait de ce que les Autrichiens ne payaient rien de ce qu'ils réquisitionnaient, laissant à leur propre Etat le soin de régler éventuellement après la guerre les dettes qu'ils faisaient en Valais. Cela allait jusqu'aux notes d'auberges, et du simple soldat au colonel Simbschen lui-même<sup>4</sup>. Le gouvernement provisoire et les communes sont assiégés de demandes de fournisseurs de toutes sortes qui, ne recevant rien de leurs clients autrichiens, supplient qu'on leur donne quelque argent. Le gouvernement ne se presse pas trop et n'entrouvre sa caisse qu'avec beaucoup de retenue. Le fournisseur des viandes aux troupes stationnées à Sion, le boucher Antoine Kadler, réclame un acompte de cent louis d'or au commissaire des guerres du centre, Pierre-Louis de Riedmatten. Celui-ci transmet la demande au gouvernement qui décide, le 28 janvier 1814, de verser cinquante louis à l'intéressé<sup>5</sup>. A la fin de l'année, le même Antoine Kadler « sollicite un acompte sur les fournitures de viande faites aux troupes autrichiennes pour le compte du gouvernement ». Celui-ci décide qu'« il sera écrit au dizain de Loèche pour retirer les sommes qu'il doit, et sur lesquelles on satisfera Antoine Kadler ». Cette décision est prise le 8 novembre 1814<sup>6</sup>. Le 4 mars 1815, le grand bailli Léopold de Sépibus expose au gouvernement « que la dame Winkelried, femme de

<sup>2</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 43.

<sup>3</sup> *Ibidem*, n° 44 : de Saint-Maurice.

<sup>4</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 12-13 : « Le baron de Simbschen peu courtisé à Sion fixe son domicile à Saint-Maurice. Mais, soit là, soit ici, soit à Brigue, partout il fit payer à notre Etat ses frais d'auberge. »

<sup>5</sup> T 1, p. 32.

<sup>6</sup> T 2, p. 461.

l'aubergiste du Lion d'Or [à Sion], s'est présentée chez lui le jour précédent, sollicitant avec larmes un acompte sur les prétentions qu'elle a à former envers le gouvernement pour fournitures de repas à des officiers autrichiens, qu'elle évalue à une trentaine de louis, représentant que son mari étant vivement pressé par le paiement d'une dette d'environ douze louis, elle a recours aux bontés du gouvernement. » Sur quoi, celui-ci lui a « accordé douze louis, en acompte de ses prétentions »<sup>7</sup>.

Les gouvernements qui se succèdent attendent évidemment que les Autrichiens aient eux-mêmes réglé leurs dettes à l'Etat valaisan pour redistribuer aux intéressés le montant de leurs créances. Mais, en attendant, ceux-ci sont à court d'argent et le Valais, suivant l'expression de M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz, est « tout ruiné ». De plus, bien des petites dettes faites par les officiers autrichiens ne seront jamais payées. Un cahier de comptes jette sur ce sujet une lumière assez crue. A Martigny, le sieur Métral, aubergiste à la Grand-Maison, réclame 663 francs pour les repas qu'il a servis ; le gouvernement lui en alloue 454. « Le sieur Métral réclame, de plus, pour bois et chandelles fournis par ordre des différents commandants qui ont été logés chez lui, et qui exigeaient continuellement leurs chambres chaudes et la lumière toute la nuit : 96 francs et 9 batz. » Pour cela, le gouvernement ne lui alloue rien du tout, estimant cet « objet non admissible »<sup>8</sup>. Dans la même ville, le sieur Masson, aubergiste à la Tour, a servi le 1<sup>er</sup> mai 1814 « dîner et souper à trois officiers, une femme d'officier et sa femme de chambre ; aux mêmes, le déjeuner »<sup>9</sup>. Toujours à Martigny, le sieur Cornu, aubergiste au Cygne, a servi le 28 janvier le « thé à deux officiers ; le souper aux mêmes ; une bouteille de vin bouché ; de l'eau de cerise ». Le 29, « déjeuner aux mêmes ; eau de cerise le matin ; dîner et souper aux mêmes ; deux bouteilles de vin bouché ; café après dîner ; thé à la crème pour les deux ;

<sup>7</sup> T 2, annexe 1, p. 71.

<sup>8</sup> T 5, fasc. 2, n° 1 : *Dépouillement des comptes des frais d'auberge à Martigny pour les officiers autrichiens en 1814*, cahier de 44 p. in-fol., dont 30 pages écrites, p. 8.

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. 9 ; Masson réclame quinze francs, on lui en alloue douze et neuf batz.

eau de cerise après souper »<sup>10</sup>. Les officiers qui logent chez l'habitant ne se soignent pas moins bien que ceux qui descendent dans les auberges. Le 16 janvier, le sieur Schwendemann a fourni « dîner et souper à un officier ; deux bouteilles de vin vieux extra »<sup>11</sup>.

Les quelques bonnes âmes qui laissaient à la République le soin de régler la note de leurs balthazars intimes, ne font que mieux ressortir un fait essentiel : les officiers de l'armée d'occupation vivent en Valais comme Dieu en France, et, à l'exemple de Simbschen, ne paient rien nulle part. Il fallut éplucher les notes d'auberges. Pour la seule commune de Martigny, sur une somme globale de 1800 francs réclamée par les aubergistes et par les particuliers, y compris par le curé de la paroisse, le prieur Laurent-Joseph Murith, on retranchera 530 francs pour des extra, que l'on ne pouvait prendre en considération<sup>12</sup> et qui ne furent jamais payés aux intéressés.

Non seulement les officiers autrichiens, comme ceux de toutes les armées d'occupation, avaient le goût de la bonne vie ; mais ils savaient aussi se faire servir. On verra un simple major s'adresser directement au gouvernement valaisan pour le prier de retrouver son manteau<sup>13</sup>.

<sup>10</sup> *Ibidem*, p. 11. Cornu ne reçoit que sept francs pour les repas, et rien pour le reste.

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>12</sup> Mise à part, une somme de 65 francs allouée à la Maison du Saint-Bernard sans indication de la somme réclamée, le cahier T 5, fasc. 2, n° 1, fait connaître les différences entre les sommes réclamées et les sommes allouées. Nous indiquons en francs, sans noter les batz, les sommes réclamées (r.) et allouées (a.) : Métral : r. 663 ; a. 454. Masson : r. 45 ; a. 37. Schwendemann (« au compte de M. le bourgmestre Cropt et commissaire Berguerand ») : r. 9 ; a. 7. Cornu : r. 132 ; a. 70. Jean-Maurice Lugon, aubergiste : r. 239 ; a. 167. Clivaz, aubergiste : r. 248 ; a. 233. [Laurent Murith], prieur de Martigny : r. 303 ; a. 252. Veuve Cropt, née Volluz : r. 28 ; a. 10. Jacques Cretton, aubergiste au Trient : r. 44 ; a. 34.

<sup>13</sup> T 2, pp. 279-280, séance du 25 mai 1814 : « M. le major Vukassovich informe qu'ayant envoyé son manteau à Brigue, avec des dépêches à M. le colonel baron Simbschen, il est instruit que ces dépêches sont arrivées à leur destination, mais non le manteau. Il désire donc qu'on fasse des recherches pour ravoïr son manteau, ou qu'on lui paye un dédommagement de trois louis et demi, et cela jusqu'au 27 de ce mois. — On prie M. Maurice de Courten, convive de M. le major, de lui dire qu'il laisse le temps de rechercher ce manteau à Brigue ou dans les autres lieux. »

## 2. Les effectifs de Simbschen

L'importance des dépenses faites par les Autrichiens était naturellement fonction de l'importance de leurs effectifs. On sait que Simbschen était arrivé en Valais avec six cents hommes, auxquels s'étaient ajoutés, au début de février, cinquante pionniers du génie et cent cinquante fantassins<sup>14</sup>. Mais Simbschen ne cessait de réclamer des renforts à ses chefs. Après l'échec de Luxem à Domodossola, le 25 mars 1814, il reçut enfin de Bubna « le reste du bataillon de Gradisca » dont il n'avait jusqu'alors que cent hommes sous ses ordres<sup>15</sup>. Le 3 avril, un premier détachement arrive de Bâle à Saint-Maurice<sup>16</sup>. Le 10, une compagnie arrive de Lyon<sup>17</sup>. Ainsi se trouvait compensée la diminution d'effectifs due à la dissolution du bataillon des quatre cents chasseurs valaisans, qui a lieu le 4 avril. Mais les quelque douze cents Autrichiens et Valaisans placés sous les ordres de Simbschen ne constituent pas toute sa troupe. Il faut y ajouter le corps sarde composé de Savoyards arrivés en Valais au début de mars et dont Simbschen a tiré une compagnie régulière comptant cent dix hommes et trois officiers<sup>18</sup>. Selon le témoignage du Valaisan Germain Duc qui l'a vu arriver à Vouvry, ce corps sarde comptait au total cent quarante hommes et vingt-trois officiers<sup>19</sup>. Ce témoignage est corroboré par un fait qui laisse supposer que Simbschen n'a pas renvoyé les officiers en surnombre. Comme l'eût fait n'importe quel militaire, il a gardé tout le monde sous ses ordres, ce qui explique qu'à la date du 27 mars 1814 une dépêche du Valais apprend qu'« un détachement d'un corps sarde est à Martigny, et procure dans cette direction une circulation d'officiers assez considéra-

<sup>14</sup> Voir ci-dessus, pp. 114, 250 et 264.

<sup>15</sup> Cordon, p. 248. Voir ci-dessus, p. 113.

<sup>16</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 28, du 8 avril 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 62.

<sup>17</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 29, du 12 avril 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 64.

<sup>18</sup> Voir ci-dessus, p. 281.

<sup>19</sup> T 2, p. 224, séance du 6 mars.

ble »<sup>20</sup>. On voit mal cette circulation assez considérable être le fait des trois officiers attachés à la compagnie. Les officiers savoyards royalistes ont été accueillis en Valais aussi favorablement que la comtesse de Sonnaz, veuve du général, établie à Saint-Maurice à la même époque<sup>21</sup>. Au total, le corps sarde compte donc quelque cent soixante hommes et officiers.

Du 28 février au 3 mars, les Valaisans et les Autrichiens avaient fait deux cent soixante-dix prisonniers italiens<sup>22</sup>. Le 8 et 9 mars, ils en ont fait au moins cent soixante-dix<sup>23</sup>. Simbschen a donc vu arriver en Valais quelque quatre cent quarante hommes et officiers. C'étaient des ennemis ; mais c'étaient des Lombards, et non des Français. Il pouvait espérer les rendre infidèles à leur serment à Napoléon. Il essaya donc, suivant l'expression de Charles Macognin de la Pierre, d'en former « le noyau d'un régiment lombard »<sup>24</sup>. Il dut naturellement se débarrasser des blessés de Bérisal, au nombre de cinquante. Il n'eut pas beaucoup de succès auprès des officiers, dont le plus grand nombre, à l'exemple du colonel Ponti, préféra la captivité au déshonneur<sup>25</sup>. Cependant, quelques jours après Bérisal, il a déjà réussi à former une compagnie lombarde composée de cent six hommes et commandée par un officier<sup>26</sup>. Après la prise de Domodossola, une autre compagnie put être formée<sup>27</sup>, de sorte que, finalement, « il forma ainsi un corps

<sup>20</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 25, du 29 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 62.

<sup>21</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 23, du 22 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 61.

<sup>22</sup> Voir ci-dessus, p. 272.

<sup>23</sup> Voir ci-dessus, p. 277.

<sup>24</sup> Voir ci-dessus, p. 255.

<sup>25</sup> Voir ci-dessus, p. 289. Parlant des officiers qui ont refusé de servir sous les ordres de Simbschen, la *Gazette de Lausanne* du 8 mars 1814 (n° 19, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 60) dit « les officiers faits prisonniers en Valais » ou « les officiers faits prisonniers au Simplon ». En revanche, à la date du 26 avril, le même journal (n° 33, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 64) note qu'à Saint-Maurice « il ne reste que peu de troupes [...] parmi lesquelles on remarque quelques officiers italiens qui ont pris service chez les Alliés ».

<sup>26</sup> Voir ci-dessus, p. 281.

<sup>27</sup> Celle-ci est attendue à Saint-Maurice le 22 mars ; voir *Gazette de Lausanne*, n° 24, du 25 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 62.



de deux cents hommes, qui furent casernés au château de Saint-Maurice »<sup>28</sup>. Simbschen cherche par tous les moyens à grossir ce corps et charge, à cet effet, le capitaine Reisig de recruter des Valaisans, qui reçoivent une prime au moment de leur engagement. Le gouvernement le laisse faire, mais ne l'aide pas<sup>29</sup>. Ainsi est promu premier-lieutenant au corps des Lombards, qui manque d'officiers, le sous-lieutenant Joseph Peney, qui s'est distingué au pont de Crevola<sup>30</sup>. Reisig recrute aussi des cadets : un Joseph de Nucé entre au corps des Lombards à l'âge de quatorze ans<sup>31</sup>.

Au total, si l'on considère non seulement les Autrichiens d'origines diverses que Simbschen a eus sous ses ordres, mais encore les corps auxiliaires composés de Valaisans, de Lombards et de Sardes qu'il a pu joindre à sa troupe, on admettra qu'il a constamment disposé en Valais de l'effectif d'un régiment d'infanterie, disparate certes, mais bien fourni en hommes. Il s'y ajoutait un petit détachement de pionniers du génie et un escadron de cavalerie. C'est son artillerie qui laissait le plus à désirer.

Aussi, au moment même où le bataillon des chasseurs est déserté, met-il sur pied une compagnie d'artilleurs valaisans composée de vingt-deux hommes.

<sup>28</sup> Boccard, p. 341.

<sup>29</sup> T 2, p. 131, séance du 13 avril 1814. On y « fait lecture d'une lettre de M. Reisig, capitaine recruteur du corps des Lombards à Saint-Maurice, qui informe qu'un certain Udry, de Conthey, qui s'était enrôlé dans ledit corps, et a reçu de l'argent pour engagement, a déserté peu après avoir donné sa parole ; cet officier sollicite le gouvernement de prendre des mesures pour rechercher cet homme et le faire traduire devant lui, s'il peut être découvert ; il prie encore le gouvernement d'avoir un œil attentif sur tous ceux qui s'étaient laissés enrôler et avaient déserté. — Le Conseil, considérant que l'enrôlement dont il est question est un contrat privé entre l'officier recruteur et le recruté ; considérant, d'un autre côté, que les recrutements qui se font dans ce moment en Valais au service de l'Autriche, ne sont que tolérés par le gouvernement et non capitulés par lui, décide de faire répondre à cet officier qu'il ait à s'adresser au juge pour faire poursuivre la rentrée de l'arrhe que l'enrôlé a reçue, étant une convention particulière, à laquelle le gouvernement n'a rien à s'immiscer. »

<sup>30</sup> SE, th. 21, France, fasc. 14, pièce 1, n° 34. Voir ci-dessus, p. 284.

<sup>31</sup> SE, th. 21, France, fasc. 14, pièce 1, n° 60 : « De Nucé Joseph, né le 22 novembre 1799. Entré dans le corps des chasseurs lombards le 1<sup>er</sup> mars 1814, licencié le 8 juin 1814 ». Il faut comprendre que de Nucé est entré dans ce corps dès sa formation et a été aligné en comptes dès le 1<sup>er</sup> mars.

Le gouvernement n'a aucune part à la décision de former ce nouveau corps, mais il se voit contraint de participer à sa constitution, fort difficile en vérité, l'artillerie étant une arme noble dont les Valaisans ne connaissent plus les secrets<sup>32</sup>. Contrairement au gouvernement provisoire, qui la considère sans joie, les bons esprits estimeront sans doute que cette levée d'une compagnie d'artilleurs a sauvé l'honneur militaire valaisan. Ils se sont exercés au tir au canon dans les environs de Monthey dès le 27 mars<sup>33</sup>. Le 4 avril, deux pièces de canon sont arrivées à Saint-Maurice, venant de Genève<sup>34</sup>, s'ajoutant à celles que Simbschen avait conservées de l'artillerie française prise à Sion. Il faut espérer que ce sont les artilleurs valaisans qui ont eu l'honneur de tirer à Saint-Maurice, le 9 avril, les salves célébrant la victoire des Alliés sur Napoléon, et la paix retrouvée<sup>35</sup>.

<sup>32</sup> T 2, p. 112, séance du 4 avril. Une lettre de Simbschen du 2 avril « demande qu'on lui procure vingt-deux sabres pour armer ses artilleurs valaisans. On devra s'informer de quelles communes sont ces artilleurs, pour que celles-ci puissent fournir les sabres demandés ». T 2, p. 120, séance du 11 avril, Simbschen présente par lettre « la demande de quinze hommes artilleurs du Haut-Valais, pour joindre aux dix-sept qu'il a déjà du Bas-Valais ». Le conseil estime « qu'il serait inutile de chercher parmi les personnes connaissant l'état d'artilleur, vu que, depuis quatorze ans, il n'y a plus eu de canon sur affût dans le pays ». En conséquence, on lui enverrait des jeunes gens sachant lire et écrire, et doués d'intelligence nécessaire. Et, ayant eu connaissance qu'il y en avait déjà [à la compagnie] au moins trois du dizain de Sion, on a décidé d'écrire aux grands châtelains des dizains ci-après pour que, de concert avec MM. les capitaines des dizains, ils fassent partir les sujets convenables dans la proportion suivante : Sierre, trois ; Loèche, trois ; Rarogne, un ; Viège, trois ; Brigue, deux ; Mörel, un ; Conches, deux ». T 2, p. 296, séance du 27 avril : « Il est fait lecture d'une lettre de M. le colonel baron Simbschen, en date du 26 courant, par laquelle il joint la note des frais d'habillement [...] de vingt-deux canonniers valaisans que M. le colonel dit avoir été mis à sa disposition par le gouvernement. »

<sup>33</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 25, du 29 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 62.

<sup>34</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 28, du 8 avril 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 62.

<sup>35</sup> Macognin, pp. 103-104.

### 3. Les fortifications ordonnées par Simbschen

L'entretien des troupes autrichiennes et des divers contingents stationnés en Valais, les charges dues aux passages des troupes venues de l'extérieur, ne sont pas les seuls éléments qui contribuent à rendre pesant le fardeau de l'occupation. Aussi longtemps qu'il commande en Valais, Simbschen y ordonne des travaux de fortifications. Ceux du château de Saint-Maurice sont les plus importants, mais non les seuls. Au début de mars, « les Autrichiens fortifient le château et la porte du Sex, vis-à-vis de Chessel »<sup>36</sup>. Le 29 du même mois, Simbschen adresse au gouvernement une lettre où « il demande des matériaux et des ouvriers pour faire un pont-levis à la grande galerie de Gondo, pour y arrêter les incursions des ennemis, offrant de payer les ouvriers de profession ». Mais il faut que « les manouvriers soient fournis par le Valais, ainsi que les matériaux, sauf la poudre, qui serait fournie par le trésor impérial ». Ce projet n'enthousiasme nullement le gouvernement provisoire, qui estime que le Valais peut sans doute se passer de ce pont-levis. C'est pourquoi Stockalper « ayant vu ici l'ingénieur à ce sujet [probablement le capitaine Baur] avec le sieur [Ignace] Venetz, aide du génie, leur a conseillé d'aller voir le local avant que de rien entreprendre, et surtout d'examiner soigneusement les passages par lesquels on peut tourner ce point de défense ; ce à quoi lesdits ingénieurs ont obtempéré en partant de suite, et devant revenir sous peu de jours pour concerter les dispositions, s'ils continuent à regarder pour essentiel ce genre de défense »<sup>37</sup>. Demander à un ingénieur s'il doit construire un ouvrage d'art, c'est demander à un malade s'il désire la santé. Aussi, dès le 2 avril, le capitaine du génie autrichien Baur adresse-t-il au gouvernement une lettre lui demandant « des ouvriers et des matériaux de divers genres pour construire des ouvrages de fortifications sur la route du Simplon ». N'ayant rien de mieux à faire le gouvernement donne,

<sup>36</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 19, du 8 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 60.

<sup>37</sup> T 2, p. 106 bis, séance du 30 mars 1814.

le 4 avril, « des ordres au commissaire des guerres à Brigue [Simon Zenklusen] pour obtenir les hommes et les fournitures demandées »<sup>88</sup>.

#### 4. *Les réquisitions*

Dès le 10 janvier, la Direction centrale arrête « l'organisation du service des subsistances et convois militaires ». Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de cet arrêté, toutes les fournitures faites aux troupes étrangères et « nationales », c'est-à-dire aux troupes autrichiennes et aux chasseurs valaisans, « sont déclarées communes à tout le pays ». Les articles 2 et 3 prévoient pour les réquisitions un « commissaire en chef » dont l'autorité s'exerce sur tout le département et auquel doivent rendre compte de leurs opérations respectives trois commissaires d'arrondissement. Ces trois arrondissements sont ceux de Brigue (cantons de Conches, Mörel, Brigue, Viège et Rarogne) ; de Sion (cantons de Loèche, Sierre, Sion et Hérémenche) ; et de Martigny (cantons de Monthey, Saint-Maurice, Martigny et Entremont). En vertu de cet arrêté d'organisation, on nomme ensuite les divers titulaires de chaque poste : Maurice de Courten comme commissaire en chef et, pour chaque arrondissement, Simon Zenklusen à Brigue, Pierre-Louis de Riedmatten à Sion et Jacques Berguerand à Martigny. Ces fonctionnaires sont « révocables à volonté » par la Direction centrale (article 4). Ils devront « requérir des communes toutes les fournitures et convois pour les troupes et les faire parvenir aux lieux où ils devront être délivrés ; veiller à ce que les distributions se fassent avec exactitude et économie ; prévenir, par des contrôles, les abus et dilapidations [...], particulièrement quant à la mouture des grains et à la fabrication du pain ; tenir registres exacts de toutes les réceptions et livraisons, et autant que possible accompagnés de pièces à l'appui.

» Les bourgmestres et syndics devront obtempérer à toutes les demandes qui leur seront adressées par les commissaires, et leur rendre compte sur-le-champ des fournitures qu'ils auront été dans

<sup>88</sup> T 2, p. 112.

le cas d'ordonner sans l'intervention de ces commissaires », c'est-à-dire sur les ordres directs des officiers (article 5)<sup>39</sup>.

Ce dispositif administratif devait être complété par diverses mesures imposées par les besoins du moment. Dès le 13 janvier, la Direction centrale interdit l'exportation des denrées suivantes : « le sel, le froment, le seigle, l'orge, l'avoine, les fèves, le maïs [...] et les farines qui en proviennent, les pommes de terre, le foin et la paille »<sup>40</sup>.

La production valaisanne d'avoine se trouvant insuffisante pour couvrir l'ensemble des besoins du pays et de l'armée d'occupation, l'arrêté rigoureux de la Direction centrale dut subir quelque assouplissement. Comme on se trouvait dans l'obligation d'importer de l'avoine, il fallait exporter en échange d'autres céréales, plus abondantes en Valais. C'est pourquoi Berguerand, commissaire de l'arrondissement de Martigny, écrit le 7 mars au gouvernement, l'informant du « manque total d'avoine dans le pays pour le service militaire. Il sollicite la permission de pouvoir échanger ce grain dans le pays de Vaud contre du froment, seigle, orge ou fèves, et cela pour la quantité de trois cents mesures ». Peu soucieux d'être agréable aux chevaux de Simbschen, « le conseil décide de refuser momentanément la demande de cet échange de grains, attendu que cet échange favorise trop et d'une manière illimitée, la sortie des grains, et que les besoins actuels du pays exigent qu'elle soit prohibée »<sup>41</sup>. Mais les officiers autrichiens ne l'entendent pas de cette oreille. Ils veulent des coursiers fougueux et non de paisibles rossinantes. Ils s'adressent en conséquence au bourgmestre de Saint-Maurice, Jacques de Quartéry. Huit jours plus tard, celui-ci écrit au gouvernement une lettre « par laquelle il demande la permission d'exporter des fèves et de l'orge, en échange d'avoine, pour la cavalerie qui est postée dans cette ville, cette espèce de fourrage commençant à manquer dans le pays, depuis qu'il y a de la cavalerie chez eux et dans les environs. Il appuie sa demande sur ce qu'il a été fait des conventions avec le pays de Vaud pour

<sup>39</sup> T 1, pp. 11-12.

<sup>40</sup> T 1, p. 15.

<sup>41</sup> T 2, p. 216, séance du 8 mars 1814.

l'échange de ces grains, et qu'il ne s'agit que de la permission de la sortie. » Cette fois, le gouvernement est obligé de mettre de l'eau dans son vin un peu trop aigre. « Le conseil, considérant qu'il existe des conventions entre l'arrondissement de Saint-Maurice et le canton de Vaud pour l'échange des fèves et orges contre de l'avoine, qui manque entièrement dans ce pays ; que cette espèce de fourrage est indispensable aux chevaux des troupes autrichiennes et qu'il résulte des informations prises par le conseil que l'échange se fait avantageusement ; que, d'un autre côté, il n'y a pas de disette à craindre si le nombre des troupes dans notre pays n'augmente pas, décide d'accorder à M. le bourgmestre de Saint-Maurice sa demande, en invitant le régisseur des droits d'entrée et de sortie [Odet] à surveiller cet échange pour que, par le moyen de cette sortie, il ne résulte pas d'abus pour la sortie des grains »<sup>42</sup>. Cette situation devait se prolonger jusqu'au 14 mai. La veille, Simbschen avait quitté le Valais et le gouvernement avait décidé de mettre fin à l'importation libre des vins et des alcools étrangers. Le 14 mai, Stockalper propose de rédiger un arrêté dans ce sens. « Le conseil décide d'ajouter au même arrêté la permission de la sortie des grains, vu que les circonstances qui avaient obligé d'en défendre la sortie, ont cessé »<sup>43</sup>.

Chaque dizain a réparti entre ses diverses communes les prestations à fournir. « On a suivi le même principe, soit celui de la population, pour la levée des milices et pour les fournitures militaires »<sup>44</sup>. Cependant, certaines conventions particulières sont venues préciser le mode d'application du principe qui répartit les charges proportionnellement à la population des communes. Dans le dizain de Sion en particulier, une convention a été passée en janvier entre la ville de Sion et les communes rurales du dizain. Aux termes de cette convention, « les logements militaires et les voitures seraient supportés par la ville, et les fournitures de vivres, par les communes ». Cette convention devait provoquer par la

<sup>42</sup> T 2, p. 230, séance du 17 mars 1814.

<sup>43</sup> T 2, p. 268, qui ajoute : « Cet arrêté sera publié par voie des criées ordinaires et affiché dans les bureaux principaux des droits d'entrée et de sortie. »

<sup>44</sup> T 2, p. 281, séance du 27 mai 1814.

suite les récriminations du syndic de Sion, de Torrenté, faisant observer qu'on n'avait pas pris pour base le nombre des électeurs, mais qu'au contraire « la population effective de la ville a toujours été prise pour base dans la répartition des charges, et que, sur ce rapport, elle a été bien plus grevée que les communes, puisqu'elle aurait satisfait à son contingent par les seuls logements militaires »<sup>45</sup>.

Certaines communes s'exécutent sans faire de difficultés. Lens envoie aux troupes autrichiennes, le 13 janvier, vingt fichelins d'orge ; le 23 janvier, « douze fichelins de seigle, soit huit mesures de Sion » et « trois fichelins de froment, mesure de Sion » ; le 7 février, « huit petits setiers de vin, [...] mesure de Lens » ; le 14 février, « huit fichelins d'orge » que la commune fait gruafter ; le 18 février, « cinq fichelins d'orge » ; le 3 mars, « sept setiers de vin » ; le 7 mars, « cinq setiers de bon vin » ; le 12 mars, « dix fichelins d'orge, mesure de Sion » ; le 29 mars, « trois setiers de bon vin de rèze et cinq fichelins de seigle » ; le 8 avril, « treize fichelins d'orge, mesure de Sierre, dix fichelins de seigle et huit setiers de vin de rèze » ; le 19 avril, « sept setiers de vin, dix fichelins de seigle, huit fichelins d'orge [en grains] et huit fichelins d'orge gruafter » ; le 28 avril, « sept fichelins d'orge » ; et le 11 mai, « trois fichelins d'orge ». Ces diverses fournitures sont livrées, par les soins de la commune de Lens, à Sierre, à Sion ou à Brigue<sup>46</sup>. Il est remarquable que Lens, qui fournit vins, orge, seigle et froment, ne fournisse absolument pas d'avoine.

Ces réquisitions fréquentes et les transports à dos de mulet qu'elles imposent, importunent certaines communes, qui cherchent

<sup>45</sup> T 2, pp. 355-356, séance du 7 juillet 1814.

<sup>46</sup> AV, Fonds Brigue, 1813-1814, pièce 505 : *Mémoire des fournitures faites par la requête de Monsieur le Colonel Commandant les troupes autrichiennes stationnées en Valais, l'an 1814*, établi par Jacques Brigue, orig. s. a. Nous avons traduit en français les termes dialectaux contenus dans le texte : « vin resis », vin de rèze ; il s'agit d'un cépage indigène jadis et naguère fort répandu en Valais, avant l'introduction du chasselas français devenu aujourd'hui le « fendant » valaisan ; « orge grouvé », orge gruafter. Jacques Brigue, ancien châtelain et maire de Lens en 1814, écrit par exemple : « Le 14 février, envoyé 8 fichelins orge au moulin pour grouver [= gruafter] au service de la troupe de Briges [= Brigue], et cet orge sort de la prizé [= récolte] de l'an 1813. »



à s'y soustraire. Le 14 mars, Stockalper lit au gouvernement une lettre du commissaire des guerres de l'arrondissement de Sion, Pierre-Louis de Riedmatten, accompagnant une lettre du syndic de Bramois, Pannatier. « Celui-ci, se fondant sur la loi valaisanne du 31 mai 1803, refuse les fournitures de grains auxquelles sa commune est assignée, en alléguant que l'on ne doit contribuer aux charges publiques que dans un endroit ». Or, les paysans de Bramois sont presque tous de simples fermiers, qui estiment ne rien devoir fournir, « attendu [...] que les propriétaires concourent aux charges publiques dans l'endroit de leur domicile ». Le gouvernement, qui ne veut pas perdre son temps avec des manants, estime que ce « n'est pas le moment de donner des explications sur les lois du Valais. Il fait paraître en séance le commissaire des guerres pour lui donner des explications verbales, desquelles il résulte que, le service militaire ne devant éprouver aucune entrave, la commune de Bramois doit contribuer aux fournitures de guerre en se tenant à la base de répartition qui a été faite par le dizain pour ses communes ; que s'il y a beaucoup de fermiers à Bramois, ce seront eux qui contribuent, attendu que les propriétaires supportent leurs charges dans leurs communes de domicile »<sup>47</sup>. Tout le monde est donc touché par les réquisitions. Celles-ci, d'ailleurs, sont bien loin de porter seulement sur les grains. Il y a aussi les viandes. Pierre-Louis de Riedmatten avait commencé par résoudre le problème dans son arrondissement en s'adressant au boucher Kadler, de Sion. Mais celui-ci a besoin d'argent liquide pour continuer son négoce. Le gouvernement lui accorde un acompte le 28 janvier, mais en même temps, il invite de Riedmatten « à faire des réquisitions de bêtes à cornes dans les communes de son ressort, vu qu'il est plus facile aux communes à fournir ces réquisitions en nature que du numéraire »<sup>48</sup>.

Les communes doivent aussi habiller les militaires valaisans placés sous les ordres de Simbschen. Il faut fournir les capotes. Lens, toujours exemplaire, qui a envoyé huit chasseurs au bataillon dès le 4 janvier 1814, a déjà payé le 10 janvier, à raison d'un

<sup>47</sup> T 2, p. 252.

<sup>48</sup> T 1, p. 32.



louis chacune, six capotes « livrées par François Gendroz »<sup>49</sup>. D'autres communes se font tirer l'oreille. A la fin janvier, le capitaine Luxem, commandant de place à Sion, demande au gouvernement « que les chasseurs qui ne sont pas encore pourvus de manteaux pour se parer contre le froid, le soient de suite ». Le gouvernement lui répond le 31 janvier « qu'on tâchera de se conformer à sa demande »<sup>50</sup>. Huit jours plus tard, au cœur de l'hiver, les vingt-quatre chasseurs du dizain de Loèche sont toujours sans capote. Cette fois, Luxem se fâche et joint la menace à la réclamation qu'il adresse au bourgmestre de Loèche<sup>51</sup>. Luxem, en effet, s'adresse directement aux autorités pour d'infimes affaires, au lieu de passer par les commissaires des guerres. C'est ainsi que, le 25 février, il « invite le gouvernement officiellement par sa lettre de ce jour, à faire fournir quatre pantalons pour habiller quatre de ses chasseurs »<sup>52</sup>. Le gouvernement est bien obligé de descendre jusqu'à ces humbles détails, puisque l'Etat ne possède ni arsenal ni magasin d'habillement.

« Le sieur Jacques Peney, marchand à Saint-Maurice, avait fourni en 1814, pour l'équipement des chasseurs lombards, des draps, toiles et autres objets, dont la somme montait à 319 francs de Suisse, 5 batz, 1 crutz [kreuzer] [...] », à la suite d'une « réquisition faite à M. de Quartéry, bourgmestre, par le colonel Simbschen, qui demandait les effets d'habillement dans huit jours »<sup>53</sup>. Ce Peney ne pouvant fournir lui-même tout le drap nécessaire, s'adresse au commissaire des guerres de l'arrondissement de Martigny, Jacques Berguerand. Le conseil municipal de Saint-Maurice

<sup>49</sup> AV, Fonds Briguet, 1813-1814, pièce 505.

<sup>50</sup> T 2, p. 126.

<sup>51</sup> BG, litt. F, pièce 23 : de Sion, le 8 février 1814, a. s. Le bourgmestre de Loèche est François-Ignace de Werra.

<sup>52</sup> T 2, p. 200, qui ajoute : « Le conseil décide de charger le commissaire des guerres à Sion [Pierre-Louis de Riedmatten] à faire fournir par réquisition, chez les marchands de Sion, le drap nécessaire pour ces quatre pantalons et de les faire confectionner de suite ; la façon devra être payée. »

<sup>53</sup> T 5, fasc. 4, n° 68, rapport de la *Commission de liquidation de la Haute Diète*, Sion, 17 mai 1817, a. s. « de la Pierre, rapporteur », un cahier de 20 p. in-fol., dont 17 pages écrites, pp. 5-7. Ce document fait connaître que les draps sont payés 23 batz l'aune aux marchands.

envoie « le conseiller Louis Biollay, sur la demande du sieur Jacques Peney, pour l'accompagner à Martigny, afin d'obtenir plus tôt et plus sûrement les draps demandés »<sup>54</sup>. Bientôt, une lettre de Berguerand « annonce l'arrivée de ces draps à M. le bourgmestre de Saint-Maurice » ; une autre lettre fait connaître « la satisfaction de M. Simbschen de ce que ses ordres sont ponctuellement exécutés »<sup>55</sup>. Jacques Berguerand, responsable des fonds qu'il emploie, exige que la commune de Saint-Maurice lui rembourse l'argent qu'il a dépensé, à cette occasion, à la demande de celle-ci<sup>56</sup>.

L'Etat s'acquitte de sa tâche minutieusement et avec un réel souci des deniers publics. Quand Simbschen a mis sur pied sa compagnie de vingt-deux canonniers valaisans, il honore cette troupe d'un « habillement à neuf », estimant ne pouvoir faire moins pour des artilleurs, et adresse, le 26 avril 1814, la note de frais au gouvernement. « Ces frais s'élèvent à huit cent cinquante et un francs six sols de France et doivent être payés au négociant Peney à Saint-Maurice. M. le colonel sollicite ce paiement de la part du gouvernement ». Mais celui-ci trouve la note un peu salée et ne se presse pas d'obtempérer. « Le conseil décide de faire payer cet équipement par le gouvernement dans son temps. M. le conseiller Delasoie est prié de faire des recherches sur les fournisseurs des étoffes de ces habillements, afin qu'elles puissent être payées directement aux fabricants, le sieur Peney étant supposé [n']être que l'entremetteur et l'homme d'affaires de M. le colonel »<sup>57</sup>.

Le gouvernement a beau, comme il le dit lui-même, « alléger les fardeaux, même les moins onéreux »<sup>58</sup>, il demeure contraint d'exécuter les ordres de la puissance occupante, et il arrive que les communes, surchargées, se plaignent de ne pouvoir remplir les obligations qui leur sont imposées. Le 28 mars, après la retraite

<sup>54</sup> Macognin, p. 109.

<sup>55</sup> T 5, fasc. 4, n° 68, pp. 5-6.

<sup>56</sup> Macognin, p. 109. Séance du 27 septembre 1814. Berguerand veut alors « actionner » le conseiller Louis Biollay pour être remboursé.

<sup>57</sup> T 2, p. 296, séance du 27 avril 1814.

<sup>58</sup> Circulaire aux grands châtelains du 20 mars 1814, publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 116.

de Luxem de Domodossola, Simbschen écrit au gouvernement une lettre où il lui demande « d'approvisionner les trois compagnies qui se sont repliées de Domodossola » et l'« avise que le feld-maréchal Bubna a écrit à Berne pour avoir 3200 rations d'avoine ». Le commissaire des guerres en est averti<sup>59</sup>. Mais le service des réquisitions ne fonctionne pas toujours de façon parfaite. Le même jour, la ville de Brigue écrit elle aussi au gouvernement. Elle prie « d'avoir égard à sa situation critique, étant dans le cas de faire toutes les fournitures aux troupes y stationnées si le service des commissaires des guerres manque, ce qui est déjà arrivé plusieurs fois. » Il faut que les commissaires prennent soin « de veiller aux fournitures qu'ils font dans ce moment aux troupes, et qui leur manquent en tout genre ». Le gouvernement décide que « M. le commissaire ordonnateur sera invité à faire les réquisitions nécessaires pour relever la pauvre commune de Brigue »<sup>60</sup>. Mais ce commissaire devra en outre veiller à l'approvisionnement du poste autrichien qui se trouve à Gondo et faire « transporter des vivres pour quinze jours au Simplon, dans la crainte que la route ne se bouche au premier jour », si la neige se met à tomber<sup>61</sup>.

Après l'abdication de Napoléon, certaines communes ont hâte de se libérer du fardeau des réquisitions. Le syndic de Conthey, Jean-Séverin Duc, et celui de Savièse, François Dubuis, ont fait savoir au baron de Werra « que leurs communes commençaient à fournir avec difficulté les diverses fournitures en grains et en vin pour l'entretien de la troupe. Ces syndics désirent que l'on fasse des représentations au colonel Simbschen à cet égard, ou même que l'on s'adresse à cet effet au grand quartier général des Alliés ». Le 12 avril, de Werra informe le gouvernement de ces plaintes. Mais celui-ci estime de telles représentations inopportunes : « C'est d'autant moins le moment [...] que les événements paraissent approcher de leur dénouement ; on doit donc engager ces com-

<sup>59</sup> T 2, p. 105.

<sup>60</sup> T 2, pp. 104-105, séance du 29 mars 1814, et T 5, fasc. 5, n° 8, orig. a. s. « Eug. M. Stockalper, Stadtratsglied ».

<sup>61</sup> T 2, p. 107, séance du 31 mars 1814.

munes à continuer leurs fournitures avec le même zèle et bonne volonté que jusqu'à ce jour »<sup>62</sup>.

Bon gré, mal gré, les communes durent donc continuer à fournir les réquisitions demandées jusqu'au 31 mai 1814, dernier jour de la présence du major Vukassovich et de sa compagnie en Valais. Les communes étaient imposées de façon inégale, selon leur population ; mais celle-ci était fonction de leurs ressources. C'est pourquoi des communes riches du point de vue agricole, comme Savièse et Conthey (cette dernière comprenant encore le village aujourd'hui séparé de Vétroz), étaient les premières à demander la cessation des réquisitions. Mais des communes pauvres pouvaient être gênées d'une autre manière, par exemple par la seule présence de la troupe. A ce point de vue, après Saint-Maurice, il semble bien que ce soit le village de Simplon qui ait eu le plus à supporter. D'après des sources officielles, durant la période qui s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 22 mai 1814, Simplon a dû fournir quatorze mille sept cent trente-cinq logements à la troupe, à savoir : neuf cent quinze en janvier ; mille cinq cent quatre-vingt-onze en février ; cinq mille deux cent quatre-vingt-neuf en mars ; cinq mille cinq cent quarante-six en avril, et mille trois cent quatre-vingt-quatorze en mai<sup>63</sup>.

L'approvisionnement de la troupe, les charrois et les transports à dos d'homme qu'il imposait, n'étaient pas les seules charges qui découlaient de la présence de l'armée d'occupation. Outre les corvées de toute espèce, soit pour l'établissement des fortifications, soit pour l'ouverture des routes, il y eut encore les soins à donner aux malades et aux blessés. A la fin de janvier 1814, trente malades autrichiens sont soignés à l'hôpital de Sion, où hôpital militaire et hôpital civil se trouvent encore confondus. L'infirmier-chef, Maurice Vuarend, estime que trois sous-infirmiers sont « indispensables au service de l'hospice », devenu un véritable « fardeau ». Le gouvernement décide, le 29 janvier, de parler au capitaine Luxem, commandant la place de Sion, pour qu'il fasse évacuer sur Thonon ou Genève tous les militaires autrichiens qui pourraient

<sup>62</sup> T 2, p. 130.

<sup>63</sup> Arnold, *Simplon*, p. 153.

supporter le transport<sup>64</sup>. Après Bérissal, c'est Luxem qui écrit au gouvernement, lui demandant bandages et charpie « pour le pansement des blessés à Brigue »<sup>65</sup>. Le 16 mars, Vuarend, promu « directeur de l'hôpital militaire de Sion » après la nécessaire création de celui-ci, demande un acompte de vingt louis, c'est-à-dire de trois cents francs suisses « pour les frais d'entretien dudit hôpital, où il y a encore beaucoup de malades et de blessés qui sont à la charge du gouvernement », somme qui lui est aussitôt versée<sup>66</sup>. Ces blessés nombreux soignés à Sion ne proviennent pas seulement, semble-t-il, de Bérissal, mais encore de France ou de Savoie. Les 5 et 6 mars, débarquent à Vevey deux bateaux chargés de blessés et de malades autrichiens, au nombre de quatre cent cinquante<sup>67</sup>. Sans doute ont-ils été répartis un peu partout dans les hôpitaux disposant de places. Ce qui est sûr, c'est que le 23 mai encore, le gouvernement valaisan écrit à ses grands châtelains :

« Il faut partir du principe que, dans ce moment, il se fait de grandes dépenses dans le pays. L'hôpital militaire, l'apothicaire et le médecin qui y sont attachés, coûtent ordinairement seize écus bons par jour, et souvent bien au-delà. Les commissaires des guerres, l'entretien du quartier général, l'habillement des artilleurs et beaucoup de fournitures en souliers sont les dépenses qui dépendent de la présence des troupes »<sup>68</sup>. Bref, il n'est pas une seule des charges imposées par une armée, qui ne retombe sur le gouvernement et sur le peuple du Valais.

Un document extrêmement précieux permet de nous faire une idée claire de l'ensemble des fournitures faites à l'armée autrichienne du 28 décembre 1813 au 31 mai 1814. Elles se répartissent comme suit :

<sup>64</sup> T 2, pp. 123-124 et T 1, pp. 36-37, séance du 29 janvier 1814.

<sup>65</sup> T 2, p. 228, séance du 5 mars, qui ajoute : « On décide de répondre à M. Luxem que M. le commissaire des guerres en chef se charge de pourvoir les hôpitaux de bandages et de charpie. »

<sup>66</sup> T 2, p. 256, séance du 16 mars 1814 et T 2, p. 230, séance du 17 mars.

<sup>67</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 19, du 8 mars 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 60.

<sup>68</sup> Circulaire sur l'impôt du papier timbré, publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 120-121.

*Pain* : 172 440 rations à Fr. s. 0,15 ; soit Fr. s. 25 866.  
*Viande* : 166 385 rations à Fr. s. 0,20 ; soit Fr. s. 33 277.  
*Vin* : 145 889 rations à Fr. s. 0,15 ; soit Fr. s. 21 883,35.  
*Eau-de-vie* : 121 424 rations à Fr. s. 0,10 ; soit Fr. s. 12 142,40.  
*Café* : 18 556 rations à Fr. s. 0,0625 ; soit Fr. s. 1159,75.  
*Foin* : 13 600 rations de quinze livres à Fr. s. 0,375 ; soit Fr. s. 5100.  
*Avoine* : 12918 rations à Fr. s. 0,70 ; soit Fr. s. 9042,60.  
*Paille* : 27 259 livres à Fr. s. 1.— le quintal de 100 livres ; soit Fr. s. 272,59.  
*Bois* : 3040 quintaux [de 100 livres] à Fr. s. 0,40 ; soit Fr. s. 1216.  
*Bougies* : 1622 livres à Fr. s. 0,70 la livre ; soit Fr. s. 1135,40.  
*Riz*, livré en montagne : 3244 livres à Fr. s. 0,25 la livre ; soit Fr. s. 811.  
*Orge et fèves*, livrés en montagne : 3590 livres à Fr. s. 0,10 la livre ; soit Fr. s. 359.  
*Fortifications* : Fr. s. 6772,25.  
*Journées d'hôpital*, y compris les frais de médecin, infirmiers et médicaments : 5099 à Fr. s. 1.— la journée ; soit Fr. s. 5099.  
*Repas des officiers* : Fr. s. 12 573.  
*Fournitures extraordinaires* : Fr. s. 8837,40.  
*Service des convois* : Fr. s. 22 934,20.  
 Soit au total : Fr. s. 168 480,94<sup>69</sup>.  
 A déduire pour les fournitures faites au bataillon des chasseurs valaisans, qui a servi sous le commandement de M. le baron Simbschen : Fr. s. 20 417.  
 Reste pour les livraisons faites aux troupes autrichiennes : Fr. s. 148 063 et 7 batz<sup>70</sup>.

<sup>69</sup> T 5, fasc. 2, n° 27, *Allgemeine Uebersichtstabelle aller von der Republik Wallis vom 28. Dezember 1813 bis zum 31. May 1814 an die Truppen S. K. K. Ap. Maj. unter Kommando des Herrn Obrst. v. Simbschen gemachten Lieferungen*, s. d., orig. en allemand, signé : le grand bailli de Rivaz, s. a. Le total indiqué est de Fr. s. 168 480 et 7 batz. Les prix unitaires sont indiqués en kreuzer (2,5 centimes) et les montants qui en résultent en francs suisses, batz (10 centimes) et kreuzer, d'où quelques erreurs que nous avons corrigées.

<sup>70</sup> *Ibidem*, chiffre officiel certifié conforme par le grand bailli Ch.-E. de Rivaz et reproduit en toutes lettres dans le document.

Un autre document fournit d'intéressants renseignements que ne contient pas le compte ci-dessus. Il confirme que les officiers ont pris leurs repas « dans les meilleures hôtelleries du pays » ; que les rations de vivres et de boissons ont été fournies « aux militaires autrichiens, à leurs auxiliaires de la Savoie, au corps franc des Lombards » ; il précise que les fournitures portées en compte sous les rubriques « bois » et « bougies » ne comprennent que « les fournitures aux casernes, corps de garde, en bois, chandelle, ustensiles » ; il nous apprend que les fournitures extraordinaires ont consisté « en crochets à marcher sur la glace, réparations aux trains d'artillerie, fusils, caissons, fournitures de souliers, bottes, habillements » ; que le service des convois assurait les « fournitures en convois d'hommes pour faciliter l'accès des postes sur les montagnes, y transporter les munitions, des quantités énormes de bois, de la paille »<sup>71</sup>.

#### 5. La question du remboursement des fournitures

Après la signature du traité de Paris, sur une « invitation » que lui ont adressée les ministres des puissances alliées auprès de la Confédération, le Valais envoie à Zurich une députation composée de Léopold de Sépibus, Libérat de Courten et Pierre-Marie de Lavallaz, qui fera connaître le vœu officiel de la république de devenir un canton suisse. Cette députation arrive à Zurich le 12 juin, et se présente le surlendemain à Schraut, ministre d'Autriche. Dès la première conversation qu'ils ont avec lui, le 14 juin,

<sup>71</sup> Rz 154, fol. 200-205, par Isaac de Rivaz, orig. a., *Mémoire à consulter sur la réclamation du Valais en indemnisation des dépenses occasionnées par la présence des troupes autrichiennes en Valais*. Ce document nous a permis de traduire l'expression *Vorspans - Leistungen* contenue dans le compte T 5, fasc. 2, n° 27, par « service des convois », alors qu'elle désigne normalement en allemand un service de relais. C'est le document allemand qui semble avoir été traduit maladroitement du français. Dans le même document, nous avons de même traduit *Erbsen* par fèves, et non par pois. Voir ci-dessus, pp. 331-332, où orge et fèves sont citées ensemble ; par ailleurs, il n'est jamais question de pois, mais toujours de fèves, dans les productions valaisannes de l'époque : voir p. 152.

les députés valaisans soulèvent la question douloureuse des frais occasionnés par les troupes autrichiennes en Valais. Schraut, en diplomate, promet de « faire tout son possible » pour que le Valais en soit indemnisé, aussitôt que le gouvernement lui aura fait parvenir « une note modérée et qui ne soit exagérée sur aucun point ». La députation valaisanne informe le gouvernement de cette promesse dans un rapport daté du 15 juin, et invite le gouvernement à faire diligence pour établir la note de frais demandée<sup>72</sup>. Avant même que les députés ne soient de retour<sup>73</sup>, le gouvernement discute de cette question le 23 juin, à la séance qu'il tient le matin<sup>74</sup>. L'après-midi, nouvelle séance, à laquelle « MM. les commissaires des guerres ont été invités de se trouver. [...] M. Maurice de Courten, commissaire en chef, a proposé, entre autres moyens, de déterminer dans le compte, par place, le nombre de rations. On a ensuite agité la question s'il convenait au Valais de faire entrer dans la note qu'il se propose d'envoyer à M. Schraut, le compte des frais causés par le bataillon valaisan ». Le gouvernement, après en avoir délibéré, « décide de comprendre tous les bons dans les comptes, sans distinguer si les fournitures ont été faites à des militaires autrichiens ou valaisans »<sup>75</sup>. Ce brave gouvernement se fait quelques illusions, et le peuple l'apprendra à ses dépens. Non seulement l'Autriche n'admettra jamais qu'elle ait à régler les frais d'entretien du bataillon valaisan, qui n'a fait que défendre les frontières du pays, mais elle estimera, au contraire, que c'est elle qui a aidé le Valais à défendre sa propre indépendance. Ce n'est pas à l'Autriche de payer le service inappréciable qu'elle a rendu !...

Le 4 août 1815, Gaspard-Eugène Stockalper et Michel Dufour signent l'acte de réunion du Valais à la Suisse. Le 7 août, le pacte

<sup>72</sup> Publ. dans *Députés 1814*, pp. 39-41, en allemand.

<sup>73</sup> T 2, p. 340, séance du 25 juin 1814 ; le gouvernement « décide d'attendre leur arrivée pour délibérer avec eux ». Les députés se présenteront au gouvernement le 28 juin après-midi (T 2, p. 347).

<sup>74</sup> T 2, p. 236.

<sup>75</sup> T 2, pp. 337-338, qui ajoute : « On a encore élevé la question si l'on continuerait à fournir des vivres et des voitures aux militaires qui passent isolément dans ce pays. »



fédéral est solennellement conclu à Zurich, et célébré par un dîner et un bal magnifique donnés par la ville. A toutes ces manifestations a assisté Son Altesse Impériale l'archiduc Jean. Les deux députés valaisans à la Diète fédérale saisissent aussitôt l'occasion de s'entretenir avec lui. Ils en rendent compte le surlendemain à leur gouvernement :

« Nous avons eu l'honneur de nous présenter chez le prince pour lui offrir nos hommages et lui recommander en même temps notre malheureux canton. Il nous a accueillis de la manière la plus gracieuse et nous a manifesté les meilleures dispositions. Il nous a invités à faire accélérer autant que possible l'envoi de nos comptes, nous assurant qu'il appuierait de tout son pouvoir nos réclamations auprès de Sa Majesté Impériale. Il nous a dit que les députés de la Diète [fédérale] ainsi que M. le comte [Eugène] de Courten l'avaient déjà entretenu de cet objet »<sup>76</sup>. L'objet dont il s'agit ici est le règlement des frais dus au passage accordé par la Confédération suisse en juin 1815, de l'armée de Frimont par le Valais<sup>77</sup>. Mais les Valaisans, rendus optimistes, joignirent à leurs réclamations la demande du remboursement des frais occasionnés par les troupes de Simbschen en 1814. A la diète valaisanne de novembre-décembre 1815 est promulguée, le 22 décembre, une loi ainsi libellée :

« Loi sur la liquidation de la dette provenant des fournitures militaires faites en 1814 et 1815.

» Article 1<sup>er</sup>. Le Conseil d'Etat nommera dans le plus bref délai une commission [...].

« Article 2. Cette commission sera chargée de la liquidation de toutes les fournitures militaires faites en 1814 et 1815, ainsi que des dommages et frais résultant du passage de l'armée autrichienne »<sup>78</sup>.

Le rapporteur de cette commission fut le Dr Charles Macognin de la Pierre. Celui-ci présenta le rapport de la commission à la diète de mai 1817, à une époque où, de vice-bourgmestre, il était

<sup>76</sup> Lettre de Zurich, publ. dans *Députés 1815*, p. 262.

<sup>77</sup> Voir Courten, *Mobilisations*, pp. 362-363, qui expose l'intervention du comte Eugène de Courten auprès de l'archiduc Jean.

<sup>78</sup> DV, *Recès* 2, p. 35.

devenu président de la ville de Saint-Maurice<sup>79</sup>. L'établissement de tous les comptes avait donné beaucoup de travail. Aussi le rapporteur s'écriait-il, dans une belle envolée lyrique : « La commission de liquidation, par le talent des membres qui la composent, leur zèle, leur activité et surtout leur impartialité, vient à bout de sortir de ce dédale obscur. L'hydre de Lerne fut abattue, les étables d'Augias balayées, et ladite commission a acquis des droits inestimables à votre estime et considération »<sup>80</sup>. Restait à savoir si l'Autriche allait payer les fournitures faites par le Valais aux troupes de Simbschen en 1814.

La question fut réglée par le traité de liquidation conclu le 10 août 1818 entre l'Autriche et les cantons suisses, portant sur toutes les fournitures faites par les Suisses en 1814 et 1815. Au moment où se discutait cette liquidation, le Valais négligea de faire valoir ses droits au remboursement d'un prêt de quinze mille francs, qu'il avait consenti, en avril 1814, au baron de Simbschen pour les besoins de sa troupe. Ce prêt a un caractère tout particulier. Il a été sollicité par le feld-maréchal-lieutenant de Greth, à Genève, agissant sur la demande de Simbschen, qui, dans une lettre du 16 avril adressée au gouvernement valaisan, en garantit le remboursement par l'Etat autrichien<sup>81</sup>. Dans une seconde lettre, du 18 avril, Simbschen renouvelle sa demande et il envoie d'avance la quittance. Le conseil décide donc « de faire ce prêt au colonel sous les garanties suffisantes de la part de son gouvernement, et en fixant le terme de deux mois pour le rembourser »<sup>82</sup>. En ce qui concerne ce délai de deux mois, le gouvernement valaisan se fait encore des illusions. Le 30 mai 1820, Metternich écrira de Vienne au chargé d'affaires fédéral, le baron de Müller :

« Ayant, de la part de l'administration financière de Sa Majesté Impériale et Royale, été élevée une objection contre la réclamation connue, faite par le canton du Valais, au sujet du prêt accordé par lui à M. le colonel baron de Simbschen en 1814, fondée sur l'obser-

<sup>79</sup> DV, *Recès* 2, p. 110.

<sup>80</sup> T 5, fasc. 4, n° 68, rapport daté de Sion, 17 mai 1817, p. 1.

<sup>81</sup> T 2, p. 137, séance du 18 avril 1814.

<sup>82</sup> T 2, p. 138, séance du 19 avril 1814.

vation que cette prétention aurait dû être amortie par l'acte de convention, faite dans cet intervalle entre la Confédération et la cour d'Autriche, pour liquidation de toutes les fournitures militaires par les Suisses en 1814 et 1815, et que le Valais devait s'imputer à lui-même si elle n'était acquittée, faute de s'être annoncée en temps utile, le soussigné, ministre d'Etat et directeur des Affaires étrangères [...], a le plaisir de pouvoir faire connaître à Son Excellence M. le baron de Müller, chargé d'affaires fédéral, que Sa Majesté, par considération particulière pour le canton du Valais, et notamment mû par les circonstances qui avaient accompagné cet emprunt, a daigné ordonner le paiement desdits 15 000 francs réclamés par ledit canton, sous la réserve spéciale et expresse, cependant, qu'on n'en puisse tirer aucune conséquence pour d'autres prétentions semblables, attendu que Sa Majesté, par le traité de liquidation conclu le 10 août 1818, regarde toutes les réclamations de la Suisse pour fournitures de guerre comme pleinement acquittées et amorties »<sup>83</sup>.

Datés de 1820, la « réserve spéciale et expresse » et l'« attendu » final de Metternich sont particulièrement intéressants. En effet, le traité de liquidation du 30 août 1818, n'accordait strictement rien au Valais pour payer ses fournitures aux troupes autrichiennes en 1814, fournitures faites à une époque où, d'ailleurs, le Valais n'appartenait pas à la Confédération suisse. Les députés valaisans réunis à la diète qui se tint à Sion en décembre 1818, l'apprirent officiellement<sup>84</sup>. Et l'Autriche, comme Metternich le fait savoir, maintint fermement son refus. Le Valais eut donc à supporter seul tous les frais que lui avait occasionnés l'occupation autrichienne en 1814 et qui s'élevaient à 148 063 francs suisses, non compris les 20 417 francs représentant les fournitures faites au bataillon des chasseurs valaisans.

<sup>83</sup> T 4, fasc. 3, n° 51, lettre de Metternich au baron de Müller, copie traduite ; *ibidem*, n° 52, copie en allemand.

<sup>84</sup> DV, *Recès* 2, p. 231. Diète du 30 novembre au 19 décembre 1818 : « Les objets qui intéressent plus spécialement notre patrie dans cette correspondance sont la liquidation définitive de nos réclamations pour fournitures de tous genres faites aux armées autrichiennes en 1814 et 1815. Nous n'avons pu obtenir aucun paiement de celles de 1814 ; mais celles de 1815 ont été liquidées. »

## 6. Le réapprovisionnement en sel

Certes, l'approvisionnement du Valais en sel est bien loin d'être une charge imposée à l'Etat par l'occupant autrichien. Mais la présence des troupes autrichiennes dans le département du Simplon et dans les autres départements français avoisinant la Suisse, notamment en Franche-Comté, devait compliquer singulièrement la tâche du gouvernement valaisan dans ce domaine. Le Valais ne bénéficiait plus de l'approvisionnement régulier que le département du Simplon avait connu grâce à la régie française des sels. Il fallait donc, en accord avec les autorités autrichiennes, qu'il se fournît lui-même en sel. Son rêve, mais ce n'était qu'un rêve, était de remettre en vigueur les contrats que la république du Valais avait passés avant son annexion à l'Empire.

Dès sa seconde séance, le 7 janvier 1814, la Direction centrale se préoccupe du problème. Elle nomme un commissaire en la personne de François Delacoste, de Monthey, à qui Casimir Lang et Isaac de Rivaz donnent les instructions nécessaires. « L'état actuel du Valais porte à croire qu'il y a du sel jusqu'à la fin février, en se gênant beaucoup. Il ne serait pas prudent d'admettre que l'on peut retarder pour plus longtemps un nouvel approvisionnement.

» En conséquence, M. Delacoste se dirigera incontinent à Vevey et Lausanne, pour y avoir des informations sur la route des armées alliées, qui tendent uniquement à savoir si les salines sont en leur pouvoir, ou prévoir si elles y seront prochainement et s'il y aura espérance d'y avoir du sel. [...] »

S'il peut obtenir du sel de Salins à un prix inférieur à Fr. s. 8,50 le quintal de cent livres de marc rendu au Bouveret, Delacoste est chargé de passer commande pour deux mille quintaux au moins et davantage même, selon l'argent disponible. Si le prix du sel rendu au Bouveret doit excéder Fr. s. 8,50 le quintal, il ne passera commande que pour mille cinq cents quintaux, et pour mille quintaux seulement si le prix du sel atteint dix francs le quintal.

Tous les prix indiqués dans les instructions données à Delacoste sont extrêmement bas. Ils sont de l'ordre de ceux qui étaient

pratiqués avant 1810, au moment où le Valais indépendant jouissait des contrats passés avec les salines de Salins. En fait, le sel a terriblement renchéri, et la Direction centrale invite Delacoste à passer une commande de mille quintaux de sel, même au prix de Fr. 12,50 ou 13 francs le quintal rendu au Bouveret « s'il se vérifiait que celui de Genève fût à 28 francs de France ». En raison de ce renchérissement énorme, Delacoste ne doit se rendre acquéreur que du sel actuellement en magasin, « car il n'est pas croyable que celui qui se fabriquera dès à présent arrive à un si haut prix. [...] »

« Le pays ne peut disposer actuellement, c'est-à-dire au 15 ou 20 janvier, que de dix mille francs de Suisse, ou douze mille à toute rigueur. Il faudrait donc, en faisant un achat de deux mille ou deux mille cinq cents quintaux, promettre dix mille francs comptants, faire enlever huit cents ou mille quintaux que l'on livrerait ici tout de suite aux communes contre de l'argent dont on se servirait pour payer le solde de la fourniture. [...] »

« Il se fabrique chaque jour quatre cents quintaux de sel à Salins et Montmorot. Il est à croire que cette fabrication continuera, nonobstant la présence des armées. Ainsi la présente négociation aura pour mission seulement l'achat actuel de deux mille ou trois mille quintaux pour les premiers besoins, mais encore de faire inscrire les besoins du Valais, pour avoir part aux livraisons qui suivront »<sup>85</sup>.

Delacoste suivit fidèlement les instructions qu'il avait reçues. Il se rendit à Lausanne, où il apprit que les salines du Jura étaient toujours en activité. Il se rendit donc à Salins, où une surprise l'attendait : le sel y était vendu quinze francs suisses le quintal, c'est-à-dire à un prix supérieur à tous ceux prévus par la Direction centrale. De plus, il n'avait pas d'argent avec lui. Aussi ne pouvait-il rien acheter sur-le-champ. Il revint donc en Valais rendre compte du prix pratiqué. On imagine aisément l'effet que produisit ce renseignement.

Au début de janvier déjà, la députation valaisanne qui rencontra Schwarzenberg à Altkirch et Metternich à Fribourg-en-

<sup>85</sup> T 1, pp. 5-7.

Brisgau, n'avait point hésité à entretenir ces princes du problème de l'approvisionnement en sel de la petite république. Fort de ce précédent, Stockalper propose donc à ses collègues, le 31 janvier 1814, d'envoyer quelqu'un auprès du prince de Schwarzenberg, « afin d'obtenir que le Valais puisse se procurer des sels de Salins ou Peccais, au même prix qu'il le payait il y a quatre ans, et d'après les conventions passées avec les inspecteurs des salines, à huit francs aux salines, et cela pour la quantité de six mille quintaux »<sup>86</sup>. Il s'agit, pour le gouvernement valaisan, de s'adresser en haut lieu, et aussi haut que possible. Aussi juge-t-il décent de députer à cet effet un de ses membres. En conséquence, il « fait tous ses efforts pour engager M. le baron de Werra de se prêter à entreprendre ce voyage auprès du prince, pour obtenir cette faveur à l'instar du Corps helvétique » ; il « fixe à environ vingt mille francs de France la somme nécessaire », et, de peur de se trouver complètement démuné de fonds, il décide d'avoir recours à un emprunt pour la somme de cinq mille francs<sup>87</sup>. Schwarzenberg, que les députés valaisans avaient rencontré à Altkirch le 5 janvier<sup>88</sup>, se trouvait à Vesoul une semaine plus tard<sup>89</sup>. Où se trouvait-il le 31 janvier, au moment où les membres du gouvernement provisoire insistaient auprès du baron de Werra pour qu'il acceptât d'entreprendre le voyage ? C'est sans doute cette incertitude et la désagréable perspective d'être à nouveau pris, comme vers Fribourg-en-Brisgau, au milieu de troupes en progression, qui conduisit le baron de Werra à décliner l'honneur qu'on lui faisait, ou du moins à retarder son départ pour avoir des précisions avant de se mettre en route. On était au cœur de l'hiver. Brusquement, après la séance du 9 février, qu'il a présidée<sup>90</sup>, Stockalper disparaît de Sion pour n'y reprendre ses fonctions que le 1<sup>er</sup> mars. Tout porte à croire que, dans cet intervalle, il est malade. C'est de Brigue, qu'il trans-

<sup>86</sup> T 1, pp. 38-39.

<sup>87</sup> T 2, p. 125.

<sup>88</sup> Voir ci-dessus, p. 143.

<sup>89</sup> Martin, p. 247 : le 12 janvier Schwarzenberg reçoit à Vesoul une députation de Bienne. Le 16, il écrit de Vesoul une lettre à Metternich : voir Cordon, p. 242.

<sup>90</sup> T 2, p. 154.

mettra au gouvernement, le 17 février seulement, une lettre qui lui a été adressée de Genève le 10 février<sup>91</sup>. Le jeudi 10 et le vendredi 11, il n'y a pas de séance du gouvernement.

Le samedi 12, le baron de Werra assume pour la première fois la présidence effective du gouvernement, fonction qu'il remplira jusqu'à la fin du mois. Il est entouré, ce jour-là, de ses collègues Delasoie, de Lavallaz et de Rivaz, ainsi que de Maurice de Courten, qui fonctionne, pour la première fois aussi, en qualité de membre suppléant. Cela lui arrivera quatre fois encore dans le reste du mois, ses fonctions de commissaire des guerres en chef l'absorbant suffisamment par ailleurs. Toutes les autres séances du gouvernement ne réunissent, jusqu'au 24 février, que trois membres : de Werra, de Lavallaz et de Rivaz. Il a fallu nommer Delasoie pour la mission auprès de Schwarzenberg. Tout le désigne pour ce pénible déplacement : il n'a que quarante-six ans ; il parle couramment l'allemand, et, en dehors de Ferdinand de Werra, il est le seul des membres du gouvernement, présents à la séance du 12 février, qui ait déjà pris contact avec Schwarzenberg à Altkirch, au début de janvier<sup>92</sup>. C'est donc entre le dimanche 13 et le jeudi 24 février que se situe son voyage<sup>93</sup>.

Avant son départ, Delasoie est nanti par ses collègues d'une lettre adressée à Schwarzenberg, où nous lisons :

« Le magasin que la France a laissé ne pouvant alimenter nos communes que pour cinq semaines, le gouvernement provisoire a envoyé aux salines de Salins une personne de confiance pour y acheter une quantité de sel proportionnée aux besoins, qui sont grands, à raison du nombre de vaches à lait et des salaisons, qui sont le fondement de notre économie rurale.

» Mais quoiqu'il ait été reçu favorablement auxdites fabriques, il s'est vu dans le cas de ne pouvoir y être approvisionné qu'au

<sup>91</sup> Ci-dessous, p. 351.

<sup>92</sup> Rz 81, fasc. 15, n° 33 : « M. Delasoie, déjà connu à la cour des princes depuis la première députation, dont il a tenu les registres, ce que lui permet la facilité avec laquelle il connaît les deux langues », minute a. d'Isaac de Rivaz.

<sup>93</sup> Delasoie est présent à la séance du gouvernement du 24 février 1814 : voir T 2, p. 198.

moyen de quinze francs le quintal, ou à peu près le double prix de ce qu'était la fourniture que nous faisaient ces salines, d'après les conventions peu antérieures au déchirement qui nous a séparés de la Suisse en 1810.

» Dans cette circonstance, nous nous approchons de nouveau de Votre Altesse Sérénissime par un député, M. Delasoie, qui a fait partie de ceux qui ont eu l'honneur d'être admis à votre audience à Altkirch, pour vous supplier, Sérénissime Prince, de vouloir bien considérer qu'après avoir joint aux quinze francs d'achat un transport de cinquante lieues par terre pour arriver à nos vallées reculées, cette denrée reviendrait à un prix immodéré ; et pour solliciter, de votre bienveillance paternelle pour notre malheureuse contrée, une ordonnance portant qu'une quantité de six mille quintaux de sel, faisant pour cinq mois de notre consommation, nous soit délivrée sur le pied de nos trois conventions précédentes avec lesdites salines, dont la dernière est de 1808, [et] dont les actes originaux y existent encore, ces pièces ayant disparu de nos mains lors de notre dure réunion à la France, mais qui, au surplus, étaient les mêmes pour toute la Suisse »<sup>94</sup>.

Schwarzenberg avait, on s'en doute, de plus pressants soucis que l'approvisionnement du Valais en sel. Il ne semble pas qu'il ait jamais reçu Delasoie, si toutefois celui-ci a pu l'atteindre. En tout cas, Delasoie revint en Valais sans l'ordonnance sollicitée ; son voyage a été complètement inutile ; échec au demeurant peu étonnant si l'on considère que l'attribution des sels de Salins dépendait du gouverneur général de Vesoul, lequel relevait entièrement de l'intendance des Finances, et pas du tout de l'autorité

<sup>94</sup> Rz, cart. 81, fasc. 15, n° 32, minute. Cette minute autographe, n. s. n. d., d'Isaac de Rivaz, porte par erreur, de la main de Charles-Emmanuel de Rivaz, la mention « au prince de Metternich ». L'allusion à l'entrevue d'Altkirch suffit à prouver l'erreur ; de plus, les compliments protocolaires de cette lettre ne peuvent s'adresser qu'à un homme de guerre, et non à un diplomate : « Ce sera une nouvelle grâce pour ce peuple [...], qui réveillera une troisième fois sa voix reconnaissante pour adresser au Ciel des vœux fervents pour la prospérité des armes de S. M. Impériale Royale Apostolique, dont vous êtes, Sérénissime Prince, le bouclier impénétrable, tandis que son gouvernement provisoire demeure pénétré de la plus grande admiration pour l'éclat de vos vertus et de vos hauts faits. »



militaire<sup>95</sup>. Il fallut poursuivre les démarches dans des conditions difficiles.

Les quinze mille francs dont l'Etat valaisan dispose immédiatement ont été confiés à Delacoste. Celui-ci a versé la somme entre les mains de Simbschen, qui lui en a délivré quittance<sup>96</sup>. Delacoste se rend d'abord à Genève auprès de Bubna, qui légalise cette quittance, mais « ne peut entrer avec lui en négociation sur les conditions auxquelles on désire obtenir le sel », c'est-à-dire « au prix des traités avec la Suisse ou à celui de nos anciens marchés avec les salines ». C'est pourquoi Bubna « l'adresse à cet effet à l'intendant général autrichien à Vesoul. Le voyage à Vesoul, dit M. Delacoste, peut être différé jusqu'à ce que l'on connaisse le résultat des démarches faites pour le même objet par les cantons suisses, ce qu'il n'a pu apprendre encore à Lausanne, la députation n'étant pas de retour. Cependant il croit avant tout nécessaire de se rendre à Salins, pour assurer les sels pour la valeur de la somme mentionnée ci-dessus. Mais il est obligé de passer par Les Clées, le passage du Jura par Les Rousses étant obstrué, ce qui retardera son arrivée à Salins. Il témoigne ensuite beaucoup de crainte de venir trop tard à Salins pour obtenir du sel, qui est pour ainsi dire enlevé au fur et à mesure qu'il est fabriqué, et que d'ailleurs on n'en aura qu'à un prix excessif. [...] » Delacoste fait connaître cette situation à Stockalper par une lettre qu'il lui adresse de Genève le 10 février. A Genève, il s'est aussi renseigné sur les prix pratiqués. « Il résulte qu'on ne trouve point de sel dans cette ville à moins de vingt-huit francs le quintal de sel marin et vingt-cinq francs le sel blanc, et même en petite quantité, cette ville s'approvisionnant elle-même à Salins ». Stockalper, absent de Sion, transmet le 17 février au gouvernement la lettre de Delacoste, en faisant part des craintes que celle-ci lui inspire<sup>97</sup>.

<sup>95</sup> Voir ci-dessous, p. 352. Du fait qu'aucun procès-verbal des séances du gouvernement ne rend compte de la mission de Delasoie, on ne peut tirer aucun argument *ex silentio*. Une autre mission officielle, beaucoup plus importante politiquement, dont fut chargé le baron de Werra, ne fit également l'objet d'aucun procès-verbal des séances du gouvernement : voir ci-dessous, p. 443, note 83.

<sup>96</sup> T 1, p. 80.

<sup>97</sup> T 1, pp. 66-67, séance du 19 février 1814.

Conformément à son plan, Delacoste se rend une seconde fois à Salins, espérant retarder son voyage à Vesoul. Il est porteur de la quittance visée par Bubna et d'une somme de quatre mille francs. Mais, de Salins, et contrairement à son attente, il « a été obligé de se rendre à Vesoul auprès du gouverneur général des Alliés pour obtenir de lui l'autorisation de l'achat des sels à Salins, et lui présenter, dans ce cas, la quittance des quinze mille francs. » A Vesoul, une triple déception attend le Valaisan. Tout d'abord, le gouverneur général ne consent à céder au Valais que mille quintaux de sel, au lieu des six mille demandés. Ensuite le prix en est fort élevé. Non seulement, il n'est absolument pas question de céder ce sel aux tarifs antérieurs à 1810, mais encore le prix de quinze francs le quintal, que les salines de Salins avaient indiqué à Delacoste lors de son premier voyage, n'est plus celui que fixe le gouverneur général autrichien. Celui-ci n'a consenti à céder le sel qu'« au prix de dix-neuf francs cinquante centimes le quintal, dont la moitié devait être payée comptant et l'autre moitié dans douze jours ». Enfin, pour comble d'ennui, le gouverneur général « refusa d'accepter la quittance des quinze mille francs de France, alléguant qu'il n'avait rien à faire avec les autorités militaires, et qu'il dépendait entièrement de l'intendance des Finances »<sup>98</sup>.

Delacoste ne peut même pas obtenir du gouverneur général de Vesoul la promesse que le Valais pourra continuer à s'approvisionner à Salins. Il se rend de nouveau dans cette ville. Mais là, il ne peut « obtenir que six cent vingt quintaux de sel, nonobstant l'autorisation du gouverneur général. Ces six cent vingt quintaux coûtent à Salins, avec les tonneaux et autres menus frais, douze mille quatre cent neuf francs vingt-cinq centimes ». Malheureusement, Delacoste n'ayant sur lui que quatre mille francs d'argent liquide, il ne peut que promettre le paiement immédiat du reste dû.

Il rentre en Valais passablement ulcéré, avec la quittance que le gouverneur général a refusé d'honorer et il la présente aussitôt

<sup>98</sup> T 1, pp. 79-80, séance du 23 février ; d'après une lettre de Delacoste, datée de Saint-Maurice, le 22 février.

à Simbschen pour récupérer la somme versée. Mais Simbschen « refuse de lui restituer les quinze mille francs, alléguant que Son Excellence le feld-maréchal Bubna en avait disposé ». De Saint-Maurice, le 22 février, Delacoste écrit au gouvernement pour l'informer de tous ces faits, insistant pour que la somme qui reste due en paiement des sels soit envoyée tout de suite, « ainsi que quatre cents francs pour le transport jusqu'à Morges ou au Bouveret [...], si l'on ne veut pas éprouver des retards funestes pour l'expédition de ces sels ». Sa lettre s'achève sur une constatation amère : « Il observe que si le gouvernement eût fait des fonds lors de son premier voyage à Salins, il aurait évité tous les désagréments qui se présentent aujourd'hui, et surtout on aurait économisé une centaine de louis. » Il arrive que l'Etat ne soit pas un administrateur prévoyant. Les choses étant ce qu'elles sont, le gouvernement valaisan décide d'écrire à Delacoste, pour qu'il intervienne à nouveau auprès de Simbschen, en vue de la restitution des quinze mille francs<sup>99</sup>. Delacoste revient donc à la charge, et il a bientôt la joie d'informer le gouvernement, par une lettre du 27 février, que Simbschen lui a enfin « remis les quinze mille francs, moins trente francs soixante-dix centimes ». Estimant sans doute avoir suffisamment goûté de la beauté hivernale des paysages jurassiens, le Montheysan « désire que l'on désigne de suite une personne sûre pour les porter à Salins ». A la séance du lendemain, le gouvernement désigne pour cette mission « le sieur Germain Duc [...] ; il devra partir de suite ». Sur les conseils de Delacoste, le gouvernement « trouve aussi convenable de prendre les trois cent quatre-vingts quintaux pour compléter les mille quintaux » dont la livraison a été autorisée par le gouverneur général de Vesoul. « Les fonds nécessaires à ce complément seront ajoutés aux quinze mille francs et remis audit porteur pour s'en acquitter à Salins.

» Le conseil nomme l'ancien châtelain Cornut, de Vouvry, pour recevoir les sels au Bouveret. Si son âge ne lui permet pas de s'occuper de cela lui-même, il pourra se faire assister par son

<sup>99</sup> T 1, pp. 80-81.

fils Alexandre, auquel le gouvernement dépose également sa confiance »<sup>100</sup>.

Tout paraît donc réglé et les sels dont on s'inquiète depuis le 7 janvier vont pouvoir arriver en Valais. C'était compter sans les événements militaires. A la séance que le gouvernement tient le 6 mars, « le sieur Germain Duc, qui avait été expédié à Salins avec vingt mille francs pour y payer le sel [...], est introduit et relate qu'il n'a pas pu aller plus loin que Lausanne, par rapport à des bruits qui s'y répandaient, que les Français, passant le Jura<sup>101</sup>, se dirigeaient sur Lausanne, où l'on était dans de vives inquiétudes, et conséquemment que son argent pourrait être exposé. Il a rendu l'argent à M. Delacoste à Monthey ; il ignore si le sel est en route.

» Le conseil décide d'écrire sur-le-champ à M. Delacoste pour lui demander s'il peut se charger d'aller à la recherche des sels qui doivent être en route de Salins à Morges. Dans le cas contraire, il devra de suite en informer le conseil [...] » Il faut « faire cesser les inquiétudes dans lesquelles le retard de l'arrivée de ce sel met le gouvernement »<sup>102</sup>. Rien ne va plus maintenant. La veille, le gouvernement a reçu une lettre de Delacoste, l'informant « que MM. Cornut père et fils, de Vouvry, ne peuvent se charger de recevoir les sels au Bouveret ». De plus, Delacoste « ignore encore si les magasins de Bouveret sont en état de recevoir des sels, et où sont les clefs. » Le conseil se hâte de nommer le syndic des Evouettes, Chablais, comme réceptionnaire des sels au Bouveret. C'est tout ce qu'il peut faire. Il « présume que les magasins sont en bon état ». Quant aux clefs, « il est à croire qu'elles sont entre les mains du sieur Paschoud, aubergiste au Bouveret ». Le gouvernement écrira tout cela à Delacoste, et lui donnera en même temps « un tableau de distribution, dans les dizains, des six cent vingt quintaux qui doivent arriver les premiers »<sup>103</sup>.

<sup>100</sup> T 1, pp. 89-90, séance du 28 février 1814.

<sup>101</sup> Allusion à la descente des Français sur Saint-Cergue. Voir ci-dessus, p. 288.

<sup>102</sup> T 2, p. 224.

<sup>103</sup> T 2, p. 228, séance du 5 mars 1814.

Tout finira par s'arranger cependant, et, comme dans les drames bien construits, le salut viendra du côté où l'on s'y attend le moins. Les Italiens ont été repoussés à Bérisal le 2 mars. Berne a fait au Valais les protestations d'amitié les plus vives. Le 11 mars, François Zen Ruffinen rend compte au gouvernement de sa mission à Berne<sup>104</sup>. L'Etat de Berne est disposé à céder du sel au Valais « au prix qu'il lui revient à lui-même, c'est-à-dire à dix francs suisses le quintal, avec la condition très avantageuse de payer le sel en nature ou en argent, et sans en limiter l'époque, donnant par là toutes les facilités ». Les sacs seront facturés quinze centimes suisses chacun. Zen Ruffinen a calculé que le quintal de sel rendu à la souste de Loèche, reviendra à peu près à Fr. s. 13,40 ; et rendu à Vevey, à Fr. s. 11,80, mais « dans ce prix ne serait pas compris le droit que l'on aurait à payer au pays de Vaud pour le transit ». Comme l'Etat de Berne ne fait aucune difficulté pour les quantités à fournir, le gouvernement décide de lui commander « de suite quatre mille quintaux de sel, dont deux mille expédiés le plus tôt possible par la Gemmi et deux mille par Vevey. [...]

» Le conseil vote des remerciements à ces généreux voisins pour leur conduite noble et désintéressée »<sup>105</sup>. Voilà donc le navire valaisan sorti, grâce à Berne, de la panne où l'avait mis l'armée autrichienne. On décide de faire acheminer la plus grande partie des sels autant que possible par voie d'eau, à partir de Nidau<sup>106</sup>.

<sup>104</sup> Voir ci-dessus, pp. 296-297.

<sup>105</sup> T 2, p. 259.

<sup>106</sup> T 2, p. 262 ; le 13 mars 1814, le gouvernement est informé par Zen Ruffinen, qui a refait ses comptes pour les transports « que le quintal de sel rendu à la souste près Loèche par la Gemmi, coûterait 143 batz [Fr. s. 14,30] ; tandis que le transport du sel depuis Berne à Vevey, rendu au même point, ne dépasserait guère 133 batz. — Le conseil décide de ne faire arriver provisoirement que 300 quintaux de sel par la Gemmi, et 3000 quintaux par Vevey ; que 700 autres devront attendre leur destination ultérieure à Berne. » Le 18 mars 1814 (T 2, p. 233) « est introduit en séance M. Zimmermann, qui fait une soumission écrite pour le transport des sels depuis Nidau jusque dans la tîne principale de chaque dizain pendant l'année 1814 à raison de 25 batz et demi [Fr. s. 2,55] le quintal rendu à Monthey, et ainsi un batz par lieue d'augmentation jusqu'à Brigue. [...] Le conseil adopte cette soumission en toutes ses conditions, sauf la restriction des pertes accidentelles causées par la vio-

Peu après le 26 mars, le sel de Berne fait son entrée en Valais<sup>107</sup>. A ce moment commencent à arriver les sels achetés au prix de tant de difficultés à Salins. Le 13 mars, Delacoste informe le gouvernement des distributions qu'il vient de faire aux dizains, pour un total de trois cent vingt-quatre quintaux. « Il dit de plus qu'il manque encore deux cent quatre-vingt-seize quintaux de marc aux six cent vingt quintaux emplettes à Salins et qui, d'après son opinion, sont peut-être en route ; mais, s'ils ne dussent pas être acheminés, il croit qu'on pourrait ne pas les acheter, par rapport à des achats de sel faits plus avantageusement à Berne.

» Le conseil décide de faire écrire à Morges et à Lignerolle sur ces deux cent quatre-vingt-seize quintaux de sel, que l'on présume être en route »<sup>108</sup>. Et non seulement il se renseigne, mais encore il fait savoir qu'il ne désire plus les recevoir, ces sels naguère tant désirés, maintenant qu'il n'en a plus besoin. Malheureusement, il va être contraint de les accepter : « Une lettre de M. Leresche, commissionnaire des sels à Lignerolle, en date du 3 avril [...], informe que le gouvernement ne peut pas se dispenser de prendre le sel qu'il a acheté, dans le principe, par M. Delacoste à Salins. Ce sel coûtera à peu près cinq mille francs de France.

*lence divine*, que l'on laisse aussi à la charge des entrepreneurs. [...] On remettra de plus à M. Zimmermann, qui part incessamment pour Nidau, des lettres à l'Etat de Berne, par lesquelles on lui demande la faculté de pouvoir prendre, de préférence à Nidau sur tout autre magasin, le sel qu'il a bien voulu nous céder, attendu que, par la facilité des transports par eau, le sel revient beaucoup moins cher par cette voie que pris dans toute autre partie de ce canton. »

<sup>107</sup> T 2, p. 248, séance du 26 mars 1814, Stockalper informe le gouvernement « qu'il venait de recevoir l'avis d'une première provision de sel de Berne arrivée à Villeneuve, de la quantité de 110 quintaux, qui ne tardera pas d'arriver à Saint-Maurice [...]. Il propose en conséquence la nomination des tiniers. — D'après cela, le conseil procède comme suit à la nomination. [...] En Conches, MM. Antoine Imhof, à Ernen, et Taffiner. A Mörel, M. Basile de Sépibus. A Brigue, M. le grand châtelain Stockalper. A Viège, MM. Burgener. A Rarogne, M. Nicolas Roten père. A Loèche, MM. Ignace Werra et François Zen Ruffinen. A Sierre, M. Maurice de Courten, conseiller du gouvernement. A Sion, M. le conseiller Alphonse Kuntschen. A Hérémence, le bourgmestre Dayer. A Martigny, M. Armand Ganioz. En Entremont, M. Laurent Delasoie. A Saint-Maurice, M. le conseiller Isaac de Rivaz. A Monthey, M. le président Du Fay. »

<sup>108</sup> T 2, p. 252, séance du 14 mars.

Il dit que ce paiement doit s'effectuer le plus tôt possible »<sup>109</sup>. Nous sommes le 13 avril.

Mais le gouvernement valaisan, maintenant qu'il dispose de sel bon marché, n'est nullement pressé de payer le sel cher. Le 19 avril, au lieu de régler sa dette aux salines de Salins, il préfère prêter tout l'argent disponible au colonel Simbschen. « Il sera donné des ordres pour que la somme de huit mille quatre cent neuf francs destinée pour le paiement des sels emplettes à Salins, et qui est déposée à Monthey chez M. Delacoste, soit appliquée à cet emprunt, et M. le baron de Werra s'offre à compléter ce qui manque pour parvenir aux quinze mille francs »<sup>110</sup>.

Le lendemain 20 avril, « M. Thurneysen, commissaire du gouvernement près les salines du Jura et du Doubs », écrit à celui-ci une lettre où « il réclame le paiement de trois mille cinq cent soixante-dix francs cinquante centimes pour achat de sel fait à Salins pour le pays, aux mois de janvier et février derniers ». Aussitôt qu'il reçoit cette lettre, le 12 mai, le gouvernement « décide de répondre à ce commissaire que le conseil est en représentation auprès du gouvernement autrichien pour obtenir de lui la remise des sommes qui lui sont dues pour l'emplette de ces sels à Salins, en faible dédommagement des frais de guerre »<sup>111</sup>. Le gouvernement valaisan paraît terriblement retors. A cette date, en effet, il n'a fait encore aucune « représentation » au gouvernement autrichien, pour la bonne raison que le Valais est encore occupé par les troupes de Simbschen. En réalité, il est plutôt naïf, car il s' imagine alors que l'Autriche remboursera au Valais les frais d'occupation. Dans une circulaire datée du 23 mai 1814, il écrit aux grands châtelains : « Dans bien peu de temps, il faudra bien faire partir une députation pour chercher à être remboursé de toutes les fournitures faites aux troupes autrichiennes »<sup>112</sup>. Nous savons quel sort était réservé à ces illusions, dont la sincérité ne peut pas être mise en doute. Dans la même circulaire, le gouvernement

<sup>109</sup> T 2, p. 132, séance du 13 avril 1814.

<sup>110</sup> T 2, p. 138. Voir ci-dessus p. 344.

<sup>111</sup> T 2, p. 264.

<sup>112</sup> Circulaire du gouvernement provisoire aux grands châtelains sur l'impôt du papier timbré, publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 120-121.

dresse un sombre tableau de la situation financière en Valais, et dit notamment : « D'un autre côté, le commissaire impérial autrichien à Vesoul ayant, par son arrêté de février dernier, enchéri le prix du sel à Salins, la vente, même à huit crutz la livre, a produit peu de profit »<sup>113</sup>. En d'autres termes, le sel a été revendu par l'Etat valaisan vingt centimes suisses la livre. La circulaire dit donc vrai quand elle parle du peu de profit produit par les six cent vingt quintaux achetés à Salins. Mais elle ne dit rien du magnifique bénéfice laissé par les quatre mille quintaux achetés à Berne. La politique intérieure a parfois d'étonnants silences...

### *7. Passages de troupes autrichiennes et départ de Simbschen*

Le 2 avril 1814 est lue à la séance du gouvernement provisoire une lettre de Simbschen datée de la veille. Il doit passer dans le pays, dans un délai de huit à quinze jours, deux mille hommes d'infanterie et trois cents chevaux. D'autres troupes suivront. Simbschen demande au gouvernement de prendre les mesures voulues pour l'approvisionnement en vivres des hommes et des bêtes, et le gouvernement donne en conséquence des ordres au « commissaire des guerres en chef », Maurice de Courten<sup>114</sup>. Celui-ci écrit le 4 avril au grand châtelain du dizain de Loèche, François-Ignace de Werra, pour l'informer de ces passages de troupes. Il faut « créer des magasins qui assurent le service des subsistances militaires ». Le dizain de Loèche doit fournir seigle, vin, etc. La moitié de ces approvisionnements sera envoyée à Brigue et commise aux soins de Simon Zenklusen, commissaire des guerres pour l'arrondissement de Brigue<sup>115</sup>. L'autre moitié restera en magasin à Loèche et tenue à la disposition de la commune de Tourtemagne, qui sera un lieu d'étape, ainsi qu'à celle d'une autre commune qui sera indiquée par après. Il faut faire moudre

<sup>113</sup> *Ibidem*, p. 121 ; « crutz » signifie kreuzer.

<sup>114</sup> T 2, p. 110, et T 4, fasc. 4, n° 38, lettre originale de Simbschen, de Saint-Maurice, en allemand, s. a.

<sup>115</sup> Voir ci-dessous, p. 365.



le grain, et tenir la farine prête, fournir en outre du foin (sept toises) sur la place de Tourtemagne<sup>116</sup>.

Maurice de Courten ordonne des mesures semblables aux autres dizains. La troupe autrichienne arrive. Mais elle est trop nombreuse ; ou plutôt, en raison des troupes de Simbschen stationnées en Valais et dont l'effectif est déjà important<sup>117</sup>, il se produit un embouteillage. Simbschen y mettra fin en dégarnissant fortement, dès le 26 avril, la place de Saint-Maurice<sup>118</sup> et en expédiant cinq de ses compagnies dans le district d'Aigle<sup>119</sup>. En attendant, Maurice de Courten est fort soucieux. Le 18 avril, il écrit de Sierre au grand châtelain de Loèche :

« L'avant-garde est restée stationnée à Sion et à Sierre ; les fournitures que j'avais demandées à ces deux dizains pour être envoyées à Brigue, se consomment en partie sur les lieux mêmes de leurs magasins ». En conséquence, il prie François-Ignace de Werra de faire expédier sur Brigue toutes les denrées qu'il a gardées au magasin de Loèche et de faire réapprovisionner celui-ci en vin et en seigle<sup>120</sup>.

Le lendemain 19, Maurice de Courten se hâte d'informer le grand châtelain de Werra du départ pour Viège des deux compagnies qui étaient stationnées à Sierre<sup>121</sup>. Le même jour, Simbschen, qui désire sans doute se rendre compte *de visu* de la situation, annonce au gouvernement qu'il arrivera à Sion le 22, avec tout l'état-major du régiment<sup>122</sup>. Simbschen inspecte alors, ou fait inspecter, la route du Simplon. Et elle est en piteux état. Le 1<sup>er</sup> mai, Simbschen adresse au gouvernement une demande impérieuse dont il est fait lecture le lendemain. Il faut réquisitionner des paysans « pour ouvrir la route du Simplon, au point de la rendre praticable à des courriers, trains militaires, équipages et

<sup>116</sup> BG, litt. F, pièce 28 a, a. s.

<sup>117</sup> Voir ci-dessus, p. 327.

<sup>118</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 33, du 26 avril 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 64.

<sup>119</sup> *Journal Suisse*, n° 35, du 3 mai 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 64.

<sup>120</sup> BG, litt. F, pièce 28 b, a. s.

<sup>121</sup> Post-scriptum à la lettre citée ci-dessus (note 120).

<sup>122</sup> T 4, fasc. 4, n° 42, de Saint-Maurice, orig., en allemand, s. a.

passages de troupes, qu'il dit devoir passer prochainement le Simplon, d'après l'avis qu'il a reçu de M. le Feldmarschall-lieutenant Greth, à Genève ». De plus, « le prince Eugène, ci-devant vice-roi d'Italie et le Feldmarschall autrichien Bellegarde doivent aussi passer le Simplon ». De son côté, « le capitaine Luxem a prié le conseil de prendre des mesures pour faire réparer un pont qui a été coupé par suite des hostilités entre les Autrichiens et les Italiens ». En conséquence, « le conseil décide de requérir cent à deux cents paysans pour travailler au terrassement de la route du Simplon. Ces ouvriers seront pris dans les dizains avoisinants [...], qui devront prendre note des ouvriers qui auront été envoyés, pour y avoir égard lors de la liquidation finale. M. [Ignace] Venetz, ingénieur valaisan, est chargé de diriger et surveiller ces travaux. Il devra, de plus, faire réparer le pont en question »<sup>123</sup>.

Les travaux de la route du Simplon sont urgents. Bubna vient d'être nommé gouverneur général des duchés de Piémont et de Savoie, ainsi que du comté de Nice. Il se porte sans retard à son nouveau poste, à Turin<sup>124</sup>. On confie au feld-maréchal-lieutenant Bianchi un corps d'armée qui doit passer par le Mont-Cenis, pour aller prendre possession des Etats de Sa Majesté Sarde. Dans ce corps d'armée, trois bataillons seront placés sous les ordres de Simbschen, qui devra bientôt quitter le Valais<sup>125</sup>.

A la séance du gouvernement du 6 mai, Stockalper « fait rapport que l'enseigne autrichien qui était commandant de la place de Sion, l'a informé qu'il allait quitter cette ville aujourd'hui et remet le commandement de cette place ». Sur la proposition de Stockalper, « le conseil charge provisoirement M. Adrien de Riedmatten, capitaine des élections du dizain de Sion, de faire les fonctions de commandant de place de Sion »<sup>126</sup>. C'est le commencement de la fin de l'occupation autrichienne en Valais. Quelques jours plus tard, Simbschen demandera lui-même au bourgmestre de Saint-Maurice, Jacques de Quartéry, de nommer

<sup>123</sup> T 2, p. 302, séance du 2 mai.

<sup>124</sup> Voir ci-dessous, p. 443.

<sup>125</sup> *Opérations de Bubna*, pp. 187-188.

<sup>126</sup> T 2, p. 307 et T 4, fasc. 4, n° 44, lettre du gouvernement provisoire à Adrien de Riedmatten, de Sion, 6 mai 1814, minute.

un commandant de place valaisan pour cette ville. « Il désire encore que pareille mesure soit prise dans les autres stations importantes du pays ». Jacques de Quartéry a proposé pour Saint-Maurice le capitaine Meinrad de Werra, et le gouvernement se borne, dans sa séance du 12 mai, à approuver cette nomination, sans en prévoir d'autres<sup>127</sup>.

Simbschen doit quitter le Valais par le Grand Saint-Bernard. Mais, pour que les Autrichiens évacuent le pays, il faut des routes. Or, les routes ne sont pas encore ouvertes. Le capitaine Gaski, commandant autrichien du poste du Grand Saint-Bernard, a donné des ordres à Anselme Moret, syndic de Bourg-Saint-Pierre, pour qu'il fasse ouvrir la route aux chevaux. Comme cela n'a pas été fait, il écrit le 5 mai à Bruttin<sup>128</sup>, qui se trouve à Bourg-Saint-Pierre, afin que cela « se fasse le plus promptement possible, pour faciliter le passage du bataillon des *Gradiscaner* et d'une certaine quantité de cavaliers qui doivent le suivre incessamment dans la vallée d'Aoste, d'après les ordres du colonel Simbschen »<sup>129</sup>.

Cependant, suivant les meilleures traditions militaires, Simbschen, qui a reçu des ordres, reçoit maintenant un contrordre, émanant du feld-maréchal-lieutenant Sommariva. Des troubles, en effet, ont survenu dans l'Ossola et il faut que Simbschen se porte avec sa troupe de ce côté, par le Simplon<sup>130</sup>.

Or, c'est dans le Haut-Valais que la situation est la plus difficile. Le 4 mai, « le sieur Bernard Gallizia, entrepreneur de la nouvelle construction du pont de Viège sous le gouvernement français, est introduit en séance » du gouvernement. Il « demande de pouvoir employer les pierres de taille qu'il avait préparées [...] et particulièrement celles qui étaient là sur place, destinées à faire une culée du pont » et signale « qu'en outre, ces pierres gênaient

<sup>127</sup> T 2, pp. 264-265.

<sup>128</sup> Officier commandant le détachement des électionnaires valaisans au Grand Saint-Bernard. Voir ci-dessus, p. 318.

<sup>129</sup> T 4, fasc. 4, n° 45, lettre de Bruttin au gouvernement provisoire, de Bourg-Saint-Pierre, 6 mai 1814, a. s.

<sup>130</sup> Cordon, p. 249.

beaucoup le passage. Il désire donc de pouvoir continuer la construction de ladite culée, qui est déjà un pied plus haut que les basses eaux. » Le gouvernement veut bien ouvrir le passage pour les Autrichiens ; mais il ne veut pas reprendre à son compte les dépenses prévues par le gouvernement français pour la construction du pont. C'est pourquoi il « accorde au sieur Gallizia sa demande, sous la réserve expresse de ne continuer les travaux qu'aussi longtemps qu'il aura des pierres de taille embarrassant la voie publique »<sup>131</sup>.

Le 7 mai, le gouvernement est averti par une lettre de l'ingénieur Ignace Venetz, chargé d'ouvrir la route du Simplon, qu'il n'a point encore d'ouvriers. Il a discuté avec les autorités des dizains. Celui de Brigue s'imaginait faussement qu'il « fournirait à lui seul tous les hommes nécessaires aux travaux ». Celui de Viège « concourrait volontiers à fournir des ouvriers » en proportion de sa population. Venetz, qui est originaire du dizain de Viège<sup>132</sup>, demande au gouvernement de décider que l'on prenne « des ouvriers dans les dizains les plus rapprochés de la route ». Le gouvernement, qui tient à la justice distributive, décide d'écrire aux grands châtelains des dizains intéressés : Brigue fournira trente hommes ; Viège, trente ; Rarogne, quinze ; Mörel, dix ; Conches, quinze ; au total cent hommes, « nombre que le conseil croit suffisant pour les travaux dont il s'agit ». Le conseil adopte en outre un projet présenté par Venetz pour les « réparations qu'il propose de faire au pont sur le Simplon, qui est à réparer par suite des événements de la guerre »<sup>133</sup>. Les travaux vont enfin pouvoir commencer.

Le même jour, 7 mai, Simbschen écrit au gouvernement. Il l'informe « de son départ avec sa troupe par le Simplon. Il désire que cette route soit mise en état pour le passage des équipages de son régiment. Il informe, de plus, que le major Vukassovich restera à Sion avec une compagnie jusqu'à nouvel ordre »<sup>134</sup>. Quand

<sup>131</sup> T 2, p. 306.

<sup>132</sup> Il est originaire de Neubrûck, hameau de la commune de Stalden, et né à Visperterminen ; voir Hallenbarter, p. 75.

<sup>133</sup> T 2, p. 310.

<sup>134</sup> T 2, p. 312.

il reçoit cette lettre, le 9 mai, le gouvernement prend connaissance également d'une lettre de Gaspard Delasoie. Celui-ci informe ses collègues « que le dizain d'Entremont vient d'être requis à fournir cent setiers de vin, pour être envoyés au Saint-Bernard, où il doit incessamment passer mille hommes d'infanterie et cent hommes de cavalerie ». Delasoie désire savoir si une telle obligation est aussi imposée pour les troupes qui doivent passer au Simplon, « afin qu'en cas contraire, son dizain puisse aussi être dispensé de cette fourniture ». Le gouvernement lui répond qu'au Simplon le vin doit être fourni non seulement pour la troupe, mais encore pour les ouvriers à la route, et que d'ailleurs des instructions ont déjà été données à Bruttin, le commandant valaisan au Grand Saint-Bernard<sup>135</sup>. L'armée n'est pas seule à avoir besoin de stimulant. On devrait être sûr, maintenant, que les travaux vont leur train à un rythme réjouissant.

Dès le 10 mai, en effet, la presse lausannoise « apprend que les troupes autrichiennes stationnées momentanément dans le district d'Aigle ont reçu l'ordre de se rendre en Italie par le Simplon »<sup>136</sup>. Le lendemain, Simbschen adresse au gouvernement valaisan une lettre d'adieu « remplie d'expressions bienveillantes pour le pays »<sup>137</sup>.

Le même jour, 11 mai, il se trouve à Sierre, où il est l'hôte, pendant quelques heures, du comte Eugène de Courten. « Il était fort triste de son départ », note celui-ci. « J'ai cru entrevoir qu'il aurait désiré être nommé commissaire organisateur pour notre pays, et il s'y attendait »<sup>138</sup>. Le fait est exact. La marche des armées avait fait de Simbschen un modeste gouverneur militaire dans une vallée alpestre. Cherchant une compensation, il a souhaité jouer le rôle d'un diplomate et il n'y a pas réussi<sup>139</sup>. Le jeune colonel est peut-être triste aussi parce qu'au moment où se

<sup>135</sup> T 2, p. 311.

<sup>136</sup> *Journal suisse*, n° 37, du 10 mai 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 64.

<sup>137</sup> T 2, p. 265, séance du 12 mai 1814. Voir ci-dessous, p. 453.

<sup>138</sup> Lettre à son frère Pancrace, de Sierre, 13 mai 1814, publ. dans Courten 2, p. 36.

<sup>139</sup> Voir ci-dessous, pp. 442-444.

tourne une page de sa vie, il fait le bilan de sa campagne depuis le 28 décembre 1813. Bridé par ses chefs qui l'ont condamné à demeurer dans le cul-de-sac valaisan, berné par les Français qui lui ont fait craindre une attaque massive et l'ont amené à retirer ses troupes au moment de l'offensive, paralysé par le gouvernement valaisan qui ne lui a jamais accordé plus de quatre cents chasseurs, lesquels ont fait défection à Domodossola avant de désertir en masse, brouillé avec Schraut qui a blâmé ses initiatives maladroites, Simbschen n'a pas eu trop de satisfactions en Valais. Mais quoi qu'il en soit de ses pensées, il a encore, au moment de son départ, un motif plus précis de mauvaise humeur. Il se porte sur le Simplon avec le bataillon de Gradisca, un escadron de hussards Liechtenstein et deux canons de montagne<sup>140</sup>. Or, le 11 mai, il reçoit à Sierre une dépêche extraordinaire l'informant que « la route du Simplon n'ayant point encore été réparée comme [il] l'avait désiré [...], elle était presque impraticable à l'artillerie, cavalerie, et autres trains et équipages militaires »<sup>141</sup>. Tel est le motif de son arrêt à Sierre.

Après avoir informé Stockalper, dès le 11 mai, de la dépêche reçue par Simbschen, Maurice de Courten, commissaire des guerres en chef, estime qu'« il est urgent de prendre des mesures les plus promptes pour faire travailler à l'ouverture de cette route, pour que les troupes sous les ordres [...] [de Simbschen] qui doivent traverser actuellement le Simplon ne regorgent pas dans le Haut-Valais, et pour ne pas indisposer M. le colonel pendant les derniers jours qu'il a à passer en Valais ». Stockalper, ayant reçu dans l'après-midi la lettre de Maurice de Courten et se trouvant « dans l'impossibilité de réunir les membres du conseil, a délégué M. le colonel Augustin de Riedmatten comme commissaire spécial du gouvernement pour demander, à MM. les grands châtelains des dizains avoisinant la montagne, les hommes nécessaires à effectuer ces travaux et pour les activer. Il lui a été donné à cet effet des lettres à chaque grand châtelain respectif. [...] Le conseil adopte entièrement toutes les mesures [...] prises dans un

<sup>140</sup> Cordon, p. 249.

<sup>141</sup> T 2, p. 266, séance du 12 mai 1814.

moment aussi pressant [...] et où il s'agissait d'alléger le pays le plus tôt possible du fardeau de l'entretien de si nombreuses troupes »<sup>142</sup>. Simbschen a demandé cinq à six cents hommes à la place des cent ouvriers affectés par le gouvernement au déblaiement de la neige, et le colonel Augustin de Riedmatten, qui s'est rendu sur les lieux, constate qu'on y travaille avec activité<sup>143</sup>.

Le 12 mai, la cavalerie de Simbschen loge encore à Sierre. Elle se met en route le lendemain et constitue l'arrière-garde<sup>144</sup>. Le vendredi 13, Simbschen fait franchir la frontière à toute sa troupe, cavalerie comprise, et se trouve à Domodossola, d'où il écrit le jour même à Simon Zenklusen, commissaire des guerres de l'arrondissement de Brigue, de faire transporter immédiatement par char les sacs d'avoine qu'il a laissés à Brigue, et dont il a besoin à Domodossola « parce qu'ici on ne peut pas avoir d'avoine du tout »<sup>145</sup>. Son bataillon d'infanterie, son escadron de hussards et ses deux canons ont réussi à passer le Simplon par une route « encore fortement enneigée et menacée d'avalanches »<sup>146</sup>. Simbschen n'est pas content. Le 21 mai, il écrit d'Arona au gouvernement valaisan :

« Je n'ai reçu qu'hier votre lettre du 16, après mon retour de Milan, et je ne puis que vous faire savoir qu'au moment où les troupes ont franchi le Simplon, chaque unité a constaté qu'au

<sup>142</sup> *Ibidem*.

<sup>143</sup> T 2, pp. 268-269, séance du 14 mai 1814 ; et Circulaire du gouvernement provisoire aux grands châtelains, de Sion, 23 mai 1814, publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 120-121.

<sup>144</sup> BG, litt. F, pièce 28 c, lettre de Maurice de Courten à François-Ignace de Werra, grand châtelain du dizain de Loèche, de Sierre, 12 mai 1814 : « Les hussards qui logeront demain chez vous auront avec eux leur avoine, dont ils se sont pourvus pour six jours » ; et lettre d'Eugène de Courten à son frère Pancrace, de Sierre, 13 mai 1814, publ. dans Courten 2, p. 36.

<sup>145</sup> T 5, fasc. 5, n° 13, lettre de Domodossola, 13 mai 1814, orig. en allemand, s. a. La réserve d'avoine comptait 40 sacs dont 8 seulement ont été apportés à Domodossola par le caporal Mattiassevich. Zenklusen doit remettre à celui-ci 22 sacs pleins et même le reste de 10 sacs en partie consommés à Brigue et au Simplon.

<sup>146</sup> Cordon, p. 249. L'auteur ajoute que le bataillon de Gradisca a été ramené au pays par Simbschen au début de juin.

passage désiré on n'avait pas entrepris le moindre travail ». Cette lettre s'achève sur ces mots, sans aucune formule de politesse<sup>147</sup>.

Le colonel autrichien a laissé en Valais une petite partie de ses troupes : les Sardes, les Lombards et un détachement de cinquante Hongrois sous les ordres de Vukassovich<sup>148</sup>. Cependant, petit à petit, tous partent. Le 28 mai, le capitaine de Werra, commandant de la place, informe qu'il n'y a plus de troupes autrichiennes à Saint-Maurice<sup>149</sup>. Le 3 juin, le bourgmestre de Preux annonce qu'il en va de même à Sierre, tout en s'inquiétant du sort qu'il convient de faire à un tonneau de vin destiné à la troupe<sup>150</sup>. Tous les comptes pour frais de l'occupation autrichienne en Valais s'arrêtent au 31 mai 1814. Le 1<sup>er</sup> juin, Vukassovich a donc quitté le Valais pour l'Italie<sup>151</sup>. Il l'a fait brusquement, sans prévenir le gouvernement de son départ<sup>152</sup>.

Les passages de troupes autrichiennes et le départ de Simbschen ont largement mis à contribution la population valaisanne qui a dû fournir, outre des ouvriers pour le déblaiement des neiges, des chars pour les transports. « Il n'y a pas de jours que nous n'ayons eu vingt et jusqu'à vingt-cinq chars en route pour le service militaire », écrit, le 13 mai, le comte Eugène de Courten. Mais ce n'est pas tout, car il ajoute aussitôt : « Nous avons en outre le passage de tous les prisonniers de guerre autrichiens qui rejoignent leur corps en Italie. [...] Il faut espérer que cela finira bientôt »<sup>153</sup>. Ces

<sup>147</sup> T 5, fasc. 5, n° 14, original en allemand, s. a.

<sup>148</sup> Lettre d'Eugène de Courten à son frère Pancrace, de Sierre, 13 mai 1814, publ. dans Courten 2, p. 36.

<sup>149</sup> T 2, p. 316, séance du 7 juin 1814 ; le gouvernement donne l'ordre à de Werra de continuer à assumer les fonctions de commandant de place.

<sup>150</sup> *Ibidem* ; le gouvernement décide que le commissaire des guerres donnera une suite convenable au problème posé par ledit tonneau.

<sup>151</sup> Macognin, p. 104.

<sup>152</sup> T 2, p. 360, séance du 13 juillet 1814 : « M. le major Vukassovich ayant quitté Domo, il est demandé par quel moyen on lui fera parvenir des bons de vivres et transports, qui n'étaient pas encore revêtus de sa signature à cause de son départ imprévu, pour qu'il remplisse cette formalité. — L'on prendra des renseignements soit à Milan, soit à Novare pour apprendre si M. le major ou [M. le] baron de Simbschen se trouveraient aux environs de l'une ou l'autre de ces villes. »

<sup>153</sup> Lettre à son frère Pancrace, publ. dans Courten 2, p. 36.



passages de militaires isolés sont assez considérables pour donner des soucis au gouvernement valaisan. Une lettre du capitaine de Werra, commandant de place à Saint-Maurice, datée du 3 juin, l'a informé « qu'il se présente depuis quelque temps des officiers autrichiens et autres militaires. Il désire savoir si ces militaires ont droit à l'étape, aux voitures et autres subsistances militaires ».

Oui, décide le gouvernement dans sa séance du 7 juin, « si ces militaires sont pourvus de feuilles de route. [...] Pour les autres, on opine de ne rien donner. » Et, d'ailleurs, il ne faut pas les « laisser entrer par la porte de Saint-Maurice »<sup>154</sup>.

Le 10 juin, il est décidé « d'établir un service spécial, afin que le gouvernement puisse faire des réclamations, auprès des gouvernements respectifs sous lesquels ces militaires servent, des fournitures que le pays fait en ce moment. Le conseil décide d'inviter M. de Courten, commissaire des guerres en chef, de prescrire aux commissaires des guerres d'arrondissement de tenir des registres bien détaillés, et spécialement ouverts, pour y consigner les étapes et autres fournitures de tout genre faites à ces militaires voyageant isolément [...] »<sup>155</sup>.

C'est qu'il en arrive de tous côtés. Aux prisonniers libérés qui quittent la France s'ajoutent les déserteurs qui fuient l'Italie. Le 14 juin, le gouvernement lit une lettre du capitaine de Werra, commandant de place à Saint-Maurice, qui « dit que le passage des militaires sans papiers et d'autres vagabonds est toujours très fréquent, que la plupart viennent par le Saint-Bernard. Il les suppose être des déserteurs autrichiens. Il est d'avis d'établir un piquet sur le Saint-Bernard, avec des ordres stricts [...]. D'après ce rapport, le conseil décide d'établir un piquet à Sembrancher, qui doit empêcher le passage à tous militaires et vagabonds sans papiers. Un écriteau placé au Grand Saint-Bernard fera connaître à tous ces gens-là qu'ils ont à rétrograder, sous peine d'être arrêtés à Sembrancher et reconduits sur la frontière. M. le capitaine du dizain d'Entremont [Frédéric Gard] est invité à fixer le nombre des gardes à établir à Sembrancher et à organiser le service. Ils

<sup>154</sup> T 2, p. 316.

<sup>155</sup> T 2, pp. 318-319.

recevront l'étape ordinaire. On les choisira parmi les électionnaires de ce dizain et [ils] seront en activité pendant un mois »<sup>156</sup>.

Il y a aussi des Italiens qui rentrent chez eux. Dès le 4 juin 1814, le gouvernement valaisan écrit une lettre « pour représenter au gouvernement italien qu'un nombre considérable de militaires italiens, dépourvus de papiers, de feuilles de route, etc., traversent notre pays et sont à la charge de l'Etat, étant obligé de leur fournir l'étape et le logement ; on désire que le gouvernement italien prenne des mesures à cet égard »<sup>157</sup>.

Par une ironie du destin, au nombre de ces Italiens se trouvent les Lombards qui ont servi sous Simbschen en Valais.

Vukassovich n'a emmené avec lui que les Hongrois. Les Sardes et les Lombards ont été dirigés sur Genève<sup>158</sup>. De là, les Lombards furent acheminés vers le Mont-Cenis. Mais l'Autriche estimant qu'il faut éviter tout contact entre les soldats lombards et le peuple piémontais<sup>159</sup>, on décide brusquement de dissoudre le corps des Lombards et de renvoyer les hommes dans leurs foyers, non pas par le Mont-Cenis et le Piémont, mais par où ils sont venus, c'est-à-dire par le Valais et le Simplon. C'est le 8 juin qu'a lieu ce licenciement<sup>160</sup>. Les Lombards partent donc isolément, à pied, munis d'une feuille de route qui les oblige à traverser le Valais de Saint-Gingolph à Gondo et leur donne droit à recevoir des vivres aux étapes prévues. La chose ne plaît guère aux Valaisans, qui y voient un abus de la part de l'Autriche. Ne pouvant s'y opposer, le gouvernement décide, le 8 juillet 1814, de réduire à la portion congrue les Lombards qui repassent le Simplon, où les Valaisans

<sup>156</sup> T 2, pp. 326-327.

<sup>157</sup> T 2, p. 291.

<sup>158</sup> Cordon, p. 249.

<sup>159</sup> Weil, t. IV, p. 586 : « On [l'Autriche] était d'ailleurs si peu sûr des troupes de l'armée italienne, on sentait si bien qu'il eût été imprudent de compter sur leur fidélité et leur dévouement au régime que l'on se proposait de rétablir, que, à la veille d'occuper le Piémont, [...] Bellegarde avait cru prudent de défendre au général Mazzuchelli de mettre des troupes italiennes en Piémont. » Ce texte se réfère à « K. und K. Kriegs-Archiv, F. M. comte Bellegarde au général Mazzuchelli ; Vérone, 5 mai 1814, V, 27. »

<sup>160</sup> SE, th. 21, France, fasc. 14, pièce 1, n<sup>os</sup> 34 et 60 : état des services de Joseph Peney et de Joseph de Nuccé.

les avaient faits prisonniers le 2 mars : ils ne recevront du Valais qu'un demi-pain pour franchir la montagne<sup>161</sup>. Sans doute, estimait-on que ces étrangers n'avaient pas été assez utiles au pays.

Le 12 juillet 1814, à la séance du gouvernement provisoire, il est enfin « proposé de supprimer le piquet établi à Sembrancher pour la sûreté de la route, lequel occasionne des frais inutiles au gouvernement. Le conseil, convaincu de l'inutilité de ce piquet par le rapport que lui a fait M. le conseiller Delasoie, en a décidé la suppression. Il sera en conséquence écrit à M. le capitaine Gard de faire exécuter le présent ordre »<sup>162</sup>. Il y a trois mois et demi que les Alliés sont entrés dans Paris.

<sup>161</sup> T 2, p. 356 : « Il est observé que les militaires lombards licenciés au Mont-Cenis prenant leur direction à travers ce pays selon la feuille de route dont ils sont porteurs, deviennent une charge onéreuse à ce pays et l'on demande quel serait le moyen de parer à cet abus. — Quoique le conseil ne voie pas avec plaisir le passage de ces militaires le long de ce pays, il ne croit pas qu'il soit prudent de s'y opposer. Il a en conséquence décidé que le commissaire de Sion [de Riedmatten] serait chargé d'écrire à celui de Brigue [Zenklusen] de ne fournir qu'un demi-pain à ces militaires pour passer la montagne. »

<sup>162</sup> T 2, p. 359.

## CHAPITRE VII

# Le lien officiel avec la France: Charles-Emmanuel de Rivaz au Corps législatif

### 1. *Le courtisan*

Charles-Emmanuel de Rivaz, député du Simplon au Corps législatif, avait soixante ans en 1813. C'était un solide Valaisan, peu doué naturellement pour le métier de courtisan. Il l'avoue humblement à sa femme, après lui avoir narré l'entrevue qu'il a eue avec Napoléon, le 7 mars 1813<sup>1</sup>. Parlant de ses collègues, qu'il appelle les « courtisans », il dit :

« Il y en a deux ou trois qui avaient remarqué que l'empereur avait resté un peu plus avec moi qu'avec d'autres. Au surplus, ma timidité ordinaire a joué son rôle. J'étais si interdit que je ne sais pas comment je n'ai pas lâché les mots de « Monseigneur » et d'« Excellence », au lieu de ceux de « Sire » et de « Votre Majesté ». Les premiers me venaient continuellement à la bouche, et ce n'est qu'en me recueillant fort que j'y substituais les der-

<sup>1</sup> Voir ci-dessus, pp. 34-35.

niers. Voilà ce que c'est que l'habitude de vivre dans la retraite et dans des montagnes »<sup>2</sup>.

Mais si ce montagnard a encore quelque peine à adopter les usages de la cour, il n'en est pas moins vrai qu'il aime beaucoup la vie qu'il mène et, comme l'eût fait n'importe quel « courtisan », il n'omet pas d'ajouter aux lignes qui précèdent :

« Je me suis au surplus convaincu par mes yeux que notre souverain se portait très bien. Son visage est aussi plein qu'il l'était en 1811, et la campagne dernière n'y a apporté aucun changement »<sup>3</sup>.

Quel prestige devait conférer en Valais le fait d'approcher ainsi l'empereur ! Charles-Emmanuel de Rivaz, au demeurant, ne néglige aucun des devoirs de sa charge, les devoirs de courtoisie ayant à ses yeux une visible importance. Rambuteau est nommé préfet du Simplon le 12 mars 1813. Dès le 19 mars, le nouveau préfet et le député au Corps législatif se rencontrent au ministère de l'Intérieur. Le lendemain, Charles-Emmanuel de Rivaz adresse à sa femme une lettre où, après lui avoir fait part de la nomination de Derville-Malécharde à la préfecture du Mans, il ajoute :

« Son successeur chez nous est un homme de marque, le comte de Rambuteau, chambellan de l'empereur. Je l'ai déjà vu hier à l'assemblée chez le ministre de l'Intérieur [Montalivet] et je lui ai parlé. C'est un grand brun d'environ trente-cinq ans. J'ai dîné chez le prince de Bénévent, n'ayant que le général Caffarelli entre moi et la belle-sœur de notre nouveau préfet, laquelle est une dame de Bramcamp, ce qui annonce qu'il tient à l'ancienne noblesse. Il est du Mâconnais. Voilà tout ce que je sais à présent sur son compte. J'irai incessamment lui faire ma cour chez lui [...]. J'écris aujourd'hui à M. Derville pour lui faire mon compliment pour lui et mes condoléances pour nous. Il paraît qu'on a été très content de la manière dont il a administré notre département. Le prince Corsini, qui dînait aussi chez le prince de Bénévent me l'a dit après le dîner, et je suis très persuadé qu'il fera son chemin »<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> Rz, cart. 45, fasc. 21, n° 12 : lettre de Paris, 9 mars 1813.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

<sup>4</sup> Rz, cart. 45, fasc. 21, n° 15 : de Paris, 20 mars 1813.

Le 25 mars, Charles-Emmanuel de Rivaz rend compte à sa femme de la visite qu'il a faite au nouveau préfet.

« J'ai fait visite, ma chère amie, à M. le comte de Rambuteau, qui m'a on ne peut mieux accueilli. Il m'a dit [...] qu'il s'empres-  
serait de profiter des avis des personnes estimées dans le pays. Et  
il s'occupe de me faire une visite, car je sais qu'il a demandé mon  
adresse à un de mes collègues. [...] Quant aux parents de M. de  
Rambuteau, son père était major de cavalerie, et s'était retiré  
de bonne heure avec la croix de Saint-Louis. Son grand-père était  
brigadier des armées. Il passe pour avoir été un peu dissipateur  
dans sa jeunesse. Il était né avec quarante mille livres de rente,  
mais il l'a diminuée. Aujourd'hui son épouse, fille de M. le comte  
de Narbonne, ambassadeur à Vienne et très aimé de notre empe-  
reur, s'occupe de lui rétablir ses affaires. [...] On dit que c'est une  
petite femme épaisse, mais qui est pleine de raison et de sagesse.  
M. de Rambuteau m'a dit que c'était au comte de Narbonne, son  
beau-père, qu'il devait le choix de l'empereur [...] »<sup>5</sup>.

Soupers mondains, visites de courtoisie, petits renseignements  
personnels, souvent si précieux, Charles-Emmanuel de Rivaz  
ne néglige donc rien de ce qui peut lui être utile à se faire une  
place dans la bonne société. Et il sait vivre. Au moment où Ram-  
buteau est sur le point d'arriver à Saint-Maurice, le député du  
Simplon avertit sa femme pour qu'elle réserve au préfet un accueil  
distingué :

« C'est samedi, ou au plus tard dimanche [de Pâques, 18 avril]  
que M. de Rambuteau arrivera. Il est parti de Paris il y a aujour-  
d'hui huit jours, et il m'a dit, peu d'heures avant son départ, qu'il  
voulait être le 20 à Sion. Je présume donc qu'il viendra coucher  
le samedi soir [...]. Il faut nous tenir en mesure, quoique le  
moment soit très contrariant. Je ne veux pas me donner l'air  
de lui avoir marchandé une honnêteté. Il m'a très bien traité »<sup>6</sup>.  
Au surplus, M<sup>me</sup> de Rivaz, née Marie-Catherine de Nucé, ne le  
cède en rien à son noble époux en délicatesse réfléchie : quand est

<sup>5</sup> *Ibidem*, n° 16 : lettre de Paris.

<sup>6</sup> *Ibidem*, n° 20 : lettre de Genève, 13 avril 1813.

connue en Valais la mort du comte de Narbonne<sup>7</sup>, elle recommande à son mari : « Je pense que tu feras bien, dans quelques jours, d'écrire à M. de Rambuteau. Cette attention ne peut pas lui déplaire. Quelques-uns de nos Messieurs l'ont fait »<sup>8</sup>. Et, le 20 décembre, elle lui écrit encore : « Madame de Rambuteau est à Paris. Il ne te sera pas difficile de savoir son adresse. Je crois qu'il convient que tu lui fasses une visite »<sup>9</sup>.

Charles-Emmanuel de Rivaz est assidu aux réceptions que l'on donne aux Tuileries aux membres du Corps législatif<sup>10</sup>. Il s'y fait remarquer — est-ce habileté ? — par sa tenue ancien régime, « coiffé en boucles suivant l'ancien usage, ayant à la boutonnière la croix de la Légion [d'honneur] et celle de la Réunion ». Et c'est pourquoi Napoléon, dont la curiosité est piquée par l'aspect du personnage, s'adresse à lui le 9 mars 1813<sup>11</sup>. Le 1<sup>er</sup> janvier 1814, nous le voyons, député modèle, qui va « se faire écrire, selon la coutume, chez les ministres » et qui est même reçu par Gaudin, duc de Gaète et ministre des Finances, après avoir fait « près d'un quart d'heure d'antichambre »<sup>12</sup>. Il ne manque pas non plus d'aller présenter ses vœux à Cambacérès, archichancelier de l'Empire<sup>13</sup>.

Tant de bonnes manières ont eu leur récompense. Charles-Emmanuel de Rivaz fut, en effet, honoré d'un titre de noblesse de l'Empire français. Il est créé chevalier le 11 septembre 1813 et

<sup>7</sup> Voir ci-dessus, p. 70.

<sup>8</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 30 : lettre de Saint-Maurice, 8 décembre 1813.

<sup>9</sup> *Ibidem*, n° 32 : lettre de Saint-Maurice.

<sup>10</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 177 : « J'allais tous les quinze jours aux Tuileries grossir la foule de ceux qui faisaient leur cour à l'empereur. »

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 178. De Rivaz affectionne cette tenue et ces décorations. C'est dans cet appareil qu'il fait exécuter en 1819 son portrait par Hecht, reproduit dans A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 128. Il a été fait chevalier de la Légion d'honneur en 1810 et décoré de l'ordre de la Réunion en 1811 (A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 280).

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 215. De Rivaz a aussi conservé dans ses papiers l'invitation qu'il a reçue pour la réception aux Tuileries de ce 1<sup>er</sup> janvier (Rz, cart. 52, fasc. 53, n° 18).

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 237.

son diplôme est signé par l'impératrice Marie-Louise<sup>14</sup>. Désormais, et jusqu'à la fin de ses jours, il est pour tout le Valais « le chevalier de Rivaz ».

Mais il n'est pas seulement décoré et titré : il est aussi payé. Ses fonctions de député du Simplon lui valent dix mille francs par an, somme fort coquette. Gaspard-Eugène Stockalper, conseiller à la cour de justice de Lyon, n'en gagne que quatre mille et Louis Pittier, président du tribunal de Sion, mille deux cents<sup>15</sup>. Naturellement, le député du Simplon fait des jaloux, mais il ne dispose que d'une fortune modeste. Sa femme le lui rappelle : « Jusqu'ici tes espérances de fortune sont bien vagues, et ne sont fondées que sur quelques bons accueils. Ne néglige rien pour t'en assurer une qui ne dépende pas de tes concitoyens, qui ne sont pas aussi généreux, ni aussi délicats que toi, et qui ne conservent aucune reconnaissance ni aucun souvenir de ton désintéressement et de la manière noble dont tu t'es conduit pendant que tu les gouvernais<sup>16</sup>. [...] MM. Dufour [...] m'ont confirmé, en me parlant de toi, ce que je dis ci-dessus, que les intrigues et les cabales se multiplient pour que tu ne sois pas renommé au Corps législatif. Ainsi, tâche de ne point revenir les mains vides, car ici tu n'auras que bien peu d'appuis »<sup>17</sup>. Cette lettre du 14 mars 1813 touchera Charles-Emmanuel de Rivaz au point sensible. Et il cherchera à se protéger grâce à l'influence de Derville-Maléchar. Il répond de Paris :

« Si M. Derville arrive ici le 10 [avril], je l'y attendrai [...]. Je crois utile d'avoir une conférence avec lui sur mon existence future (ceci reste entre nous). Ce que tu me dis de la manière dont on s'agite chez nous pour me mettre de côté, rend d'autant plus nécessaire que je sache de lui ce que je peux espérer et chez nous et ici, et que je concerte avec lui les démarches qu'il pourrait y avoir à faire. J'espère de lui qu'il s'expliquera franchement, et

<sup>14</sup> AGS, t. VI, 1936, p. 945.

<sup>15</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, p. 279.

<sup>16</sup> Ch.-E. de Rivaz a été préfet national du Valais sous la République helvétique.

<sup>17</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 11 : de Saint-Maurice.



qu'en cette circonstance il me continuera son amitié. Il connaît nos intrigues, il connaît mes services, mon dévouement. Je ne doute point qu'il s'emploie sincèrement à me garantir de ces noirceurs, et à me mettre à la place où je crois que mes compatriotes me placeraient eux-mêmes si la jalousie ne mettait en jeu les intrigants. Je pense que tu approuveras le parti que je prends. Il en coûte beaucoup à mon cœur de rester ici dix-neuf jours après avoir reçu congé, car c'est aujourd'hui que nous le recevons ; mais la circonstance me paraît assez importante pour valoir ce sacrifice de notre contentement réciproque [...] »<sup>18</sup>. Charles-Emmanuel de Rivaz tient donc à sa place de député parce qu'il en a besoin et il y tient d'autant plus qu'il se sent menacé par les intrigues valaisannes. Il envisage même d'exercer à Paris une activité qui le soustrairait à la jalousie de ses compatriotes et il envisagera encore de le faire sous la Restauration<sup>19</sup>.

C'est qu'il se sent menacé par tout un clan : le clan des Stockalper, qu'il ne nomme pas, mais dont les intrigues n'échappaient pas aux contemporains<sup>20</sup>. Les Stockalper règnent dans le canton de Brigue, où ils occupent toutes les places en vue, en dehors de celle de sous-préfet<sup>21</sup>. Mais là ne se limitent pas leurs ambitions. Ils cultivent soigneusement le préfet Derville-Malécharde. M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz les surveille et informe son mari des moindres détails. Elle lui écrit le 20 mars 1813 : « J'ai eu le préfet à coucher et à déjeuner le 17. Il a été assez aimable, il m'a demandé de tes nouvelles. Mais je vois tous les jours plus qu'il est dans l'intimité des SK [Stockalper]. Il a parlé d'Eugène comme d'un ami intime. Mais je crois que les amis et les indifférents seront tous traités de même »<sup>22</sup>.

Eugène Stockalper, nommé maire de Brigue par décret impérial<sup>23</sup>, n'avait que neuf ans de moins que Derville-Malécharde.

<sup>18</sup> Rz, cart. 45, fasc. 21, n° 16 : lettre du 25 mars 1813.

<sup>19</sup> Voir ci-dessous, pp. 396-397 et 412-413.

<sup>20</sup> Voir ci-dessous, p. 377 et note 32.

<sup>21</sup> Rossi, p. 87.

<sup>22</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 13 : de Saint-Maurice.

<sup>23</sup> *Annuaire*, p. 45, et Rossi, p. 87. L'indication donnée par A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 280, est erronée.

En 1810, Eugène de Beauharnais, de passage dans la ville, était descendu chez le baron Gaspard-Eugène, père du maire. Il fit alors à Eugène Stockalper l'honneur de devenir le parrain d'un de ses fils. Né à un moment bien choisi, le garçon reçut le prénom d'Eugène, qui réunissait de façon si harmonieuse les deux familles. En sa qualité de préfet, Derville-Malécharde avait représenté le parrain au baptême.

Mais quelque attentifs que soient les Stockalper à se créer des relations dans les hautes sphères de l'Empire, ils n'y réussissent pas toujours, et leur crédit ne dépasse guère les frontières du Valais<sup>24</sup>. Une différence essentielle apparaît entre leur clan et celui des Rivaz. Ceux-ci sont déjà, et par avance, beaucoup plus français. Ce n'est nullement un hasard si Charles-Emmanuel est devenu représentant du département à Paris. Par sa mère Marie-Julienne de Nucé, par sa femme Marie-Catherine de Nucé, par sa belle-sœur, Marguerite de Nucé, Charles-Emmanuel de Rivaz se trouve lié à une famille que l'on peut considérer alors comme totalement française. Sa belle-sœur Marguerite a épousé successivement deux Français : le comte de Paradès et Louis Tousard d'Olbec. Quant à sa femme, elle est plus française que beaucoup de Français. Apprenant, le 9 avril 1814, la nouvelle de la prise de Paris par les Alliés, elle donne aussitôt libre cours à ses sentiments. Je suis, écrit-elle à son mari à propos de cette nouvelle, « persuadée qu'elle accélérera ton retour, toute fâcheuse qu'elle soit. L'espoir de te revoir plus tôt diminue le chagrin que j'en éprouve. Si je pouvais être sans crainte sur ton sort, dans une circonstance si pénible ! Que je souffre de t'en savoir le témoin, et que l'incertitude de ce que tu es devenu dans un pareil moment me tourmente ! Nous étions bien loin d'attendre une issue aussi décevante. Mais la Providence l'a voulu ainsi. Il faut s'y soumettre, mon bon ami. »<sup>25</sup> Française, M<sup>me</sup> de Rivaz l'a été aussi longtemps qu'elle l'a pu.

Benjamin de Nucé, châtelain de Vouvry, a été capitaine au 127<sup>e</sup> régiment de ligne<sup>26</sup>. La famille a même donné à la France

<sup>24</sup> Voir aussi Rossi, pp. 86-88.

<sup>25</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 40 : de Saint-Maurice..

<sup>26</sup> Voir ci-dessus, p. 100.

un général des armées de la Révolution, Léopold de Nucé<sup>27</sup>. Deux neveux de Charles-Emmanuel de Rivaz, Charles et Hyacinthe de Nucé, se trouvent en 1814 au Prytanée militaire de La Flèche<sup>28</sup>.

Mais les Rivaz ne le cèdent guère aux Nucé, du point de vue des liens d'intérêts ou de sentiments qui les unissent à la France. Benjamin, le propre fils de Charles-Emmanuel, a été officier d'ordonnance de Berthier, avec qui il a fait la campagne de Russie<sup>29</sup>. De sa sœur Marie-Françoise, Charles-Emmanuel de Rivaz a deux neveux : Charles et Louis Macognin de la Pierre. Le premier a fait ses études de médecine à Montpellier ; il est vice-bourgmestre de Saint-Maurice. Le second a été promu sous-lieutenant au 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère en 1812, et se trouve aux armées<sup>30</sup>. Enfin, le député du Simplon a trois cousins qui méritent d'être signalés : le cadet est Isaac de Rivaz, né à Paris, qui fait tout son possible pour maintenir le département du Simplon dans l'obéissance à la France après le départ de Rambuteau<sup>31</sup>. Le second est le mémorialiste Anne-Joseph de Rivaz, né à Paris lui aussi, qui fait toute sa carrière ecclésiastique en France jusqu'à ce que la Révolution l'oblige à se réfugier en Valais. Le plus âgé, Pierre-Emmanuel, né à Glis, a été en revanche un général français de la Révolution et il vit maintenant à Paris.

Tout ce petit monde se serre les coudes. Charles-Emmanuel de Rivaz communique à son cousin Pierre-Emmanuel les lettres personnelles qu'il reçoit de Gaspard-Eugène Stockalper. Et Pierre-Emmanuel informe à son tour de leur contenu son frère le chanoine. Lui parlant du député du Simplon, il écrit le 30 mars 1813 :

« Sera-t-il réélu au Corps législatif ? Il est à croire que non si l'on doit s'en rapporter aux détails que son épouse lui donne des ressorts que l'on fait agir pour l'exclure. M. Stockalper est, comme on n'en saurait douter, l'âme et l'objet de tous ces mouvements<sup>32</sup> ;

<sup>27</sup> Voir Six, t. II, p. 262.

<sup>28</sup> Voir ci-dessus, p. 101.

<sup>29</sup> *Ibidem*.

<sup>30</sup> Voir ci-dessus, p. 97.

<sup>31</sup> Voir ci-dessus, p. 110.

<sup>32</sup> Déduction exacte : voir sur ce fait A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 317-318.

et je pense que, sans calomnier, on peut présumer que la corruption vénale si commune aux Haut-Valaisans pour s'arracher les places les uns aux autres, joue un grand rôle dans tout cela. M. Stockalper qui, dans des temps de crise, avait prudemment (pour ne pas dire lâchement) abandonné sa patrie, qui n'y est rentré avec sécurité que par l'intermédiaire du cousin de Rivaz (comme il conste par une lettre authentique que j'ai lue et relue)<sup>33</sup>, M. Stockalper, dis-je, trouve tout naturel aujourd'hui de donner l'exclusion à ce cousin, pour joindre à sa place de conseiller à la cour de Lyon celle de député au Corps législatif, qui est une bague au doigt. [...]

» Nous sommes devenus sujets de l'empereur. Nous le sommes par le cœur. Nous le sommes par un sentiment bien entendu de notre intérêt, parce qu'à nos yeux la sujétion s'ennoblit par la grandeur du maître, et d'un maître dont les vues éclairées rétablissent l'équilibre d'une balance, dont un des côtés [le Haut-Valais] l'emportait depuis trop longtemps sur l'autre [le Bas-Valais] de la manière la plus monstrueuse. [...]

» Vous m'avez parlé du succès avec lequel vous avez prononcé le discours pour la naissance de l'empereur ; le cousin m'en a fait l'éloge et M. Derville en a été très satisfait »<sup>34</sup>.

Après la campagne de Russie, on ne trouvait pas, dans la bourgeoisie ou la noblesse de France, beaucoup de familles aussi attachées à l'Empire. L'atmosphère française que l'on respire chez les de Rivaz est d'autant plus importante que cette famille est une véritable *gens* dont tous les membres se sentent solidaires : même le cousin devenu général et parisien continue à prendre fait et cause pour le député dont un concurrent valaisan ose menacer le mandat, et il le fait tout simplement parce que ce député est un de Rivaz... La *gens* de Rivaz est largement française d'esprit. Celle des Stockalper, au contraire, est spécifiquement valaisanne ; elle n'a même pas alors le sens de la communauté helvétique.

<sup>33</sup> Voir ci-dessus, p. 117.

<sup>34</sup> Rz, cart. 19, fasc. 13, n° 5.

## 2. Le député isolé de son département

Le 25 novembre 1813, Charles-Emmanuel de Rivaz quitte le Valais pour se rendre à Paris où le Corps législatif va ouvrir une session<sup>35</sup>. Il ne rentrera au pays que le 20 juin 1814, après que le Valais aura été détaché de la France<sup>36</sup>. Cette absence de sept mois fut doublée d'un long isolement. Le département du Simplon étant entré dans la zone d'opérations des armées autrichiennes, il en résulta une interruption des relations postales entre Paris et le Valais. A dire vrai, cette interruption ne fut jamais totale, l'ingéniosité des particuliers comblant plus ou moins les déficiences dues à l'état de guerre. Les voyageurs se chargent parfois de courrier qu'ils font parvenir à leurs destinataires<sup>37</sup>. Certains services postaux continuent encore à fonctionner, au moins partiellement. Alors que, sous le régime français, six courriers partaient de Sion chaque semaine et que six autres y arrivaient<sup>38</sup>, la Direction centrale avait réduit le service à « quatre courses par semaine, dont deux en montant et deux en descendant »<sup>39</sup>. Mais ce ser-

<sup>35</sup> Voir ci-dessus, p. 59.

<sup>36</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 250.

<sup>37</sup> *Ibidem*, p. 221. Voir Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 33, une lettre cachetée de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz à son mari, datée de Saint-Maurice, le 4 janvier 1814, et vierge de tout timbre postal.

<sup>38</sup> *Annuaire*, p. 96 : « Départ et arrivée des courriers à Sion. *Départ* les lundi, mercredi et samedi, à dix heures du soir, pour Saint-Maurice, Genève, etc., et pour la Suisse. *Arrivée* les lundi, mercredi et samedi à sept heures du soir. *Départ* les mêmes jours [lundi, mercredi et samedi] à huit heures du soir pour Brigue et le royaume d'Italie. *Arrivée* les mardi, jeudi et dimanche à deux heures du matin. »

<sup>39</sup> T 1, p. 25, séance du 24 janvier 1814 : « La commission chargée du projet d'organisation provisoire du service de la poste aux lettres soumet son préavis à l'assemblée, qui la règle par les dispositions suivantes : Il n'y aura que quatre courses par semaine, dont deux en montant et deux en descendant, disposées de telle manière que ces quatre courses puissent se faire de Brigue à Saint-Maurice, et vice versa; au moyen de quatre chevaux. M. le baron Werra et M. le conseiller de Rivaz sont chargés de traiter sur ce pied avec MM. Duc et compagnie, qui ont été chargés jusqu'ici des transports, des courses des postes aux lettres, avec la latitude de porter jusqu'à soixante louis le prix de ce service pour l'espace de trois mois. Le port des lettres est taxé à quatre kreutzers pour toute autre destination dans l'intérieur du pays. [...] M. de Rivaz, en qualité de contrôleur, a été prié de faire connaître de la part du gouver-

vice réduit d'un tiers ne dépassait pas les frontières du Valais. En Savoie, on peut, pendant un certain temps, acheminer le courrier en le faisant passer par Chambéry, mais, en raison des opérations militaires, il fallut, dès mars 1814, faire des détours beaucoup plus longs. De Paris à Saint-Maurice, des lettres passent par Turin et Novare pour parvenir enfin en Valais par Domodossola, d'où des particuliers leur font franchir le Simplon. Dans le sens inverse, les lettres partant du Valais vont généralement à Milan avant de passer par Turin. On fait tout ce que l'on peut pour raccourcir ces longs et astucieux détours qui permettent d'éviter la zone des armées, et l'on utilise comme intermédiaires des destinataires fictifs domiciliés près des frontières du Valais<sup>40</sup>.

On en arrive à expédier des lettres de France en Valais en passant par Turin, Milan et la Suisse, comme le prouve cette lettre écrite de Saint-Maurice :

« J'ai enfin aussi eu des nouvelles de Charles [de Rivaz] par la Suisse et Milan. Cette voie paraît sûre pour ce moment. Et M. Negri veut bien se charger de les recevoir et les expédier. Ainsi, si tu n'as pas de moyen facile et sûr par la France, écris-moi par Turin, en adressant à Charles, qui me les fera passer comme je te dis. Mais ce qui m'effraie est la longueur du temps qu'elles mettent à me parvenir. Celle que j'ai reçue a mis un mois ». Et dans la même lettre, datée du 8 avril 1814, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz annonce à son mari : « J'ai bien reçu, mon bon ami, ta

nement provisoire à M. Montagnier à Genève que le Valais se charge de la course des postes sur son territoire dès le 1<sup>er</sup> février prochain. »

<sup>40</sup> Rz, cart. 45, fasc. 15, n° 38, lettre de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz à son mari, de Saint-Maurice, 26 mars 1814 : « Je t'adresse celle-ci par Turin dans l'espérance qu'elle t'arrivera sûrement, car on dit que la communication [de Turin à Paris] n'est point interrompue. Elle l'a été pour ici [...]. Ne m'écris plus par Chambéry. Je n'ai pas espoir de rien recevoir par cette voie [...]. Je t'adresse ma lettre par Domo [Domodossola], où une connaissance veut bien la faire passer à Turin, sans aller à Milan, ce qui est plus court. Je ne sais si cette voie nous sera longtemps ouverte, il y a tant de variétés dans les événements [...]. Adresse-moi la prochaine par Turin, à M. Falchini à Domodossola, qui me la fera parvenir par le Simplon. Dis aussi à Charles [de Rivaz] de m'écrire par la même voie. Elle passe depuis Turin par Novare. Ainsi mettez « par Turin et Novare, à Domo ». [...] [Post-scriptum :] Adresse-moi à Intra, aux frères Albasini, non point à M. Falchini, comme je te l'ai dit dans ma lettre. »

lettre du 24 février »<sup>41</sup>. Le temps désespérant que mettent les courriers à parvenir rend pratiquement impossible toute correspondance suivie, la lettre que l'on reçoit ne répondant pas aux questions contenues dans celle que l'on vient d'envoyer. C'est le 19 avril que Charles-Emmanuel de Rivaz écrit à sa femme : « J'ai vu dans ta lettre du 8 février une phrase qui m'a fait conclure [...] ». Un autre passage de la même lettre montre bien que son auteur venait de recevoir la lettre à laquelle il fait allusion<sup>42</sup>.

Dans ces conditions, le Valais et son député au Corps législatif vivent pratiquement coupés l'un de l'autre, dans une ignorance réciproque de ce qui se passe ici et là. De Saint-Maurice, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz ne cesse de s'en plaindre à son mari, en termes émouvants ou simplement révélateurs d'un isolement qui se prolonge de mois en mois. Le 4 janvier 1814 : « Vous êtes aux antipodes pour nous, car nous ne savons pas s'il existe une France. Cette ignorance augmente mes alarmes pour toi, et me fait trouver le temps si long, si long qu'un siècle ne m'aurait pas vieillie davantage [...] »<sup>43</sup>.

Le 23 février : « Malgré la tranquillité qui règne ici, nous sommes sans cesse dans l'alternative de bonnes et de mauvaises nouvelles. On en fait aussi de toutes les couleurs. Mais ce qu'il y a de plus sûr, c'est que nous ne savons rien et vivons dans une grande ignorance. [...] On ne voit aucun voyageur que des militaires autrichiens dont la bourse est vide. Tout est dans la plus grande stagnation. [...] Je me reproche tous les jours de ne m'être pas embarquée avec toi. J'aurais encore pu le faire avec un monsieur suisse, qui ne m'aurait pas refusé une place ; mais la crainte de te déplaire m'a retenue. Elle me retient encore malgré ma grande envie. »<sup>44</sup>

Le 8 avril : « La difficulté de les faire passer [les lettres] est toujours la même et l'occupation de Lyon [le 20 mars 1814] l'a encore augmentée [...] »<sup>45</sup>.

<sup>41</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 43.

<sup>42</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 15 : de Paris.

<sup>43</sup> Rz, Cart. 46, fasc. 15, n° 33.

<sup>44</sup> *Ibidem*, n° 37.

<sup>45</sup> *Ibidem*, n° 43.

Cependant, le 7 avril, Charles-Emmanuel de Rivaz a la joie d'écrire à sa femme : « Les communications sont rétablies, mes chers amis, et je me hâte d'en profiter [...] »<sup>46</sup>. Sa joie était un peu prématurée. Sa femme lui répond le 23 avril : « Je n'ai reçu qu'hier ta lettre du 7 avril et, quoiqu'elle soit arrivée par un courrier, tu vois qu'elle a mis dix-sept jours à me parvenir [...] »<sup>47</sup>. Et, le 17 mai, elle se plaint encore à lui : « Les trois quarts de tes lettres ne me sont point parvenues, puisque, depuis le 7 avril, je n'ai eu que celle du 19 [avril] »<sup>48</sup>.

Cependant on peut considérer qu'à la fin d'avril 1814, les communications postales sont rétablies entre Paris et Sion. Même les relations administratives reprennent entre la capitale et le chef-lieu du département du Simplon<sup>49</sup>.

### 3. Le « père » des Valaisans de France

Pendant quatre mois, Charles-Emmanuel de Rivaz a donc été pratiquement isolé du département qu'il représentait à Paris. Mais il n'était pas isolé des Valaisans qui se trouvaient alors en France,

<sup>46</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 14 : lettre de Paris, adressée « à Saint-Maurice en Valais, par Pontarlier ».

<sup>47</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 41 : de Saint-Maurice.

<sup>48</sup> *Ibidem*, n° 44 : de Saint-Maurice.

<sup>49</sup> T 2, p. 146, séance du 25 avril. Stockalper « relate que M. Duc, directeur des postes à Sion, s'est rendu chez lui et l'a informé qu'il est arrivé plusieurs paquets considérables qui viennent de Paris, et qu'il ne veut pas ouvrir sans avoir un commissaire de la part du gouvernement qui soit présent à l'ouverture. — Le conseil prie [...] [Isaac] de Rivaz de se rendre auprès de M. Duc comme commissaire pour être présent lorsqu'on ouvrira ces paquets. Le conseil trouve aussi convenable d'informer l'autorité militaire autrichienne de l'arrivée de ces paquets ». — T 2, pp. 147-148, séance du 26 avril : « M. le conseiller de Rivaz fait son rapport sur l'ouverture des paquets venus de Paris et déposés au bureau de poste à Sion ; il résulte que ces paquets contenaient des dépêches ministérielles du gouvernement français aux ci-devant autorités du département du Simplon, depuis le moment où les autorités françaises nous ont quittés, qui est aussi l'époque d'interruption de nos communications avec Paris, jusqu'aujourd'hui. Il s'est trouvé 200 francs pour l'office des postes de Sion, et 150 francs pour un particulier de cette ville. »



et qui n'étaient pas tous des militaires aux armées. Comme n'importe quels provinciaux, ces Valaisans voyaient dans leur député à Paris leur protecteur naturel, et Charles-Emmanuel de Rivaz n'en jugeait pas autrement. Toutes les opinions politiques, toutes les catégories sociales, du noble emprisonné au militaire de la Garde impériale, sont représentées par ces Valaisans de France, et le député du Simplon est le père de tous.

En 1806, le comte Louis de Courten, ancien capitaine au régiment de Rovéréa au service d'Angleterre, avait dû donner à la police de l'Empire la promesse écrite de ne pas retourner dans l'île de Sa Majesté. Il avait été placé à Sierre sous la surveillance du résident de France<sup>50</sup>. Entre juin 1807 et juin 1808, Louis de Courten avait obtenu du grand bailli Léopold de Sépibus un passeport pour Berne, en accord avec Derville-Maléchar, qui plaça le prisonnier sur parole sous la surveillance de Vial, ambassadeur de France à Berne. Celui-ci lui permit de se rendre à Munich, où il passa un hiver, sous la surveillance d'Otto. A son tour, Otto lui délivra un passeport pour Vienne. La surveillance s'affaiblissant, Louis de Courten a pu voyager « où il lui a plu sur le continent ». Il en profita pour échapper à toute surveillance et passer à Londres. Mais n'ayant pas trouvé en Angleterre ce qu'il y cherchait, il décida, en 1811, de revenir sur le continent. Arrivé en Hollande, il y fut arrêté par la police de l'Empire<sup>51</sup>.

Bientôt incarcéré à Paris, à la prison de la Force, il y reçoit la visite de Charles-Emmanuel de Rivaz les 25 juillet et 6 août 1811<sup>52</sup>. Le député valaisan intervient en faveur de son compatriote. Il le fait de lui-même, sans que la famille de Courten le lui ait demandé, et, à cet effet, retarde même de huit jours

<sup>50</sup> Contrairement à l'ancien régime, où le résident de France en Valais était un agent diplomatique, le résident de la république isolée (1802-1810) était un fonctionnaire placé auprès du chef d'un Etat soumis à un protectorat de fait.

<sup>51</sup> Rz, cart. 55, fasc. 47, n° 1 : lettre d'Eugène de Courten à Ch.-E. de Rivaz, de Vercorin, 23 août 1811, a. s. Léopold de Sépibus est entré en fonctions comme grand bailli le 1<sup>er</sup> juin 1807 (Biderbost, *op. cit.*, p. 131, note 10). Honoré Vial n'a été ambassadeur de France à Berne que jusqu'au 8 juin 1808.

<sup>52</sup> *Ibidem*, n° 4 et 5.

son retour en Valais<sup>53</sup>. Mais c'est peine perdue, les amis des Bourbons n'ont pas bonne presse auprès de la police de Napoléon, et Louis de Courten reste à la Force, où sa santé va se détériorer. Le 1<sup>er</sup> février 1813, les deux frères du prisonnier, Eugène et Pancrace de Courten, adressent à Charles-Emmanuel de Rivaz une lettre commune qui est un véritable appel au secours :

« L'intérêt généreux que vous avez bien voulu prendre pour notre frère Louis dès le moment où vous fûtes informé, il y a deux ans environ, de sa détention, les démarches que vous avez eu la complaisance de faire pour travailler à lui procurer sa liberté [...], tous ces motifs [...] nous engagent à avoir de nouveau recours à vous [...]. Une lettre que Maurice de Courten, notre parent, vient de recevoir de M. Sauge, vient de porter la désolation dans nos familles, en nous instruisant de l'état périlleux dans lequel se trouvent les jours de ce cher frère, qu'une maladie scorbutique, occasionnée par sa longue détention dans une prison humide, mine de manière à tout faire craindre. [...]

» Les témoignages d'intérêt que vous lui avez donnés lors de votre premier séjour à Paris, ne nous laissent aucun doute sur la visite que vous aurez eu la bonté de lui rendre, étant informé, comme nous n'en doutons pas, par le bon M. Sauge, de l'état alarmant dans lequel il se trouve, [...] et nous espérons que les démarches que vous voudrez bien faire pour obtenir seulement un changement de détention, seront plus heureuses que toutes celles que nous avons faites les uns et les autres pour la liberté de ce malheureusement prisonnier »<sup>54</sup>.

Cette fois, l'intervention de Charles-Emmanuel de Rivaz est rapidement couronnée de succès. De la prison de la Force, Louis de Courten est transféré à la maison d'arrêt de Sainte-Pélagie, où il dispose d'une chambre. C'est dans cette chambre que le député au Corps législatif vient le voir dès le 9 février et le trouve

<sup>53</sup> *Ibidem*, n° 1, Eugène de Courten à Ch.-E. de Rivaz : « Vous avez fait le sacrifice de huit de ces jours heureux à une affaire qui vous était, pour ainsi dire, étrangère, car ma délicatesse ne m'avait pas permis de la remettre entre vos mains. »

<sup>54</sup> *Ibidem*, n° 2, de Sierre, lettre autographe de Pancrace ; signatures autographes.

« rongé de scorbut »<sup>55</sup>. Il lui fera de nouvelles visites le 21 février, les 8 et 21 mars et le 4 avril<sup>56</sup>. Le 7 avril, au moment où Charles-Emmanuel de Rivaz va rentrer en Valais, Louis de Courten le charge d'une lettre destinée à M<sup>me</sup> de Lavallaz, sa sœur, et il remercie son bienfaiteur en termes émus<sup>57</sup>. Revenu à Paris à la fin de 1813, Charles-Emmanuel de Rivaz continue à rendre de fréquentes visites au prisonnier. Il le voit, toujours dans sa chambre de Sainte-Pélagie, les 3, 6 et 15 décembre 1813, les 10 et 25 janvier 1814, les 4, 11, 18 et 25 février, les 4, 11, 25 et 28 mars. Les deux dernières dates, si rapprochées, sont révélatrices. Les Alliés approchent de Paris et l'on ne peut douter que Charles-Emmanuel de Rivaz vienne annoncer à Louis de Courten sa prochaine délivrance. Les Alliés entrent à Paris le 31 mars et Louis de Courten est libéré dès le 1<sup>er</sup> avril<sup>58</sup>. Le 12, il a la satisfaction de se joindre à deux cents gentilshommes qui vont au-devant du comte d'Artois faisant son entrée dans Paris, pendant que Charles-Emmanuel de Rivaz, posté près de la porte Saint-Denis, admire le défilé<sup>59</sup>.

Les interventions à Paris des députés en faveur des ressortissants de leurs départements ont toujours joué un rôle important dans la vie d'un Etat fortement centralisé. Le député du Simplon n'y manquait pas<sup>60</sup>. Mais la présence autrichienne en Valais au début de 1814 rendit toute action de ce genre aussi impossible qu'inutile. Cependant Charles-Emmanuel de Rivaz continuait à rendre, comme par le passé, tous les petits services possibles aux

<sup>55</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 155. Le scorbut « s'était porté sur la gorge et le faisait bredouiller. »

<sup>56</sup> Rz, cart. 55, fasc. 47, n° 6.

<sup>57</sup> *Ibidem*, n° 3, « à la prison d'Etat de Sainte-Pélagie, à Paris ».

<sup>58</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 14 : lettre de Ch.-E. de Rivaz à sa femme, de Paris, 7 avril 1814.

<sup>59</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 236.

<sup>60</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, pp. 181-182, relation d'une intervention, en mars 1813, pour des affaires administratives concernant les sels et les tabacs ; *ibidem*, pp. 155-156, deux lettres en faveur de Louis de Courten ; *ibidem*, p. 120, et Rz, cart. 51, fasc. 11, n° 1 et 2, interventions faites en 1811 auprès de Collin de Sussy, directeur général des douanes, en faveur de Louis-Antoine de Quartéry, vidame de Massongex, et de son domestique Philibert Fert, impliqués dans une affaire de contrebande de graine de chanvre.

Valaisans, à qui sa porte était toujours ouverte. Sa femme lui écrit de Saint-Maurice, le 8 décembre 1813 :

« Je suis chargée de te prier, de la part de M. de Bons, de bien vouloir faire l'avance de soixante francs à un nommé Pierre-Marie Gex, d'Evionnaz. Il est dans la Garde impériale et blessé à la main [...] ». Mais le député du Simplon n'enverra pas dans quelque caserne la somme demandée : il recevra chez lui le blessé<sup>61</sup>. Il se montre véritablement paternel à l'égard de ses deux neveux de Nucé ; il les guide de ses conseils et en rend compte aux siens :

« Vous nous parlez dans vos lettres de nos jeunes neveux de La Flèche. Charles m'a écrit pour me proposer de s'en retourner avec son frère [Hyacinthe] à Saint-Maurice, me disant que nos autres compatriotes, ses camarades, se disposaient à le faire, et qu'ils s'en iraient à pied. Je lui ai répondu que je n'approuvais pas qu'il partît avant que le gouvernement eût pris quelque mesure à leur égard. Mon motif est que, voulant servir, il leur sera bien plus facile d'obtenir des emplois si on les trouve dans une école militaire, que s'ils la quittaient d'avance en se retirant d'eux-mêmes : le gouvernement ne leur devrait plus rien, et il est essentiel de le tenir un peu engagé parce que les places vont être difficiles à obtenir, vu le grand nombre d'officiers qu'il y a déjà et dont on sera [sans] besoin »<sup>62</sup>.

Au moment où, après l'effondrement de l'Empire, les jeunes Valaisans quittent la France pour rentrer chez eux, nombre d'entre eux vont le voir avant de partir. Louis Macognin de la Pierre, licencié du 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, rapporte en Valais non seulement des nouvelles de son oncle, le député au Corps législatif, mais encore des informations politiques<sup>63</sup>. Mais ce n'est

<sup>61</sup> Rz, cart. 45, fasc. 15, n° 30, lettre à son mari, « Hôtel de Bruxelles, rue de Richelieu, à Paris » ; elle ajoute : « J'ai donné ton adresse à M. de Bons, et l'homme d'Evionnaz ira chez toi pour recevoir les soixante francs. »

<sup>62</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 16, lettre à sa femme, de Paris, 4 mai 1814. Les deux jeunes gens avaient perdu prématurément leur père Hyacinthe de Nucé : voir SE, th. 21, France, fasc. 14, pièce 2, n° 43.

<sup>63</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 44, lettre de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz à son mari, de Saint-Maurice, 17 mai 1814 : « Louis de la Pierre est arrivé au grand contentement de sa famille [...]. Il m'a dit que tu te portais bien » ; et ci-dessous, pp. 406-408.

pas pour prendre de ses nouvelles, ni pour parler politique que passent chez Charles-Emmanuel de Rivaz trois hussards valaisans des gardes d'honneur : Joseph de Werra, Jean-Martin Besse et Jean-Pierre Germanier. Ils ont tous trois besoin d'argent pour rentrer en Valais, et leur député, toujours serviable, leur en prête volontiers. Quand lui-même se met en route, en juin 1814, il prend dans sa voiture sa nièce Anne-Louise Tousard d'Olbec et le jeune Gaspard Stockalper, qui vient de quitter l'école militaire de La Flèche et qu'il garde plusieurs jours chez lui à Saint-Maurice, avant de le laisser poursuivre sa route jusqu'à Brigue<sup>64</sup>.

#### 4. *Relations privées avec les fonctionnaires français du département du Simplon*

L'amabilité du député du Simplon à l'égard de ses compatriotes n'a d'égale que la courtoisie qu'il témoigne aux ex-fonctionnaires français du département. Pendant un certain temps, il réside à Paris dans le même hôtel que M. de Flotte, ancien trésorier-payeur du département, et il ne manque pas non plus, l'occasion s'en présentant, de lui être agréable<sup>65</sup>. Mais c'est surtout à l'égard des deux anciens préfets du département que son attitude demeure on ne peut plus conforme à sa qualité de député. En Valais, il n'a pu connaître Rambuteau que pendant sept mois, étant parti lui-même le 25 novembre 1813, au moment précis où l'activité de Rambuteau commence à revêtir publiquement une réelle importance et révèle son caractère autant que ses capacités. Faute de contacts suffisants, le jeune chambellan de l'Empire que la faveur impériale a fait préfet à trente-deux ans, alors qu'il a fallu la révolution helvétique pour faire de Charles-Emmanuel de

<sup>64</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 250, et Rz, cart. 51, fasc. 1, n° 2, lettre de Gaspard-Eugène Stockalper, de Brigue, 5 juillet 1814, remerciant Ch.-E. de Rivaz des « soins vraiment paternels » dont il a entouré le jeune homme.

<sup>65</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 16, lettre de Ch.-E. de Rivaz à sa femme, de Paris, rue de Thionville, Hôtel de Flandre, 4 mai 1814 : « M. de Flotte, qui est ici dans le même hôtel que moi, me dit qu'il a une caisse de papiers à Saint-Maurice et que Madame d'Olbec sait bien où elle est. Il vous prie de vouloir bien la retirer et mettre en sûreté chez vous, jusqu'à ce qu'il la fasse reprendre. »

Rivaz un préfet national à quarante-cinq ans, apparaît à ce dernier comme un banal courtisan<sup>66</sup>. Il ne se dispense pas pour autant de lui faire sa cour. Quand M<sup>me</sup> de Rambuteau rentre à Paris à la fin de décembre 1814, Charles-Emmanuel de Rivaz se déplace à plusieurs reprises pour lui rendre visite et il écrit à sa femme :

« Je t'apprendrai encore, si tu ne le sais pas déjà, que M<sup>me</sup> de Rambuteau est ici. C'est par M. Bruys de Charly, qui est de son département, que je l'ai appris. J'ai déjà été deux fois chez elle sans la rencontrer. Je vais y retourner encore aujourd'hui. J'écirai à son mari, puisque ta sœur écrit que cela est dans les convenances, mais, auparavant, je veux pouvoir lui dire que j'ai eu l'avantage de voir son épouse »<sup>67</sup>.

En janvier 1814, Charles-Emmanuel de Rivaz écrit à Rambuteau et le félicite de sa nomination à Montbrison. A la fin du mois, le nouveau préfet de la Loire lui répond :

« J'ai reçu, Monsieur, avec reconnaissance le nouveau témoignage d'intérêt que vous voulez bien prendre à la destination que Sa Majesté a daigné me donner. Je conserverai toute ma vie un doux souvenir des marques d'attachement et d'intérêt qui m'ont été données dans le Simplon. [...]

» Votre dévouement, Monsieur, pour le maître que vous avez si bien servi, [...] [est] digne de vous et du caractère loyal et plein d'honneur que vous avez toujours montré. Je serai empressé de saisir toutes les occasions de faire valoir vos sentiments et de vous rendre la justice qui vous est due [...] »<sup>68</sup>.

Le ton est respectueux certes, mais il demeure cérémonieux. Il ne révèle aucune amitié entre les deux hommes, qu'une grande différence d'âge sépare. En va-t-il autrement avec Derville-Malécharde ? Ce dernier, résident de France en Valais dès le 1<sup>er</sup> octobre 1806, est nommé préfet du Simplon le 10 janvier 1811, et demeure à Sion jusqu'à la fin d'avril 1813, afin d'y mettre

<sup>66</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 222.

<sup>67</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 6 : lettre de Paris, 25 décembre 1813.

<sup>68</sup> Rz, cart. 52, fasc. 16, n° 3 : lettre s. d. portant de la main de Ch.-E. de Rivaz la mention « fin de janvier 1814 ».

son successeur au courant des affaires<sup>69</sup>. Charles-Emmanuel de Rivaz a donc pu l'apprécier pendant six ans<sup>70</sup>, et des liens de sympathie semblent s'être créés, dont témoigne la correspondance des deux familles. De Saint-Maurice, le 24 mars 1813, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz fait connaître à son mari ses regrets :

« J'en ai un bien grand de la nouvelle que tu me donnes du départ de M. le préfet. Il aimait les Valaisans et il les connaissait, et savait, mieux que ne pourra jamais faire un autre, les faire aller à son gré sans y mettre de la violence. Dieu veuille que ce soit au moins pour son profit : cela nous dédommagera de son absence »<sup>71</sup>. Bien entendu, de Paris, le député au Corps législatif n'a point manqué d'exprimer ses propres regrets à Derville-Malécharde et celui-ci en informe M<sup>me</sup> de Rivaz :

J'ai reçu, dit-il, une « lettre de votre mari qui contient sur mon changement de destinée des félicitations et des regrets si touchants [...] ».

« Je me suis dévoué sans réserve pour mes chers Valaisans, et après mes devoirs envers l'empereur, je leur ai consacré mon existence : je suis bien payé de mes soins, et l'affection qu'on me témoigne aujourd'hui est la plus douce récompense »<sup>72</sup>. Il semble bien que Derville-Malécharde, qui était Lyonnais, ait apprécié Sion, où deux de ses enfants au moins sont nés : Rodolphe en 1808 et Aimée en 1812<sup>73</sup>. Rodolphe a même été naturalisé Valaisan<sup>74</sup>. Mais qu'en est-il des protestations de sympathie du préfet à l'égard des Valaisans ? Elles ne sont pas pure clause de style. Après avoir quitté la préfecture du Simplon pour celle de la Sarthe, Derville-

<sup>69</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 17, lettre de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz à son mari, s. d., (datant du 29 mars 1813, d'après la réponse du destinataire du 6 avril, Rz, cart. 45, fasc. 21, n° 18) : « ma sœur m'a écrit qu'il [Derville-Malécharde] ne devait partir que le 27 d'avril ». Rambuteau était déjà à Sion (voir ci-dessus, p. 37).

<sup>70</sup> Derville-Malécharde, ayant été mis en congé, a été remplacé en Valais par Locard du 22 novembre 1811 au 27 mai 1812 (*Mémorial* du 27 novembre 1811 et du 27 mai 1812).

<sup>71</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 14.

<sup>72</sup> Rz, cart. 52, fasc. 3, n° 12 : de Sion, 27 mars 1813.

<sup>73</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 251 et 281.

<sup>74</sup> Derville-Malécharde, p. 31, note 1, et p. 39.



Maléchar, alors qu'officiellement plus rien ne le rattache au Valais, continue cependant à s'intéresser au sort de ses anciens administrés. Quand Charles-Emmanuel de Rivaz se trouve en Valais, c'est Derville-Maléchar qui cautionne Louis de Courten, alors détenu à Sainte-Pélagie, pour que celui-ci puisse rétablir sa santé dans une clinique que le prisonnier qualifie de « petit paradis »<sup>75</sup>. Cette intervention auprès du ministre de la Police générale n'était pas, remarque en 1816 l'ancien préfet du Simplon, « sans quelques inconvénients »<sup>76</sup>. Il se trouve que l'Ecole militaire de La Flèche, où étudient plusieurs jeunes Valaisans, est située dans le département de la Sarthe. Derville-Maléchar ne les oublie pas et se fait le protecteur de Gaspard Stockalper<sup>77</sup>.

Au moment où Charles-Emmanuel de Rivaz se sent menacé par les intrigues de Gaspard-Eugène Stockalper, c'est à Derville-Maléchar qu'il songe pour se tirer d'affaire et trouver en France une fonction qui ne dépende plus d'élections valaisannes<sup>78</sup>. Dans la lettre qu'il adresse à ce propos à sa femme le 25 mars 1813, il déclare :

« Il résulte de ce que je viens de te dire que peu de jours après que cette lettre te sera parvenue, M. Derville passera à Saint-Maurice pour nous quitter. Si tu veux l'y recevoir à son passage, cela me fera plaisir. Alors tu pourrais l'inviter par le canal de ta sœur [M<sup>me</sup> Tousard d'Olbec]. Parle-lui de mes regrets de le perdre, de mon désir de conserver sa bienveillance, et de la réso-

<sup>75</sup> Derville-Maléchar, pp. 46-49, lettres de M<sup>me</sup> Joseph de Lavallaz, de Sion, 29 mai 1813, et de Louis de Courten, de « Chaillot, ce 12 juin 1813, rue des Batailles n° 5, maison de santé de M. Bazin. »

<sup>76</sup> *Ibidem*, p. 49. Voir les inutiles interventions de Ch.-E. de Rivaz auprès d'un haut fonctionnaire et auprès de Savary, ministre de la Police générale, dans Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, pp. 155-156.

<sup>77</sup> *Ibidem*, pp. 50-51, lettre de Gaspard-Eugène Stockalper, de Lyon, 1<sup>er</sup> novembre 1813 : « Il me reste encore un autre devoir de reconnaissance à remplir envers vous, Monsieur. C'est de vous faire mille et mille sincères et cordiaux remerciements pour les marques de bonté, de bienveillance et de protection que vous avez bien voulu donner à mon petit-fils à La Flèche, lors de la distribution des prix. Je ne désire que de trouver une occasion à vous convaincre de ma vive reconnaissance ; j'ose vous prier, Monsieur le préfet, de bien vouloir lui continuer la grâce de vos faveurs et de votre protection. »

<sup>78</sup> Voir ci-dessus, pp. 374-375.



lution que je prends de ne pas partir de Paris avant qu'il n'y soit arrivé, afin que j'aie encore la satisfaction de le voir une fois, très incertain que je suis si et quand je pourrai la ravoir. [...]

» Indépendamment de ma satisfaction personnelle [...] »<sup>79</sup>, je compte sur son appui, ajoute Charles-Emmanuel de Rivaz, qui se fait une joie réelle de revoir Derville-Malécharde. M<sup>me</sup> de Rivaz, généralement pessimiste, veut bien faire confiance au préfet de la Sarthe : « Je le crois disposé à t'être utile », écrit-elle à son mari le 29 mars<sup>80</sup>.

Le jour de Noël 1813, Charles-Emmanuel de Rivaz écrit encore à sa femme, de Paris :

« Je t'apprendrai encore que M. Derville-Malécharde a demandé un congé de douze jours pour venir ici, et qu'en conséquence, j'espère le voir incessamment. Je m'en réjouis beaucoup, comme tu peux bien le penser »<sup>81</sup>.

Mais quand les Autrichiens ont envahi la France et occupé le département du Simplon, les relations entre les deux hommes vont brusquement prendre fin. Le 3 janvier 1814, c'est M<sup>me</sup> Derville-Malécharde qui écrit, de la préfecture du Mans, au député du Simplon ; elle l'invite à venir se réfugier au Mans : veuillez, lui dit-elle, « accepter l'hospitalité qui vous est offerte par deux amis vrais et sincères. [...] Mon ami a de l'ouvrage à vous donner pour satisfaire, et au-delà, l'habitude que vous avez de travailler ; ainsi, outre le plaisir que vous nous feriez, nous vous devons encore de la reconnaissance. Notre vaste palais s'embellira à mes yeux, quand il deviendra l'asile d'un de ces chers Valaisans, que mon cœur et mon esprit suivent sans cesse »<sup>82</sup>.

Charles-Emmanuel de Rivaz n'aurait pas été solitaire au Mans, il aurait retrouvé chez les Derville-Malécharde Louis Tousard d'Olbec et la fille de celui-ci, qui y étaient depuis le 1<sup>er</sup> février<sup>83</sup>,

<sup>79</sup> Rz, cart. 45, fasc. 21, n° 16 : lettre de Paris.

<sup>80</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 17 : lettre de Saint-Maurice.

<sup>81</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 6.

<sup>82</sup> Rz, cart. 52, fasc. 3, n° 13.

<sup>83</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 228.

et qui y sont encore à la fin de mars<sup>84</sup>. M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz serait heureuse que son mari donne suite à l'amicale invitation des Derville-Malécharde et elle le prie de n'y pas manquer : « J'espère, mon ami, et je t'en prie, que, quels que soient les événements, tu ne t'exposeras pas à rester dans les lieux où tu pourrais être en danger, et que tu profiteras de l'invitation d'aller au Mans. Ta nièce [Anne-Louise] et son père [Tousard d'Olbec] y seront pour toi une compagnie et une ressource »<sup>85</sup>. Mais le député au Corps législatif n'a nulle envie d'écouter les prudents conseils de sa femme. Il est mieux placé à Paris, dit-il, pour trouver des occasions de correspondre avec sa famille. De plus, il est vexé non seulement de ce que l'invitation au Mans ait été faite par M<sup>me</sup> Derville-Malécharde et non par son mari, mais encore de ce que celui-ci n'ait donné aucune réponse à une lettre que Charles-Emmanuel de Rivaz lui avait adressée le 1<sup>er</sup> janvier en termes chaleureux. Ce fut l'occasion de leur rupture, et ils ne se sont point revus depuis<sup>86</sup>. Une différence d'âge de vingt et un ans sépare les deux hommes et Charles-Emmanuel de Rivaz tient aux égards et aux bonnes manières. Il tient surtout à rester à Paris.

Au contraire, Hénin de Cuvillers, l'ex-commandant militaire du département du Simplon, n'est que de deux ans plus jeune que le député au Corps législatif. Les relations entre les deux hommes ont été beaucoup plus importantes et de plus longue durée<sup>87</sup>. Mais elles n'excluent pas les petits services : c'est Hénin de Cuvillers qui apporte à Charles-Emmanuel de Rivaz une lettre que la femme de celui-ci a datée de Saint-Maurice le 30 avril 1814, et qui ne porte aucun timbre postal<sup>88</sup>.

<sup>84</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 14, lettre de Ch.-E. de Rivaz à sa femme, de Paris, 7 avril 1814 : « M. [Tousard] d'Olbec m'a écrit du Mans, le 28 mars. » ; et Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 250 : « Mais il me fallait [...] faire mes frais de voyage, ceux de ma nièce, Louise d'Olbec, qui était venue joindre vers le milieu de mai (le 17) son père qui était à Paris dès le commencement d'avril. »

<sup>85</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 37 : de Saint-Maurice, 23 février 1814.

<sup>86</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, pp. 223-224.

<sup>87</sup> Voir ci-dessous, pp. 403-406.

<sup>88</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 42. Cette lettre porte, de la main de Ch.-E. de Rivaz, la mention « apportée par M. le général d'Hénin ». Elle est adressée « à Monsieur le chevalier de Rivaz, rue Bonaparte n° 8, à Paris » et fait suite à

## 5. Actes publics du député du Simplon

Quelque significatives qu'aient pu être les relations du député du Simplon avec ses compatriotes, jeunes et vieux, et avec les anciens administrateurs français du département, elles n'ont pas la même importance que son rôle public à Paris. Le 14 décembre 1813, il écrit à sa femme une lettre encore pleine d'illusions : « Nous venons de recevoir hier soir des invitations pour une séance préliminaire jeudi 16, et cela prouve qu'il n'y a rien de changé sur l'ouverture au 19. [...] Je pense toujours que cette session ne sera pas longue »<sup>89</sup>. Cette prévision devait se réaliser, mais non dans le sens que Ch.-E. de Rivaz imaginait : la session fut interrompue, en effet, le 31 décembre<sup>90</sup> ; mais à cette date la France était envahie et le département du Simplon, occupé par les Autrichiens.

Le 19 décembre, il se rend donc, avec son assiduité ordinaire, à l'ouverture de la session<sup>91</sup>. Il y est frappé par le ton de Napoléon, qui déclare solennellement : « D'une part de mes conquêtes, j'avais élevé des trônes pour des rois qui m'ont abandonné »<sup>92</sup>. Mais il n'est pas au bout de ses surprises. Le 29 décembre, il assiste à la séance en comité général qui va déchaîner la fureur de l'empereur. Napoléon, après avoir ajourné la session, reçoit le Corps législatif aux Tuileries, le 1<sup>er</sup> janvier 1814, et adresse à ses membres, entre autres aménités, ces paroles que Ch.-E. de Rivaz n'a pas oubliées : « Vous croyez être les représentants de la nation. [...] Vous n'êtes que des députés au Corps législatif. Le véritable représentant de la nation, c'est moi, que quatre millions de citoyens ont trois fois proclamé leur souverain »<sup>93</sup>.

une autre lettre de M<sup>me</sup> de Rivaz, de Saint-Maurice, 23 avril 1814, dont la suscription identique a été biffée et remplacée par « Rue Thionville, Hôtel de Flandre ». C'est à cette dernière adresse que M<sup>me</sup> de Rivaz écrira à son mari à partir du 22 mai 1814 : voir Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 45.

<sup>89</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 4 : de Paris.

<sup>90</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 211.

<sup>91</sup> *Ibidem*, p. 208.

<sup>92</sup> *Ibidem*, p. 217.

<sup>93</sup> *Ibidem*, pp. 212-213.

Comme tous les membres du Corps législatif, le député du Simplon ne pouvait guère être qu'un témoin de l'humeur du maître. Mais il reste intéressant d'examiner comment le député d'un département réuni a réagi en présence des événements immenses qui ont mis fin à la domination française en Europe.

Le 2 avril 1814, deux jours après l'entrée des Alliés dans Paris, le Sénat décide la déchéance de Napoléon, et le gouvernement provisoire prend un arrêté dans ce sens. Le même jour, Desaint, secrétaire général de la questure du Corps législatif, transmet à Charles-Emmanuel de Rivaz une copie de cet arrêté qui invite tous les membres du Corps législatif à s'assembler le 3 avril à dix heures du matin. C'est ce jour-là que la déchéance de Napoléon est proclamée avec le concours de cette assemblée. Mais Charles-Emmanuel de Rivaz, lui si curieux, badaud même, ne participe pas à cet acte parlementaire. Il donne lui-même les motifs de sa conduite :

« Je ne fus pas à cette assemblée. Quoique je ne doutasse pas que le rôle de Bonaparte ne fût décidément fini, je trouvais qu'il serait inconvenant à moi, qui avait reçu plusieurs faveurs de lui, de me mêler de suite à des actes de ce genre. Le Corps législatif, comme on s'y attendait bien, prit aussi un arrêté de déchéance. [...]

» On ouvrit un registre dans lequel ceux qui n'avaient pas assisté à la première délibération pouvaient y mettre leur signature. Je m'abstins d'y mettre la mienne jusqu'à ce que le bruit se fût répandu que, forcé par la nécessité, il allait abdiquer lui-même. Je crus que, dans un tel état de choses, un plus long délai n'était plus commandé par les bienséances, et qu'il pourrait être très défavorablement interprété par le pouvoir qui lui succédait »<sup>94</sup>. Le député du Simplon a donc attendu autant qu'il a pu pour prêter la main à l'acte officiel par lequel prenaient fin les pouvoirs d'un homme dont la volonté souveraine s'était exercée pendant quatorze ans sur les destinées du Valais.

Le 6 avril, Napoléon signe son abdication pure et simple, et le Sénat, après avoir bâclé une constitution, appelle Louis XVIII

<sup>94</sup> *Ibidem*, p. 235.

sur le trône. Le lendemain, Charles-Emmanuel de Rivaz écrit à sa femme : « On dit que Louis XVIII entrera le jour de Pâques [10 avril] dans sa capitale. Le bruit est général que Napoléon a renoncé purement et simplement. Si cela est, comme il le paraît, tout est consommé, et le calme le plus général va renaître »<sup>95</sup>. Le même jour, il reçoit une invitation à se rendre au Corps législatif à neuf heures du soir<sup>96</sup>. Cette séance de nuit a quelque chose d'extraordinaire et Charles-Emmanuel de Rivaz ne manque pas de s'y rendre. Le comte de Beurnonville, membre du gouvernement provisoire, y demande aux députés « de reconnaître d'une manière positive Louis XVIII comme roi de France », et Charles-Emmanuel de Rivaz se joint à ses collègues pour reconnaître son roi<sup>97</sup>, car il y a toujours un département du Simplon, et le Valais fait maintenant partie du royaume de France. Du moins à Paris.

Aussi, le 14 avril, le député du Simplon prend-il part à la séance du Corps législatif qui fait du comte d'Artois le lieutenant-général du royaume et le chef du gouvernement. Il apprécie la grâce du prince et ne manque pas de noter : « J'étais très près et derrière le vice-président [Faulcon] ». Après quoi, le chevalier de Rivaz se rend avec ses collègues « à l'audience de Monsieur »<sup>98</sup>.

Le 19 avril, Charles-Emmanuel de Rivaz se rend à nouveau au Corps législatif et il y signe, au secrétariat, la pétition des députés qui désirent que l'assemblée envoie une députation au-devant de Louis XVIII lorsque celui-ci entrera dans sa capitale<sup>99</sup>. Cette députation, composée de vingt-quatre membres, fut reçue par le « roi de France et de Navarre » à Saint-Ouen, le 2 mai 1814. Le député du Simplon n'en faisait pas partie. Mais il eut la joie, le lendemain, quand Louis XVIII fit son entrée dans Paris au son des cloches et du canon, de représenter son département au chœur même de Notre-Dame, dans les stalles du côté

<sup>95</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 14 : de Paris.

<sup>96</sup> Rz, cart. 3, *Imprimés français*, 7 avril 1814.

<sup>97</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, pp. 235-236.

<sup>98</sup> *Ibidem*, pp. 236-237.

<sup>99</sup> Rz, cart. 3, *Imprimés français*, 19 avril ; Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 238.

gauche, où le Corps législatif faisait face au Sénat, pendant que le roi goutteux s'avavançait péniblement et que retentissait le *Te Deum* célébrant la Restauration<sup>100</sup>. Il ne manque pas, bien entendu, de se rendre quelques jours après à l'audience où le roi reçoit le Corps législatif, et il arbore, à cette occasion, sa croix de chevalier de l'ordre de Charles III d'Espagne, qu'il a « reprise »<sup>101</sup>, parce qu'elle fait très opportunément ancien régime.

## 6. Propositions en vue d'une action diplomatique

Le 14 avril, au moment où il se rend à l'audience du comte d'Artois, Charles-Emmanuel de Rivaz rencontre dans un salon des Tuileries Cambacérès, duc de Parme. Ce prince, alors vêtu en simple sénateur, est naturellement sensible à l'inconstance des choses de ce monde. Apercevant le député du Simplon, qu'il n'a pas revu depuis le 1<sup>er</sup> janvier, il s'écrie : « Ah ! vous êtes encore ici ? Je vous croyais parti depuis longtemps ! » Et le Valaisan de répondre : « Je n'ai pas pu pénétrer jusque chez moi »<sup>102</sup>. La réflexion de Cambacérès prouve qu'il connaissait mal de Rivaz et la réponse de celui-ci n'est pas sincère. Il n'a pas plus envie de rentrer en Valais que d'aller au Mans chez Derville-Malécharde.

Le 7 avril, il écrit à sa femme, au lendemain de l'abdication de Napoléon :

« Je ne vous donnerai pas de détails sur les événements remarquables qui vont rendre à l'Europe la paix dont elle avait tant besoin, et vont replacer notre petit coin de terre dans ses habitudes les plus chères. Les journaux vous diront tout cela, et vous partagerez la joie que j'éprouve pour d'aussi heureux résultats. [...]

» Il paraît, d'après la nouvelle constitution que le Sénat vient de faire, que les membres actuels du Corps législatif sont tous continués jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1816, ce qui me place dans ce

<sup>100</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, pp. 238-239.

<sup>101</sup> *Ibidem*, p. 240 ; A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 189.

<sup>102</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, pp. 236-237.

corps encore pour deux ans et demi. Je ne tarderai pas à savoir comment cette disposition pourra se concilier avec la nouvelle existence politique que le Valais paraît destiné à recevoir. Je pense que tout cela peut s'arranger d'une manière satisfaisante. Tu sais, ma chère amie, combien la Providence m'a toujours soigné. Je suis sans inquiétude sur la continuation de ses bontés »<sup>103</sup>. Ainsi Charles-Emmanuel de Rivaz ne désespère-t-il pas de rester député à Paris et, grâce à Dieu qui s'occupe spécialement de lui, il conserve un bel optimisme. Sa femme, généralement pessimiste, se laisse gagner par de si riantes perspectives, et lui répond :

« L'espoir que tu parais conserver et dont tu me fais part dans ta lettre, me paraît extraordinaire. Mais si Dieu le veut, rien ne lui est impossible. Ainsi cela peut être. Je t'en féliciterai et m'en réjouirai de tout mon cœur, car ici je n'aurai pas grand espoir de rien faire d'utile pour toi, ni pour ta famille »<sup>104</sup>.

L'idée de Charles-Emmanuel de Rivaz n'a nullement un caractère fuitif. Au contraire, il la caresse, et y revient douze jours plus tard dans une nouvelle lettre à sa femme :

« Mes collègues qui étaient retournés chez eux reviennent en grand nombre ici. On parle d'une prochaine convocation de notre corps lorsque le roi sera arrivé, ce qui sera sous peu de jours. Il est impossible qu'avec de telles circonstances je m'éloigne. Mes connaissances me le déconseillent, et je vais prendre le parti d'attendre ici les dispositions futures du gouvernement, ainsi que ce qui sera décidé et sur moi et sur le Valais [...] »

« Si, comme il le paraît, je suis destiné à rester encore dans ma place jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1816, j'aurai le temps de voir comment on se conduira à mon égard en Valais. Et si je puis obtenir ici quelque emploi convenable, je m'occuperai, dès que les circonstances le permettront, de faire des démarches dans ce sens »<sup>105</sup>.

Si Charles-Emmanuel de Rivaz tient tant à rester à Paris, ce n'est pas seulement parce qu'il désire y conserver une situation, c'est encore et surtout parce qu'il a l'ambition d'y jouer un rôle

<sup>103</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 44 : de Paris.

<sup>104</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 41 : de Saint-Maurice, 23 avril 1814.

<sup>105</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 15 : de Paris, 19 avril 1814.

dans un moment crucial, où il pense pouvoir être utile. C'est dans cette double intention qu'il veut être renseigné sur l'opinion qu'ont les Valaisans de sa propre conduite. Dans la même lettre du 19 avril, il demande des précisions à sa femme :

« J'ai vu, dans ta lettre du 8 février, une phrase qui m'a fait conclure que tu croyais voir de la malveillance contre moi chez une partie de nos compatriotes. Je suis assez disposé à croire à l'ingratitude provoquée par la jalousie. Cependant je serai bien aise que tu entres, dans ta première, en de plus grands détails. Tu peux sans inconvénient me nommer les personnes de qui tu tiens quelque chose et celles qui se sont montrées ennemies. Je n'en ferai qu'un bon usage. »

M<sup>me</sup> de Rivaz lui répondra un mois plus tard : « Rassure-toi sur ce qui te concerne relativement à ce que je t'ai écrit. Jamais il ne s'est tenu aucun propos désavantageux sur ton compte, que j'aie appris : au contraire. Ce n'est que d'après l'esprit du pays — que tu connais — et mon opinion que je t'en ai parlé. Mais, en général, les partisans des Français sont mal vus »<sup>106</sup>. De son côté, Benjamin de Rivaz, dans une lettre qu'il adresse à son père le 23 avril, ne manque pas de faire part à celui-ci de la réaction valaisanne à la participation du député du Simplon à l'acte de déchéance de Napoléon : « J'ai appris aujourd'hui que vous avez adhéré aux actes du Sénat, etc. Vous aurez quelques approbations et beaucoup de détracteurs, même — cela va sans dire — chez les opinions favorables aux événements »<sup>107</sup>.

Que les partisans des Français soient maintenant mal vus, même à Saint-Maurice, cela est nouveau<sup>108</sup>, mais n'est pas pour étonner. Si la raison du plus fort est toujours la meilleure, la raison des vaincus est toujours la moins bonne. Les guerres ne sont que des ordalies entre nations. Quant aux sempiternels

<sup>106</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 44 : de Saint-Maurice, 19 mai 1814.

<sup>107</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 12 : de Saint-Maurice. Benjamin de Rivaz ajoute cette remarque qui prouve qu'il ne manque pas de jugement : « Quant à moi, vous n'avez pas perdu l'homme : il s'est perdu lui-même ; et s'il y a quelqu'un à reprocher, je dis que ce sont les militaires, qui n'ont pas été sans peur et sans reproche. »

<sup>108</sup> Voir ci-dessus, p. 376, la réaction de M<sup>me</sup> de Rivaz elle-même à la prise de Paris.



détracteurs, ils sont la rançon que doivent payer les hommes de talent à la « démocratie ». C'est dans ce contexte assez terne de l'opinion publique que Charles-Emmanuel de Rivaz va prendre une initiative qui l'honore.

Le projet qui est le sien, il le forme dès la chute de Napoléon. Le 7 avril déjà, il écrit à sa femme :

« En attendant, je pourrais être utile à mon pays dès ce moment-ci, soit auprès du nouveau roi, soit auprès des souverains alliés. Je m'empresserais à solliciter, avec tout le zèle qui pourrait dépendre de moi, les demandes que le gouvernement valaisan aurait à former dans cette conjoncture importante. Communique ou fais communiquer de suite, d'une manière confidentielle, à M. de Quartéry ou à tel autre que tu jugeras à propos, l'offre que je fais de m'employer de mon mieux à ce qui pourrait être avantageux à mon pays. [...]

» Si on me charge de quelque démarche, je différerai mon départ jusqu'à ce que j'aie rempli les intentions qu'on m'aura confiées. Tu m'informerás, de ton côté, si tu as écrit, à qui, et si on t'a répondu quelque chose, car c'est une jouissance pour moi si je puis être utile à quelque chose »<sup>109</sup>.

Le 19 avril, n'ayant pas encore de réponse, il revient sur son projet dans une nouvelle lettre, où il précise à sa femme qu'elle peut présenter l'offre au gouvernement valaisan « soit par M. de Quartéry, soit par M. Delasoie »<sup>110</sup>, qui est précisément membre de ce gouvernement. Le 23 avril, le comte d'Artois signe avec les Alliés la convention d'armistice qui admet, pour la France, le principe du retour aux frontières de 1792. Mais une convention d'armistice n'est pas un traité de paix. Si le Valais est appelé à ne plus faire partie du territoire français que va-t-il devenir ? Son gouvernement actuel va-t-il s'empresser de demander pour lui le retour à l'indépendance isolée ? Va-t-il demander que le Valais devienne un canton suisse ?

La réaction de M<sup>me</sup> de Rivaz à la première lettre du député du Simplon est celle d'une épouse éplorée, qui voit se prolonger indé-

<sup>109</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 14 : de Paris.

<sup>110</sup> *Ibidem*, n° 15 : de Paris.

finiment le séjour de son mari à Paris, maintenant que l'Empire n'est plus. Elle lui rappelle sur un ton pathétique ses propres souffrances et celles du pays :

« Le pays est dans une grande disette, et les troupes nous ont bien épuisées. Nous ne savons quand elles nous quitteront. C'a été pour moi, et c'est encore pour moi, un surcroît de peine qui est journalier, car nous n'avons jamais été sans cela, depuis leur séjour dans ce pays. Je ne sais pas comme je ne suis pas morte mille fois de crainte et de chagrin pendant cet hiver. Mon ami, qu'il a été pénible ! et que j'ai souffert ! [...] Reviens, mon bon ami, ranimer mon âme et mon existence, flétrie par des soucis et des alarmes qui ont été continuels pendant quatre mois. [...]

» Quant à rester pour les intérêts de la patrie, je ne crois pas que tu doives le faire sans y être formellement invité — ce qu'ils ne feront pas. D'ailleurs reviens, et ici tu verras de plus près ce qui se passe et tes affaires particulières, qui ont un besoin urgent de ta présence. Et ne va pas faire comme tu as toujours fait : les sacrifier en pure perte »<sup>111</sup>.

Benjamin de Rivaz se joint à sa mère, par une lettre du même jour, pour tenter de persuader son père qu'il est impossible que celui-ci soit chargé d'une mission officielle, et que le mieux qu'il ait à faire est de rentrer au plus tôt en Valais : « Je ne puis m'empêcher de croire [...] que vous ne serez jamais accrédité, *seul* au moins, par le parti *dominant*<sup>112</sup>. Que si vous agissiez sans cela, vous seriez toujours censé avoir agi, l'autre partie non ouïe. D'après cela, mon cher papa, j'opine pour votre retour »<sup>113</sup>.

Malgré son désir si vif de voir son mari rentrer enfin en Valais, M<sup>me</sup> de Rivaz n'en fait pas moins à Jacques de Quartéry la commission demandée. Et elle a la déception de voir celui-ci accepter. Quartéry, après en avoir conféré avec les Messieurs du Bas-Valais, écrit donc en leur nom à Delasoie, pour que celui-ci

<sup>111</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 41 : de Saint-Maurice, 23 avril 1814. Au lieu de « en pure perte », M<sup>me</sup> de Rivaz avait d'abord écrit « pour des ingrats qui ne connaissent d'autres sentiments que ceux de la jalousie et de l'ingratitude », passage qu'elle a biffé, mais qui reste lisible.

<sup>112</sup> Les deux termes sont soulignés dans le texte.

<sup>113</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 12 ; de Saint-Maurice.

intervienne auprès du gouvernement provisoire en faveur du projet du député du Simplon, et il demande à ce dernier de retarder son départ de Paris : on lui écrira par le prochain courrier<sup>114</sup>.

Cette lettre promise, Charles-Emmanuel de Rivaz ne devait jamais la recevoir. Sa femme, d'ailleurs, pensait et espérait qu'il ne réussirait pas. Dès le 30 avril, elle lui écrit :

« Je viens d'apprendre de M. de Q[uartéry] qu'on ne t'a point écrit comme il me l'a dit. Ainsi, ils n'ont encore rien d'arrêté entre eux. [...]

» Quoiqu'on parle souvent ici de toi, et de la ressource qu'il y aurait auprès de toi dans les moments présents, où il paraît que chacun dit son mot, sans que personne ne se mette en avant. Et le défaut de s'entendre fera arriver un état de choses contre lequel on n'aura plus rien à dire et qui déplaira à bien des [gens]. C'est mon opinion d'après ce que je vois, ici surtout où on parle sans rien faire »<sup>115</sup>.

M<sup>me</sup> de Rivaz fait preuve d'une réelle intuition. Pourtant, elle entreprend des démarches pour tenter de faire aboutir le projet de son mari. Elle lui en rendra compte le 19 mai :

« En réponse à ta lettre du 19 avril, n'ayant rien pu obtenir de positif de M. de Q[uartéry], je suis allée chez M. [Pierre-Louis] Du F[ay] à Monthey [...].

» Il paraît qu'aucun de ces Messieurs ne veut, ni tous, se mettre en avant pour des démarches. M. Delasoie, à qui ils avaient écrit pour leur faire part de ta proposition, leur a répondu que tout cela l'ennuyait, qu'il ne désirait que de [...] quitter [le gouvernement] et qu'ils écrivissent eux-mêmes directement.

» J'en avais aussi dit quelque chose à Charles Odet, pour qu'il en parle indirectement à Maurice [de] Courten, mais je n'ai point eu de réponse, ce qui me confirme qu'ils ne savent pas encore ce qu'ils veulent, ou qu'ils ne s'adresseront point à toi [...] »<sup>116</sup>.

<sup>114</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, lettre non chiffrée de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz à son mari, du 26 avril 1814 : « C'est avec regret, mon bon ami, que je te fais la commission dont m'a chargée M. de Q[uartéry], relative à la proposition que tu m'avais chargée de lui faire : il l'accepte et te prie de retarder ton départ d'un courrier après que tu auras reçu celle-ci, parce qu'ils n'ont pas eu le temps de s'entendre entre eux et de t'écrire plus tôt. »

<sup>115</sup> *Ibidem*, n° 42 : de Saint-Maurice.

<sup>116</sup> *Ibidem*, n° 44 : de Saint-Maurice.

M<sup>m</sup> de Rivaz avait raison. Jamais le gouvernement valaisan ne s'adressa à Charles-Emmanuel de Rivaz pour le charger de présenter une demande quelconque aux puissances alliées qui décidaient alors du sort de l'Europe. Il n'y eut aucun représentant du Valais au congrès qui fixait ses destinées. Le 30 mai, le traité de paix est signé. Le Valais n'y est même pas nommé<sup>117</sup>.

Faut-il voir dans cette passivité étonnante la marque d'une basse jalousie à l'égard de Charles-Emmanuel de Rivaz ? C'est possible, mais cela ne semble pas avoir été déterminant. Les Valaisans ont fait preuve en cette occasion de cette inertie politique que leur reprochait Tousard d'Olbec en 1802. Ils pourront peut-être s'en consoler en se disant que la Confédération voisine, elle non plus, n'a pris aucune part aux délibérations du congrès « qui réglait les intérêts de la Suisse et n'en tenait pas compte »<sup>118</sup>. Du moins, la Diète suisse a-t-elle envoyé à Paris une députation purement protocolaire, qui présente ses hommages à Metternich le 30 mai et s'entend annoncer la conclusion de la paix par le chancelier d'Autriche<sup>119</sup>, tandis qu'il refusera même de recevoir la députation valaisanne arrivée à Paris au début de juin, après la signature du traité<sup>120</sup>. En ne faisant pas appel à Charles-Emmanuel de Rivaz, le gouvernement valaisan commet une faute difficilement compréhensible, car de Rivaz se trouve déjà dans la capitale française et possède une grande expérience des discussions diplomatiques, ayant joué un rôle de premier plan dans les conférences franco-valaisannes de Paris en 1810<sup>121</sup>.

<sup>117</sup> Sur les deux articles secrets qui concernent indirectement le Valais, voir ci-dessous, pp. 487-488.

<sup>118</sup> Martin, p. 379.

<sup>119</sup> *Ibidem*, p. 333.

<sup>120</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 19.

<sup>121</sup> Eugène de Courten, *Les conférences franco-valaisannes de Paris en 1810...*, dans *Ann. Val.* de septembre 1937, pp. 267-271 ; décembre 1937, pp. 283-293 ; mars 1938, pp. 330-339 ; juin 1938, pp. 362-372 ; septembre 1938, pp. 405-409 ; décembre 1938, pp. 478-482.

En 1814, Charles-Emmanuel de Rivaz aurait pu, par exemple, faire valoir la participation valaisanne à la lutte des Alliés contre Napoléon, et notamment le combat de Bérésal, pour obtenir de la France une indemnité de guerre qui aurait compensé, au moins partiellement, les dépenses occasionnées par les troupes autrichiennes d'occupation.

## 7. La question de l'agrandissement du Valais aux dépens de la Savoie

Ce que l'Etat du Valais ne fait pas, des particuliers en prennent l'initiative, mais ce sont des étrangers, et de surcroît des militaires. Le premier est le général Dessaix, ce Savoyard qui a donné tant de fil à retordre à Bubna à la fin de février 1814. Dessaix n'a aucune sympathie pour la cause royaliste. Bien loin de souhaiter que la Savoie retourne à la Sardaigne, il désire ardemment que le Chablais devienne un canton suisse, ou du moins qu'il soit partagé entre le canton de Genève et le Valais. Il va donc trouver à Paris Charles-Emmanuel de Rivaz et lui demande d'intervenir dans ce sens. Le député au Corps législatif ne peut que lui répondre qu'il n'a reçu aucun mandat l'autorisant à coopérer à un tel projet. Il l'adresse donc aux ministres des puissances qui refont la carte de l'Europe. C'est tout ce qu'il peut faire pour lui<sup>122</sup>.

Bientôt après, c'est Hénin de Cuvillers lui-même qui arrive chez de Rivaz. Le commandant du département du Simplon n'en a pas oublié le député. Lui aussi voudrait agrandir le Valais d'une partie du Chablais. Quel motif le pousse ? Il est né à Balloy, dans la Seine-et-Marne, alors que Dessaix, lui, est de Thonon. A-t-il acquis des biens en Savoie ou en Valais ? Agit-il en lieu et place de personnes qui veulent rester dans l'ombre ? Quoi qu'il en soit, il a un plan précis et il a même déjà dressé de petites cartes enluminées, qu'il apporte avec lui. De Rivaz lui répondant, comme à Dessaix, qu'il n'a reçu aucune mission l'autorisant à agir dans le sens demandé, Hénin de Cuvillers a une réponse toute prête : de Rivaz rédigera une note diplomatique ; lui, Hénin la recopiera de sa main, la signera et la remettra aux destinataires<sup>123</sup>.

Cette fois, de Rivaz ne restera pas passif. Il est tenté, mais il demeure prudent. Il demande à Hénin que celui-ci retourne à son auteur la note originale, rédigée de la main de Charles-Emmanuel

<sup>122</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 244.

<sup>123</sup> *Ibidem*, pp. 244-245.

de Rivaz. Il n'existait pas alors de photocopie... Bien entendu, Hénin accepte. Et de Rivaz se met au travail.

Habilement, il rédige son mémoire de façon à faire apparaître que l'auteur en est le signataire. Cette note débute ainsi :

« En quittant le département du Simplon, dont le commandement m'avait été confié le 15 avril 1811 jusqu'en décembre 1813, époque de l'occupation du même département par les troupes alliées, je ne puis me défendre du désir de communiquer à mon gouvernement le résultat de quelques observations que j'ai faites pendant mon séjour dans cette contrée, et qui me paraissent de quelque importance en ce moment où elle va changer d'existence politique [...] »

De Rivaz s'est donc bien mis à couvert : ce n'est pas lui qui écrit.

Mais les « quelques observations » contenues dans cette note de sept pages, l'excellent Hénin de Cuvillers eût été bien incapable de les faire. De Rivaz y rappelle succinctement l'histoire du Valais qui, jusqu'en 1798, était composé de deux parties, le Haut-Valais jouissant seul de la souveraineté, le Bas-Valais étant un pays sujet du Haut. Cette inégalité, dit-il, n'a guère été corrigée par la suite, « puisque, depuis 1802 que cet Etat se gouvernait isolément, aucun individu du Bas-Valais n'avait été appelé ni à la présidence du Conseil d'Etat, ni à celle de la Diète ». Il importe donc de modifier la répartition de la population.

En effet, critiquant la constitution de 1802, selon laquelle la Diète du Valais compte un député pour deux mille âmes, de Rivaz note que, de la sorte, sur les trente-deux députés du pays, douze seulement y représentent le Bas-Valais. Si l'on veut que celui-ci puisse faire entendre sa voix, il faut l'agrandir de façon que sa représentation à la Diète devienne suffisante.

« Je proposerais en conséquence que cet accroissement fût pris sur la ci-devant Savoie, et que le district actuel d'Evian, allant jusqu'à la rivière de Dranse et comprenant les vallées d'Abondance et de Saint-Jean-d'Aulph, fût annexé au Valais pour en faire désormais partie intégrante. »

Il n'est pas douteux qu'en écrivant ces lignes, Charles-Emmanuel de Rivaz exprime un vœu personnel, de même qu'il ne peut

s'empêcher de songer à lui-même quand il signale que la république isolée n'a pas appelé un seul Bas-Valaisan au pouvoir. Il possède un domaine au Miroir, près d'Amphion, et il calcule que si ce domaine, au lieu de se trouver sur la Savoie, relevait désormais du territoire valaisan, il serait, du fait même, exempt d'impôts. Ses produits ne paieraient plus de droits de douane pour entrer en Valais et les relations avec la Suisse le feraient nécessairement prospérer<sup>124</sup>. Hénin de Cuvillers a cru demander un service à de Rivaz. En fait, c'est de Rivaz qui se sert de lui, sans courir aucun risque. Rien n'arrangerait mieux ses propres affaires que la réussite du projet. Il appelle encore l'histoire à la rescousse :

« Par cette réunion, le Valais aurait une population d'environ 80 000 âmes, qui serait à peu près également partagée entre le Haut et le Bas. Cette réunion serait d'autant plus naturelle que ce district d'Evian a déjà fait, dans le XVI<sup>e</sup> siècle, partie du Valais et qu'elle fut rendue au duc de Savoie par un traité de l'an 1569. »

Le Miroir se trouve au bord du lac Léman, à peu de distance de l'embouchure de la Dranse. Le domaine de Charles-Emmanuel de Rivaz devenant valaisan, il faudrait aussi, pour que ses produits puissent s'écouler vers Genève en ne rencontrant qu'une seule frontière, que Genève devînt limitrophe du Valais. Ce serait parfait :

« Si Genève devient un canton, comme le public le croit, [...] poursuit de Rivaz, il faudrait agrandir son territoire d'une portion du territoire savoyard « par laquelle Genève se rattacherait au Valais sur la rivière Dranse. Cette disposition donnerait à la Confédération helvétique un ensemble qui rendrait sa neutralité d'autant plus respectable [...] »

Et Hénin-de Rivaz de conclure en féal sujet de Louis XVIII :

« Nos rois ont toujours mis de l'importance à voir la Suisse heureuse et tranquille, parce que c'était par son union et sa tranquillité que son alliance nous était plus utile »<sup>125</sup>.

<sup>124</sup> *Ibidem*, p. 245.

<sup>125</sup> Rz, cart. 81, fasc. 11, n° 2 ; *Mémoire pour exposer la convenance qu'il y aurait à agrandir le Valais de la portion du Chablais qui est entre Saint-Gingoux et la Dranse*, a. n. s., s. d., 7 p. écrites. Saint-Gingoux est une forme ancienne de Saint-Gingolph.

Hénin de Cuvillers fut enchanté de ce mémoire, pour lequel il avait découvert un rédacteur hautement qualifié et éloquent. Comme il l'avait promis, il le renvoie à Charles-Emmanuel de Rivaz, le 12 mai 1814, avec une lettre d'accompagnement flatteuse, où il lui dit qu'il en a déjà envoyé un exemplaire à Talleyrand et qu'il en enverra un autre « ces jours-ci » au ministre de la Guerre<sup>126</sup>.

Malgré les « vœux bien sincères » que forme Hénin, dans sa lettre à de Rivaz, pour le « succès complet » de leur entreprise, celle-ci devait se heurter à la politique de Talleyrand. Le retour des Bourbons fut, après la chute de Napoléon, un bonheur pour la France sur le plan de ses relations extérieures. Comme on savait le roi sans ambitions et sans forces, il n'y avait plus les mêmes raisons d'entourer la France d'une solide ceinture d'Etats-tampons, et la Confédération suisse avait moins besoin d'être renforcée. D'autre part, Louis XVIII qui, pour des raisons dynastiques, avait des espérances sur les Etats du roi de Sardaigne, son beau-frère, et qui n'en avait accepté qu'avec répugnance la partie que lui en laissait le traité du 30 mai, n'allait certes pas demander à Talleyrand — pas plus que celui-ci n'allait le proposer — de diminuer la Savoie au profit du Valais<sup>127</sup>. En s'adressant à Talleyrand, Hénin de Cuvillers frappe à la mauvaise porte. Pour qu'un tel projet eût quelque chance de réussite, il eût fallu que Genève, le Valais et la Confédération menassent de concert une vigoureuse action diplomatique. Et Charles-Emmanuel de Rivaz aurait pu y jouer un rôle de premier plan. Il le désirait, il en avait les capacités et il y avait des intérêts personnels : il s'y serait employé de toutes ses forces. Mais la Confédération ni le Valais ne songeant à rien de tel, il n'y avait pas de bonne porte où frapper.

Charles-Emmanuel de Rivaz ne pense nullement alors que le projet de Hénin soit chimérique. Il s'en entretient avec son neveu Macognin de la Pierre, sans grandes précautions, et il lui fait savoir qu'il y a mis la main. Celui-ci, rentré à Saint-Maurice,

<sup>126</sup> *Ibidem*, n° 1 : de Paris, a. s. C'est Dupont de l'Etang, le vaincu de Baylen, qui fut nommé ministre de la Guerre par Louis XVIII dans le ministère du 13 mai.

<sup>127</sup> Voir Martin, pp. 333 et 379.



se hâte d'y annoncer la bonne nouvelle et vend la peau de l'ours avant qu'on ne l'ait mis par terre. Or, rien ne pouvait déplaire davantage au gouvernement valaisan, demeuré fidèle à sa politique d'indépendance isolée à l'égard de la Suisse. Benjamin de Rivaz se hâte, le 19 mai, d'avertir son père du pavé que Macognin de la Pierre vient de faire tomber dans la mare politique valaisanne :

« Genève devrait, selon les bruits, recevoir un agrandissement de territoire, et le Valais aller jusqu'à la Dranse. Suivant Louis [Macognin de la Pierre], vous ne devez pas être étranger à ce dernier arrangement. J'aurais préféré qu'il eût gardé le silence ; mais puisqu'il ne l'a pas fait, et dans l'ignorance de l'exactitude de ses allégués, je suis d'avis de le laisser dire.

» Il paraît d'ailleurs que le B[as-] V[alais] sentirait l'avantage que lui donnerait cette mesure pour plus d'équilibre ; mais la partie adverse en sentira d'autant plus vivement le danger que son espoir est peut-être plus grand »<sup>128</sup>.

Ce que la voix publique disait à Saint-Maurice, il n'est pas possible que le gouvernement provisoire n'en ait pas eu vent à Sion. Charles-Emmanuel de Rivaz avait lui-même demandé que l'on se servît de Delasoie pour présenter ses offres de services au gouvernement. Celui-ci a dû dresser l'oreille. Delasoie, en effet, était alors, comme en janvier 1814, un partisan convaincu de la politique de Stockalper. D'un autre côté, les Messieurs de Saint-Maurice épient les faits et gestes du gouvernement et s'efforcent de scruter ses intentions. On se surveille réciproquement avec zèle. Charles Odet, qui est régisseur des droits d'entrée et de sortie, est appelé, par ses fonctions, à faire la navette entre Sion, où il a son domicile, et Saint-Maurice, où se trouve le percepteur du pont<sup>129</sup>. A Sion, il est une personnalité en vue, puisqu'il y deviendra conseiller municipal à la fin de l'année<sup>130</sup>. Mais c'est de Saint-Maurice que vient sa famille. Sa mère est la propre sœur de Charles-Emmanuel de Rivaz et de M<sup>me</sup> Macognin de la Pierre, de sorte

<sup>128</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 13 : de Saint-Maurice.

<sup>129</sup> Voir ci-dessus, p. 252, note 147.

<sup>130</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 83.

qu'il appartient à la fois à l'aristocratie sédunoise et aux Messieurs de Saint-Maurice. Et c'est pourquoi M<sup>me</sup> de Rivaz s'est adressée à lui pour qu'il serve d'intermédiaire entre son mari et Maurice de Courten<sup>131</sup>. Avec de tels hommes, les « secrets » politiques courent assez vite d'une ville à l'autre.

Le 22 mai, c'est au tour de M<sup>me</sup> de Rivaz d'informer son mari de ce qui se passe en Valais, et de le mettre en garde :

« Quoique je t'aie écrit, mon bon ami, il y a deux jours, je crois devoir te prévenir qu'il va arriver une députation du Valais auprès des puissances. Elle est composée de MM. Stockalper, Werra et Delasoie. On dit que Maurice de Courten a refusé. Tu vois par cette démarche que tu ne peux y être pour rien et qu'on se méfie de toi. Sans cela, il eût été naturel, étant tout posté, de t'y associer. Mais j'attribue cela à un propos que Louis de la Pierre a tenu ici à son arrivée, que tu travaillais à faire réunir la vallée d'Abondance jusqu'à la Dranse, ce qui leur a été répété.

» D'ailleurs, mon ami, cette députation n'est, à ce qu'on dit, point légale et faite entre eux, comme leur gouvernement provisoire. Le Bas-Valais n'en eut aucune connaissance par eux : enfin, c'est une machination du Haut, dans laquelle Delasoie a donné, à ce qu'il paraît. Aussi, prends garde de ne pas donner dans quelque piège de leur façon et de ne pas te confier à lui. On te prie de tâcher de mettre M. de La Harpe dans les intérêts du Bas, et de nous protéger comme il a fait à ses concitoyens [...] »<sup>132</sup>.

Le contenu de cette lettre et ses termes mêmes (« On te prie... ») prouvent que M<sup>me</sup> de Rivaz y joue le rôle d'intermédiaire entre les personnalités du Bas-Valais et son mari. Charles-Emmanuel de Rivaz connaissait La Harpe, avec qui il avait eu des contacts en janvier 1814<sup>133</sup>, et il ne manquera pas d'aller le trouver. La lettre de M<sup>me</sup> de Rivaz lui parvint le 31 mai<sup>134</sup>, au

<sup>131</sup> Voir ci-dessus, p. 401.

<sup>132</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 45 : de Saint-Maurice.

<sup>133</sup> Rz, cart. 47, fasc. 23, n° 2 : « Mardi soir, 18 janvier 1814. La Harpe regrette beaucoup de n'avoir pu aller rendre ses devoirs à M. de Rivaz avant son départ. Indisposé assez sérieusement depuis qu'il eut l'honneur de le voir, il n'a pas eu un moment. » Billet a. s.

<sup>134</sup> Timbre postal de Paris, 31 mai 1814.

lendemain de la signature du traité de paix et la veille de l'arrivée à Paris de la députation valaisanne annoncée. Mais les clauses du traité n'étaient pas encore connues. Après une conférence tenue à Sion du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin et groupant les députés de tout le Valais, Benjamin de Rivaz fait à son père diverses commissions politiques de la part des Messieurs du Bas-Valais :

« Un troisième point concerne l'addition du canton d'Evian au Valais. Le général Dupas, Bochaton, etc., doivent leur avoir écrit qu'ils seraient Suisses. Les dizains d'en haut ont protesté contre cette augmentation de territoire si elle devait concerner le Valais, et le B[as-] V[alais], par contre, la désire ; et c'est ce que je suis chargé de vous dire, pour que, s'il y a moyen, le canton dont il s'agit soit plutôt valaisan que genevois »<sup>135</sup>.

De son côté, Charles-Emmanuel de Rivaz se montre très actif. Les Bas-Valaisans, pour s'opposer à la députation de Stockalper, ont député à Paris Louis de Preux, de Saint-Maurice, qui y arrive le 2 juin. Il a été chargé de prendre contact avec Charles-Emmanuel de Rivaz. Le 4, celui-ci rend compte du résultat de ses propres démarches :

« ... J'ai encore été voir hier M. Monod, député, comme vous le savez, de la diète de Zurich, avec MM. de Mülinen et Reding. Il m'a assuré de nouveau positivement que la résolution de faire de nous un canton, ainsi que Genève, était définitive. Voilà le principal point gagné. Nous allons ce matin, Preux et moi, chez M. de La Harpe. Nous verrons s'il nous conseillera d'aller voir M. le comte Capo d'Istria, ministre de Russie en Suisse, qui est encore ici [...].

» Il reste à présent deux points à éclaircir : le Valais sera-t-il agrandi ? une portion de la Suisse redeviendra-t-elle sujette ? Quant au premier point, les stipulations du traité de paix sur la Savoie sont parfaitement dans le sens de ce que j'ai recueilli précédemment, de divers côtés, sur le plan des puissances. La partie de la Tarentaise et de la Maurienne, le Chablais et le Faucigny sont laissés à la disposition des Alliés. Il n'est pas douteux que dans le congrès qui va avoir lieu [à Vienne], la Tarentaise et

<sup>135</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 15 : de Saint-Maurice.

la Maurienne ne soient remises au roi de Sardaigne. Je crois extrêmement vraisemblable que le Chablais et le Faucigny sont destinés à être réunis à la Suisse, et alors on en agrandirait le territoire de Genève et celui du Valais. Néanmoins, M. Monod m'a dit que ce dernier article n'est encore point arrêté et qu'on ne peut pressentir ce qui sera fait à cet égard »<sup>138</sup>.

En fait, le traité de Paris opérait déjà la restitution à la Sardaigne des deux provinces méridionales de la Savoie, la Maurienne et la Tarentaise, et il laissait à la France les deux provinces de Chambéry et d'Annecy et les soixante-treize communes de l'arrondissement de Saint-Julien. Cependant il laissait sous administration militaire autrichienne les deux provinces du Chablais et du Faucigny, ainsi que les cantons de Carouge, de Chêne-Thônex et de Reignier.

Cette partie de la Savoie laissée provisoirement sous l'administration militaire autrichienne continue donc à empêcher de dormir les Haut-Valaisans, après que le Valais a présenté officiellement sa demande d'entrée dans la Confédération suisse. Le 16 septembre 1814, une députation conduite par Léopold de Sépibus et représentant le Haut-Valais et l'évêque de Sion, part pour Zurich afin d'y discuter avec les ministres plénipotentiaires des puissances alliées, Stratford Canning, Schraut et Capo d'Istria, du statut politique à donner au nouveau canton. Maurice de Courten, membre du gouvernement, remet alors au comte Eugène de Courten, membre de la députation, un questionnaire commenté, que celui-ci voudra bien remplir après avoir pris les renseignements voulus à Zurich. La sixième question est ainsi libellée :

« Qu'est-ce qu'on pense à Berne de l'agrandissement de la Suisse ? S'il se confirme qu'une partie de la Savoie doive y être réunie ? On craint que le Bas-Valais, pour obtenir une prépondérance bien marquante sur le Haut, ne fasse des démarches pour qu'une portion de la Savoie jusqu'à la Dranse soit réunie à ce nouveau canton ; à quoi le Haut-Valais ne pourra jamais consentir. D'ailleurs la tranquillité et le bonheur du Valais demandent que nous conservions sur tous les points nos limites actuelles. »

<sup>138</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 20 : lettre à sa femme.

Ces Messieurs de l'ancien Valais des Sept-Dizains montent bonne garde. En effet, c'est Charles-Emmanuel de Rivaz qui défend alors à Zurich les intérêts du Bas-Valais, dont il dirige la députation. Mais le comte Eugène de Courten aura bientôt la joie de donner au gouvernement valaisan la réponse suivante :

« Tout au plus quelque chose à Genève. Du reste, plus rien à la Suisse. Sans inquiétude pour une cession au Valais, Louis XVIII ayant refusé un pouce sur le pays de Gex, et ayant accepté la partie de la Savoie pour en faire hommage à son ancien maître [le roi de Sardaigne] »<sup>137</sup>.

Il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, en effet : l'empereur d'Autriche « céda » au roi de Sardaigne le Chablais, le Faucigny, ainsi que les cantons de Carouge, Chêne-Thônex et Reignier, décision qui reçut son exécution le 29 septembre 1814 par la remise solennelle de la Savoie du Nord au commissaire sarde désigné par Victor-Emmanuel I<sup>er</sup>. La France n'avait plus besoin d'être tenue en respect par une Suisse forte. Talleyrand a beaucoup fait pour permettre à l'évêque de Sion et aux Haut-Valaisans de dormir tranquilles : ils lui doivent de la reconnaissance.

#### 8. *Fin de la députation de Charles-Emmanuel de Rivaz*

Bien que le député du Simplon au Corps législatif n'ait reçu à Paris aucune mission du gouvernement valaisan, il n'a pas quitté la capitale française avant le 11 juin. Comment expliquer un séjour aussi prolongé, alors que sa femme, dont il est séparé depuis novembre 1813, le supplie de revenir ? Les illusions que Charles-Emmanuel se faisait encore le 19 avril, quand il se croyait destiné à rester en place jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1816<sup>138</sup>, semblent bien s'être dissipées en partie au début de mai. Le 4, il écrit à sa femme :

<sup>137</sup> Questionnaire et réponses publ. dans *Vallesia*, 1965, pp. 84-85, et Biollay, *Introduction* du même volume, p. 14.

<sup>138</sup> Voir ci-dessus, pp. 396-397.

« Vous aurez vu la déclaration donnée par le roi, le 2 de ce mois, par laquelle il convoque le Corps législatif, pour le 10 juin<sup>139</sup>. Je ne sais si j'en ferai encore partie à cette époque ; mais il est de mon devoir d'y rester jusqu'à la conclusion du traité qui isolera le Valais de la France. Il faut donc que j'attende ce qui sera fait, et que je me tienne prêt à assister à cette convocation solennelle, si j'y suis appelé [...].

» [Mon départ], je ne puis l'accélérer de mon chef sans manquer d'abord aux convenances, et ensuite sans négliger aux intérêts qui exigent que je ne parte pas jusqu'à ce que le gouvernement ait pris un parti sur les membres du corps qui appartiennent à des pays qui seront séparés de la France. Je ne puis encore rien te dire là-dessus. Il paraît que rien n'est encore décidé, mais il y a plutôt lieu de croire qu'ils n'éprouveront que de bons procédés [...] »<sup>140</sup>.

Puisque tout l'y invite, Charles-Emmanuel de Rivaz sera donc un député « jusqu'aboutiste » et le département du Simplon demeurera représenté à Paris, grâce à lui, aussi longtemps que durera le Corps législatif. Le 26 mai — on peut bien croire que c'est sans grande joie — il écrit à sa femme : « Le moment approche où ma position va être éclaircie [...] »<sup>141</sup>. Elle le fut dès le lendemain de la signature du traité de paix. Le 31 mai, sur une invitation de la cour, les députés des ex-départements réunis sont rassemblés, et on leur annonce de la part du roi qu'ils vont cesser sous peu de faire partie du Corps législatif<sup>142</sup>. Aussitôt, Charles-Emmanuel de Rivaz, qui décidément apprécie Paris, adresse à l'abbé de Montesquiou, ministre de l'Intérieur, un mémoire où il offre ses services à la France de Louis XVIII et expose les fonctions qu'il a assumées dans une carrière déjà longue. Ce mémoire restant sans réponse, il demande audience à un haut fonctionnaire du ministère, Pierre Benoist, qui reçoit le Valaisan, mais hélas ! ne

<sup>139</sup> A cette date, le Corps législatif aura cessé d'exister. La première séance de la Chambre des députés de la Restauration a lieu le 4 juin.

<sup>140</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 16 : de Paris.

<sup>141</sup> *Ibidem*, n° 18 : de Paris.

<sup>142</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 240.

lui laisse aucun espoir : il n'y a déjà que trop de Français à placer !...<sup>143</sup>

Le 4 juin, Louis XVIII ouvre la première session de la nouvelle Chambre des députés et y octroie, par la voix du chancelier Dambray, la charte constitutionnelle. Comme tous les membres du Corps législatif qui y représentaient les départements réunis, maintenant détachés de la France, Charles-Emmanuel de Rivaz reçoit un billet d'invitation, pour assister à cette séance en qualité de spectateur. Mais ce rôle ne lui convient pas et, plutôt que de paraître dans un théâtre sur la scène duquel il n'a plus de place, il préfère satisfaire la curiosité d'une de ses amies, M<sup>me</sup> de Vauvobrel, à qui il fait gracieusement don de son billet d'invitation<sup>144</sup>.

Le lendemain, Félix Faulcon, président provisoire de la nouvelle Chambre des députés et ancien vice-président du Corps législatif, adresse au nom de ce corps défunt, à ses ex-collègues des départements réunis, une circulaire où il leur exprime « les regrets de la Chambre » que les circonstances privent désormais de leur présence<sup>145</sup>. Il n'en faut pas davantage pour rendre Charles-Emmanuel de Rivaz lyrique. Il a tant aimé ce Corps législatif qu'il écrit à Faulcon le 9 juin : « Je l'ai quitté le cœur plein des témoignages de bienveillance et d'égards qu'on a bien voulu m'y donner pendant que j'avais l'honneur d'y siéger [...]. Leur souvenir ne s'effacera jamais de mon âme et, loin de vous, il sera toujours une portion bien réelle de mon bonheur »<sup>146</sup>. Jamais lettre protocolaire ne fut plus sincère.

Au début de juin, Charles-Emmanuel de Rivaz avait vu arriver à Paris Louis de Preux, de Saint-Maurice<sup>147</sup>. Le 11, il part avec lui dans une grande berline où ils font « partie carrée » avec Anne-Louise Tousard d'Olbec et Gaspard-Ignace Stockalper. Leur voyage est confortable, et ils arrivent en Valais enchantés des bonnes manières du voiturier de Lausanne qui les a conduits :

<sup>143</sup> *Ibidem*, p. 248.

<sup>144</sup> *Ibidem*, pp. 240-241.

<sup>145</sup> Rz, cart. 52, fasc. 9, n° 1 : circulaire manuscrite, s. a.

<sup>146</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 241.

<sup>147</sup> Voir ci-dessous, p. 484.

« Pour vingt-cinq louis, [ce voiturier] nous donna toute la voiture à nous seuls, et nous donna à dîner jusqu'à Saint-Maurice, où nous arrivâmes le 20 juin »<sup>148</sup>.

<sup>148</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 250, et Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 21, lettre de Ch.-E. de Rivaz à sa femme, de Paris, 10 juin 1814 : « C'était aujourd'hui le jour de mon départ, ma chère amie, et je suis encore ici. [...] M. Stockalper, pressé de partir, comme je te l'ai mandé, m'a fait la commission par son beau-frère, M. le comte Louis de Courten, qu'il serait bien aise que j'emmenasse son petit-fils qu'il rappelle de La Flèche. On croyait que ce jeune homme arriverait ici mercredi 8 ou au moins jeudi 9, et il n'a pas encore paru. Pour donner à M. Stockalper la certitude de ma bonne volonté pour tout ce qui peut lui être agréable, je me suis décidé à attendre encore aujourd'hui son petit-fils ; mais s'il n'arrive pas, je pars décidément demain sans lui. [...] Ce sera donc le 20 que j'aurai le plaisir de t'embrasser, à moins d'accroc imprévu en route. Je pars toujours avec ta nièce et M. Louis Preux. [...] Nous avons une grande berline et nous y serons très à notre aise. »



## CHAPITRE VIII

# La question de la réunion du Valais à la Suisse et l'échec de la politique valaisanne d'indépendance

### *1. Attitudes politiques des Suisses à l'égard du Valais*

Contrairement à l'avis du résident de France Mangourit, contrairement aux vœux des Bas-Valaisans eux-mêmes<sup>1</sup>, le Valais a été réuni une première fois à la Suisse par le Directoire de Paris en 1798. Cette décision française est entérinée le 4 avril par les communes valaisannes, qui désignent bientôt les membres de l'assemblée électorale prévue par la nouvelle constitution. Lorsque, en vertu de celle-ci, l'assemblée électorale nomme, le 1<sup>er</sup> mai, les autorités prévues du nouveau canton de la République helvétique, le Haut-Valais prend les armes<sup>2</sup>. A travers les larmes et le sang des deux insurrections de 1798 et de 1799, le Valais parvient cependant à mettre en place les autorités constitutionnelles. Mais le général Turreau arrive à Sion le 23 novembre 1801. Il ordonne le même jour à la Chambre administrative de ne plus envoyer au

<sup>1</sup> Voir ci-dessus, pp. 149-150.

<sup>2</sup> Salamin, pp. 16-26.

gouvernement helvétique le montant des impôts valaisans. C'est séparer *de facto* le Valais de la Suisse. Une période de lutte s'engage entre le peuple valaisan et le « proconsul » envoyé par Bonaparte. Lutte inégale qui s'achève, le 23 janvier 1802, par la destitution du « préfet national » constitutionnel, Charles-Emmanuel de Rivaz, que Turreau remplace par Joseph-Louis Pittier. Celui-ci ne peut à aucun degré être considéré comme un préfet national. Il n'est pas élu en vertu de la constitution, mais nommé directement par un pouvoir étranger. Il est, en vérité, un préfet consulaire, mais ses concitoyens ne lui font pas l'honneur d'un titre aussi romain et le qualifient tout simplement de « préfet intrus ». Il leur répondra en s'exhibant dans la grand-rue de Sion en uniforme de préfet français<sup>3</sup>. Le Valais a donc vécu réellement moins de quatre ans, d'avril 1798 à janvier 1802, au sein de la République helvétique.

La résistance même que le Valais a montrée à la République helvétique lui a valu la haute considération de LL. EE. de Berne d'ancien régime. Niklaus-Friedrich Steiger, qui fut avoyer de 1787 à 1798, souhaite, avant de mourir en 1799, une Suisse composée de dix-neuf cantons : ce ne sont pas ceux de la République helvétique, mais les XIII cantons traditionnels dans leurs limites anciennes, augmentés de six cantons nouveaux, dont la République du Valais<sup>4</sup>. Mais ce n'est qu'un vœu pie.

Dès le 13 février 1814, l'avoyer de Watteville et le conseil de la Ville et République de Berne, considérant que le Valais ne fait déjà plus partie de la France, prend l'initiative de le féliciter d'avoir recouvré sa liberté et souhaite « de pouvoir renouveler les anciennes relations amicales et de bon voisinage » qui liaient jadis les deux Etats. Très protocolaire, mais nullement pressé, le gouvernement provisoire se borne, le 23 février, à assurer Berne de la « réciprocité des sentiments » amicaux du Valais<sup>5</sup>, et tout son comportement ultérieur montre bien que les relations tradi-

<sup>3</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. I, pp. 137-138.

<sup>4</sup> GAE 46, 2, fol. 381-385, copie des Archives de Vienne, fasc. 250, fol. 198-201 : *Constitution de la Suisse, basée sur les idées de feu M. l'avoyer Steiger*.

<sup>5</sup> T 1, pp. 75 et 78.

tionnelles de bon voisinage avec Berne suffissent aux Valaisans. Les choses resteront en cet état jusque sous les Cent-Jours. A cette époque, le Valais est sur le point de devenir un canton suisse et il admettra, le 17 avril 1815, qu'une compagnie bernoise fasse son entrée à Saint-Maurice pour être ensuite répartie dans cette ville, ainsi qu'à Sion et à Brigue<sup>6</sup>. Ce sera le premier acte positif modifiant les relations réciproques de Berne et du Valais.

On peut s'étonner qu'en 1814, l'Etat de Berne et avec lui les cantons réactionnaires ne se soient pas hâtés de pousser à l'entrée du Valais dans la Confédération suisse, fût-ce pour y augmenter le nombre des cantons qui, à la Diète fédérale, s'opposaient au maintien des cantons issus de la Médiation et voulaient un retour au statut territorial et politique de l'ancien régime. Mais c'est aller trop vite en besogne. Il fallait d'abord que le département du Simplon fût officiellement séparé de la France. Il fallait ensuite qu'en Valais même, le Haut-Valais eût rétabli sa prédominance politique sur l'ancien pays sujet. Rien de tout cela n'était fait et il était évident que le Bas-Valais allait défendre l'égalité civique que lui avait valu la révolution franco-valaisanne de 1798, avec la même âpreté que les Vaudois défendant l'existence même de leur canton. Faire entrer le Valais dans les affaires fédérales, c'était y faire entrer aussi les Bas-Valaisans, qui seraient inévitablement de fervents partisans des nouveaux cantons de 1803, soutenus par la diplomatie alliée et particulièrement par les Russes.

Quand les députés valaisans, qui étaient allés à Zurich présenter la demande de rattachement du Valais à la Confédération, rentrèrent au pays, en juin 1814, ils rencontrèrent sur leur route « des magistrats de petits cantons catholiques qui leur parurent peu disposés à voter la réunion du Valais comme nouveau canton, prétendant que cet accroissement de territoire serait à la longue funeste à la Confédération helvétique et que Berne n'a point encore perdu l'espoir que les choses seront rétablies en Suisse sur l'ancien pied ; qu'en général la Suisse paraît divisée d'opinion sur

<sup>6</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 32, du 21 avril 1815, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 77.

le nouvel ordre de choses que se sont proposé les faiseurs du pacte fédéral ; enfin, qu'il n'est pas bien sûr qu'il soit adopté par la grande majorité des diètes cantonales »<sup>7</sup>. Telle était alors, à l'égard du Valais, les idées des Suisses qui suivaient la même politique que Berne<sup>8</sup>.

Mais la Suisse des XIX cantons n'est pas seule. A côté d'elle, il y a Genève, où l'on accueille avec ardeur la décision des Alliés de joindre Genève à la Confédération, décision exprimée clairement dans leur note du 1<sup>er</sup> janvier 1814. Dès le 4 janvier, pressée par Bubna, une députation genevoise part pour Bâle où les souverains alliés sont attendus. Elle y arrive le 8 et rencontre de Stein, le diplomate russe qui s'y trouve déjà. De Stein déclare à Pictet de Rochemont : « Il faut vous coller à la Suisse comme canton ». De son côté, Des Arts note dans son rapport :

« Il y avait à Bâle un projet de faire de la Suisse une Confédération formidable, d'agréger peut-être le Tyrol, la principauté de Neuchâtel, le Valais et les Grisons comme autant de cantons, de nous ériger en canton en nous dotant du pays de Gex et d'un territoire savoyard, et d'agréger à la Suisse le reste de la Savoie comme nouveau canton. [...] Ce n'est là qu'un projet, mais la Russie paraît y être très attachée et l'importance d'une barrière de cette espèce le rend très probable »<sup>9</sup>.

De cette note, de ces propos, de ce projet formidable, les députés genevois retiennent ce qui intéresse particulièrement Genève. Dans un premier mémoire qu'ils adressent aux souverains alliés le 12 janvier, ils insistent sur la nécessité d'arrondir le territoire genevois, sans faire aucune allusion au Valais<sup>10</sup>. Mais il est inévitable que le Valais entre dans leurs considérations. Un second mémoire présenté à Bâle, le 19 janvier 1814, par Des Arts, Saladin-de Budé et Pictet de Rochemont, fait siennes les vues alliées sur l'entrée du Valais dans la Confédération et propose que Genève et le Valais y deviennent des cantons limitrophes :

<sup>7</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 21-22.

<sup>8</sup> Les députés valaisans rentrent à Sion le 28 juin 1814 (T 2, p. 347).

<sup>9</sup> Martin, pp. 259-261.

<sup>10</sup> Pictet-Ivernois, t. I, pp. 3-7.

« L'intention bien prononcée des puissances est de donner à la Suisse une consistance géographique qui concoure, avec les dispositions politiques et militaires, à la rendre de toutes manières indépendante, respectable et tranquille. C'est dans cette vue que le Valais, auquel une des clefs de la Suisse est confiée, sera agrégé, non comme allié, mais comme canton. Les grands travaux faits au Simplon donnent au Valais une importance nouvelle comme barrière stratégique. Une partie des avantages que la Suisse en doit retirer serait perdue si la communication directe entre le Simplon et le nouveau canton de Genève n'était pas tout entière sur le territoire helvétique.

» Si une route militaire d'une telle importance était interceptée par le territoire savoisien, si cette portion de l'ancien département du Léman conservait le littoral du lac dans un espace de sept lieues, ne serait-il pas à craindre que, tôt ou tard, [...] ce district, que sa situation isolerait du reste de la Savoie, n'agît en quelque sorte comme un coin dont l'impulsion tendrait à séparer deux nouveaux cantons de la Suisse, qu'on ne saurait unir avec trop de force pour la sûreté commune ? [...]

» Genève a eu trop à souffrir à l'occasion du port de Versoix, construit dans le but avoué de gêner son commerce et ses subsistances, pour ne pas désirer ardemment que les deux rives du lac ne soient en entier dans le territoire suisse.

» Si ces considérations de convenances générales pour le Corps helvétique frappent les ministres de Leurs Majestés et que cependant ils ne jugent pas convenable d'agrandir davantage le territoire de Genève pour le rapprocher du Valais, ils rapprocheront peut-être le Valais du canton de Genève, afin de prévenir les inconvénients évidents et le danger réel, quoique éloigné, de la non-contiguïté des deux nouveaux cantons.

» Si, enfin, ils trouvaient juste et sage de prendre un milieu, la rivière de la Dranse représenterait une limite naturelle qui partagerait le littoral assez exactement entre le Valais et Genève »<sup>11</sup>.

Ainsi donc Genève, dès janvier 1814, se montre résolument suisse et l'est pour le Valais lui-même, à une époque où celui-ci

<sup>11</sup> *Ibidem*, pp. 8-11.

ne songe qu'à retrouver son indépendance, en dehors de la Confédération et sans aucun dessein d'agrandissement. Il est intéressant de constater que les idées des « conseillers genevois » seront un jour celles de Charles-Emmanuel de Rivaz, agissant pour le compte d'Hénin de Cuvillers, au point que la frontière commune proposée, entre Genève et le Valais, coïncide exactement à la Dranse. Ces idées étaient essentiellement celles de Pictet de Rochemont.

En effet, à la date du 9 février 1814, Pictet de Rochemont se trouve en France auprès de Stein, comme secrétaire général de l'administration des pays conquis par les Alliés. Le Conseil de Genève décide alors de lui expédier une lettre de créance, à laquelle sont jointes des instructions signées « les syndics de Genève ». Elles ont été rédigées par Des Arts et approuvées par ses collègues. Elles sont piquantes dans la mesure où elles attribuent au Valais le rôle d'un pion conservateur chargé de tenir à l'œil le jacobin canton de Vaud : c'est pour Des Arts, qui cherche à plaire aux Bernois, dont il désire le soutien et dont il partage les idées réactionnaires<sup>12</sup>, un motif supplémentaire de faire entrer le Valais dans la Confédération suisse, motif de politique intérieure qui vient s'ajouter aux considérations de politique étrangère exposées dans le mémoire du 19 janvier. Voici, à ce sujet, les directives données à Pictet de Rochemont :

« Il serait encore bien à désirer qu'on restituât au canton de Berne les bailliages qui ne faisaient pas partie du Pays de Vaud avant la conquête [de 1536] et notamment le mandement d'Aigle, de manière à assurer la communication entre le canton de Berne et le Valais. Il importe que le Valais et le Pays de Vaud ne soient pas contigus. Ce voisinage peut, tôt ou tard, donner lieu à des scènes fâcheuses et du plus grand danger, les Valaisans conservant le souvenir et un juste ressentiment des excès criminels que les troupes du Pays de Vaud ont commis dans le Valais<sup>13</sup>. Ce voisinage des Bernois et des Valaisans peut fournir aux Vaudois des motifs de se bien conduire à l'avenir. On a vu avec plaisir, dans

<sup>12</sup> Martin, pp. 357-358.

<sup>13</sup> Il s'agit des pillages de 1798. Voir Perdonnet, pp. 39-63.

vosre second mémoire [du 19 janvier 1814], les insinuations favorables aux Valaisans, qui tendent à ce qu'ils deviennent nos voisins, en tenant pour ainsi dire de nous quelque légère augmentation de territoire sur la rive du lac, et en resserrant ainsi, par là, les liens d'amitié qui existent entre eux et nous »<sup>14</sup>.

Ainsi donc les instructions des syndics de Genève à Pictet de Rochemont, établies dans les premiers jours de février 1814 en vue de sa mission au Congrès de la paix<sup>15</sup>, soutenaient encore l'idée d'un Valais suisse et agrandi. Mais, en même temps, elles préconisaient une amputation territoriale du canton de Vaud, « ce qui revenait à mettre en question l'intégrité des dix-neuf cantons, à laquelle les Vaudois tenaient tant et que les Alliés avaient solennellement reconnue »<sup>16</sup>. Le 28 mars, Krüdener, chargé de mission par la Russie, apportera à Berne une note collective des ministres qui précisera à nouveau, en termes catégoriques, le point de vue des puissances alliées : « Leurs Majestés ne reconnaîtront l'existence politique de la Suisse qu'autant qu'elle aura pour base sa division territoriale actuelle et l'intégrité des dix-neuf Etats de la Confédération »<sup>17</sup>.

Sans que Vaud soit diminué, il reste que le Valais peut être agrandi en Savoie. Mais, bientôt, le projet des Genevois va se modifier au point de rendre nulles les instructions établies en février. Le 8 avril 1814, Pictet de Rochemont, qui vient de rentrer à Genève, assiste à une réunion privée du Conseil provisoire genevois chez le premier syndic Ami Lullin. La plupart des membres du Conseil ne veulent plus entendre parler maintenant d'un Grand Genève limitrophe d'un Grand Valais : il leur suffit d'un petit Genève, ayant réalisé son unité territoriale et limitrophe de la Suisse :

« Vous apporterez, disent-ils à Pictet de Rochemont, beaucoup de prudence dans la question de l'agrandissement territorial. [...] Il est probable, d'après ce que nous ont appris les conférences de

<sup>14</sup> Pictet-Ivernois, t. I, pp. 12-16 et note p. 12.

<sup>15</sup> Martin, p. 347.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 358.

<sup>17</sup> *Ibidem*, pp. 219-220.

Bâle, que vous trouverez les puissances disposées, sous ce rapport, à des concessions qui, fondées sur des vues de politique générale plutôt que sur nos intérêts bien entendus, dépassent ce que nous pouvons désirer. Dans ce cas vous devrez, sans rien compromettre, chercher à restreindre le don qui nous sera fait ».

Le 11 avril 1814, le Conseil provisoire décide le départ immédiat de Pictet de Rochemont pour Paris, après lui avoir remis les nouvelles instructions suivantes :

« Resserrer plutôt que d'étendre les concessions de territoire, viser à être contigu au canton de Vaud, ne prendre que ce qui serait indispensablement nécessaire pour être reçu au nombre des cantons, pour lier entre elles les parties de notre ancien territoire et obtenir la cession de Carouge, moyennant des compensations au roi de Sardaigne »<sup>18</sup>.

Pictet de Rochemont arriva à Paris le 18 avril<sup>19</sup>. Il importe peu que le « gouvernement provisoire » dont il recevait les instructions et qui prétendait représenter la République de Genève, n'ait reçu nul mandat de personne. Il suffit que Pictet de Rochemont ait été accueilli par les diplomates alliés à Paris et qu'il ait pu défendre auprès d'eux les thèses qui étaient les siennes. Et c'est le cas. Or, certaines de ces thèses touchent directement le Valais.

Le 21 mai 1814, il adresse à d'Ivernois des considérations critiques sur le mémoire du 19 janvier, dont il a fait établir des copies destinées aux diplomates « chargés de la limitation de la Suisse à l'Occident », de Wessenberg pour l'Autriche, de Humboldt pour la Prusse et d'Arnstedt pour la Russie<sup>20</sup>.

Partant de l'hypothèse que le département du Léman, pour sa plus grande partie, doit être attribué à la Suisse, Pictet de Rochemont critique l'idée de donner au Valais le Faucigny. Le mémoire du 19 janvier n'a pas envisagé cette éventualité. Mais la question se poserait inévitablement si l'on attribuait au Valais le Chablais jusqu'à la Dranse :

<sup>18</sup> *Ibidem*, pp. 349-350 ; Pictet-Ivernois, t. I, p. 12, note.

<sup>19</sup> Martin, p. 342.

<sup>20</sup> Pictet-Ivernois, t. I, p. 63.



« [...] Si l'on nous arrondissait selon les idées présentées dans le deuxième mémoire [du 19 janvier], en faisant avancer le Bas-Valais jusqu'à la Dranse, il resterait 90 000 habitants du [département du] Léman à attribuer on ne sait à qui. On pourrait bien faire avancer le Valais jusqu'à la Menoge, et prendre l'Arve pour limite dudit Valais au sud et à l'ouest. Cela sauverait une partie des difficultés, mais en laisserait subsister de bien grandes. En supposant que l'accession pour le Valais fût alors de soixante à soixante-cinq mille habitants, ce qui n'est pas loin de la vérité, comment supporterait-il ce doublement de sa population, tandis que les moyens de communication entre les anciens et les nouveaux Valaisans seront extrêmement difficiles et lents ? Faire ressortir de Sion les gens de Bonneville est une chose qui se présente comme absurde, et avoir à côté de nous soixante mille mécontents ne nous convient guère. Laissera-t-on ce district [le Faucigny] à la Savoie ? L'inconvénient serait moindre que de le laisser à la France, mais encore... »<sup>21</sup>.

C'est sur ce « mais encore... » que s'achève la lettre de Pictet de Rochemont à d'Ivernois. On sent qu'il réfléchit à un problème dont il n'a pas encore trouvé la solution. Contrairement aux instructions que lui a remises en avril le Conseil provisoire de Genève, il continue à caresser l'idée d'un grand canton de Genève qui représenterait pour la Suisse un accroissement sérieux de sa puissance militaire. Il ne peut oublier les propos que lui ont tenus à Bâle de Stein pour la Russie et Lebzeltern pour l'Autriche<sup>22</sup>. Il ne peut ignorer que telle est aussi la doctrine de l'état-major autrichien, préconisée à Genève par Bubna lui-même<sup>23</sup>.

Mais il se rend compte aussi des faiblesses de son mémoire du 19 janvier. Assurément, il est renseigné sur les sentiments des Savoyards. A part les royalistes et le clergé, la plupart sont favorables à l'idée de devenir des citoyens suisses du nouveau canton de Genève, et Pictet de Rochemont a dû entendre lui aussi des propos tels que ceux que rapporte le Genevois Turretini dans une

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 65.

<sup>22</sup> Martin, pp. 261-263.

<sup>23</sup> *Ibidem*, p. 372.

lettre du 29 mai : « J'ai entendu dire aujourd'hui que la perspective d'appartenir au Valais (c'était une idée de Pictet de Rochemont) ne satisferait aucun Savoyard. C'est avec nous, disait-on, qu'ils veulent être [...] »<sup>24</sup>.

Ainsi donc le Valais ne saurait recevoir le Faucigny. Il pourrait être agrandi d'une partie du Chablais, mais les Savoyards ne montrent aucun enthousiasme à devenir Valaisans. Comment résoudre ce problème qui se présente un peu comme la quadrature du cercle ? Pictet ira voir les diplomates alliés et, en peu de jours, il leur présentera un nouveau plan. Le dimanche 22 mai, il est chez le Prussien Humboldt, qui semble s'intéresser assez peu à la question des frontières genevoises. Du côté de la Savoie, il ne laisse pas grand-chose à espérer à Pictet de Rochemont. « La chose restait suspendue » lui dit-il sans lui en donner la raison, que Pictet ne lui a d'ailleurs pas demandée<sup>25</sup>.

Le lendemain, 23 mai, Pictet est chez l'Autrichien Wessenberg. Celui-ci a une tout autre attitude que celle de Humboldt. Le problème des frontières de la Savoie, c'est-à-dire de la Sardaigne, intéresse au plus haut point le représentant d'une Autriche maîtresse du Milanais. Quand Pictet lui présente son mémoire du 19 janvier, visant à créer une Suisse militairement forte, dans laquelle le canton de Genève serait limitrophe du Valais et pourvu d'un territoire facile à défendre, il ne cache pas sa satisfaction : « Il a approuvé, écrit Pictet à Turrettini, tout le fond de nos idées et m'a dit qu'elles s'accordaient fort bien avec les intentions des puissances, exprimées à diverses reprises, et, avant-hier encore, par l'empereur de Russie ». De cette façon, en effet, la route du Simplon, de Genève au col, serait entièrement entre les mains des Suisses. Ni la Sardaigne ni la France ne pourraient l'utiliser pour une action offensive dirigée contre le Milanais. Pictet expose donc à Wessenberg le tracé des frontières qui lui paraissent souhaitables pour le canton de Genève, frontières qui ne seraient constituées que de cours d'eau, de la Valserine à la Dranse et « jusqu'à l'Arve, qui deviendrait la limite au sud et sud-ouest

<sup>24</sup> *Ibidem*, pp. 344-345.

<sup>25</sup> Pictet-Ivernois, t. I, pp. 68-70.

de cette nouvelle portion du canton voisin ». Cette idée plaît beaucoup à Wessenberg. Il ne cache pas à son visiteur qu'il préférerait qu'au-delà de l'Arve la Suisse ait pour voisine la Savoie plutôt que la France. Mais enfin, « l'Arve pour limite contre la Savoie ou la France [...] lui a paru admirable ». En somme, c'est le plan du 19 janvier revu, complété, et augmenté. Pictet connaît la faiblesse de ce plan. Il présente lui-même à Wessenberg « l'objection que les administrés de Bonneville, Cluses, etc., seraient furieusement séparés de leurs administrateurs de Saint-Maurice ou de Martigny ». Wessenberg n'en doute pas ; mais cette considération doit céder le pas, à ses yeux, devant celle d'intérêts supérieurs : « Il connaît les passages du col de Balme et de la Tête Noire, et a trouvé l'inconvénient grave, mais il voit aussi un inconvénient grave à laisser un pied à la Sardaigne, et surtout à la France (si c'est elle), au-delà de l'Arve »<sup>26</sup>.

Pictet de Rochemont fait aussi remettre à d'Arnstedt, qu'il n'a pu atteindre, copie des deux mémoires de Bâle<sup>27</sup>. Mais, le 25 mai, il va recevoir une douche glaciale. Il s'est rendu ce jour-là, de très bonne heure, chez Humboldt. Le diplomate prussien, qui sait que Genève n'obtiendra rien dans le pays de Gex et que, par conséquent, le territoire français séparera Genève du canton de Vaud, rejette la faute de cette situation sur la Grande-Bretagne. Les Genevois, dit-il à Pictet de Rochemont, ont « été abandonnés par lord Castlereagh d'une manière impardonnable ». Le pauvre Pictet ne peut en croire ses oreilles. Il se précipite chez Castlereagh, et est reçu l'après-midi après une longue attente. La question du pays de Gex est décidément réglée et Castlereagh le fait savoir sèchement au Genevois : « Nous ne pouvons pas faire la guerre à la France, exprès pour la forcer à céder des sujets pour vous les donner ».

Reste, pour Genève, la possibilité d'une contiguïté avec la Suisse par le Valais, au détriment de la Savoie. Pictet demande à Castlereagh la permission d'exposer ses idées sur ce point dans

<sup>26</sup> *Ibidem*, pp. 71-73.

<sup>27</sup> *Ibidem*, p. 74.

un mémoire. Castlereagh agréa cette proposition ; le Genevois rédige son mémoire et l'envoie le jour même au ministre anglais<sup>28</sup>.

Ce mémoire du 25 mai 1814, Pictet l'envoie aussi aux ministres d'Autriche, de Russie et de Prusse. Il est fondé, comme celui du 19 janvier, sur l'idée de « l'absolue nécessité d'établir la communication libre avec le canton du Valais, pour que la nouvelle route militaire de l'Italie par le Simplon soit véritablement gardée par les Suisses ». Mais il en diffère essentiellement en ce que le canton de Genève seul serait agrandi au détriment de la Savoie. « La chaîne des montagnes du Valais qui se dirige du nord au sud », de Saint-Gingolph au col de Balme, formerait la limite entre le canton de Genève et le Valais. Pictet ne tient plus aucun compte des instructions qu'il a reçues en avril. C'est Genève qui doit être agrandi parce que, selon lui — et il a parfaitement raison sur ce point — le Valais ne saurait s'étendre sur le Faucigny. La perspective d'un agrandissement du Valais ne lui apparaît plus que comme une solution de rechange, presque un pis-aller, destiné à corriger les inconvénients d'une trop grande extension de Genève :

« Si les puissances jugeaient que cet agrandissement, dont il résulterait une population à peu près égale à celle du canton de Vaud, fût trop considérable, elles pourraient adjuger au Valais le littoral du lac, jusqu'à la rivière Dranse [...]. Cette cession au Valais, dont la borne au sud serait réglée par les convenances locales, réduirait le nouveau canton de Genève au-dessous de la population du canton de Vaud »<sup>29</sup>.

Selon William Martin, « ce document ne fut pas sans faire une certaine impression sur les Alliés, et la question fut soumise de nouveau le lendemain aux souverains. La paix, dit-on, en fut retardée de huit heures. Metternich a même dit plus tard, avec son exagération coutumière, de trois jours. Mais rien d'essentiel ne fut modifié à ses clauses [...] »<sup>30</sup>. Et rien absolument en ce qui concernait la frontière valaisanne, qui demeurerait la même du côté de la Savoie. En fixant la frontière entre la Sardaigne

<sup>28</sup> *Ibidem*, pp. 78-82.

<sup>29</sup> Martin, pp. 374-375 ; Pictet-Ivernois, t. I, pp. 85-88.

<sup>30</sup> Martin, pp. 375-376.

et la France, le traité du 30 mai détachait *ipso facto* le Valais de celle-ci, mais il ne précisait même pas que le Valais devait devenir un canton suisse. Au regard du Valais, toute l'action diplomatique de Genève et particulièrement celle de Pictet de Rochemont avaient été absolument vaines. Turretini avait écrit le 29 mai, en parlant des Français qui, avec des Genevois, faisaient partie de la Commission centrale du département du Léman instituée par Bubna : « Les membres étrangers de la Commision centrale avaient hier l'oreille très basse, parce qu'ils avaient reçu des nouvelles qui ne leur permettaient plus de voir leurs pays respectifs agrégés au nôtre »<sup>31</sup>. On admettra que les Genevois, quand ils apprirent que leur minuscule canton ne bénéficiait d'aucune contiguité avec la Suisse, ni par le canton de Vaud, ni par le Valais, n'avaient pas l'oreille plus haute.

Aussi nulle qu'ait été, dans ses résultats, l'activité diplomatique des Genevois touchant le Valais, elle a eu, du moins, le mérite d'exister. On ne peut rendre un pareil hommage à la Confédération suisse. La Suisse attend qu'on lui donne le Valais, elle ne le demande pas. Tout se passe comme si elle ne le désirait pas.

On peut relever peut-être à son actif quelques paroles prononcées par le landammann Reinhard avant l'évacuation du département du Simplon par les Français, paroles que Lebzeltern résume ainsi, dans un rapport qu'il adresse à Metternich le 24 décembre 1813 :

« Ce magistrat croit que l'incorporation de l'Argovie au canton de Berne pourrait suffire à sa prépondérance territoriale et que l'agrégation du Valais à la Confédération comme canton pourrait briser l'influence pernicieuse du canton de Vaud »<sup>32</sup>. C'est déjà la belle idée, que reprendra Des Arts, du canton du Valais conçu comme un pion conservateur chargé de mettre un frein au jacobinisme vaudois. On peut douter qu'elle eût suffi à décider les Alliés à incorporer le Valais à la Suisse.

Cependant, à la demande des ministres plénipotentiaires des Alliés en Suisse, la Diète fédérale forma dans son sein, le 12 avril

<sup>31</sup> *Ibidem*, p. 345.

<sup>32</sup> *Ibidem*, p. 165.

1814, une « Commission diplomatique » de sept membres, parmi lesquels se trouvait Reinhard, commission que l'on peut considérer avec William Martin, comme un « premier Conseil fédéral »<sup>33</sup>. Le 26 avril, cette même diète charge « le colonel Finsler, de Zurich, chef de l'état-major général, de lui présenter un mémoire sur les meilleures frontières possibles de la Suisse au point de vue militaire »<sup>34</sup>.

Finsler se met donc au travail. Son mémoire, daté de Zurich le 2 mai 1814, est divisé en quatre sections, qui envisagent successivement les frontières suisses en face de la France, de la Sardaigne, du duché de Milan et de l'Allemagne<sup>35</sup>. Selon Finsler, si le Valais doit devenir suisse, il imposera à la Confédération « la charge de fermer à un envahisseur français les portes de la Lombardie et de l'Italie ». Il s'ensuit qu'il faut protéger le Valais lui-même contre la France et, pour cela, il faut que la Suisse puisse défendre elle-même la Savoie du Nord. Sinon, les armées françaises seraient en mesure de s'emparer sans difficulté de la Savoie et de gagner la vallée du Trient par Vallorcine, ce qui rendrait impossible toute défense efficace de la vallée du Rhône. Pour empêcher une telle éventualité de se produire, la frontière suisse doit partir du point où le Jura atteint le Rhône, suivre les crêtes du Vuache, du Mont-de-Sion, du Salève, puis les sommets qui dominent la vallée de l'Arve, vallée qui serait suisse, pour rejoindre enfin au col Ferret par le Bonhomme, le Mont-Blanc et le Géant, la chaîne méridionale des Alpes valaisannes.

Mais ce n'est pas tout. Le Valais, ainsi efficacement protégé du côté de la Sardaigne, demeurerait vulnérable du côté du duché de Milan, où la vallée du Toce, s'enfonçant comme un coin entre le Tessin et le Valais jusqu'aux abords de la Furka et du Gothard, permettrait à un général entreprenant de s'établir en un jour au cœur de tout le système défensif des Alpes suisses, dont cette région est la clef. Ici encore, Finsler estime nécessaire, dans l'éventualité d'un Valais suisse, une extension vers le sud du territoire

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 221.

<sup>34</sup> *Ibidem*, p. 275.

<sup>35</sup> Finsler, pp. 529-543.

de la Confédération, dont la frontière, à partir du Mont-Rose, suivrait la chaîne de montagnes séparant la vallée de la Sesia de celle de Macugnaga, pour se diriger vers l'est et atteindre enfin le lac Majeur dans la région de Baveno.

Selon Finsler ce double agrandissement du territoire fédéral n'est pas seulement souhaitable : il est une nécessité absolue si le Valais devient suisse, et mieux vaudrait renoncer complètement au Valais que l'incorporer à la Confédération sans acquérir en même temps ces territoires<sup>86</sup>.

Finsler n'a pas à se prononcer sur l'opportunité d'une réunion du Valais à la Suisse. Ce n'est pas ce qu'on lui a demandé. En pur technicien militaire, il formule un jugement sur le tracé des frontières, du point de vue de la sécurité suisse, au cas où le Valais deviendrait un canton. Mais ce tracé exige, selon lui, deux annexions considérables. Il ne se demande pas si les territoires à annexer appartiennent à la France, à la Sardaigne ou au Milanais, et moins encore, si les Alliés ont l'intention de rendre l'Ossola — comme cela sera le cas — à la Sardaigne. Tous ces problèmes échappent à son propos. Ils sont du ressort des hommes politiques.

On conçoit aisément que ceux-ci n'ont pas pris connaissance des considérations de Finsler avec beaucoup d'enthousiasme, tant les problèmes politiques soulevés par les frontières militaires étaient grands et nombreux. A la séance du 3 mai 1814, le rapport Finsler est lu en entier devant la diète fédérale. Elle décide qu'il sera envoyé à la Commission diplomatique en vue d'un examen détaillé<sup>87</sup>. Il fallut un mois à cette commission pour qu'elle présentât à la diète son rapport sur le mémoire de Finsler. Entre-temps, le traité qui réglait pratiquement le problème des nouvelles frontières suisses était signé à Paris, par les Alliés et par la France, le 30 mai. C'est donc uniquement pour la forme que quatre jours plus tard, le 3 juin, la Diète fédérale entend le rapport de la Commission diplomatique et décide ensuite que le rapport Finsler « doit être conservé dans les archives fédérales en qualité de

<sup>86</sup> Martin, pp. 277-278.

<sup>87</sup> *Register*, p. 24.

document secret »<sup>38</sup>. Du fait du traité de Paris, le rapport Finsler est mort, et on lui fait un enterrement de première classe.

Pourquoi n'avoir pas essayé d'en faire usage au moment où cela paraissait encore possible ? Le rapport de la Commission diplomatique répond partiellement à cette question. Les députations de certains cantons à la diète, dit ce rapport, « ont eu des scrupules à prendre comme point de départ l'idée d'une frontière militaire et à nouer des négociations sur des questions de convenances territoriales qui pourraient si facilement présenter pour la Suisse de grands dangers, si elles devaient être exploitées contre elle »<sup>39</sup>.

En faisant ainsi l'aveu de la politique timorée qu'elle a faite sienne, la Commission diplomatique ne dit pas tout. Un motif qu'elle n'évoque pas, mais qui ne saurait être passé sous silence, est le déplaisir qu'éprouvaient les protestants suisses à l'idée d'adjoindre à la Confédération des populations catholiques. Pictet de Rochemont avait cru devoir passer par-dessus de telles considérations dans ses mémoires du 19 janvier et du 25 mai 1814. Cependant, dans un rapport postérieur, il avoue qu'il s'est rallié à la politique des Genevois « prudents », quand lui eut été complètement démontrée la nécessité d'abandonner le projet des frontières militaires. Ce rapport, daté du 8 avril 1815, rend compte de son activité au congrès de Vienne. Dans la première partie, il justifie son revirement :

« En considérant encore le peu de zèle et d'ensemble qu'il y avait chez les négociateurs du Congrès pour aviser aux moyens de rendre la Suisse militairement respectable par de bonnes frontières ; en considérant, enfin, que les députés de la Diète [suisse] n'avaient fait aucun usage d'un mémoire de M. Finsler, dont nous avions connaissance et qui était d'accord avec notre projet de limites ; que ces députés paraissaient redouter une accession trop considérable d'un territoire catholique, dont il pourrait résulter des embarras pour la Suisse, nous sentîmes qu'il fallait abandonner ce système d'une frontière véritablement militaire, qui sans doute

<sup>38</sup> *Ibidem.*

<sup>39</sup> Cité par Martin, p. 282.



aurait été désirable pour la Confédération, considérée dans son ensemble, mais qui, en associant à Genève une nombreuse population catholique, d'un esprit très différent du nôtre, nous aurait jetés dans des chances nouvelles et dans un état de choses dont les suites étaient difficiles à apprécier »<sup>40</sup>.

En résumé, les Suisses ne peuvent pas, pour des raisons politiques, souhaiter pour la Confédération les frontières militaires préconisées par Finsler et, de plus, pour des raisons religieuses, les cantons protestants ne peuvent pas souhaiter l'extension de territoire qui en résulterait. D'autre part, selon Finsler lui-même, on ne saurait admettre, sans ces frontières militaires, le Valais dans la Confédération. Et, de surcroît, le Valais est catholique. Dans ces conditions, l'immobilisme suisse devient fatal et l'on ne peut que conclure, avec William Martin : « La Diète pouvait refuser toute accession de territoire. Elle l'eût fait, sans doute, conformément à son sentiment instinctif, si les ministres étrangers n'avaient pas manifesté la volonté des puissances d'agrandir la Suisse, au besoin contre son gré »<sup>41</sup>.

Les faits le prouvent. Le 5 avril 1814, les ministres alliés adressent à la diète suisse qui va se réunir le lendemain à Zurich, et qui a pris dans l'histoire le nom de « Longue Diète », une note qui proclame :

« Il y a des pays qui ont été enlevés à la Suisse et qui doivent lui être restitués et en former des parties intégrantes. Ces pays, qui donneront à la Confédération des frontières qui la mettraient en état de maintenir son système politique et son indépendance, réclament son appui »<sup>42</sup>. La République du Valais ne réclamait rien du tout. Mais les Alliés réclament à la Confédération, pour ces pays « qui ont été enlevés à la Suisse », la présence de troupes suisses.

La diète fédérale, elle, se borne à réclamer des explications. Et elle ne bouge pas. Ce n'est qu'un mois plus tard qu'elle s'est « enfin résolue, le 6 mai, à contrecœur et pour être agréable aux

<sup>40</sup> Pictet-Ivernois, t. I, pp. 449-450.

<sup>41</sup> Martin, pp. 284-285.

<sup>42</sup> *Ibidem*, p. 273.

Alliés, à faire occuper l'évêché de Bâle, à l'exception toutefois de Porrentruy », et « c'est seulement le 18 mai que Zurich, Lucerne, Vaud et les Grisons mirent enfin sur pied une force de vingt compagnies »<sup>43</sup>.

Un instant, on eut l'impression que le Valais allait être occupé militairement par les Suisses. Le Petit Conseil du canton de Vaud émit une proclamation, donnant sur les territoires à occuper, des précisions que ne contenaient ni la note des Alliés du 5 avril, ni leur note explicative du 30 avril. Cette dernière disait, sans nommer le Valais : « la partie des frontières sur laquelle les troupes auraient à se diriger serait celle des frontières enlevées à la Suisse par la France, et qui, par une suite des intentions bienveillantes des hautes puissances alliées, lui seront rendues, c'est-à-dire les anciennes frontières de la Confédération »<sup>44</sup>. Logiquement, le Petit Conseil du canton de Vaud traduit ces périphrases en langage clair dans sa proclamation publiée dans la *Gazette de Lausanne* du 10 mai ; il évoque « les sentiments nobles et magnanimes que les hautes puissances alliées ont manifestés envers la Confédération des XIX cantons. [...] Non contents d'y maintenir partout la liberté et l'exercice des droits politiques, elles déclarent aujourd'hui vouloir lui rendre ses anciennes frontières.

» Dans ce but, la diète a été invitée à lever un petit corps de troupes, destinées à être réparties dans les contrées qui doivent être réunies à nouveau au Corps helvétique, telles que Bienne, le Valais, la Valteline, Genève. »<sup>45</sup>

Cette interprétation était juste en ce qui concernait Genève et Bienne. Elle se faisait l'écho d'une cruelle illusion à propos de la Valteline, qui ne devait jamais revenir aux Grisons. Quant au Valais, elle était fort prématurée. Le 24 mai, l'avoyer de Berne, Watteville, écrit au comte Eugène de Courten : « On avait pensé faire occuper par des troupes de la Confédération votre pays comme devant faire partie de la Suisse ; et nos troupes bernoises avaient été destinées à cela. Mais je pense que la diète ne fera que

<sup>43</sup> *Ibidem*, pp. 274-275 et 402.

<sup>44</sup> *Ibidem*, p. 275.

<sup>45</sup> *Gazette de Lausanne*, n° 37, du mardi 10 mai 1814, p. 4, proclamation signée du « président du Petit Conseil F. Clavel » et du « secrétaire en chef Boisot. »

ce qui conviendra à cet égard et peut-être trouveriez-vous cette mesure très inutile ». En effet, à cette date, le gouvernement du Valais n'a pas encore esquissé un geste pour se rapprocher de la Suisse, à tel point que « les ministres des puissances alliées résidant à Zurich avaient été surpris que le gouvernement du Valais ne se fût point adressé à eux pour la réunion de cet ancien pays suisse à la Confédération »<sup>46</sup>. La diète fédérale renonce donc à son projet en ce qui concerne le Valais. Au total, aussi longtemps que le département du Simplon a existé, c'est-à-dire jusqu'au traité de Paris, la Confédération suisse n'a pas levé le petit doigt pour obtenir le Valais. Celui-ci fut littéralement octroyé par les Alliés.

## *2. Le point de vue des Alliés*

La politique des Alliés à l'égard du Valais est déjà fixée en partie avant même que ceux-ci n'aient franchi le Rhin et violé la neutralité helvétique<sup>47</sup>. Le jour même où cette neutralité est violée, le 21 décembre 1813, Lebzelter pour l'Autriche et Capo d'Istria pour la Russie remettent à Reinhard une note de Metternich où il est dit :

« Leurs Majestés Impériales et Royales prennent l'engagement solennel de ne pas poser les armes avant que d'avoir assuré à la Suisse les parties que la France lui a arrachées »<sup>48</sup>. Comme la France n'avait annexé le territoire d'aucun des XIII cantons de l'ancienne Confédération, et que Napoléon, par l'Acte de Médiation, avait même créé la Confédération des XIX cantons, il s'ensuit que les territoires « arrachés » par la France ne peuvent être que ceux des Etats anciennement alliés de la Suisse, tels Mulhouse ou le Valais. Cette déduction est contredite, certes, par le fait que certains de ces territoires n'ont jamais été rendus à la Suisse. Mais on ne peut pas conserver de doute en ce qui concerne le Valais. Dès le 31 décembre 1813, Lebzelter écrit de Zurich à

<sup>46</sup> Lettre de Berne, publ. dans Courten 2, p. 38.

<sup>47</sup> Voir ci-dessus, pp. 157-158.

<sup>48</sup> Martin, p. 117.

Metternich : « Si le Valais et Genève pouvaient devenir cantons, ce serait véritablement museler le Pays de Vaud, surtout lorsqu'il aura subi, avec le reste de la Suisse, des réformes intérieures conformes à l'équité et à la raison »<sup>49</sup>. Lebzelter est, à notre connaissance, le premier diplomate énonçant pour le Valais la perspective de devenir un canton suisse. Il ne fait que reprendre à son compte une idée exprimée, peu de jours auparavant, par le landammann Reinhard. Mais, entre le 12 et le 19 janvier 1814, c'est à titre officiel qu'il parle quand, recevant à Bâle Pictet de Rochemont et les autres députés de Genève que Metternich lui a envoyés, il leur fait savoir que l'intention des puissances est d'incorporer à la Suisse non seulement Genève, mais encore le Valais<sup>50</sup>.

Quelle est alors la doctrine de l'état-major autrichien ? Celui-ci estime-t-il que le Valais doit devenir partie intégrante de la Confédération suisse, ou lui suffit-il que le Valais soit militairement associé à la Suisse ? Son attitude sur ce point ira se précisant au fur et à mesure que des contacts seront pris avec les autres états-majors alliés, mais elle ne variera pas dans ses buts.

La proclamation de Schwarzenberg adressée aux Suisses le 21 décembre 1813, au moment de la violation de la neutralité helvétique, avait retenu l'attention des Valaisans, du moins en ce qui les concernait. Le 13 janvier 1814, le protocole des délibérations de la Direction centrale en porte le témoignage : « D'un autre côté, la Direction centrale avait remarqué dans la déclaration du prince Schwarzenberg au sujet de l'entrée des troupes alliées, que les hautes puissances voulaient que la Suisse soit rétablie dans ses anciennes limites de tous côtés, et l'assurance formelle qu'ils ne concluraient aucune paix dans laquelle on n'aurait pas réglé le sort de ce pays d'après les principes énoncés dans cette proclamation »<sup>51</sup>.

Mais les principes énoncés demeuraient assez souples pour admettre la résurrection d'une république du Valais alliée des

<sup>49</sup> GAE 46, 2, fol. 259-260, copie des Archives de Vienne (fasc. 247, AV, n° 19 B, fol. 328).

<sup>50</sup> Martin, p. 263.

<sup>51</sup> T 1, p. 14.

Suisses. Rien de nouveau ne fut établi pendant les deux premiers mois de la campagne de France. Un congrès réunit à Châtillon, du 3 février au 19 mars, les plénipotentiaires des belligérants : Caulaincourt pour la France, Stadion, Castlereagh et le prince André Razoumovski pour les Alliés. On n'aboutit à rien, sinon à un simple projet de traité, qui stipulait à l'article IV, paragraphe 4 :

« La Suisse, étant libre et indépendante, sera replacée dans ses anciennes limites sous la garantie de toutes les grandes puissances, y compris la France »<sup>52</sup>. A la même époque, le baron de Stein, devenu directeur de l'administration des territoires français occupés, écrivait à Bubna, à Genève, que « le Valais devait être traité comme une république libre et indépendante »<sup>53</sup>. C'était faire au Valais l'honneur de ne pas le traiter — du moins pas en toutes choses — comme un département conquis. Mais ce n'était pas le considérer déjà comme un canton suisse.

Cependant, tandis que le congrès de Châtillon se poursuit, sans aucune chance d'aboutir à la paix, les Alliés se réunissent à Chaumont et se lient entre eux pour vingt ans contre la France par un pacte daté du 1<sup>er</sup> mars, et qui sera signé le 9. Le 2 mars, à la suite de leurs délibérations, ils décident de conférer à leurs représentants auprès de la Diète suisse, auxquels ils adjoignent pour la Prusse, le baron de Chambrier, de Neuchâtel, la qualité d'envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires. Des instructions sont rédigées à leur intention et deux pièces y sont jointes. La seconde de ces pièces contient « l'indication des frontières que la Suisse recevra à la paix générale, les données suffisantes pour la création des deux nouveaux cantons de Genève et du Valais et pour fixer les liens entre la principauté de Neuchâtel et la Confédération »<sup>54</sup>.

William Martin a parfaitement raison de qualifier le 2 mars 1814 de « date historique », en raison de ces instructions remises

<sup>52</sup> Cité par Martin, p. 272.

<sup>53</sup> Martin, p. 312.

<sup>54</sup> Cité par Martin, p. 213.

aux ministres alliés en Suisse<sup>55</sup>. Pour le Valais, cette date l'est même doublement, puisque c'est le 2 mars 1814 qu'il remporte la victoire de Bérisal sur la troupe d'Eugène de Beauharnais qui a franchi le Simplon.

Malgré ce document daté du 2 mars, les Valaisans ne semblent pas avoir pris conscience de la décision irrévocable des Alliés de faire du Valais un canton suisse. En ont-ils eu officiellement connaissance ? On peut en douter. Jusqu'alors simple chargé de mission en Suisse, Lebzeltern arriva le 12 mars à Zurich en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Autriche près la Confédération<sup>56</sup>. Ainsi que Capo d'Istria, son collègue russe, il présenta aussitôt ses pouvoirs à la diète des cantons<sup>57</sup>. Mais à qui firent-ils connaître la décision des Alliés concernant le Valais ? Les instructions qu'ils avaient reçues disaient simplement : « Accrédités en cette qualité, vous ferez connaître préalablement aux magistrats les plus distingués les pièces ci-jointes », dont celle qui prévoyait que le Valais allait devenir un canton suisse<sup>58</sup>. On laissait donc à leur jugement le soin de décider à quels magistrats il convenait de communiquer cette pièce. Ni Lebzeltern, ni Capo d'Istria ne jugèrent le moment venu de faire connaître à Gaspard-Eugène Stockalper cette décision capitale. Pourtant, dans la seconde moitié du mois de mars, Lebzeltern révèle à d'Ivernois, à l'intention du Conseil provisoire de Genève, que « les Genevois et les Valaisans seraient incessamment appelés à la Diète »<sup>59</sup> et, le 23 du même mois, il écrit à Bubna :

« Leurs Majestés désirent de même que le Valais devienne partie intégrante de la Suisse. Dès que les difficultés relatives à la cons-

<sup>55</sup> Martin, p. 272.

<sup>56</sup> BAF, VSA, fasc. 312, pièce 28, Lebzeltern à Metternich, de Zurich, 14 avril 1814 : « Ma nomination comme envoyé extraordinaire en Suisse date du 10 mars. Le 12, j'étais rendu à mon poste. »

<sup>57</sup> *Ibidem*, pièce 22, Lebzeltern à Metternich, de Zurich, 4 avril 1814 : « Dès notre retour de Chaumont à Zurich, nous transmîmes nos pleins pouvoirs aux cantons helvétiques. Ces pouvoirs motivés firent beaucoup d'impression. »

<sup>58</sup> Cité par Martin, p. 213.

<sup>59</sup> Karmin, *Sir Francis d'Ivernois, sa vie, son œuvre et son temps*, p. 546, cité par Martin, pp. 317-318.

titution [fédérale] seront aplanies, et elles le seront bientôt, je me propose de concert avec MM. les plénipotentiaires de Russie et de Prusse, d'inviter les gouvernements de Genève et du Valais à envoyer leurs députés dans l'endroit qui sera convenu, afin de procéder à leur admission comme canton »<sup>60</sup>.

Au demeurant, ces déclarations de Lebzelter n gardent un caractère privé et elles sont entachées d'une erreur de jugement sur laquelle il n'est pas nécessaire d'insister, à savoir que les difficultés relatives à la constitution suisse seront aplanies bientôt : le Pacte fédéral ne sera signé que le 7 août 1815...

A cette date, il y a longtemps que Lebzelter n'est plus en Suisse. Le 20 avril 1814, il a déjà remis tous les documents en rapport avec la mission qu'il a accomplie, à Schraut, ministre d'Autriche en Suisse, qui le remplace dès le lendemain dans ses fonctions extraordinaires<sup>61</sup>.

En définitive, ce n'est que par des conversations ou des lettres privées, ou par la lecture des feuilles publiques, que le gouvernement valaisan a pu avoir connaissance alors de la décision des Alliés de faire du Valais un canton. Mais ce sont là sources douteuses et éminemment impures, dont il a d'autant moins envie de tenir compte que les informations recueillies vont en sens contraire de ses désirs. Au surplus, les « on dit », les « on parle », les informations données au futur ou au conditionnel avaient de quoi faire hausser les épaules :

*Journal Suisse* du 29 mars 1814 : « On dit maintenant que le nombre des cantons de la Suisse pourrait bien être porté à vingt-deux, la Valteline, le Valais et l'évêché de Bâle devant former trois nouveaux cantons »<sup>62</sup>.

<sup>60</sup> Martin, p. 318.

<sup>61</sup> *Register*, p. 23 ; BAF, VSA, fasc. 312, pièce 30, Lebzelter à Metternich, de Zurich, 20 avril 1814 : « M. de Schraut est arrivé ici il y a trois jours. [...] Je lui ai remis tout ce qui avait rapport à ma mission en Suisse, et j'ai pris congé du gouvernement. [...] Je pars cette nuit. » Une autre lettre de Lebzelter à Metternich (BAF, VSA, fasc. 312, pièce 20), de Zurich, 31 mars 1814, fait état du conflit de compétence et de la rivalité de préséance existant entre Lebzelter et Schraut.

<sup>62</sup> Publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 62.

*Gazette de Lausanne* du 19 avril 1814 : « On parle beaucoup de la division de la Suisse en vingt et un cantons, et de la réunion de Genève et du Valais à son territoire »<sup>63</sup>.

*Gazette de Lausanne* du 29 avril 1814 : « On apprend que la réunion du Valais et de la ville de Genève avec un territoire assez considérable, sera décidée sous peu, et que ces deux anciens alliés entreront comme cantons indépendants, dans la nouvelle Confédération helvétique »<sup>64</sup>.

Ces trois citations suffisent à montrer combien, jusqu'au traité de Paris, le public était peu renseigné sur les intentions précises des puissances. Le silence des Suisses et les circonlocutions des diplomates alliés expliquent les contrevérités publiées par les gazettes, comme ils expliquent aussi l'essai d'exégèse d'un Clavel, président du Petit Conseil du canton de Vaud, dans la proclamation qu'il publie le 10 mai<sup>65</sup>. Il n'est pas exclu que ce soit la Valteline, si chère aux cœurs suisses, qui ait provoqué, de la part des ministres alliés, la rédaction de notes conçues en termes généraux, jusqu'à ce que fussent connues les clauses du traité de Paris. En attendant, les Valaisans ont dû se contenter des éléments d'information puisés dans la presse.

Ils y ont réagi suivant leur tempérament personnel. En général, les Bas-Valaisans n'ont pas envisagé d'un mauvais œil la perspective de devenir suisses. De Saint-Maurice, Benjamin de Rivaz écrit à son père, député au Corps législatif :

« [...] L'opinion commune est que nous deviendrons un canton de la Suisse, et elle est fondée sur les papiers publics ; notamment la *Gazette de Lausanne* du 10 mai contient une proclamation du Petit Conseil où il invite ses ressortissants à accueillir les troupes suisses qui pourraient traverser le canton pour être réparties dans les contrées qui doivent être réunies de nouveau au Corps helvétique, telles que le Valais, Genève, etc... »<sup>66</sup>. Genève a rendu

<sup>63</sup> *Ibidem*, p. 64.

<sup>64</sup> *Ibidem*.

<sup>65</sup> Voir ci-dessus, p. 432.

<sup>66</sup> Souligné dans le texte.



publiques par les papiers les assurances qu'il a reçues de sa réunion à la Suisse »<sup>67</sup>.

A défaut d'un enthousiasme véritable, le ton est calme et Benjamin de Rivaz demeure objectif. Il n'en va pas de même dans le Haut-Valais, où les journaux suisses provoquent une irritation assez violente. Le comte Eugène de Courten, qui a rencontré Metternich à Fribourg-en-Brisgau, et qui, sur les assurances du chancelier d'Autriche, attendait en Valais l'arrivée d'un « commissaire organisateur » autrichien, écrit le 13 mai 1814 :

« Au lieu de cela, on nous fait notre procès à Zurich. Tous les papiers publics d'hier s'accordent à dire que la Suisse va recevoir son augmentation de territoire : Genève, le pays de Gex, une partie de la Savoie, la ville de Constance ; encore quelques pays dont je ne me rappelle pas les noms ; le Valais avec tout le Simplon ; le pays d'Ossola jusqu'à la rivière de la Tresa. Tout cela paraît prendre une tournure de vraisemblance. Car ces notes sont mises dans les gazettes sous les yeux des plénipotentiaires à Zurich ; car l'article est de Zurich même. Et la diète a déjà nommé les différents bataillons qui doivent aller prendre possession desdits pays. Par exemple, il est dit que les Vaudois envoient un bataillon à Yverdon ; les Argoviens, un bataillon à Genève ; et on nous envoie un bataillon de Bernois.

« [...] On ne sait en vérité, aujourd'hui, sur qui compter. Pour moi, je suis tellement dégoûté de tout ce que je vois et lis, que je me fortifie de plus en plus dans ma résolution de ne plus m'atteler à aucun char, fût-il de triomphe, et de m'en tenir à la conduite de ma brouette »<sup>68</sup>.

<sup>67</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 13, du 19 mai 1814.

<sup>68</sup> Lettre à son frère Pancrace, de Sierre, publ. dans Courten 2, pp. 36-37.

### 3. Politique de Stockalper. *Opposition du Haut-Valais et du Bas-Valais*

Que fait, au milieu de toutes les rumeurs qui circulent, le gouvernement provisoire du Valais ? Pendant les trois premiers mois de 1814, l'essentiel de son action a consisté à défendre la cause de l'indépendance de l'Etat valaisan contre les empiétements de Simbschen, d'une part, et contre un retour offensif des Français, d'autre part. Ces deux tâches difficiles ont été menées à bien au moment où, le 4 avril, le corps des chasseurs valaisans est dissous par Simbschen.

Or, le samedi 9 avril, veille de Pâques, l'entrée des Alliés dans Paris, survenue le 31 mars, est connue en Valais. C'est Simbschen qui a reçu dans la nuit un bulletin de l'état-major allié, daté de Bâle le 6 avril, informant en outre que le Sénat a déchu Napoléon de sa dignité impériale et que celui-ci est poursuivi par de la cavalerie<sup>69</sup>. Le samedi, Simbschen communique plusieurs exemplaires de ce bulletin au gouvernement, le priant de faire imprimer et afficher le plus vite possible dans les dizains la grande nouvelle de l'entrée des troupes alliées dans Paris<sup>70</sup>. A Saint-Maurice, Simbschen célèbre l'événement par des décharges d'artillerie et par un défilé militaire accompagné de la musique entière de son régiment. « La ville fut illuminée, et la très grande majorité de ses habitants se livra à la joie d'être délivrée d'un gouvernement qui avait tenu tout le monde dans l'oppression »<sup>71</sup>. Le lendemain, il fait chanter le *Te Deum* à l'église et donne un bal et une collation à la population<sup>72</sup>. Joyeuses Pâques, vraiment !

Pas pour tout le monde ! Dans la minorité qui ne participe pas à la liesse publique, se trouve M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz<sup>73</sup>. Mais c'est la majorité qui importe. Dans la nuit de samedi à dimanche, Stockalper est informé des événements de Paris. Le

<sup>69</sup> T 5, fasc. 5, n° 10, copie portant la signature de Simbschen.

<sup>70</sup> *Ibidem*, n° 12, de Saint-Maurice, orig., en allemand, s. a.

<sup>71</sup> Macognin, pp. 103-104.

<sup>72</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 14.

<sup>73</sup> Voir ci-dessus, p. 376.

gouvernement décide aussitôt de rédiger une proclamation qu'il fait afficher le jour de Pâques à Sion. La population est avertie « par le son de toutes les cloches de la ville, à la manière française ». Un *Te Deum* solennel célèbre la victoire des Alliés le lendemain lundi<sup>74</sup>. Bientôt celle-ci sera connue du Léman à la Furka. Le 11 avril, Stockalper rédige un bulletin officiel qui « sera publié et affiché dans toutes les communes de la République »<sup>75</sup>.

Les jours suivants, l'heureuse nouvelle est confirmée et complétée. Le 14 avril, le baron de Werra, faisant fonction de président, fait savoir à ses collègues du conseil qu'il a reçu pendant la nuit à « différentes reprises des dépêches de M. le colonel baron Simbschen qui contenaient les nouvelles les plus consolantes, d'après lesquelles on pouvait se livrer à l'espoir d'une paix très prochaine : [...] confirmation de l'entrée dans Paris des Alliés [...] ; l'empereur de Russie reçu avec une ivresse au-dessus de toute expression, la population l'ayant salué de *libérateur*, d'*incomparable* [...] »<sup>76</sup> ; la déchéance de Napoléon Bonaparte [...] prononcée par le Sénat, et Louis XVIII reconnu roi de France ; la nomination d'un gouvernement provisoire et l'adhésion des premiers corps de l'Etat à tous ces grands changements ; enfin, des armistices conclus sur divers points par les parties belligérantes et l'assurance de la bonne intelligence entre les armées françaises et alliées.

» Toutes ces nouvelles ayant été contenues dans divers imprimés, ils ont été affichés préalablement à Sion.

» Le conseil [...] décide de faire traduire et afficher les nouvelles les plus importantes, et de faire un résumé [...] [des autres] pour être de même affiché.

» D'ailleurs, ces mesures ayant été sollicitées par M. le colonel, on a cru convenable d'obtempérer à sa demande »<sup>77</sup>.

Cette fois, il n'y a plus aucun doute à avoir, la page napoléonienne de l'histoire du Valais ouverte en 1800, est décidément

<sup>74</sup> T 2, p. 119, séance du 11 avril 1814 ; A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 14.

<sup>75</sup> AE, tir. 217, pièce 249.

<sup>76</sup> Soulignés dans le texte.

<sup>77</sup> T 2, p. 133.

ournée. Aussi l'évêque de Sion tient-il à célébrer un si grand événement plus solennellement que par ces *Te Deum* et ces sonneries de cloches à la française qu'il avait dû faire si souvent retentir à la gloire de Napoléon. Le dimanche 17 avril, jour « de Quasimodo, on se rendit processionnellement (en habits des confréries) à l'église de Valère, où l'évêque chanta une messe d'action de grâces pour l'heureux retour du pays à son ancienne liberté et pour la conservation de notre sainte religion »<sup>78</sup>.

Quelques jours après, probablement le 20 avril, Simbschen décide d'agir et prend une initiative hardie. Il écrit au gouvernement provisoire. Maintenant que l'on est en train d'établir, dit-il, le traité de paix avec la France, il pense qu'il ne serait peut-être pas mauvais de réunir une assemblée de deux députés par dizain, sous la présidence du grand bailli et d'un vice-bailli, que lui, Simbschen, nommerait et présenterait lors de l'ouverture de cette diète. Il les conseillerait pour l'établissement du projet de constitution que le Valais présenterait aux hautes puissances alliées. Les députés devraient être des gens compétents et arriver à cette diète avec des instructions et les pleins pouvoirs de leur dizain. Ils devraient être capables de travailler au bien public sans cabales, sans amour-propre excessif, ni considération d'intérêts particuliers. En conclusion, Simbschen demande au gouvernement de faire le nécessaire pour fixer le jour et le lieu de cette assemblée et il prie qu'on veuille bien l'en informer<sup>79</sup>.

Le colonel Simbschen, qui semble se faire quelques illusions sur le monde politique, n'a pas de chance. Le 14 avril, le comte Aloïs d'Ugarte a été installé à Genève en qualité de gouverneur civil des départements de l'Ain, du Léman et du Mont-Blanc. La veille, il a adressé une proclamation à tous les maires du département du Léman pour les prévenir de son entrée en fonctions<sup>80</sup>. Simbschen en est également prévenu, et, le 23 avril, il adresse une nouvelle lettre au gouvernement valaisan. Il y annonce

<sup>78</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 14-15.

<sup>79</sup> T 5, fasc. 5, n° 9, orig., en allemand, s. a. ; la date, mutilée par une patarafe, est de lecture douteuse.

<sup>80</sup> Pictet-Ivernois, t. I, p. 35, note 1.

d'abord l'arrivée d'Ugarte à Genève et, supposant qu'il arrivera vraisemblablement bientôt en Valais un « commissaire impérial et royal », il ne veut pas anticiper sur les dispositions que celui-ci pourrait prendre. Aussi prie-t-il le gouvernement de ne faire présentement aucun usage de l'invitation qu'il lui a adressée en vue de convoquer une diète de deux députés par dizain, aussi longtemps qu'il n'est pas chargé d'une telle mission, ou n'estime pas la chose mieux adaptée aux circonstances<sup>81</sup>.

Voilà donc le projet de diète différé *sine die*, ou du moins jusqu'à l'arrivée du commissaire politique promis par Metternich et sur qui les Valaisans comptent depuis le mois de janvier<sup>82</sup>. Le gouvernement valaisan attend donc encore, pendant que le peuple s'impatiente.

Mais le commissaire ne vient toujours pas. Finalement, le gouvernement décide d'envoyer l'un de ses membres à Genève, auprès de Bubna. Peut-être est-ce Simbschen qui en a donné le conseil. C'est le baron de Werra qui, du 5 au 9 mai, se charge de cette mission<sup>83</sup>. Malheureusement, Bubna s'installe à Turin dès le 8 mai<sup>84</sup>. A Genève, de Werra ne trouve donc pas Bubna, mais il rencontre Ugarte et lui expose l'objet de sa mission. Les Valaisans, dit-il, veulent être enfin fixés sur leur sort à venir, au sujet duquel les journaux de Suisse ne cessent de se contredire. Le régime pro-

<sup>81</sup> T 5, fasc. 1, n° 6, orig., en allemand, s. a.

<sup>82</sup> Voir ci-dessus, p. 209.

<sup>83</sup> Les dates du voyage de Ferdinand de Werra à Genève sont déduites du relevé de ses absences aux séances du conseil du gouvernement. Entre le 23 avril et le 23 mai, de Werra n'a été absent que les 25 et 26 avril, puis du vendredi 6 au lundi 9 mai inclus, et enfin le 12 mai. D'autre part, en dehors des dimanches, le conseil n'a pas tenu séance les jeudi 5, mercredi 11 et jeudi 19 mai. De Werra est toujours présent, excepté aux dates indiquées. Du 5 au 9 mai, il a pu disposer de cinq jours. Comme celle de Delasoie auprès de Schwarzenberg, sa mission n'est pas protocolée dans les procès-verbaux des séances du gouvernement provisoire.

<sup>84</sup> Voir Weil, t. IV, p. 585 et note 1 : « [...] le 3 mai, Bellegarde mandait à Klenau que [...] Bubna était nommé gouverneur militaire du Piémont. Le Piémont devait être occupé par des divisions tirées de l'armée autrichienne du sud de la France, chargées de relever dans ce pays les divisions de Bellegarde qu'on ne croyait pas pouvoir immobiliser, et dont on avait besoin dans le reste de l'Italie » ; voir ci-dessus, p. 311.

visoire existant est aussi fâcheux pour le gouvernement que pour les communes et pour le peuple, et il est urgent de le faire cesser. Ugarte veut bien en convenir, mais la chose ne dépend pas de lui. Il est nécessaire, répond-il, d'envoyer sans délai une députation à Paris auprès des Alliés, pour obtenir les autorisations indispensables en vue de convoquer une diète et d'établir un gouvernement définitif<sup>85</sup>. De Werra revint donc à Sion porteur de ce conseil.

Mais, entre-temps, un événement venait de se produire qui bouleversait tous les plans du colonel Simbschen. Celui-ci a reçu un ordre de marche qui l'envoie avec sa troupe en Italie. Par une lettre du 7 mai, il informe le gouvernement de son départ imminent<sup>86</sup>. Or, le gouvernement est inquiet et Simbschen partage les appréhensions de ceux qu'il a mis au pouvoir. Les paysans du Haut-Valais, en effet, excités à nouveau par le parti hostile à Stockalper, veulent s'opposer par la force à la politique de celui-ci.

Quelle est cette politique ? Elle est claire : Stockalper veut que le Valais ressuscite, sous la garantie autrichienne, comme un Etat totalement indépendant de la Suisse, avec laquelle il ne serait même pas lié par un traité d'alliance. Cette politique, malgré les réticences du gouvernement à l'exprimer ouvertement, les contemporains l'ont parfaitement comprise. Et ils l'ont combattue. C'est Charles Macognin de la Pierre qui en a donné la définition la plus précise : « une existence politique indépendante d'association à aucun Etat voisin »<sup>87</sup>. Cessant d'être français, le Valais ne redeviendrait suisse en aucune manière, ni sous la forme d'une partie intégrante de la Suisse comme sous la République helvétique, ni sous la forme d'un pays allié aux Cantons comme sous l'ancien régime. Bref, les anciens liens avec la Suisse ne seraient pas renoués.

Isolé, le Valais l'est géographiquement comme peu de pays au monde. Isolé, il l'avait été politiquement de 1802 à 1810 en vertu

<sup>85</sup> Circulaire du gouvernement provisoire aux grands châtelains, du 23 mai 1814, publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 122.

<sup>86</sup> Voir ci-dessus, p. 362.

<sup>87</sup> Macognin, p. 105.

de la constitution du 30 août 1802, qui proclamait à son article 2 : « Le Valais forme un Etat libre et indépendant, isolé des Républiques française, helvétique et italienne [...] ». Et lorsque Napoléon aura décidé de réunir le Valais à l'Empire, le sénateur Röederer sera chargé d'annoncer à Charles-Emmanuel de Rivaz « que l'on ne voulait plus laisser subsister cette langue de terre isolée entre la France et l'Italie »<sup>88</sup>. Dernier grand bailli de la république isolée, Stockalper ne songe qu'à la ressusciter maintenant que va prendre fin le département réuni. Ce terme d'isolé, que l'on rencontre constamment dans les lettres et les mémoires de l'époque<sup>89</sup>, est le mot-clef de la politique de Stockalper. Sans doute celui-ci aurait-il admis par nécessité que la république du Valais eût à nouveau, comme celle que Napoléon avait créée, une ou plusieurs puissances « garantes ». Mais sa politique était essentiellement, au sens strict du terme, l'isolationnisme.

Espèce de Sicile helvétique, le Valais a toujours eu conscience à la fois de ce qui l'unit à la Suisse et de ce qui l'en différencie. Le tort de Stockalper et de son équipe fut de ne voir que les différences et de ne souhaiter aucune union. Ils apportaient une conception de l'Etat valaisan que leurs compatriotes ne pouvaient que difficilement accepter. On prêtait à Stockalper l'intention d'établir en Valais une « constitution aristocratique »<sup>90</sup> ; de plus, il « aurait concentré l'administration de chaque dizain dans le chef-lieu »<sup>91</sup>, ce qui ne pouvait que déplaire à un peuple pour qui la commune demeurait la cellule politique essentielle. Il n'en fallait pas davantage pour que le Haut-Valais « ayant pris ombrage » de ses intentions<sup>92</sup>, lui opposât une politique « démocratique ». Or, la démocratie, telle que la veulent les Haut-Valaisans, est l'ancienne démocratie directe des Sept-Dizains. Elle consistait essentiellement, sur le plan de l'Etat valaisan, à

<sup>88</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 50.

<sup>89</sup> Voir ci-dessus, p. 149, le mémoire bas-valaisan de 1798 : « Nous devons rester un peuple isolé... »

<sup>90</sup> Macognin, p. 105.

<sup>91</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 246.

<sup>92</sup> Macognin, p. 105.

rétablir le droit de référendum des dizains. Dans la longue lutte qui oppose Bas-Valaisans et Haut-Valaisans lors de l'élaboration de la constitution du 12 mai 1815, le Haut-Valais se montre intraitable sur ce point, et finit par obtenir l'article 20 de cette constitution, qui consacre ce droit, de même qu'il obtient, après une lutte tout aussi acharnée, que la représentation de chaque dizain à la diète ne soit plus proportionnelle à la population, mais la même pour tous les dizains, ce qui se trouve consacré par l'article 15 du même texte<sup>93</sup>. C'est ce que nous appelons aujourd'hui la démocratie représentative qui lui paraissait « aristocratique », le pouvoir échappant à la démocratie paysanne des dizains pour être remis à des députés à l'activité législative desquels on ne peut plus faire obstacle. Le clergé valaisan, qui régnait en maître sur les esprits du Haut-Valais, se montrait un partisan convaincu de l'ancien système, qui permettait d'opposer le veto des dizains aux actes du pouvoir législatif. Il continuera à défendre ce point de vue au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et à peser de tout son poids en faveur de la démocratie populaire<sup>94</sup>. Stockalper, partisan d'une constitution « aristocratique », heurtait donc le Haut-Valais.

Si nous sommes suffisamment renseignés sur la politique préconisée par le Haut-Valais traditionaliste, politique qui nous apparaît comme réactionnaire, en revanche nous ne pouvons nous faire que par déductions une idée de la politique intérieure préconisée par Stockalper. Aristocratique, elle l'était dans la mesure où elle ne voulait confier les affaires de l'Etat qu'à une élite de citoyens éclairés, autrement dit à la noblesse, à la bourgeoisie et aux éléments de la population rurale occupant une position sociale dominante. Telles étaient aussi les vues des ministres plénipotentiaires des puissances alliées à Zurich, qui s'opposaient autant à la renaissance de la démocratie directe des cantons alpestres qu'à celle du jacobinisme. Le petit peuple a mauvaise presse auprès de tous ces Messieurs, parce qu'il manque de « lumières ». Pour eux, il ne peut y avoir de gouvernement raison-

<sup>93</sup> Gauye, pp. 100-101.

<sup>94</sup> Voir Seiler, pp. 485-487 et 545-546.



nable que celui des notables. Dans l'entourage de Stockalper, un comte Eugène de Courten parle avec un souverain mépris des paysans du Haut-Valais qui menacent alors le gouvernement, et qui ne sont au courant de rien : « Les nouvelles de Zurich concernant notre pays pourraient dérouter ces héros de cabarets, ou, pour mieux dire, ces affamés »<sup>95</sup>. Les notaires du Bas-Valais eussent applaudi à de pareils propos. C'est pour donner satisfaction à de telles tendances que la constitution valaisanne de 1815, élaborée par les ministres des puissances alliées, proclamera par son article 18 :

« Pour être élu à la Diète, il faut être âgé de vingt-cinq ans révolus, avoir rempli des fonctions législatives, judiciaires ou administratives dans les autorités supérieures ou de dizain, avoir exercé l'office de notaire public, ou être gradué docteur dans les facultés de droit ou de médecine, ou enfin avoir occupé le grade d'officier dans les troupes de ligne »<sup>96</sup>.

On admettra que Stockalper eût approuvé de telles dispositions. C'est en ce sens seulement que l'on peut parler du caractère aristocratique de la constitution à laquelle il songeait. Au demeurant, l'esprit de classe de Stockalper et de ses collègues n'était pas plus prononcé que celui de leurs contemporains distingués. Si les paysans du Haut-Valais ne veulent pas de sa politique, c'est parce qu'elle rompt avec leurs manières de faire et de penser, avec toutes leurs traditions. Ils veulent redevenir Suisses comme ils l'étaient avant 1798.

La fidélité de l'ensemble de la population valaisanne à la patrie suisse ne peut pas être mise en doute. En 1802, malgré les griefs qu'ils pouvaient invoquer contre la République helvétique, les Haut-Valaisans s'unissent aux Bas-Valaisans au moment où Bonaparte s'efforce d'amener le Valais à demander son rattachement à la France, et c'est de la part de tout le pays, une glorieuse levée de boucliers qui répond aux vexations de Turreau par l'affirmation solennelle de l'attachement à la patrie helvé-

<sup>95</sup> Lettre à son frère Pancrace, de Sierre, 13 mai 1814, publ. dans Courten 2, p. 37.

<sup>96</sup> Cité par Gauye, p. 101.

tique<sup>97</sup>. En 1810, à Paris, Napoléon ne peut davantage obtenir l'adhésion des députés valaisans, tant du Bas-Valais que du Haut-Valais, au projet qui leur est « proposé » de réunir le Valais à l'Empire<sup>98</sup>.

Si le Haut-Valais souhaite maintenant un retour au régime de 1797, le Bas-Valais, de son côté, n'est pas davantage tourné vers un retour à la république isolée. Du fait de la solidarité qui s'est affirmée, de 1802 à 1810, entre les dizains de l'ancien pays souverain, les Bas-Valaisans ont été alors exclus des charges suprêmes de la république<sup>99</sup>. La politique de Stockalper n'est pas, pensent-ils, la politique de leurs intérêts : c'est une machination du Haut-Valais, dirigée contre le Bas-Valais.

En 1814, après la chute de l'Empire, les Bas-Valaisans veulent immédiatement que le Valais redevienne un « canton », c'est-à-dire un pays allié des Suisses, comme il l'a toujours été. Ils croient que « l'indépendance isolée » est souhaitée par le Haut-Valais tout entier, alors qu'elle ne l'est en réalité que par le gouvernement Stockalper. Nous sommes renseignés à ce sujet par plusieurs lettres écrites de Saint-Maurice par M<sup>me</sup> de Rivaz et par son fils Benjamin, toujours attentifs à renseigner Charles-Emmanuel de Rivaz sur tout ce qui se dit ou se passe en Valais. Nous lisons sous la plume de Benjamin, en date du 23 avril 1814 :

« Il paraît que l'indépendance isolée est le vœu du H[aut-]V[alais], et rien ne donnait lieu de penser quelque chose de contraire à ce vœu lorsque la *Gazette de Lausanne* du 19 courant a dit qu'une note remise par les ministres alliés aux Suisses contenait le passage suivant : « Il y a des pays qui ont été enlevés à la » Suisse et qui doivent lui être restitués et en former des parties » intégrantes. Ces pays donneront à la Confédération des frontières et la mettront en état de maintenir son système et son

<sup>97</sup> Voir Ch.-E. de Rivaz, *Mémoires historiques sur l'occupation militaire en Valais par le général Turreau*, Sion, 1890, et Michel Salamin, *La correspondance d'Augustini durant sa mission à Berne (7 juin-6 août 1802)*, dans *Vallesia*, 1964, pp. 189-246.

<sup>98</sup> Voir Eugène de Courten, *Les conférences franco-valaisannes de Paris en 1810...*, dans *Ann. Val.*, 1937, pp. 267-271, pp. 283-293 ; 1938, pp. 330-339, pp. 362-372.

<sup>99</sup> Voir ci-dessus, pp. 404-405.

» indépendance. » Ce passage paraîtrait concerner spécialement le Valais. Mais je le crois contraire aux vœux du H[aut-]V[alais] »<sup>100</sup>.

Assurément, le Haut-Valais ne désire nullement que le pays devienne partie intégrante de la Confédération suisse. Mais Benjamin de Rivaz se trompe quand il imagine que, dans son ensemble, le Haut-Valais souhaite l'indépendance isolée. Que cela soit le vœu du seul gouvernement provisoire est clairement démontré par une lettre de M<sup>me</sup> de Rivaz en date du 19 mai, où, parlant de Stockalper et de ses collègues, elle dit à son mari :

« On sait qu'à leur députation auprès des puissances [en janvier], ils ont demandé d'être république indépendante, mais on croit qu'ils y tiennent moins à présent. Les paysans du Haut les menacent [...]. Ils ne veulent de gouvernement que le tout ancien, les bannières, les capitaines de dizain [...] »<sup>101</sup>. Autrement dit, ils veulent rétablir le Valais tel qu'il était en 1797, et repoussent toute nouveauté.

Dans le Bas-Valais, comme dans le Haut-Valais, on désire aussi redevenir suisse. Ce qu'il y a de curieux, c'est que ce sentiment spontané, et qui s'exprime dès que la chute de l'Empire est connue, se développe dans une atmosphère de méfiance à l'égard du Haut-Valais. L'indépendance isolée ne dit rien qui vaille aux Bas-Valaisans et ils y voient le vœu du Haut-Valais : raison supplémentaire pour que ce ne soit pas le leur. Dès le 26 avril, dans une lettre à son mari, M<sup>me</sup> de Rivaz revient sur les entretiens qu'elle a eus avec les Messieurs du Bas-Valais :

« Ils m'ont dit vaguement qu'ils désiraient que le Valais restât canton réuni à la Suisse, mais ils ne savent point si c'est le vœu du Haut, car aucune communication amicale ne s'est encore faite, et il paraît qu'il y a une grande réserve entre eux. Et à toi, comme je te l'ai déjà écrit, il n'est ni dans tes principes, ni dans tes sentiments de rien faire de pareil, et qui ne soit pas d'un commun accord »<sup>102</sup>.

<sup>100</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 12 : de Saint-Maurice.

<sup>101</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 44 : de Saint-Maurice.

<sup>102</sup> *Ibidem*, lettre non numérotée : de Saint-Maurice.

Il convient de se souvenir que M<sup>me</sup> de Rivaz, quoique demeurant à Saint-Maurice, est bien renseignée sur ce qui se dit ou se fait à Sion. Le 30 avril, elle informe son mari de ce qu'elle sait :

« J'apprends aussi que rien n'est encore décidé pour notre sort futur. Il doit venir un commissaire autrichien pour organiser le pays, mais on ne dit point sur quel pied. Il paraît que le Bas [-Valais] désirerait rester canton suisse ; mais ce n'est pas de même dans le Haut. Jusqu'à présent la commission [c'est-à-dire le gouvernement provisoire] n'a fait aucune communication y relative, et il paraît qu'il y a plus de méfiance que de confiance [...] »<sup>103</sup>.

Ainsi donc, le Bas-Valais veut « rester » ce qu'il a toujours été : un « canton » allié des Suisses. Il n'est pas encore question dans ces lignes de l'incorporation du Valais à la Suisse en qualité de confédéré. Quand cela sera le cas, M<sup>me</sup> de Rivaz écrira plus clairement : « un canton suisse non point allié, mais canton »<sup>104</sup>. Bien entendu, les Bas-Valaisans n'envisagent à aucun moment de renoncer à l'égalité civique que leur a valu la révolution de 1798.

Chacun de son côté, et dans une mutuelle méfiance, le Haut-Valais et le Bas-Valais condamnent la politique de Stockalper, qui n'est point la politique traditionnelle du Valais, et qui exclut tout lien avec la Suisse. On en connaît les fondements économiques, si importants<sup>105</sup>. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, elle retrouvera un défenseur en la personne de Gaspard Stockalper, archiviste du canton du Valais de 1850 à 1873, qui écrira après 1858 :

« Le Valais a été vendu à la Confédération suisse, partie honteuse de l'Europe, par trente-neuf députés du Grand Conseil [valaisan, en 1848]. [...] »

» La Confédération, de tout temps, fut notre malheur, la cause de notre ruine financière [...].

» Qui aurait la force de demander la séparation de la Suisse par une voie légale pourrait s'immortaliser. Cette séparation pourrait être facilement obtenue par une pétition adressée à l'assemblée

<sup>103</sup> *Ibidem*, n° 46 : de Saint-Maurice.

<sup>104</sup> Voir ci-dessous, p. 466.

<sup>105</sup> Voir ci-dessus, pp. 151-153.

nationale, en lui faisant voir que le Valais n'a aucune affection pour la Suisse, qui l'a toujours si mal traité [...] »<sup>106</sup>.

On admettra que l'auteur de ces lignes a été traumatisé par la guerre du *Sonderbund*. Cependant, ces sentiments d'un citoyen suisse, petit-fils de Gaspard-Eugène Stockalper, nous aident à comprendre qu'en 1814 ce dernier ait pu ne se sentir aucun attachement pour la Suisse, à une époque où le Valais n'en faisait pas partie.

#### 4. *Décision d'envoyer une députation à Paris*

Mais tout le monde n'était pas de l'avis de Stockalper. Les paysans du Haut-Valais menacent de prendre les armes. Ils sont prêts à chasser de Sion les dirigeants politiques et militaires qui conduisent les destinées du pays depuis le mois de janvier<sup>107</sup>. Un conseil de dizain du Haut-Valais peut bien parler des étrangers « qui sont capables de fomenter des trames contre la sûreté » du gouvernement, on sait que l'étranger est toujours ce pelé, ce galeux d'où nous vient tout le mal... Stockalper n'est point dupe de cette présentation des faits, mais il ne veut point exposer le gouvernement « aux excès de violence »<sup>108</sup>. Par bonheur pour lui, c'est à cette époque qu'ont lieu les passages de troupes autrichiennes qui rentrent de France en Italie par le Valais et que Simbschen suit, le 13 mai, par le Simplon. Ce déploiement de force est de nature à calmer la population<sup>109</sup>.

Mais, d'un autre côté, les Autrichiens partis, les paysans ne se sentiront plus muselés par la draconienne proclamation de Simb-

<sup>106</sup> AV, Fonds Stockalper, III, 13, « Situation financière du Valais de 1335 à 1852 », pièce annexe.

<sup>107</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 44, M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz à son mari, de Saint-Maurice, 19 mai 1814 ; après avoir parlé des membres de la députation à Fribourg-en-Brisgau, elle ajoute : « Les paysans du Haut les menacent. On dit que Sion est dans la crainte d'une alerte de leur part. »

<sup>108</sup> Voir ci-dessus, p. 246.

<sup>109</sup> Lettre d'Eugène de Courten à son frère Pancrace, de Sierre, 13 mai 1814, publ. dans Courten 2, p. 37 : « Les mouvements dont nous menaçaient les dizains supérieurs n'ont pas eu lieu. La marche des troupes a sans doute influé à la tranquillité des meneurs. [...] Tout est tranquille. »

schen du 27 mars 1814. C'est pourquoi Simbschen adresse à Schraut, le 10 mai, une lettre doublement intéressante. Elle nous fait connaître, d'une part, l'inquiétude du gouvernement en face de l'agitation du Haut-Valais et, d'autre part, un projet dont l'avortement est révélateur.

Simbschen y porte d'abord à la connaissance de Schraut qu'il doit partir avec sa troupe dans les environs de Turin pour se joindre au corps d'armée du feld-maréchal von Bianchi. Il est déjà en marche pour le Simplon et Domodossola. Mais il considère qu'il est assurément peu indiqué d'évacuer complètement le Valais. Les paysans, en effet, n'ont pas encore de constitution et ils se révoltent contre le gouvernement provisoire qui leur a été imposé. Faute d'une force militaire, ils pourraient non seulement créer des troubles dirigés contre les membres de ce gouvernement, mais même attenter à leurs jours. Pour éviter tout désagrément, il a décidé de laisser à Sion, jusqu'à nouvel ordre, une compagnie sous le commandement du major Vukassovich, qui pourra, le cas échéant, apporter aide et protection au gouvernement. Cependant, comme Vukassovich et sa compagnie relèvent désormais de l'armée autrichienne d'Italie et devront prochainement partir pour cette destination, Simbschen prie Schraut de faire envoyer un autre détachement à Sion. D'autre part, étant donné que le baron de Werra part pour Zurich avec une députation, en vue de l'établissement de la constitution à donner au pays, Simbschen profite de l'occasion pour recommander à Schraut et le Valais et sa propre personne.

Cette lettre originale, qui porte la signature autographe de Simbschen se trouve aujourd'hui dans les archives de la Société d'Histoire du Haut-Valais<sup>110</sup>. Schraut ne l'a jamais reçue, parce qu'elle ne lui a pas été envoyée. Avait-elle été écrite avec l'accord du baron de Werra, qui acceptait de se prêter à une suggestion de Simbschen ? Ce qui est certain, c'est qu'elle ne pouvait pas partir sans que Stockalper et le gouvernement provisoire eussent donné leur accord au nouveau projet du colonel. Or, il est aisé de comprendre les raisons qui militaient contre les deux mesures envi-

<sup>110</sup> BG, litt. F, pièce 32.

sagées. Le gouvernement était certainement satisfait du maintien provisoire d'une petite force militaire à Sion. Mais il ne pouvait guère, de gaieté de cœur, souhaiter l'arrivée en Valais d'une nouvelle troupe autrichienne, alors que chacun se réjouissait, et le gouvernement tout le premier, de voir l'occupation prendre fin.

D'autre part, s'adresser à Schraut, ministre plénipotentiaire d'Autriche auprès des Cantons suisses, c'était considérer que celui-ci avait qualité pour s'occuper des affaires du Valais, et donc reconnaître implicitement que le Valais faisait partie de la Suisse. Or, précisément, le gouvernement ne partageait pas ce point de vue, et, de toute façon, le traité de paix n'étant pas encore intervenu, le gouvernement provisoire n'avait pas à anticiper sur la décision des puissances : c'était cette décision même qu'il voulait connaître d'abord. Enfin, la suggestion de Simbschen était contraire à celle d'Ugarte, qui conseillait d'envoyer d'urgence une députation à Paris. Le 12 mai, c'est Maurice de Courten qui écrit à Simbschen pour lui annoncer qu'il renonce, ainsi que le baron de Werra, à faire le voyage de Zurich<sup>111</sup>.

Peut-être Simbschen a-t-il connu les motifs de ce refus. Peut-être s'est-il rendu aux raisons des Valaisans. En tout cas, il laissa sa lettre signée entre les mains du gouvernement, dans l'attente du moment où celui-ci jugerait bon de l'envoyer, et en sachant qu'il ne le ferait pas tout de suite<sup>112</sup>. Le gouvernement décida, en effet, d'attendre encore l'arrivée du commissaire organisateur promis par Metternich. La lettre d'adieux de Simbschen, datée du 11 mai, « est remplie d'expressions bienveillantes pour le pays, et il recommande d'attendre avec calme la constitution et le sort du Valais qu'il plaira aux hautes puissances alliées [de] lui donner ». Simbschen désirant « que sa lettre soit rendue publique, le conseil décide de faire traduire cette lettre et de la faire imprimer et afficher dans la République »<sup>113</sup>.

<sup>111</sup> BS, pièce 12 370, orig., s. a.

<sup>112</sup> Voir sa lettre du 21 mai, ci-dessous, p. 470.

<sup>113</sup> T 2, p. 265, séance du 12 mai ; voir les passages cités ci-dessous, pp. 457-458.

On vit partir Simbschen, et le départ de sa troupe suffit pendant plusieurs jours à occuper l'opinion publique. Sans doute n'avait-on pas perdu tout espoir de voir arriver le commissaire organisateur. Mais le temps passait et le commissaire promis apparaissait chaque jour davantage comme parfaitement mythique. Bien décidé à ne pas s'adresser à Schraut, le gouvernement provisoire s'adresse tout bonnement au major Vukassovich. Celui-ci, comme Ugarte, ne voit pas d'autres moyens de résoudre le problème valaisan que d'envoyer une députation à Paris, au quartier général des princes. Mais il insiste vivement pour que le gouvernement ne perde pas un instant, parce que, dit-il, les travaux du congrès pour la paix avancent beaucoup et que, les armées alliées se retirant journellement du territoire français, il est à croire que le séjour des princes à Paris ne s'y prolongera pas<sup>114</sup>.

Et le mécontentement persiste chez les paysans du Haut-Valais. A la séance du gouvernement du samedi 21 mai, « il est fait lecture d'une adresse du conseil du dizain de Viège en date du 16 mai, par laquelle, à travers beaucoup de beaux mots, ce conseil désire que le conseil du gouvernement prenne des mesures pour faire cesser le provisoire, qui commence à devenir pénible au peuple ; 2° d'épargner des lois sur les finances, et surtout de ne pas en prendre d'ultérieures sans la consultation des dizains ; et 3° de resserrer les liens qui nous unissent de tout temps à la Suisse.

» Le conseil décide de répondre au dizain de Viège à chaque point principal de ladite adresse »<sup>115</sup>.

Cette réponse du gouvernement ne sera pas adressée seulement au dizain de Viège, mais à tous les dizains, sous forme de deux circulaires. Le 22 mai déjà se trouve rédigée une première circulaire « sur la députation à Paris près les hautes puissances » ; elle fait connaître que le gouvernement « à la faveur des assurances contenues dans la gracieuse lettre de Son Altesse Sérénissime le prince de Metternich du 14 janvier dernier, a nommé et député Son Excellence le baron de Stockalper [...], M. le baron d'Empire

<sup>114</sup> Circulaire du gouvernement provisoire aux grands châtelains, de Sion, 23 mai 1814, publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 122.

<sup>115</sup> T 2, p. 274.



de Werra et M. Delasoie [...], chargés de solliciter auprès des hautes puissances alliées la cessation du régime provisoire établi par M. le baron colonel de Simbschen, ainsi que la faculté d'établir un gouvernement permanent, selon les formes constitutionnelles de cette république, sous la présidence d'un commissaire spécial envoyé *ad hoc* par suite de la bienveillance de Leurs Majestés [...], ainsi que de placer la petite république du Valais sous leur égide auguste et de la recommander à leur bienveillante protection »<sup>116</sup>.

Ce texte est lu probablement à la séance du gouvernement qui a lieu le dimanche 22 mai et à laquelle assistent Stockalper, de Werra, de Lavallaz et de Rivaz<sup>117</sup>. Mais il n'est pas agréé. Stockalper ne le revêt pas de sa signature. La circulaire est trop brève et ne contient pas les précisions voulues. Elle ne fait aucune allusion à la diète constituante que le peuple réclame. On donne donc à Isaac de Rivaz des directives en vue d'une seconde rédaction. Il note aussitôt ce que doit contenir la circulaire projetée :

« Afin d'écarter l'idée que l'on cherche à faire quelque nouveauté dans le pays, elle alléguera que Son Altesse le prince Metternich ayant promis un commissaire pour assister à cette première diète, on est toujours demeuré sous un régime provisoire dans l'attente dudit commissaire, lequel provisoire il est urgent de faire cesser, ayant déjà duré cinq mois ; elle doit faire attention que l'attente d'un commissaire est le meilleur moyen d'expliquer comment on est demeuré aussi longtemps sous le gouvernement provisoire.

» Ainsi tout se réduit : à demander la faculté d'établir un gouvernement permanent selon les formes précédemment usitées ; à demander un commissaire ; à demander douze canons ; à demander le remboursement des fournitures »<sup>118</sup>.

<sup>116</sup> Publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 119-120.

<sup>117</sup> T 2, p. 275 ; le procès-verbal de la séance ne parle que du mauvais état du pont de Viège.

<sup>118</sup> Rz, cart. 81, fasc. 15, n° 33, p. 3, a. n. s., s. d.

De Rivaz se met donc au travail en ce dimanche 22 mai. Le même jour, « au nom du conseil du gouvernement de la République du Valais », de Lavallaz établit le passeport de Stockalper, et, le lendemain 23, Vukassovich donne son visa à ce passeport, qui recevra le visa du bureau de police de Genève le mardi 24 mai<sup>119</sup>. C'est donc le 23 mai que la députation valaisanne est partie pour Paris.

Avant son départ, Stockalper a eu le temps de lire et de signer « au nom du conseil du gouvernement provisoire » la circulaire « sur l'impôt du papier timbré », datée du 23 mai. Elle répond aux questions touchant les finances de l'Etat et contient cette phrase importante : « [...] dans bien peu de temps, il faudra bien faire partir une députation pour chercher à être remboursé de toutes les fournitures faites aux troupes autrichiennes, et en même temps pour accélérer la décision de notre sort et faire cesser le régime provisoire actuel par la tenue d'une diète que l'on ne peut convoquer jusqu'à ce que les hautes puissances en aient donné leur agrément »<sup>120</sup>.

Voilà ce que Stockalper veut que l'on dise au peuple. De Rivaz vient aussi lui présenter la seconde rédaction de la circulaire sur la députation à Paris. Laborieux pensum que l'établissement de ce nouveau texte ! De Rivaz a l'habileté de ne pas y faire ouvertement allusion au désir du gouvernement de recevoir un « commissaire spécial » qui présidera à l'élaboration de la constitution. Les Valaisans sont parfaitement capables de s'organiser eux-mêmes, s'écriera le peuple, et ils n'ont pas besoin d'un étranger pour cela ! Il faut seulement leur faire comprendre, pense de Rivaz, que c'est l'attente de ce commissaire promis par Metternich qui a fait se prolonger le régime provisoire. Stockalper fut sans doute d'accord sur ce point. Mais que de Rivaz a eu de peine à tenter de dire les choses sans les dire ! Rien n'est plus significatif à cet égard que le texte qu'il rédige à l'intention des grands châtelains, suivant les instructions qu'il a reçues :

<sup>119</sup> Ce passeport original se trouve aux BS sous n° 12 374.

<sup>120</sup> Publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 120-121.

« Une erreur qui a été propagée jusque parmi le peuple, nos compatriotes, exige qu'en vous rendant compte de nos démarches continues et récentes, nous cherchions à dissiper la cause du mécontentement qui se manifeste, en raisonnant avec vous, Messieurs, sur notre état politique, dont il est toujours question.

» Des lettres qui sont adressées au conseil, ainsi que des avis reçus de bonne part, rendent manifeste que des personnes notables et instruites ont cité en plusieurs circonstances le passage de Metternich du 14 janvier, donné en preuve que le Valais avait recouvré son indépendance et que rien ne mettait plus obstacle à ce qu'on fît cesser le régime provisoire par la convocation d'une diète et, en suivant, à l'établissement d'un gouvernement constitutionnel. Ce passage est le suivant :

« *Les vœux que forment Sa Majesté Impériale et ses augustes alliés sont entièrement conformes au véritable bien-être de votre patrie. Elle sera séparée de la France et jouira de nouveau des avantages qui pendant des siècles ont fait son bonheur.* »<sup>121</sup>

» Les personnes qui ont vu dans cette citation une garantie de l'indépendance du Valais ont eu raison. Mais leur tort consiste en ce qu'ils ont cru que cette indépendance était déjà obtenue et en activité, tandis que tout démontre le contraire.

» M. le baron et colonel de Simbschen avait nommé à la fin de janvier un conseil provisoire composé de cinq personnes qu'il a désignées par leur nom, et cela quatorze jours après que le prince Metternich avait écrit la lettre contenant les assurances ci-dessus<sup>122</sup>. Ce n'était déjà pas un indice que l'indépendance promise fût en activité dès la date de la lettre.

» Mais ce qu'il y a de plus frappant à cet égard est ce qu'on lit dans sa lettre d'adieux du 11 mai courant, affichée par son ordre, où il dit expressément, en plusieurs endroits :

« *Le sort du Valais sera sans doute décidé dans peu par des dispositions supérieures et le moment n'est pas éloigné où ce brave peuple va jouir du bonheur et de la tranquillité qu'il mérite.*

<sup>121</sup> Souligné dans le texte.

<sup>122</sup> En réalité, la lettre de Simbschen nommant un gouvernement de cinq membres est du 21 janvier.

» Je suis peiné de m'éloigner de ce pays avant qu'une constitution lui ait assuré son existence. Mais qu'il me soit permis de l'engager à attendre avec calme et en bonne intelligence la décision de son sort. Et enfin je me trouverai dédommagé de mes peines lorsque j'aurai appris que le Valais, ayant attendu avec calme la décision des hautes puissances alliées, sera heureux. »<sup>123</sup>

» Ce sont les propres termes recueillis dans sa dite lettre.

» Nous pensons, Messieurs, qu'il est suffisamment démontré qu'à l'époque du 11 mai, le sort du Valais n'était pas encore définitivement réglé et qu'il s'agissait encore, il y a douze jours, d'attendre la décision du sort du pays de la part des hautes puissances alliées.

» De là, il ne faut pas être étonné, si M. le baron colonel de Simbschen, en partant, a laissé subsister le conseil provisoire établi au nom des hautes puissances alliées, puisqu'il déclare dans ladite lettre que ce sera sous peu qu'une constitution assurera au Valais son existence<sup>124</sup>.

» D'un autre côté, vous avez vu, Messieurs, dans les feuilles publiques, que la Diète de Suisse s'occupait du sort du Valais au point qu'on pouvait le regarder comme décidé par les commissaires impériaux auprès de la Diète. Déjà des troupes étaient annoncées officiellement par le canton de Vaud pour venir reconnaître la frontière de Suisse le long de nos Alpes. Et enfin il ne vous aura pas échappé, Messieurs, que depuis plus de quinze jours, il ne se dit plus rien du Valais. Et il n'est plus question des troupes annoncées, dont une partie ont marché du côté de Bienne.

» Ces particularités étaient de nature à donner lieu à de sérieuses méditations ; elles se liaient avec la lettre d'adieux de M. Simbschen qui nous disait que notre sort serait arrêté dans peu par la décision des hautes puissances alliées »<sup>125</sup>.

On ne peut guère douter que cette belle dissertation ait été mise sous les yeux de Stockalper en même temps que la circulaire du 23 mai 1814 « sur l'impôt du papier timbré », qu'il signa. En

<sup>123</sup> Souligné par nous.

<sup>124</sup> Souligné dans le texte.

<sup>125</sup> Rz, cart. 81, fasc. 15, n° 33, pp. 1-2, a. n. s., s. d.

effet, elle aurait dû porter elle aussi la date du 23 mai, puisque, par son texte même, elle se situe à douze jours du 11 mai. De plus, tout ce qui la suit dans la minute d'Isaac de Rivaz, se retrouve intégralement dans une autre circulaire du même jour sur l'envoi d'une députation à Paris<sup>126</sup>. Cette troisième rédaction, Stockalper n'a pas pu la signer parce qu'il était déjà parti quand elle fut établie. Elle ne contient pas un mot de tout ce que l'on vient de lire.

On comprend aisément que Stockalper n'ait pas approuvé les maladresses du texte d'Isaac de Rivaz. A quoi bon, en effet, donner publiquement constat que le gouvernement provisoire est discuté dans le peuple maintenant que Simbschen est parti, et cela même par des personnes notables et instruites ? Il vaut mieux ne pas parler de l'opposition... A quoi bon attirer l'attention sur une phrase de Metternich, alors que les Valaisans la connaissent déjà et diffèrent précisément d'avis sur l'interprétation qu'il faut en donner ? A quoi bon répéter les propres termes de la lettre d'adieux de Simbschen, récemment affichée ? A quoi bon enfin faire allusion à ce qui peut se dire ou s'écrire sur le Valais en Suisse ? Ce sont là balivernes qu'il n'y a pas lieu de souligner. Telles étaient les « sérieuses méditations » auxquelles pouvait se livrer Isaac de Rivaz, et qui expliquent que Stockalper a quitté Sion sans signer aucune circulaire sur sa députation à Paris.

Le 23 mai, le gouvernement provisoire se trouve réduit à deux de ses membres : de Lavallaz et de Rivaz. Ils tiennent séance cependant et Antoine de Lavallaz rédige le procès-verbal de leur assemblée comme à l'accoutumée. Cela ne va pas sans ratures révélatrices. Le secrétaire avait d'abord écrit comme il avait entendu :

« Son Excellence le grand bailli [Stockalper] et M. le baron de Werra, avec M. Delasoie, étant partis en députation pour Paris, où ils vont solliciter auprès des hautes puissances alliées *l'envoi d'un commissaire organisateur d'un gouvernement* ». Mais ce passage est biffé, pour devenir « *la cessation de notre état intérimaire et l'organisation d'un gouvernement fixe et stable*, le

<sup>126</sup> Publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 122-123.

peuple étant las, ainsi que le conseil du gouvernement, de l'état provisoire, le conseil se trouve réduit à MM. Taffiner, de Lavallaz, de Rivaz et de Courten. Le premier et le dernier étant absents, Son Excellence [Stockalper] a écrit avant son départ à tous les deux pour les engager à venir occuper leur fauteuil, et ce, sous peine de responsabilité. [...]

» MM. les membres du conseil proposent et arrêtent d'écrire une lettre circulaire à MM. les grands châtelains, dans laquelle on leur fera connaître le départ de la députation à Paris, le but et les motifs qui ont engagé le conseil à l'entreprendre »<sup>127</sup>.

Nos deux hommes classent donc les deux premières rédactions de la circulaire sur l'envoi de la députation à Paris et se mettent à l'œuvre pour établir une troisième rédaction. Datée du 23 mai, cette circulaire définitive relate le précédent voyage du baron de Werra à Genève et son entretien avec Ugarte, résume brièvement la lettre d'adieux de Simbschen du 11 mai, révèle les conseils donnés par Vukassovich au gouvernement provisoire, puis reprend en quatre paragraphes, avec quelques variantes rédactionnelles, la fin de la minute établie par les soins d'Isaac de Rivaz.

Le premier de ces paragraphes, qui est aussi le plus long, fait connaître la composition de la députation à Paris, dit les mérites et vante les qualités de ses membres. Les trois autres, plus importants, sont ainsi libellés :

« Les instructions de cette députation roulent sur trois articles dont deux principaux : le premier, de demander formellement la cessation du régime provisoire et la faculté de convoquer une diète pour en obtenir un gouvernement établi en forme accoutumée qui puisse se dire représentant de la nation ; le deuxième, de postuler le paiement des fournitures faites aux troupes autrichiennes ; et enfin, de recommander le Valais à la bienveillance de Leurs Majestés impériales et royales.

» Vous pouvez compter, Monsieur, que ces points seront sollicités avec tout le zèle que mérite le sujet et nous osons nous flatter dans trois semaines de recevoir avis que l'indépendance

<sup>127</sup> T 2, pp. 276-277. Le passage biffé, puis remplacé, a été souligné par nous.

du Valais étant mise en activité par les hautes puissances, elles permettront les assemblées si nécessaires à l'établissement d'un gouvernement qui puisse compter sur la confiance du peuple, dès [lors] qu'il serait de son choix.

» Pour ce qui est du remboursement de la valeur des fournitures faites aux armées autrichiennes, nous en avons appuyé la demande de si forts motifs qu'il est à croire que le Valais sera traité comme la Suisse pour cet objet, qui est payée assez régulièrement, ce qui nous comblerait de joie »<sup>128</sup>.

Ainsi donc, contrairement au texte de la circulaire datée du 22, la circulaire du 23 mai ne contient aucune allusion au désir du gouvernement de recevoir de Metternich un « commissaire spécial ». On a décidé de supprimer cette mention fâcheuse et de la remplacer par celle — combien plus agréable au peuple — d'un effort tenté en vue d'obtenir le remboursement des frais de l'occupation. C'est sur cette perspective réjouissante que s'achève cette circulaire, qui fut effectivement envoyée aux grands châtelains<sup>129</sup>. Il y avait là de quoi faire accepter par tout le monde l'envoi d'une députation à Paris !

### 5. Stockalper et le Bas-Valais

Si le gouvernement provisoire est à ce point contraint de peser ses mots, c'est qu'il se sait sur une corde raide, où le moindre faux-pas provoquerait une catastrophe. Non seulement on discute de sa légalité, mais on ne veut pas de sa politique. Les Bas-Valaisans craignent maintenant que Stockalper et ses collègues du gouvernement ne songent à remettre en question l'égalité civique existant à l'époque de la république indépendante de 1802-1810. Cette crainte est nouvelle. Ils s'étaient associés à Stockalper, en toute confiance, pour demander à Metternich, au mois de janvier,

<sup>128</sup> Publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 122-123.

<sup>129</sup> DV, *Recès* 1, art. 6 : à la conférence qui se tient à Sion du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin (voir ci-dessous, pp. 478-483), Léopold de Sépibus donne lecture de la circulaire du gouvernement provisoire aux grands châtelains datée du 23 mai.

la restauration de l'indépendance valaisanne. Et rien n'indique qu'à cette époque Stockalper ait eu secrètement d'autres vues. Le fait qu'il songe maintenant à donner à la constitution de l'Etat valaisan ressuscité la garantie autrichienne, plaide pour le contraire, car il ne pouvait pas ignorer qu'à Zurich les Alliés avaient maintenu en place le landammann Reinhard, entré en fonctions sous la Médiation, qu'ils avaient conservé les dix-neuf cantons, que les interventions de leurs ministres plénipotentiaires dans la politique suisse soutenaient les justes prétentions des anciens sujets et imposaient de la modération à tous ceux qui rêvaient de revenir à l'ancien régime. C'est précisément le libéralisme des ministres alliés, travaillant de concert à donner à la Suisse une nouvelle assise politique, qui poussera les Bas-Valaisans eux-mêmes dans leurs bras. Aussitôt que se trouve soulevée la question de la nouvelle constitution à donner au Valais, dans une conférence qui se tient à Sion du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin, les Bas-Valaisans souhaitent publiquement l'arrivée du commissaire organisateur autrichien, et ils demandent officiellement à Charles-Emmanuel de Rivaz d'agir à Paris dans ce sens. Charles-Macognin de la Pierre, député du dizain de Saint-Maurice à cette conférence, est chargé par les Bas-Valaisans d'informer Charles-Emmanuel de Rivaz de leur vœu et de la mission qu'ils lui confient. Et toutes les précautions sont prises pour que la commission soit faite. Benjamin de Rivaz écrit à son père le 3 juin :

« La diète [...] a eu lieu, et Charles de la Pierre en est revenu hier soir. Tante [Marguerite Tousard] d'Olbec vous a écrit [...] ce qu'il est chargé de vous faire savoir ; mais pour être encore plus sûr que vous serez informé, il m'a témoigné le désir que je vous l'écrivisse aussi par la voie ordinaire. [...]

» Enfin, un vœu du B[as-] V[alais], et véritablement fait pour prévenir toute animosité, est qu'il vienne un commissaire porteur des bases sur lesquelles il faudrait monter la constitution, et qu'il soit ainsi coupé court à toutes discussions. Il y en aurait certainement, et de vives, si nous sommes sans régulateurs pour les établir »<sup>180</sup>. Et, de fait, les Bas-Valaisans ont été les premiers

<sup>180</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 15 : de Saint-Maurice.



à prendre contact avec les ministres plénipotentiaires des Alliés à Zurich, dans l'espoir que ceux-ci les protégeraient contre les Haut-Valaisans<sup>131</sup>.

L'attitude de Stockalper et des Bas-Valaisans n'a rien d'étonnant ni d'exceptionnel, si on la compare à ce qui se fait ailleurs à l'époque. Neuchâtel reçoit, le 18 juin 1814, une charte constitutionnelle directement octroyée par le roi de Prusse. Et il n'y avait pas de canton qui osât alors établir sa constitution sans la soumettre à l'approbation des ministres alliés<sup>132</sup>. Mais le Valais n'est pas une principauté, et les Haut-Valaisans ont un sens plus chatouilleux de leur indépendance.

Il est permis d'imaginer que Stockalper espérait obtenir du commissaire autrichien qui eût présidé à l'élaboration de la constitution valaisanne quelques avantages politiques en faveur du Haut-Valais. Mais Stockalper était modéré, comme son comportement le prouve ; et le commissaire autrichien ne pouvait pas établir, dans un Valais indépendant, une constitution qui eût rejeté en peu de temps tous les Bas-Valaisans dans les bras de la France. La probabilité est donc très grande que les avantages consentis au Haut-Valais dans le cadre d'une république indépendante n'auraient pas été plus grands que ceux qu'il a effectivement obtenus comme canton suisse. Stockalper ne pouvait guère en douter. Il avait un véritable sens politique, c'est-à-dire le sens du possible. Tout bien pesé, sa politique est une politique de raison.

Au surplus, ce n'est pas lui, ce sont ses ennemis politiques du Haut-Valais qui rêvent d'un retour au régime de 1797. Ce sont eux qui réclament que soient renoués les liens antiques qui unissaient le Valais à la Suisse à cette époque. Il n'est pas assez fort pour les heurter de front et se borne à leur répéter que rien ne saurait se faire sans l'agrément des puissances alliées.

On peut regretter qu'il n'ait pas parlé plus clairement aux Bas-Valaisans. Mais d'une part, il n'était pas en mesure de prendre des engagements à leur égard avant que le commissaire promis n'eût fait connaître son point de vue. Et, d'autre part, Stockal-

<sup>131</sup> Voir ci-dessous, pp. 474-475.

<sup>132</sup> Martin, p. 393.

per eût soulevé, en le faisant, l'ire populaire du Haut-Valais. Son silence relatif a eu des conséquences assez graves, mais Stockalper ne pouvait pas être plus explicite.

En définitive, les maladresses des Haut-Valaisans qui n'avaient rien oublié et rien appris, ont fait renaître dans le Bas-Valais la peur qui lui conseilla d'appuyer l'entrée du Valais dans la Confédération. La méfiance des anciens sujets se comprend d'autant mieux qu'ils n'avaient dû qu'à la France leur émancipation politique, et la France est maintenant vaincue. Au lieu d'aller vers les Bas-Valaisans comme vers des frères, les réactionnaires du Haut-Valais menacent le gouvernement de leurs armes et l'accablent de leurs critiques. Ces menaces, ces critiques auraient dû faire comprendre aux Bas-Valaisans que ce gouvernement n'était pas celui des réactionnaires, mais qu'il était le gouvernement du Valais tout entier. Malheureusement, le silence de Stockalper favorisait la méfiance bas-valaisanne. Stockalper avait le tort d'être Haut-Valaisan. Et, dans tous les temps, il ne manque pas d'esprits qui mettent tous les habitants d'un pays dans le même panier. Des préventions des Bas-Valaisans à l'égard de Stockalper et des réticences de celui-ci, il est résulté un énorme malentendu. En effet, la politique de l'indépendance isolée leur apparaîtra comme une tromperie, une « machination » du Haut-Valais tout entier<sup>133</sup>, lequel n'aurait aspiré, et Stockalper avec lui, qu'à ressusciter le Valais de 1797, avec la sujétion du Bas-Valais.

La longue lettre que Benjamin de Rivaz adresse à son père, le 23 avril 1814, est intéressante non seulement par les opinions et les sentiments personnels qu'elle exprime, mais encore par les idées et les sentiments des Haut-Valaisans dont elle se fait l'écho. Il est piquant d'y relever une exégèse haut-valaisanne du passage toujours discuté de la lettre de Metternich du 14 janvier. Après avoir évoqué pour son père la députation à Metternich, Benjamin de Rivaz poursuit :

« A son retour, elle dit avoir été bien accueillie, et on publia et afficha une lettre du prince de Metternich portant « *le Valais*

<sup>133</sup> Voir ci-dessus, p. 408.

sera séparé de la France »<sup>134</sup> et parlant du rétablissement des institutions et de la liberté dont on avait joui chez nous depuis des siècles. Il paraît que, dans le H[aut-] V[alais], on a argumenté de cette dernière phrase contre le B[as-] Va[lais], vu que nous n'étions pas en liberté depuis des siècles »<sup>135</sup>.

La citation que Benjamin de Rivaz donne de la déclaration de Metternich en est déjà une interprétation. En vérité, en français comme en allemand, le texte dit que le Valais doit jouir à nouveau des avantages qui faisaient son bonheur depuis des siècles. Le mot *Vorteile* (avantages) devait avoir dans le Haut-Valais une saveur très précise. Et de quels avantages le Bas-Valais pouvait-il donc se targuer depuis des siècles ? Avant 1798, seul le Haut-Valais jouissait d'avantages qui faisaient son bonheur ! Donc Metternich veut rétablir l'ancien régime en Valais. On conviendra que le raisonnement est logique... Benjamin de Rivaz ne s'en émeut pas outre mesure : « C'est un incident, poursuit-il, ou plutôt un accident, les paroles de ceux à la tête des affaires ayant toujours été favorables [au maintien de la liberté du Bas-Valais]. Les apparences et les intentions étaient-elles et sont-elles toujours d'accord ? C'est Dieu seul qui peut le savoir, et le temps nous l'apprendra [...] ». Maman vous dit, je crois, quelque chose sur ce qu'elle tient de M. de Quartéry sur le peu d'accord des apparences et des intentions à l'égard de ceux de nos contrées. Cependant, je ne puis trop m'alarmer pour le moment, quand je vois les dix-neuf cantons maintenus *malgré réclamations* »<sup>136</sup>.

Benjamin de Rivaz raisonne sainement. Le Haut-Valais ne pourra pas plus que Berne rétablir le statut politique de 1797. Mais d'autres que lui s'inquiètent. C'est le cas de Jacques de Quartéry, comme nous l'apprend la lettre que M<sup>me</sup> de Rivaz adresse à son mari le même jour :

« D'ailleurs nous sommes encore dans une ignorance parfaite sur le sort qu'on nous prépare. Mais tout ce que je puis te dire est que l'ancien esprit règne toujours [chez les membres du gou-

<sup>134</sup> Souligné dans le texte.

<sup>135</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 12 : de Saint-Maurice.

<sup>136</sup> *Ibidem* ; les derniers mots sont soulignés dans le texte.

vernement provisoire], et M. de Q[uartéry], qui croyait ou feignait de croire à leur franchise, sentiment qu'ils avaient manifesté lors de leur voyage à Fribourg-en-Brisgau, se croit certain du contraire [...]. Il paraît qu'il serait disposé à t'aller joindre, mais je crois que ce ne serait pas d'un commun accord [avec eux], et que ce [ne] serait que pour atténuer ou prendre des mesures contre ce qui pourrait se tramer de contraire aux intérêts du B[as-] V[alais]. De cette manière, je ne crois pas que ce soit dans tes principes, ni qu'il te convienne de t'en mêler. Du reste, on ne sait rien de positif, et une grande obscurité règne encore sur tout ce qui peut se faire »<sup>137</sup>.

Ainsi donc peu de jours après que l'effondrement de l'Empire est connu en Valais, des notables bas-valaisans prêtent à Stockalper des desseins tortueux qui n'ont rien à voir avec sa politique. Bientôt, ils seront amenés à ne voir de salut possible que dans la réunion du Valais à la Suisse en qualité de canton, ce qui n'était évidemment pas la politique de Stockalper, mais pas non plus celle de la masse du Haut-Valais.

C'est dans une nouvelle lettre, datée du 19 mai 1814, que M<sup>me</sup> de Rivaz fait connaître à son mari ce point d'aboutissement de l'opinion politique bas-valaisanne. Je suis allée, dit-elle, chez M. Du Fay, à Monthey, « qui m'a assuré que le vœu général du Bas était d'être un canton suisse, non point allié, mais canton, et qu'on parlait d'y ajouter la vallée d'Abondance, avec la portion du Chablais jusqu'à la Dranse ; que ce projet, s'il pouvait avoir lieu, serait tout ce qu'on pourrait désirer de mieux ; que si tu pouvais y contribuer, tu n'en aurais que des sentiments de reconnaissance du Bas. Mais il ne paraît pas que ce soit la même chose du Haut.

» Le gouvernement provisoire est toujours le même. On ne parle point ni de constitution, ni de notre sort [...]. Je t'ai dit ci-dessus ce qui conviendrait au Bas. Si tu crois sans inconvénient pour toi de t'en mêler, voilà tout ce que j'en sais.

« Louis [Macognin de la Pierre] a déjà dit ici chez sa mère que tu travaillais à la réunion de la portion du Chablais. Cela

<sup>137</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 41.

ne sera pas ignoré. S'il n'a pas dit vrai, et qu'il t'importe de le désavouer, je t'en avertis »<sup>138</sup>.

Nous pouvons faire le point maintenant de la situation de l'opinion publique valaisanne touchant la question de la réunion à la Suisse. D'une part, les Bas-Valaisans se sont ralliés à l'idée d'un Valais confédéré ; mais ils rendent leur cause intolérable au Haut-Valais en voulant faire entrer des Savoyards dans le nouveau canton. D'autre part, le Haut-Valais reste fidèle à la conception traditionnelle d'un Etat valaisan allié des Suisses ; mais ils rendent leur cause intolérable au Bas-Valais, en y associant la prétention d'un retour au statut politique de 1797. En somme, le gouvernement mis à part, tout le monde veut que le Valais rentre dans la Suisse, mais pas dans la même Suisse. Un mois plus tard, le Haut-Valais voudra toujours le retour à l'ancien régime, que le chanoine Anne-Joseph de Rivaz appelle en termes ecclésiastiques, et d'ailleurs impropres, l'« omnimode indépendance », pour l'opposer alors à la politique d'entrée du Valais dans la Confédération. A ce retour à l'ancien régime, dit-il, restent attachés l'évêque Xavier de Preux, le clergé et la plupart des notables de l'ancien Valais des Sept-Dizains, parce qu'elle leur paraît l'unique moyen de rétablir la souveraineté du Haut-Valais. C'est ce qui a poussé les Bas-Valaisans à désirer, par opposition, l'incorporation du Valais à la Suisse : ils ont vu, dans cette solution, l'unique moyen d'assurer leur liberté politique et leur égalité civique<sup>139</sup>.

## 6. *Décision de convoquer une conférence à Sion*

Au-dessus des deux camps, en mai 1814, le gouvernement continue à œuvrer en faveur de l'indépendance isolée dont il rêve. Mais il se tait. Le 19 mai, il n'a pas encore rédigé sa circulaire motivant l'envoi d'une députation à Paris. Le même jour,

<sup>138</sup> *Ibidem*, n° 14 : de Saint-Maurice.

<sup>139</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 20-21. Alors que Benjamin de Rivaz comprend la politique de Stockalper de l'« indépendance isolée », mais

contrairement à sa mère qui est mieux renseignée que lui<sup>140</sup>, Benjamin de Rivaz continue à voir dans la politique de Stockalper celle du Haut-Valais tout entier. Il écrit à son père :

« On dit, et il paraît certain, que le vœu de l'indépendance isolée a été exprimé par la députation de janvier au quartier général des Alliés. Personne ne doute que ce ne soit encore celui des H[aut-] V[alaisans], et beaucoup croient qu'ils ne sont point encore sans espoir à cet égard, aucun acte du gouvernement n'ayant encore paru à ce sujet »<sup>141</sup>.

Il est intéressant que les lettres de Benjamin de Rivaz et celles de sa mère ne concordent pas sur tous les points à la même date. Cela ne donne que plus de force à leurs affirmations communes, et notamment à leur assertion suivant laquelle, le 19 mai, le gouvernement n'a pas encore fait connaître publiquement ses intentions.

Puisque les Valaisans ne savent rien, Charles-Emmanuel de Rivaz fait, de son côté, tout ce qu'il peut pour les renseigner de Paris. Il s'efforce de prendre des contacts. Le 18 mai, il écrit à sa femme :

« Rien n'est encore arrêté parmi les puissances pour l'organisation future de la Suisse. Seulement paraît-il sûr que le Valais et Genève forment deux nouveaux cantons. Il arrive ici beaucoup de députés de divers des anciens cantons. Je dîne après-demain chez M<sup>me</sup> de Vauborel avec ceux de Soleure. L'un d'eux est M. de Surbeck, dont elle connaît la famille. Je serai bien aise de faire leur connaissance. M. de Maillardoz m'a dit ces jours derniers que la diète de Zurich envoyait ici l'avoyer de Mülinen et Aloys Reding. Je les irai voir et serai bien aise de cultiver cette connaissance. [...]

» Je pense que les Autrichiens ne tarderont pas à quitter notre pays »<sup>142</sup>.

l'attribue faussement à tous les Haut-Valaisans, Anne-Joseph de Rivaz mêle maladroitement la politique des Haut-Valaisans avec celle de Stockalper, à laquelle seule convient le terme d'« omnimode ».

<sup>140</sup> Voir ci-dessus, p. 449.

<sup>141</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 13 : de Saint-Maurice.

<sup>142</sup> Rz, cart. 43, fasc. 23, n° 17.

Le 23 mai enfin, le gouvernement émet sa circulaire sur la députation qui se rend à Paris. Stockalper, de Werra et Delasoie quittent Sion le même jour. A peine sont-ils partis que partout l'on s'émeut. « [...] Le Haut-Valais, ayant pris ombrage de cette députation, dont il ignorait mais soupçonnait les motifs, sollicita de M. Taffiner, vice-président du gouvernement provisoire, la convocation d'une diète pour aviser aux moyens de sortir d'embarras et de mettre fin au régime provisoire »<sup>143</sup>. On voulait donc y mettre fin d'une autre manière que celle qu'envisageait Stockalper ; mais Taffiner sera devancé par les événements. Dans le Bas-Valais, la méfiance, quoique fondée sur d'autres motifs, est tout aussi grande. Dès le 22 mai, M<sup>me</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz, toujours bien renseignée, avertit son mari du départ de la députation : « Ces Messieurs doivent passer demain », lui écrit-elle de Saint-Maurice, et elle le met en garde contre eux<sup>144</sup>.

La date précise du départ de la députation valaisanne pour Paris revêt une grande importance, car c'est le 24 mai, jour où cette députation se trouve à Genève<sup>145</sup>, que va éclater à Sion une bombe à laquelle personne ne s'attend. Ce jour-là, le conseil du gouvernement ne réunit toujours que deux membres, de Lavallaz et de Rivaz, et leur délibération, qui ne porte que sur une lettre du tinier d'Ernen, tient en quelques lignes<sup>146</sup>. Mais, à onze heures du soir, le major Vukassovich reçoit à Sion une lettre que Simbschen a adressée d'Arona au gouvernement valaisan. Cette lettre lui paraît si importante qu'il va aussitôt la communiquer à ses destinataires. Ceux-ci sont si stupéfaits qu'ils notent avec exactitude sur la lettre de Simbschen : « Reçu le 24 mai à onze heures et demie de la nuit, et protocolé le 25 du même mois ». Quelques jours plus tard, Vukassovich va quitter le Valais, mais le gouvernement ne le laissera pas partir sans exiger de lui une déclaration écrite et signée de sa main, confirmant que la lettre de

<sup>143</sup> Macognin, p. 105 ; ce passage fait suite à la définition que donne Macognin de la politique de Stockalper (voir ci-dessus, p. 444).

<sup>144</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 45. Voir ci-dessus, p. 408.

<sup>145</sup> Voir ci-dessus, p. 456.

<sup>146</sup> T 2, p. 277. Le tinier se nomme Imhof.

Simbschen « n'est arrivée ici à Sion que dans la nuit du 25 (vingt-cinq) mai »<sup>147</sup>.

Que dit donc cette lettre étonnante ? Elle est brève, et même laconique :

« J'ai l'honneur de vous communiquer une copie de la lettre que j'ai reçue de Son Excellence le chargé d'affaires M. Schraut, afin que — au cas où vous n'auriez pas encore fait partir de députés en vue de la future constitution — vous envoyiez à Zurich, selon mon opinion qui n'a aucun caractère impératif, M. le baron de Werra, muni de pleins pouvoirs ; il serait le mieux en mesure d'exposer excellemment la situation, les circonstances et la nature des choses pour le pays »<sup>148</sup>.

Or, au moment où il reçoit cette lettre, le gouvernement provisoire ne peut plus atteindre le baron de Werra, pas plus d'ailleurs que Stockalper ou Delasoie ; il ne peut ni les prévenir, ni mettre un terme à leur voyage ; force lui est de les laisser continuer leur route vers Paris et d'agir sans eux.

Il n'a plus le choix. La copie de la lettre de Schraut, que Simbschen joint à sa propre missive, est tout à fait impérative. C'est par cette simple copie que le Valais apprend enfin le sort qui lui est fait par les Alliés. Que dit Schraut à Simbschen ? En résumé : que les puissances alliées désirent que le Valais entre dans la Confédération suisse ; que déjà Genève et Neuchâtel ont entrepris des démarches officielles dans le même dessein ; qu'en conséquence le Valais ne peut pas tarder plus longtemps à répondre avec reconnaissance aux intentions bienveillantes que l'on a pour lui. C'est pourquoi Schraut prie Simbschen d'informer de tout cela le gouvernement du Valais et de presser celui-ci d'envoyer à Zurich, aussi rapidement que possible, des députés munis

<sup>147</sup> T 5, fasc. 5, n° 16 : ...hier in Sitten erst in der Nacht zum 25sten fünfundzwanzigsten Mayen angekommen seye. Selber Brief ware unter meiner Adresse. Sitten, den 30.sten May 1814. [signé] P. Vukassovich, major Comandt. »  
a. s.

<sup>148</sup> T 5, fasc. 5, n° 14, original en allemand, s. a. ; dans un second et bref paragraphe (cité ci-dessus, pp. 365-366), Simbschen se plaint qu'aucun débâlement n'ait été fait au col du Simplon.



des pleins pouvoirs voulus pour traiter de cet objet et terminer cette affaire comme désiré<sup>149</sup>.

Cette lettre de Schraut à Simbschen est le document le plus important de toute l'histoire contemporaine du Valais. L'acte de réunion du Valais à la Suisse, du 4 août 1815, n'en est que la conséquence et la consécration officielle. Que Schraut ait adressé une telle lettre non pas au gouvernement valaisan, mais au colonel autrichien commandant les troupes d'occupation dans le pays, c'est là plus qu'une simple bizarrerie diplomatique. Schraut est informé du peu de chaleur que montre le gouvernement Stockalper à l'endroit d'un Valais suisse, ce qui explique les termes : « le Valais ne peut donc tarder plus longtemps... » Mais, par un piquant retour des choses, en s'adressant au colonel Simbschen, Schraut a retardé de façon inattendue, jusqu'au 25 mai, le premier acte du gouvernement valaisan visant à la réunion avec la Suisse. En effet, la lettre de Schraut est datée du 2 mai. Simbschen la reçut à l'époque où lui était notifié, d'autre part, l'ordre de quitter le Valais avec sa troupe. Ayant alors d'autres chats à fouetter, il la mit de côté sans la lire, ou l'égara purement et simplement<sup>150</sup>. Il l'emporta par bonheur dans ses bagages. Elle le suivit donc à Arona. Mais, de là, il se rendit à Milan, et c'est à son retour à Arona qu'il la découvrit ou la retrouva<sup>151</sup> et en fit dresser une copie qu'il adressa au gouvernement provisoire sans un mot d'excuses.

Le 25 mai, ayant enfin cette copie en main, le gouvernement provisoire est sur des charbons ardents. La lettre de Schraut, datée

<sup>149</sup> Lettre de Zurich, 2 mai 1814, publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 118.

<sup>150</sup> La lettre de Simbschen à Schraut datée du 10 mai (ci-dessus, p. 452) et qui n'a pas été envoyée à son destinataire, ne peut pas donner suite à la lettre de Schraut du 2 mai, car elle ne contient ni référence, ni allusion à cette dernière. De plus, si le gouvernement provisoire avait connu dès cette époque le *diktat* de Schraut, on ne voit pas pourquoi il aurait attendu jusqu'au 23 mai pour faire partir pour Paris la députation chargée de s'y opposer. Enfin, tout le comportement ultérieur de la députation Stockalper, et notamment la brouille qui va éclater entre elle et les membres du gouvernement demeurés à Sion, prouvent bien qu'il n'y avait pas connivence entre les deux parties.

<sup>151</sup> Voir ci-dessus, p. 365, et lettre du gouvernement provisoire à Schraut, de Sion, 25 mai 1814, publ. dans *Gouvernement provisoire*, p. 123.

du 2 mai, enjoignait au gouvernement valaisan d'agir « aussi rapidement que possible ». Plus de trois semaines se sont déjà écoulées et rien encore n'a été fait. De Lavallaz et de Rivaz s'adjoignent de Courten lors de la séance qu'ils tiennent le 25 mai, et dont le procès-verbal enregistre les actes suivants :

« 1° Des copies ont été faites en nombre suffisant de la lettre de M. Schraut [à Simbschen] et ont été envoyées de suite dans tous les dizains, avec une lettre d'envoi à MM. les grands châtelains.

» 2° Une seconde circulaire a été adressée à ceux-ci dans la même journée, par laquelle les conseils de dizain sont invités à se réunir au plus tôt pour nommer trois députés à une conférence que l'on assigne à la matinée du 30 de ce mois, à Sion. Dans cette conférence, on nommera les députés à la Diète de la Confédération suisse, on en fixera le nombre et on donnera à cette députation les instructions que l'on croira nécessaires, soit pour former un Etat indépendant allié à la Suisse, soit pour faire un canton du Corps helvétique.

» 3° On a de suite voté deux lettres, une pour M. Schraut et l'autre pour le bourgmestre de Zurich [Hans Reinhard], président de la Diète de la Confédération suisse ; et pour mettre plus de célérité dans l'envoi de ces lettres, et pour témoigner notre empressement à obtempérer à l'invitation de M. le ministre autrichien à Zurich, le conseil a résolu d'envoyer ces deux dépêches par un courrier extraordinaire qui fera toute la diligence possible, soit en allant, soit en revenant. On a désigné à cet effet M. Joseph Bruttin fils, de Sion, un des secrétaires du gouvernement, qui s'est mis en route sur-le-champ en prenant la route la plus courte de Zurich »<sup>152</sup>.

Cette fois, le gouvernement fait preuve d'une célérité exemplaire. Il n'a pas attendu le lever du jour pour se mettre au travail. Quatre heures après avoir pris connaissance de la lettre de Schraut à Simbschen, il en fait partir les copies destinées aux dizains et,

<sup>152</sup> T 2, pp. 277-278.

huit heures après, il expédie les lettres de convocation pour la conférence de Sion<sup>153</sup>.

La lettre du gouvernement valaisan à Schraut mérite d'être lue. Outre qu'elle donne à son destinataire le titre de « M. le commissaire impérial », elle s'achève sur ce joli passage :

« Une circonstance dont nous avons l'honneur de prévenir Votre Excellence est qu'empressés de voir finir le provisoire de notre existence politique et ignorant entièrement l'espérance de notre agrégation à la Suisse, nous avons fait partir une députation pour Paris, qui doit chercher à être présentée à Leurs Majestés impériales et royales pour y postuler et solliciter quelque décision sur le sort du Valais, qui y fasse cesser les inconvénients d'un gouvernement provisoire continué depuis cinq mois. Nous aimons à penser que cette démarche ne fera que concourir au même but avec celle de la députation actuelle à Zurich en exécution des intentions de Votre Excellence »<sup>154</sup>. Comme en termes harmonieux ces choses contradictoires sont mises !

Pendant que Stockalper et ses deux collègues poursuivent innocemment leur route vers Paris, le jeune Bruttin fait diligence vers Zurich. Il sera de retour à Sion dès le 2 juin, et y rendra compte au gouvernement provisoire de sa mission auprès de Schraut et de Reinhard, « disant qu'il avait été parfaitement accueilli de ces deux illustres personnes, et particulièrement de Son Excellence le président de la Diète »<sup>155</sup>. Entre-temps, en Valais, les événements se succèdent à un rythme accéléré. Les conseils des dizains se réunissent pour nommer leurs députés à la conférence qui s'ouvrira le 30 mai. Cela soulève un problème : quelle est la nature de cette assemblée ? Faut-il, demande le 27 mai le grand châtelain du dizain d'Héremence, Antoine Theiler, y admettre l'avocat Bovier, qui vient d'y être nommé par ce dizain, et qui n'a que vingt-huit ans, la constitution de 1802 fixant l'âge minimum de trente ans pour les députés à la diète ? Oui, répond

<sup>153</sup> Rz 154, fol. 378-379, discours d'ouverture de la conférence de Sion du 30 mai, minute de la main d'Isaac de Rivaz.

<sup>154</sup> Publ. dans *Gouvernement provisoire*, pp. 123-124.

<sup>155</sup> T 2, p. 287.

le gouvernement : « cette conférence n'est pas une diète », et M. Bovier « représente ce dizain convenablement par son état et sous beaucoup d'autres rapports ». Cette conférence est, en effet, une assemblée élue de notables. Le conseil décide d'y inviter en outre l'évêque de Sion<sup>156</sup>.

La conférence qui va s'ouvrir réunira les députés des douze dizains de la République de 1802, et non des treize cantons du département du Simplon. Ainsi sera consacrée la fin de « l'époque de la réunion » à la France, et c'est une république indépendante qui décidera de son union à la Suisse. L'assemblée prévue est certes une assemblée représentative. Mais elle ne repose sur aucune base constitutionnelle. La constitution de 1802 accordait à chaque dizain une représentation proportionnelle à sa population. Mais le gouvernement, au lieu de remettre en vigueur ce principe en même temps que la division territoriale de 1802, vient de décider que chaque dizain n'enverrait uniformément que trois députés à la conférence. Cette décision ne peut que déplaire aux Bas-Valaisans, dans la mesure où elle leur paraît préjuger de l'avenir. Une diète ainsi constituée ne leur permettrait pas de peser de leur poids réel au sein de l'assemblée. Mais, dans l'immédiat, étant donné l'objet de la conférence du 30 mai, ils ne protestent pas officiellement<sup>157</sup>. Ils font autre chose.

Ils s'estiment « menacés de perdre leur liberté et, voyant que les Haut-Valaisans ne s'occupaient que de leurs intérêts et qu'on les oubliait, ils ne s'oublient point eux-mêmes. Ils s'assemblent à Martigny »<sup>158</sup>. Il ne s'agit point ici de la réunion du conseil de ce dizain chargé d'envoyer des députés à la conférence de Sion. Tout au contraire, cette assemblée se tient « aussitôt » que l'on a connaissance de la conférence prévue pour le 30 mai, et elle groupe « les notables et fonctionnaires publics des quatre dizains » du Bas-Valais. Pour assurer la réunion du Valais à la Suisse, « ainsi

<sup>156</sup> T 2, pp. 282-283.

<sup>157</sup> T 3, fas. 1, n° 4, lettre de Taffiner, faisant fonction de président du gouvernement provisoire, à Stockalper, de Sion, 31 mai 1814 : « On s'attendait à des difficultés, qui n'ont pas eu lieu, sur la représentation que nous avons statuée égale par dizain », orig. de la main d'Isaac de Rivaz, s. a.

<sup>158</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 18-19.

que la liberté des peuples du Bas-Valais », elle décide de faire partir immédiatement deux députations, l'une pour Zurich, l'autre pour Paris. La première, composée de Jacques de Quartéry et de Michel Dufour, se rendra auprès des ministres des puissances alliées<sup>159</sup>. Elle est déjà à Zurich le 31 mai<sup>160</sup>. De Quartéry et Dufour font donc connaître les vœux des Bas-Valaisans aux ministres. Naturellement, ceux-ci leur donnent des assurances en ce qui concerne l'entrée du Valais dans la Confédération ; mais au sujet du maintien de l'égalité civique, ils se bornent à leur donner « des espérances »<sup>161</sup>. Cette députation est moins importante par les résultats qu'elle a obtenus que par le symbole qu'elle constitue : les premiers Valaisans qui se soient rendus à Zurich pour y exprimer le vœu de devenir Suisses sont les Bas-Valaisans. Ils y devancent la députation officielle, qui n'y arrivera qu'au soir du 12 juin<sup>162</sup>.

La seconde députation bas-valaisanne ne compte qu'un député, Louis de Preux, vice-grand châtelain de Saint-Maurice. Il est chargé d'espionner à Paris la députation du gouvernement provisoire et de s'opposer à son action. La mission de Preux est secrète. On en donne pour prétexte qu'il va rendre visite à ses beaux-parents, les Helflinger, mais il emporte avec lui une copie de la lettre de Schraut à Simbschen du 2 mai<sup>163</sup>, ainsi que deux lettres adressées à Charles-Emmanuel de Rivaz par la femme et par le fils de celui-ci, et toutes deux datées du 27 mai. M<sup>me</sup> de Rivaz tient à répéter à son mari les conseils de prudence qu'elle lui a déjà donnés à l'égard de Stockalper, de Werra et surtout de Delasoie : « Les Bas-Valaisans cherchent à parer leurs démarches, mais je crains bien qu'ils n'arrivent que trop tard, et que toi, à qui l'on

<sup>159</sup> Macognin, p. 105. Philippe Morand, désigné à la fois pour cette députation et pour la conférence de Sion du 30 mai, opta pour cette dernière : voir Biollay, *Des treize cantons...*, annexe II, pp. 46-48.

<sup>160</sup> *Journal suisse*, n° 45, du 7 juin 1814, et *Gazette de Lausanne*, n° 46, du 10 juin 1814, publ. dans *Ann. Val.*, 1965, p. 65.

<sup>161</sup> Macognin, p. 105.

<sup>162</sup> *Députés 1814*, p. 39.

<sup>163</sup> Macognin, p. 105 ; A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 19 ; Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, pp. 245-246.

s'adresse pour cela, n'y aies des embarras et des désagréments »<sup>164</sup>. Mais Benjamin de Rivaz est plus optimiste, et sa lettre est plus explicite :

« Le porteur de la présente sera M. Louis Preux, qui part demain pour Paris, et qui est invité à faire diligence. Il vous apprendra l'objet de son voyage, dans lequel vous êtes aussi pour quelque chose, et vous dira, mieux que je ne pourrais vous l'écrire, tout ce que vous pouvez désirer sur ce qui s'est passé et se passe chez nous [...].

» Je vous disais dans ma dernière lettre [du 19 mai] que je ne croyais pas que le H[aut-] V[alais] eût renoncé à tout espoir d'obtenir l'indépendance isolée. Mes conjectures paraissent se vérifier ; mais tout porte à croire que nous arriverons à bon port. Il y a preuve par la lettre de M. Schraut [à Simbschen] que les mesures des Alliés à l'égard de la Suisse s'étendaient jusqu'à nous, et je ne crois pas qu'ils fassent si facilement une exception aux principes libéraux par eux adoptés à ce sujet ; et les démarches que l'on fait et auxquelles vous êtes appelé à concourir doivent d'autant plus rassurer à cet égard »<sup>165</sup>.

C'est donc le samedi 28 mai que Louis de Preux se met en route pour Paris, où Stockalper n'est pas encore arrivé. Ce jour-là, le conseil du gouvernement ne réunit toujours que trois membres : de Lavallaz, de Rivaz et de Courten. Ils décident d'écrire à leurs trois collègues en voyage une longue lettre fort solennelle, qu'ils signent tous les trois. Elle leur narre tout ce qui s'est passé en Valais depuis leur départ et leur fait part des initiatives qu'ils ont jugé devoir prendre. Et ils justifient leurs décisions. Pourquoi ont-ils convoqué une conférence réunissant les députés des douze dizains ? C'est que, disent-ils, la lettre de Schraut à Simbschen, dont ils adressent une copie à Stockalper, pose un problème « d'un intérêt trop majeur » pour que nous osions « user du pouvoir que nous donne la lettre de Son Excellence M. de Schraut d'envoyer nous seuls une députation à Zurich ». D'autre part, les députés que la conférence enverra à Zurich, y « apprendront d'une

<sup>164</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 46 : de Saint-Maurice.

<sup>165</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 14 : de Saint-Maurice.

manière plus positive les vœux des augustes souverains, nos bien-faiteurs, la lettre de Son Excellence M. de Schraut laissant lieu de douter, à ce qu'il nous semble, s'il est déjà prononcé que le Valais doit faire un canton de la Suisse, ou s'il nous est laissé le choix de former une république indépendante qui renouvellerait ses alliances avec ses anciens bons voisins et amis ». Les trois membres du gouvernement disent leurs regrets de se trouver seuls en des circonstances aussi délicates et ajoutent : « Nous avons réitéré à M. Taffiner l'invitation de venir occuper son fauteuil. Nous sommes encore sans réponse, et nous craignons bien que toutes nos invitations, devenues des ordres, restent sans effet ». Enfin, estimant que les travaux de la députation Stockalper à Paris se trouvent désormais « beaucoup abrégés », le gouvernement prie celle-ci de « solliciter de la cour de France la permission d'extraire en franchise du droit de consommation la quantité de dix mille quintaux de sel à lever aux salines de Peccais, ou autres de la Méditerranée, en un ou deux chargements »<sup>166</sup>. De cette façon, la mission de Stockalper aura encore un but ! Gouverner le Valais, c'est d'abord l'approvisionner en sel.

Lors de la même séance du 28 mai, le gouvernement décide d'ajourner l'adresse de félicitations officielles du Valais au « roi de Sardaigne qui vient de remonter sur son trône ». Le gouvernement provisoire est réduit à trois membres. Il convient d'attendre que le Valais ait un gouvernement définitif, car on ne sait même pas « si le Valais sera indépendant »<sup>167</sup>. Le lendemain, 29 mai, est le dimanche de la Pentecôte et le gouvernement ne tient pas séance. Sans doute est-ce ce jour-là qu'arrive à Sion Jean-François Taffiner qui, en sa qualité de vice-président, va prendre les rênes du gouvernement — toujours provisoire — et les garder jusqu'au 12 décembre 1814, date à laquelle il passera ses pouvoirs à Léopold de Sépibus<sup>168</sup>.

<sup>166</sup> T 3, fasc. 1, n° 3, orig., trois s. a.

<sup>167</sup> T 2, pp. 283-284.

<sup>168</sup> T 2, pp. 496-497.

## 7. La conférence de Sion du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 1814

Le lundi 30 mai, le traité de Paris est signé et la conférence de Sion ouvre ses travaux. Le gouvernement compte quatre membres présents : Taffiner, qui en assume la présidence, de Lavallaz, de Rivaz et de Courten. Vont-ils participer, eux aussi, à la « Haute Assemblée des Douze Louables Dizains de la République du Valais » qui réunit trente-six députés et l'évêque de Sion<sup>169</sup> ? Ils prennent contact avec eux. En définitive, « le conseil, après avoir sondé les intentions de ladite haute assemblée, et sous divers autres motifs, s'est décidé à ne pas paraître en séance de cette conférence »<sup>170</sup>. Ils se bornent à lui adresser un message. Dans celui-ci, écrira Taffiner à Stockalper, « nous soutenions que nous étions en place d'après des mandats spéciaux des communes, lesquels n'étant pas révoqués, nous nous tenions pour honorés de la confiance de nos compatriotes ; [que nous] avions siégé et siégerions en cette qualité.

» La conférence ne tarda pas à se reconnaître pour diète et nous regarda comme un Conseil d'Etat isolé de la représentation nationale. Elle nomma son président en la personne de Son Excellence [Léopold] de Sépibus, et elle a voté à la presque unanimité la réunion à la Suisse en qualité de canton.

» A ce sujet, il est bon de remarquer que, dès le matin, les députés du Bas-Valais avaient annoncé que Genève, au lieu de sa prétention d'être république indépendante, était devenue canton, et la *Gazette [de Lausanne]* confirma cette assertion. Bien des personnes crurent dès lors qu'il était inutile de demander ce que Genève n'avait pas obtenu, et conçurent quelque impossibilité à être la seule république alliée dans la ligue suisse.

» Elle nomma ses députés pour Zurich, qui sont Son Excellence [Léopold] de Sépibus, MM. les grands châtelains [Libérat] de Courten, de Sion, et [Pierre-Marie] de Lavallaz, de Collombey [...] »<sup>171</sup>.

<sup>169</sup> Voir Biollay, *Des treize cantons...*, annexe II, pp. 46-48.

<sup>170</sup> T 2, p. 285.

<sup>171</sup> T 3, fasc. 1, n° 4, de Sion, 31 mai 1814, orig., s. a.



Ce bref rapport mérite d'être précisé sur deux points. Le premier concerne la réunion du Valais à la Suisse. Les trente-sept participants à la conférence de Sion se considèrent avec force comme « formant une haute représentation nationale », qualité qu'ils déniaient au gouvernement provisoire, avec raison désormais. De Sépibus, après avoir lu à l'assemblée le message du gouvernement et la lettre de Schraut à Simbschen, en conclut à « la nécessité de prendre en prompt considération les dispositions insinuées par Son Excellence le ministre impérial Schraut [...], ce à quoi la haute assemblée procéda sans délai, après une discussion proportionnée à l'importance du sujet, et en reconnaissant et déclarant à l'unanimité, d'après des commissions spéciales, que le vœu des Douze Louables Dizains, recueilli en due forme, est que le Valais soit admis à faire partie intégrante de la Confédération helvétique, sous réserve expresse de la liberté cantonale [...] ». En conséquence, les trois députés choisis dans chacune des trois régions du Valais, reçoivent comme mission principale, celle de porter à Zurich le vœu du Valais « de faire comme canton souverain partie intégrante de la Confédération suisse, et pour instruction spéciale, dans le cas où ladite députation viendrait à apprendre que la Suisse, contrairement à la promesse faite du maintien de souveraineté, dût être régie par un gouvernement central plutôt que chaque canton libre par sa constitution propre, ils aient à protester et à [en] référer au conseil du gouvernement provisoire, et celui-ci aux membres composant la présente assemblée, afin qu'il puisse être pris telles déterminations que les circonstances pourraient exiger »<sup>172</sup>. Tout cela est clair et net. Le Valais est unanime à demander son entrée dans la Confédération sous la seule réserve du maintien de la souveraineté cantonale. Pourquoi donc n'a-t-il signé l'acte de sa réunion à la Suisse que le 4 août 1815, puisque la souveraineté cantonale lui fut garantie comme à tous les cantons ? La réponse à cette question se trouve dans le second point que nous avons à préciser : celui de l'établissement de la nouvelle constitution. Celle-ci ne fut adoptée que le 12 mai 1815. Pourquoi si tard ?

<sup>172</sup> DV, *Recès* 1, fol. 1 (verso), 2, 3 (recto), n. ch.

Parmi les instructions particulières que la conférence de Sion donne aux trois députés qu'elle envoie à Zurich, il y a celle-ci : que la députation « veuille bien recueillir, en tout ou en partie, des diverses constitutions cantonales, ce qui lui paraîtrait utile à fixer la constitution du Valais, et particulièrement de celles qui régissent les cantons dont la situation se compare le mieux au Valais par rapport aux besoins, aux mœurs et aux habitudes des Valaisans »<sup>173</sup>. En effet, la conférence de Sion a discuté âprement de la future constitution valaisanne. Mais, sur ce point, le recès de ses délibérations se montre singulièrement discret : « La même haute assemblée a encore ajourné quelques réflexions produites sur les bases d'une nouvelle constitution du Valais »<sup>174</sup>.

Nous en sommes donc réduit à chercher la vérité ailleurs que dans les documents officiels. Par bonheur, une lettre de Benjamin de Rivaz à son père, en date du 3 juin, vient à notre secours :

« La diète a été unanime pour la réunion à la Suisse, mais quelques dizains ont protesté dans le cas où le gouvernement serait *unitaire* [...]. Cette protestation paraît assez inutile ; d'autres cantons se seraient bien certainement déjà élevés, si le pacte fédéral détruisait les constitutions particulières pour les remplacer par une seule. Mais un point essentiel, et pour lequel il paraît que nous ne devrions pas rester abandonnés à nous-mêmes, c'est la constitution à nous donner.

» Les H[aut-] V[alaisans] tiennent à ce que l'on prenne pour base leur ancien usage de voter par dizain. Il est clair que cette base ne peut convenir au Bas-Valais, que l'on voudrait, dit-on encore, réduire à trois dizains. Et en conséquence :

» 1<sup>er</sup> objet que Charles de la Pierre vous recommande : que la représentation soit égale, ou du moins d'après la population, et les votes comptés par tête et non par dizain.

» 2<sup>e</sup> que, dans le cas où cet article ne serait pas un des fondamentaux de notre charte future, demander la séparation du Bas d'avec le Haut. L'opinion est, dit-il, prononcée à cet égard »<sup>175</sup>.

<sup>173</sup> *Ibidem*, fol. 3 (verso), n. ch.

<sup>174</sup> *Ibidem*, fol. 4 (verso), n. ch.

<sup>175</sup> Rz, cart. 53, fasc. 12, n° 15 : de Saint-Maurice. Le mot *unitaire* est souligné dans le texte.

Cette lettre prend toute son importance du fait qu'elle ne représente pas les opinions personnelles de son auteur. Benjamin de Rivaz ne fait que s'acquitter d'une commission qui lui a été donnée par Charles Macognin de la Pierre, lui-même porte-parole des Bas-Valaisans. C'est la même lettre qui contient le vœu de ceux-ci de voir arriver en Valais un commissaire autrichien chargé de présider à l'élaboration de la constitution<sup>176</sup>.

Ainsi donc, dès la conférence de Sion, apparaissent les grandes lignes de ce que vont être les luttes politiques valaisannes jusqu'à l'adoption de la constitution du 12 mai 1815. D'un côté, les Haut-Valaisans réclament le rétablissement du vote en diète par dizain, et ils veulent réduire le Bas-Valais à trois dizains. De l'autre, les Bas-Valaisans envisagent déjà de se séparer du Haut-Valais, menace qu'ils mettront à exécution en décembre 1814 et en février 1815<sup>177</sup>. De cet antagonisme qui pose un problème actuellement insoluble, découlent, d'une part, l'impossibilité pour la Haute Assemblée des Douze Louables Dizains, qui se considère pourtant comme « haute représentation nationale », de nommer un gouvernement, et d'autre part, par voie de conséquence, la nécessité de proroger les pouvoirs du gouvernement provisoire jusqu'à droit connu, c'est-à-dire jusqu'à l'adoption d'une constitution, bien que ce gouvernement provisoire ait été mis en place par l'autorité militaire d'occupation qui a maintenant quitté le pays.

Les anciens cantons de Mörel et de Rarogne se sont réunis pour ne former qu'un seul dizain, qui envoie à la conférence trois députés, au lieu de six. Ce sont Léopold de Sépibus, Nicolas Roten fils et Aloïs Roten<sup>178</sup>. Il est tout à fait invraisemblable que cette réduction ait été imposée par les membres du gouvernement en fonctions au moment de la convocation de cette assemblée. Il apparaît clairement, au contraire, que ce sont les intéressés qui en ont décidé ainsi. Ils ne souhaitaient pas le retour à la division territoriale de 1802, mais ils préconisaient un Valais composé de dix dizains, ce qui impliquait la réunion des cantons de Mörel

<sup>176</sup> Voir ci-dessus, p. 462.

<sup>177</sup> Gauye, pp. 37-38 ; 59-61 ; 82-84 ; Biollay, *Introduction*, pp. 15-18.

<sup>178</sup> Biollay, *Des treize cantons...*, annexe II, p. 47.

et de Rarogne, et la suppression des dizains d'Hérémenche et de Martigny. Ainsi chacune des trois régions du canton perdrait un dizain. Mais le Bas-Valais serait automatiquement mis en minorité du fait que sept dizains, sans parler de l'évêque, se trouveraient appartenir à l'ancien pays souverain et que le vote en diète devrait se faire par dizain.

Charles-Emmanuel de Rivaz, que les Bas-Valaisans appellent à leur secours à Paris, est parfaitement conscient du danger. C'est pourquoi, le 4 juin, il fait une démarche auprès de La Harpe en faveur du Bas-Valais, après avoir écrit à sa femme, boîte aux lettres des Bas-Valaisans, les lignes suivantes :

« Si on ne nous agrandit point [d'une partie de la Savoie], il sera d'autant plus important d'avoir une constitution qui nous mette à l'abri de la majorité des dizains supérieurs, et c'est ce qui n'est pas facile. Il n'est pas douteux que plusieurs cantons ne pensent à rétablir leur supériorité sur leurs anciens sujets. Mais M. Monod se regarde comme assuré que le canton de Vaud restera souverain, et alors il ne paraît guère possible que nous ne le restions pas nous-mêmes. J'attends avec empressement des nouvelles de nos Messieurs [de Quartéry et Michel Dufour], que M. Preux m'a dit être partis pour Zurich. Ce qu'ils me diront fixera mes idées sur les démarches ultérieures à faire ici avant mon départ. J'espère de même qu'on m'instruira de suite du résultat de la diète qui a été convoquée [à Sion]. Je ne négligerai au surplus rien de ce qu'on croira utile pour fixer notre condition future d'une manière un peu solide. Communique ceci [...] à M. Du Fay qui pourra le communiquer à qui il jugera à propos. Mais que tout se fasse avec la plus grande circonspection et sans mettre mon nom pour rien dans les conversations. J'en servirai d'autant plus sûrement la chose que j'y paraîtrai moins. Je recommande spécialement à nos amis en Valais de se taire sur moi. Qu'ils y prennent seulement confiance. Nous verrons à mon retour s'il y aura de l'importance à envoyer quelqu'un au congrès de Vienne »<sup>179</sup>.

Charles-Emmanuel de Rivaz n'avait que trop raison. Les anciens cantons souverains ne songeaient qu'à détruire en Suisse

<sup>179</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 20, de Paris.

l'œuvre de la Médiation napoléonienne. Le projet de constitution fédérale soumis aux cantons le 31 mai 1814 fut rejeté, et tout fut à recommencer<sup>180</sup>. Le pacte fédéral ne sera adopté que le 7 août 1815. Mais les Bas-Valaisans ont suivi les conseils de Charles-Emmanuel de Rivaz et ils lui ont gardé leur confiance. Ils ont fait de lui le chef de leur députation chargée en septembre et octobre 1814 de discuter à Zurich, sous l'égide des ministres des puissances alliées, de la nouvelle constitution valaisanne et d'en établir les bases. C'est son intervention décisive qui provoquera non seulement le maintien des dizains d'Hérens et de Martigny, mais encore la création du dizain de Conthey, imposée aux Haut-Valaisans par le « pronunciatum » des ministres du 23 octobre 1814<sup>181</sup>. Du projet de division territoriale présenté par le Haut-Valais à la conférence tenue à Sion du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin, le seul point retenu fut la disparition du dizain de Mörel.

Le 31 mai, la conférence de Sion s'avise que Stockalper, de Werra et Delasoie sont partis pour Paris. Pourvu qu'ils n'aillent pas agir en sens contraire de ses propres travaux ! C'est pourquoi « la Haute Assemblée a aussi reconnu la nécessité de faire part, à la députation qui est à Paris, de la résolution actuelle, exprimant le vœu solennel que l'assemblée des représentants du peuple valaisan venait d'émettre, pour la réunion en canton au corps de la Confédération. »<sup>182</sup>

Aussi décide-t-elle d'envoyer au gouvernement une délégation officielle qui l'engagera à « écrire par le courrier de ce soir à MM. nos députés à Paris, pour les inviter à ne faire aucune démarche, ni à entamer aucune négociation qui puisse croiser les opérations résultant de la communication ministérielle de Son Excellence M. de Schraut. Au moment où cette députation entre, le conseil est occupé de la rédaction d'une lettre aux députés à Paris dans le sens de l'invitation de la Haute Assemblée, ayant donc par là prévenu ses vues »<sup>183</sup>.

<sup>180</sup> Martin, p. 385.

<sup>181</sup> Publ. dans *Mémoires B. V.*, pp. 105-107 ; voir aussi Biollay, *Introduction*, pp. 14-16, et Biollay, *Conthey*, p. 112.

<sup>182</sup> DV, *Recès* 1, fol. 4 (recto), n. ch.

<sup>183</sup> T 2, p. 286.

## 8. La députation Stockalper à Paris. Démission de Stockalper et de Werra

Le mercredi 1<sup>er</sup> juin, la conférence de Sion, ayant rempli sa mission historique, se sépare. La question de l'entrée du Valais dans la Confédération suisse est définitivement résolue. Le même jour, les troupes fédérales de Fribourg et de Soleure sont reçues à Genève dans un enthousiasme tel que le colonel Finsler ne tarira pas d'éloges à ce sujet<sup>184</sup>. Le même jour aussi, la députation du gouvernement valaisan arrive à Paris pour y solliciter des souverains alliés l'indépendance totale du Valais<sup>185</sup>. L'Histoire est parfois un gai savoir.

Le voyage de Stockalper et de ses deux compagnons a duré dix jours, de Sion à Paris. Leur voyage de retour durera autant, puisque, partis de Paris le 7 ou le 8 juin<sup>186</sup>, ils n'arriveront à Sion qu'au soir du 18 juin<sup>187</sup>. Pareillement, Charles-Emmanuel de Rivaz, partant de Paris le 11 juin, arrivera à Saint-Maurice le 20<sup>188</sup>. On pouvait cependant voyager plus rapidement en brûlant les étapes, soit en allant à cheval, soit en roulant de nuit, sans descendre dans une auberge. C'est ce que fait Louis de Preux, lancé par les Bas-Valaisans aux troussees de la députation gouvernementale, et qui, ayant quitté Saint-Maurice le 28 mai<sup>189</sup>, parvient dans la capitale française le 2 juin<sup>190</sup>. Il lui a donc fallu à peine six jours. Il est vrai qu'il est plus apte à supporter la fatigue que Stockalper, qui a soixante-quatre ans.

L'acheminement du courrier n'est pas plus rapide que les voyages. Une lettre de M<sup>me</sup> de Rivaz, partie de Saint-Maurice

<sup>184</sup> Martin, pp. 326 et 409.

<sup>185</sup> AC, tir. 94, n° 16 bis, p. 31, lettre de « la députation du Valais à Paris à MM. de Lavallaz et de Rivaz », de Paris, 7 juin 1814, s. a. de Stockalper.

<sup>186</sup> Voir ci-dessous, p. 488.

<sup>187</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 20.

<sup>188</sup> Voir ci-dessus, pp. 413-414.

<sup>189</sup> Voir ci-dessus, p. 476.

<sup>190</sup> Rz, cart. 45, fasc. 23, n° 20, lettre de Ch.-E. de Rivaz à sa femme, de Paris, 4 juin 1814 : « M. de Preux est arrivé ici le lendemain du jour que les trois membres du gouvernement y sont arrivés. »

le 22 mai porte le timbre postal de Paris du 31 mai 1814<sup>191</sup>. La députation Stockalper reçoit à la fin de son séjour à Paris, la lettre que le gouvernement provisoire lui a adressée le 28 mai<sup>192</sup>. Par contre, celle qu'il lui adresse le 31 mai<sup>193</sup> ne parviendra pas à ses destinataires, qui auront déjà quitté Paris quand elle y parviendra<sup>194</sup>.

Cette lenteur des transmissions explique le comportement de la députation Stockalper à Paris. Ils ne savent rien de ce qui s'est passé en Valais depuis leur départ, rien de la lettre de Schraut à Simbschen, rien de la conférence de Sion, qui a scellé le destin du pays<sup>195</sup>.

Ils descendent à l'hôtel Coquillière, situé dans la rue du même nom<sup>196</sup>. Mais ils se gardent bien de prendre contact avec Charles-Emmanuel de Rivaz. C'est celui-ci qui leur fait une visite en cet hôtel. Ils demeurent bouche cousue sur les buts de leur voyage<sup>197</sup>, et Charles-Emmanuel de Rivaz a la naïveté de s'en étonner. Il écrit à sa femme, le 4 juin : « Ils m'ont accueilli avec beaucoup de politesse, mais ont évité de me parler d'affaires ; du moins, j'ai cru le voir. M. le comte Louis de Courten y était, mais je ne crois pas que sa présence les ait gênés »<sup>198</sup>.

Le long séjour de Louis de Courten à Paris n'a malheureusement pas été de nature à faire de lui un pilote expérimenté dans le dédale de la capitale. Aussi Stockalper a-t-il eu l'idée de chercher un cicérone diplomatique en la personne de Jean-Frédéric Helflinger, qui avait été résident de France en Valais de 1788 à

<sup>191</sup> Rz, cart. 46, fasc. 15, n° 45 ; cette lettre porte, de la main de Ch.-E. de Rivaz, la mention : « Ma femme, 22 mai 1814, 18 cts de port. »

<sup>192</sup> Voir ci-dessus, p. 476.

<sup>193</sup> Voir ci-dessus, p. 478 et note 171.

<sup>194</sup> T 3, fasc. 1, n° 4 ; cette lettre adressée par Taffiner « à Son Excellence Monsieur le grand bailli Stockalper, à Paris » a été réexpédiée et porte comme seconde adresse « à Sion en Valais, par Lausanne, Suisse ».

<sup>195</sup> Ch.-E. de Rivaz (*Souvenirs*, p. 246) se montre injustement méfiant quand il écrit que les trois membres de la députation « n'en étaient point avisés, ou du moins feignaient de ne l'être pas ».

<sup>196</sup> BS, pièces 12 376 et 12 377.

<sup>197</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, pp. 245-246.

<sup>198</sup> Rz, cart. 43, fasc. 23, n° 20.

1797. C'est précisément ce que les Bas-Valaisans savaient, ou ce qu'ils attendaient, et c'est pourquoi ils ont dépêché à Paris, avec ordre de faire diligence, Louis de Preux, qui est le gendre d'Helflinger. De Preux s'acquitte consciencieusement de ses fonctions de sycophante et rapporte sans tarder ce qu'il tient de son beau-père à Charles-Emmanuel de Rivaz, de sorte que celui-ci peut, dès le 4 juin, informer les Bas-Valaisans, toujours par le canal de sa femme : « Je ne crois pas que nos Messieurs aient pu voir le prince de Metternich, qui est parti le lendemain de leur arrivée. C'était cependant lui principalement qu'ils voulaient voir, à ce que M. Stockalper a dit à M. Helflinger »<sup>199</sup>.

Tout cela est parfaitement exact. Stockalper a demandé audience à Metternich ; mais celui-ci renvoya les trois Valaisans au comte de Stadion, « qui leur dit ne pouvoir point se mêler du Valais »<sup>200</sup>. Au surplus, ce diplomate autrichien conseille aux trois Valaisans de faire ce que font en ce moment les anciens alliés de la Confédération, qui tous recherchent « l'honneur et l'avantage d'en devenir parties intégrantes sous le nom et avec le rang de nouveaux cantons ». Mais quand Stockalper lui parle d'un « Etat libre, indépendant et détaché de la Suisse », tel que le Valais a été de 1802 à 1810, il avoue qu'il n'a connaissance de rien de tel, et il estime qu'il serait maladroit pour les Valaisans de « séparer leurs intérêts des autres pays » jadis alliés des Suisses. Si toutefois, ils voulaient le faire, « ils pourraient tenter, au congrès qui allait prochainement se tenir à Vienne, d'obtenir un sort qui fût plus conforme à leur politique »<sup>201</sup>.

Munie de ces conseils peu encourageants, la députation valaisanne ne sait plus très bien quoi faire. Le samedi 4 juin, nos trois Valaisans se joignent aux badauds parisiens qui acclament Louis XVIII et ils assistent à la séance royale de la nouvelle Chambre des députés où est octroyée la charte et à laquelle Charles-Emmanuel de Rivaz n'a pas jugé bon de se rendre<sup>202</sup>.

<sup>199</sup> *Ibidem*.

<sup>200</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 246.

<sup>201</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 19.

<sup>202</sup> *Ibidem*, p. 20 ; et ci-dessus, p. 413.



Le lendemain, 5 juin, ils demandent audience au ministre plénipotentiaire de Russie en Suisse, Capo d'Istria, qui avait été appelé à Paris au moment de l'élaboration du traité de paix<sup>203</sup>. Mais ils n'ont pas plus de succès du côté russe que du côté autrichien, et Stockalper résumera en ces termes l'échec de leur mission, dans la lettre qu'il adresse au gouvernement le 7 juin : « Nous sommes arrivés ici le 1<sup>er</sup> du mois, qui fut la veille du départ des augustes souverains alliés. Leurs ministres n'ont pu entrer en aucune affaire avec nous après le départ de leurs maîtres et la signature de la paix »<sup>204</sup>.

Sans doute est-ce le 5 ou le 6 juin que Stockalper reçoit la lettre que le gouvernement lui a adressée le 28 mai. Ayant lu cette lettre il a sollicité, en conséquence, une audience de Talleyrand pour lui présenter la demande du Valais concernant l'approvisionnement en sel. Talleyrand reçoit la députation valaisanne et lui promet d'intervenir pour que soit donnée satisfaction à la requête du gouvernement provisoire. Puisqu'il se trouve enfin en présence d'un ministre des Affaires étrangères qui veut bien le recevoir et qui se montre aimable, Stockalper en profite pour soulever le problème politique qui a motivé le voyage de la députation valaisanne à Paris. Il lui expose sa conception du Valais « comme Etat isolé du reste de la Suisse », à quoi Talleyrand répondit « qu'il ne connaissait pas quelles relations politiques pouvait avoir », en ce cas, le Valais avec la France de Louis XVIII<sup>205</sup>. La réponse paraît évasive. Mais elle s'éclaire si on la rapproche des deux articles séparés et secrets du traité de Paris qui concernaient la Suisse et se trouvaient joints au traité patent :

« Article premier. La disposition à faire des territoires auxquels Sa Majesté très chrétienne renonce à l'article III du traité patent [...] [sera réglée] au Congrès, sur les bases arrêtées par les puissances alliées entre elles et d'après les dispositions générales contenues dans les articles suivants :

<sup>203</sup> BS, pièces 12 376 et 12 377.

<sup>204</sup> AC, tir. 94, n° 16 bis, p. 31.

<sup>205</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 20.

» Article II. [...] La France reconnaîtra et garantira, conjointement avec les puissances alliées et comme elles, l'organisation politique que la Suisse se donne sous les auspices desdites puissances et d'après les bases arrêtées par elles »<sup>206</sup>.

Ces articles secrets, si importants pour le Valais, ne furent pas connus tout de suite. Ce n'est que le 18 juin que, de Genève où il séjourne, Capo d'Istria en donne connaissance au landammann Reinhard<sup>207</sup>. Talleyrand, qui certes les connaissait, n'y fait allusion que d'une façon voilée dans son entretien avec Stockalper ; mais il est lié par les stipulations qui prévoient que le sort du Valais sera réglé au congrès de Vienne par les puissances alliées, la France s'engageant à reconnaître et à garantir l'organisation politique que les Alliés donneront à la Suisse. En d'autres termes, la question du statut politique du Valais échappait totalement à la compétence de la France, et Talleyrand ne pouvait que dire qu'il ne connaissait pas ce statut. Au fond, comme le remarque Anne-Joseph de Rivaz, sa réponse est la même que celle du comte de Stadion<sup>208</sup>.

La députation valaisanne n'a maintenant plus rien à faire à Paris, où elle tourne en rond depuis une semaine. Entre-temps, Louis de Preux a reçu des nouvelles qui l'informent qu'à Sion l'affaire de la réunion du Valais à la Suisse est en bonne voie. Charles-Emmanuel de Rivaz lui a conseillé d'en faire part à Stockalper<sup>209</sup>. De Preux s'acquitte de cette commission le 7 juin, et Stockalper écrit aussitôt au gouvernement provisoire : « Dans ces conjonctures, nous nous disposons au départ, y étant doublement engagés par les papiers que M. de Preux vient de nous remettre »<sup>210</sup>. Le même jour, Stockalper fait viser son passeport par la Direction générale de la Police « pour retourner à Sion »<sup>211</sup>.

<sup>206</sup> Cité par Martin, p. 378.

<sup>207</sup> Martin, p. 379.

<sup>208</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 20.

<sup>209</sup> Ch.-E. de Rivaz, *Souvenirs*, p. 246.

<sup>210</sup> AC, tir. 94, n° 16 bis, p. 31.

<sup>211</sup> BS, pièce 12 374.

La députation valaisanne rentre à Sion le samedi 18 juin au soir. Le gouvernement provisoire se trouve cette fois réuni au grand complet. A la séance qu'il tient se trouvent, en effet, les sept notables nommés par Simbschen le 21 janvier. Le procès-verbal de cette séance est fort laconique. On y trouve les deux paragraphes suivants :

« M. le président [Stockalper] rend compte en cette séance du résultat de ses démarches à Paris, soit auprès de ministres des puissances alliées, soit auprès du ministre des Relations extérieures de Sa Majesté très chrétienne, pour en obtenir la permission de tirer des sels de France en franchise de droits. Le départ des premiers, fait ou prêt à se faire, a rendu ses soins inutiles de ce côté, et il attend sous peu la réponse du second.

» Il y est encore fait lecture d'une lettre de la députation valaisanne à Zurich [dirigée par Léopold de Sépibus], laquelle rend compte au conseil de la conduite qu'elle a cru devoir tenir à son arrivée en cette dernière ville, des espérances qui ont résulté de ses démarches et de l'accueil également flatteur dont elle a à se louer tant du président de la Diète suisse que du ministre plénipotentiaire de la cour d'Autriche auprès de la Confédération »<sup>212</sup>.

Ces deux paragraphes, qui se suivent et vont ensemble comme l'eau et le feu, ne sont accompagnés d'aucun commentaire écrit. On n'a pas jugé bon de dresser le procès-verbal des commentaires oraux qui ont précédé leur rédaction et qui furent des plus violents. Les sept hommes étaient divisés en deux camps : d'un côté, les trois pèlerins de Paris ; de l'autre, les quatre membres du gouvernement qui étaient demeurés en Valais. Il ne fait aucun doute que Taffiner a défendu la politique de ses trois collègues et les initiatives qu'ils ont prises avant son arrivée à Sion. C'était sa propre politique et c'est d'ailleurs à lui que les Haut-Valaisans se sont adressés pour s'opposer, par la convocation d'une diète, à l'action de la députation Stockalper<sup>213</sup>.

D'abord, les pèlerins de Paris sont « un peu honteux du peu de succès de leur mission, et fort courroucés contre ceux en Valais

<sup>212</sup> T 2, p. 333. La lettre de la députation valaisanne à Zurich est celle du 15 juin 1814, publ. dans *Députés 1814*, pp. 39-41.

<sup>213</sup> Voir ci-dessus, p. 469.

qu'ils soupçonnent d'avoir traversé leurs desseins politiques, et très mécontents de ce que le pays fait négocier à Zurich auprès des Suisses, contradictoirement à ce qu'ils allaient négocier à Paris. Ensuite, se piquant au jeu, ils se prennent de querelle avec le sieur Taffiner [...] ». Enfin, « des reproches venant aux injures », on se sépare comme chiens et chats<sup>214</sup>.

Il serait vain d'épiloguer sur les arguments qu'a pu apporter dans la discussion l'un et l'autre camp. Stockalper et de Werra sont les hommes d'une politique, et cette politique vient d'être désavouée, au nom du peuple valaisan, par la conférence de Sion qui a envoyé à Zurich de Sépibus, le rival de Stockalper. C'en est trop. Les deux champions de l'indépendance valaisanne se refusent à porter le Valais sur les fonts baptismaux de la Confédération. Le lendemain, dimanche 19 juin, ils donnent leur démission du gouvernement provisoire<sup>215</sup>.

Le Bas-Valaisan Delasoie ne les suit pas dans leur attitude intransigeante. Il continuera à faire partie du gouvernement, qui comptera ainsi toujours cinq membres. Dès le 20 juin, il assiste, avec de Lavallaz et de Rivaz à la séance que préside Taffiner<sup>216</sup>. C'est un autre caractère.

Rien ne fera revenir Stockalper ni de Werra de leur décision qui impose le respect. Le 27 juin, Taffiner écrit de sa propre main à Stockalper une longue lettre humblement conciliante, dans laquelle il lui donne à plusieurs reprises de l'ami et du protecteur, le suppliant de bien vouloir reprendre sa place au gouvernement. Il l'informe en même temps de la situation politique et lui transmet un exemplaire du projet du pacte fédéral qui, dit-il, lui paraît comme une pilule beaucoup moins sucrée qu'on ne s'y était attendu. Bref, Stockalper, en ces circonstances, est absolument nécessaire au Valais<sup>217</sup>. Deux jours plus tard, à cette lettre personnelle en allemand, Taffiner ajoute une lettre officielle en français, écrite au nom du gouvernement :

<sup>214</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 20.

<sup>215</sup> *Ibidem*.

<sup>216</sup> T 2, p. 334.

<sup>217</sup> T 3, fasc. 1, n° 5 : *Sitten, den 27. brachmonath 1814 [...] Das ich keinem im ganzen lande mehr erkanthlich bin Als ihrer Excellenz Als mein bester*

« MM. les députés du Valais auprès de la Diète de la Confédération suisse sont de retour ici depuis hier à midi.

» [...] Dans cette circonstance, l'intérêt de la patrie demande de Votre Excellence le sacrifice des charmes de la tranquillité et de votre habitation, pour venir encore vouer vos veilles aux affaires publiques. Vous avez déjà souvent fait un pareil sacrifice, et c'est ainsi que, dans les temps orageux qui viennent de passer, vous avez si éminemment contribué à préserver du naufrage notre faible nacelle.

» Nous vous prions donc instamment, Excellence, de venir au plus tôt, dans une circonstance la plus intéressante où peut-être le Valais se soit jamais trouvé, guider la barque du gouvernement avec votre sagesse consommée, qui nous assure de la voir bientôt arriver au port si ardemment désiré »<sup>218</sup>.

Mais Stockalper ne mord pas à ces hameçons amorcés à l'en-cens. Après de semblables tentatives auprès de Ferdinand de Werra, le gouvernement se voit contraint d'accepter la démission des deux hommes. C'est ainsi que Jean-François Taffiner, *volens nolens*, devint président du gouvernement provisoire<sup>219</sup>. Le 26 juillet, ce dernier ouvrit sa séance « par la lecture d'une lettre du prince de Bénévent du 12 du courant, adressée à M. le baron Stockalper pour l'informer que la permission qu'il avait sollicitée, au nom de l'Etat du Valais, de pouvoir extraire des sels de Peccais en franchise de droits, lui était accordée et les ordres, donnés en conséquence... »<sup>220</sup>. On peut imaginer qu'en transmettant à Taffiner cette lettre de Talleyrand, M. le baron Gaspard-Eugène Stockalper de la Tour a eu un certain sourire...

*gönner und Schätzbarister freind, lassen Sie Sich Also grosünstigst geruhen und verachten Sie Als eine gros müthige Seele das verfllossene und fahren Sie vort für das liebe Vatterland zu arbeiten ich winsche nur gelegenheit ihnen in der that zu erproben was ich die Ehre hab zu Schreiben, das mir im ganze lande die freindschaft und Protection von keinem So Schätzbar ist Als von ihnen. Ich übermache ihnen das erste Exemplar von der Helvetischen foederatif Act So ich disen Augenblick aus den Händen von buchtrucher genohmen, welcher zwar nur ein Entwurf ist aber Nicht So Zuckersiess laut meinem Verstand wie man Sich eingebildet, es ist zwar möglich das ich ire. a. s.*

<sup>218</sup> *Ibidem*, n° 6, orig., s. a.

<sup>219</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, pp. 20, 21, 24.

<sup>220</sup> T 2, p. 370.

## Conclusion

### *1. Séquelles administratives du département du Simplon*

Le département du Simplon n'est pas mort du jour au lendemain avec le départ de Rambuteau. Ce ne fut que le commencement d'une agonie qui ne devait s'achever que le 30 mai 1814, par la signature du traité de Paris. Jusqu'à cette date, non seulement le Simplon reste représenté officiellement au Corps législatif par Charles-Emmanuel de Rivaz, toujours en fonctions à Paris, mais encore il est présent aux armées par ceux de ses fils qui continuent à servir la France aussi longtemps que Napoléon n'est pas abattu par la coalition.

Si le gouvernement provisoire avait voulu oublier cette situation, de menus faits seraient sans cesse venu la lui rappeler. Simbschen a bien supprimé l'organisation judiciaire napoléonienne en Valais, mais il ne s'est pas intéressé à maints problèmes administratifs qui constituaient autant de séquelles du département du Simplon et autant de rappels de son existence.

Le jour même où le gouvernement Stockalper tient sa première séance, le 25 janvier 1814, il prend connaissance d'une lettre que lui a adressée le docteur Emmanuel Gay, où celui-ci l'informe « qu'ayant ouvert, le 6 décembre dernier, d'après les ordres reçus de M. le préfet, le cours d'instruction d'accouchement, il l'a continué à ce jour et demande s'il doit le finir ». Comme ce cours, qui est donné aux sages-femmes, « est déjà fort avancé », le gou-

vernement « opine qu'il soit continué jusqu'à sa fin »<sup>1</sup>. Le 21 avril, Stockalper « attire l'attention du conseil sur la maison de force qui, étant toujours sur le pied français, rend son entretien très coûteux. Il propose, en conséquence, de la rétablir à peu près sur le même pied qu'il était sous l'indépendance »<sup>2</sup>. Les Français n'ont pas seulement laissé en Valais des lits militaires<sup>3</sup> : ils y ont laissé un peu partout des traces d'une administration dangereusement progressiste. Projetant d'y introduire le système métrique<sup>4</sup>, ils ont abandonné entre les mains d'Isaac de Rivaz des étalons de mesure dont il ne sait que faire<sup>5</sup>. Ils ont aussi omis d'emporter un stock de médicaments destinés aux indigents<sup>6</sup>. Ils ont même poussé la sollicitude jusqu'à laisser à la disposition du peuple valaisan une guillotine, que Louis XVIII n'a pas réclamée : en août 1814, le gouvernement se demande quel parti il pourrait en tirer<sup>7</sup>. On trouve, à la fin de février 1814, deux employés des postes qui — *horresco referens* — sont encore « sur le pied français », et le gouvernement provisoire décide, en sa séance du 22,

<sup>1</sup> T 1, pp. 27-28.

<sup>2</sup> T 2, p. 141. En outre, Stockalper « propose Hyacinthe Donnet, qui était concierge ou gardien, pour reprendre l'administration de cette maison. Donnet, d'après un entretien que S. E. a eu avec lui sur cet objet se soumet à entrer, le 19 mai prochain, dans ladite maison, moyennant 18 batz par jour, au moyen de quoi il fournira la paille, le blanchissage, barbe et bois. Il se soumet aussi à fournir la soupe deux fois par jour, moyennant un batz par jour ou un demi-batz par ration ». Le gouvernement accepte ces conditions et en précise les modalités d'application. Donnet devra notamment « faire faire la barbe chaque semaine » aux détenus.

<sup>3</sup> Voir ci-dessus, p. 235.

<sup>4</sup> *Annuaire*, pp. 90-94 ; Bertrand, *Valais*, p. 41 : « Lorsqu'en 1810 le Valais fut devenu département du Simplon, « la transformation des mesures vint, » comme une bombe en pleine paix, tomber sur la tête de nos pères », les anciennes n'en continuèrent pas moins à avoir cours ».

<sup>5</sup> Voir ci-dessus, p. 234.

<sup>6</sup> T 2, annexe, p. 35, séance du 12 janvier 1815 : « Par lettre du 7 courant, M. le docteur Schiner prie le gouvernement de vouloir bien lui céder, au prix d'estimation, une caisse renfermant des remèdes destinés, sous le régime français, à l'usage des indigents et qu'il promet de payer dans l'espace de trois mois. — Renvoyé à la décision de la prochaine diète. »

<sup>7</sup> T 2, p. 385, séance du 14 août 1814 : « Le locataire du lieu où est placée la machine à décapiter demandant un loyer, il est proposé s'il ne serait pas plus convenable de la transférer, ou d'en tirer quelque parti en la faisant vendre. »

de faire savoir à ces budgétivores que désormais leur salaire sera valaisan, c'est-à-dire diminué<sup>8</sup>. Est-ce ironie du sort ? En cette même séance du 22 février, le gouvernement provisoire reçoit une lettre du préfet du Haut-Pô répondant à une demande de renseignements que lui avait adressée le préfet du Simplon le 15 septembre 1813<sup>9</sup>. On ignore à Crémone que Rambuteau n'est plus à Sion ! Bref, tout vient empêcher le gouvernement valaisan d'oublier le département du Simplon.

## 2. *La défense de l'indépendance valaisanne*

C'est dans ce vase où meurt la verveine française que tombe le détachement du colonel Ponti, une semaine après la réception par le gouvernement provisoire de la lettre du préfet du Haut-Pô. Mais précisément, le Valais montre alors qu'il est fermement décidé à défendre, contre les visées françaises, son indépendance retrouvée.

Indépendance, tel est le mot clef du comportement valaisan après le départ de Rambuteau, l'idéal auquel les gouvernements qui se succèdent, conformément toute leur action politique. Cette indépendance, le peuple la défend les armes à la main contre les Français, et les gouvernements emploient tous les moyens en leur pouvoir pour la faire respecter par les Autrichiens. Malgré tous les moyens de pression dont use Simbschen, et notamment malgré la menace de se retirer du Valais et de l'abandonner aux convoitises françaises, il ne peut obtenir en tout et pour tout que quatre

<sup>8</sup> T 1, p. 77 : « Monsieur de Rivaz, conseiller du gouvernement, rappelle au conseil qu'il y a à Brigue et à Saint-Maurice des commis de poste payés sur le pied français [...]. Le conseil délibère de faire écrire de suite à ces deux employés, pour les informer que leur salaire a été fixé à un taux plus faible par le gouvernement. »

<sup>9</sup> T 1, p. 76 : « Monsieur le vice-président produit une lettre du préfet du Haut-Pô, royaume d'Italie, adressée au préfet du département du Simplon en date du 31 janvier, et en réponse à celle du préfet du Simplon du 15 septembre 1813, de laquelle il résulte que lui, préfet du Haut-Pô, avait fait des recherches relativement au sieur Laurent Casali. Il donne le peu de renseignements qu'il a pu acquérir sur ce particulier, et dit qu'il faut beaucoup de temps pour en avoir d'un peu positifs. »



cents chasseurs valaisans, et il doit les employer exclusivement à la défense du territoire. Quand il passe outre au veto valaisan et entraîne les chasseurs jusqu'à Domodossola, c'est le refus de servir, puis la désertion massive des quatre compagnies, et le gouvernement ne fait pratiquement rien pour empêcher cette désertion, s'il ne la favorise pas en confiant la reprise en main de la troupe à un vieux capitaine débonnaire...

Indépendance enfin à l'égard de la Suisse. L'amabilité bernoise après Bérisal ne provoque, de la part du gouvernement valaisan, que des lettres pleines de courtoisie, mais sans portée politique. On se félicite simplement, à Sion, d'avoir un bon voisin qui pourrait, en cas de besoin, devenir un allié précieux et qui, dans l'immédiat, a du sel bon marché. A l'égard de la Confédération elle-même, le gouvernement Stockalper adopte l'attitude la plus claire qui soit, et la plus intransigeante : il l'ignore absolument et veut que le Valais ait une existence politique indépendante de toute association avec elle. On ne reviendra pas à l'ancien régime, les anciennes alliances ne seront pas renouvelées. On cherchera moins encore à entrer dans la Confédération en qualité de canton. Il faut que le Valais redevienne une république isolée comme il l'a été de 1802 à 1810, l'Autriche remplaçant — inévitablement — la France dans son rôle de garant de la constitution valaisanne.

Ces vues sont exposées, dès le début de janvier 1814, par la députation valaisanne qui rencontre Metternich à Fribourg-en-Brisgau, députation qui représente toutes les régions du Valais. Pendant ce temps, la Direction centrale remet sur pied le régime douanier de 1808, dont le caractère essentiel est de défavoriser gravement les cantons suisses. Par la suite, le gouvernement Stockalper verra sa politique âprement critiquée après qu'il aura publié la déclaration de Metternich du 14 janvier, qui, au fond, la désavoue. Mais le gouvernement ne change pas pour autant sa ligne de conduite. Il a l'habileté de se servir de Simbschen pour faire rentrer sous terre les opposants du Haut-Valais, qui souhaitent le retour à l'ancien régime, et pour leur imposer silence par la proclamation du 27 mars 1814, où le colonel autrichien qualifie ces Haut-Valaisans de « partisans français ». Au mois de mai, au moment du départ de Simbschen, les âpres critiques non

seulement renaissent, mais deviennent des menaces : un vent de rébellion contre le gouvernement souffle sur le Haut-Valais. Stockalper, que protège la troupe autrichienne, louvoie pendant quelques jours et se décide à partir pour Paris, afin d'y rencontrer à nouveau Metternich. Il est accompagné de son bras droit de Werra et du Bas-Valaisan Delasoie. Mais deux autres Bas-Valaisans, de Quartéry et Dufour, se hâtent, pendant ce temps, d'aller porter à Zurich, auprès des ministres des puissances alliées, le vœu du Bas-Valais d'entrer dans la Confédération suisse. A Paris la députation Stockalper essuie un échec définitif, tandis qu'à Sion une diète extraordinaire, qui clôt ses travaux le 1<sup>er</sup> juin, décide de se conformer au diktat des Alliés et de demander l'incorporation du Valais à la Suisse. Le gouvernement Stockalper a vécu.

### *3. Les vues d'un Valaisan sur le futur développement économique du Valais.*

#### *Le manque de vues de Stockalper en ce domaine*

On a vu combien primitive était l'infrastructure économique du Valais à cette époque. Non seulement elle conditionnait sa vie sociale, mais elle rendait possible la politique d'un Stockalper. Alors que les cantons les plus dynamiques de la Suisse appartenaient économiquement, depuis longtemps déjà, à l'Europe du Nord-Ouest, le Valais était demeuré un pays sous-développé, plus proche, en définitive, des pays balkaniques que de Zurich ou de Bâle. Le refus des Valaisans de s'associer politiquement à la Confédération était-il raisonnable ? En vérité, dès l'époque napoléonienne, certains Valaisans commencent à prendre conscience des richesses naturelles de leur pays, que la route du Simplon fait, d'autre part, entrer dans le grand transit commercial européen. Le coton du Levant arrive à Lyon par l'Illyrie et le Valais. Des idées germent dans les esprits les plus éclairés. De Paris, le général Pierre-Emmanuel de Rivaz écrit, le 30 mars 1813, à son frère Anne-Joseph qui se trouve en Valais :

« M. le comte de Rambuteau, votre nouveau préfet, ne va sans doute faire dans votre département que le même noviciat qu'a

fait M. Derville. La ténuité de cette préfecture, le peu d'agréments qu'elle offre, la peignent sans doute aux yeux des Français comme une espèce d'exil<sup>10</sup>. Considéré sous un point de vue administratif, elle est cependant bien importante. Tout est à créer dans ce département, et il y a beaucoup à créer ; la conservation et l'amélioration de nos trois espèces de bois oléagineux<sup>11</sup>, les mélèzes, les pins et les sapins, qui descendent au Rhône avec une facilité que n'offrent point les bois des départements du Léman, du Mont-Blanc, des Hautes et Basses-Alpes ; les ressources avantageuses que ces bois fourniront à la marine militaire de Toulon et surtout à la marine marchande de Marseille, lorsque le canal projeté de Versoix à Collonges aura rendu le Rhône flottable dans toute sa longueur jusqu'à Lyon ; l'exploitation de nos mines et carrières de toute espèce, sans parler de celles d'or ou d'argent, auxquelles je n'ai pas grande foi, attendu les chances défavorables qui les accompagnent ; le fer, le cristal, le cobalt, les ardoises, les marbres, etc., peuvent devenir, sous la main d'un préfet actif et éclairé, un objet d'exportation très intéressant ; on en peut dire autant de l'amélioration de notre superbe espèce de brebis, qui rendra inutile l'introduction des mérinos, très difficiles à nourrir, surtout dans nos montagnes, où l'on m'assure qu'ils déclinent ; mais une amélioration qui surpasse toutes les autres est celle de maîtriser le Rhône et les torrents qui s'y jettent ; de leur soustraire les terres vierges et incroyablement fécondes que les montagnes nous envoient ; de former un plan suivi d'exhaussement progressif comme celui de ce fleuve. Les physiciens prétendent qu'il n'y a que des efforts inutiles à tenter avec toute rivière qui n'a pas passé par un lac en descendant des montagnes où elle prend sa source. Je ne partage pas cette opinion, et j'ai, à cet égard, des vues que je persiste à croire très sensées, malgré les contradictions qu'elles éprouvent ;

<sup>10</sup> Voir Lucien Lathion, *Chateaubriand et Goethe en Valais*, Sierre, 1944. Chateaubriand, nommé chargé d'affaires de France en Valais en 1804, exprime ses doléances : « tristesse de la résidence » (p. 47) ; « la chose n'est pas brillante ; mais le Diable ne peut offrir que son enfer » (p. 48) ; « il est vrai que je vais dans un trou horrible. » (p. 61).

<sup>11</sup> Lapsus pour *résineux*.

leur développement ne pourrait avoir lieu que dans un mémoire, et non dans une lettre. »<sup>12</sup>

On retrouve dans ces propos la tournure d'esprit des de Rivaz, singulièrement ouverts au progrès, du moins pour des Valaisans de l'époque<sup>13</sup>. A vingt-cinq ans, Pierre-Emmanuel de Rivaz a souscrit à une édition complète des œuvres de Voltaire en trente-six volumes<sup>14</sup> et l'on comprend qu'il envisage le développement du Valais dans une perspective qu'eût hautement approuvée le patriarche de Ferney. Son frère Isaac, plus connu comme inventeur que comme homme politique, avait une véritable passion pour la mécanique et il a construit notamment une machine typographique d'une conception toute nouvelle et un moteur à explosion pour les véhicules<sup>15</sup>. Rien d'étonnant donc à ce que notre général tienne à son frère le chanoine des propos aussi modernes, et qui sont loin d'être des propos en l'air. Napoléon lui-même avait chargé Rambuteau d'étudier, « en vue des constructions navales du port de Toulon, les quatre-vingt mille hectares de forêts du Valais »<sup>16</sup>. L'ingénieur Ignace Venetz, que nous avons vu travailler aux fortifications de Saint-Maurice pour le compte des Autrichiens, occupera un jour plus utilement ses talents à des travaux d'endiguement et de drainage des eaux de la vallée du Rhône<sup>17</sup>.

<sup>12</sup> Rz, cart. 19, fasc. 13, n° 5, à Anne-Joseph de Rivaz.

<sup>13</sup> Sur les de Rivaz, voir Michelet, pp. 25-32, et Alec Gonard, *Vie du général de Rivaz, 1745-1833*, Neuchâtel, 1943, pp. 33-54.

<sup>14</sup> Marie-José de Rivaz, *Une bibliothèque valaisanne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dans *Vallesia*, t. II, 1947, p. 172.

<sup>15</sup> Michelet, pp. 175-180 ; 205-231. Voir aussi la lettre d'Isaac de Rivaz à Ch.-E. de Rivaz, de Sion, 29 septembre 1814, publ. dans *Ch.-E. de Rivaz* 2, pp. 202-203.

<sup>16</sup> Rambuteau, pp. 203-204. Cette étude n'a pas été perdue pour l'ex-préfet du Simplon. En 1817, pour refaire sa fortune fort écornée, il acclimata chez lui les essences forestières du Valais ; il commence par planter des mélèzes près de Mâcon : « En trente ans, mes pépinières m'ont fourni plus de trente mille mélèzes, soixante mille pins, sapins, cèdres et autres espèces résineuses, enfin cinquante mille arbres de bordure fruitiers et forestiers. » Voir aussi J.-B. Bertrand, *Du Rhône alpestre et de la navigation fluviale dans le passé*, dans *Ann. Val.*, 1934, qui cite, p. 243, une lettre adressée en 1797 par Bonaparte au Directoire : « [...] et par là rendre possible l'exploitation des bois du Valais et de la Savoie et qui peuvent seuls relever notre marine. »

<sup>17</sup> Hallenbarter, p. 75.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, aidé par les subsides qu'il recevra de la Confédération à partir de 1863, le Valais pourra mener à bien l'œuvre capitale de l'endigement du Rhône et gagner à l'agriculture les riches terres alluvionnaires de la vallée<sup>18</sup>. Le Valais n'a été pauvre qu'aussi longtemps qu'il n'a pas tiré parti de ses richesses.

Il eût fallu à la tête du gouvernement, en 1814, un esprit tourné vers le progrès technique et non un Gaspard-Eugène Stockalper, qui caressait avec nostalgie le rêve d'une indépendance périmée et répétait, avec la majorité de ses compatriotes, l'antienne traditionnelle sur le Valais pays pauvre et incapable, de ce fait, de frayer avec les cantons suisses. Le chef du gouvernement valaisan de 1814 pourrait faire valoir, devant le tribunal de l'Histoire, que l'esprit qui était le sien était aussi celui de presque tout son peuple : cette inertie quasi congénitale que dénonçait Tousard d'Olbec en 1802 et qui s'est avérée longtemps, non pas sur le terrain de la politique, mais bien dans le domaine économique. Ils ont été rares les conseillers d'Etat valaisans qui, de 1815 à 1965, ont fait preuve de l'orientation d'esprit que souhaitait un Pierre-Emmanuel de Rivaz au jeune préfet de 1813.

Le Valais se trouvait, en 1814, à un tournant de son histoire économique. Le gouvernement ne l'a pas prévu : il n'a tourné les yeux ni vers l'avenir, ni vers la Suisse. Mais eût-il voulu le faire que cela eût été vain dans l'immédiat. Il n'y avait pas d'Etat suisse, mais une confédération d'Etats pauvres ou riches dont aucun ne se souciait des autres et dont l'ensemble ne possédait aucun organisme destiné à venir en aide aux cantons sous-développés. Les notions d'entraide internationale, qui nous sont aujourd'hui devenues familières, n'existaient pas même sur le plan national. Peut-être est-ce là la meilleure excuse qu'auraient pu invoquer les « isolationnistes » valaisans de 1814.

<sup>18</sup> Gérard Pfulg, *Histoire de la Suisse*, Fribourg, 1960, p. 270.

#### 4. Les séquelles de la politique de Stockalper

Raisonné ou non, leur action a existé et leur esprit n'est pas mort avec eux. Sous les Cent-Jours, le Valais ayant décidé d'entrer dans la Confédération, une diète constituante ouvre ses travaux à Sion le 2 mai 1815. Stockalper fait alors une rentrée fracassante dans la vie politique, dont il s'est éloigné en juin 1814.

« Dès la séance d'ouverture de la diète et après la vérification des pouvoirs, le baron Stockalper manifesta son sentiment, qui était que les ministres plénipotentiaires [alliés près la Confédération] n'étaient nullement autorisés par leurs commettants à se mêler de nos affaires domestiques et n'avaient aucun droit de se prétendre juges ou arbitres de nos différends politiques, et que son dizain entre autres n'entendait pas recevoir une constitution de leurs mains », raconte Anne-Joseph de Rivaz<sup>19</sup>. C'était, de la part de l'ex-chef du gouvernement, l'affirmation, une fois de plus répétée, que le Valais ne faisait pas partie de la Confédération, mais ce n'était qu'un baroud d'honneur. Il n'en valut pas moins à son auteur l'honneur d'être désigné par cette diète valaisanne comme député auprès de la Diète helvétique, chargé, avec le Bas-Valaisan Michel Dufour, d'aller signer l'acte de réunion du Valais à la Suisse<sup>20</sup>, désignation qui a la valeur d'un symbole. Les deux députés ne représentent pas seulement les deux régions du Valais, mais deux politiques opposées. Le 12 mai 1815, le jour même où elle adopte la constitution qui fait du Valais un canton suisse, la diète remet en vigueur par décret tout un train de lois qui avaient régi le pays de 1802 à 1810, et qui concernaient l'administration, les finances, la police, les tribunaux (procédure et peines), les notaires et les avocats<sup>21</sup>. Le rêve de Stockalper de faire revivre la république indépendante se réalisait partiellement dans le cadre du canton suisse.

<sup>19</sup> *Mémoires*, t. II, p. 126.

<sup>20</sup> Gauye, pp. 89-90.

<sup>21</sup> Rz, cart. 80, fasc. 2 : *Etat sommaire [des] Lois rendues par la Diète dès 1802 à 1810 et rétablies par décret du 12 mai 1815, rangées par ordre des matières comme suit : Administration ; Finances ; Police ; Tribunaux, formalités ; Tribunaux, peines ; Notaires ; Avocats*, cahier de 19 p. écrites.

Alors que le canton du Valais, sous la République helvétique, ne connaissait comme autorités exécutives qu'un préfet national assisté d'un sous-préfet par district et d'un agent par commune<sup>22</sup>, la constitution de 1802 avait institué comme gouvernement du Valais, un Conseil d'Etat « composé d'un président qui porte le titre de grand bailli, et de deux conseillers d'Etat. »<sup>23</sup> La constitution du 12 mai 1815 porte à cinq le nombre des membres du Conseil d'Etat, désormais composé « du grand bailli, du vice-bailli, du trésorier et de deux conseillers d'Etat »<sup>24</sup>. Le 3 mai, à la diète constituante, « le baron Stockalper, qui avait effrayé la veille le parti constitutionnel par sa sortie véhémement contre une constitution de la façon et des mains des ministres plénipotentiaires, l'étonne beaucoup le lendemain en se rapprochant entièrement d'eux au regard du Conseil d'Etat, qu'il consent être composé de cinq membres »<sup>25</sup>. L'étonnement du parti constitutionnel est étonnant. C'est, en effet, à la demande de Stockalper lui-même que Simbschen avait nommé en Valais, en lieu et place de la Direction centrale, un gouvernement de cinq membres. En vérité, l'usage, qui s'est maintenu jusqu'à nos jours, d'un gouvernement valaisan composé de cinq membres, ne remonte pas au gouvernement nommé en vertu de la constitution de 1815. Il remonte en fait à la décision de Simbschen, et ce « quinquévrat » constitue l'un des legs les plus notoires du gouvernement « provisoire » entré en fonctions le 25 janvier 1814<sup>26</sup>.

##### 5. *L'esprit d'indépendance après 1815.* *Jugement moral sur la politique de Stockalper*

Il n'est pas dans notre propos d'entrer ici dans le détail de ce que fut la politique valaisanne après 1815. Il suffira de rappeler que le Valais se montra extrêmement jaloux de sa souveraineté.

<sup>22</sup> Salamin, pp. 42-44.

<sup>23</sup> Article 39 de la constitution.

<sup>24</sup> Article 32 de la constitution.

<sup>25</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. II, p. 127.

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 11.

Il en fut ainsi sur le terrain diplomatique, comme en témoignent les conventions passées avec la Sardaigne en 1816, conventions qui ne seront jamais ratifiées par la Diète fédérale<sup>27</sup>. Il en fut ainsi dans le domaine économique, comme en témoignent les relations douanières du Valais avec les cantons suisses jusqu'en 1848<sup>28</sup>. Ce sont deux aspects d'une même volonté dont la source remonte au début de 1814. Quand, sur le plan intérieur, le Valais se sentira menacé dans sa tradition religieuse, il prendra les armes et la guerre du *Sonderbund* mettra fin définitivement à sa politique d'« indépendance ».

Nous admirons aujourd'hui, avec juste raison, la résistance du Valais aux pressions qu'il a subies, en 1802 et en 1810, de la part de la France qui désirait l'incorporer à son territoire comme elle l'avait déjà fait de l'évêché de Bâle, de Bienne, de Genève et de la Savoie. Cette résistance a été assez forte en 1802 pour que Bonaparte s'inclinât devant elle. Mais Napoléon, en 1810, laissera couler les larmes d'un Léopold de Sépibus<sup>29</sup>. Du moins, le Valais peut s'enorgueillir de n'avoir été annexé qu'au moment de la plus grande extension de l'Empire français, en un temps où la Hollande l'était déjà, où les villes hanséatiques allaient subir le même sort et l'Empire s'étendre jusqu'aux eaux de la Baltique. N'est-il pas étonnant que les Sédunois soient devenus « Français » aussi tard que les Hambourgeois ou les habitants de Lübeck ?

Mais si la résistance des Valaisans à la volonté toute-puissante de Napoléon a été admirable, il convient de s'incliner *aussi* devant leur résistance à la volonté de Metternich, qui avait décidé de faire du Valais un canton suisse, en ne leur demandant leur avis que pour ne pas le suivre. Napoléon n'a pas agi autrement et, en 1814 comme en 1810, la résistance valaisanne était désespérée.

<sup>27</sup> Ces conventions feront l'objet d'une étude séparée que nous ne pouvons résumer ici.

<sup>28</sup> Voir ci-dessus, pp. 205-206.

<sup>29</sup> Rambuteau, pp. 102-103 : « Il était demeuré immobile comme une statue avec de grosses larmes roulant sur ses joues sans qu'il les sentît couler, sans qu'un geste altérât la majesté de cette muette douleur. » C'est le sénateur Roederer, témoin de la scène, qui l'a rapportée à Rambuteau, venu s'entretenir du Valais avec lui avant de s'y rendre.



Sans doute le Valais avait appartenu jusqu'en 1802 à la famille helvétique, et l'expérience a prouvé que l'incorporation imposée par les Alliés a vraiment valu au Valais, suivant la formule de Metternich, « les avantages qui pendant des siècles avaient fait son bonheur ». Mais une justification *a posteriori* de l'événement ouvre la porte à toutes les discussions et à toutes les hypothèses. La Savoie se réjouit aujourd'hui d'être française ; mais le petit Luxembourg trouve son bonheur dans son indépendance.

Gaspard-Eugène Stockalper a voulu ressusciter un Etat tombé au rang de simple département français. Son rêve n'a pas été celui de ses contemporains. Mais son fils Maurice étant devenu conseiller d'Etat en 1833 et songeant à une alliance du Valais avec les cantons hostiles à la révision du pacte fédéral de 1815, s'entendra dire par ses compatriotes : « Il est plus politique et plus convenable d'attendre que ce soit les cantons réviseurs qui nous chassent de la Confédération »<sup>30</sup>.

Il est, heureusement, de vaines attentes.

<sup>30</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires*, t. III, p. 228.

## INDEX DES NOMS DE LIEUX

### *Abréviations*

|       |              |       |          |
|-------|--------------|-------|----------|
| c.    | commune      | prov. | province |
| d.    | district     | rég.  | région   |
| dép.  | département  | riv.  | rivière  |
| fl.   | fleuve       | v.    | voir     |
| gouv. | gouvernement |       |          |

### *Districts du Valais*

|    |                |    |                    |
|----|----------------|----|--------------------|
| B  | Brigue         | Mo | Monthey            |
| C  | Conthey        | Ro | Rarogne oriental   |
| E  | Entremont      | Rw | Rarogne occidental |
| G  | Conches (Goms) | Se | Sierre             |
| H  | Hérens         | Sm | Saint-Maurice      |
| L  | Loèche         | Sn | Sion               |
| Ma | Martigny       | V  | Viège              |

### *Cantons suisses*

|    |               |    |        |
|----|---------------|----|--------|
| AG | Argovie       | TI | Tessin |
| BE | Berne         | UR | Uri    |
| BL | Bâle-Campagne | VD | Vaud   |
| FR | Fribourg      | VS | Valais |
| GE | Genève        | ZH | Zurich |

- Aarau (AG) : 74.  
 Abondance (départ. Haute-Savoie) : 88  
 — vallée : 172, 404, 408, 466.  
 Aigle (VD), district, mandement :  
 163, 196, 200, 359, 363, 420  
 — commune : 78, 264.  
 Ain, départ. : 221, 442.  
 Aix-les-Bains (départ. Savoie) : 261.  
 Albrun (VS-I), col : 274.  
 Alexandrie (Piémont) : 288, 311.  
 Allemagne : 34-37, 46, 60, 61, 67, 96,  
 97, 99, 105, 110, 205, 219, 289,  
 428.  
 Alpes : 51, 54, 120, 126, 180, 196,  
 287, 363  
 — bernoises : 51  
 — pennines ou valaisannes : 51, 87,  
 428, 458  
 — suisses : 428.  
 Alpien (c. Zwischbergen, B) : 267,  
 293.  
 Alsace : 143, 155.  
 Altkirch (départ. Haut-Rhin) : 143,  
 347-350.  
 Amphion (départ. Haute-Savoie) : 405.  
 Angleterre : 38, 58, 74, 99, 119, 155,  
 205, 383, 425, 426.  
 Annecy (départ. Haute-Savoie) : 112  
 — province : 410.  
 Aoste, vallée : 172, 258, 262, 264, 291,  
 316, 317, 361  
 — ville : 170, 258, 291, 317.  
 Arbaz (Sn) : 163.  
 Arbois (départ. Jura) : 89, 236, 295.  
 Ardon (C) : 97, 153, 163.  
 Argentières (c. Chamonix) : 77, 82,  
 85, 87.  
 Argovie : 57, 140, 219, 427, 439.  
 Arolla (c. Evolène) : 315, 316.  
 Arona (prov. Novare) : 284, 365,  
 469, 471.  
 Arve, riv., vallée : 87, 423-425, 428.  
 Autriche, empereur d', v. François.  
 Ayent (H) : 94, 97, 163, 164, 225.  
 Bachkirie (URSS) : 154.  
 Bade, duché : 143.  
 Bagnes (E) : 98-99  
 — vallée : 263.  
 Bâle, campagne : 163.  
 Bâle, canton : 72  
 — évêché : 51, 219, 432, 437, 502  
 — ville : 56, 72-74, 78, 140, 141, 143,  
 151, 158, 163, 173, 202, 205, 207,  
 208, 325, 418, 422, 423, 425, 434,  
 440, 496.  
 Balkans : 496.  
 Balloy (départ. Seine-et-Marne) : 403.  
 Balme (VS- départ. Haute-Savoie), col :  
 77, 78, 83-87, 311, 425, 426  
 — lieu-dit (c. Chamonix) : 87.  
 Baltique, mer : 502.  
 Bard (rég. Aoste) : 311.  
 Barraux (départ. Isère) : 287.  
 Bassano, duc de-, v. Maret.  
 Basses-Alpes, départ. : 497.  
 Baveno (prov. Novare) : 429.  
 Bavière : 37-39.  
 Baylen (prov. de Jaen) : 99, 104, 406.  
 Bérésina, riv. : 95.  
 Bérisal (c. Ried-Brig, B) : 268-271,  
 273, 275, 278, 281, 286, 287, 289-  
 297, 301, 312, 315, 326, 339, 355,  
 402, 436, 495.  
 Berlin : 35.  
 Berne, canton : 53, 73, 114, 199, 205,  
 420, 427, 439  
 — ville et république : 53, 58, 72, 74,  
 76, 77, 79, 104, 108, 114, 142, 143,  
 158, 163, 171, 218, 220, 240, 242,  
 265, 266, 274, 288-291, 296-302,  
 312, 313, 337, 355, 356, 358, 383,  
 410, 416-418, 420, 421, 432, 433,  
 448, 465, 495.  
 Besançon (départ. Doubs) : 34, 61, 72,  
 79, 242.  
 Bex (d. Aigle) : 108, 113, 114, 142,  
 264.  
 Biélorussie : 94  
 Bienne (BE) : 51, 55, 141, 221, 348,  
 432, 458, 502.  
 Binn (G) : 89, 235, 274, 295.  
 Bobr (gouv. de Mohilew) : 95.  
 Bonhomme (départ. Haute-Savoie), col :  
 428.  
 Bonneville (départ. Haute-Savoie) : 88,  
 423, 425.  
 Bordeaux : 99.  
 Borisow (gouv. de Minsk) : 95.  
 Bourg (départ. Ain) : 88.  
 Bourg-Saint-Pierre (E) : 127, 263,  
 316-319, 361.

- Bouveret, Le- (c. Port-Valais, Mo) :  
184, 185, 196, 200-203, 205, 346,  
347, 353, 354.
- Bovernier (Ma) : 153.
- Brabant : 237.
- Bramois (aujourd'hui c. de Sion) :  
163, 164, 334.
- Brescia : 311.
- Bridgnorth (Shropshire, GB) : 99.
- Brienne-le-Château (dép. Aube) : 99.
- Brigue, arrondissement 1810-1814  
(comprenant les cantons de Con-  
ches, Mörel, Brigue, Viège et Ra-  
rogne) : 96, 132, 133, 147, 330,  
358, 365, 369
- canton, dizain : 96, 118, 132, 138,  
147, 186, 260, 268, 269, 274, 278,  
294, 314, 328, 330, 362, 375, 500
- ville : 41, 45, 46, 62-66, 68, 75,  
84, 89, 95, 97, 100, 102, 111, 115,  
117, 138, 160, 168, 170, 172, 184-  
187, 192, 202, 226, 230, 257, 266-  
271, 274, 275, 281-283, 285-288,  
293-295, 298, 308, 309, 313-315,  
322, 324, 330, 333, 337, 339, 348,  
356, 358, 359, 365, 375, 379, 387,  
417, 494.
- Bulle (FR) : 78, 108, 158.
- Cantons, v. Suisse.
- Cantons catholiques : 240.
- Cantons primitifs, ou petits cantons,  
ou cantons alpestres : 38, 39, 58,  
73, 417, 446.
- Cantons protestants : 240, 431.
- Carouge, canton du dép. du Léman :  
410, 411, 422
- ville (GE) : 258, 273, 291.
- Casal (prov. Alexandrie) : 311.
- Catalogne : 101, 284, 290.
- Cenis, v. Mont-Cenis.
- Chablais (dép. Haute-Savoie) : 403,  
405, 409-411, 422, 424, 466.
- Chaillot, quartier de Paris : 390.
- Chambéry (dép. Savoie) : 88, 258,  
287, 309, 380
- province : 410.
- Chamonix (dép. Haute-Savoie) : 77,  
85, 87, 88, 311.
- Chamoson (C) : 97, 163, 306, 315.
- Champagne : 216.
- Champagnole (dép. Jura) : 126.
- Chandolin (c. Savèse) : 89.
- Châtel-Saint-Denis (FR) : 78.
- Châtillon-sur-Seine (dép. Côte-d'Or) :  
435.
- Chaumont (dép. Haute-Marne) : 435,  
436.
- Chêne-Thônex (GE), canton du dép.  
du Léman : 410, 411.
- Chermignon (Se) : 132, 170.
- Chermotane (c. Bagnes), alpage : 263.
- Chessel (d. Aigle) : 196, 275, 329.
- Chillon (d. Vevey), château : 264, 275.
- Clées, Les- (d. Orbe, VD) : 351.
- Cluses (dép. Haute-Savoie) : 425.
- Collombey (c. Collombey-Muraz,  
Mo) : 101, 196, 197, 200, 478.
- Collonges (dép. Ain) : 497.
- Collonges (Sm) : 131.
- Colmar (dép. Haut-Rhin) : 202.
- Côme : 304.
- Conches, canton, dizain : 96, 132, 138,  
162, 186, 204, 225, 229, 274, 315,  
328, 330, 356, 362
- vallée : 41, 42, 68, 99, 153, 196,  
204, 226, 229, 295.
- Confédération, v. Suisse.
- Constance : 439.
- Conthey, dizain, district : 163, 483
- commune : 70, 98, 101, 163, 164,  
327, 337, 338.
- Corse : 93, 94, 105.
- Crémone : 290, 494.
- Crevola d'Ossola (prov. Novare) :  
284, 327.
- Croatie : 113, 114, 253.
- Dax (dép. Landes) : 99.
- Dillingen (Bavière) : 228.
- Disna, bourg sur la Dvina : 95.
- Doire, dép. : 258, 311.
- Domodossola (prov. Novare) : 116,  
117, 259, 260, 264, 276-286, 288,  
303, 308, 313, 325, 326, 337, 364-  
366, 380, 452, 495.
- Doubs, dép. : 35, 357.
- Dranse (dép. Haute-Savoie), riv. :  
404, 405, 407, 408, 410, 419, 420,  
422-424, 426, 466.
- Dresde : 34, 69, 99.
- Dvina, fl. : 94.

- Echelles, Les- (départ. Savoie) : 258.  
 Elbe, île : 130.  
 Egypte : 114.  
 Entremont, canton, dizain : 96, 127, 137, 142, 148, 162, 169, 170, 186, 258, 262, 263, 316-318, 320, 330, 356, 363, 367.  
 Epernay (départ. Marne) : 99.  
 Erfurt : 37.  
 Ernen (G) : 295, 356, 469.  
 Espagne : 33, 46, 93, 97-100, 104, 237, 268, 306.  
 Etats pontificaux, ou romains : 47, 93.  
 Etroubles (rég. Aoste) : 316.  
 Europe : 83, 108, 193, 197, 205, 253, 298, 394, 396, 402, 403, 450, 496.  
 Evian (départ. Haute-Savoie) : 173, 234 — canton, district : 404, 405, 409.  
 Evionnaz (Sm) : 386.  
 Evolène (H) : 315, 316.  
 Evouettes, Les- (c. Port-Valais, Mo) : 354.  
 Faucigny (départ. Haute-Savoie) : 409-411, 422-424, 426.  
 Feltre, duc de-, v. Clarke.  
 Ferney (départ. Ain) : 498.  
 Ferret (VS - rég. Aoste), col : 263, 318, 428.  
 Ferret (c. Orsières, E) : 263 — val : 263, 319.  
 Finges (Se et L), forêt : 116, 226, 300.  
 Finhaut (Sm) : 131.  
 Flèche, La- (départ. Sarthe) : 101-103, 377, 386, 387, 390, 414.  
 Fontainebleau (départ. Seine-et-Marne) : 310.  
 Forclaz (Ma), col : 78, 82.  
 Fort l'Ecluse (départ. Ain) : 76, 78, 86, 88, 111, 126, 273, 287.  
 Francfort-sur-le-Main : 50-56, 71, 73.  
 Franche-Comté : 52, 121, 141, 242, 346.  
 Fraubrunnen (BE) : 143.  
 Fribourg, canton : 242, 300, 484 — ville : 158, 170.  
 Fribourg-en-Brisgau : 72, 138, 141-144, 146-148, 154-159, 166, 181, 186, 188, 207, 208, 210, 218, 347, 348, 439, 451, 466, 495.  
 Fricktal (AG) : 57.  
 Frutigen (BE) : 296, 302, 312.  
 Furka (VS-UR), route, col : 41, 204, 240, 428, 441.  
 Gaëte, duc de-, v. Gaudin.  
 Gampel (L) : 229.  
 Ganter (B), riv. : 268.  
 Gantertal (B) : 268, 271.  
 Géant (départ. Haute-Savoie-I), col : 428.  
 Gemmi (L), col : 42, 196, 197, 203, 204, 274, 299, 355.  
 Gênes : 155.  
 Genève, canton : 221, 403, 407, 409-411, 419-421, 423-426, 435, 438 — ville, république : 36, 51, 52, 59, 61, 73, 74, 78, 79, 87, 88, 108, 113, 122, 126, 139, 141, 153, 172, 174, 183, 202, 221, 251, 257, 258, 262, 273, 287-289, 291, 293, 308, 328, 338, 344, 347, 349, 351, 360, 366, 372, 379, 380, 405, 406, 409, 418-427, 430-432, 434-439, 442, 443, 456, 460, 468, 470, 478, 484, 488, 502.  
 Geren (G), vallée : 226.  
 Gex (départ. Ain), pays de- : 411, 418, 425, 439.  
 Glis (B) : 63, 377.  
 Gondo (Ruden) (c. Zwischbergen, B) : 276, 314, 329, 337, 368.  
 Gothard, col, v. Saint-Gothard.  
 Gradisca d'Isonzo (prov. Gorizia) : 113, 114, 251, 284, 325, 361, 364, 365.  
 Grande-Bretagne, v. Angleterre.  
 Grèce : 315.  
 Grengiols (Ro) : 80.  
 Grenoble (départ. Isère) : 40, 295.  
 Gries (VS-I), col : 274.  
 Grimsuat (Sn) : 164.  
 Grimsel (BE-VS), col, route : 41, 204.  
 Grisons : 39, 418, 432.  
 Guadalajara (prov. Nouvelle-Castille) : 99.  
 Gümnenen (d. Laupen, BE) : 143.  
 Hambourg : 34, 123, 502.  
 Hanau (Hesse) : 99.  
 Hanséatiques, villes : 502.  
 Haudères, Les- (c. Evolène) : 316.

Hautes-Alpes, dép. : 497.  
 Haut-Pô, dép. du royaume d'Italie : 290, 494.  
 Helvétie, République helvétique, v. Suisse.  
 Hérémence, canton, dizain : 96, 132, 138, 147, 163-165, 186, 227, 316-319, 330, 473, 474, 482, 483  
 — commune : 70, 97, 147, 163, 356.  
 Hérens, canton, v. Hérémence  
 — vallée : 163.  
 Hofstettenegg (c. Simplon-Village, B) : 267.  
 Hollande : 383, 502.  
 Hongrie : 253, 255, 366, 368.  
 Huningue (dép. Haut-Rhin) : 52, 242.  
 Icogne (Se) : 132, 170.  
 Illarsaz (c. Collombey-Muraz, Mo) : 196, 197, 200.  
 Illyrie : 189, 496.  
 Intra (prov. Novare) : 380.  
 Ioniennes, îles : 100.  
 Iselle (prov. Novare) : 276-279, 284, 314.  
 Italie : 34, 36, 46, 52, 54-59, 61-68, 86, 87, 90, 123, 127, 155, 171-173, 176, 194, 195, 243, 249, 270, 284, 286-288, 310, 317, 366-368, 428, 443, 444, 451, 452  
 — république : 92, 445  
 — royaume : 59, 63, 65, 72, 73, 86, 167, 188, 189, 194, 195, 205, 255, 260, 261, 264, 265-286, 289, 291, 293, 311, 320, 326, 355, 360, 363, 366, 368, 379, 426, 445, 494  
 — vice-roi, v. Beauharnais.  
 Jura, chaîne : 205, 288, 351, 353, 354, 428  
 — dép. : 126, 347, 357  
 — route : 52, 202.  
 Kalisch (Pologne) : 34.  
 Kandersteg (d. Frutigen, BE) : 312.  
 Kappel (d. Affoltern, ZH) : 240, 244.  
 Königsberg : 95.  
 Kovno (Lituanie) : 95.  
 Krozingen (Bade) : 143, 158.

Lausanne (VD) : 74, 78, 113, 126, 142, 143, 153, 201, 346, 347, 351, 354, 363, 413, 485  
 — *Gazette de* : 110, 148, 249, 273, 292, 432, 438, 448, 478.  
 Leipzig : 37, 38, 67, 68, 97, 99, 103.  
 Léman, lac : 196, 197, 201-206, 405, 419, 421, 426, 441  
 — dép. : 79, 88, 136, 137, 419, 422, 423, 427, 442, 497.  
 Lens (Se) : 132, 152, 170, 333, 334.  
 Levant (Proche-Orient) : 189, 496.  
 Liestal (BL) : 158.  
 Lignerolle (d. Orbe, VD) : 356.  
 Lituanie : 94, 95.  
 Loèche, vallée : 204  
 — canton, dizain : 96, 132, 133, 138, 169, 186, 229, 230, 275, 295, 296, 302, 312, 313, 322, 328, 330, 335, 358, 359, 365  
 — ville : 65, 98, 119, 121, 132, 203, 225-228, 270, 275, 296, 302, 312, 315, 335, 355, 356, 358, 359.  
 Loèche-les-Bains (L) : 227, 274, 312.  
 Loire, dép. : 88, 388.  
 Lombardie : 290, 326, 428  
 — corps lombard formé par Simbschen en Valais : 255, 281, 326, 327, 341, 366, 368, 369.  
 Londres : 383.  
 Lons-le-Saunier (dép. Jura) : 286.  
 Lörrach (Bade) : 72, 83, 140, 141.  
 Lorraine : 155.  
 Lötschental (Rw), vallée : 153, 269.  
 Lübeck : 502.  
 Lucerne, canton : 242, 432  
 — ville : 240.  
 Luxembourg : 503.  
 Lyon : 90, 98, 102-104, 116-118, 126, 189, 309, 325, 374, 378, 382, 389, 390, 496, 497.  
 Mâcon (dép. Saône-et-Loire) : 88, 104, 498.  
 Mâconnais : 289.  
 Macugnaga (prov. Novare), vallée : 429.  
 Magdebourg (Saxe) : 96.  
 Majeur, lac : 429.  
 Mannheim : 51, 71.

- Mans, Le- (départ. Sarthe) : 371, 391, 392, 396.
- Mantoue : 311.
- Marseille : 497.
- Martigny, arrondissement 1814 (groupant les mêmes cantons que l'arrondissement de Saint-Maurice) : 251, 252, 330, 331, 335
- canton, dizain : 96, 137, 162, 169, 186, 257, 258, 263, 319, 330, 482, 483
- ville : 76-83, 85, 87, 90, 97, 104, 110, 114, 126, 137, 138, 161, 167, 169, 172, 174, 192, 197, 215, 251, 252, 254, 261, 262, 281, 291, 311, 315, 319, 323-325, 330, 336, 356, 425, 474.
- Mase (H) : 164.
- Massongex (Sm) : 131, 196, 197, 199, 200, 249, 385.
- Maurienne : 409, 410.
- Mayence : 61.
- Meaux (départ. Seine-et-Marne) : 99.
- Méditerranée, mer : 477.
- Menoge, riv. : 423.
- Metz (départ. Moselle) : 96, 100.
- Mex (Sm) : 112.
- Midi (France) : 46, 93, 99, 100, 443.
- Milan : 38, 64, 153, 288, 304, 310, 311, 365, 366, 380, 471.
- Milanaïs : 157, 424, 428, 429.
- Miroir, Le- (départ. Haute-Savoie), château : 405.
- Mongolie, v. Bachkirie.
- Montana (Se) : 132, 170.
- Montauban (départ. Tarn-et-Garonne) : 93.
- Montbéliard (départ. Doubs) : 171.
- Mont-Blanc, montagne : 428.
- Mont-Blanc, départ. : 171, 442, 497.
- Montbrison (départ. Loire) : 88, 388.
- Mont-Cenis (Savoie-I), col : 189, 238, 287, 289, 360, 368, 369.
- Mont-de-Sion (départ. Haute-Savoie), montagne : 428.
- Montets (départ. Haute-Savoie), col : 87.
- Monthey, canton, dizain : 33, 96, 137, 162, 169, 170, 185, 186, 200, 204, 257, 258, 330
- gouvernement : 227
- ville, paroisse : 60, 77, 97, 98, 100, 137, 147, 196, 197, 250, 328, 346, 353-357, 401, 466.
- Montmartre, quartier de Paris : 99.
- Montmélian (départ. Savoie) : 88.
- Montmirail (départ. Marne) : 99.
- Montmorot (départ. Jura) : 347.
- Montpellier (départ. Hérault) : 377.
- Mont-Rose (VS-I) : 429.
- Mörel (Ro), canton : 96, 132, 186, 260, 268, 274, 294, 328, 330, 362, 481, 483
- commune : 41, 42, 97, 138, 219, 225, 226, 228, 295, 356.
- Morez (départ. Jura) : 126.
- Morges (VD) : 353, 354, 356.
- Moscou : 94.
- Moselle, armée de la- : 100.
- Moudon (VD) : 142.
- Mühleberg (d. Laupen, BE) : 142.
- Mülheim (Bade) : 143.
- Mulhouse (départ. Haut-Rhin) : 433.
- Munich : 311, 383.
- Münster (G) : 97, 98.
- Naples : 38
- royaume : 37, 62, 71, 189, 205, 288, 310
- roi de-, v. Murat.
- Naters (B) : 153.
- Navarre, roi de-, v. Louis XVIII.
- Nax (H) : 163.
- Nendaz (C) : 70, 163, 164.
- Neubourg, v. Neuenburg.
- Neubrück (c. Stalden) : 362.
- Neuchâtel, principauté : 51, 101, 142, 418, 435, 463, 470
- ville : 140, 202.
- Neuenburg (Bade) : 52.
- Nice, comté : 360.
- Nidau (BE) : 355, 356.
- Niedergesteln (Rw) : 227.
- Niederwald (G) : 320.
- Niémen, fl. : 94.
- Novare : 311, 366, 380.
- Nufenen (VS-TI), col : 204, 274.
- Nyon (VD) : 122, 136.
- Obergesteln (G) : 197, 204.
- Ornavasso (prov. Novare) : 284.

Ossola (prov. Novare), vallée : 261,  
265, 277, 283, 361, 429, 439.  
Ostende : 100.

Paris : 34-38, 42, 46, 55, 59, 69-72,  
92, 103, 105, 107, 110, 112, 121,  
128, 134, 214-217, 254, 286, 320,  
369, 370-414, 415, 422, 429, 430,  
433, 438, 440, 441, 444, 448, 453,  
454, 456, 459-462, 468-471, 473,  
475-478, 482-490, 492, 496.

Parme, duc de-, v. Cambacérès.

Pavie : 288.

Payerne (VD) : 142.

Peccais, Les- (dép. Gard), salines :  
348, 477, 491.

Perpignan (dép. Pyrénées-Orientales) :  
93.

Piémont : 93, 171, 188, 256, 272, 311,  
315, 317, 360, 368, 443.

Pô, plaine du- : 156.

Poligny (dép. Jura) : 59, 126.

Pologne : 253.

Polorzk (Biélorussie) : 94, 95.

Pontarlier (dép. Doubs) : 61, 382.

Porrentruy (BE) : 432.

Porte-du-Sex (c. Vouvry, Mo) : 196-  
204, 275, 329.

Prafalcon (c. Granges, Se) : 228.

Prague : 69.

Prats-de-Mollo (dép. Pyrénées-Orien-  
tales) : 93, 106.

Prester, faubourg de Magdebourg : 96.

Prusse : 34, 35, 51, 101, 155, 168, 422,  
424-426, 435, 437, 463

— roi de-, v. Frédéric-Guillaume III.  
Pyrénées : 51, 54, 100.

Rarogne, canton 1810 (arrondissement  
de Brigue), partie occidentale du  
dizain de Rarogne : 96, 132, 138,  
186, 269, 270, 294, 315, 320, 328,  
330, 362, 481, 482

— commune : 119, 138, 226, 271, 356

— dizain, réunissant les cantons de  
Rarogne et de Mörel : 138

— oriental, partie du dizain de Raro-  
gne correspondant au canton de  
Mörel : 138, 268.

Reckingen (G) : 97.

Reignier (dép. Haute-Savoie) : 410, 411.

Rennes (dép. Ille-et-Vilaine) : 97.

Rheinfelden (AG) : 72.

Rhin, fl. : 51, 52, 54, 61, 96, 433

— et Moselle, armée de- : 101.

Rhône, fl., vallée : 42, 66, 86, 87, 116,  
151, 170, 196, 197, 199, 200, 203,  
226, 249, 428, 497-499.

Roër, dép. : 93.

Rome : 71, 170.

Rousses, Les- (dép. Jura) : 351.

Ruden, v. Gondo.

Russie : 33, 35, 45, 46, 51, 56, 63, 71,  
93-95, 99, 101, 103, 141, 143, 168,  
175, 312, 377, 378, 409, 417, 418,  
421-424, 426, 433, 436, 437, 441,  
487

— empereur, v. Alexandre I<sup>er</sup>.

Saint-Bernard (Grand) (E), col, route :  
62, 86, 87, 126, 127, 153, 170, 172,  
176, 196, 197, 199, 201, 204, 257,  
258, 263, 264, 270, 291-293, 311,  
316-320, 361, 363, 367

— hospice : 127, 263

— souste : 197, 198.

Saint-Cergue (d. Nyon, VD) : 288,  
354.

Saint-Cyr (dép. Seine-et-Oise) : 101.

Saint-Gall : 219.

Saint-Gingolph (Mo) : 87, 88, 196,  
368, 405, 426.

Saint-Gothard (UR-TI), col, route :  
39, 79, 428.

Saint-Jean-d'Aulph (dép. Haute-Sa-  
voie), vallée : 404.

Saint-Jean-de-Luz (dép. Basses-Pyré-  
nées) : 99.

Saint-Julien-en-Genevois (dép. Haute-  
Savoie), arrondissement : 410

— commune : 255, 273.

Saint-Maurice, arrondissement 1810-  
1814 (comprenant les cantons de  
Monthey, Saint-Maurice, Martigny  
et Entremont) : 70, 96, 111, 132,  
147, 332

— canton, dizain : 96, 131-133, 137,  
162, 169, 170, 185, 186, 199, 258,  
321, 330, 462, 475

— gouvernement : 227, 228

— ville : *passim*

— abbaye et collège : 66, 102.



- Saint-Ouen (départ. Seine-Saint-Denis) : 395.
- Saint-Petersbourg : 94.
- Saint-Pierre-d'Albigny (départ. Savoie) : 88.
- Saint-Rhémy (rég. Aoste) : 127, 316-318.
- Salève (départ. Haute-Savoie), mont : 428.
- Salins (départ. Jura) : 346-354, 356-358.
- Sallanches (départ. Haute-Savoie) : 88.
- Salquenen (L) : 228.
- Salvan (Sm) : 100, 104, 131.
- Sanetsch (VS-BE), col : 42.
- Saône-et-Loire, départ. : 388.
- Sardaigne, royaume : 155, 157, 195, 206, 278, 281, 325-327, 360, 366, 368, 403, 406, 410, 411, 422, 424-426, 428, 429, 477, 502.
- roi, v. Victor-Emmanuel I<sup>er</sup>.
- Sarthe, départ. : 389-391.
- Savièse (Sn) : 89, 163, 164, 337, 338.
- Savoie : 50, 51, 63, 77, 83, 89, 112, 157, 170-173, 183, 192, 196, 199, 206, 210, 221, 230, 246, 255, 258, 278, 289, 311, 325, 326, 339, 341, 360, 380, 403-406, 409-411, 418, 419, 421, 423-426, 428, 439, 467, 482, 498, 502, 503.
- v. aussi Sardaigne.
- duc, v. Emmanuel-Philibert.
- Saxe : 37, 50, 99, 101, 103.
- Schaffhouse : 72, 240.
- Schallbett (c. Ried-Brig, B) : 62.
- Schiarino-Rizzino : 317.
- Schwarzenbach (L) : 203.
- Schwyz, canton : 52.
- Seine, départ. : 37.
- Seine-et-Marne, départ. : 403.
- Sembrancher (E) : 98, 138, 367, 369.
- Sesia, riv. : 429.
- Séville : 99, 100, 104, 105.
- Sex, v. Porte-du-Sex.
- Sicile : 445.
- Sierre, canton, dizain : 44, 45, 96, 120, 132, 138, 147, 186, 227, 257, 275, 294, 295, 320, 328, 330, 359.
- Contrée, ou Noble Contrée : 120.
- ville : 45, 58, 100, 119, 120, 152, 220, 224-228, 258, 278, 283, 333, 356, 359, 363-366, 383, 384, 439, 447, 451.
- Simplon (B), col : 37, 61-67, 86, 126, 156-158, 170, 172, 176, 188, 189, 192, 193, 195-199, 201-204, 251, 259, 262, 264-268, 270-276, 281, 284, 285, 287-289, 291, 292, 296, 298, 301, 303, 306, 308, 311, 313, 314, 320, 326, 329, 337, 359-365, 368, 369, 380, 419, 424, 426, 436, 451, 452, 470.
- hospice : 62, 64, 268.
- région : 286, 439.
- route : 42, 52, 61, 153, 206, 257, 419, 424, 426, 496.
- village : 63, 64, 89, 90, 192, 267-277, 284-293, 308, 312, 315, 338.
- Sion, arrondissement 1810-1814 (comprendant les cantons de Loèche, Sierre, Sion et Hérémence) : 42, 75, 96, 132, 330, 334, 369.
- canton, dizain : 44, 96, 120, 132, 138, 147, 162-166, 168, 186, 257, 318, 319, 328, 330, 332, 334, 359, 360.
- chapitre : 220, 228.
- diocèse, évêché : 60, 98, 129, 220, 228, 410, 411, 442, 474, 477, 482.
- ville : *passim*.
- Smolensk (URSS) : 95.
- Smoliang (gouv. de Mohilew) : 94.
- Smorgony (Lituanie) : 95, 96.
- Soleure, canton : 242, 300, 468, 484.
- ville : 143, 158.
- Sondrio : 287.
- Stalden (V) : 362.
- Strasbourg : 189.
- Studianka (sur la Bérésina) : 95.
- Suisse : 36-42, 51-74, 79, 84, 92, 95, 99, 100, 107-114, 120-129, 141-159, 176-178, 188-208, 216-218, 226, 227, 231, 237-243, 265-274, 292, 297-302, 335, 339-351, 355, 374, 378-381, 387, 402, 403, 405, 406, 409-411, 415-491, 495-503.
- Tarentaise : 409-410.
- Taro, riv. : 310.
- Tellenburg (c. Frutigen, BE), château : 302.
- Tessin, canton : 56, 274, 428.
- Tête Noire (c. Trient, Ma) : 87, 425.

- Thonon (départ. Haute-Savoie) : 50, 172, 173, 249-251, 338, 403.  
 Toce, riv. : 428.  
 Tolède : 99.  
 Torgau (Saxe) : 69.  
 Toulon (départ. Var) : 497, 498.  
 Tour, Le- (c. Chamonix) : 77.  
 Tourtemagne (L) : 309, 358, 359.  
 Transylvanie : 255.  
 Tresa, riv. : 439.  
 Treviglio (prov. Bergame) : 311.  
 Trient, riv., vallée : 199, 428.  
 Trient (Ma), commune : 78, 82-85, 87, 311, 324.  
 Troistorrents (Mo) : 60.  
 Troyes (départ. Aube) : 288.  
 Turin : 59, 86, 87, 127, 184, 206, 236-239, 287, 288, 311, 360, 380, 443, 452.  
 Turquie : 113.  
 Tyrol : 36, 38, 39, 67, 206, 418.  
 Ugine (départ. Savoie) : 88.  
 Uri, canton : 240.  
 Utrecht : 101.  
 Val-d'Illiez (Mo) : 257.  
 Valence (Espagne) : 100.  
 Valère (c. Sion) : 40, 41, 43, 80, 81, 240, 442.  
 Valettes, Les- (c. Bovernier, Ma) : 153.  
 Vallorcine (départ. Haute-Savoie) : 77, 82, 85, 87, 192, 199, 428.  
 Valserine, riv. : 424.  
 Valteline : 55, 432, 437, 438.  
 Varone (L) : 228.  
 Vaud, canton : 47, 72, 101, 107, 158, 195, 199-203, 205, 206, 219, 242, 264, 275, 288, 297, 298, 331, 332, 355, 417, 420-422, 425-427, 432, 434, 438, 439, 458, 482.  
 Venise : 243.  
 Vercell : 288.  
 Vercorin (c. Chalais, Se) : 383.  
 Vernamiège (H) : 163.  
 Vêrone : 368.  
 Versailles (départ. Yvelines) : 105.  
 Versoix (GE) : 419, 497.  
 Vesoul (départ. Haute-Saône) : 348, 350-353, 358.  
 Vétroz (C) : 163, 338.  
 Vevey (VD) : 78, 79, 108, 113, 142, 158, 196, 201-203, 205, 264, 275, 289, 339, 346, 355.  
 Viège, canton, dizain : 96, 132, 138, 186, 260, 268, 274, 294, 313, 314, 328, 330, 362, 454  
 — vallée : 68  
 — ville : 97, 99, 138, 220, 226-228, 230, 283, 356, 359, 361, 455.  
 Vienne (Autriche) : 69, 118, 170, 189, 206, 231, 344, 372, 383, 409, 430, 482, 486, 488.  
 Villadossola (prov. Novare) : 281, 282, 284.  
 Villeneuve (d. Aigle, VD) : 196, 202, 356.  
 Vilna (Lituanie) : 95, 96.  
 Visperterminen (V) : 362.  
 Vouvry (Mo) : 97, 100, 153, 196, 278, 325, 353, 354, 376.  
 Vuache (départ. Haute-Savoie), mont : 428.  
 Walcheren (Pays-Bas) : 101.  
 Waldenburg (BL) : 143.  
 Warasdin (Croatie) : 113, 127.  
 Waterloo : 120, 242.  
 Weimar : 50.  
 Wesel (Rhénanie) : 93, 94, 96.  
 Yverdon (VD) : 439.  
 Zermatt (V) : 97.  
 Zurich, canton : 242, 432  
 — ville : 45, 52, 53, 59, 107, 148, 159, 192, 202, 220, 341, 343, 409-411, 417, 428, 431, 433, 436, 437, 439, 446, 447, 452, 453, 462, 463, 468, 470-473, 475, 476, 478-480, 482, 483, 489, 490, 496.

## INDEX DES NOMS DE PERSONNES

### *Abréviations*

|       |                |        |            |
|-------|----------------|--------|------------|
| arr.  | arrondissement | lieut. | lieutenant |
| bat.  | bataillon      | orig.  | originaire |
| cap.  | capitaine      | prés.  | président  |
| dép.  | département    | rég.   | régiment   |
| diz.  | dizain         | v.     | voir       |
| gouv. | gouverneur     |        |            |

Aberdeen, George Hamilton-Gordon (1784-1860), comte d'-, ambassadeur d'Angleterre près l'empereur d'Autriche : 155.

Albasini, les frères-, d'Intra : 380.

Alexandre I<sup>er</sup>, empereur de Russie 1801-1825 : 34, 55, 56, 71, 143, 144, 158, 176, 231, 399, 418, 421, 424, 433, 436, 441, 455, 460, 473, 477, 487.

Allet, Alexis (-François) (1753-1814), maire de Loèche 1810, bourgmestre 1814 : 132.

Alliés, souverains, v. Alexandre I<sup>er</sup>, François I<sup>er</sup>, Frédéric-Guillaume III, George III.

Amherd, Alois (1755-1825), chanoine, curé de Sion 1811-1816 : 130.

Andenmatten, Antoine (\*1782), officier artiller au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère : 97.

Andlau, Konrad-Karl-Friedrich (1766-1839), baron d'-, gouv. pour les Alliés de Bienne et de la principauté de Porrentruy : 221

Anglemont, d' - : 247.

Ardisson, domestique du préfet Ram-buteau : 234.

Arnstedt, Johannson d' - (1760-1835), de Strasbourg, ambassadeur de Russie à Francfort 1813-1835 : 422, 425.

Artois, comte d' - (1757-1836), roi de France sous le nom de Charles X 1824-1830 : 385, 395, 396, 399.

Augereau, Charles-Pierre-François (1757- 1816), maréchal de France : 262, 286-287.

Augustini, Antoine-Marie (1742-1823), grand bailli du Valais 1802-1807, juge au tribunal de Sion 1810, conseiller général du dép. du Sim-plon 1812, domicilié à Loèche : 109, 167, 169, 448.

Badallich, compagnie d'infanterie sous Simbschen : 281.

Badenthal, Marie-Thérèse Julier de-, mère du baron de Werra ; nom usurpé par François Julier : 228.

- Balet, Barthélemy, conseiller de Grimsuat en 1806 : 167.
- Barchetti, Italien fusillé par les Autrichiens en 1814 : 285.
- Barman, Joseph (François-J'-Antoine), notaire, président du diz. de Saint-Maurice en 1808, assesseur au tribunal de Sion 1810 : 167, 169.
- Baur, von-, cap. du génie autrichien : 250 (?), 254, 329.
- Bay, Félix (Jean-) (1775-1851), de Sion, curé de Gampel sous le dép. du Simplon, chanoine de Sion 1830 : 229.
- Bazin, directeur d'une maison de santé à Paris : 390.
- Beauharnais, Auguste-Amélie de- (1788-1851), fille de Maximilien I<sup>er</sup>, roi de Bavière 1805, épouse Eugène de Beauharnais 1806 : 311
- Eugène de- (1781-1824), vice-roi d'Italie 1805-1814 : 71, 73, 74, 205, 265, 266, 284, 287-289, 297, 310, 311, 317, 360, 376, 436.
- Beeger, François-Joseph (1781-1851), vicaire de Sion 1808-1825 : 130.
- Bellegarde, Henri (-Joseph-Jean) (1756-1845), comte de-, feldmaréchal autrichien, gouv. de Milan 1814-1816 : 64, 310, 311, 317, 360, 368, 443.
- Benjovsky (Benyovszky), compagnie d'infanterie hongroise sous Simbschen : 223, 264.
- Benoist, Pierre-Vincent (1758-1834), chef de division au ministère de l'Intérieur : 412.
- Berguerand, Jacques-Félix, orig. de Vallorcine, bourgeois de Martigny 1800, commissaire des guerres de l'arr. de Martigny 1814 : 104, 251, 252, 254, 324, 330, 331, 335, 336.
- Berthier, Alexandre (1753-1815), prince de Neuchâtel et de Wagram, maréchal de France : 101, 377
- César (1765-1819), général français, frère du maréchal : 33, 109.
- Bertrand, François-Benjamin (1783-1812), lieut. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère : 94, 95, 97.
- Besse, Martin (Jean-) (1787-1835), de Sarrayer (Bagnes), au 4<sup>e</sup> rég. des gardes d'honneur, campagnes d'Allemagne 1813, de France 1814 : 98, 387.
- Beurnonville, Pierre Riel de- (1752-1821), membre du gouvernement provisoire 1814 : 395.
- Bianchi, Vincent de- (1768-1855), duc de Casalanza, feld-maréchal autrichien : 360, 452.
- Bigot de Préameneu, Félix (1747-1825), ministre des Cultes : 60.
- Biollay, Louis (-Maurice) (1783-1851), notaire, greffier de la justice de paix du canton de Saint-Maurice, conseiller et secrétaire de la ville 1811, membre du collège électoral du dép. du Simplon 1812, lieut. dans la garde nationale 1813, député du dizain de Saint-Maurice à l'assemblée du Bas-Valais 1814 : 111, 137, 162, 252, 255, 336.
- Blanc, Michel († 1813), Savoyard, postillon de la Grand-Maison à Simplon : 63
- Pierre-Joseph (1769-1850), major commandant le bat. valaisan, puis le 3<sup>e</sup> bat. du 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, épouse Anne-Marie Parès 1811 : 94, 95, 97, 106.
- Blatter, Joseph-Antoine (1740-1807), évêque de Sion 1790 : 228.
- Boccard, François, maître charpentier à Saint-Maurice : 250
- François-Marie (1808-1865), chanoine de Saint-Maurice, auteur de *l'Histoire du Valais* (1844) : 292.
- Bochaton, Jean-Marie (\* 1777), cap. et aide de camp du général Dupas 1803, major 1811, colonel 1813, baron de l'Empire, naturalisé français 1817, né et mort à Evian : 409.
- Boisot, Georges-Louis-Jonathan (1774-1853), de Lausanne, secrétaire en chef du Petit Conseil du canton de Vaud 1803 : 432.
- Bonivini, Adrien (-Pierre), prés. du diz. de Sierre 1802 : 219, 220, 224-231.

- Bons, Charles (-Louis) de- (1756-1841), commandant du bat. valaisan au service de France 1806, conseiller municipal de Saint-Maurice : 137, 386.
- Bonvin, François-Paul, greffier du grand châtelain d'Hérémence 1803 : 186.
- Borghèse, Camille (1775-1832), prince : 127, 287, 311, 317, 318.
- Bourbons : 119, 384, 406.
- Bovier, Charles (1787-1863), de Vex, avocat et notaire, député du diz. d'Hérémence à la conférence de Sion des 30 mai-1<sup>er</sup> juin 1814 : 473, 474.
- Brady, Eve, comtesse de-, épouse le cap. Nicolas Bruchez 1822 : 98.
- Bramcamp de Sobral, Louise, née de Narbonne-Lara : 371.
- Briguet, Jacques, maire de Lens 1812 : 333.
- Brosse, de-, v. Debrosse.
- Bruchez, Nicolas (Etienne-N'-Hercule) (1791-1856), de Bagnes, hussard au 4<sup>e</sup> rég. des gardes d'honneur, lieutenant de cavalerie 1814, campagnes d'Allemagne 1813, de France 1814, épouse la comtesse Eve de Brady 1822 : 98.
- Brune, Guillaume-Marie-Anne (1763-1815), maréchal de France : 241.
- Bruttin, Joseph (Jean-) (\* 1774), aubergiste au Lion d'Or, à Sion, 1803, lieutenant de la milice du diz. de Sion 1814 : 318, 361, 363
- Joseph (-Marie), fils du précédent, secrétaire du gouvernement valaisan 1814 : 472, 473.
- Bruys de Charly, Gilbert (1744-1827), membre du Corps législatif pour la Saône-et-Loire : 388.
- Bubna, Ferdinand (1772-1825), comte de-, feld-maréchal autrichien : 72, 76, 77, 90, 113, 122, 126, 136, 137, 139, 141, 221, 251, 258, 261, 264, 267, 269, 271, 275, 277, 278, 284, 288, 294, 298, 300, 309, 311, 325, 337, 351-353, 360, 403, 418, 423, 427, 435, 436, 443.
- Burgener, messieurs, tiniers du sel à Viège 1814 : 356.
- Burloz, Antoine, secrétaire du sous-préfet de Domodossola, fusillé par les Autrichiens en 1814 : 223, 285.
- Cadore, duc de-, v. Champagny.
- Caffarelli du Falga, Marie-François-Auguste (1766-1849), comte de-, cap. aide de camp du général de Nuce 1793, général, gouverneur du palais de l'impératrice 1813 : 371.
- Cambacères, Jean-Joseph-Régis de- (1753-1824), duc de Parme, archichancelier de l'Empire : 373, 396.
- Canning, Stratford (1788-1880), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grande-Bretagne en Suisse 1814-1820, pair sous le nom de lord Stratford de Redcliffe 1852 : 410, 446-448, 462, 463, 475, 483, 496, 500.
- Capelle, Guillaume-Antoine-Benoît (1775-1843), préfet du dép. du Léman 1810 : 50, 79, 88
- Pierre-Dominique, « déserteur » français : 258 (?), 262, 291.
- Capo d'Istria, Jean(-Antoine) (1776-1831), ministre plénipotentiaire de Russie près la Confédération suisse 1813-1814 : 56, 409, 410, 433, 435-437, 446-448, 462, 463, 475, 483, 487-489, 496, 500.
- Casabianca, Pierre-François (1784-1812), colonel commandant le 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère : 94, 105.
- Casali, Laurent : 494.
- Castlereagh, Robert Stewart (1769-1822), vicomte, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne 1812-1822 : 419, 421, 425, 426, 435.
- Caulaincourt, Armand-Augustin-Louis (1773-1827), marquis de-, duc de Vicence, ambassadeur de Napoléon 1813, ministre des Affaires étrangères 1813-1814 : 51, 53, 69, 71, 435.
- Chablais, Joseph, maire de Port-Valais 1812, syndic 1814 : 354.

- Chambrier, Jean-Pierre de- (1753-1822), de Neuchâtel, ministre plénipotentiaire de Prusse près la Confédération suisse 1814 : 435, 437.
- Champagny, Jean-Baptiste Nompère de- (1756-1834), duc de Cadore, ministre des Relations extérieures 1807-1811 : 33.
- Charles III, roi d'Espagne 1716-1788 : 396.
- Chastonay, François-Nicolas (\* 1760), de Sierre, prés. du tribunal du district, électeur pour Venthône en 1802, grand châtelain de Sierre 1814 : 226-229.
- Chateaubriand, François-René (1768-1848), vicomte de-, nommé chargé d'affaires de France en Valais 1804 : 497.
- Chouans : 44.
- Cinotti, officier italien : 63, 64, 67.
- Claivaz, Etienne (-Joseph) (1772-1842), de Martigny, député du diz. à l'assemblée du Bas-Valais 1814 : 162.
- Clarke, Henry (1765-1818), duc de Feltre, ministre de la Guerre : 39, 40, 41, 60, 65, 66, 73, 76, 83, 85, 86, 88, 105, 111.
- Clavel, François (1767-1837), conseiller d'Etat vaudois 1811-1830, député à la Diète fédérale 1816, prés. du Petit Conseil 1814 : 202, 432 438.
- Clemenso, Hyacinthe (1781-1862), cap. au bat. valaisan, puis au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, naturalisé français 1816 : 95, 97, 105.
- Clivaz, aubergiste à Martigny : 324  
— fermier de l'évêque de Sion : 262.
- Cocatrix, Maurice (\* 1792), brigadier au 4<sup>e</sup> rég. des gardes d'honneur, campagnes d'Allemagne 1813, de France 1814 : 98.
- Collombin, Emmanuel, député de l'Entremont à l'assemblée du Bas-Valais 1814 : 162.
- Coquoz, Jean-Pierre (\* 1787), officier au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, campagnes de Russie 1812, d'Alle-  
magne 1813, de France 1814, plusieurs fois blessé : 97.
- Coras, Nicolas († 1813), gendarme français : 63.
- Corneille, auteur dramatique français : 269.
- Cornu, Louis (\* 1818), d'Yverdon, aubergiste du Cygne, à Martigny : 323.
- Cornut, Alexandre (Pierre-François-) (1780-1825), maire de Vouvry 1812, syndic 1814 : 354  
— François (-Louis) (1747-1824), père du précédent, châtelain de Vouvry en 1784 : 353, 354.
- Corsini, Thomas (1762-1856), prince, chambellan et sénateur : 371.
- Courten, famille de- : 228, 229, 383  
— rég. au service de France : 119  
— rég. au service d'Espagne (ensuite rég. de Preux) : 104  
— Adrien (-Joseph-Maurice) de- (1750-1820), de Sierre, curé de Viège 1791-1799 et 1802-1820, juriste, membre de la commission du code valaisan : 226, 228  
— Eugène (Antoine-Joachim-E'-Louis) de- (1771-1839), comte, de Sierre, officier au service de France puis d'Angleterre, conseiller général du dép. du Simplon 1812, membre de la députation valaisanne à Simbschen 1813, de la députation valaisanne à Metternich 1814, chef des milices valaisannes 1814 : 45, 119, 121-123, 125, 128, 134, 142-144, 149, 150, 154-159, 180, 181, 183, 212, 218, 220, 227, 229, 257-260, 272-281, 302, 308, 309, 313-315, 320, 343, 363, 365, 366, 383, 384, 410, 411, 432, 439, 447, 451  
— Eugène (Christophe-E'-Chrétien) de- (1752-1826), de Sion, cap., conseiller municipal de Sion, commandant du bat. des chasseurs valaisans 1814 : 258, 262, 263, 305, 306, 308, 309, 314, 315, 495  
— Eugénie (Marie-Anne-) de- (1774-1814), née à Montmédy (Meuse), épouse le comte Eugène 1798 : 119, 144, 154, 155

- Félix (Joseph-Eugène-Edouard-F'-Alexis) de- (\* 1766), de Sion : 229
- Libérat (Joseph-Eugène-) de- (1751-1832), de Sion, trésorier d'Etat, grand châtelain du diz. de Sion, député du Valais à Zurich 1814 : 341, 342, 478-480, 489, 491
- Louis (-Eugène-Ignace-Joseph) de- (1800-1874), fils aîné du comte Eugène, désigné comme élève au Prytanée de La Flèche 1812, cap. aide-major 1831 : 102
- Louis (Joseph-L'-Philippe-Guillaume-Erasme) de- (1776-1842), comte, cap. au rég. de Rovéréa à la solde d'Angleterre 1799, licencié en Styrie 1801, en résidence surveillée 1806-1810, passe en Angleterre, arrêté en Hollande 1811, incarcéré à Paris 1811-1814 : 383-385, 390, 414, 485
- Marc-Antoine de- (1715-1769), père d'Adrien, gouv. de Saint-Maurice 1750-1752 : 228
- Marie-Joséphine de-, épouse de Marc-Antoine : 228
- Maurice (-Joseph-Jacques Christophe) de- (1781-1847), de Sierre, un des neuf membres de la chambre des notaires du dép. du Simplon, secrétaire [?] du gouvernement provisoire 1814, membre de la Direction centrale 1814, membre suppléant du gouvernement Stockalper, commissaire en chef des subsistances et convois militaires 1804, tinier du sel, membre du gouvernement Taffiner : 58, 125, 126, 138, 180, 209, 212-214, 229, 251, 260, 302, 324, 330, 337, 339, 342, 349, 356, 358, 359, 364-367, 384, 401, 408, 410, 453, 460, 472, 476, 478, 489
- Pancrace (Jean-Joseph-Louis-Antoine-) de- (1774-1845), frère du comte Eugène : 119-121, 123, 134, 144, 154-159, 227, 363, 365, 366, 384, 439, 447, 451.
- Cretton, Jacques, aubergiste au Trient : 311, 324.
- Cropt, Bernard-Antoine (1769-1829), notaire, adjoint au maire de Martigny 1812 : 324
- Cropt, veuve, née Volluz, de Martigny : 324.
- Dallèves, Alexis, de Sion, lieut. au bat. des chasseurs valaisans 1814 : 281-283, 304
- Gabriel (Gaspard-) (1759-1845), prieur de l'Hospice du Simplon : 64
- Maurice (-Antoine) (1787-1813), hussard au 4<sup>e</sup> rég. des gardes d'honneur, campagne d'Allemagne : 98, 99.
- Dambray, Charles-Henri (1760-1829), vicomte, chancelier de France sous la Restauration : 413.
- Darbellay, Hyacinthe (Pierre-H'-Isidore) (1774-1857), maire de Monthey, bourgmestre 1814, épouse Domitille Du Fay 1797 : 137
- Vallentin, prés. de Liddes 1802-1810, député de l'Entremont à l'assemblée du Bas-Valais 1814 : 162.
- Davout, Louis-Nicolas (1770-1823), maréchal de France : 34.
- Dayer, Antoine (\* 1788), sous-lieut. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère 1811 : 97
- Pierre, prés. du canton et maire d'Hérémence 1810, tinier du sel 1814 : 356.
- Debrosse (ou de Brosse), cap. commandant la compagnie de gendarmerie du dép. du Simplon ; réside à Sion : 75, 78.
- Delacoste, François (1782-1851), député du diz. de Monthey à l'assemblée du Bas-Valais 1814, commissaire du Valais pour le sel : 162, 346, 347, 351-354, 356, 357.
- Delaroché, Jean-Baptiste-Grégoire (1767-1845), général, fait baron de la Roche 1808, commandant la 7<sup>e</sup> division militaire 1809-1814 à laquelle est rattaché le dép. du Simplon ; réside à Grenoble : 40, 43.
- Delasoie, Etienne (Gaspard-) (1768-1844), prés. du canton d'Entre-

- mont et juge de paix à Sembrancher 1810, conseiller général du dép. du Simplon 1812, élu membre de la Direction centrale 1814, député à Fribourg-en-Brisgau 1814, membre du gouvernement Stockalper : 138, 142, 143, 146, 148, 159, 162, 180, 209, 212, 214, 215, 218, 279, 319, 336, 349-351, 363, 369, 399-401, 407, 408, 443, 455, 459, 469, 470, 473, 475, 476, 483, 484-490, 496
- Laurent (-Joseph), de Sembrancher, tinier du sel dans l'Entremont 1814 : 356.
- Delay, Joseph-Frédéric, de Martigny : 262.
- Délez, David (\* 1787), sous-lieut. au 9<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère 1814, campagne de 1814 à l'armée du Midi dans les Pyrénées : 100, 104.
- Derville-Maléchar, famille : 389, 391, 392
- Aimée (-Elise-Sophie-Emma) (\* 1812), fille du préfet : 389
- Claude-Joseph-Parfait (\* 1774), résident de France en Valais 1806-1810, commissaire de l'empereur 19 nov.-9 déc. 1810, nommé préfet du Simplon le 10 janvier 1811, en congé et remplacé par Jean-François Locard de novembre 1811 à mai 1812, préfet de la Sarthe 1813, préfet du Doubs 1815, mis à pied après les Cent-Jours, préfet du Vaucluse 1830, du Doubs 1831, de l'Orne 1833, mis à la retraite le 21 octobre 1836 : 33, 37, 118, 133, 371, 374-376, 378, 383, 387-392, 396, 497
- Rodolphe (Maurice-Hugues-Léopold-) (\* 1808), fils du préfet : 389
- Sophie (Constance-), née Masson, épouse du préfet : 391, 392.
- Des Arts, Joseph (1743-1827), homme d'Etat genevois : 418, 420, 427.
- Deschallen, Lucas (Jean-Joseph-) (1766-1821), de Viège, gouv. de Saint-Maurice 1797, grand châtelain de Viège 1809, cap. de la milice du diz. 1814 : 227, 313, 314.
- Deschamps, Clémentine (1809-1863), sœur aînée de Sophie : 90
- François-Joseph-Charles († 1813), brigadier de gendarmerie à Simplon-Village : 63, 89
- Françoise († 1813), née Bertholomain, épouse du précédent : 63, 89
- Sophie (1811-1898), fille cadette du brigadier, épouse Joseph-Antoine Rittiner 1837 : 90.
- Desaint, secrétaire général de la question du Corps législatif 1814 : 394.
- Dessaix, Joseph-Marie (1764-1834), de Thonon, général français : 170, 255, 258, 261, 273, 287, 403.
- Diesbach, Nicolas de- (1747-1821), bailli d'Aigle 1787-1793 : 163.
- Dillmann, Ignace († 1827), piariste, principal du collège de Brigue, aumônier des Ursulines de Brigue 1814 : 102.
- Donnet, Hyacinthe, administrateur de la prison de Sion : 493.
- Drouet, Jean-Baptiste (1765-1844), comte d'Erlon, maréchal de France : 99.
- Dubuis, François (-Joseph) (\* 1769), notaire, syndic de Savièse 1814 : 337.
- Duc, Germain : 325, 353, 354
- Jean-Joseph (1748-1821), de Conthey, chargé de la ferme des postes 1803, juge-suppléant au tribunal de Sion, conseiller général du dép. du Simplon : 379, 382
- Jean-Séverin (1769-1827), fils de Jean-Joseph, syndic de Conthey : 337.
- Du Fay, Guillaume (-Antoine) (1775-1830), frère de Pierre-Louis, cap. quartier-maître au 1<sup>er</sup> rég. suisse à Metz 1813, campagne de France 1814 : 100
- Marguerite, sœur de Pierre-Louis, épouse Michel Dufour : 97
- Pierre-Louis (1768-1843), prés. du canton de Monthey, conseiller général du dép. du Simplon 1812, membre suppléant de la Direction centrale 1814, tinier du sel, épouse 1794 Patience de Chaignon, fille



- du résident de France en Valais : 33, 138, 147, 148, 162, 356, 401, 466, 482.
- Dufour, famille : 374
- Casimir (1798-1858), fils de Michel, désigné comme élève au Prytanée de La Flèche 1812, major 1841 : 102
  - Frédéric († 1812), fils de Michel, lieut. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère : 94, 95, 97, 103
  - Guillaume-Henri (1787-1875), général suisse : 87
  - Louis (1788-1863), fils de Michel, lieut. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, campagne de Saxe 1813, blessé à Leipzig, campagne de Hollande 1814 : 97, 103
  - Michel (1768-1843), sous-préfet de Saint-Maurice 1811, député du Valais à la Diète fédérale 1815-1816 : 94, 98, 100, 103, 111, 112, 115, 147, 148, 155, 192, 195, 202, 205, 206, 342, 343, 475, 482, 496, 500
  - Pierre-Marie (1790-1862), fils de Michel, lieut. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, commandant le bureau de recrutement de Saint-Maurice jusqu'en 1812, cap. 1812 : 75, 97, 103.
- Dumaye, Alexandre (1772-1849), cap. au bat. valaisan, puis au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, commandant de la citadelle de Wesel 1813, admis à la retraite le 18 mars 1813 : 93, 95, 97, 103, 306, 315.
- Dupas, Pierre-Louis (1761-1823), général français né à Evian : 409.
- Dupont de l'Etang, Pierre (1765-1840), général français, ministre de la Guerre 1814 : 100, 406.
- Durutte, Pierre-François-Joseph (1767-1827), général français : 101.
- Ebel, Johann-Gottfried (1764-1830), voyageur et publiciste suisse, d'origine allemande : 87.
- Egger, famille : 320
- François († 1814) : 320.
- Emmanuel-Philibert (1528-1580), dit Tête de fer, duc de Savoie dès 1553 : 405.
- Escher, Hans-Konrad (1743-1814), envoyé extraordinaire de la Diète suisse auprès des Alliés 1813, premier conseiller de légation près la Diète 1813, bourgmestre de Zurich 1814, prés. de la Diète 1814 : 53, 148, 157, 158
- Joseph (-Ignace) (1782-1854), de Brigue, cap. au service d'Espagne 1805, percepteur à la barrière du Simplon 1810-1813, commandant des milices, puis de chasseurs valaisans 1814 : 268, 293, 306.
- Falchini, de Domodossola : 380.
- Falcini, Ignace († 1814), du diz. de Brigue : 269.
- Fassella, frères, hommes d'affaires italiens : 238.
- Faulcon, Félix (1758-1843), député de la Vienne, vice-prés. du Corps législatif, prés. provisoire de la Chambre des députés 1814 : 395, 413.
- Favre, André, domestique savoyard de Ch.-E. de Rivaz : 50
- frère du précédent : 50
  - Vincent, des Agettes, député d'Hérens 1815, grand châtelain du diz. 1818-1823 : 147.
- Fert, Philibert, domestique à Massongex : 385.
- Fetzer, Karl (Johann-) (1768-1847), de Rheinfelden, membre du Petit Conseil d'Argovie 1803 : 57, 140.
- Fink, von- († 1814), lieut. de chasseurs autrichiens, commandant les chasseurs du Bas-Valais 1814 : 169, 170, 267-270.
- Finot, Antoine-Bernard (1780-1844), préfet du dép. du Mont-Blanc 1810, baron 1811 : 88.
- Finsler, Hans-Conrad (1765-1839), de Zurich, homme d'Etat et officier, colonel quartier-maître 1804, chef de l'état-major général 1814 : 428-431, 484.

- Fischinger, Jean-Baptiste-Ignace (1768-1844), de Rheinfelden, conseiller d'Etat d'Argovie : 140.
- Flotte, Etienne-Marie-Ferdinand de-, trésorier-payeur du dép. du Simplon : 235, 387.
- Fontanelli, Alphonse (1775-1837), ministre de la Guerre du royaume d'Italie : 284, 287.
- Fontanes, Louis de- (1757-1821), grand maître de l'Université française 1808 : 102.
- Forclaz, Pierre-Antoine, notaire, syndic d'Evolène 1814 : 315, 316.
- Franc, Hubert (Joseph-) (1743-1818), de Monthey, député du diz. à l'assemblée du Bas-Valais 1814 : 162.
- Francière, Pierre-François, député de l'Entremont à l'assemblée du Bas-Valais 1814 : 162.
- François (1768-1835), empereur du Saint-Empire 1792 sous le nom de François II, empereur d'Autriche sous le nom de François I<sup>er</sup> 1804 : 55, 56, 71, 72, 114, 143-146, 155, 158, 176, 181, 187, 207, 217, 218, 231, 242, 243, 340, 343-345, 350, 399, 411, 418, 421, 433, 436, 455, 457, 460, 473, 477, 487.
- Frédéric-Guillaume III (1770-1840), roi de Prusse 1797-1840 : 34, 55, 56, 72, 144, 176, 231, 399, 418, 421, 436, 455, 460, 463, 473, 477, 487.
- Frimont, Jean-Marie (1759-1831), feld-maréchal autrichien : 242, 343.
- Fumeaux, Pierre-Joseph (\* 1780), sous-lieut. au bat. valaisan en Espagne 1806, lieut. 1809, passe au rég. de Walcheren devenu 131<sup>e</sup> rég. de ligne 1813, cap. 1814, campagnes de Catalogne 1807-1811, de Russie 1812, de Prusse et Saxe 1813, de la Moselle 1814 : 101.
- Gallizia, Bernard, entrepreneur de travaux publics : 361, 362.
- Ganios, Amand, tinier du sel à Martigny 1814 : 356.
- Gard, Frédéric (François-Joseph-) (1767-1849), cap. des élections du diz. d'Entremont 1814 : 263, 316, 367, 369
- Joseph (-Arnold) (1750-1828), major au rég. de Preux 1806, lieutenant-colonel 1807, fait prisonnier à Baylen par les Espagnols 1808, délivré à Séville par les Français 1810, au service des places de Séville, Tolède et Guadalajara 1810-1812, fait prisonnier par les Anglais et emmené en Angleterre 1812, rentré de captivité 1814 : 99
- Pierre (-François) (1769-1839), curé de Monthey 1802-1822, doyen du décanat 1809 : 60.
- Gaski, cap. sous Simbschen : 318, 361.
- Gattlen, Christian (1777-1866), de Rarogne, quartier-maître au bat. valaisan en Espagne, cap. 1814 : 270-272, 275-277, 285, 286, 289, 293, 313, 315.
- Gaudin, Martin-Michel-Charles (1756-1841), duc de Gaète, ministre des Finances 1799-1814 : 373.
- Gay, Bruno (Joseph-) (1760-1830), de Martigny, vice-conseiller d'Etat 1810, député du diz. à l'assemblée du Bas-Valais 1814, cap. de l'élection du diz. de Martigny 1814 : 162, 257, 315, 319
- Emmanuel (1773-1842), docteur en médecine, vice-conseiller d'Etat 1805 : 492
- Gaspard, de Martigny, fils de Bruno, enseigne des milices 1807 : 319.
- Joseph-Louis (\* 1774), cap. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, campagne de Saxe 1813, blessé à Leipzig, fait prisonnier le 19 octobre 1813, rentré de captivité le 24 février 1815 : 97.
- Gendroz, François, tailleur : 170, 335.
- Genon, Clément († 1813), Bernois, postillon de la Grand-Maison à Simplon : 63.
- George III (1738-1820), roi d'Angleterre 1760, fou 1810 : 55, 56, 155, 231, 383, 399, 418, 421, 455, 460, 477.

- Germanier, Jean-Pierre (-Joseph) (\* 1790), hussard au 4<sup>e</sup> rég. des gardes d'honneur, campagne d'Allemagne 1813, de France 1814, cap. de la milice valaisanne 1828-1833 : 98, 387.
- Gerstäcker, cap.-lieut. du 6<sup>e</sup> bat. des chasseurs autrichiens sous Simbschen : 266-270, 275, 292-294.
- Gex, Pierre-Marie, d'Evionnaz, sert dans la garde impériale 1813 : 386.
- Gianelli, sous-lieut. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, employé au bureau de recrutement de Sion : 75.
- Godinot, Nicolas (1761-1841), de Reims, jésuite et père de la Foi de Jésus, professeur au collège de Sion 1805 : 130.
- Gouvion-Saint-Cyr, Laurent (1764-1830), maréchal de France : 94.
- Grenier, Paul (1768-1827), général français, comte 1809 : 311, 317.
- Greth, von-, feld-maréchal autrichien : 344, 360.
- Guersy, Jean, de Rome, déserteur : 170.
- Guillet, Pierre († 1829), tenancier de l'auberge de la Grand-Maison, à Simplon-Village : 90.
- Guy, François-Gaspard, de Fribourg, déserteur : 170.
- Hardenberg, Charles-Auguste (1750-1822), prince de-, homme d'Etat prussien, chancelier 1810 : 419, 421, 426.
- Hecht, Xavier (1757-1835), peintre d'histoire et portraitiste : 373.
- Helfflinger, famille : 475
- Jean-Frédéric, résident de France en Valais 1788-1797, époux de Marianne Odunne (?), fille de l'ancien ambassadeur de France au Portugal, beau-père de Louis de Preux : 485, 486.
- Hénin, François (1771-1847), général français : 73.
- Hénin de Cuvillers, Etienne-Félix (1755-1841), baron d'- 1809, commandant militaire du dép. du Simplon avec le grade d'adjutant-commandant (colonel) 1811-1813 : 38-40, 43, 73, 75, 77-81, 83-85, 107, 134, 233, 234, 241, 243, 290, 392, 403-406, 420.
- Hiroz, Jean-Claude (1770-1839), curé de Troistorrents 1805 : 60.
- Hombron, de Paris, chef du bureau militaire du dép. du Simplon, avocat en Valais en 1814 : 245-247.
- Horace, poète latin : 105.
- Hugo, Joseph-Léopold-Sigisbert (1773-1828), général français, commandant à Thionville 1814-1815 : 99, 105.
- Humboldt, Frédéric-Guillaume de- (1767-1835), baron, diplomate prussien : 422, 424, 425.
- Imahorn, lieut. des chasseurs valaisans 1814 : 307.
- Imfeld, agent d'affaires pour le Valais à Turin : 237, 238.
- Imhof, Antoine, d'Ernen, cap. au rég. de Courten en Espagne 1805, tinnier du sel 1814 : 315, 356, 469.
- Imwinkelried, Jean, du diz. de Brigade : 269.
- Ivernois, François d'- (1757-1842), homme politique genevois, membre du Conseil provisoire 1814 : 422, 423, 436.
- Jacquier, Jean-Baptiste (1769-1853), de Savièse, notaire, juge de paix du canton de Sion 1810, élu à la Direction centrale 1814, membre du Tribunal suprême 1814 : 164.
- Jean (1782-1859), archiduc d'Autriche, vice-roi du royaume vénétolombard 1815 : 343.
- Jonquière, Nathalie de La-, veuve de l'amiral de Boulainvilliers, épouse Grégoire de Riedmatten 1824 : 98.
- Jost, Joseph-Arnold (1781-1854), officier au service de France : 99, 105, 106.
- Julier, François, dit de Badenthal, notaire, curial de Varone 1809 : 228, 229
- Johann-Stephan (1779-1829), chanoine de Sion, professeur au sémi-

- naire 1812, secrétaire du chapitre, vicaire général 1822 : 220, 226, 227.
- Kadler, Antoine, boucher à Sion : 322, 334.
- Kaempfen, Albert (1826-1907), fils d'Antoine, directeur des Musées nationaux et de l'Ecole du Louvre : 105
- Antoine (Joseph-A'-Ignace-Aloïs) (1784-1856), chirurgien-major au bat. valaisan, puis au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère : 95, 97, 105, 106.
- Kalbermatten, Guillaume de- (1793-1875), sous-lieut. au rég. suisse au service de France en Espagne 1811, lieut. à l'état-major de la province de Ségovie 1812, campagnes de 1812 et 1813 en Espagne, général des troupes valaisannes pendant le Sonderbund : 99
- Joseph (-Aloïs) de- (1747-1844), cap. dans le rég. suisse au service de France, fait à l'armée du centre, en Espagne, sous les ordres de Drouet d'Erlon, les campagnes de 1809, 1810, 1811, 1812 et 1813 : 100
- Louis (-Grégoire) de- (1768-1845), contrôleur des matières d'or et d'argent sous le dép. du Simplon, propriétaire du bâtiment de la préfecture : 215, 234, 235.
- Klenau, Johann (1758-1819), comte, général autrichien : 443.
- Krüdener, Paul de- (1784-1858), secrétaire d'ambassade de Russie à Paris 1812, chargé de mission puis d'affaires près la Confédération 1814-1815 : 421.
- Kuntschen, Alphonse (1787-1843), époux de Catherine de Sépibus, fille de Léopold, lieut. des chasseurs valaisans 1814, conseiller municipal de Sion, tinier du sel : 266, 271, 307, 356.
- Lagger, Joseph (\* 1780), officier au service de France : 99.
- La Harpe, Frédéric-César de- (1754-1838), homme d'Etat vaudois : 408, 409, 482.
- Lang, Casimir († 1815), frère aîné d'Ignace, conseiller d'Etat 1808-1810, conseiller de préfecture 1810, juge d'instruction au tribunal de Sion 1810, conseiller général du dép. du Simplon 1812, sous-préfet provisoire de l'arr. de Sion 1813, doyen des conseillers de préfecture, membre de la Direction centrale : 75, 109, 110, 115, 121-126, 138, 139, 167, 169, 177, 180, 212, 213, 346
- Ignace (1764-1824), frère cadet de Casimir, prés. du canton de Viège 1810 : 109.
- La Valette, Antoine-Marie Chamans, comte de- (1769-1830), directeur général des postes de l'Empire : 110.
- Lavallaz, famille de- : 228.
- Antoine de- (1786-1870), fils de Joseph, commissaire-priseur 1814, secrétaire-copiste du gouvernement Stockalper : 186, 213, 216, 459
- Joseph (-Maurice) de- (1758-1834), prés. du canton et maire de Sion, conseiller général du dép. du Simplon 1812, membre de la Direction centrale 1814, puis du gouvernement Stockalper : 42, 114, 138, 162, 164, 166, 177, 180, 209, 212-215, 218, 221, 224, 229, 245, 260, 279, 349, 455, 456, 459, 460, 469, 472, 476, 478, 484, 489, 490
- Marie-Madeleine de- (1768-1832), fille de Pancrace de Courten, épouse Joseph de Lavallaz 1785, sœur d'Eugène, de Pancrace et de Louis de Courten : 234, 385, 390
- Maurice (-Fénelon) de- (1795-1857), élève à Saint-Cyr 1812, campagne de France 1814, épouse Aglaé de Preux 1827, fille de Louis et d'Aglaé Helfflinger : 101
- Pierre-Marie de- (1761-1834), frère de Joseph, châtelain de Collombey-Muraz, grand châtelain de Monthey, député du Valais à Zurich 1814 : 341, 342, 478-480, 489, 491.

- Lebzelter, Louis de- (1774-1854), diplomate autrichien, chargé de mission près la Diète helvétique 1813, ministre plénipotentiaire près la Confédération du 15 mars au 18 avril 1814 : 51, 52, 54-56, 59, 61, 423, 427, 433-437.
- Leresche, commissionnaire des sels à Lignerolle : 356.
- Léry, François-Joseph d'Estienne de Chaussegros de- (1754-1824), général français, inspecteur général du génie 1813 : 43.
- Liechtenstein, Aloys (1780-1833), prince de-, général autrichien : 113, 364.
- Locard, Jean-François (1773-1833), baron, sous-préfet de Borgo-San-Donnino (départ. du Taro), administrateur provisoire du département du Simplicon nov. 1811-mai 1812 : 389.
- Lorétan, Hildebrand (-Andreas) (1756-1837), chanoine de Sion 1802, curé et doyen de Loèche 1805-1817, directeur du grand séminaire 1817-1827 : 225-227
- Jean-Joseph (1760-1840), frère d'Hildebrand, syndic, châtelain de Loèche-les-Bains et de Niedergesteln 1814 : 226-229, 274, 312
- Louis XVIII, roi de France : 97, 104, 243, 394, 395, 397, 399, 405, 406, 411, 413, 441, 486, 487, 489, 493.
- Lovina, Jacques (\* 1784), sous-officier au bataillon valaisan, blessé à Baylen 1808, campagne de Russie 1812, lieutenant au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère 1813, campagne d'Allemagne 1813-1814 : 97.
- Lucot, douanier en résidence à Binn : 89, 235, 236, 295.
- Luder, Joseph (Jacques-François-) (1763-1830), maire de Sembrancher, bourgmestre 1814, député de l'Entremont à l'assemblée du Bas-Valais 1814, suppléant de la Direction centrale 1814, grand châtelain d'Entremont 1814 : 138, 162, 258.
- Lugger, Maurice, de Brigue : 293.
- Lugon, Jean-Maurice, aubergiste à Martigny : 324.
- Lugrin, Frédéric, conseiller municipal à Saint-Maurice, député du district à l'assemblée du Bas-Valais 1814 : 137, 162.
- Lullin, Ami (1748-1816), premier syndic de Genève 1814-1815 : 421.
- Lumpp, Guillaume, piariste, régent de la classe élémentaire du collège de Brigue : 102.
- Luxem, capitaine sous Simbschen, commandant des chasseurs valaisans, commandant de place à Sion : 132, 174, 210, 233, 234, 275-277, 281, 283-286, 288, 310, 313, 316, 320, 325, 335, 337-339, 360.
- Mabillard, Marie-Barbe († 1806), épouse Félix de Courten 1799 : 229
- Pierre, municipal de Sion 1802, châtelain 1814 : 226, 227.
- Macognin de la Pierre, famille : 386
- Charles (-Melchior) (1783-1850), docteur en médecine, adjoint au maire de Saint-Maurice 1810, vice-bourgmestre 1814, député du district de Saint-Maurice à l'assemblée du Bas-Valais 1814, prés. de Saint-Maurice 1817 : 131, 133, 137, 162, 250, 252, 253, 255, 321, 326, 335, 343-344, 377, 444, 462, 469, 480, 481
- Louis (Etienne-François-) (1789-1835), frère de Charles, officier au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, campagnes de Russie 1812, d'Allemagne 1813, de France 1814 : 97, 377, 386, 406-408, 466
- Marie-Françoise, dite Fanchette (1752-1832), fille de Charles-Joseph de Rivaz (1713-1759), sœur de Charles-Emmanuel, épouse Etienne-Louis Macognin de la Pierre 1779, mère de Charles et de Louis : 377, 407, 466.
- Magnin, François, de Martigny : 262.
- Maillardoz, Antoine-Constantin de- (1765-1832), envoyé extraordinaire puis ministre plénipotentiaire de la

- Confédération à Paris 1803-1814 : 468.
- Majestés, Leurs-, v. Alexandre I<sup>er</sup>, François I<sup>er</sup>, Frédéric-Guillaume III, George III.
- Mangourit, Michel-Ange-Bernard (1752-1829), résident de France en Valais de janvier à juin 1798 : 149, 415.
- Marchand, Jean-Gabriel (1765-1851), général français : 287.
- Maret, Hugues-Bernard (1763-1839), duc de Bassano, ministre des Relations extérieures 1811-1813 : 51, 53.
- Marie-Louise, impératrice des Français : 374.
- Martin, William (-Louis) (1888-1934), journaliste, professeur et historien genevois : 141, 157, 426, 428, 431, 435.
- Masséna, André (1758-1817), maréchal de France : 241.
- Masson, aubergiste de « La Tour », à Martigny : 323.
- Mattiassewich, caporal sous Simbschen : 365.
- Mayerle, Egbert († 1825), de Dillingen, piariste, régent de grammaire du collège de Brigue 1812-1813 : 102.
- Mazzucchelli, Luigi (1776-1868), général italien, chef d'état-major de l'armée italienne 1814 : 284, 368.
- Mesmay, royaliste de Pontarlier, agent de renseignements des Autrichiens : 62.
- Messenger, Claude-François, douanier : 89.
- Métral, aubergiste de la « Grand-Maison », à Martigny : 81, 85, 323.
- Metternich, Clément (1773-1859), prince de-, chancelier d'Autriche : 50-59, 141-146, 149, 150, 154-158, 166, 171, 173, 180-183, 187, 207-210, 216-218, 238, 242, 243, 257, 265, 272, 289, 292, 297-302, 344-350, 402, 419, 421, 426, 427, 433, 434, 436, 437, 439, 443, 453-457, 459, 461, 464, 465, 486, 495, 496, 502, 503.
- Meunier, Claude-Marie (1770-1846), général français : 101.
- Ministres alliés, ministres de Leurs Majestés, v. Metternich, Nesselrode, Castlereagh, Hardenberg.
- Ministres plénipotentiaires (envoyés extraordinaires et-), v. Canning, Capo d'Istria, Chambrier, Lebzeltern, Schraut.
- Molé, Louis-Mathieu (1781-1855), directeur général des Ponts et Chaussées 1809 : 64-66.
- Monod, Henri (1753-1833), député vaudois à la Diète fédérale 1812-1815, député de cette Diète à Paris 1814 : 409, 410, 482.
- Montagnier, fermier des postes à Genève : 380.
- Montalivet, Jean-Pierre Bachasson (1766-1823), comte de-, ministre de l'Intérieur 1809-1814 : 35, 40, 42, 59-65, 70-73, 76, 78, 83-88, 111, 371.
- Montesquiou-Fezensac, François-Xavier-Marc-Antoine (1757-1832), abbé et duc de-, membre du gouvernement provisoire 1814, puis ministre de l'Intérieur, oncle de M<sup>me</sup> de Rambuteau : 412.
- Montheys, Melchior (Joseph-Alexis-) de- (1785-1848), lieut. au 2<sup>e</sup> rég. étranger au service de France 1813, campagnes aux îles Ioniennes 1813-1814 : 100.
- Morand, Philippe (Jean-) (1773-1856), prés. du canton et maire de Martigny, conseiller général du dép. du Simplon 1812, député du diz. à l'assemblée du Bas-Valais 1814, membre de la Direction centrale 1814 : 137, 138, 162, 177, 212, 213, 475.
- Moret, Anselme (-Nicolas), châtelain de Bourg-Saint-Pierre 1809, syndic 1814 : 263, 316-319, 361.
- Mülinen, Friedrich (-Niklaus) von- (1760-1833), 2<sup>e</sup> avoyer de Berne 1814, député à Bâle auprès des monarques alliés 1814, à Paris auprès des Alliés 1814, auprès de Louis XVIII 1815, à Zurich à la

- conclusion du Pacte fédéral 1815 : 53, 292, 297, 409, 468.
- Müller, Ferdinand (1759-1824), baron de Mühlegg, conseiller d'Etat à Vienne, chargé d'affaires fédéral 1820 : 344, 345
- Jean-Daniel, de Vienne, déserteur autrichien : 170.
- Murat, Joachim (1771-1815), maréchal de France, roi de Naples 1808 : 37, 61, 71, 288, 310.
- Muret, Jules (-Nicolas) (1759-1847), membre à vie du Grand Conseil vaudois 1803, du Petit Conseil et Conseil d'Etat 1803-1830, député à la Diète fédérale 1816 : 202, 205, 206.
- Murith, Laurent-Joseph (1742-1816), prieur de Martigny 1792 : 324.
- Murmann, David, du Lötschental : 269.
- Nadreau, cap. français : 318.
- Napoléon I<sup>er</sup>, restaurateur de la république du Valais 1802, empereur des Français : *passim*.
- Narbonne-Lara, Louis de- (1755-1813), comte, général et diplomate, beau-père du préfet Rambuteau : 69-71, 118, 372, 373
- Marie-Adélaïde-Charlotte de-, fille du précédent, v. Rambuteau.
- Negri : 380.
- Nellen, Félix, de Brigue : 293.
- Neri, colonel italien : 287.
- Nesselrode, Charles-Robert de- (1780-1862), diplomate russe en poste au ministère 1811, ministre des Affaires étrangères 1816-1856 : 56, 69, 419, 421, 426.
- Neveu, François-Xavier (-Joseph-Guillaume) de- (1749-1828), dernier prince-évêque de Bâle 1794-1827 : 219.
- Nucé, famille de- : 376, 377
- Benjamin (François-Xavier-) de- (\* 1774), cap. au rég. de Preux en Espagne, cap. au 127<sup>e</sup> rég. de ligne 1811, châtelain de Vouvry, épouse Françoise-Marguerite de Preux, fille du général Charles de Preux : 100, 376
- Charles (-Emmanuel) de- (\* 1797), élève au Prytanée de La Flèche 1812, frère de Hyacinthe-Louis, neveu de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz : 101, 377, 386
- Hyacinthe (Joseph-Marie-Emmanuel-) de- (\* 1762), au service de France dans le rég. de Courten 1781-1792, dans le bat. valaisan 1806, mort entre 1806 et 1812, père de Charles et d'Hyacinthe, frère de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz : 386
- Hyacinthe (-Louis) de- (1800-1844), élève au Prytanée de La Flèche 1813, frère de Charles, neveu de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz : 101, 377, 386
- Joseph (-Alphonse) de- (1753-1814), frère de M<sup>me</sup> Ch.-E. de Rivaz, directeur des postes à Saint-Maurice 1808, grand châtelain de Saint-Maurice 1814 : 110
- Joseph (Anne-J<sup>e</sup>-Melchior) de- (1799-1869), fils de Joseph-Alphonse, cadet au corps des chasseurs lombards 1814 : 327, 368
- Léopold (-Anne-Marie-Joseph) de- (\* 1740), sous-lieut. au service de France 1764, lieut.-colonel du 101<sup>e</sup> rég. 1792, général 1792, membre du Grand Conseil helvétique 1798, démissionne 1800, rentre en France : 377
- Marguerite de-, v. Tousard d'Olbec
- Marie-Catherine de-, v. de Rivaz
- Marie-Julienne de- (1725-1791), de Vouvry, épouse 1749 Charles-Joseph de Rivaz (1713-1759), docteur en droit, châtelain de Saint-Gingolph 1743-1759, mère de Charles-Emmanuel de Rivaz : 376.
- Odet, famille : 407
- Charles (-Marie-Louis) (1776-1846), de Sion, régisseur des droits d'entrée et de sortie, conseiller municipal de Sion 1814, neveu de Ch.-E. de Rivaz : 252, 332, 401, 407



- Julie (-Pétronille) (\* 1749), fille de Charles-Joseph de Rivaz, sœur de Charles-Emmanuel et de Marie-Françoise, épouse 1773 Louis Odet (1743-1836) : 407.
- Otto, Louis-Guillaume (1754-1817), comte de Moskoy 1805, diplomate français, réside à Munich 1803-1809 : 383.
- Pannatier, Barthélemy, maire de Bra-mois, syndic 1814 : 334.
- Paradès, Victor-Claude-Antoine Gau-thier de Robert (1752-1784), comte de-, premier époux de Marguerite de Nucé : 376.
- Parès, Anne-Marie, de Prats-de-Mollo, épouse Pierre-Joseph Blanc 1811 : 106.
- Paschoud, aubergiste au Bouveret : 354.
- Pelier, greffier au tribunal de Sion 1810 : 167.
- Peney, Jacques, marchand à Saint-Maurice : 335, 336
- Joseph (\* 1791), de Saint-Maurice, sous-lieut. des chasseurs valaisans 1814, lieut. des chasseurs lombards 8 avril-8 juin 1814 : 284, 327, 368.
- Perdonnet, Vincent (1768-1850), de Vevey, commissaire de la Répu-blique helvétique en Valais 1798 : 117.
- Perrig, François-Joseph (1760-1832), juge de Geren, frère de Maurice et de Gaspard-Eugène : 226
- François-Xavier (1769-1825), de Brigue, officier au rég. de Courten en France 1789-1792, au bat. va-laisan en Espagne au service de Napoléon 1806-1809, cap. 1809, député de Brigue 1815 : 147, 315
- Gaspard-Eugène (1763-1843), frère cadet de Maurice et de François-Joseph, ex-châtelain de Brigue : 226
- Igrace, désigné comme élève au Prytanée de la Flèche 1812 : 102
- Maurice (Pierre-) (1758-1840), frè-re aîné de François-Joseph et de Gaspard-Eugène, ex-châtelain de Brigue : 226.
- Pictet, Charles (1755-1824), allié de Rochemont, dit Pictet de Roche-mont, homme d'Etat genevois : 418, 420-427, 430, 434.
- Pidou, Auguste (1754-1821), conseiller d'Etat vaudois 1803 : 200-202.
- Pignat, Louis (-Adrien) (1772-1836), de Vouvry, officier au service étranger, puis au 11<sup>e</sup> rég. d'infan-terie légère 1811, cap. en France 1816 : 97.
- Pilet, Jacques (1793-1842), préfet du district d'Aigle 1833 à sa mort : 196.
- Pino, Domenico (1760-1828), général italien : 317
- Jean-Baptiste, « déserteur » fran-çais : 258 (?), 262, 291.
- Pittier, Louis (Joseph-) (1754-1815), prés. du tribunal du dép. du Sim-plon, conseiller de préfecture, membre de la Direction centrale : 72, 73, 75, 78, 109, 110, 113-115, 121-124, 138, 139, 149, 162, 166, 167, 169, 177, 210, 212, 213, 244, 374, 416.
- Plutarque : 118.
- Ponti, colonel italien : 265, 272, 288-290, 295, 326, 494.
- Poulet, propriétaire d'un cabinet de lecture à Sion : 247, 248.
- Preux, famille de- : 229
- régiment, ancien rég. de Courten au service d'Espagne créé en 1795, passé à Charles de Preux en 1805 : 99, 100
- Antoine de- (1768-1820), de Sierre, cap. de l'élection du diz. de Sierre 1814 : 257
- Charles de- (1737-1813), colonel du 6<sup>e</sup> rég. suisse au service d'Espa-gne 1806, général de brigade en France 1808, fait prisonnier par les Anglais, meurt en captivité : 99, 106
- Ignace (-François-Xavier) de- (\* 1772), cap. en Espagne 1810, cap. de ligne en France 1816 : 100



- Jacques de- (1774-1826), bourgmestre de Sierre 1814 : 278, 366
  - Jean-Baptiste de-, cap. au bat. valaisan, adjudant-major au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, fait prisonnier à Leipzig : 97
  - Louis (Pierre-) de- (1767-1852), de Saint-Maurice, gendre du résident Helfflinger, vice-grand châtelain, puis grand châtelain de Saint-Maurice 1814 : 409, 413, 414, 475, 476, 482, 484, 486, 488
  - Pierre-Antoine de- (1783-1864), sous-lieut. au rég. de Preux au service d'Espagne 1805, lieut. au 4<sup>e</sup> rég. de ligne en France 1808, campagnes en Espagne sous Dupont et Sébastiani 1808-1812, au 4<sup>e</sup> rég. des gardes d'honneur 1813 : 100
  - Xavier (Joseph-) de- (1740-1817), évêque de Sion 1807 : 48, 60, 123, 128, 130, 218-220, 249, 262, 410, 411, 442, 467, 474, 478.
- Produit, Jean-Joseph, syndic de Leytron, député du diz. de Martigny à l'assemblée du Bas-Valais 1814 : 162.
- Quartéry, Edouard de- (1795-1882), fils de Melchior, élève au Prytanée de La Flèche 1812 : 101
- Jacques (-François) de- (1750-1826), maire de Saint-Maurice 1811, conseiller général du dép. du Simplon 1812, bourgmestre de Saint-Maurice 1814, élu à la Direction centrale 1814, député à Fribourg-en-Brisgau : 111, 112, 131, 138, 142, 143, 146-149, 159, 162, 212, 249-251, 254, 308, 331, 332, 335, 336, 360, 361, 399-401, 465, 466, 475, 482, 496
  - Louis de- (1780-1837), cap. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère : 97
  - Louis-Antoine de- (1737-1828), vidame de Massongex : 385.
- Radetzky, Joseph (1764-1858), comte, feld-maréchal autrichien, quartier-maître 1814 : 183.
- Rambuteau, famille de- : 71
- Claude, grand-père de Claude-Philibert, brigadier des armées du roi : 372
  - Claude († 1811), père de Claude-Philibert : 372
  - Claude-Philibert Barthelot (1781-1869), comte de-, chambellan de Napoléon, préfet du dép. du Simplon 12 mars 1813, préfet de la Loire 1814, préfet de la Seine 1833-1848 : 35-50, 58-90, 91, 92, 103, 104, 107-112, 115, 118, 122, 127, 142, 167, 184, 215, 229, 233-237, 239, 291, 295, 371-373, 377, 387-389, 492, 494, 496, 498, 499, 502
  - Marie-Adélaïde-Charlotte de- (1790-1856), née de Narbonne-Lara, épouse du précédent : 47, 48, 71, 372, 373, 388.
- Rapinat, Jean-Jacques († 1818), de Colmar, commissaire civil du Directoire près l'armée française en Suisse 1798-1799 : 241.
- Razoumovski, André (1752-1836), prince, amateur d'art et diplomate russe : 435.
- Reding, Aloys (1765-1818), général, landammann du canton de Schwyz 1803, député au quartier général des Alliés à Francfort 1813, député à Paris de la Diète fédérale 1814 : 52-55, 157, 158, 409, 468.
- Reinhard, Hans (1755-1835), landammann de la Suisse 1813, député à la Diète 1803-1830, prés. de la Diète 1814-1815 : 38, 52-57, 59, 148, 157, 427, 428, 433, 434, 462, 472, 473, 488, 489.
- Reisig, cap. autrichien sous Simbschen : 327.
- Reynier, Jean-Louis-Ebénézer (1771-1814), général français : 101.
- Riedmatten, famille de- : 98
- Adrien de- (1776-1839), de Münster, aumônier du bat. valaisan, puis du 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère : 97
  - Adrien de- (1789-1870), de Sion, cap. de l'élection du diz. de Sion

- 1814, commandant de la place de Sion : 257, 318, 360
- Augustin (Jean-Etienne) de- (1796-1867), fils de Joseph-Augustin, élève au Prytanée de La Flèche 1812 : 101
  - Augustin (Joseph-) de- (1751-1837), de Sion, général de l'armée constitutionnelle 1798, conseiller général du dép. du Simplon 1812, colonel : 258, 262, 263, 364, 365
  - Emmanuel (Joseph-) de- (1774-1846), gendre de Joseph de Laval-laz, vice-bourgmestre et vice-grand châtelain de Sion 1814 : 168
  - Grégoire (Joseph-) de- (1782-1846), officier au 4<sup>e</sup> rég. des gardes d'honneur, épouse 1824 Nathalie de La Jonquière : 98, 167
  - Janvier de- (1763-1846), frère de Polycarpe et de Grégoire, vice-conseiller d'Etat 1807, assesseur au tribunal de Sion 1810, juge-auditeur d'un tribunal d'exception 1814, grand châtelain de Sion 1814, membre du Tribunal suprême 1815 : 167, 169, 221, 223, 224
  - Maurice (-Joseph) de- (1783-1834), de Münster, lieut. au 4<sup>e</sup> rég. des gardes d'honneur, campagne d'Allemagne 1813 : 98, 99
  - Pierre, électeur pour Münster 1801, chargé d'une commission à Turin pour l'Etat du Valais 1814 : 238, 239
  - Pierre-Joseph de- (1744-1812), bourgmestre de Sion 1797-1798 et 1807-1809 : 188
  - Pierre-Louis de- (1780-1866), conseiller municipal de Sion, commissaire des guerres de l'arr. de Sion 1814, gendre du bourgmestre Joseph de Lavallaz : 302, 322, 330, 334, 335, 369
  - Polycarpe (Ignace-) de- (1769-1833), chanoine de Sion 1802, agent secret du préfet 1813 : 48, 49, 142, 167, 229.
- Rilliet de Constant, Louis (1794-1856) : 44.
- Rion, Antoine (1772-1814), de Vex, notaire substitut du procureur impérial 1810, membre de la Direction centrale 1814 : 138, 139, 165-167, 169, 212, 213.
- Rivaz, famille de- : 376-378, 389, 392, 498.
- Anne-Joseph de- (1751-1836), chanoine de Sion, auteur de *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, frère d'Isaac : 123, 134, 161, 187, 220, 228, 233, 241, 243, 377, 378, 467, 468, 488, 496, 498, 500
  - Benjamin (Gaspard-B'-Marie) de- (1783-1830), fils aîné de Charles-Emmanuel, officier au service de Saxe 1803, lieut. au bat. valaisien des grenadiers 1804, lieut. de l'ouvrier 1810, officier d'ordonnance de Berthier 1812 : 77, 91, 101, 103, 107, 108, 111, 112, 125, 137, 147, 161, 254, 377, 398, 400, 407, 409, 438, 439, 448, 449, 462, 464, 465, 467, 468, 475, 476, 480, 481
  - Charles (-Louis-Marie) de- (1796-1878), 2<sup>e</sup> fils de Charles-Emmanuel, étudiant à l'Académie de Turin 1813-1814 : 380
  - Charles-Emmanuel de- (1753-1830), député à Paris 1810, prés. du canton de Saint-Maurice, membre du Corps législatif 1811-1814, grand bailli du Valais 1817-1819 et 1825-1827, chevalier de l'Empire : 34-36, 49, 50, 58, 59, 63, 69, 71, 72, 74, 77, 78, 91, 92, 107, 108, 111, 112, 116-119, 123, 125, 126, 134, 135, 137, 139, 147-149, 161, 185, 195, 207, 216, 229, 234, 235, 239, 247, 253, 254, 321, 340, 350, 370-414, 416, 420, 438, 445, 448-451, 462, 464-466, 468, 469, 475, 480, 482-486, 488, 492, 498
  - filles de Benjamin de- : 112
  - Isaac (Pierre-François-) de- (1752-1828), conseiller d'Etat 1809-1810, conseiller de préfecture du Simplon 1810, membre de la Direction centrale, puis du gouvernement Stockalper 1814, tinier du sel à Saint-Maurice : 75, 109, 110, 115,

- 121-124, 134, 138, 139, 147, 149, 162, 177, 181, 184, 187, 189, 195, 209, 211-215, 217, 218, 221, 224, 229, 230, 234, 245, 256, 257, 260, 273, 274, 279, 341, 346, 349, 350, 356, 377, 379, 382, 455, 456, 459, 460, 469, 472-474, 476, 478, 484, 489, 490, 493, 494, 498
- Marie-Catherine de- (1759-1834), fille de Hyacinthe de Nucé, épouse 1776 Ch.-E. de Rivaz : 34-36, 46, 49, 50, 59, 63, 69, 71, 72, 74, 77, 78, 108, 112, 116, 123, 135, 169, 234, 247, 253, 254, 321, 323, 370-372, 375-377, 379-382, 385-393, 395-402, 408, 410-412, 414, 440, 448-451, 465, 466, 468, 469, 475, 482, 484-486
  - Marie-Françoise de-, v. Macognin de la Pierre
  - Pierre-Emmanuel (-Jacques) de- (1745-1833), frère d'Isaac et d'Anne-Joseph, officier au service de France, général de brigade nommé par le Comité de salut public 1793, à la retraite 1795 : 377, 378, 496, 498, 499
  - Robatel, Louis (-Victor) (1788-1877), lieut. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, campagne d'Allemagne 1813-1814 : 97, 104-106.
  - Roche, baron de La Roche, v. Delaroché.
  - Roederer, Pierre-Louis (1754-1835), membre du Sénat 1802 : 36, 445, 502.
  - Rogniat, Jean-Baptiste (1771-1845), sous-préfet de Bonneville 1813 : 88.
  - Roten, Aloïs, bourgmestre de Rarogne, député du diz. à la conférence de Sion 1814, député à la Diète 1815 : 481
  - François-Nicolas (1754-1839), de Rarogne, père de Jacques-Nicolas, gouverneur de Monthey 1795-1797, tinier du sel 1814 : 226-228, 356
  - Nicolas (Jacques-) (1779-1830), fils de François-Nicolas, juge de paix et prés. du canton de Rarogne 1810, membre de la députa-
  - tion haut-valaisanne à Simbschen 1813, membre de la Direction centrale 1814 : 119, 121-123, 126, 138, 212, 213, 481.
  - Rougemont, Georges de- (1758-1824), homme d'Etat neuchâtelois : 142.
  - Rovéréa, Ferdinand (-Isaac) de- (1763-1829), bourgeois d'Yverdon, colonel de la « Légion fidèle » 1798, puis d'un rég. à la solde de l'Angleterre : 383.
  - Saint-Aignan, Nicolas-Marie de- (1770-1858), ambassadeur de France en Saxe 1812 : 50, 51.
  - Saint-Vallier, Jean-Denis-René de la Croix de Chevières (1756-1824), comte de-, pair de France 1814, maréchal de camp, sénateur sous l'Empire, commissaire de la 7<sup>e</sup> région militaire 1814 : 255, 286, 287.
  - Saladin, Auguste, dit de Budé (1760-1822), homme politique genevois : 418.
  - Samuel († 1813), Bernois, postillon de la Grand-Maison à Simplon : 63.
  - Sauge, receveur des rentes à Paris : 384.
  - Savary, René (1774-1833), duc de Rovigo, ministre de la Police 1810 : 38, 48, 58-60, 67, 71, 73, 76, 83-88, 111, 390.
  - Scey-Montbéliard, Pierre-Georges de- (\* 1771), comte, émigré sous la Révolution et l'Empire, préfet du Doubs juin 1814-1818, royaliste ultra : 141.
  - Schiner, François-Joseph (-Ignace-Maximilien) (1761-1845), de Sion, général français, commandant du dép. de Mont-Blanc et baron de l'Empire 1808, en Allemagne 1809, rappelé en France 1810, employé au camp d'Utrecht 1813 : 101
  - Hildebrand (1754-1819), docteur en médecine, auteur de la *Description du département du Simplon* (1812), frère du général : 493.
  - Schmidt, Andreas († 1814), du diz. de Brigue : 269.
  - Schnider, Jean-Théodule : 167.

- Schraut, Franz-Alban (1746-1825), baron, ministre d'Autriche en Suisse 1807-1825 : 142, 143, 171, 242, 265, 289-291, 297-302, 312, 341, 342, 364, 410, 437, 446-448, 452-454, 462, 463, 470-473, 475-477, 479, 483, 485, 489, 496, 500.
- Schwarzenberg, Charles-Philippe (1771-1820), prince de-, général autrichien : 72, 83, 84, 115, 124, 125, 136, 140-143, 154, 171-177, 179, 182, 183, 242, 288, 347-350, 434, 443.
- Schwendemann, à Martigny : 324.
- Schwick, Jean-Joseph, de Niederwald : 320.
- Sébastieni, Horace-François-Bastien (1772-1851), comte de la Porta, maréchal de France : 100.
- Seiler, Valentin, du diz. de Brigue : 269.
- Sépibus, Basile de- (1762-1842), tinier du sel à Mörel 1814 : 356
- Casimir de- (1757-1842), notaire à Naters, membre de la députation haut-valaisanne à Simbschen 1813, membre-suppléant de la Direction centrale 1814 : 119, 121-123, 126, 138, 212, 213
  - Gaspard de- (1788-1877), fils de Léopold, lieut. au 32<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère en Espagne 1812, campagnes d'Espagne 1812-1813, cap. au 13<sup>e</sup> léger 1813, campagne de 1814 à l'armée du Nord : 100, 103, 104
  - Joseph de-, officier au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère : 97
  - Léopold de- (1759-1832), grand bailli du Valais 1807-1810, député à Paris 1810, sous-préfet de Brigue 1811, élu membre de la Direction centrale 1814 : 36, 45, 89, 100, 103, 104, 109, 115, 138, 147, 155, 192, 195, 200-202, 226-228, 231, 236, 239, 242, 295, 322, 341, 342, 383, 410, 461, 477-481, 489-491, 502.
- Severoli, Philippe (1767-1822), général italien : 265.
- Simbschen, Josef-Franz von- (1781-1824), colonel du rég. de frontières de Gradisca, commandant les troupes autrichiennes stationnées en Valais 1813-1814 : 64, 84, 89-91, 114-369, 440-444, 451-455, 457-460, 469-472, 475, 476, 479, 485, 489, 492, 494, 495, 501.
- Simonetta, de Domodossola, ancien employé à la sous-préfecture, commerçant : 285, 286
- madame, épouse du précédent : 286.
- Sommariva, Annibal (1755-1829), général de cavalerie, feld-maréchal autrichien : 361.
- Sonnaz, Hippolyte de Gerbais de- (1783-1871), fils de Janus, volontaire royaliste savoyard 1814, général d'armée 1839 : 171, 172
- Janus de Gerbais de- (1736-1814), major général savoyard au service du roi de Sardaigne, organisateur des volontaires royalistes 1814 : 171, 172, 326
  - Joseph de Gerbais de- (1780-1861), fils aîné de Janus, officier des volontaires royalistes savoyards 1814, lieut.-général sarde : 171, 172
  - Marie-Christine de Gerbais de- (1756-1822), fille de Jacques de Mareschal, comte de Saumont, épouse Janus de Sonnaz 1779 : 326.
- Soult, Nicolas (1769-1851), maréchal de France : 100.
- Stadion, Philippe de- (1763-1824), comte, diplomate autrichien 1814, ministre des Finances 1815 : 435, 486-489.
- Steiger, Niklaus-Friedrich (1729-1799), avoyer de la ville et république de Berne 1787-1798 : 416.
- Stein, Henri-Frédéric-Charles (1757-1831), baron de-, homme d'Etat prussien, diplomate au service de la Russie, directeur de l'administration des territoires français occupés 1814 : 141, 418, 420, 423, 435.
- Stockalper, famille : 228, 230, 375, 376, 378

- Eugène (1810-1872), fils de Eugène-Malachie, filleul d'Eugène de Beauharnais : 376
- Eugène (-Malachie) (1783-1852), 2<sup>e</sup> fils de Gaspard-Eugène, épouse Sophie Sigristen 1805, puis Henriette de Quartéry 1815, père d'Eugène 1810, vice-secrétaire d'Etat 1802, conseiller municipal de Brigue 1814 : 337, 375, 376
- Gaspard (1808-1873), fils aîné de Maurice et de Françoise d'Augustini, archiviste de l'Etat du Valais 1850 : 150, 450, 451
- Gaspard-Emmanuel (1777-1850), fils aîné de Gaspard-Eugène, juge de paix du canton de Brigue 1810, grand châtelain de Brigue, tinier du sel et cap. de la milice du diz. 1814 : 117, 118, 268, 278, 293, 314, 356
- Gaspard-Eugène (1750-1826), grand bailli du Valais 1810, prés. du canton de Brigue, conseiller à la cour de justice de Lyon 1811, conseiller général du dép. du Simplon 1812, prés. nommé de la Direction centrale, prés. du gouvernement provisoire 1814 : 89, 103, 109, 110, 116-369, 374, 376-378, 382, 387, 390, 407-409, 414, 436, 440-503
- Gaspard (-Ignace) (1799-1871), de Brigue, petit-fils de Gaspard-Eugène, lycéen à Lyon, élève au Prytanée de La Flèche 1812, curé de Sion 1832-1848 : 101, 103, 151, 387, 390, 413, 414
- Gaspard (-Jodoc) (1609-1691), chevalier du Saint Empire avec l'adjonction de nom von Thurm 1653, homme d'affaires et homme politique valaisan : 62, 276
- Madeleine, fille de Gaspard-Eugène, épouse François-Ignace de Werra : 229
- Maurice (-Xavier) (1786-1854), fils de Gaspard-Eugène, épouse Françoise d'Augustini 1807, député à la Diète fédérale 1821-1833, conseiller d'Etat 1833 : 503.
- Stoffel, Augustin (-Antoine-Eugène) (1783-1854), d'Arbon (Thurgovie), cap. au service de France 1808, colonel, baron, rallié à Napoléon 1815 : 105
- Christophe (-Antoine-Jacques) (1780-1842), frère d'Augustin, colonel au service de France 1811, baron 1813, rallié à Napoléon 1815, naturalisé français 1817, premier commandant de la Légion étrangère 1831 : 105.
- Surbeck, Antoine-Gabriel (1753-1840), député de Soleure à Paris 1814 : 468.
- Sussy, Jean-Baptiste Collin (1750-1826), comte de-, directeur général des Douanes 1805, ministre des Manufactures et du Commerce 1812 : 60, 385.
- Tabin, sous-lieut. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, commandant le bureau de recrutement de Brigue : 75.
- Taddei, Francesco, Italien fusillé par les Autrichiens en 1814 : 285.
- Taffiner, famille : 228
- François (1790-1852), fils de Jean-François, officier au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, campagnes de Russie 1812, de Saxe 1813, de France 1814 : 97, 98, 103
- Jean-François (-Joseph) (1756-1844), député du Valais à Paris 1810, conseiller général du dép. du Simplon 1812, maire de Reckingen, tinier du sel 1814, vice-prés. du gouvernement provisoire, préside la Direction centrale, puis le gouvernement dès le 30 mai 1814 : 98, 103, 125, 131, 133, 138, 162, 166, 177, 180, 181, 184-186, 208, 209, 211, 212, 229, 253, 356, 460, 469, 474, 477, 478, 485, 489-491.
- Talleyrand, Auguste (-Louis) (1770-1832), comte de-, ministre de France en Suisse 1808-1823 : 74, 79.
- Talleyrand-Périgord, Charles-Maurice (1754-1838), duc de-, ministre des Relations extérieures, grand cham-

- bellan 1804, prince de Bénévent 1806, membre du gouvernement provisoire 1814 : 134, 371, 406, 411, 488, 489, 491.
- Tapet, maître de poste : 234.
- Tassoni-Estense, Giulio Cesare, chargé d'affaires du royaume d'Italie à Berne : 72, 73.
- Tell, Guillaume : 296.
- Testaferrata, Fabrizio Sceberras- (1758-1843), nonce apostolique en Suisse 1803-1816 : 38, 58.
- Theiler, Antoine (Joseph-) (\* 1778), de Sion, grand châtelain d'Héré-  
mence 1814 : 226, 227, 473
- Johann-Caspar (1766-1844), châ-  
telain de Simplon 1814 : 286
- Joseph (-Calasance), élève au Pry-  
tanée de La Flèche 1812 : 101.
- Thurneysen, commissaire du Valais  
près les salines du Jura et du  
Doubs : 357.
- Tityre, berger chanté par Virgile : 44.
- Torrent, Pierre (Jean-) (1792-1853),  
au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère  
1812, hussard au 4<sup>e</sup> rég. des gardes  
d'honneur, campagnes d'Allemagne  
1813, de France 1814, officier  
1813, épouse Joséphine Du Fay :  
98.
- Torrenté, Alexis de- († 1814), cap. de  
l'élection du diz. de Sion 1814 :  
257
- Philippe de- (1762-1839), ci-  
devant syndic de Sion, conseiller  
municipal 1814 : 333.
- Tousard d'Olbec, Anne-Louise, fille  
de Louis : 78, 82, 387, 391, 392,  
413, 414
- Louis (-Anne-François) (1757-  
1840), de Paris, établi à Saint-  
Maurice 1789, puis à Sion 1790,  
communier de Grône 1801, rece-  
veur général du Valais 1801, secré-  
taire d'Etat 1802-1804 et 1807-  
1811, directeur des Contributions  
du dép. du Simplon : 43-45, 77,  
78, 82, 112, 376, 391, 392, 402,  
499
- Marguerite (Marie-Elisabeth-)  
(1761-1841), fille de Hyacinthe de  
Nucé, veuve du comte de Paradès  
1784, épouse Louis Tousard  
d'Olbec 1789 : 112, 376, 387, 388,  
390, 462.
- Trombert, Barthélemy (1775-1838), de  
Val-d'Ille, cap. de l'élection du  
diz. de Monthey 1814 : 257.
- Turreau de Garambouville, Louis-  
Marie (1756-1816), général fran-  
çais : 44, 123, 415, 416, 447, 448.
- Turretini, Albert (1753-1826), hom-  
me d'Etat genevois, membre du  
gouvernement provisoire 1814 :  
423, 424, 427.
- Udry, de Conthey, déserteur de l'ar-  
mée autrichienne : 327.
- Ugarte, Aloys (1784-1845), comte d',  
gouv. civil autrichien à Genève  
pour les dép. du Léman, du Mont-  
Blanc et de l'Ain : 221, 442-444,  
453, 454, 460.
- Vaschein, Emmanuel († 1813), gen-  
darmerie français : 63.
- Vauborel, Jeanne-Marie, dite Anne  
(1745-1832), née Jourda de Vaux,  
épouse Louis-Malo-Gabriel, mar-  
quis de Vauborel 1765, amie de  
Ch.-E. de Rivaz : 413, 468.
- Venet, Calasance, régent de la classe  
de lecture du collège de Brigue :  
102
- Ignace (Jean-Joseph-) (1788-1859),  
de Stalden, géomètre, ingénieur des  
Ponts et Chaussées, officier du  
génie autrichien 1814 : 254, 255,  
329, 360, 362, 498.
- Vial, Honoré (1766-1813), général,  
ambassadeur de France en Suisse  
(résidence à Berne) 1804-1808,  
commandant la 6<sup>e</sup> division d'in-  
fanterie formée à Wesel et com-  
prenant le 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie  
légère 1813 : 96, 383.
- Victor, Claude-Victor Perrin, dit  
(1764-1841), maréchal de France,  
duc de Bellune : 95, 103.
- Victor-Emmanuel I<sup>er</sup> (1759-1824), duc  
d'Aoste, roi de Sardaigne 1802-  
1821, rentre en possession de la

- Savoie 1814 : 155, 173, 360, 406, 410, 411, 422, 477.
- Virgile, poète latin : 44, 45.
- Voltaire : 498.
- Vorster, Pankraz (1753-1829), dernier prince-abbé de Saint-Gall 1796-1805 : 219.
- Vouilloz, Marie-Joseph, de Martigny : 262.
- Vuarend, Maurice, infirmier-chef, puis directeur de l'hôpital militaire de Sion : 338, 339.
- Vuilloud, Pierre-Maurice (\* 1785), syndic de Collombey, député du diz. de Monthey à l'assemblée du Bas-Valais 1814 : 162.
- Vukassovich, P., major autrichien sous Simbschen : 116, 170, 222, 223, 252, 258, 269, 273, 292, 308, 316, 317, 324, 338, 362, 366, 368, 452, 454, 456, 460, 469, 470.
- Wagner, compagnie d'infanterie sous Simbschen : 281.
- Wallentich, Franz, lieut. des *Crenzer* de Warasdin, commandant du poste autrichien du Grand Saint-Bernard : 127, 258, 263, 316, 319.
- Watteville, Niklaus-Rudolf de- (1760-1832), général commandant les troupes suisses 1813, premier avoyer de Berne 1814 : 52, 57, 59, 265, 266, 289, 296-299, 416, 432.
- Weger, Dominique (1758-1828), de Geschinen (Conches), ex-cap. au service de France, commandant de milices valaisannes 1814 : 274, 315
- Dominique, fils du précédent, ancien lieut. au service du Piémont, lieut. des milices valaisannes 1814 : 271, 272.
- Wellington, Arthur Wellesley (1769-1852), duc de-, général anglais : 99.
- Wenger, Jean-Joseph (1763-1823), de Fiesch, curé de Mörel 1805-1816 : 219, 225, 226.
- Werra, famille de- : 228, 229
- Alexis (Jean-Joseph-Maurice-) de- (1767-1846), de Loèche, cap. au rég. de Courten en Espagne 1806, colonel de la milice valaisanne 1814 : 275, 315
- Ferdinand de- (1770-1824), de Loèche, baron du Saint Empire 1806, membre de la députation haut-valaisanne à Simbschen 1813, de la députation valaisanne à Metternich 1814, vice-prés. du gouvernement Stockalper 1814, épouse Marguerite Stockalper, fille de Gaspard-Eugène : 119, 121-123, 125, 138, 142, 149, 159, 209, 211, 213-215, 218, 221, 223, 224, 245, 249, 259, 260, 262, 265, 279, 307, 308, 313, 315, 316, 337, 348, 349, 351, 357, 379, 408, 441, 443, 444, 452, 453, 455, 459, 460, 469, 470, 473, 475, 476, 483, 484-491, 494, 496
- François-Ignace de- (1768-1842), bourgmestre de Loèche, tinier du sel, grand châtelain du diz. 1814, épouse Madeleine Stockalper, fille de Gaspard-Eugène : 65, 121, 229, 302, 312, 313, 335, 356, 358, 359, 365
- Joseph-Marie de- (1793-1864), au 4<sup>e</sup> rég. des gardes d'honneur, campagnes d'Allemagne 1813, de France 1814 : 98, 387
- Meinrad de- (1782-1839), de Saint-Maurice, cap. au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère, commandant le bureau de recrutement de Sion, commandant de la place de Saint-Maurice 1814 : 75, 361, 366, 367.
- Wessenberg, Jean-Philippe (1773-1858), baron, diplomate autrichien : 422, 424, 425.
- Willa, François-Joseph (1790-1878), de Loèche, hussard au 4<sup>e</sup> rég. des gardes d'honneur, campagne d'Allemagne 1813, lieut. des chasseurs valaisans 1814 : 98, 266, 270, 271.
- Winkelried, aubergiste du « Lion d'Or », à Sion : 323
- madame, femme du précédent : 322.
- Wittgenstein, Louis (1769-1843), prince de-, feld-maréchal russe : 94.



- Woeffray, André (1786-1859), lieutenant au 11<sup>e</sup> rég. d'infanterie légère : 97.
- Wurstemberg, Jean-Louis (1783-1862), préfet (bailli) de Frutigen 1811-1817, membre du Grand Conseil de Berne 1814 : 296, 302, 312.
- Wyss, David von- (1763-1839), membre du Grand et du Petit Conseil de Zurich 1803-1832, bourgmestre 1814-1832, membre de la députation de Zurich à la Diète 1814 : 148.
- Zechmeister von Rheinau, Théophile-Joseph (1765-1819), major-général autrichien, chargé par Bubna de la défense de Genève 1813 : 136, 172, 183.
- Zeerleder, Ludwig von- (1772-1840), banquier, chargé de mission diplomatique à Francfort 1813, à Bâle 1814 et au congrès de Vienne 1814 : 53.
- Zenkhusen, Simon (-Ignace) (1773-1849), cap. au bat. valaisan 1803, fermier des postes à Brigue 1808, commissaire des guerres à l'arr. de Brigue 1814 : 315, 330, 337, 358, 365, 369.
- Zen Ruffinen, François (-Joseph), de Loèche, notaire, greffier de la justice de paix du canton de Loèche 1810, percepteur des contributions et directeur des postes, membre de la députation haut-valaisanne à Simbschen 1813, membre de la Direction centrale 1814, tinier du sel, gendre de Gaspard-Eugène Stockalper : 119, 121-123, 126, 138, 212, 296, 355, 356.
- Zentriegen, François-Joseph (1767-1831), curé de Simplon-Village 1800 : 90.
- Zichy, comte hongrois, lieutenant sous Simbschen 1813 : 127.
- Zimmermann, Adrien (-Sébastien) (1777-1829), fermier des postes à Sion 1808, entrepreneur de transports 1814 : 355, 356.
- Zumberg, Gaspard, du diz. de Brigue : 269.
- Zumkemi, Johann (1789-1869), d'Alpien : 267, 293
- Pierre (-Joseph) (1753-1829), d'Alpien : 293.
- Zurbriggen, Aloïs (1769-1834), de Saas-Grund, vicaire à Viège 1803-1834 : 227.
- Zurflue, Ignace († 1814), du diz. de Brigue : 269.
- Zurkirchen, François-Joseph, de Viège, familier d'Etat en 1788 : 226, 228.
- Zwingli, Ulrich (1484-1531), réformateur suisse : 240.



# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

## CHAPITRE I

### La libération du Valais en 1813

#### 1. *La nomination de Rambuteau en Valais* . . . . . 33

Un département bien tranquille 33. L'inquiétude de Napoléon au sujet du Haut-Valais (7 mars 1813) 34. La nomination d'un nouveau préfet en la personne de Rambuteau 35. Les entretiens de Rambuteau à Paris avant son entrée en fonctions : avec Charles-Emmanuel de Rivaz 35 ; avec le sénateur Roederer 36 ; avec Napoléon 36.

#### 2. *Le département du Simplon après Leipzig (19 octobre-19 novembre 1813)* . . . . . 37

L'étonnante fidélité valaisanne à l'empereur à partir d'octobre 1813 37. Murat à Sion 37. L'inquiétude de Rambuteau après la défection de la Bavière et l'occupation du Tyrol par les Autrichiens 38. L'arrivée à Sion d'une batterie d'artillerie française (25 octobre 1813) 38. La faiblesse militaire des Français en Valais : le commandement 39 ; l'artillerie 40 ; le « château de Valère » 40 ; l'infanterie 40 ; les remparts de Sion 41 ; les cols situés à la frontière suisse 41 ; le poste-frontière du pont de Saint-Maurice 42. Projet de Rambuteau d'abandonner Sion comme chef-lieu administratif 42. Les réactions de l'administration militaire française 42.

#### 3. *Les causes du loyalisme valaisan à la fin de 1813* . . . . . 43

L'opinion d'un Parisien naturalisé sur le tempérament valaisan 43. Loyalisme et lassitude des Valaisans 45. Habile politique de Rambuteau à l'égard des Messieurs du Haut-Valais 46. Politique religieuse de la France en Valais sous le Consulat et l'Empire 47 ; l'attitude de Rambuteau à l'égard de la religion catholique et du clergé 47. Comportement moral des Français établis en Valais 48. Sympathie populaire à l'égard des Français établis en Valais 49. Loyalisme supérieur à celui de la Savoie 50.

#### 4. *Le Valais sur l'échiquier diplomatique* . . . . . 50

La formule des Alliés du 15 novembre 1813, reconnaissant à la France pour frontières « le Rhin, les Alpes et les Pyrénées » : son silence à l'égard du Valais 50. Les instructions de Metternich à Lebzeltern et leur incidence sur le Valais 51. Le projet autrichien de faire passer les armées alliées par le territoire helvétique 51. Arguments suisses pour détourner les armées autrichiennes de la Suisse et les jeter sur le Valais 52. Demande bernoise adressée à Metternich pour un retour à la Confédération des « parties détachées de la Suisse » 53. Pression exercée par Metternich pour faire entrer les Suisses dans la coalition : entretiens Reding-Metternich 53. Demande de précisions de Reinhard à Lebzeltern 55. La politique de la Suisse vue par Reding 55 ; la crainte de Napoléon 56. Prudence de Reinhard 56. Imprécision des instructions données à Capo d'Istria par Nesselrode à l'égard du Valais 56. Refus de Reinhard d'entrer en guerre contre la France en occupant le département du Simplon 57. Jugement sur la politique valaisanne de Reinhard 57.

#### 5. *L'entente des Valaisans avec les autorités françaises du 20 novembre au 21 décembre 1813* . . . . . 58

Les Autrichiens attendus en Valais 58. Attitude rassurante de Rambuteau 58 ; ses inquiétudes réelles 58. La déclaration de neutralité helvétique du 20 novembre 1813 58. Bruits d'un passage de Napoléon à Genève et en Valais, avec 10 000 hommes 59. Situation détendue en Valais : départ de Charles-Emmanuel de Rivaz à la session du Corps législatif (25 novembre) ; fin du « service militaire » des douaniers 59 ; célébration religieuse du couronnement de l'empereur 60. Les débris des troupes italiennes de la Grande Armée traversent le Valais 61. Organisation de la route du col du Simplon 62. Amoncellement de neige au Simplon dès le 4 décembre 1813 62. Avalanches meurtrières du 7 décembre 63. Bilan de la catastrophe ; ses conséquences : la colonne italienne arrêtée en Valais 64. Solidarité humaine des Valaisans avec l'administration française pour secourir les Italiens 65. Activité de Rambuteau et des paysans réquisitionnés 65. Soins aux Italiens malades du typhus 66. Parallèle entre l'esprit public du Haut-Valais avant Leipzig et peu avant le départ des Français 67.

#### 6. *L'évacuation* . . . . . 69

Rambuteau et le « parti de la paix » 69 ; ses liens avec le comte de Narbonne 69 ; mort de Narbonne 70. Projet de Rambuteau d'une résistance organisée dans le Bas-Valais. Silence de Paris 70. Informations transmises à Paris par Rambuteau : vœux pour la paix 70. Retour à Paris de M<sup>me</sup> de Rambuteau 71. La chasse aux nouvelles dans la crainte de l'invasion 72. L'invasion de la Suisse par les Alliés connue à Sion (22 décembre 1813) 72. La décision d'évacuer le Valais prise par Rambuteau 73. Sa lettre aux trois ministres de l'Intérieur, de la Guerre et de la Police 73. Incapacité de résistance d'Hénin de Cuvillers 75 ; organisation de l'évacuation 75. Autorités françaises intérimaires nommées par Rambuteau : le « conseil de préfecture » 75. Circulaire adressée aux maires du département 75. Discours de Rambuteau à Sion adressé au conseil municipal et au conseil général du département 76. Concentration des douaniers sur Martigny les

23, 24 et 25 décembre 76. Abandon de Sion par l'administration civile le 24 décembre 77. Rambuteau à Saint-Maurice la nuit de Noël 77. Bruits sur l'avance des troupes autrichiennes 78. Evacuation militaire de Saint-Maurice et de Sion 78 ; enclouage de la batterie d'artillerie de Valère (25 décembre) 80. Rambuteau à Martigny et à Trient 81. Jonction de Rambuteau et d'Hénin à Trient 83. La proclamation de Schwarzenberg aux Français remise à Rambuteau 83. L'Anabase des Français par le col de Balme (26 décembre 1813) 84.

7. *La perspective du retour en Valais de l'armée et de l'administration françaises. Les Français demeurant en Valais* . . . . . 85

Le repas de Noël de Rambuteau à Martigny 85. Précautions de Rambuteau aux frontières méridionales du département du Simplon 86. Motifs de l'itinéraire choisi par Rambuteau 87. L'itinéraire de Rambuteau en Savoie 87 ; son retour vers la frontière valaisanne 88 ; son développement à Fort-l'Ecluse 88. Avocats et avoués français demeurés en Valais 89. Cas de douaniers, d'orphelins, de l'aubergiste de Simplon, de soldats français 89.

## CHAPITRE II

### Le lien réel avec la France : les Valaisans aux armées

1. *Le no man's land valaisan* . . . . . 91

La soumission à la France après le départ des Français 91. Le fait et ses conséquences 92.

2. *Du « bataillon valaisan » de 1805 au 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère* . . . . . 92

La constitution du bataillon valaisan, ses effectifs, ses services, sa dissolution 92. Le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, sa formation, ses effectifs, son rôle dans la campagne de Russie 93. Relativement épargné, il est reconstitué en 1813 94. En Allemagne en 1813 et en 1814 95. Les officiers valaisans qui y servent 97.

3. *Les Valaisans servant dans d'autres unités que le 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère* . . . . . 98

Les Valaisans au 4<sup>e</sup> régiment des gardes d'honneur 98. Campagnes d'Allemagne en 1813, de France en 1814 98. Les Valaisans en Espagne et sur des terrains d'opérations divers 99. Les Valaisans dans les écoles militaires (Saint-Cyr et Prytanée de La Flèche) et au lycée de Lyon 101.

4. *Le milieu social et la mentalité des officiers* . . . . . 102

Les officiers valaisans et l'élite sociale du Valais 102. Un « otage » 103 ; un officier enthousiaste 104 ; un mercenaire 104. Les fidèles sous les Cent-Jours 105. Le patriotisme français d'Antoine Kaempfen 105. Le lien réel du département du Simplon sous l'occupation autrichienne avec la France napoléonienne 106.

## CHAPITRE III

### Les autorités intérimaires (26 décembre 1813-4 janvier 1814)

#### 1. *Les Autrichiens en Suisse* . . . . . 107

Confiance en la neutralité suisse 107. Surprise produite par l'entrée des Autrichiens en Suisse 107. Incertitude valaisanne concernant les objectifs autrichiens 108.

#### 2. *Le conseil de préfecture et l'arrivée des Autrichiens en Valais* . 109

Le conseil de préfecture ne s'érige pas en gouvernement constitutionnel valaisan, mais continue à représenter les autorités françaises 109. Quelques mesures administratives du conseil de préfecture 110. La garde nationale, seule force publique 110. Les précautions de la bonne société de Saint-Maurice 112. L'arrivée des Autrichiens en Valais (28 décembre 1813) 113. La prise de possession du Valais par les Autrichiens (29 décembre 1813) 114. La soumission du conseil de préfecture 114. Gaspard-Eugène Stockalper et la députation du Haut-Valais : portraits de Stockalper et de ses collègues 115. Les exigences du colonel Simbschen à son arrivée et l'attitude réticente des Valaisans 121. Eugène de Courten et son action, le 30 décembre 1813 123. La fin du conseil de préfecture et la proclamation de Simbschen (31 décembre 1813) 124.

#### 3. *Le Valais sous la Direction provisoire (31 décembre 1813- 4 janvier 1814)* . . . . . 125

Composition de la Direction provisoire ; la vice-présidence de Jean-François Taffiner 125. Les combats au Grand Saint-Bernard 126. L'appui du clergé à l'armée autrichienne 128. Le tirage au sort des recrues dans le Bas-Valais 131. La proportion des recrues appelées dans chaque arrondissement 132. Les volontaires du Haut-Valais et les intentions agressives de certains d'entre eux 133. Antagonisme entre le Haut-Valais et le Bas-Valais 134. La solde des chasseurs 135.

#### 4. *L'élection des membres de la Direction centrale* . . . . . 136

La composition de la Direction centrale dans son principe 136. La procédure employée dans le Bas-Valais ; les élections dans le Haut-Valais 137. L'avantage accordé par Simbschen au Bas-Valais 138 ; l'avantage accordé au Haut-Valais 139. La liberté des élections 139.

## CHAPITRE IV

### La Direction centrale (4-24 janvier 1814) et la députation à Fribourg-en-Brisgau

#### 1. *La députation valaisanne à Metternich* . . . . . 140

Formation de la députation valaisanne auprès de Schwarzenberg 140. Itinéraire de la députation de Sion à Fribourg-en-Brisgau (1-7 janvier 1814) 142.

Activité de la députation à Fribourg (7-12 janvier) : le spectacle des armées de la coalition ; l'entretien du 8 janvier avec Metternich et l'entrevue avec l'empereur d'Autriche 144 ; le mémoire de la députation valaisanne du 9 janvier 145. Le désir du Valais de redevenir un Etat indépendant et les divisions intestines des Suisses 146. Satisfaction apportée à l'ancien Valais des Sept-Dizains par la constitution de 1802 146. Le problème de la députation à Zurich et l'attitude des Bas-Valaisans à l'égard de la république indépendante 147 ; leur attitude en 1798 149. L'argument de la pauvreté valaisanne invoqué en faveur de l'indépendance 150. La prudence attentiste à l'égard de Napoléon 150. Fondements économiques de la politique d'indépendance : besoins de l'élite 151 ; autarcie de l'économie valaisanne 151. Bilan de l'entretien des Valaisans avec Metternich 154. Les contacts particuliers en dehors de l'entretien officiel 154 ; les renseignements recueillis 155 ; un « zélé compatriote » 155. Menées en vue d'incorporer le Valais à la Suisse 156 ; les Suisses « voisins intrigants » 157 ; l'intérêt de l'Autriche 157. Le retour à Sion de la députation valaisanne (12-19 janvier 1814) 158.

## 2. *La ratification populaire des élections* . . . . . 159

Le rétablissement des conseils de dizain 159. La ratification de l'élection des membres bas-valaisans de la Direction centrale 161. La ratification dans le Haut-Valais et le conflit entre la ville et les communes rurales du dizain de Sion 162. La suppression de la Direction centrale 165.

## 3. *L'abrogation du code Napoléon et le rétablissement des grands châtelains* . . . . . 166

Le jugement rendu par le tribunal de première instance de Sion, le 14 janvier 1814 166. La personnalité des principaux magistrats de l'ordre judiciaire 167. La suppression des tribunaux et la destitution des juges du département du Simplon 167 ; le rétablissement des grands châtelains et du système judiciaire de 1802-1810 168.

## 4. *Affaires militaires. L'invasion de la Savoie par Simbschen* . . 169

La levée des 400 chasseurs valaisans ; leur affectation 169. La situation militaire en Savoie 170. L'entretien de Simbschen avec les comtes de Sonnaz 171. Le projet de Simbschen d'une descente en Italie et l'ordre qui lui est donné de s'en abstenir 171. Préparatifs de l'invasion de la Savoie 172. Simbschen à Thonon ; sa proclamation du 14 janvier 172. L'ordre de rentrer en Valais 173.

## 5. *Affaires politiques. La résistance valaisanne aux prétentions de Simbschen* . . . . . 173

La lettre de Simbschen à la Direction centrale du 12 janvier 1814 : demande d'une nouvelle levée de 466 hommes ; organisation de la levée en masse 173. Réaction de la Direction centrale à la lettre de Simbschen du 12 janvier ; les motifs de son refus 176. Nomination d'une commission

chargée d'élaborer une réponse dilatoire 177. Retour de la députation valaisanne de Fribourg-en-Brisgau ; conférence avec la Direction centrale 178 ; nomination d'une commission chargée de paralyser Simbschen 179 ; les arguments avancés 180. Nomination d'une commission chargée de présenter à Simbschen le point de vue de la Direction centrale 181. La lettre écrite par cette commission à l'adresse et à la demande de Simbschen 181. La réaction de Simbschen 183.

#### 6. *La vente des sels et tabacs français* . . . . . 184

Les stocks de sels et de tabac laissés en Valais par l'administration française 184. Conditions et prix auxquels Simbschen cède ces stocks à la Direction centrale 184. Répartition du sel entre les «cantons» du Valais 185. Vente aux enchères des tabacs 185. Nouvelle répartition du sel 186. La demande adressée par la députation valaisanne à Metternich concernant le sel 187. Le bénéfice réalisé grâce au don accordé au Valais par l'empereur d'Autriche 187.

#### 7. *Le régime douanier et sa signification politique* . . . . . 188

Le courant commercial international en Valais à partir de 1810 188. Budget adopté et arrêté d'exécution du 15 janvier 1814 189. Caractère moderne du système des douanes valaisannes 190. Droit de transit ; taxe d'importation ou d'exportation 190. Droits spéciaux : pontonage au pont de Saint-Maurice 191 ; droit « de barrière » au Simplon 191. Interdiction de sortie des grains ; l'arrêté du 13 janvier 1814 192. Autorisation d'entrée pour les vins et eaux-de-vie 193. Interruption du trafic international au Simplon 194. Résultats financiers obtenus 195.

Le régime douanier de 1808 : les points d'entrée et de sortie autorisés et les principaux bureaux de perception 195 ; le système des souses valaisannes 197 ; le classement des marchandises en trois catégories 198 ; la taxation des marchandises en transit suivant leur point d'entrée ou de sortie 198 ; la taxation des animaux en transit 199 ; le rôle nul joué par les bacs pour le transit 199 ; la correspondance échangée en 1809 entre le Petit Conseil du canton de Vaud et le grand bailli du Valais 200 ; le rôle nul joué par le Léman pour le transit 202. Le transit par la Gemmi : but du maintien de péages à caractère archaïque 203. Le transit par la vallée de Conches 204. Un système préférentiel au bénéfice de la France napoléonienne 204. La « guerre économique » du Valais contre les cantons suisses, aspect de la souveraineté de l'Etat 205.

#### 8. *La déclaration de Metternich et son interprétation par le gouvernement valaisan* . . . . . 207

La déclaration de Metternich du 14 janvier 1814 207. Le refus de l'indépendance impliqué dans cette déclaration 207. L'équivoque contenue dans les termes employés par Metternich 208. L'interprétation admise par Stockalper 208. La lettre de la Direction centrale à Metternich en date du 23 janvier 1814 208.

9. *La suppression de la Direction centrale* . . . . . 209

Simbschen orée un gouvernement de cinq membres et de deux suppléants 209. Motifs de cette mesure : a) raisons d'économie présentées par les Valaisans 210 ; b) Simbschen doit quitter Sion pour aller s'établir à Saint-Maurice 210. Bref rappel de l'œuvre principale de la Direction centrale 210.

CHAPITRE V

**Le gouvernement Stockalper (25 janvier-30 mai 1814)**

1. *La composition du gouvernement Stockalper* . . . . . 211

La retraite volontaire de Taffiner ; son remplacement permanent par Isaac de Rivaz 211. Maurice de Courten seul suppléant 212. L'équilibre rétabli entre les diverses parties du canton 212. Présence des membres aux séances 213. Lieu des séances 215.

2. *La publication de la déclaration de Metternich et ses conséquences politiques* . . . . . 216

La publication, le 1<sup>er</sup> février 1814, de la déclaration de Metternich 216. L'interprétation donnée par Stockalper des termes de cette déclaration : la promesse d'indépendance 216. Conséquences politiques de la déclaration de Metternich 217. Les interprétations de la déclaration de Metternich par le peuple valaisan : jugement d'Isaac de Rivaz 217. La mission confiée à Eugène de Courten 218. L'initiative politique prise par un groupe de Haut-Valaisans 218. La réponse des Bas-Valaisans 219. La diffusion du manifeste haut-valaisan 219. La proposition de convoquer une diète constituante et l'intervention de Simbschen : arrestation de quelques meneurs du Haut-Valais 220 ; création d'un tribunal spécial 221 ; proclamation du 27 mars 1814 222 ; le gouvernement protégé par la troupe autrichienne 223. L'audition d'Adrien Bonivini, le 5 avril : les motifs de son caractère formaliste 224. La déposition de Bonivini : ses « aveux » 225 ; les personnalités impliquées dans le mouvement du Haut-Valais, ecclésiastiques, Messieurs et bourgeois 225 ; la lettre du grand châtelain de Loèche 229 ; un clan opposé au gouvernement 230 ; pureté des intentions de Bonivini 230 ; la soumission du clan Bonivini 231 ; la sage modération de Stockalper 231.

3. *Le problème des avoirs français* . . . . . 232

La réclamation de Simbschen du 21 janvier 1814 232. Demande de précisions du gouvernement valaisan 233. Les biens laissés par des particuliers 233. Objets laissés par l'Intendance française 235.

Les caisses départementales de la régie des sels et tabacs et le problème du billon valaisan 236. Proposition de Stockalper de faire rentrer le billon emporté par Rambuteau 237. Démarches entreprises à Turin 237. Discussion à Sion sur cette affaire 239. Echec final des démarches valaisannes 239.

Le problème des canons français saisis par Simbschen. <sup>A</sup> Bref aperçu sur l'histoire de l'artillerie valaisanne 240 ; Stockalper ne peut, en raison des circonstances, exiger la restitution des canons français 241 ; demande de restitution présentée par de Sépibus 242 ; Metternich accorde la restitution sous forme d'un don 243.  
Bilan : le peu de biens saisis par les Autrichiens 244.

#### 4. *Affaires judiciaires et administratives* . . . . . 244

Affaires judiciaires : Publication des arrêtés de Simbschen réclamée par Pittier 244. Arrêté concernant les avocats et avoués français 244. La dualité des pouvoirs existant en Valais 245. Demande d'expulsion des avocats et avoués étrangers présentée par un dizain du Haut-Valais 246. L'arrêté d'expulsion pris par Stockalper 246.

Affaires administratives : Suppression de la liberté de conscience 247. Une bibliothèque séquestrée 247. Restitution des ouvrages séquestrés 247. Suppression des registres d'état civil 248. Retour aux seuls registres des paroisses 248.

#### 5. *Saint-Maurice, quartier général de Simbschen* . . . . . 249

Les fortifications établies par les Autrichiens à Saint-Maurice 249. Le bois fourni par Saint-Maurice et les communes des environs 249. Les 50 pionniers autrichiens à Saint-Maurice 250. Logements à fournir par la ville 250. Les charges incombant à l'administration valaisanne 250. Organisation peu rationnelle du service valaisan des subsistances et convois militaires pour les besoins de Saint-Maurice 251. La gêne provoquée à Saint-Maurice par la présence des troupes 252. L'autorisation générale d'importer vins et eaux-de-vie 253. Rixes entre soldats et habitants 253. Lassitude provoquée par les logements des militaires 253. Les 50 pionniers autrichiens remplacés par des Valaisans dirigés par l'ingénieur Ignace Venetz et surveillés par un caporal hongrois 254. Départ des pionniers à la mi-février 255 ; arrivée d'Italiens au début de mars 255.

#### 6. *L'annonce d'une offensive française en Valais* . . . . . 256

La décision valaisanne d'organiser un corps de *Landwehr* 256. Le comte Eugène de Courten chef de la *Landwehr* ; nomination des capitaines de l'élection de chaque dizain 257. Emploi des électionnaires pour la gendarmerie 257. Un déserteur français au Grand Saint-Bernard 258. Simbschen réclame la levée en masse de l'Entremont 258. Enquête d'Augustin de Riedmatten et du capitaine de Courten 258. Simbschen décide de passer le Simplon avec les chasseurs valaisans 259. Opposition de Stockalper et du gouvernement valaisan au projet de Simbschen 259. Simbschen abandonne son projet 261. Rumeurs à Martigny 261. Un second déserteur au Grand Saint-Bernard 262. Rapport d'Augustin de Riedmatten et du capitaine de Courten sur leur mission 262. Les précautions prises contre l'invasion annoncée 263. Simbschen inquiet commence à évacuer le Valais 264.

#### 7. *L'offensive italienne au Simplon (28 février-3 mars 1814)* . . . 265

Le refus valaisan de l'aide bernoise (28 février) 265. L'arrivée de l'avant-garde italienne à Simplon (28 février) 266. La retraite des chasseurs valai-



sans jusqu'au Gantertal (1<sup>er</sup> mars) 268. Le combat de Bérisal (2 mars) 269. La réoccupation du Simplon (3 mars) 270. Bilan des journées du 28 février au 3 mars 272.

# 8. *La contre-offensive autrichienne en Italie (8-9 mars 1814)* . . . 272

Attitude du gouvernement valaisan et de Simbschen au moment de l'offensive française en Valais 272. Leur attitude après la victoire de Bérisal 273. Action des Valaisans : demande de secours adressée à Berne 273. Eugène de Courten commandant de la *Landwehr* 274. Mesures prises par la sécurité de la vallée de Conches 274.

Action de Simbschen : rappel des militaires autrichiens envoyés dans le canton de Vaud 275. Le Simplon laissé à la garde des milices valaisannes 275. Le capitaine Luxem chargé de passer le Simplon avec les chasseurs valaisans 275. Prise du poste d'Iselle 276. Prise de Domodossola 276. Bilan de l'opération 276.

# 9. *L'occupation autrichienne de Domodossola et la défection valaisanne (10-25 mars 1814)* . . . . . 277

Simbschen reçoit en Valais un renfort savoyard 277. Enrôlement par les Autrichiens des prisonniers italiens 278. Refus valaisan d'envoyer les chasseurs en Italie 279. Décision du gouvernement de lancer un ordre du jour à la troupe 279. Proclamation du gouvernement du 13 mars 1814 280. Ordre de progression prévu par Simbschen pour ses troupes ; refus des chasseurs valaisans de servir au-delà de Domodossola 281. Lettres indignées de Simbschen au gouvernement 281. Les compagnies de chasseurs valaisans sans officiers 283. Décision de Simbschen de les ramener en Valais 283. Luxem demeure à Domodossola 284 ; combat du pont de Crevola 284. L'activité de Luxem dans le domaine du contre-espionnage 285. Italiens fusillés à Saint-Maurice 285. Un Italien de Domodossola sauvé par les Valaisans 285.

# 10. *L'importance du combat de Bérisal et sa signification* . . . 286

Place du combat de Bérisal dans le cadre général des opérations militaires 286. Le gouvernement valaisan au courant des opérations hors du Valais 288. Mission du détachement du colonel Ponti 288. Pléthore de ce détachement en officiers 289. Explication de cette pléthore 289. Ignorance des Italiens sur la situation réelle du Valais 290. Préparation française de la reconquête du Valais 290. Arguments tirés par les Valaisans de leur rôle à Bérisal 291. Reconnaissance par les Autrichiens de la bravoure des Valaisans 293. Etablissement par les Valaisans du plan tactique adopté 294. Patriotisme des montagnards du Haut-Valais 294.

# 11. *Le canton de Berne au secours du Valais et l'intervention du ministre autrichien à Berne* . . . . . 296

Mission valaisanne à Berne 296. Munitions bernoises à la disposition des Valaisans 296. Promesse bernoise de secours en hommes 297. Impossibilité

pour les Bernois de fournir des armes aux Valaisans 297. Intervention de Schraut pour fournir aux Valaisans des armes de soldats autrichiens soignés en Suisse 298. Séance du Grand Conseil bernois du 7 mars 1814 299. Interventions de Simbschen auprès de plusieurs cantons 300. Arrivées de fusils en Valais 301.

## 12. *La désertion des chasseurs valaisans et la dissolution du bataillon . . . . .* 303

La réorganisation du bataillon valaisan exigée par Simbschen du gouvernement Stockalper 303. Reproches de Simbschen aux Valaisans 303 ; réactions du gouvernement 303. Nomination d'un chef du bataillon 305 ; efforts pour recruter des officiers 306. Le bataillon valaisan déserté par les chasseurs 306. Circulaire adressée aux dizains 307. Entretien entre Vukassovich et Ferdinand de Werra 308. Tentatives pour réorganiser le bataillon déserté 308. Dissolution du bataillon décidée par Simbschen, approuvée par le gouvernement et exécutée par Luxem 309.

## 13. *La paix aux frontières . . . . .* 310

Les Français en Italie après l'abdication de Napoléon 310. La garde des frontières depuis janvier 1814 311. L'armement des paysans en lances laissé de côté par le gouvernement 312. Envoi de cartouches par Berne 312. La garde du Simplon par les hommes de la *Landwehr* 313. Le comte de Courten au Simplon 313. L'érection de signaux refusée par le gouvernement 314. Nomination d'un « conseil de guerre valaisan » 315. Rappel de Gattlen du Simplon 315. Mesures prises au passage d'Arolla 315. Mesures prises dans l'Entremont 316 ; l'affaire des cartouches 316 ; l'Entremont gardé par des hommes d'Hérens 317. Demande française d'armistice au Grand Saint-Bernard 317. Le Grand Saint-Bernard gardé par des électionnaires du dizain de Sion 318. L'armistice de Saint-Rhémy 318. Le Grand Saint-Bernard gardé par les électionnaires du dizain de Martigny 319. Fin de la garde des frontières dans le Haut-Valais 320.

# CHAPITRE VI

## Le poids de l'occupation militaire

### 1. *Les causes du mécontentement de la population valaisanne . .* 321

Doléances des magistrats et des particuliers de Saint-Maurice 321. Les Autrichiens ne paient pas les fournitures qui leur sont faites 322. Réclamations des fournisseurs et des aubergistes 322. Comportement des officiers autrichiens 324.

### 2. *Les effectifs de Simbschen . . . . .* 325

Troupes autrichiennes 325 ; corps sarde 325 ; compagnies lombardes 326. Recrutement sur place de volontaires valaisans 327. Formation d'une compagnie d'artilleurs valaisans 327.

3. *Les fortifications ordonnées par Simbschen* . . . . . 329

Porte-du-Sex 329. Pont-levis de Gondo 329.

4. *Les réquisitions* . . . . . 330

Arrêté de la Direction centrale du 10 janvier 1814 330. Obligation d'importer de l'avoine pour la cavalerie 331. Autorisation de sortie de fèves et d'orge en échange d'avoine 332. Répartition des charges entre les dizains et les communes 332. Exécution des réquisitions 333 ; attitudes des communes 333. Fourniture d'habillements aux chasseurs valaisans, aux chasseurs lombards, aux artilleurs valaisans 334. Dolléances des communes 336. Charges en logements et hôpitaux 338. Compte total des dépenses 339.

5. *La question du remboursement des fournitures* . . . . . 341

La promesse de Schraut à la députation valaisanne à Zurich en juin 1814 341. Décision du gouvernement valaisan 342. Entretien de Stockalper et Dufour avec l'archiduc Jean 342. Loi valaisanne sur la liquidation de la dette autrichienne 343. Macognin de la Pierre rapporteur de la commission valaisanne 343. Le traité de liquidation du 10 août 1818 344. Le prêt consenti par le Valais à Simbschen 344. La lettre de Metternich du 30 mai 1820 et sa « réserve spéciale et expresse » 344. Les fournitures aux troupes autrichiennes en 1814 demeurent à la charge du Valais 345.

6. *Le réapprovisionnement en sel* . . . . . 346

✕ Nécessité du réapprovisionnement 346. Décisions de la Direction centrale du 7 janvier 1814 346. La hausse des prix 347. Voyage infructueux de Delacoste à Salins 347. Proposition de Stockalper du 31 janvier 348. Mission de Delasoie 349. Delacoste à Genève, à Salins, à Vesoul 351. Emplette de sel à Salins 352. Restitution de la somme remise à Bubna 353. Dispositions prises au Bouveret 353. Difficultés dues aux opérations militaires 354. Propositions de Berne 355. Réception des sels de Salins 356. Prêt consenti à Simbschen 357. Réclamation du payement des sels achetés à Salins 357. Bénéfice réalisé 358.

7. *Passage de troupes autrichiennes et départ de Simbschen* . . . 358

Annnonce du passage des troupes 358. Dispositions prises par le gouvernement 358. Arrêt des troupes en Valais 359 ; envoi de troupes dans le canton de Vaud 359. Etat de la route du Simplon ; demandes de Simbschen 359. Nominations de commandants de place valaisans 360. Annonces du départ de Simbschen par le Grand Saint-Bernard, puis par le Simplon 360. Mesures sur la route du Simplon 361. Lettre d'adieu de Simbschen du 11 mai 1814 363 ; son passage à Sierre 363. Mesures d'urgence pour la route du Simplon 364. Simbschen évacue le Valais le 13 mai ; son mécontentement 365. Départ des troupes laissées par Simbschen en Valais 366. Passages de militaires isolés, autrichiens et italiens 366. Les Lombards rapatriés de Savoie en Italie par le Valais 368.

## CHAPITRE VII

### Le lien officiel avec la France : Charles-Emmanuel de Rivaz au Corps législatif

#### 1. *Le courtisan* . . . . . 370

Sa timidité devant Napoléon 370. Sa courtoisie à l'égard de Rambuteau et ses contacts mondains 371 ; l'attitude de son épouse 372. Son assiduité et sa tenue aux réceptions officielles 373. Ses décorations, son titre de chevalier, son traitement 373. Jalousie à l'égard de Ch.-E. de Rivaz 374 ; son besoin d'une place 374. Son milieu familial : une *gens* d'esprit français aux prises avec celle des Stockalper 375.

#### 2. *Le député isolé de son département* . . . . . 379

× Son isolement : interruption des relations postales avec la France 379 ; réduction du service des postes en Valais 379. Les détours empruntés par le courrier 380 ; temps exigé par ces détours 380. Ignorance résultant de l'isolement 381. Rétablissement des relations postales avec la France 382.

#### 3. *Le « père » des Valaisans de France* . . . . . 382

Comportement de Ch.-E. de Rivaz à l'égard d'un aristocrate emprisonné 382. Secours à un soldat de la garde 385. Conseils à ses neveux à La Flèche 386. Prêts à des hussards 386. Voyage avec des jeunes gens 387.

#### 4. *Relations privées avec les fonctionnaires français du département du Simplon* . . . . . 387

Amabilité envers de Flotte 387. Courtoisie envers les Rambuteau 387. Sympathie envers Derville-Malécharde 388 ; sympathie de ce dernier à l'égard des Valaisans 389. Charles-Emmanuel de Rivaz invité au Mans par les Derville-Malécharde 391. Rupture entre les deux hommes 392. Relations avec Hénin de Cuvillers 392.

#### 5. *Actes publics du député du Simplon* . . . . . 393

Participation à l'acte de déchéance de Napoléon 393. Reconnaissance de Louis XVIII comme roi de France 395. Présence à l'audience du comte d'Artois 395. Présence à la cérémonie de Notre-Dame et à l'audience royale qui consacrent la rentrée de Louis XVIII 395.

#### 6. *Propositions en vue d'une action diplomatique* . . . . . 396

Séjour prolongé à Paris après la chute de Napoléon 396. Espoir en la continuation du mandat de député 396. Désir de jouer un rôle diplomatique 397. Etat d'esprit des Valaisans 398 ; prières et avertissements de sa femme et de son fils 398. Refus du gouvernement valaisan d'entrer dans les vues de Ch.-E. de Rivaz 400 ; démarches de sa femme 401. Absence de toute mention du Valais dans le traité de Paris 402.

7. *La question de l'agrandissement du Valais aux dépens de la Savoie* . . . . . 403

Intervention de Dessaix auprès de Ch.-E. de Rivaz 403. Intervention d'Hénin de Cuvillers 403. Mémoire rédigé par Ch.-E. de Rivaz 403. Insuccès des démarches entreprises 406. L'action de Ch.-E. de Rivaz connue en Valais 406. « L'addition du canton d'Evian » discutée à la diète valaisanne 409. Démarches de Ch.-E. de Rivaz auprès de Monod et de La Harpe 409. Les clauses du traité de Paris concernant la Savoie 410. Craintes du Haut-Valais en septembre 1814 410. La Savoie du Nord remise à la Sardaigne 411.

8. *Fin de la députation de Charles-Emmanuel de Rivaz* . . . . . 411

Député « jusqu'au bout » 411. Ultimes démarches pour rester en France 412. Adieux émus au Corps législatif 413. Retour en Valais 413.

## CHAPITRE VIII

### La question de la réunion du Valais à la Suisse et l'échec de la politique valaisanne d'indépendance

1. *Attitudes politiques des Suisses à l'égard du Valais* . . . . . 415

Le Valais dans la République helvétique 415. Attitude bernoise à l'égard du Valais 416. Réticences des cantons aristocratiques et des cantons montagnards à l'entrée du Valais dans la Confédération 417.

Attitude de Genève ; projet d'une Suisse militairement forte 418. Mémoire genevois du 19 janvier 1814 418. Le Valais sentinelle du conservatisme ; refus des Alliés d'entrer dans les vues des Genevois 420. Modification de la politique du conseil provisoire genevois 421. Critiques du mémoire genevois du 19 janvier par Pictet de Rochemont 422. Interventions de Pictet de Rochemont auprès de Humbolt et de Wessenberg ; approbation de Wessenberg 424. Intervention de Pictet de Rochemont auprès de Castlereagh ; mémoire de Pictet du 25 mai 1814 425. Echec des projets genevois touchant le Valais 427.

Attitude de la Confédération suisse ; propos de Reinhard 427. Rapport Finsler ; ses vues concernant le Valais 428. Mise aux archives du rapport Finsler 429. Motifs de l'attitude suisse ; les réticences des protestants 430. La Suisse poussée par les Alliés ; action nulle de la Confédération à l'égard du Valais 431.

2. *Le point de vue des Alliés* . . . . . 433

Politique de l'Autriche exposée par Lebzeltern 433. Doctrines des états-majors alliés : proclamation de Schwarzenberg, déclaration de Châtillon ; lettre du baron de Stein 434. Pacte de Chaumont ; la « date historique » du 2 mars 1814 435. Le Valais laissé dans l'ignorance de la décision de

Chaumont ; lettres de Lebzeltern ; son rappel 436. Nouvelles publiées dans les gazettes 437. Réactions du peuple valaisan : Bas-Valais, Haut-Valais 438.

### 3. *Politique de Stockalper. Opposition du Haut-Valais et du Bas-Valais* . . . . . 440

L'entrée des Alliés dans Paris connue et fêtée en Valais 440. Célébration religieuse de l'événement 441. Proposition de Simbschen en vue de la convocation d'une assemblée constituante 442. Arrivée d'Ugarte à Genève ; Simbschen met de côté son projet 442. Entretien de Werra-Ugarte 443. Le gouvernement inquiet et menacé 444. Isolationnisme de Stockalper 444. Opposition du Haut-Valais à la politique de Stockalper considérée comme aristocratique 445. Les idées politiques de l'élite sociale 446. Fidélité traditionnelle du Valais à la Suisse 447. Opposition du Bas-Valais à la république isolée 448. Persistance de la politique d'isolement à l'égard de la Suisse 450.

### 4. *Décision d'envoyer une députation à Paris* . . . . . 451

Les menées antigouvernementales mises sur le compte des étrangers 451. Le gouvernement protégé par la présence des forces autrichiennes ; lettre de Simbschen à Schraut 452 ; réaction du gouvernement 452. Attente du commissaire autrichien 453. Vukassovich consulté par le gouvernement 454. Adresse du dizain de Viège au gouvernement 454. Décision de faire partir une députation gouvernementale pour Paris ; double rédaction d'une circulaire à ce sujet 454 ; autre circulaire « sur l'impôt du papier timbré » 456. Troisième et définitive rédaction de la circulaire datée du 23 mai 457 ; le gouvernement réduit à deux membres 459. L'essentiel de la circulaire du 23 mai 460.

### 5. *Stockalper et le Bas-Valais* . . . . . 461

Les intentions réelles de Stockalper 461. Le vœu bas-valaisan en faveur de l'intervention d'un commissaire allié 462. Modération de la politique de Stockalper 463. Silence de Stockalper à l'égard du Bas-Valais 463. Malentendu entre Stockalper et le Bas-Valais 464. Position réciproque du Haut-Valais et du Bas-Valais sur la question de la réunion à la Suisse 465.

### 6. *Décision de convoquer une conférence à Sion* . . . . . 467

L'opinion publique maintenue dans l'ignorance jusqu'au départ de Stockalper 467. Réactions du Haut-Valais et du Bas-Valais à l'annonce du départ de la députation 469. Une bombe diplomatique dans la nuit du 24 au 25 mai 469. La lettre de Schraut à Simbschen 470 ; transmission tardive d'une copie de cette lettre par Simbschen 471. Conseil du gouvernement du 25 mai ; décisions prises ; célérité du gouvernement valaisan 471. Lettre du gouvernement à Schraut 473. Problèmes soulevés par la convocation d'une « conférence » ; caractères de cette conférence 473. Conférence bas-valai-

sanne de Martigny 474. Envoi de deux députations bas-valaisannes 475. Lettre du gouvernement du 28 mai à la députation Stockalper 476. Arrivée de Taffiner à Sion 477.

7. *La conférence de Sion du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 1814 . . . . .* 478

Absence du gouvernement de la conférence de Sion 478. Décision de la conférence de Sion : entrée du Valais dans la Confédération 479. Problème posé par l'élaboration d'une nouvelle constitution : projet des Haut-Valaisans ; réaction des Bas-Valaisans 480. Conséquences de l'attitude prise par le Haut-Valais 481. Opinion de Charles-Emmanuel de Rivaz 482. « Pronunciatum » des ministres alliés du 23 octobre 1814 483. Craintes de l'assemblée de Sion : lettre du gouvernement à Stockalper 483.

8. *La députation Stockalper à Paris. Démission de Stockalper et de Werra . . . . .* 484

Arrivée à Paris de la députation Stockalper 484. Arrivée à Paris de Louis de Preux 484. Correspondance entre le gouvernement et la députation à Paris 485. Visite de Charles-Emmanuel de Rivaz à la députation 485. Comment Stockalper est espionné par Preux 486. Refus de Metternich de recevoir la députation valaisanne ; entretien Stockalper-Stadion 486. Demande d'audience à Capo d'Istria ; échec des négociations projetées 487. Entretien Stockalper-Talleyrand ; les articles secrets du traité de Paris concernant la Suisse 487. Retour en Valais de la députation Stockalper 488. Séance du gouvernement valaisan du 18 juin 1814 ; Stockalper y rend compte des résultats de sa mission ; le gouvernement divisé 489. Démission de Stockalper et de Werra 490. Tentatives pour faire revenir Stockalper sur sa décision 490. Stockalper et de Werra maintiennent leur démission ; réponse de Talleyrand à Stockalper 491.

## CONCLUSION

1. *Séquelles administratives du département du Simplon en 1814 . . . . .* 492

2. *La défense de l'indépendance valaisanne . . . . .* 494

A l'égard de la France ; à l'égard de l'Autriche ; à l'égard de la Suisse. L'échec de la politique d'indépendance à l'égard de la Suisse.

3. *Les vues d'un Valaisan sur le futur développement économique du Valais. Le manque de vues de Stockalper en ce domaine . . . . .* 496

Une importante réalisation du XIX<sup>e</sup> siècle. Les faits qui excusent Stockalper.

4. *Les séquelles de la politique de Stockalper* . . . . . 500  
Attitude de Stockalper en 1815 ; attitude de la diète valaisanne ; Stock-  
alper député pour signer l'acte d'union du Valais à la Suisse. Une mesure  
provisoire de 1814 toujours en vigueur : le gouvernement de cinq membres.
5. *L'esprit d'indépendance après 1815. Jugement moral sur la politique  
de Stockalper* . . . . . 501



## TABLE DES MATIÈRES

|  |     |
|--|-----|
| Avant-propos . . . . .   | 7   |
| Sources et bibliographie. Abréviations . . . . .   | 13  |
| Chap. I. — La libération du Valais en 1813 . . . . .   | 33  |
| Chap. II. — Le lien réel avec la France : les Valaisans aux armées . . . . .   | 91  |
| Chap. III. — Les autorités intérimaires (26 décembre 1813-4 janvier 1814) . . . . .  | 107 |
| Chap. IV. — La Direction centrale (4-24 janvier 1814) et la députation à Fribourg-en-Brisgau . . . . .                       | 140 |
| Chap. V. — Le gouvernement Stockalper (25 janvier-30 mai 1814) . . . . .   | 211 |
| Chap. VI. — Le poids de l'occupation militaire . . . . .   | 321 |
| Chap. VII. — Le lien officiel avec la France : Charles-Emmanuel de Rivaz au Corps législatif . . . . .                       | 370 |
| Chap. VIII. — La question de la réunion du Valais à la Suisse et l'échec de la politique valaisanne d'indépendance . . . . . | 415 |
| Conclusion . . . . .   | 492 |
| Index des noms de lieux . . . . .  | 504 |
| Index des noms de personnes . . . . .  | 513 |
| Table analytique des matières . . . . .  | 535 |

Ce volume, le septième de la « Bibliotheca Vallesiana », collection dirigée par André Donnet, a été achevé d'imprimer le 26 février 1970 sur les presses de l'Imprimerie Pillet, à Martigny. Il a été tiré de cet ouvrage : deux cents exemplaires de l'édition « thèse de Lettres de Lausanne » ; cent exemplaires nominatifs sur papier verger volumineux, dont les cinquante premiers H. C. réservés aux amis de la « Bibliotheca Vallesiana », et huit cents exemplaires ordinaires sur papier « Voluma ».







